

**COMMISSION POUR L'AIDE FINANCIERE
AUX VICTIMES
D'ACTES INTENTIONNELS DE VIOLENCE
ET
AUX SAUVETEURS OCCASIONNELS**

**RAPPORT D'ACTIVITES
(2005 - 2009)**

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIERES	3
TABLE DE LA JURISPRUDENCE	4
AVANT PROPOS	9
COMPOSITION DE LA COMMISSION	13
1. COMPOSITION DE LA COMMISSION	13
2. LE SECRETARIAT	16
I. NOTIONS GENERALES	17
II. LES DISPOSITIONS LEGISLATIVES ET LA JURISPRUDENCE DE LA COMMISSION	21
SECTION 1 : LES CONDITIONS DE L'OCTROI DE L'AIDE	21
CHAPITRE 1. QUANT A L'ACTE DOMMAGEABLE	21
CHAPITRE 2. QUANT AUX VICTIMES	150
CHAPITRE 3. QUANT AU DOMMAGE DANS LE CHEF DES VICTIMES	238
CHAPITRE 4. QUANT AUX PROCHES D'UNE VICTIME DECEDEE	261
CHAPITRE 5. QUANT AUX PARENTS D'UN ENFANT MINEUR	270
CHAPITRE 6. QUANT AUX PROCHES D'UNE VICTIME DISPARUE	272
CHAPITRE 7. QUANT AU CARACTERE SUBSIDIAIRE DE L'AIDE	273
CHAPITRE 8. QUANT A LA RECEVABILITE DE LA DEMANDE	329
CHAPITRE 9. QUANT AUX MENTIONS DE LA REQUETE	377
SECTION 2 : LA NATURE DE L'AIDE	378
CHAPITRE 1. QUANT AUX TYPES D'AIDES	378
CHAPITRE 2. QUANT AU MONTANT DE L'AIDE	406
CHAPITRE 3. QUANT AUX SEUILS D'INDEMNISATION PREVUS PAR LA LOI	440
CHAPITRE 4. QUANT A LA SUBROGATION DE L'ETAT	447
III. DONNEES STATISTIQUES	469
IV. TEXTES NORMATIFS	471
1. LA LOI DU 1ER AOUT 1985	571
2. L'ARRÊTE ROYAL DU 18 DECEMBRE 1986	485
3. LA CONVENTION EUROPEENNE DU 24 NOVEMBRE 1983	500

TABLE DE LA JURISPRUDENCE

JU 01	la réparation du préjudice n'est pas garantie	18
JU 02	l'équité	19
	le principe	
	indépendance vis-à-vis de la décision en matière civile	
JU 03	graves atteintes au corps ou à la santé	22
	preuve	
JU 03A	faible taux d'invalidité permanente	31
	aide octroyée	
	refus d'aide	
JU 03B	absence d'invalidité permanente	58
	aide octroyée	
	refus d'aide	
JU 04	violence contre une personne	71
	le principe	
	jurisprudence du Conseil d'Etat	
	délit contre les biens sans violence à l'égard d'une personne	
	la preuve	
JU 04A	violence contre les personnes: quelques actes de violence	94
	quelques actes de violence	
	circulation et transport	
	accidents de la route	
	harcèlement	
	décès consécutif à usage de drogues	
	quelques actes de violence	
JU 05	l'intention	120
	jurisprudence du Conseil d'Etat	
	un acte intentionnel de violence et l'autorité de la chose jugée	
	preuve d'un acte intentionnel de violence	
JU 06	lien causal entre l'acte de violence et le dommage	142
	absence de preuve d'un lien causal	
	lien causal non prouvé pour tous les postes du dommage	
JU 07	ne sont pas des victimes au sens de la loi	153
	le ménage	
	membres de la famille des personnes non décédées	
	victime décédée avant l'introduction de la requête	
	l'enfant non encore né	
	personnes menacées	
	témoins	
	témoins: refus	
JU 08	victimes indirectes	171
	qui ?	
	pas de droit transmissible	

décès non causé par une agression décès non causé par une agression: question à la Cour d'Arbitrage sauveteurs occasionnels	
JU 09 parents de victimes mineurs d'âge mineur d'âge au moment des faits traitement de longue durée	188
JU 09A parents de victimes mineurs d'âge: pas de traitement de longue durée	198
JU 10 les proches d'une personne disparue	204
JU 11 sauveteurs occasionnels	206
JU 12 séjour légal en Belgique légal absence de séjour légal	211
JU 13 action publique et obtention de la réparation du préjudice: conditions cumulées	216
JU 14 constitution de partie civile une constitution de partie civile suffit, la recevabilité de la partie civile n'est pas requise absence de constitution de partie civile	221
JU 14A constitution de partie civile: force majeure Jurisprudence du Conseil d'Etat	225
JU15 Classement sans suite pour auteur inconnu assimilé à un classement sans suite pour auteurs inconnus pour une autre raison	233
JU 16 dommage moral dommage moral – facteurs aggravants jeunes victimes et relation avec l'auteur des faits	239
JU 17 la perte et la diminution de revenus principe absence de preuve revenus non déclarés revenus de remplacement au moment des faits primes	243
JU 18 le préjudice esthétique	246
JU 19 frais de procédure	246
JU 20 les frais matériels	248
JU 21 la perte d'une ou de plusieurs années de scolarité la perte d'une année de scolarité absence de perte d'une année de scolarité	250
JU 22 les intérêts jurisprudence du Conseil d'Etat	251

JU 22A postes de dommage exclus	255
les frais d'avocat	
autres cas	
jurisprudence du Conseil d'Etat	
JU 23 la preuve du dommage	257
refus	
effort nécessaire du requérant	
JU 24 l'expertise médicale	258
JU 25 les postes de dommage exclus	261
JU 26 dommage moral	262
JU 27 la perte d'aliments	264
la perte d'aliments	
pas à charge de	
JU 28 les frais funéraires	267
quels frais ?	
par personne décédée	
JU 29 les frais de procédure	268
JU 30 les postes du dommage pris en compte pour les parents	270
principe	
dommage moral	
JU 31 le caractère subsidiaire	273
principe	
dédommagements reçus: pour quels postes?	
dédommagements reçus, peut-on les déduire?	
JU 32 action contre l'auteur des faits	289
paiement par l'auteur	
tentative de récupération	
l'auteur indemnise, mais peu et lentement	
deux cas particuliers	
JU 33A les assurances	299
préambule	
principe	
JU 33B assurances: accident du travail	304
principe	
les agents pénitentiaires et les agents de police	
JU 33C assurances: paiement dans le cadre d'une couverture insolvabilité des tiers	314
déduction du montant perçu de l'assurance	
pas d'intervention de la commission	
JU 33D assurances: problèmes liés à la couverture d'insolvabilité des tiers	319
insolvabilité non prouvée	
auteur introuvable	
exclu par la police d'assurance	

le principe légal de subsidiarité et le principe contractuel de subsidiarité refus pour autre raison	
JU 34 absence de décision	330
décision nécessaire	
exception	
question préjudicielle et arrêt de la Cour Constitutionnelle (ex-Cour d'Arbitrage)	
JU 35 le délai	340
la Cour Constitutionnelle	
le Conseil d'Etat	
requête tardive	
requête tardive: jour du jugement	
requête tardive: décision sur les intérêts civils	
requête tardive: aide urgente suit la logique de l'aide principale	
requête tardive: abus sexuel sur mineurs d'âge	
requête tardive: décision définitive manquante	
requête tardive: décès de l'auteur	
requête tardive: faute du conseil précédent	
requête introduite prématurément	
JU 35A délai : force majeure	371
JU 36 aide d'urgence	378
principe	
pour quels postes de dommage	
aide d'urgence pour un proche	
l'octroi d'une aide urgente ne garantit pas l'octroi d'une aide principale	
JU 36A aide d'urgence: l'urgence	385
JU 36B aide d'urgence: absence d'urgence	388
absence d'urgence	
autres raisons	
JU 37 diverses aides d'urgence	394
JU 38 l'aide complémentaire	395
refus	
octroi	
JU 39 le comportement du requérant	406
appréciation positive	
appréciation négative	
comportement de la personne décédée	
faute antérieure	
JU 40 seuil de € 500	440
augmentation du seuil : seulement pour les nouvelles demandes	
également pour l'aide d'urgence	
JU 41 montant maximal de € 62.000	445
JU 42 aide principale – aide d'urgence	445

JU 43 versement sur un compte bloqué	446
autres modalités	
JU 44 manque de participation dans le chef du requérant	451
JU 45 déroulement de l'audience	453
JU 46 biffer la requête	456
JU 47 obligation de motivation et contrôle par le Conseil d'Etat	457
JU 48 correction de la décision	462
JU 49 conditions	464
JU 50 décision après cassation par le Conseil d'Etat	465

AVANT-PROPOS

Depuis la publication du rapport précédent qui concerne la période 2002-2004, le législateur a de nouveau changé quelques parties de la loi du 1er août 1985 qui concernent le Fonds et le fonctionnement de la commission.

Par la loi du 13 janvier 2006 (M.b du 31 janvier 2006) les nouveaux articles 40 jusqu'au 40quater ont été insérés. Ces articles visent la transposition dans le droit belge de la Directive européenne 2004/80 du 29 avril 2004. Suite à cette modification législative les Belges et les personnes qui résident habituellement en Belgique et qui ont été victimes d'un acte intentionnel de violence dans un autre Etat membre de l'UE peuvent désormais s'adresser à la commission à laquelle la mission a été confiée d'assister ces personnes dans leur demande d'indemnisation auprès de l'autorité compétente de l'Etat membre où les faits se sont produits. Dans le sens invers les personnes qui résident à l'étranger et qui ont été victimes d'un acte intentionnel en Belgique peuvent désormais s'adresser par analogie à l'autorité compétente de leur pays qui à son tour se met directement en contact avec notre commission.

La loi-programme (II) du 27 décembre 2006 (M.b. du 28 décembre 2006) a modifié l'article 31,5° de la loi; par ce changement les "ayants-droits" d'un sauveteur occasionnel ont été rédéfinis et décrits par analogie avec les ayants-droits d'une personne disparue depuis plus d'un an.

La commission qui dans sa composition actuelle est active depuis le 1er février 2005 a rendu les deux années échues respectivement 1176 et 1262 décisions ; ainsi on a pu noter pour l'année 2004 dont les chiffres ont été repris dans le rapport d'activités précédent, une augmentation du nombre de décisions prises. Ceci n'était pas possible sans la collaboration de tous les membres de la commission et l'engagement journalier de l'équipe de collaborateurs du secrétariat.

Par ailleurs il y a une augmentation constante du nombre de nouvelles requêtes introduites; pour les années 2005 et 2006 il s'agit respectivement de 1191 et 1312 nouveaux dossiers. Le défi le plus grand pour les années suivantes tant pour les membres de la commission que pour le secrétariat est, par une organisation efficace du travail, d'améliorer la vitesse de traitement des dossiers introduits et ainsi de diminuer le délai de celui-ci.

Luc DE MUYER

La longueur des négociations politiques pour la formation du gouvernement après les élections du 10 juin 2007 a eu pour conséquence indirecte que le nouveau président de la Commission, appelé à remplacer Monsieur L. DE MUYER, admis à la retraite le 30 juin 2007, n'a pu être nommé que le 10 mars 2008 !

Mon propos se bornera à se faire l'interprète des membres de la Commission et du secrétariat pour adresser à mon prédécesseur, Monsieur L. DE MUYER, nos vifs et sincères remerciements pour son activité à la tête de la Commission du 1^{er} février 2005 au 30 juin 2007.

Après une carrière comme officier d'infanterie, au 1^{er} Régiment de Carabiniers, Monsieur L. DE MUYER a été nommé substitut de l'Auditeur militaire puis substitut et enfin premier substitut du Procureur du Roi près le Tribunal de 1^{ère} Instance de Malines.

Il tenait de cette double formation une grande rigueur dans son travail qu'il tempérerait par une profonde affabilité à l'égard des personnes qu'il rencontrait.

Nommé le 1^{er} février 2005 à la tête d'une Commission renouvelée comptant de nombreux nouveaux membres magistrats, avocats, fonctionnaires ainsi qu'une catégorie nouvelle de membres nommés en fonction de leur expertise, Monsieur L. DE MUYER, est parvenu à intégrer ce renfort bienvenu dans la Commission dont il avait réorganisé le fonctionnement par chambres.

C'est le résultat du travail de cette équipe que vous lirez dans les pages qui suivent.

Il me revient maintenant le redoutable honneur de succéder à Monsieur L. DE MUYER.

Je voudrais mettre mon mandat à profit pour renforcer encore la cohésion entre les membres de la Commission et du secrétariat et pour garantir, dans le respect de la spécificité de chaque dossier, l'unité de la jurisprudence de la Commission, garante du traitement égal, et donc véritablement équitable de toutes les victimes et des sauveteurs occasionnels ainsi que de leurs familles qui sollicitent une aide financière.

L'initiative la plus urgente fut cependant d'obtenir une modification législative pour mettre la loi du 1^{er} août 1985 – qui est la base de notre système d'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence – en conformité avec les arrêts de la Cour d'arbitrage (aujourd'hui Cour constitutionnelle) ou pour couper court à diverses controverses.

La décision fut dès lors prise de postposer la publication du présent rapport d'activités pour la faire coïncider avec l'adoption de la modification législative – celle-ci fut préparée conjointement par Monsieur Philip VERHOEVEN, le secrétaire de la Commission et par moi-même et fut soumise au Cabinet du Ministre de la Justice VANDEURZEN qui décida de la soumettre au Parlement dans le cadre d'un projet de loi de dispositions diverses en matière de Justice.

Avant que ce projet n'ait pu être déposée le premier ministre et le ministre de la Justice furent emportés dans la tourmente de « l'affaire Fortis ».

Entretemps, l'opinion publique a été émue par l'affaire « Oulematou », du nom de cette jeune femme victime d'un meurtre raciste à Anvers. En vertu de la loi du 1er août 1985 telle qu'elle était applicable pour la période couverte par le présent rapport d'activités, l'article 31bis, § 1er, 2° (ainsi modifié, quant à sa numérotation par la loi programme du 27 décembre 2004, article 463, a) pose comme condition de l'aide le fait que la victime soit de nationalité belge ou ait un droit d'entrer, de séjourner ou s'établir dans le Royaume. L'application, à ce cas précis, de cette disposition qui aurait eu pour effet de priver la famille de cette victime d'une aide financière, a choqué de nombreux parlementaires et s'est traduite par le dépôt de plusieurs propositions de loi visant à son abrogation.

Le Gouvernement a décidé de reprendre ces dispositions à son compte et a intégré l'abrogation de cette règle dans son projet de loi de dispositions diverses en matière de Justice (II).

Ce projet fut finalement déposé à la Chambre des Représentants le 14 septembre 2009 sous le numéro 52/2161 par le Ministre de la Justice Stefaan DE CLERCK.

Adopté à la Chambre le 15 décembre 2009 et évoqué par le Sénat qui l'a approuvé sans modification en ce qui concerne la Section IV relative à l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels, il est devenu la loi du 30 décembre 2009. Publiée au Moniteur belge du 15 janvier 2010 (2^{ème} édition) cette loi est entrée en vigueur le 25 janvier 2010.

La loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions diverses en matière de Justice (II) prévoit :

- 1°) une uniformisation de la terminologie employée pour décrire à l'article 31 de la loi du 1er août 1985 les « victimes indirectes », c.a.d. les personnes frappées par la mort ou la disparition d'une proche lorsque celles-ci sont dues à un acte intentionnel de violence ou par le décès d'un sauveteur occasionnel (art. 9 a, c, d, e de la loi du 30 décembre 2009) ;
- 2°) l'élargissement du champ d'intervention du Fonds en faveur des parents d'enfants victimes : ces parents ne devront dorénavant plus établir que leur enfant a nécessité un traitement médical ou thérapeutique de longue durée ; l'aide que les parents peuvent solliciter dans ce cadre vise à leur permettre de faire face à leur dommage propre qui se distingue du dommage de leur enfant (art. 9, b) ;
- 3°) la suppression de la condition de séjour légal (art. 10,a) ;

4°) une assimilation complète, conformément à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, de la situation de la victime qui a tenté d'obtenir la réparation de son préjudice en agissant devant les tribunaux civils à celle qui a agi devant les juridictions répressives (art. 10, b, c et d et 12) ;

5°) la possibilité pour la Commission de tenir compte, au nom de l'équité, du comportement de la victime au même titre que celui du requérant ; selon une jurisprudence récente du Conseil d'Etat, la Commission pouvait tenir compte du comportement blâmable de la victime lorsque celui-ci était à l'origine de l'acte de violence, sauf lorsqu'elle était décédée des suites de celui-ci ; on pense à des cas « règlements de compte » entre truands, de participation à des activités criminelles, voir de provocation (art. 11)

Le texte coordonné de la loi du 1er août 1985 tenant compte des dernières modifications législatives figure à la fin du présent rapport d'activités.

Il me reste à former le vœu que le Fonds spécial d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels, ainsi doté d'une législation rajeunie, puisse venir en aide, mieux encore qu'auparavant, aux personnes en faveur desquelles il a été instauré.

L.-H. OLDENHOVE de GUERTECHIN

COMPOSITION DE LA COMMISSION

1. COMPOSITION DE LA COMMISSION

La composition de la commission est réglée par l'article 30, § 2 de la loi du 1er août 1985 :

« La commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence, ci-après dénommée la commission, est divisée en chambres. Le Roi détermine le nombre de chambres.

Le président et les vice-présidents de la commission sont des magistrats de l'ordre judiciaire. Le nombre de vice-présidents est égal au nombre de chambres moins un.

La commission comprend en outre autant d'avocats ou avocats honoraires et de fonctionnaires ou de fonctionnaires retraités de niveau 1 qu'il y a de chambres. D'autres catégories de membres de la commission peuvent être désignés par le Roi. A cet effet, celui-ci peut imposer des conditions particulières. La moitié des membres appartient au rôle linguistique néerlandais, l'autre moitié au rôle linguistique français. Le président, les vice-présidents et chaque membre ont un suppléant. Le président doit justifier de la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise, conformément à la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Au moins une des personnes mentionnées à l'alinéa précédent doit justifier de la connaissance suffisante de la langue allemande, selon les modalités précisées par le Roi. Le président, les vice-présidents, les membres et leurs suppléants sont désignés par le Roi. La moitié des fonctionnaires est désignée sur proposition du ministre des Finances, l'autre moitié sur proposition du ministre qui a la Santé Publique dans ses attributions.

Le mandat du président, des vice-présidents, des membres et de leurs suppléants a une durée de six ans, sans que le titulaire de ce mandat puisse dépasser l'âge de 70 ans. Le mandat est renouvelable. »

L'article 5bis de l'arrêté royal stipule ce qui suit:

« A côté des avocats et fonctionnaires visés à l'article 30, § 2, 3e alinéa, de la loi, peuvent être désignées en tant que membre de la commission les personnes qui remplissent les conditions suivantes :

- posséder au moins 5 ans d'expérience professionnelle utile en matière d'estimation ou d'évaluation du préjudice physique ou psychique important résultant d'infractions dans une fonction académique, dans une fonction médicale, au sein d'une entreprise d'assurance autorisée, au sein d'un service du Service public fédéral Justice ou dans un service agréé pour l'aide sociale aux justiciables ou pour la santé mentale;*

- être titulaire d'un diplôme ou certificat d'études délivré par une université ou un établissement assimilé;
- *jouir des droits civils et politiques.* »

Le montant des jetons de présence est réglé par l'arrêté royal du 13 juin 2006 modifiant l'arrêté royal du 26 avril 1999 déterminant le montant des jetons de présence alloués au président, aux vice-présidents et aux membres de la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence. Par demi-heure d'audience prestée les montants bruts suivants sont alloués : avocats et fonctionnaires retraités : 9,50 EUR; vice-présidents : 11 EUR et président : 12,50 EUR.

A. MEMBRES MAGISTRATS (A.R. 13-01-2005)

Président :

Monsieur L. DE MUYER, premier substitut du Procureur du Roi près le tribunal de première instance de Malines (jusqu'au 30 juin 2007)

Monsieur L.-H. OLDENHOVE DE GUERTECHIN, avocat général près la Cour d'Appel de Mons (A.R. 10-03-2008)

Vice-présidents :

- Madame C. DELESIE, juge de paix du canton de Menin
- Madame D. DESMET, juge au tribunal du travail de Courtrai
- Monsieur J.-P. GAUDY, juge au tribunal du travail d'Arlon
- Madame A. DELHEZ, substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Dinant
- Monsieur L.-H. OLDENHOVE DE GUERTECHIN, substitut du procureur général près la Cour d'Appel de Mons (jusqu'au 10 mars 2008)

Vice-présidents suppléants :

- Monsieur L. VULSTEKE, juge de complément au tribunal de police de Bruges
- Monsieur P. DE SMET, substitut du procureur général près la Cour d'appel de Gand
- Monsieur P. DRAULANS, juge au tribunal de police de Turnhout
- Monsieur V. WINAND, substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Liège
- Monsieur S. CHARLIER, substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Liège
- Monsieur Ph. GORLE, conseiller à la Cour d'appel de Liège

B. MEMBRES AVOCATS (A.R. 28-01-2005)

- Monsieur N. ESTIENNE, avocat au barreau de Bruxelles
- Monsieur A. TREVISAN, avocat au barreau de Liège
- Madame E. WESTERLINCK, avocat au barreau de Nivelles
- Monsieur M. SWINNEN, avocat au barreau d'Anvers
- Madame N. VERBEEEST, avocat au barreau de Gand
- Monsieur F. VAN HENDE, avocat au barreau de Gand

Suppléants :

- Monsieur R. DEWULF, avocat au barreau de Bruxelles
- Madame I. PECHARD, avocat au barreau de Liège
- Madame H. MELOTTE, avocat au barreau de Louvain
- Monsieur L. LOOS, avocat au barreau de Termonde
- Monsieur B. FRANCO, avocat au barreau de Charleroi (fin du mandat le 23/07/2006)
- Madame M. VANLOUWE, avocat au barreau de Bruxelles

C. MEMBRES FONCTIONNAIRES (A.R. 28-01-2005)

- Monsieur J. BUTS, directeur SPF Finances
- Madame D. DERINCK, 1er attaché des Finances
- Madame I. GILLEBERT, inspecteur principal a.i. SPF Finances
- Monsieur L. LEUNENS, directeur, SPF Finances
- Madame A.M. VERSCHUEREN, auditeur général SPF Finances
- Madame J. HUSSON, chef de travaux SPF Affaires sociales et Santé publique

Suppléants :

- Monsieur L. VAN ENDE, attaché des Finances
- Monsieur H. LAQUAY, conseiller adjoint SPF Affaires sociales et Santé publique

D. MEMBRES 4EME CATEGORIE (A.R. 28-01-2005)

- Madame C. DEWULF, directrice de la Maison de Justice d'Ypres
- Madame M. PIERAERTS, coordinatrice de projets à l'a.s.b.l. «Dienst voor Sociale Reïntegratie» à Bruxelles
- Monsieur K. VAN GOETHEM, psychologue des services extérieurs des établissements pénitentiaires
- Monsieur P. VERHAEGHE, directeur de la Maison de Justice de Tongres
- Madame C. HANOZIN, directrice de la Maison de Justice de Dinant
- Madame L. VAN PETEGEM, directrice de la Maison de Justice de Mons
- Madame A. WARRANT, conseiller adjoint de l'Administration centrale du SPF Justice
- Madame A. DEVOS, conseiller général de l'Administration centrale du SPF Justice

2. LE SECRETARIAT

Adresse postale : c/o SPF Justice, Bld. de Waterloo 115 - 1000 Bruxelles
bureaux : Avenue de la Porte de Hal, 5-8 - 1060 Saint-Gilles
tel. : 02/542.65.11
fax : 02/542.72.40
commission.victimes@just.fgov.be

Heures de visite : chaque jour ouvrable de 9h à 11 h 45 et de 14 h à 17h.

Chambres Francophones

- Madame C. BAEYENS
- Monsieur S. BECHOU
- Madame D. COLPIN
- Monsieur J. GOMEZ PAVON (jusque octobre 2006)
- Madame A. KERVYN (jusque avril 2009)
- Monsieur O. LAUWERS (depuis septembre 2005)
- Madame F. MAZY
- Monsieur P. ROBERT

Chambres Néerlandophones

- Monsieur E. DEMUNTER (jusque janvier 2006)
- Monsieur T. NEEL (jusque septembre 2006)
- Monsieur P. PARENT
- Monsieur L. PHILIPPOT (depuis janvier 2007)
- Monsieur G. SNYERS (depuis juin 2009)
- Madame M. STEYAERT
- Monsieur G. VAN DEN ABBEELE
- Monsieur B. VAN BEURDEN
- Madame I. VAN GORP (entre novembre 2008 et mai 2009)
- Monsieur P. VERHOEVEN

I. NOTIONS GENERALES

L'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels trouve ses sources légales dans les articles 28 à 41 de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, dans l'arrêté royal du 18 décembre 1986 relatif à la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence et dans l'arrêté royal du 17 janvier 2007 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels.

Ces trois textes organisent en substance un système juridique (avec entre autres une juridiction administrative) qui règle l'intervention possible, forfaitaire et subsidiaire de l'Etat à l'égard du dommage subi par les personnes qui ont subi de graves atteintes au corps ou à la santé suite à un acte intentionnel de violence ou à un acte de sauvetage.

L'intervention est "possible et subsidiaire" en ce sens qu'on ne peut s'adresser à la commission que dans le cas où la victime ne peut pas obtenir une réparation effective, l'auteur des faits étant insolvable ou inconnu, ou parce que la victime n'a pas pu ou ne pourra pas obtenir une réparation adéquate par d'autres voies.

Il faut souligner que le fondement de cette indemnisation ne réside pas dans une présomption de faute qui pèserait sur l'Etat au motif qu'il n'a pu empêcher l'infraction.

L'indemnisation ainsi prévue trouve son fondement dans un « principe de solidarité collective entre les membres d'une même nation », axé sur la notion de risque social anormal entraînant une rupture de l'égalité des citoyens devant les charges publiques. L'idée est que la collectivité se doit de prendre en charge, en équité, tout ou partie de la réparation d'un dommage considéré comme étant en soi un mal social.

Il résulte du système même et de son fondement que la victime d'un acte intentionnel de violence ou un sauveteur occasionnel ne se voit pas conférer un droit subjectif à l'octroi d'une aide de la part de l'Etat, mais un simple intérêt dont le contentieux a été attribué à une juridiction administrative, la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence.

La commission détient un pouvoir d'appréciation à la fois quant à l'opportunité de l'octroi de l'aide et quant à la fixation de son montant dans les limites légales. Il en résulte que la réparation du préjudice n'est nullement garantie (JU 01).

Par ailleurs, la commission fixe le montant de l'aide en équité, indépendamment de la décision du tribunal ayant statué sur l'action civile (JU 02).

Jurisprudence :

Avant-propos :

1. explication de la référence d'une décision. Une référence s'articule en 2 parties: un code, suivi d'une année entre parenthèse

- le code : renseigne sur le moment de l'introduction de la requête.
- 1 à 1222 : de 1985 à 1996
- **97001**: 1997; **98001**: 1998; **99001**: 1999
- **MM001**: 2000; **M1001**: 2001; **M2001**: 2002; **M3001**: 2003; **M40001**: 2004; **M50001**: 2005; **M60001**: 2006; **M70001**: 2007; **M80001**: 2008; **M90001**: 2009
- la mention de l'année : est l'année durant laquelle la décision a été rendue
- ex. 99004 (2005): c'est la 4^{ième} requête introduite en 1999 – la décision a été rendue en 2005.

2. la plupart des décisions de la commission peuvent être consultées via internet : http://www.just.fgov.be/index_fr.htm

2.a. choisir Jurisprudence dans Sources du droit

2.a.1. sélectionnez commission aide aux victimes dans Juridiction

2.a.2. sélectionnez année et texte

2.a.3. éventuellement un mot spécifique, tel que invalidité, plainte, prescription,...

2.b. cliquez sur recherche

2.c. ensuite vous pouvez choisir liste et visualisation

JU 01 la réparation du préjudice n'est pas garantie

99004 (2005)

du fait que la Commission est chargée d'apporter une aide aux victimes, ce qui ne correspond pas à l'indemnisation du dommage mais répond à l'idée de solidarité collective en faveur des victimes d'actes intentionnels de violence;

M50531 (2005)

Verder vraagt verzoeker ook rekening te houden met de inflatie.

Nog abstractie gemaakt van de door verzoeker volstrekt niet met de werkelijkheid overeenstemmende toegepaste inflatievoet van gemiddeld 40%, is de Commissie, noch naar de letter, noch naar de geest van de wet

van 1 augustus 1985 gehouden tot compensering van gebeurlijke inflatie, net zoals – conform constante rechtspraak van de Commissie – overigens ook intresten niet voor hulp in aanmerking kunnen komen.

Waardevastheid en rente zijn begrippen die kleven aan (volledige) schadeloosstelling. De tussenkomst van de Staat in het kader van voormelde wet behelst niet de (integrale) vergoeding van de schade, doch wel een hulp naar billijkheid, waarbij uitsluitend mag gesteund worden op de limitatief in de wet opgesomde bestanddelen van de geleden schade. De schadeposten ‘intresten’ en ‘inflatoire correctieven’ figureren niet op deze lijst. Bovendien mogen gederfde intresten niet gecompenseerd worden door de toepassing van een inflatiecorrectiefactor. Beide instrumenten hebben immers een eigen vergoedingsfinaliteit. Tenslotte dient voor zoveel als nodig te worden opgemerkt dat het verzoek om toepassing te maken van een inflatiecoëfficiënt slechts voor de eerste maal wordt opgeworpen voor de Commissie, terwijl deze gebeurlijke schadepost niet was opgenomen in de burgerlijke eis zoals gesteld voor de rechtbank.

M60934 (2009)

de ce que l'aide financière n'a pas été instituée pour octroyer « un supplément » à une victime s'estimant lésée par une décision de justice, mais bien pour aider financièrement la victime, notamment, lorsque l'auteur est insolvable, ce qui n'est manifestement pas le cas ;

JU 02 l'équité

- le principe
- indépendance vis-à-vis de la décision en matière civile

le principe

M1592 (2005)

De Commissie verzekert geen integrale schadeloosstelling. Ze kan, naar billijkheid, een financiële hulp toekennen voor de schadeposten die limitatief zijn opgesomd in artikel 32, § 1, van de wet van 1 augustus 1985.

M50720 (2006)

Bij het nader bepalen van de toe te kennen financiële hulp wordt eveneens rekening gehouden met het feit dat de maatschappij veel meer dan voorheen zwaar tilt aan dossiers als die van ..., zodat ook de Commissie op basis van het principe van solidariteit van de maatschappij ten aanzien van de slachtoffers en hun naasten, hiermee rekening houdt bij het bepalen van het toe te kennen bedrag.

indépendance vis-à-vis de la décision en matière civile

M3018 (2005)

Weliswaar is de Commissie niet gebonden door de bedragen toegekend door het Hof van Assisen, doch bij inzage van het strafdossier heeft de Commissie zich kunnen vergewissen van de ongemeen gruwelijke omstandigheden waarin de broer van verzoeker om het leven werd gebracht.

De Commissie meent dat de toekenning van de maximale financiële hulp in deze situatie passend en billijk voorkomt.

M40787 (2005)

De Commissie kent de gevorderde bedragen toe, in billijkheid, nu zij (onder meer) gesteund zijn op de cijfers die werden toegekend door het Hof van Assisen van de provincie Antwerpen van 17 juni 2002. Ofschoon de Commissie niet gebonden is door deze toegekende bedragen is zij van oordeel dat in billijkheid dezelfde tegemoetkoming moet toegekend worden gezien het schrikwekkend karakter van de feiten. De Commissie kan er niet aan twifelen dat deze feiten voor alle nabestaanden een ernstig psychisch trauma hebben teweeggebracht.

M70152 (2007)

De Commissie merkt ook op dat:

- de verzoeker voor de correctionele rechtbank € 272,43 vorderde voor opleg dokterskosten en € 500 naar billijkheid voor kledischade, € 100 voor verplaatsingskosten en € 100 voor administratiekosten;
- er bij definitief vonnis voor deze schadeposten respectievelijk € 40,30, € 375, € 50 en € 50 toegekend werd;
- de verzoeker in dit vonnis berust heeft;
- de verzoeker geen bijkomende stukken neerlegt waardoor een ander, hoger bedrag aannemelijk gemaakt zou kunnen worden;
- dat zij in de gegeven omstandigheden dan ook meent de hulp voor deze schadeposten niet hoger te kunnen begroten dan de door de rechtbank toegekende vergoeding.

M70172 (2007)

De Commissie merkt op dat:

- er bij definitief vonnis ex aequo et bono € 750 toegekend werd;
- de verzoekster in dit vonnis berust heeft;
- de verzoekster geen bijkomende stukken neerlegt waardoor een ander, hoger bedrag aannemelijk gemaakt zou kunnen worden.

De Commissie meent in de gegeven omstandigheden, hierbij rekening houdend met de ernst van de feiten enerzijds en anderzijds met de door de wet uitgesloten schadeposten, de hulp niet hoger te kunnen begroten dan de door de rechtbank toegekende vergoeding van € 750,00.

II. LES DISPOSITIONS LEGISLATIVES ET LA JURISPRUDENCE DE LA COMMISSION

SECTION 1 : LES CONDITIONS DE L'OCTROI DE L'AIDE

CHAPITRE 1. QUANT A L'ACTE DOMMAGEABLE

Il doit s'agir :

A. D'un acte intentionnel de violence engendrant de graves atteintes (JU 03) au corps ou à la santé

Cet acte doit nécessairement comporter :

A.1) un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence(JU04)

A.2) un élément moral qui consiste dans l'intention de l'agresseur de commettre cet acte de violence (ce qui exclut les infractions par imprudence ou par négligence) (JU 05)

A.3) un lien de causalité entre l'acte de violence et le dommage subi(JU 06)

A.4) il n'est pas toujours requis que tous les éléments constitutifs de l'infraction (éléments moral et matériel) soient réunis. Il suffit que le fait dommageable ait le caractère matériel d'un acte intentionnel de violence pour qu'une aide puisse être octroyée, même si l'auteur de cet acte est jugé irresponsable de ses actes.

B. Commis en Belgique

C'est l'application du principe de la territorialité.

Voir par exemple M41054 (2007)

La Commission note que par arrêt daté du ..., la Cour d'Assises de Namur condamne les auteurs pour homicide commis sur la personne de Monsieur C le 19/06/2000 à Signy-le-Petit (France).

Le conseil de la requérante évoque un doute qui subsisterait sur les circonstances exactes des faits. La Commission se base sur la décision judiciaire passée en force de chose jugée et l'acte d'accusation qui mentionnent que les faits ont été perpétrés sur le territoire français.

Par décision du 29/06/2004, la Commission a acté le désistement dans le cadre du dossier introduit par le tuteur du fils de la victime, qui sollicite de pouvoir introduire la demande devant les autorités françaises.

La demande de la requérante ne rencontre pas les prescrits légaux précités.

C. Actes de courage

L'article 31bis, § 2 impose les conditions suivantes:

“1° être intervenu sur le territoire de la Belgique;

2° avoir subi un préjudice;

a) soit en se portant volontairement au secours d'une victime d'un acte intentionnel de violence ou de l'explosion d'un engin de guerre ou d'un engin piégé;

b) soit en accomplissant un acte de sauvetage de personnes dont la vie était en danger;”

Jurisprudence :

JU 03 graves atteintes au corps ou à la santé

- preuve

preuve

98765 (2006)

Tenant compte :

- de l'article 31, 1° de la loi du 1/8/1985 qui prévoit que la Commission peut octroyer une aide financière « aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence » ;
- de ce qu'en l'espèce, le certificat médical déposé par le requérant est postérieur de 15 jours aux faits;
- de ce que le requérant ne dépose aucune pièce justificative à l'appui de son dommage ;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande du requérant, non fondée.

99515 (2006)

Tenant compte d'une part :

- de ce que la requérante a supporté des frais médicaux et annexes pour un montant de 4.260, 99 €;

et d'autre part :

- de que la requérante a déjà reçu de la Commission, une aide d'urgence de 7.436, 80 €;
- du fait que compte tenu de son compréhensible refus de se soumettre à des nouvelles investigations médicales, l'aide d'urgence reçue paraît suffisante ;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande de la requérante, non fondée.

MM289 (2005)

En date du 7 juin 1997, à Fléron, le requérant se rend au coffre de nuit de l'agence BBL afin d'y déposer la recette du jour et celle de la veille. Alors qu'il sort de son véhicule, il est agressé par deux individus qui lui volent la totalité de son argent.

...

Tenant compte d'une part:

- du dommage moral qu'a subi le requérant suite à l'agression dont il a été victime;

et d'autre part :

- de que le requérant ne dépose aucune pièce relative au dommage qu'il aurait subi suite aux faits (pas de pièce médicale, pas de pièce relative à ses revenus, pas de justificatif de frais médicaux) en dépit des rappels qui lui ont été adressés;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande du requérant, non fondée.

M2557 (2005)

Le requérant n'a fourni aucun rapport médical ou thérapeutique et aucun justificatif de frais lié aux faits. Le requérant fait état de brûlures et douleurs violentes aux yeux durant 30 à 45 minutes mais n'indique aucune répercussion ultérieure sur son état de santé, il n'a pas consulté de médecin et ne soumet aucune pièce relative à la nécessité d'un traitement. L'article 32§1^{er} de la loi du 01/08/1985 précise les postes pour lesquels une aide peut être demandée et force est de constater qu'en l'absence de toute pièce médicale, il ne peut être retenu d'invalidité, ni de séquelles dans le chef du requérant.

La Commission ne peut dès lors considérer l'existence d'un préjudice physique ou psychique important, tel que prévu par la loi.

La Commission est attentive au fait que le requérant a subi une agression d'un tiers et aux difficultés rencontrées par le requérant directement après les faits. La loi relative à l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels

de violence a néanmoins précisé les conditions de son intervention et vu les éléments précités, la demande du requérant ne peut rencontrer les critères légaux.

la Commission estime dès lors la demande recevable mais non fondée

M2662 (2005)

Herhaalde malen werd in dit oud dossier gevraagd naar een aantal inlichtingen waarop slechts gedeeltelijk geantwoord werd. Zo werd telkenmale gevraagd naar een afschrift van het vonnis van 7 mei 2001 van de correctionele rechtbank te Gent met bewijs van kracht van gewijsde. Er werd geen interesse getoond.

Zo werden aan de raadsman van verzoeker diverse herinneringsbrieven geschreven o.a. op 17 oktober 2003 en 29 maart 2004. Op 13 april 2004 schreef de raadsman ons dat zijn cliënt niet langer geïnteresseerd was en het verzoek als zonder voorwerp mocht aanzien worden. Na een voorstel tot afstandsverklaring voorgelegd te hebben, wou verzoeker de procedure dan toch verder zetten... .

Op 20 december 2004 werd aan de raadsman opnieuw een herinneringsschrijven gericht.

Op 28 december 2004 kreeg het secretariaat inlichtingen nopens de insolabiliteit van de dader en afschriften van de processen-verbaal waarbij uiteindelijk kon opgemaakt worden over welke feiten het ging.

...

Het gaat hier om een arbeidsongeval. Verzoeker vraagt aan de Commissie € 545,36 voor morele schade.

De Commissie is van oordeel dat in casu niet wordt bewezen dat het slachtoffer een ernstige lichamelijke of psychische schade ondervindt als gevolg van de opzettelijke gewelddaad.

Onder ernstig lichamenlijk of psychisch letsel dient immers te worden verstaan: posttraumatische stressstoornis, een blijvende invaliditeit of werkonbekwaamheid, wat niet voldoende wordt aangetoond.

Om deze reden beslist de Commissie het verzoek als ongegrond af te wijzen.

M3204 (2006)

Dans la nuit du 17 et 18 octobre 2000, la requérante a été victime d'une tentative de viol sur la voie publique. L'agresseur a pris la fuite à bord de sa voiture lorsque des passants ont entendu les cris de la requérante. Du procès-verbal daté du 17/10/2000, il apparaît que la requérante est une prostituée, qu'elle fut prise en charge à l'Avenue Louise à proximité de la place Stéphanie. L'individu tenta d'abuser d'elle dans la voiture mais la requérante réussit à sortir de la voiture. Deux passants, alertés par les cris, obligèrent l'agresseur à prendre la fuite.

La requérante n'était pas blessée. Elle a déclaré ne pas avoir vraiment reçu de coups et qu'elle ne ferait parvenir aucun certificat médical.

...

Tenant compte d'une part :

- des circonstances des faits d'agression subis par la requérante ;

et d'autre part :

- du fait que la requérante, malgré les nombreux courriers adressés à son conseil (en date des 30/04/2003, 27/10/2003, 07/05/2004, 27/09/2004 et 17/02/2005) n'a pas répondu aux mesures d'instruction et n'a fourni aucune indication sur les séquelles qu'elle conserve suite aux faits ;
- de l'absence de justificatifs de frais médicaux ou thérapeutiques liés aux faits ;
- de ce que la Commission ne nie pas les faits et ne veut pas minimiser leur importance, que cependant la requérante n'a pas donné suite aux demandes de compléter son dossier et n'a apporté aucun élément susceptible de considérer, dans son chef, l'existence d'une atteinte grave suite aux faits et que par conséquent, il ne peut être conclu à l'existence d'un préjudice important tel que prévu par la loi du 01/08/1985 qui régit l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence;

la Commission estime que la demande d'aide principale de la requérante est recevable mais non fondée.

M3397 (2006)

Pour évaluer le préjudice subi par le requérant suite à l'acte intentionnel de violence, la Commission doit pouvoir disposer de pièces médicales relatives aux faits.

Force est de constater que le seul document médical joint au dossier fait état de deux jours d'incapacité de travail suivi d'une guérison complète. Le requérant n'a pas souhaité bénéficier d'une expertise médicale auprès de l'office médico-légal. Il ne justifie pas de frais médicaux résultant de l'agression.

Par conséquent, la Commission considère que la demande du requérant ne rencontre pas les prescrits légaux précités et qu'il n'est pas possible d'établir, dans le chef du requérant, l'existence d'un préjudice physique ou psychique important suite aux faits.

La Commission estime dès lors que la demande ne peut être rattachée aux critères légaux précités.

M40329 (2005)

Volgens de vaste rechtspraak van de Commissie veronderstelt een "ernstige lichamelijke of psychische schade" als bedoeld in voormeld artikel, een

blijvende arbeidsongeschiktheid of invaliditeit, een psychisch trauma, of minstens een langdurige tijdelijke arbeidsongeschiktheid of hoogoplopende medische kosten.

Ook wat dit punt betreft heeft de raadsman van verzoekster nagelaten de nodige stavingsstukken over te maken, zodat ook dit onderdeel van de vordering ongegrond moet worden verklaard.

M40549 (2005)

Wat de grond van de zaak betreft wenst de Commissie de aandacht te vestigen op artikel 31, § 1, van de wet van 1 augustus 1985. Luidens deze bepaling kan er enkel een hulp worden toegekend aan degene die “een ernstig lichamenlijk letsel of psychische schade” ondervindt als rechtstreeks gevolg van de gewelddaad. Volgens de vaste rechtspraak van de Commissie veronderstelt dit een blijvende invaliditeit, een langdurige arbeidsongeschiktheid en/of aanzienlijke medische kosten.

De Commissie is van oordeel dat aan deze voorwaarde in casu niet is voldaan. Verzoeker heeft in elk geval nagelaten rechtvaardigingsstukken voor te leggen waaruit het tegendeel zou blijken.

In die omstandigheden dient het verzoek als ongegrond te worden afgewezen.

M41005 (2005)

Luidens artikel 31, 1°, van de wet van 1 augustus 1985 kan de Commissie een financiële hulp toekennen aan “personen die ernstige lichamenlijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad.”

Het voorliggend dossier bevat geen medische stukken waaruit kan worden opgemaakt dat aan voormelde voorwaarde is voldaan. Deze stukken (attesten van Dr. S) bevinden zich wel in het strafdossier, en er wordt door de raadsman van verzoekster naar verwezen in zijn schriftelijke reactie op het verslag en het advies. Dr. S attesteerde betreffende verzoekster “buiotrauma, kneuzingen, opname”. Tevens werd gesteld dat het slachtoffer niet alleen zware fysieke, maar ook morele klappen te verduren kreeg.

In die omstandigheden meent de Commissie dat de schade in hoofde van verzoekster voldoende ernstig is. Voor de morele schade en de gemaakte kosten kan haar dan ook een globale hulp worden toegekend zoals hierna bepaald.

M60434 (2007)

In onderhavig dossier kwam de raadkamer tot het besluit dat er geen bezwaar bestaat tegen een eerste inverdenkinggestelde, dat het onmogelijk blijkt op grond van het gerechtelijk onderzoek de feiten aan een bepaalde persoon toe te schrijven en dat verdere onderzoeksopdrachten niet gerechtvaardigd zijn.

In de gegeven omstandigheden heeft de Commissie een kopie van het afgesloten strafdossier laten overmaken.

Noch dit dossier noch de door de verzoeker neergelegde stukken noch zijn verklaringen ter zitting laten toe met voldoende zekerheid een uitspraak te doen over de zwaarwichtigheid van de feiten en hun causaal verband met de opgelopen schade van de verzoeker.

De verzoeker maakt wel aannemelijk dat hij het slachtoffer werd van een opzettelijke gewelddaad, maar laat na voldoende bewijskrachtige elementen neer te leggen waardoor de Commissie zich een oordeel zou kunnen vormen over enerzijds het ernstig karakter van de feiten en anderzijds over het oorzakelijk verband tussen de door de verzoeker overkomen feiten en de door hem gevorderde schade.

M61194 (2007)

Rekening houdend met het gegeven dat:

- uit het dossier niet blijkt dat verzoeker een ernstig letsel heeft opgelopen;
- de gerechtskosten niet bewezen zijn;
- het inherent is aan het beroep van politieagent dat zich gevaarlijke situaties kunnen voordoen, zodat de betrokken agent verondersteld wordt daar ook psychisch tegen bestand te zijn, is de Commissie van oordeel dat het verzoek als ongegrond moet worden afgewezen.

M81085 (2009)

Uit de stukken blijkt dat verzoeker tijdens zijn ambt als politieagent bij een inbraak met geweld bij nacht F aanmaande om te stoppen tijdens zijn vlucht met zijn voertuig. F is met onaangepaste snelheid weggereden in de richting van de verzoeker die zich hierdoor bedreigd voelde. De raadsman van de verzoeker meldt dat indien zijn cliënt niet opzij gesprongen was, hij omvergereden zou zijn.

...

De Commissie wil in het bijzonder de aandacht vestigen van de verzoeker op het arrest nr. 61/98 van 4 juni 1998 van het Arbitragehof, thans het Grondwettelijk Hof, dat in verband met de grondslag en de aard van de financiële tegemoetkoming de volgende overwegingen bevat:

“B.4.1. Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 1 augustus 1985 blijkt dat de wetgever het ‘billijk’ heeft geacht ‘te voorzien in een financiële tegemoetkoming vanwege de Staat bij de schadeloosstelling van het slachtoffer, wanneer de misdaadpreventie de opzettelijke gewelddaad niet heeft kunnen voorkomen.

De grondslag voor de tegemoetkoming vanwege de Staat is geenszins ‘een vermoeden van schuld dat op de Staat rust, omdat deze laatste het

misdrijf niet heeft kunnen voorkomen' maar wel 'een principe van collectieve solidariteit tussen de leden van een zelfde natie'. 'Het ontwerp is dan ook in generlei opzicht een verzwakking van de aansprakelijkheid van de daders van het misdrijf en evenmin voert het een soort van aansprakelijkheid van de Staat in' (Gedr.St., Senaat, 1984-1985, nr. 873/1, p. 17 en nr. 873/2/1°, p. 5).

De wetgever heeft bijgevolg gekozen voor een stelsel van subsidiaire hulp (artikel 31bis, § 1, 1°, van de wet van 1 augustus 1985), waarvan het bedrag naar billijkheid wordt bepaald en de door de wetgever vastgestelde bedragen niet mag overschrijden (artikel 33 van die wet).

Artikel 32 stelt bovendien op beperkende wijze de nadelen vast die door de toekenning van de hulp in aanmerking kunnen worden genomen. Die beginselen van subsidiariteit en beoordeling naar billijkheid zijn volgens de wetgever essentieel (Gedr.St., Senaat, 1984-1985, nr. 873/2/1°, pp. 7 en 8).

Artikel 35 van de wet bepaalt zijnerzijds dat de hulp toegekend ingevolge de beslissing van de commissie, door de Minister van Justitie wordt vereffend, rekening houdend met de beschikbare middelen van het Fonds.

Uit de parlementaire voorbereiding volgt ten slotte dat het om een buitengewone schadeloosstelling gaat, 'hetgeen betekent dat de toekenning ervan nooit als een recht kan worden opgevorderd (Gedr.St., Senaat, 1984-1985, nr. 873/2/1°, p. 19)."

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet, zoals o.m. hierboven aangehaald, blijkt aldus dat er geen subjectief recht op de toekenning van financiële hulp bestaat, maar wel op het eventueel bekomen van een «hulp», gesteund op het principe van de collectieve solidariteit. Uit de aard zelf van de hulp volgt dat de «volledige vergoeding» van het door de slachtoffers geleden nadeel niet wordt gewaarborgd. Bij het beoordelen van een hulp dienen de voorschriften van de artikelen 31, 31bis, 32, 33 en 33bis van de wet van 1 augustus 1985 nageleefd te worden.

Rekening houdende met alle elementen van het dossier en inzonderheid

- met het feit dat de voorliggende feiten een arbeidsongeval uitmaakten zodat de materiële kosten in aanmerking kwamen voor vergoeding in kader van de arbeidsongevallenverzekering;
- met het feit dat de wet van 1 augustus 1985 geen schadevergoeding voorziet, maar een financiële hulp begroot naar billijkheid;
- met het feit dat intresten niet in aanmerking komen voor vergoeding;
- met het feit dat schadebegroting door de hoven en rechtbanken weliswaar als leidraad kan dienen, maar de Commissie bij het bepalen van de hulp naar billijkheid niet bindt en dit in tegenstelling tot hetgeen de verzoeker in zijn schriftelijke reactie van 10 maart 2009 beweert waar hij stelt dat “*Aan de voorwaarden geformuleerd in art. 31,1°, van de Wet van 1 augustus 1985 is in casu voldaan temeer daar bij ontkenning hiervan zonder meer*

afbreuk gedaan wordt aan het in kracht van gewijsde getreden arrest dd. 14.12.2007". Uit samenlezing van artikel 32 (in casu § 1) van de wet van 1 augustus 1985, dat de bestanddelen van de schade opsomt waarvoor de toekenning van een hulp verleend kan worden, én van artikel 33, § 1 van de wet volgens hetwelk het bedrag van de hulp naar billijkheid bepaald wordt, volgt immers dat de Commissie, nadat zij vastgesteld heeft dat aan de toekenningsvoorwaarden is voldaan, een financiële hulp naar billijkheid kan toekennen voor een lager bedrag dan dat van de werkelijk geleden schade, zoals die is vastgesteld door de hoven en rechtbanken;

- met het feit dat de Commissie zich uiteraard aansluit bij de redenering van de raadsman van de verzoeker waar deze stelt dat "*Politieagenten worden alleszins niet opgeleid om te worden omvergereden of om te worden beschoten*", maar dat zij, in tegenstelling tot het Hof van beroep te Antwerpen, wel meent dat het inherent is aan het beroep van politieagent dat zich gevaarlijke situaties kunnen voordoen, zodat de betrokken agent verondersteld wordt daar meer dan een doorsnee-burger psychisch bestand tegen te zijn; en
- met het feit dat de raadsman van de verzoeker stelt "*Cliënt heeft hiervoor geopteerd geen dokter te raadplegen; zodoende is de weerslag op zijn integriteit niet vastgesteld; de Commissie zal dan ook niet uit het oog willen verliezen dat het niet is omdat cliënt geen dokter geraadpleegd heeft dat er voor hem geen ernstige gevolgen geweest zijn op zijn psychische integriteit*". De Commissie stelt vast dat de verzoeker geen dokter raadpleegde, dat voor de hoven en rechtbanken er geen deskundige werd aangesteld, dat uit de neergelegde nota burgerlijke belangen blijkt dat dit ook niet gevorderd werd en dat aan haar niet gevraagd werd om conform artikel 34bis, derde lid, van de wet van 1 augustus 1985 een gratis medisch deskundigen onderzoek te bevelen. Bij het ontbreken van een medisch verslag dient de Commissie de weerslag van de feiten af te leiden uit het dossier en de stukken waarvan zij kennis kon nemen: zij meent uit het dossier, uit het feitenrelaas en uit haar contact met de verzoeker ter zitting te moeten afleiden dat de feiten een eerdere beperkte weerslag op deze laatste hadden, zodat dan ook niet voldaan is aan het in artikel 31, 1°, van de wet vereiste *ernstige* karakter van de opgelopen lichamelijke of psychische schade;

meent de Commissie naar billijkheid aan verzoeker geen hulp te kunnen toekennen.

M81241 (2009)

Tenant compte,

- de ce que l'article 31, 1° de la loi du 1er août 1985 stipule que la Commission peut octroyer une aide aux personnes qui ont subi un préjudice physique ou psychique important;

- de ce que l'expert a retenu dans son rapport (et en suite des faits) deux ecchymoses ;
- de ce qu'aucun justificatif de frais n'a été communiqué ;
- de ce que l'auteur des faits est en médiation de dettes ;
- de ce que la victime vit avec sa mère et l'auteur des faits ;
- de ce qu'aucune assurance n'est intervenue ;
- de ce que les pièces du dossier (et plus particulièrement le rapport de l'institutrice de la victime) mettent en évidence que la problématique d'O se situe essentiellement au niveau de son milieu familial ;
- de ce que tout en restant interpellée par ce dernier point, la Commission constate cependant que le caractère important du préjudice, au vu des pièces du dossier, n'est pas établi à suffisance dans le chef de la jeune victime.

M90122 (2009)

A Bruxelles, le 2/4/2006, la requérante circule au volant de son véhicule dans les tunnels en direction de la Porte de Hal lorsque le véhicule se trouvant derrière elle, roule très près d'elle, la dépasse, freine brusquement et s'immobilise devant elle. La requérante freine brusquement afin d'éviter l'accident. Le conducteur de l'autre voiture sort de celle-ci et se dirige vers la voiture de la requérante et tente d'ouvrir la portière mais celle-ci est verrouillée. Il porte des coups sur la voiture de la requérante puis repart vers son véhicule avant de revenir vers la voiture de la requérante où il donne un coup de poing dans le pare-brise avant et le casse. Suite au choc, la requérante qui était enceinte a eu des crampes et des contractions.

...

de ce qu'en l'espèce, sans vouloir minimiser le dommage subi par la requérante, il n'apparaît pas des éléments du dossier que la requérante ait subi un préjudice important selon la jurisprudence habituelle de la Commission justifiant l'octroi d'une aide ;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande non fondée.

M90324 (2009)

- de ce que le requérant a subi un dommage moral ;
- de ce que la période d'incapacité temporaire totale (à 100%) est limitée à moins d'une semaine ;
- de ce que l'expert a retenu une invalidité permanente limitée à 1% sans répercussion économique et sans pénibilité au travail ;
- de ce qu'il n'y a pas de préjudice esthétique ;
- de ce que les frais de soins de santé exposés sont justifiés ;
- de ce qu'il n'y a pas eu perte de revenus suite aux faits ;

- de ce que l'article 31 bis §1 5° de la loi du 1er août 1985 stipule que « l'aide financière visée à l'article 31 est octroyée si la réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière » ;
- de ce que l'aide financière octroyée par la commission, qui consiste en un geste de solidarité sociale, relève d'un souci d'équité et a un caractère subsidiaire tant par rapport à l'indemnisation par le ou les auteurs des faits que par rapport à l'intervention d'un régime d'assurance ;
- de ce qu'à ce titre le requérant n'a bénéficié d'aucune assurance ;
- de ce qu'en outre l'auteur des faits dispose de moyens limités pour assurer l'indemnisation du requérant ayant en outre diverses dettes déjà en cours ;
- de ce que les postes « préjudice ménager », « intérêts », « efforts accrus », « perte de primes », « perte de ticket repas » et « préjudice ménager » ne figurent pas dans l'énumération limitative de l'article 32 de la loi du 1er août 1985 et ne sont donc pas pris en compte par la Commission conformément à sa jurisprudence;
- de ce qu'au vu des éléments précités, le caractère important du préjudice subi n'est pas établi à suffisance ;
- de ce que la requête est dès lors non fondée ;

JU 03A faible taux d'invalidité permanente

- aide octroyée
- refus d'aide

aide octroyée

M1269 (2006)

Tenant compte d'une part,

- De ce que le rapport d'expertise attribue une invalidité permanente de 3% ;
- De ce que le requérant a eu un comportement digne d'éloge lors des faits en venant en aide à sa voisine ;

et d'autre part,

- De ce que le requérant ne justifie d'aucuns frais médicaux ou pharmaceutiques ;

M2764 (2006)

Tenant compte d'une part,

- un taux d'invalidité permanente réduit de 2% ;
- des frais d'ambulance, de pharmacie, d'hôpital et médicaux ;

– des frais de procédure pour un montant de 810 € ;

et d'autre part

– que l'article 31, 1° de la loi du 1^{er} août 1985 énonce que « *La Commission peut octroyer une aide financière aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence* » et que dans ce cas d'espèce, le requérant ne conservant que 2 % d'invalidité permanente;

– que l'assurance RC familiale du requérant a refusé de l'indemniser car celui-ci avait déclaré le dommage trop tard ;

– que le requérant n'était pas au courant des démarches de son avocat ;

– que la loi prévoit que la commission fixe l'aide en équité en prenant notamment en considération le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation et qu'en outre, les faits s'inscrivent dans un contexte de bagarre de café dans laquelle le comportement de chacun des protagonistes est difficile à déterminer.

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 1.000 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

M3246 (2006)

Tenant compte d'une part,

– de ce que le requérant conserve, sur base du rapport d'expertise, une invalidité permanente de 2% et un préjudice esthétique de 1/7;

– de ce que l'auteur des faits est inconnu ;

– de ce que le requérant fournit les justificatifs pour de nombreux frais médicaux ;

– de ce que le médecin expert – concluant que les séquelles de l'agression sont minimales – souligne cependant que des soins dentaires sont à prévoir sans limitation de durée et émet des réserves pour la présence du matériel métallique facial sans limitation de durée ;

et d'autre part,

– de ce que la Commission a octroyé une aide d'urgence de 2.000 € au requérant (décision du 24.05.2004);

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 7.000 €.

M3408 (2006)

Tenant compte d'une part,

– De ce que le rapport d'expertise conclut à une invalidité permanente de 2% ;

- De ce que le requérant présente des notes justificatives pour frais médicaux et d'orthodontie liés aux faits ;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 4.000 €.

M3802 (2006)

En date du 7 décembre 2000 à Neufchâteau à Neufchâteau, dans un café, D a reçu un coup de couteau (canif) entre les deux omoplates de WARIN Marcel.

En date du 13 octobre 2001 à Neufchâteau, il reçoit un coup de couteau de chasse dans l'abdomen de W co-habitant à son domicile. Le coup à l'abdomen a sectionné les intestins.

...

Tenant compte :

d'une part :

- des circonstances des faits d'agression subis par le requérant;
- des séquelles que le requérant conserve suite aux faits du 13/10/2001 , telles qu'exposées par l'expert de l'Office médico-légal en son rapport ;
- de l'invalidité permanente de 3 % que le requérant conserve suite aux faits et du préjudice esthétique de 1/7 ;
- du dommage moral résultant des faits dans le chef du requérant ;
- des frais médicaux dûment justifiés au dossier;

et d'autre part :

- du fait que le requérant émargeait au chômage avant les faits et n'a pas subi de perte ou diminution de revenus ;
- de ce que les frais et honoraires d'avocats ne font pas partie des postes d'aide fixés par la loi du 01/08/1985 et conformément à la jurisprudence de la Commission, ne sont pas pris en considération,

la Commission estime devoir accorder au requérant une aide principale de 3000 €.

M40023 (2006)

En date du 18 mars 1997, à 19H00, à Bruxelles, O a été victime de deux tirs par balle de E. L'un des deux projectiles a atteint la victime au-dessus du genou gauche. Il a été hospitalisé suite à l'agression.

...

Tenant compte d'une part,

- de ce que le rapport d’expertise du 21 mai 1999 fixe le taux d’invalidité permanente à 3% sans répercussion sur la capacité de travail et attribue un préjudice esthétique de 2/7 ;
- de ce que le requérant fournit des justificatifs pour les frais médicaux liés à son agression ;
- de ce que l’auteur des faits a versé la somme de 40 € en 2002 et n’a plus indemnisé le requérant depuis lors ;

et d’autre part,

- de ce que le requérant était au chômage au moment des faits et n’a subi aucune perte de revenus ;
- de ce que sur base de l’article 32 §1 à §3 de la loi du 1^{er} août 1985 les frais et honoraires d’avocat ne sont pas pris en compte par la Commission dans l’évaluation du dommage ;
- de ce que les intérêts ne sont pas repris dans la liste limitative de l’article 32 de la loi du 1^{er} août 1985 et ne sont donc pas pris en considération par la Commission ;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 5.000 €.

M40205 (2006)

Tenant compte d’une part,

- d’un taux d’invalidité permanente réduit de 2% ;
- des frais médicaux, d’hospitalisation et pharmaceutiques liés aux faits et dûment justifiés ;

et d’autre part

- de ce que la perte de primes et de capital maladie ne sont pas repris dans la liste limitative de l’article 32 de la loi du 1^{er} août 1985 et, conformément à la jurisprudence de la Commission, ne sont pas à prendre en considération pour l’évaluation du montant de l’aide ;
- de ce qu’il n’y a pas de diminution ou de perte de revenu vu que la requête porte uniquement sur les primes,

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 5.300 € dont aucune part n’est attribuée au titre de remplacement de revenu.

M40207 (2006)

Tenant compte d’une part,

- de ce que la requérante a subi un préjudice moral suite à l’agression dont elle a été victime ;

- de ce que la requérante travaillait à l'époque des faits comme étudiante dans le cadre d'un stage en entreprise familiale mais ne touchait aucune rémunération et ne pouvait prétendre à une allocation d'aide ;
- de ce que les auteurs des faits n'ont aucunement entamé l'indemnisation de la requérante ;

et d'autre part,

- de ce que la requérante ne fait valoir aucun frais (médicaux, matériels ou autres) ;
- de ce que l'article 31 1° de la loi du 1^{er} août 1985 précise que la Commission peut octroyer une aide aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence ;
- de ce que l'expert médico-légal accorde une invalidité permanente de 1% ;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale de 500 € .

M40217 (2006)

Tenant compte d'une part,

- le taux réduit d'invalidité permanente de 3%;

d'autre part

- de ce que l'art.31 de la loi stipule que « les personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence peuvent demander une aide » ; il est donc possible que la commission refuse d'accorder une aide parce que son intervention est limitée aux cas particulièrement graves ;
- de ce qu'il n'y a pas eu de diminution ou de perte de revenus ;
- de ce que l'article 33 §1 prévoit que « la Commission peut notamment prendre en considération (...) la relation entre le requérant et l'auteur. »,

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale 2.550 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

M40242 (2005)

En date du 15 juillet 1999, dans le café « Le sabot », vers 15h00, le dénommé K a une altercation avec la femme du patron, et mère du requérant, à propos du paiement d'une communication téléphonique. Après avoir frappé violemment celle-ci, l'agresseur est repoussé à l'extérieur par le requérant, son père et un client. Une fois dehors, M. K balance des pierres dans les vitres du café. Le requérant court chercher la police. À leur arrivée, le père du requérant, le dénommé P, pointe une arme en direction de l'agresseur. Le policier l'oblige à lâcher l'arme. Pendant ce temps, le requérant se serait fait agresser, mais il ne

se souvient plus très bien comment et ne donnera pas davantage de précisions lors de son hospitalisation. Les protagonistes seront finalement embarqués.

...

Tenant compte d'une part,

- le taux très réduit d'invalidité permanente de 1%;
- que le requérant fait valoir des soins dentaires;

d'autre part

- que l'art. 31 de la loi stipule que « les personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence peuvent demander une aide » ; il est donc possible que la commission refuse d'accorder une aide parce que son intervention est limitée aux cas particulièrement graves ;
- qu'il n'y a pas eu de diminution ou de perte de revenus ;
- que l'art. 31 bis, 5° stipule que l'aide financière visée à l'article 31 est octroyée si la réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière ;
- qu'une assurance est intervenue dans le cadre de la clause « insolvabilité des tiers » pour un montant de 3.718,40 €;
- que les intérêts ne sont pas indemnisés par l'Etat dans la mesure où la loi de 1^{er} août 1985 ne les retient pas dans la liste limitative du préjudice pour lequel une aide peut être octroyée ;
- que le préjudice ménager n'est pas pris en ligne de compte par la commission dans la mesure où la loi du 01 août 1985 ne les retient pas dans la liste exhaustive des préjudices pour lesquels une aide peut être octroyée, la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 2.100 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

M40243 (2005)

Tenant compte d'une part,

- des frais médicaux (pharmaceutiques, hospitalisation, ambulance..) dûment justifiés 740,46 € ;
- des frais matériels pour un montant de 76,10 € ;
- du préjudice esthétique de 2/7 ;
- d'un taux d'invalidité permanente de 0,5% ;
- que l'agression a été un facteur partiel dans l'échec scolaire ;

et d'autre part

- que l'article 31, 1° de la loi du 1^{er} août 1985 énonce que « La Commission peut octroyer une aide financière aux personnes qui

subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence »;

- le très faible taux d'invalidité permanente et l'absence d'invalidités temporaires graves ;
- que l'assurance du requérant est intervenue pour les frais d'avocat.

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 3.800 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

M40404 (2006)

La nuit du 14 au 15 février 1997, vers 02H30, à Manage, à la sortie d'un café, V a porté des coups de poings au requérant suite à une querelle de voisinage.

...

Tenant compte

- de la nature et des circonstances des faits d'agression subis par le requérant;
- des séquelles que le requérant conserve et des conclusions de l'expert de l'OML qui retient une IPP de 1 % ;
- des répercussions des faits sur la situation du requérant ;
- du préjudice moral subi par le requérant ;
- des frais médicaux dûment justifiés au dossier

La Commission estime devoir accorder au requérant une aide principale de 2500 €.

M40648 (2006)

En date du 22 mars 2002, à Tournai, vers 21h00, le requérant se trouve attablé près d'un snack lorsqu'il est agressé par le dénommé R, mineur, qui fait partie d'une bande de skinheads.

...

Tenant compte d'une part,

- du taux d'invalidité permanente de 3%;
- des frais médicaux et d'hospitalisation dûment justifiés ;
- d'autre part
- de ce qu'il n'y a pas eu de diminution ou de perte de revenus ;
- de ce que le préjudice d'agrément n'est pas pris en ligne de compte par la commission dans la mesure où la loi du 01 août 1985 ne les retient pas dans la liste exhaustive des préjudices pour lesquels une aide peut être octroyée, la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 3.500 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

M40968 (2006)

En date du 1^{er} mai 2001, vers 18h15, en pleine rue, à 500 mètre de son domicile, H – mineur d’âge au moment des faits - est agressé par derrière par B lui aussi mineur d’âge.

L’auteur des faits a saisi le requérant à la gorge qui a tenté de se débattre. Après s’être dégagé il reçoit un coup de boule au niveau de la tempe droite et chute au sol. En se relevant il reçoit encore des coups de poing dans le dos.

...

Tenant compte :

d’une part :

- de la nature, des circonstances et de la violence de l’agression subie;
- des conséquences des faits sur l’état de santé du requérant ;
- des conclusions de l’expert judiciaire et de l’invalidité permanente de 3% que le requérant conserve ;
- des répercussions des faits sur le parcours scolaire du requérant qui a échoué l’année des faits ;
- du préjudice moral subi par le requérant ;
- des frais médicaux dûment justifiés au dossier par le requérant ;

et d’autre part :

- du fait que le requérant n’a pas subi de perte de revenu, étant étudiant au moment des faits ;

la Commission, statuant ex æquo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 3100 €.

M41023 (2006)

En date du 15 décembre 2001, vers 1h du matin, le requérant a une altercation dans un café avec L. Le requérant a été poussé hors du café et a reçu des coups. Il est tombé sur le sol et s’est blessé au front. Il s’est relevé et a été poignardé au niveau de la partie gauche de l’abdomen. Il a finalement pu se relever et s’enfuir vers la gare.

...

Tenant compte

d’une part:

- de la nature et des circonstances des faits d’agression subis par le requérant;
- des séquelles que le requérant conserve et des conclusions de l’expert judiciaire qui retient une légère IPP de 2 % et un préjudice esthétique de 2/7;

- des répercussions des faits sur la situation personnelle et scolaire du requérant ;
- du préjudice moral subi par le requérant ;
- des frais médicaux dûment justifiés au dossier ;

et d'autre part :

- du fait que le requérant était étudiant au moment des faits et n'a pas subi de perte ou diminution de revenus ;
- de ce qu'il n'est pas établi au dossier que la réorientation scolaire soit consécutive à l'agression ;
- de ce que le préjudice d'agrément et les efforts accrus ne sont pas repris dans la liste limitative des postes du dommage fixée à l'article 32 de la loi du 01/08/1985 et conformément à la jurisprudence de la Commission, ne sont pas pris en considération ;

La Commission, statuant ex-aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 3250 €.

M41070 (2006)

Tenant compte :

d'une part :

- de l'agression subie par le requérant ;
- des conclusions de l'expert médico-légal et de l'invalidité permanente de 2% que le requérant conserve ;
- du préjudice moral subi par le requérant ;

et d'autre part :

- du fait que le requérant n'a pas subi de perte de revenu, étant bénéficiaire d'indemnités de mutuelle au moment des faits ;
- du comportement du requérant en vertu de l'article 33 §1^{er} de la loi du 01/08/1985, que le jugement précité indique que le requérant est également poursuivi pour les faits de coups auxquels il a participé activement et ordonne à son égard la suspension simple du prononcé de la condamnation ;
- que les intérêts et le préjudice ménager ne font pas partie de la liste des postes du dommage susceptibles de l'octroi d'une aide et conformément à la jurisprudence de la Commission, ne sont pas pris en considération ;
- de ce que le requérant ne soumet aucun justificatif de frais ,

la Commission, statuant ex æquo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 1300 €.

M41254 (2006)

Tenant compte d'une part,

- des périodes d'incapacités temporaires graves d'une durée totale de 7 mois ;
- d'un taux d'invalidité permanente réduit de 3 % dont 1% de répercussion économique;
- de ce que la requérante était au chômage au moment des faits ;
- de ce que l'auteur des faits est insolvable ;
- des frais médicaux liés aux faits et dûment justifiés ;
- d'un préjudice esthétique,

d'autre part

- qu'il n'y a pas eu de diminution ou de perte de revenus ;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale de 6.250 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

M41261 (2006)

Tenant compte d'une part,

- d'un taux d'invalidité permanente réduit de 2% ;
- d'un préjudice esthétique de 1/7 ;
- des frais médicaux liés aux faits et dûment justifiés ;

d'autre part

- de ce qu'il n'y a pas eu de diminution ou de perte de revenus ;
- de ce que la perte de primes et de capital maladie ne sont pas repris dans la liste limitative de l'article 32 de la loi du 1er août 1985 et, conformément à la jurisprudence de la Commission, ne sont pas à prendre en considération pour l'évaluation du montant de l'aide ;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 3.340 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

M50107 (2006)

Rekening houdende met voormelde elementen, de ernst van de feiten en met de door verzoeker geleden schade, onder meer met een blijvende invaliditeit van 1% en een esthetische schade van 2,5/7, meent de Commissie naar billijkheid een globale hulp te kunnen toekennen zoals hierna bepaald.

M50483 (2006)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances et de la nature des faits ;
- des séquelles que le requérant conserve, telles que précisées par l'expert judiciaire en son rapport ;
- des conclusions de l'expert qui retient une IPP de 3% et un préjudice esthétique de 2/7, tenant compte de sa localisation ;
- du dommage moral résultant des faits ;
- des frais d'hospitalisation, pharmaceutiques et matériels dûment justifiés au dossier par le requérant;

M50745 (2006)

Rekening houdende met de ernst van de feiten en met de door verzoekster geleden schade, o.m. met de blijvende fysische invaliditeit van 3% zonder economische weerslag, meent de Commissie aan verzoekster naar billijkheid een globale hulp te kunnen toekennen zoals hierna bepaald.

M60005 (2006)

Op 7 augustus 1994 bevond verzoeker zich in zijn hoedanigheid van politieagent (rijkswachter) in dancing Carat te Grobbendonk om er de orde te handhaven.

De genaamde S diende omwille van het gevaar dat hij vormde voor de andere discotheekbezoekers uit de dancing te worden gezet.

Tengevolge van het agressieve verzet van betrokkene tegen de rijkswachters, is verzoeker door een vitrinekast gevallen waarbij hij zich verwondde. Verzoeker liep hierdoor onder meer een diepe snijwonde op aan de bovenzijde van de duim en peesbuitenzijde en een diepe snijwonde aan de bovenkant van de linkerpols.

...

Rekening houdende met de ernst van de feiten, met een gedeeltelijke permanente invaliditeit van 1% en met een esthetische schade van 1/7, meent de Commissie aan verzoeker naar billijkheid een globale hulp te kunnen toekennen zoals hierna bepaald.

M81236 (2009)

- de ce qu'en l'espèce l'expert a accordé une invalidité permanente limitée à 1% ;
- de ce que la victime n'a exposé aucun frais de soins de santé ;
- de ce que l'expert a retenu un préjudice esthétique de 3/7 (cicatrice au visage) ;

- de ce que le requérant n'a pas subi de perte de revenus mais de ce que les séquelles physiques de l'agression (cicatrice au visage) ont un impact sur sa carrière;
- de ce que les frais exposés (et retenus par le Tribunal Correctionnel de Liège) sont importants et justifiés ;
- de ce que le requérant a bénéficié d'une assurance « protection juridique » pour les frais de procédure ;
- de ce que l'auteur des faits est insolvable ;
- de ce que malgré un taux d'invalidité très limité, la Commission estime que le caractère important du préjudice est établi à suffisance eu égard notamment aux séquelles physiques (cicatrice en plein visage) subies et à leurs répercussions sur l'orientation professionnelle du requérant ;
- de ce que le montant de l'aide est fixé en équité et ne correspond pas nécessairement à la réparation intégrale du préjudice subi ;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 4.000 €.

Aide refusée

97195 (2006)

Tenant compte d'une part :

- des faits d'agression subis par le requérant ;
- des conclusions du médecin de l'Office médico-légal qui retient des séquelles au niveau mandibulaire et des acouphènes et émet des réserves pour des soins dentaires tout en précisant que l'état ne justifie pas une prothèse pour 4 dents;
- du devis dentaire déposé au dossier ;

et d'autre part :

- du fait que le requérant conserve un taux réduit d'invalidité permanente de 4 % ;
- de ce que la Commission ne nie pas les agressions dont a été victime le requérant et ne veut pas minimiser le préjudice subi mais elle considère qu'il ne peut être conclu à l'existence d'un préjudice *important* tel que prévu par la loi du 01/08/1985 qui régit l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence, tenant compte des conclusions de l'Office médico-légal ;
- du fait que le requérant n'a déposé aucun justificatif de frais médicaux, pharmaceutiques ou dentaires au dossier et ne fait état d'aucun traitement médical ou suivi thérapeutique;
- du fait que le requérant a perçu une aide d'urgence d'un montant de 1585 € par décision de la Commission datée du 18/08/2003,

la Commission estime que la demande d'aide principale du requérant est recevable mais non fondée.

98844 (2005)

Dans son rapport transmis à la Commission en date du 2/7/2003, l'expert de l'Office médico-légal conclut :

- que la déclaration du requérant n'emporte pas sa conviction ;
- que la blessure à l'avant-bras ne laisse pas de séquelle douloureuse contrairement à ce qu'il affirme, mais il présente un déficit d'extension qui le gêne certainement dans son métier ;
- qu'il ne revendique pas de douleur au niveau des deux cuisses, ni du périnée ;
- qu'il y a lieu d'admettre une incapacité temporaire totale de 6 semaines ;
- à la consolidation du cas le 23/3/1997 avec une invalidité permanente partielle de 3% sans retentissement sur la capacité de gain ;
- à un préjudice esthétique de 1/7.

...

L'article 31, 1° de la loi du 1^{er} août 1985 dispose que la Commission peut octroyer une aide financière « aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence».

En l'espèce, la Commission relève la courte durée des incapacités temporaires, le faible taux d'invalidité permanente que le requérant conserve suite à l'agression dont il a été victime et qu'il n'apparaît pas clairement du dossier que la perte de revenus dont fait état le requérant résulte uniquement des faits.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission estime que la demande du requérant est non fondée.

MM655 (2006)

Dans la nuit du 9 au 10/08/1997, le requérant se trouvait au bal de Visé en compagnie de sa fiancée avec qui il a eu une altercation vers 2h00. Le nommé M a alors frappé le requérant avec un verre ce qui occasionna des coupures à hauteur de l'oreille gauche et de la joue gauche.

...

Tenant compte d'une part :

de ce que suite à l'agression dont il a été victime, le requérant conserve une invalidité permanente partielle de 4% et a subi un dommage moral ;

- du préjudice esthétique de 2/7 retenu par l'expert judiciaire;

et d'autre part :

- de l'article 31, 1° de la loi du 1/8/1985 qui dispose qu'une aide financière peut être octroyée « aux personnes qui ont subi un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence » ;
- de ce qu'en l'espèce, même si la Commission ne minimise pas le préjudice subi par le requérant, elle constate cependant qu'il ne conserve qu'une faible invalidité permanente (4%) taux qui selon la jurisprudence habituelle de la Commission ne constitue pas un préjudice important ;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande du requérant, non fondée.

M2240 (2005)

L'article 31, 1° de la loi du 1^{er} août 1985 dispose que la Commission peut octroyer une aide financière « aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence».

En l'espèce, le rapport de l'Office médico-légal conclut à une invalidité permanente de 1% dans le chef de la requérante et n'est pas de nature à établir qu'il persiste des séquelles importantes selon les critères habituels de la jurisprudence de la Commission.

Par ailleurs, il ressort du dossier que la requérante n'a eu à supporter que des frais médicaux (176,37 €) et de procédure (260,51 €) et que suite aux faits, elle n'a pas subi de perte de revenus étant pensionnée au moment de leur survenance.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission estime que la demande de la requérante est non fondée.

M2367 (2005)

Tenant compte d'une part :

- du dommage moral subi par le requérant suite à l'agression dont il a été victime;
- de l'invalidité permanente de 2% que le requérant conserve suite à l'agression;
- du préjudice esthétique de 2/7 que le requérant conserve ;
- des frais de procédure qui ont été exposés par le requérant pour un montant de 41, 40 € ;

et d'autre part :

- de ce que suite aux faits, le requérant ne semble pas avoir subi de perte ou de diminution de revenus étant déjà au chômage au moment de leur survenance ;
- de l'article 31, 1° de la loi du 1^{er} août 1985 qui prévoit que la Commission peut octroyer une aide financière «aux personnes qui subissent un

préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence »;

- que bien que la Commission ne minimise pas le dommage subi par le requérant suite à l'agression dont il a été victime, elle entend rappeler qu'elle est chargée d'apporter une aide aux victimes et non pas de les indemniser et qu'en l'espèce, la Commission relève que dans le rapport médical transmis par le requérant, il est précisé qu'il n'a pas été en incapacité temporaire totale et que le taux des incapacités temporaires n'était pas très élevé ;

la Commission estime que la demande du requérant est non fondée.

M3097 (2005)

En date du 11 janvier 2002, à Vilvoorde, le requérant a été agressé dans son taxi par deux passagers qu'il avait chargé à la gare du Nord. Les deux prévenus, D et G ont frappé le requérant à plusieurs reprises et lui ont donné un coup de couteau dans la joue gauche.

...

la consolidation du cas le 1^{er} janvier 2003 avec une invalidité permanente de 5 % pour état anxieux ;

à un préjudice esthétique de 3/7.

...

En l'espèce, le requérant doit comprendre que le but de la Commission n'est pas de nier ou de minimiser les conséquences des faits dont il a été victime, mais qu'il y a lieu de suivre la législation en vigueur en matière d'aide aux victimes et que la Commission constate la courte durée et le faible taux des incapacités temporaires ainsi que le faible taux de l'invalidité permanente que conserve le requérant suite à l'agression qu'il a subie.

En conséquence de quoi, la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande du requérant, non fondée.

M3243 (2007)

Tenant compte d'une part :

- de la nature et des circonstances des faits d'agression subis par la requérante;
- des conclusions du rapport d'expertise de l'Office médico-légal qui retient une invalidité permanente de 3% et un préjudice esthétique de 0,5/7, tenant compte de sa localisation (visage) ;
- du dommage moral ;
- des répercussions des faits sur la situation sociale de la requérante ;
- des frais médicaux et matériels dûment justifiés au dossier ;

et d'autre part :

- du fait que le préjudice ménager, les frais et honoraires d'avocat et les intérêts ne font pas partie de la liste des postes du dommage fixée à l'article 32 de la loi du 01/08/1985 et conformément à la jurisprudence de la Commission, ne sont pas pris en considération ;
- du caractère subsidiaire de l'aide consacré à l'article 31bis, §1er, 5° de la loi du 01/08/1985 et à cet égard, de l'intervention de l'assurance de la requérante dans le cadre de la clause de l'insolvabilité des tiers, à concurrence du montant de 6197,48 € ;
- du fait que l'article 31, 1° de la loi du 01/08/1985 prévoit que la Commission peut apporter une aide aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence, que l'expert de l'Office médico-légal retient un taux réduit de 3% d'invalidité et un préjudice esthétique minime, ce qui ne permet pas de retenir l'importance du préjudice tel que le prévoit la loi précitée, tenant compte du fait que l'assureur est intervenu dans le cadre du dommage subi par la requérante ;
- que la Commission ne nie pas les faits d'agression subis par la requérante ni les répercussions dans la vie quotidienne et sur l'état de santé de la requérante mais étant chargée d'apporter une aide financière et ne pouvant fournir une indemnisation globale du dommage, la Commission retient que les éléments précités (conclusions du rapport d'expertise et intervention de l'assurance à concurrence du montant de 6197,48 €) ne permettent pas de rencontrer les critères légaux visés par la loi du 01/08/1985,

la Commission estime que la demande de la requérante est recevable mais non fondée.

M3446 (2006)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances de l'agression subie par le requérant;
- des séquelles que le requérant conserve, fixées au taux réduit d'IPP de 2% par l'expert de l'Office médico-légal;
- des répercussions des faits sur l'activité professionnelle du requérant ;
- du suivi médical mis en place suite à l'agression ;

et d'autre part :

- de l'article 31, 1° de la loi du 01/08/1985 qui précise que la Commission peut octroyer une aide financière lorsque le préjudice subi suite à l'acte intentionnel de violence est important ;
- de ce que la Commission tient compte des difficultés rencontrées par le requérant suite aux faits (anxiété, stress, insomnies, agressivité), qu'il a pu bénéficier d'un suivi psychologique du bureau d'assistance des victimes, d'un suivi médical et pharmaceutique et que l'Office médico-

légal conclut que la situation du requérant a bien évolué, qu'il ne persiste que quelques stigmates du syndrome de stress post-traumatique évalués à une invalidité permanente de 2 % sans répercussion économique;

- que ces indications ne permettent pas de rattacher la demande du requérant aux critères légaux précités, que si la Commission tient compte du traumatisme subi par le requérant suite aux faits, elle ne peut, sur base des éléments présents au dossier, conclure à un préjudice physique ou psychique important tel que le prévoit la loi ;
- du fait que le poste sollicité à titre de perte de revenus consiste en la perte de chèques-repas et la diminution de revenus suite à l'intervention de la mutuelle, que la perte de primes et de capital maladie ne sont pas repris à l'article 32 de la loi énumérant limitativement les postes d'aide pouvant être sollicités et conformément à la jurisprudence de la Commission, ne sont pas pris en considération;
- de l'avis du délégué du Ministre de la Justice auquel le requérant ou son conseil n'ont apporté aucune réponse écrite ;

la Commission estime que la demande du requérant est recevable mais non fondée.

M3597 (2005)

Tenant compte d'une part:

- du dommage moral qu'a subi le requérant suite aux faits dont il a été victime;
- de l'invalidité permanente de 6% que le requérant conserve suite à l'agression dont il a été victime;
- des frais médicaux dûment justifiés qui ont été exposés par le requérant ;
- des frais d'expertise qui ont été à charge du requérant ;
- du préjudice esthétique de 1/7 que conserve le requérant ;
- des frais d'opticien qui ont été supportés par le requérant ;
- de ce que suite aux faits, le requérant a vu sa carrière professionnelle perturbée ;

et d'autre part :

- du principe de subsidiarité de l'aide consacré à l'article 31 bis, 5° de la loi du 1/8/1985 et de ce qu'en l'espèce, le requérant a perçu de sa compagnie d'assurance, la somme de 7.463, 4 et a reçu de l'auteur des faits, la somme de 250 € ;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande du requérant, non fondée.

M3598 (2005)

Tenant compte:

- de l'article 31, 1° de la loi du 1/8/1985 qui dispose que la Commission peut octroyer une aide financière « *aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence* » et de ce qu'en l'espèce, la requérante ne conserve qu'une invalidité permanente de 1%;
- du fait que la requérante n'a pas subi de perte de revenus.

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande de la requérante, non fondée.

M3662 (2006)

En date du 13/04/2002, à Chênée, la requérante est victime d'un car-jacking au cours duquel son agresseur l'a menacé d'un couteau, la requérante tombe du véhicule et sa tête heurte le sol. Le nommé T tente de s'enfuir avec le véhicule de la requérante ainsi que son sac à main mais est rapidement repéré par la police.

...

Dans son rapport du 9/11/2004, l'expert de l'OML conclut: que la requérante garde une symptomatologie peu importante ;

- *que l'examen clinique montre une petite limitation de mobilisation de la nuque ;*

à une ITP de 50% du 13/04 au 30/04/2002

20% du 01/05 au 30/06/2002

10% du 01/07 au 31/08/2002

- à la consolidation du cas le 1/8/2002 avec une invalidité permanente de 5%.

...

Tenant compte d'une part :

- des frais médicaux et pharmaceutiques dûment justifiés qui ont été supportés par la requérante suite à l'agression dont elle a été victime ;

et d'autre part :

- de l'article 31 , 1° de la loi du 1/8/1985 qui dispose que la Commission peut octroyer une aide financière « *aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence* »;

- de ce qu'en l'espèce, la requérante doit comprendre que le but de la Commission n'est pas de nier ou de minimiser les conséquences des faits dont elle a été victime, mais qu'il y a lieu de suivre la législation en vigueur

en matière d'aide aux victimes et que la Commission constate la courte durée et le faible taux des incapacités temporaires ainsi que le faible taux de l'invalidité permanente que conserve la requérante suite à l'agression qu'elle a subie ;

- de l'absence de perte de revenus dans le chef de la requérante, suite aux faits ;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande de la requérante, non fondée.

M3756 (2006)

En date du 15 août 1998, à HAN-SUR-LESSE, le requérant, policier mais n'étant pas en service, interpelle le nommé R, qui roulait dangereusement. Ce dernier a alors frappé le requérant plusieurs fois au visage.

...

Dans son rapport du 10 décembre 2002, l'expert judiciaire conclut :

- qu'à la suite de l'accident du 15/8/99, le requérant a subi un hématome exocrânien fronto-temporal gauche, une plaie nasale, une fracture des os propres du nez, une contusion au genou, une ecchymose mandibulaire ;
 - à une ITT de 100 % à partir du 15 août 1998 et ce pendant 62 jours ;
 - ITP de 20 % pendant 31 jours ;
 - 10 % pendant 77 jours ;
 - ITT de 100 % pendant 89 jours ;
 - ITP de 10 % pendant 31 jours ;
 - 5 % pendant 30 jours ;
- à la consolidation du cas le 1^{er} juillet 1999 avec une invalidité permanente de 2 % sans répercussion sur les capacités professionnelle et extra-professionnelle ;
- les souffrances endurées ont été légères (3/7) pendant 30 jours, incluses pour le solde dans les incapacités.

...

Tenant compte d'une part :

- des frais d'opticien qui ont été exposés par le requérant pour un montant de 630, 64 € ;

et d'autre part :

- de l'absence de perte de revenus dans le chef du requérant, suite aux faits ;
- de l'article 31, 1^o de la loi du 1/8/1985 qui dispose que la Commission peut octroyer une aide financière « *aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence* »;

- de ce qu'en l'espèce, le requérant doit comprendre que le but de la Commission n'est pas de nier ou de minimiser les conséquences des faits dont il a été victime, mais qu'il y a lieu de suivre la législation en vigueur en matière d'aide aux victimes et que la Commission constate le faible taux de l'invalidité permanente que conserve le requérant suite à l'agression qu'il a subie ;
- de l'article 31 bis, 5° de la loi du 1^{er} août 1985 qui prévoit le principe de subsidiarité de l'aide et de ce qu'en l'espèce, les faits constituent un accident du travail qui fait l'objet d'une intervention de l'assureur loi de l'employeur du requérant ;
- du principe selon lequel l'accessoire suit le principal qui ne peut pas trouver application en l'espèce. Le débiteur de l'aide, à savoir l'Etat belge, n'est en effet pas l'auteur du dommage. Le droit à l'octroi de l'aide ne naît dans le chef du requérant qu'à partir de la décision de la Commission et que par conséquent, les intérêts ne sont pas pris en compte par la Commission.

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande du requérant, non fondée.

[Le recours en cassation a été rejeté par arrêt n° 187.200 du 20 octobre 2008.]

M40314 (2006)

Le 8/3/1998, à Habay-la-Neuve, la requérante se trouve au café qu'elle exploite lorsque une discussion éclate entre plusieurs clients. Les choses s'enveniment et des coups sont portés par le nommé R à Monsieur M. La requérante tente de les séparer et reçoit un coup de poing sur la pommette gauche, du nommé R qui lui malmène également les avant-bras.

...

Tenant compte d'une part :

- de ce que suite à l'agression dont elle a été victime, la requérante conserve une invalidité permanente partielle de 3% et a subi un dommage moral ;

et d'autre part :

- de l'article 31, 1° de la loi du 1/8/1985 qui dispose qu'une aide financière peut être octroyée « *aux personnes qui ont subi un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence* » ;
- de ce qu'en l'espèce, même si la Commission ne minimise pas le préjudice subi par la requérante, elle constate cependant que la requérante ne conserve qu'une faible invalidité permanente (3%) taux qui selon la jurisprudence habituelle de la Commission ne constitue pas un préjudice important ;
- de ce que par ailleurs, la requérante ne semble pas avoir dû supporter des frais médicaux;

- de ce que la requérante ne justifie pas par des pièces la perte de revenus qui aurait résulté des faits;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande de la requérante, non fondée.

M40410 (2006)

Tenant compte d'une part :

- des faits d'agression subis par le requérant ;
- des conclusions du médecin de l'Office médico-légal qui retient des séquelles au niveau physique (tiraillements abdominaux plausibles mais non invalidants) et au niveau psychologique (méfiance accrue plausible, préjudice moral) justifiant un taux d'invalidité permanente de 3 % ;
- du suivi psychologique poursuivi par le requérant qui craint fortement les représailles des auteurs de ses agressions (personnes avec qui il avait été condamné pour des faits de 2002) ;
- des frais médicaux justifiés au dossier ;

et d'autre part :

- du fait que les incapacités temporaires sont fixées à des taux élevés suite aux faits mais que la durée de ces incapacités importantes est inférieure à 3 mois et que les taux sont ensuite dégressifs pour atteindre une consolidation environ 6 mois après les faits avec un taux réduit d'invalidité permanente de 3 % ;
- du devis dentaire établi bien après les faits qui n'est corroboré d'aucune pièce médicale faisant état de lésions dentaires suite aux faits et qui ne peut être imputé selon les conclusions de l'expert de l'Office médico-légal ;
- de ce que la Commission ne nie pas les agressions dont a été victime le requérant et ne veut pas minimiser le préjudice subi, que cependant, tenant compte des conclusions de l'expertise médicale, il ne peut être conclu à l'existence d'un préjudice *important* tel que prévu par la loi du 01/08/1985 qui régit l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence;
- du fait que par décision de la Commission datée du 22/11/2004, le requérant a perçu une aide d'urgence d'un montant de 1000 €,

la Commission estime que la demande d'aide principale du requérant est recevable mais non fondée.

M40437 (2007)

Tenant compte d'une part :

- de la nature et des circonstances des faits d'agression subis par le requérant;

- des conclusions du rapport d’expertise de l’Office médico-légal qui retient une invalidité permanente de 2 % et un préjudice esthétique de 1/7;
- du dommage moral ;
- des frais de procédure dûment justifiés au dossier ;

et d’autre part :

- du caractère subsidiaire de l’aide de la Commission, consacré à l’article 31bis, §1er, 5° de la loi du 01/08/1985 et de ce que les faits ont été reconnus comme accident de travail, permettant au requérant de bénéficier de son salaire durant les incapacités et d’être remboursé des frais médicaux ;
- du fait que le dommage ménager, le préjudice d’agrément, les intérêts, les pertes de primes et autres avantages (heures supplémentaires, indemnités, etc.) ne font pas partie de la liste des postes d’aide visés à l’article 32 de la loi du 01/08/1985 et conformément à la jurisprudence de la Commission ne sont pas pris en considération ;
- du fait que l’article 31, 1° de la loi du 01/08/1985 prévoit que la Commission peut apporter une aide aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d’un acte intentionnel de violence, que l’expert retient un taux minime d’invalidité et un préjudice esthétique léger et que l’assureur loi est intervenu pour couvrir une partie du dommage, ce qui ne permet pas de retenir l’importance du préjudice tel que le prévoit la loi précitée ;

la Commission estime dès lors que la demande du requérant est recevable mais non fondée

M40459 (2006)

Tenant compte d’une part :

- de la nature et des circonstances des faits d’agression subis par la requérante;
- du préjudice subi par la requérante ;
- des conclusions du médecin de l’assureur-loi qui souligne les minimes séquelles et fixe la consolidation sans séquelle invalidante au regard de la législation « accident du travail » ;
- des conclusions du médecin de l’Office médico-légal mandaté par la Commission qui conclut à la persistance de douleurs plantaires, sans limitation fonctionnelle, à l’anxiété et la labilité émotionnelle pouvant en partie être en relation avec l’agression et la consolidation de son état de santé avec une invalidité permanente de 4 %;

et d’autre part :

- de ce que les faits ont été reconnus comme accident de travail et que l’assureur loi a pris en charge les incapacités temporaires et tous les frais liés aux faits ;

- du fait que l'Office médico-légal retient une invalidité permanente au taux réduit de 4 % et que le médecin de l'assurance loi déclare la consolidation acquise sans séquelle invalidante;
- de ce que la requérante souffre depuis 2002 d'une grave maladie dont le lien avec les faits n'est pas établi sur base des pièces fournies au dossier ;
- de ce que la Commission reconnaît le dommage subi par la requérante suite aux faits, le courage démontré lors de l'agression et la volonté de surmonter les difficultés résultant des faits, que néanmoins les éléments soumis au dossier et les conclusions des experts médicaux ne permettent pas de considérer l'existence d'un préjudice *important* tel que le prévoit la loi (art. 31 de la loi du 01/08/1985) et qu'il y a lieu de tenir compte du caractère subsidiaire de l'aide, la requérante ayant été en l'occurrence indemnisée par l'assureur loi pour les périodes d'incapacités et les frais liés aux faits,

Tenant compte des éléments précités, de la loi du 01/08/1985 et spécialement de son article 31, des éléments du dossier, la Commission estime que la demande de la requérante est recevable mais non fondée.

M40540 (2006)

Le 15 avril 2004 vers 4h00 du matin, J prétexte une panne d'essence avec son vélomoteur pour faciliter l'accès au domicile du requérant par ses deux complices, M et M.

Le requérant sera agressé par ces individus sous l'influence de la drogue : il est bousculé contre un mur, reçoit des coups sur la tête et surtout au niveau de l'œil gauche.

Plusieurs biens seront volés dont de l'argent (340 €) et une clef de coffre bancaire.

...

Tenant compte d'une part :

- de la nature et des circonstances de l'agression subie par le requérant;
- du dommage moral qui en résulte dans le chef du requérant;
- du rapport d'expertise médicale de l'OML qui conclut à une invalidité permanente de 2 % ;
- des frais dûment justifiés au dossier ;

et d'autre part :

- du fait que l'expert médical consolide l'état de santé du requérant avec un taux réduit d'invalidité permanente de 2 % ;
- de ce que le requérant n'a pas subi de perte ou diminution de ses revenus suite aux faits, étant pensionné ;

- de ce que la Commission ne nie pas l'agression dont a été victime le requérant et ne veut pas minimiser le préjudice subi, que cependant, tenant compte des conclusions de l'expertise médicale, il ne peut être conclu à l'existence d'un préjudice *important* tel que prévu par la loi du 01/08/1985 qui régit l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence;
- que si la Commission tient à souligner le courage démontré par le requérant pour surmonter les difficultés quotidiennes résultant du traumatisme subi, elle est néanmoins tenue par la législation en vigueur,

Tenant compte des éléments précités, de la loi du 01/08/1985 et des éléments du dossier, la Commission estime que la demande du requérant est recevable mais non fondée.

M40581 (2006)

En date du 22 mai 2003, à Liège, la requérante est embarquée de force dans son propre véhicule par A. Il a ensuite voulu prendre le volant précisant à la victime qu'il s'agissait d'un enlèvement. Quand il est sorti du véhicule pour prendre la place du conducteur, la requérante en a profité pour fermer les portières du véhicule. L'auteur des faits a alors sorti une arme et a violemment frappé contre la vitre du véhicule.

Entre le 7 juin 2003 et le 8 juin 2003 à Liège, A a harcelé la requérante.

...

Tenant compte d'une part :

- des circonstances des faits;
- des répercussions de l'agression sur l'état de santé et la situation personnelle de la requérante ;
- des conclusions d'expertise médicale fixant l'invalidité permanente résultant des faits à 5 %;

et d'autre part :

- du fait que les incapacités temporaires débouchent sur une consolidation environ 2 mois après les faits avec un taux réduit d'invalidité permanente de 5 % ;
- du fait que les frais médicaux sont minimes (4,63 € justifiés au dossier) ;
- de ce que la Commission ne nie pas l'agression dont a été victime la requérante et ne veut pas minimiser le préjudice subi, que cependant, tenant compte des conclusions de l'expertise médicale, il ne peut être conclu à l'existence d'un préjudice *important* tel que prévu par la loi du 01/08/1985 qui régit l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence;
- que si la Commission souligne le courage démontré par la requérante pour surmonter les difficultés quotidiennes résultant du traumatisme subi, elle est néanmoins tenue par la législation en vigueur,

Tenant compte des éléments précités, de la loi du 01/08/1985 et des éléments du dossier, la Commission estime que la demande de la requérante est recevable mais non fondée.

M40919 (2006)

En date du 13/1/2002, à Bruxelles, après s'être arrêtée dans une station essence, la requérante se rend chez elle, gare sa voiture et se dirige vers la porte d'entrée lorsque deux individus cagoulés se jettent sur elle pour la voler. La requérante crie, un voisin arrive et les deux hommes s'enfuient.

...

à la consolidation du cas le 13.01.2003 avec une invalidité permanente partielle de 5% pour névroses post-traumatiques résiduelles;

...

- de ce qu'en l'espèce, la requérante doit comprendre que le but de la Commission n'est pas de nier ou de minimiser les conséquences des faits dont elle a été victime, mais qu'il y a lieu de suivre la législation en vigueur en matière d'aide aux victimes et que la Commission constate la courte durée et le faible taux des incapacités temporaires ainsi que le faible taux de l'invalidité permanente que conserve la requérante suite à l'agression qu'elle a subie ;
- de l'absence de perte de revenus dans le chef de la requérante, suite aux faits ;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande de la requérante, non fondée.

M50160 (2007)

Tenant compte d'une part :

- de l'incapacité permanente partielle de 3% que le requérant conserve suite à l'agression dont il a été victime et du dommage moral qu'il a subi;

et d'autre part :

- du principe de subsidiarité de l'aide consacré à l'article 31 bis, 5° de la loi du 1er août 1985 et de ce qu'en l'espèce, les faits dont le requérant a été victime, ont été qualifiés d'accident du travail et qu'il y a eu intervention de l'assureur loi;
- de l'article 31, 1° de la loi du 1er août 1985 qui prévoit que la Commission peut octroyer une aide aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence ;
- de ce qu'en l'espèce, sans minimiser le préjudice subi par le requérant, la Commission constate que celui-ci ne conserve qu'une incapacité permanente de 3%

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande du requérant non fondée.

M60134 (2008)

Tenant compte,

- de ce que le requérant a subi un dommage moral ;
- de ce que les frais matériels exposés sont justifiés;
- de ce que les intérêts, le préjudice ménager, le quantum doloris, les efforts accrus et la perte de prime ne sont pas pris en compte par la Commission eu égard à l'article 32 de la loi du 1er août 1985;
- de ce que l'article 31 bis 5° de la loi du 1er août 1985 consacre le principe de subsidiarité de l'aide de la Commission;
- de ce qu'en l'espèce le requérant a bénéficié d'une assurance de la ligue francophone de football pour ce qui concerne les frais médicaux pour un montant global de 903,91 €;
- de ce que l'article 31 1° de la loi du 1er août 1985 stipule que la Commission peut octroyer une aide aux personnes qui ont subi un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence ;
- de ce que l'article 32 de la loi du 1er août 1985 précise la liste limitative des postes du dommage pris en considération ;
- de ce qu'en l'espèce l'expert a retenu une invalidité de 3% sans répercussion économique et un préjudice esthétique de 0/7 (avec contre-avis d'expertise qui attribue un préjudice esthétique de 1/7) ;
- de ce que les frais médicaux ont été pris en charge par l'assureur ;
- de ce que le requérant n'a pas subi de perte de revenus ;

M60722 (2009)

- de ce qu'en l'espèce, sans minimiser le dommage subi par le requérant suite à l'agression dont il a été victime, la Commission constate que l'expert médical conclut à une IPP de 3%, taux inférieur au seuil minimum généralement pris en compte par la Commission pour justifier l'octroi d'une aide;
- du principe de subsidiarité de l'aide visé à l'article 31 bis, 5° de la loi du 1er août 1985 et de ce qu'en l'espèce, le requérant a perçu la somme de 6.200 € de sa compagnie d'assurance dans le cadre de la garantie contre l'insolvabilité des tiers.

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande du requérant non fondée.

M71010 (2009)

- de ce qu'on entend, en outre, par préjudice physique ou psychique important : un stress post traumatique, une invalidité ou une incapacité de travail permanente, une incapacité de travail totale de longue durée et/ou un préjudice esthétique de grade 2 minimum sur l'échelle habituellement utilisée de 7. (Doc. Parl., 4ème session de la 50ème législature Chambre, 0626/002 (2001 – 2002) page 9 ;
- de ce qu'en l'espèce, sans vouloir minimiser le dommage subi par le requérant suite à l'agression dont il a été victime, il ressort du rapport d'expertise que celui-ci ne conserve pas d'invalidité ou d'incapacité permanente alors que la jurisprudence habituelle de la Commission considère l'octroi d'une aide financière dès lors qu'un rapport d'expertise médicale a dûment constaté l'existence d'une invalidité ou d'une incapacité permanente liée aux conséquences de l'agression;
- de ce qu'en l'occurrence, l'expert constate que le requérant n'a pas conservé d'invalidité ou d'incapacité permanente et ne retient qu'un préjudice esthétique très léger de 1/7 ;

[Le recours en cassation a été déclaré inadmissible par ordonnance n° 4.867 du 22 juillet 2009.]

M71087 (2009)

- de ce que le requérant a subi un dommage moral;
- de ce qu'en l'espèce les frais médicaux exposés (en ce compris frais dentaires) sont justifiés;
- de ce qu'en l'espèce la période d'incapacité temporaire totale (à 100%) s'est limitée à un jour selon l'expert ;
- de ce qu'en l'espèce l'expert a limité l'invalidité permanente (sans répercussion économique) à 2%;
- de ce qu'en l'espèce il n'y a pas de préjudice esthétique ;
- de ce qu'en l'espèce le requérant n'a subi aucune perte de revenus ;
- de ce que l'article 31bis 5° de la loi du 1er août 1985 consacre le principe de subsidiarité de l'aide ;
- de ce qu'en l'espèce l'auteur des faits verse des montants de 50 €/mois ;
- de ce que la Commission ne prend pas en considération le pretium doloris et les intérêts ;
- de ce qu'au vu des éléments du dossier, la Commission estime que le préjudice du requérant est limité et que son caractère important n'est pas établi.

M90071 (2009)

Rekening houdend met, enerzijds,

- de aard en de omstandigheden van de op verzoeker gepleegde feiten, zoals zij blijken uit de neergelegde stukken;
- de door verzoeker geleden schade;
- het verslag van gerechtsdeskundige Dr. Van Noten d.d. 21 december 2007, waarin in hoofde van verzoeker een blijvende invaliditeit van 1 % wordt weerhouden i.v.m. enige traumatische sensibilisatie van de rechter knie;

en, anderzijds, met:

- artikel 31, 1°, van voormelde wet, luidens welke bepaling de Commissie een financiële hulp kan toekennen aan “personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad”;
- het feit dat de Commissie, die de door verzoeker geleden schade geenszins wil minimaliseren, dient vast te stellen dat gerechtsdeskundige Dr. Van Noten slechts een beperkte blijvende invaliditeit (1 %) weerhield;
- het feit dat Dr. Van Noten geen bewezen causaal verband kon vaststellen tussen de op verzoeker gepleegde feiten d.d. 24 augustus 2005 en de door hem ervaren toegenomen klachten t.h.v. de rechter knie;
- dat er in die omstandigheden niet kan besloten worden tot het bestaan van een ernstig nadeel in de zin van artikel 31 van de wet;
- dat verzoeker als gevolg van de feiten geen inkomstenverlies heeft geleden;
- dat ‘verlies economische waarde huishouden’, ‘meerinspanningen’ en intresten niet voorkomen in de limitatieve lijst van schadeposten bepaald in artikel 32, § 1, van de wet, en dat deze posten overeenkomstig de vaste rechtspraak van de Commissie niet voor vergoeding in aanmerking komen;
- dat de feiten werden erkend als arbeidsongeval, waardoor bepaalde schadeposten reeds werden vergoed;

meent de Commissie dat het verzoek weliswaar ontvankelijk is, maar als ongegrond moet worden afgewezen.

JU 03B absence d’invalidité permanente

- aide octroyée
- refus d’aide

aide octroyée

M2159 (2005)

Verzoekster deelt in een brief d.d. 18 mei 2005 mede dat haar hand verwond werd met een schaar/mes en dat geneeskundige verzorging (hechting) noodzakelijk was.

Desbetreffend kunnen evenwel geen stukken voorgelegd worden, gelet op het tijdsverloop en de tussenkomende echtscheiding, welke het opzoeken van documenten onmogelijk maakt.

...

Hoewel door verzoekster geen stavingsstukken worden voorgelegd waaruit de ernst van de opgelopen letsels blijkt, toch meent de Commissie dat in casu voldaan is aan artikel 31, 1°, van de wet, luidens welke bepaling een financiële hulp kan toegekend worden aan “personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad”.

De rechtspraak van de Commissie inzake materiële schade is in die zin gevestigd dat hiervoor slechts een financiële hulp kan worden toegekend indien die schade rechtstreeks verband houdt met het door verzoekster opgelopen letsel. De door verzoekster gevraagde hulp voor de beschadiging van haar ring voldoet niet aan die voorwaarde, zodat daarvoor dan ook geen hulp wordt toegekend.

De gevorderde hulp wegens extra-professionele schade wordt, bij gebrek aan bewijsstukken terzake, evenmin toegekend.

Rekening houdend met alle omstandigheden van de zaak meent de Commissie dat aan verzoekster voor de morele en de esthetische schade een hulp kan worden toegekend zoals hierna bepaald.

M41091 (2008)

- de ce que si la requérante n’a pas conservé d’incapacité et/ou d’invalidité permanente, elle n’en demeure pas moins traumatisée par les faits,
- de ce que la requérante a pris résolument en main son existence en prenant son autonomie par rapport à son milieu d’origine et qu’il y a donc lieu de soutenir cette attitude courageuse par une aide prenant spécifiquement en compte cet aspect de sa vie ;

M41246 (2005)

Naar aanleiding van een betoging in het Lappersfort te Brugge kreeg verzoeker het bevel om betogers één voor één uit de groep te halen en te identificeren.

Toen verzoeker met 2 collega’s één van de betoogsters, mevrouw A uit de groep wou verwijderen, begon deze te schoppen en te slaan. Toen hij haar bij haar hand wou nemen, beet zij hem in zijn linkerhand. Door het bijten vertoonde de linkerhand een lichtbloedende bijtwonde ter hoogte van de kneukels. ...

De motivering van het arrest van het Hof van beroep te Gent d.d. 16 maart 2004 omtrent de schadevergoeding luidt als volgt:

“De beet met bloedstorting deed bij de burgerlijke partij, geheel afgezien van het door de beklagde gegeven antwoord op de vragen met betrekking tot haar gezondheidstoestand, terecht de vrees ontstaan voor een eventuele besmetting met het HIV- of hepatitis virus, gelet op de wijze waarop de bloedstorting werd teweeggebracht en het haveloos voorkomen van de beklagde.

.....

Het feit dat de geneesheren, die ongetwijfeld van de feitelijke toedracht in kennis werden gesteld, het raadzaam oordeelden bij de burgerlijke partij bloedpuncties te verrichten ter opsporing van een gebeurlijke besmetting van het HIV- of hepatitis virus toont genoegzaam aan dat een besmetting niet zonder meer uit te sluiten viel en dat de vrees van de burgerlijke partij terecht was.

.....

Door de terechte vrees voor besmetting diende de burgerlijke partij drie bloedpuncties te ondergaan en gedurende nagenoeg vier maanden in onzekerheid te leven vooraleer uitsluitel te kunnen krijgen over het analyseresultaat. Al die tijd leefde de burgerlijke partij in angstige onzekerheid, wat ongetwijfeld een belangrijke negatieve weerslag had op zijn levenskwaliteit en op het gezinsleven.

Een bedrag van € 1.850 komt het Hof voor als billijke vergoeding voor deze schade.”

...

De Commissie aanvaardt dat er een morele schade is ontstaan onder meer door de gewettigde angst die bij het slachtoffer is ontstaan na de hem toegebrachte beet. Rekening houdende met het feit dat intresten niet kunnen worden toegekend kan in billijkheid een bedrag van € 1.855 worden toegekend.

M50326 (2006)

Tenant compte,

- de ce que l’art.31 de la loi stipule que « les personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d’un acte intentionnel de violence peuvent demander une aide » ;
- de ce que le rapport d’expertise médicale ne mentionne aucune invalidité permanente,
- de ce qu’il y a dégâts occasionnés à la prothèse et donc atteinte au corps et existence d’un préjudice physique ;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 2.500 € dont aucune part n’est attribuée au titre de remplacement de revenu.

refus d'aide

99538 (2005)

que bien que la Commission ne minimise pas le dommage subi par le requérant suite à l'agression dont il a été victime, elle entend rappeler qu'elle est chargée d'apporter une aide aux victimes et non pas de les indemniser et qu'en l'espèce, la Commission relève que dans le rapport médical transmis par le requérant, il est précisé qu'il n'a pas été en incapacité temporaire totale, que le taux des incapacités temporaires n'était pas très élevé et que le requérant ne conserve pas d'invalidité permanente;

MM198 (2005)

Tenant compte,

- l'absence d'invalidité permanente dans le chef du requérant suite à l'agression;
- que le requérant a reçu de la Commission, une aide d'urgence de 1.250 €;
- que le requérant n'a pas supporté de frais médicaux ;
- que le requérant n'a pas subi de perte de revenus suite aux faits, dans la mesure où il était déjà au chômage au moment de leur survenance.

la Commission déclare la demande non fondée.

MM383 (2007)

Tenant compte,

- du dommage subi ;
- de ce qu'en l'espèce les faits peuvent être assimilés à un accident de travail;
- de ce que l'article 31, 1° de la loi du 1er août 1985 stipule que la Commission peut octroyer une aide aux personnes qui ont subi un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence ;
- de ce qu'en 1997 le service de santé administratif a consolidé le cas sans séquelle indemnisable ;
- de ce que l'expert désigné par le tribunal a précisé que le requérant n'a subi aucune incapacité temporaire et n'a pas d'incapacité permanente partielle ;
- de ce que l'expert désigné par le tribunal a conclu à un préjudice moral permanent très léger (1/7) ;
- de ce que le caractère important du préjudice n'est dès lors pas démontré à suffisance ;

M2164 (2007)

Tenant compte d'une part,

- du préjudice esthétique de 0,5 / 7 ;
- des frais médicaux pour un montant de 62,12 € ;

d'autre part

- de ce que le requérant n'a pas conservé d'incapacité et/ou d'invalidité permanente ;
- de ce que le préjudice esthétique est très limité ;
- de ce que le montant des frais médicaux justifiés est inférieur à la somme de 500 € ;
- de ce que le requérant a bénéficié d'une aide d'urgence de 500 € par décision du 30 mars 2004 ;
- de ce que l'aide d'urgence octroyée constitue une aide adéquate pour aider le requérant à surmonter le préjudice subi ;

la Commission déclare la demande recevable mais non fondée.

[Le pourvoi en cassation a été déclaré non admissible par ordonnance n° 1.883 du 15 janvier 2008.]

M2692 (2005)

Dans le rapport du 3 juillet 1998, l'expert judiciaire expose

- que le requérant, à plusieurs reprises, ne s'est pas présenté aux convocations de l'expert judiciaire et ce, sans s'excuser ;
- qu'il n'y a pas de mutilation grave ;
- qu'il n'y a pas de perte de l'usage absolu d'un organe ;
- qu'il n'y a pas de maladie paraissant incurable ;
- que les quelques petits troubles dont il se plaint ne peuvent constituer une incapacité permanente de travail personnel.

...

- Que l'art. 31 dispose que la Commission peut octroyer une aide financière aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence;
- Qu'il n'y a pas d'invalidité permanente;

la Commission déclare la demande recevable, mais non fondée.

M3070 (2005)

En l'espèce, le rapport de l'expert judiciaire conclut à l'absence d'invalidité permanente dans le chef du requérant et n'est pas de nature à établir qu'il persiste des séquelles importantes selon les critères habituels de la jurisprudence de la Commission.

Par ailleurs, il ressort du dossier que le requérant n'a eu à supporter que peu de frais médicaux (77, 59 €) et que suite aux faits, il n'a pas subi de perte de revenus étant sans emploi au moment de leur survenance.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission estime que la demande du requérant est non fondée.

[Le recours en cassation a été rejeté par arrêt n° 193.233 du 12 mai 2009.]

M3099 (2007)

Tenant compte,

- de ce que l'article 31, 1° de la loi du 1/8/1985 dispose que la Commission peut octroyer une aide financière «aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence »;
- de ce qu'en l'espèce, il n'apparaît pas des pièces médicales du dossier que le requérant conserve une invalidité permanente suite à son agression ;
- de ce que la preuve des conditions d'accès à l'aide et de l'importance de celle-ci incombe au requérant ;
- de ce que le caractère important du préjudice physique ou psychique est une condition d'ouverture du droit ;
- de ce qu'à défaut, les frais et autres postes strictement matériels ne peuvent être pris en compte ;
- de ce que la Commission apprécie souverainement ce critère d'importance et il faut bien constater, en l'espèce, que mis à part le développement d'une argumentation raciste, voire injurieuse, le requérant ne fait que tenter d'intimider une juridiction qui n'a d'autre vocation que de l'aider, mais dans le respect du prescrit légal.

M3529 (2006)

Dans la nuit du 13 au 14 novembre 2001, la requérante, son époux, sa soeur et sa fille ont été victimes d'un vol avec violence et prise d'otages. Quatre individus sont entrés dans leur domicile et leur ont demandé de descendre dans la cave pour ouvrir le coffre. Elle a reçu des gifles et des coups.

...

Tenant compte,

- de ce que l'art.31 de la loi stipule que « les personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence peuvent demander une aide » ;
- de ce qu'aucun document n'atteste d'une invalidité permanente suite à l'agression ;
- de ce que la requérante ne justifie aucun frais de procédure, médicaux ou thérapeutiques ;

- de ce que l'article 31bis de la loi du 1er août 1985 accorde une aide financière si la réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière ;
- de ce qu'elle a perçu la somme 2.065, 78 € de la part de son assurance, la Commission déclare la requête recevable, mais non fondée.

M3631 (2005)

En date du 14 février 2000, à Jumet, après avoir conduit ses enfants à l'école, le requérant rentre chez lui par l'arrière de la maison. Il constate que la porte est entrouverte alors qu'il se rappelait l'avoir fermée. A l'intérieur de la maison, il voit qu'une autre porte est ouverte et entend du bruit. Il surprend un individu dans son living en train d'emporter divers objets dans un sac. L'individu le voit, bondit sur lui, armé d'un long couteau.

Le requérant parvient à éviter les coups et réussit à projeter au sol l'individu et à lui faire lâcher le couteau. Celui-ci parvient néanmoins à se relever et s'empare d'un pot avec lequel il frappe le requérant à la tête.

...

Tenant compte :

- de l'absence d'invalidité permanente dans le chef du requérant suite aux faits;
- du montant peu important des frais médicaux dûment justifiés qui ont été à charge du requérant (29, 81 €);
- de l'absence de perte de revenus suite aux faits ;
- de ce que les frais matériels dont fait état le requérant ne sont pas pris en compte dans la jurisprudence habituelle de la Commission ;
- du fait que les intérêts ne sont pas pris en compte par la Commission. En effet, le principe selon lequel l'accessoire suit le principal ne peut pas trouver application en l'espèce. Le débiteur de l'aide, à savoir l'Etat belge, n'est en effet pas l'auteur du dommage. Le droit à l'octroi de l'aide ne naît dans le chef du requérant qu'à partir de la décision de la Commission ;
- qu'au vu de ce qui précède, le montant de l'aide que la Commission serait susceptible d'octroyer au requérant est inférieur à la somme de 500 € correspondant au montant minimum du dommage prévu par la loi du 1/8/1985 en son article 33 § 2 ;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande du requérant, non fondée.

M3845 (2006)

Tenant compte :

d'une part :

- de la nature et des circonstances des faits d'agression subis par le requérant;
- des frais médicaux dûment justifiés au dossier,

et d'autre part :

- du fait que le requérant déclare qu'il n'a pas subi de perte ou de diminution de revenus suite aux faits ;
- de l'article 31, 1° de la loi du 01/08/1985 qui prévoit que la Commission peut octroyer une aide financière aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence ;
- des conclusions de l'expert de l'Office médico-légal qui ne retient pas d'invalidité permanente résultant des faits ;
- du fait que les frais médicaux s'élèvent à un montant de 351,04 €, soit un montant inférieur au minimum légal fixé à l'article 33 de la loi du 01/08/1985 ;
- du fait que la Commission tient compte de la violence des faits subis par le requérant et les répercussions pour le requérant dans les mois qui ont suivi l'agression mais note que le requérant ne conserve pas de séquelles et ne fait mention d'aucun suivi médical ou thérapeutique nécessité suite aux faits ;
- de ce que les intérêts ne font pas partie des postes d'aide visés à l'article 32 de la loi du 01/08/1985 et que, conformément à la jurisprudence de la Commission, ils ne sont pas pris en considération ;
- du fait que la requête du requérant ne rencontre dès lors pas les critères prévus par la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence ,

la Commission estime que la demande du requérant est recevable mais non fondée

M3854 (2006)

Le 14 février 2000, alors qu'il effectue sa tournée d'agent des postes à Herve, le requérant se retrouve menacé par un homme cagoulé armé d'un couteau qui l'oblige à se mettre à terre et lui vole le véhicule de la poste. Il s'est avéré que l'une des personnes impliquées, à savoir le commanditaire de l'agression, était un collègue du requérant.

Lors de l'agression, le requérant s'est fait voler 31.000 Bcf qui lui appartenaient.

...

Tenant compte

- de ce que l'article 31, 5° de la loi du 1^{er} août 1985 précise que l'aide financière est octroyée lorsque la réparation du préjudice ne peut être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière ;
- de ce que les faits ont été qualifiés d'accident du travail ;
- de ce que les frais médicaux et pharmaceutiques du requérant ont été pris en charge par son employeur La Poste ;
- de ce que le requérant a confirmé ne pas avoir subi de préjudice pécunier mais bien moral suite à l'agression ;
- de ce que l'article 31, 1° de la loi du 1^{er} août 1985 précise que la Commission peut octroyer une aide financière aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence ;
- de ce que le service de santé administratif de la poste a consolidé l'invalidité à 0 % ;

M40379 (2005)

Tenant compte d'une part :

- du dommage moral qu'a subi le requérant suite à l'agression dont il a été victime;
- des frais de procédure dûment justifiés qui ont été supportés par le requérant;

et d'autre part :

- de l'article 31, 1° de la loi du 1^{er} août 1985 qui dispose que « La Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence peut octroyer une aide financière aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence » et de ce qu'en l'espèce, l'expert de l'Office médico-légal conclut à l'absence de séquelles permanente chez le requérant ;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande du requérant, non fondée.

M40438 (2006)

Tenant compte d'une part :

- de ce que suite à l'agression dont elle a été victime, la requérante a subi un dommage moral ;
- de ce que la requérante a supporté des frais médicaux justifiés pour un montant de 94,23 € ;

et d'autre part :

- de l'article 31, 1° de la loi du 1/8/1985 qui dispose qu'une aide financière peut être octroyée « *aux personnes qui ont subi un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence* » ;
- de ce qu'en l'espèce, même si la Commission ne minimise pas le préjudice subi par la requérante, elle constate cependant que la requérante ne conserve pas de séquelles permanentes et n'a pas subi de préjudice important au sens de la jurisprudence habituelle de la Commission;
- de ce que la requérante n' a pas subi de perte de revenus suite aux faits dans la mesure où elle émargeait déjà au cpas au moment de leur survenance;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande de la requérante, non fondée.

M40810 (2005)

En date du 7/11/1996, le requérant, exerçant ses fonctions de gendarme, est appelé pour régler, avec d'autres gendarmes, un différend familial, impliquant le prévenu B. Ce dernier doit être emmené à la Clinique de Saint-Mard suite à une blessure au doigt. A la clinique, le nommé B ainsi que son ami A qui l'avait rejoint s'en prennent aux gendarmes et blessent le requérant.

...

Tenant compte d'une part:

- du dommage moral qu'a subi le requérant suite aux faits dont il a été victime;
- des frais médicaux dûment justifiés pour un montant de 47,43 € que le requérant a supportés;
- des frais de procédure exposés par le requérant et justifiés pour un montant de 264,27 €;

et d'autre part :

- de l'article 31, 1° de la loi du 1^{er} août 1985 qui énonce que « La Commission peut octroyer une aide financière aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence » et qu'en l'espèce, on ne peut pas parler de préjudice important, le requérant ne conservant aucune invalidité permanente ;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande du requérant, non fondée.

M40857 (2005)

Verzoeker werd tussen 11 november 2001 en 4 september 2002 via ontelbare telefonische oproepen en sms-berichtjes lastiggevallen door zijn echtgenote,

mevrouw S. Deze laatste gebruikte tevens fysiek geweld tegen verzoeker op 8 september en 28 september 2002.

S en S waren verwickeld in een echtscheidingsprocedure.

...

Volgens de vaste rechtspraak van de Commissie veronderstelt een “ernstige schade“ in de zin van de wet van 1 augustus 1985 een blijvende invaliditeit, minstens hoog oplopende medische kosten en langdurige arbeidsongeschiktheid.

In de voorliggende zaak liggen geen attesten voor waaruit blijvende letsels of minstens een langdurige arbeidsongeschiktheid of aanzienlijke medische kosten blijken.

In die omstandigheden meent de Commissie dat het verzoek als ongegrond dient te worden afgewezen.

M50089 (2005)

Op 16 juli 2004 verklaarde verzoeker voor de politie Maasland: “Heden wens ik aangifte te doen van een diefstal op heterdaad uit mijn chalet. Ik bleef vandaag in de chalet slapen omdat er afgelopen week reeds een keer was ingebroken en ik mijn chalet wilde bewaken. Omstreeks 23.10 uur hoorde ik een doffe slag komende van de achterdeur. Ik zag een zaklicht en ben naar de achterdeur gegaan met een hooivork in de hand. Ik zag toen een man staan en vroeg wat hij aan het doen was. De man brabbelde toen iets wat ik niet verstond en bedreigde mij met een breekijzer. Vervolgens liep hij van mij weg en toen hij zijn rug naar mij toe keerde heb ik hem in de vijver geduwd. Ik heb hem vervolgens onder bedwang gehouden en naar uw diensten getelefoneerd. Ik heb de dader onder bedwang kunnen houden tot u diensten ter plaatse aankwamen”.

...

Rekening houdende met:

- de verklaring van verzoeker onmiddellijk na de feiten waarin hij expliciet stelde geen kwetsuren te hebben opgelopen naar aanleiding van de feiten d.d. 16 juli 2004;
- het gegeven dat het attest van dokter Jan Belde dateert van 8 maart 2005; zijnde geruime tijd na de feiten;
- het feit dat verzoeker geen enkel ander attest voorlegt waaruit blijkt dat hij een blijvende invaliditeit, (langdurige) werkonbekwaamheid of (aanzienlijke) esthetische schade heeft opgelopen naar aanleiding van de feiten;
- dat er voor de Commissie derhalve geen genoegzame aanwijzingen zijn van een “ernstige lichamelijke of psychische schade” zoals vereist door artikel 31, 1° van de wet van 1 augustus 1985.

De Commissie kan dan ook niet anders dan het verzoekschrift onontvankelijk te verklaren.

M50343 (2005)

Op 12 juli 2002 werd verzoeker, in zijn functie van inspecteur bij de politie, opgeroepen naar aanleiding van een inbraak. Toen verzoeker met een collega ter plaatse kwam, sprong een verdachte door het raam en zette het op een lopen. Na een korte achtervolging kon verzoeker de verdachte vatten, doch deze laatste slaagde er in verzoeker in de kin te bijten.

...

Volgens de vaste rechtspraak van de Commissie veronderstelt een “ernstige schade“ in de zin van de wet van 1 augustus 1985 een blijvende invaliditeit, minstens hoog oplopende medische kosten en langdurige arbeidsongeschiktheid.

In casu was verzoeker 1 dag 100 % en 7 dagen 50 % werkonbekwaam. Er is geen sprake van blijvende invaliditeit noch van hoge medische kosten.

Het standpunt van de raadsman van verzoeker dat het litteken van 2 cm in het aangezicht van zijn cliënt als een (ernstig) blijvend letsel dient te worden beschouwd, kan door de Commissie niet worden bijgetreden.

In die omstandigheden meent de Commissie dat het verzoek als ongegrond dient te worden afgewezen.

M50530 (2005)

De Commissie is van oordeel dat het verzoek ontvankelijk doch ongegrond is nu, in overeenstemming met artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985 het resterende bedrag, na betaling door de wetsverzekeraar, onvoldoende is om te spreken van ernstige schade.

M51016 (2008)

la Commission, en l’absence d’un préjudice physique ou psychique important dans le chef du requérant, de répercussions dûment attestées des faits sur la carrière professionnelle du requérant, statuant ex aequo et bono, déclare la demande recevable mais non fondée.

M60833 (2007)

Artikel 31, 1° van de wet van 1 augustus 1985 bepaalt dat een financiële hulp kan worden toegekend aan slachtoffers die een ernstige (lichamelijke of psychische) schade hebben ondervonden als gevolg van een opzettelijke gewelddaad. Verzoeker was 2 dagen werkonbekwaam. Er werden geen fysieke of psychische letsels vastgesteld.

M61194 (2007)

Verzoeker vraagt om de toekenning van een provisionele hulp van € 2.500 voor de morele schade en de gerechtskosten.

...

Rekening houdend met het gegeven dat:

- uit het dossier niet blijkt dat verzoeker een ernstig letsel heeft opgelopen;
- de gerechtskosten niet bewezen zijn;
- het inherent is aan het beroep van politieagent dat zich gevaarlijke situaties kunnen voordoen, zodat de betrokken agent verondersteld wordt daar ook psychisch tegen bestand te zijn,

is de Commissie van oordeel dat het verzoek als ongegrond moet worden afgewezen.

M70479 (2007)

In de nota burgerlijke partijstelling staat: "De burgerlijke partij werd in de uitoefening van zijn dienst als politieagent beschimpt, bespuwd in het aangezicht en aangevallen met lichte kwetsuur tot gevolg". Er wordt geen melding gemaakt over een eventuele tijdelijke of blijvende invaliditeit.

Artikel 31 1e van de wet van 1 augustus 1985 bepaalt dat de Commissie een financiële hulp kan toekennen aan personen die een ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad.

De Commissie stelt vast dat aan bovenvermelde voorwaarde niet is voldaan.

M71155 (2009)

- de ce que cependant l'expert a précisé qu'il n'y a eu incapacité de travail personnel que durant une semaine, qu'il n'y a pas d'incapacité permanente de travail ; et que les troubles psychologiques présentés ne justifient pas une incapacité permanente de travail étant donné leur évolution favorable ;
- de ce que le requérant a communiqué des justificatifs de frais de soins de soins de santé (en ce compris frais dentaires) justifiés ;
- de ce que conformément à l'expertise le requérant n'a pas subi de perte de revenus suite aux faits ;
- de ce que la Commission considère dès lors que le caractère important du préjudice n'est pas établi à suffisance ;

JU 04 violence contre une personne

- le principe
- jurisprudence du Conseil d'Etat
- délit contre les biens sans violence à l'égard d'une personne
- preuve

le principe

M3665 (2006)

En date du 25 octobre 2000, la requérante se trouvait dans sa chambre avec son époux lorsque des coups de feu ont été tirés par un ou des inconnus sur la façade de son immeuble. L'un des projectiles a abouti dans la table de la cuisine, un second a perforé le double vitrage de la salle à manger, cassant le dossier d'une chaise en deux.

...

Tenant compte d'une part :

- du fait que l'expert de l'Office médico-légal conclut que suite à l'agression dont elle a été victime, la requérante conserve une invalidité permanente de 12% ;
- du dommage moral que la requérante a subi ;

et d'autre part :

- de ce que la Commission ne s'estime pas liée par les conclusions de l'expert de l'OML ;
- de ce qu'il apparaît que la requérante se trouvait à l'étage de l'habitation et non pas dans la pièce où les coups de feu ont été tirés et que, contrairement aux mentions du réquisitoire, la volonté de porter atteinte à l'intégrité physique de la victime n'est pas démontrée ;
- de ce que les circonstances concrètes des faits et de leur répercussion sur la victime paraissent surévaluées ;

la Commission estime qu'il y a lieu d'allouer à la requérante, une aide principale, fixée ex aequo et bono, à la somme de 2.500 €.

M3778 (2005)

Entre décembre 1997 et mai 1998, la requérante, de nationalité bulgare et en situation illégale en Belgique (statut de réfugié politique refusé en février 1997), a été hébergée avec son fils par le nommé B et obligée de travailler pour ce dernier à des tâches administratives et ménagères. Elle déclare par ailleurs avoir été obligée d'entretenir des relations sexuelles et menacée d'être dénoncée.

En date du 26/09/2002, l'Office des Etrangers a régularisé la situation de séjour de la requérante pour une durée indéterminée, suite à l'application de la circulaire relative à la traite des êtres humains.

...

Par jugement daté du 18/01/2002, passé en force de chose jugée, le Tribunal de première instance de Liège condamne le nommé B pour exploitation de travailleurs en situation illégale à 6 mois d'emprisonnement et à payer à la requérante, partie civile, la somme de 7355,54 € à titre de dommage matériel.

Les préventions d'attentats à la pudeur et de viols à l'encontre de la requérante ne sont pas établies par le jugement précité (soulevant un doute dans l'absence de consentement).

...

L'article 31, 1° de la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence prévoit que « la Commission peut octroyer une aide financière aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence ».

Le Tribunal de première instance de Liège, dans son jugement du 18/01/2002, retient les préventions d'exploitation de la requérante, alors en situation illégale et obligée de travailler pour l'auteur des faits. Par contre, les préventions d'attentats à la pudeur et de viol ne sont pas établies et l'auteur est acquitté à cet égard.

La Commission est attentive aux difficultés rencontrées par la requérante et aux répercussions des faits sur sa situation sociale, matérielle et sur son état de santé. Comme précisé dans le jugement précité, l'auteur des faits a abusé de la situation particulièrement vulnérable de la requérante, la faisant travailler sans respect de la législation sociale en vigueur et la maintenant dans un état de dépendance quasi complète à son égard.

La Commission est cependant liée par la décision judiciaire définitive sur l'action publique qui n'a pas retenu l'acte intentionnel de violence à l'encontre de la requérante (viol, attentats à la pudeur avec violences ou menaces). Les faits d'exploitation au travail de la requérante, répréhensibles et lourds de conséquence pour la requérante, ne sont cependant pas suffisants pour établir l'existence d'un acte intentionnel de violence au sens de l'article article 31, 1° de la loi du 01/08/1985.

La requête ne peut dès lors être rattachée aux critères légaux en vigueur pour l'octroi d'une aide de la Commission.

La Commission estime que la demande d'aide principale de la requérante n'est pas recevable

M40447 (2005)

Dans sa requête, la requérante fait mention des faits suivants : dégâts voiture entre 1993 et 1997, vol d'argent en 1999, non présentation d'enfant entre 1996 et 2004, problèmes d'insalubrité, d'asthme, intervention des pompiers et expulsion du logement, vol de meubles, dossier de tiers-payant bloqué à l'INAMI, problème d'humidité et explosion au gaz.

...

En l'espèce, la requérante fait mention de diverses difficultés rencontrées depuis 1993 et de la précarité financière et matérielle dans laquelle elle est plongée depuis lors.

Il y a cependant lieu de souligner que la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence ne peut intervenir que dans de cas prévus par la loi du 1/8/1985.

Il s'en suit que la requérante doit démontrer qu'elle a été victime d'un acte intentionnel de violence et qu'elle s'est constituée partie civile dans l'hypothèse où le parquet aurait classé les procès-verbaux sans suite.

Or, il faut constater dans le dossier que madame B n'apporte pas les preuves nécessaires prévues par la loi.

Dès lors, même si la Commission ne nie pas les problèmes décrits par Madame B, elle reste liée par les dispositions légales et estime qu'il y a lieu de déclarer la demande de la requérante, irrecevable.

[Le recours en cassation a été rejeté par arrêt n° 157.215 du 31 mars 2006.]

Considérant que dans sa demande d'audition adressée au Conseil d'Etat le 21 septembre 2005 de même que dans le mémoire en réplique tardif, adressé au greffe du Conseil d'Etat par pli recommandé du 12 octobre 2005, la requérante a fait état d'importants problèmes de dos ayant déjà nécessité quatre opérations de la colonne vertébrale et l'obligeant à s'aliter fréquemment, pour expliquer l'absence de dépôt d'un mémoire dans le délai requis;

Considérant que force est cependant de constater que les problèmes de santé invoqués par la requérante remontent malheureusement à de nombreuses années et qu'ils ne l'ont pas empêchée de saisir, le 12 mai 2004, la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, ni d'introduire, le 28 février 2005, le présent recours en annulation et, dans le délai requis de quinze jours, la demande d'audition;

que, dans ces circonstances, compte tenu aussi bien de l'avertissement préalable adressé par le greffe, concernant les effets de l'absence de réponse ou de tardiveté de celle-ci que de la nature de cette exigence de forme à laquelle il peut être satisfait par l'introduction d'un mémoire confirmant simplement qu'il est persisté dans le recours, il ne saurait être considéré

que la requérante n'a pu déposer un mémoire en réplique en raison de la survenance d'un cas de force majeure;

qu'il y a lieu, en application de l'article 14bis du règlement général de procédure, de constater l'absence de l'intérêt requis,

M50669 (2008)

Par jugement du 12 novembre 2001, le Tribunal Correctionnel a condamné V à 5 ans d'emprisonnement notamment pour « ...avoir détruit par l'effet d'une explosion, un édifice...en l'espèce un immeuble sis à Saint-Gilles...avec la circonstance que les faits ont été commis pendant la nuit et ont causé des blessures...à A, V, M ...personnes dont l'auteur du fait a dû présumer qu'elles se trouvaient dans les lieux incendiés au moment du crime ou du délit ... ».

Dans ses attendus le Tribunal a retenu le caractère volontaire du sinistre et les déclarations du prévenu qui savait pertinemment que l'immeuble était habité. ...

de ce que le caractère intentionnel de l'acte de violence est établi au vu du jugement rendu par le Tribunal Correctionnel de Bruxelles du 12 novembre 2001;

M60505 (2007)

La Commission note que circonstances des faits ne permettent pas d'établir le caractère intentionnel des faits.

Le jugement daté du 01/03/2005, passé en force de chose jugée, du Tribunal de première instance de Tournai condamne le nommé M pour avoir détruit par l'effet d'une explosion seize immeubles, avec la circonstance que les faits ont été commis pendant la nuit et qu'ils ont causé des blessures à 3 personnes (dont la requérante), dont l'auteur des faits a du présumer qu'elles se trouvaient dans les lieux détruits au moment du crime ou du délit.

La notion d'acte intentionnel de violence suppose un élément matériel et un élément moral. Dans le cas présent, l'auteur cherchait à mettre fin à ses jours et selon les éléments du dossier, n'avait pas l'intention de commettre un acte intentionnel de violence à l'égard de la requérante. Les faits ne peuvent dès lors être assimilés à un acte intentionnel de violence.

Par arrêt du 17/01/2006 (n° 153.840), le Conseil d'Etat, statuant dans un dossier similaire, considère que « si le jugement relève que le prévenu ne pouvait ignorer que d'autres personnes occupaient les immeubles », une telle affirmation est sans incidence sur l'appréciation du caractère intentionnel, au sens de l'article 31 de la loi du 1er août 1985, de l'acte de violence (...) ; la faute, fut-elle consciente, ne peut être confondue avec l'intention ».

M61311 (2007)

Sur base des éléments repris dans la requête et sur base du procès-verbal d'audition dressé le 23 mars 2005 à la police, le requérant précise que le 4 février 2005 dans l'école où il enseigne, il s'est vu écarté disciplinairement de son emploi suite à un problème survenu avec un élève (le procès-verbal évoque d'éventuels coups ; coups contestés par le requérant).

...

Tenant compte :

- de ce que dans son état actuel, la requête déposée devant la Commission en date du 15/12/2006 ne rencontre pas les prescriptions légales édictées par la loi du 01/08/1985 régissant l'aide financière de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence.;
- de ce qu'en effet l'article 31, 1° de la loi précitée précise que ... La notion d'acte intentionnel de violence suppose un élément matériel et moral :
- l'élément matériel consiste dans l'emploi de la violence contre une personne physique ;
- l'élément moral consiste en l'intention particulière dans le chef de l'agresseur, donc dans sa volonté de commettre un acte de violence.
- de ce que le requérant invoque un écartement disciplinaire de son lieu de travail comme base à sa requête ;
- de ce que cet acte ne constitue pas un acte intentionnel de violence eu égard à la loi du 1er août 1985 ;
- de ce qu'en l'espèce l'acte exposé s'inscrit dans la législation du travail ;

M70395 (2007)

Om in aanmerking te komen voor een hulp dient de verzoeker bijgevolg het slachtoffer te zijn van een opzettelijke gewelddaad. In casu gaat het om reeks van onrustwekkende telefoonoproepen.

Het is absoluut niet zeker dat de verzoekster met opzet werd opgebeld. Misschien was er een technisch probleem bij haar of bij de operator (werkte de luidspreker in de hoorn ?).

Indien wordt aangenomen dat de oproepen de bedoeling hadden om de verzoekster "schade" te berokkenen, kan er eventueel sprake zijn van een misdrijf. Een gewelddaad daarentegen veronderstelt dat er geweld wordt gebruikt (op een persoon). Een telefonische oproep kan nooit worden beschouwd als een vorm van geweld, ook al is die oproep uiterst onrustwekkend.

Het verzoekschrift dient als onontvankelijk te worden afgewezen.

M70613 (2008)

Om als rechtstreeks slachtoffer (art. 31, 1^o) te kunnen worden aangemerkt, is luidens de vaste rechtspraak van de Commissie vereist dat er geweld gepleegd werd tegen de persoon van de verzoeker.

Personen die getuige waren van een opzettelijke gewelddaad kunnen met een rechtstreeks slachtoffer worden gelijkgesteld, op voorwaarde dat er ernstige bedreigingen tegen hun persoon werden geuit (voor een overzicht van de rechtspraak van de Commissie terzake: zie het Verslag over de werkzaamheden (2002-2004) van de Commissie, blz. 112 e.v.).

Uit het proces-verbaal van verhoor van verzoeker (geciteerd onder punt I) blijkt dat hij zich in het bureau achteraan in de winkel bevond toen er aan de kassa (vooraan in de winkel) een overval aan de gang was. Verzoeker is pas in de winkel gaan kijken toen de overval voorbij was.

In die omstandigheden is de Commissie van oordeel dat verzoeker niet ernstig bedreigd werd door de overvallers, nu hij niet oog in oog heeft gestaan met hen.

Noch in de foto's van de wedersamenstelling, die zich in het strafdossier bevinden en waarvan de Commissie kennis heeft genomen, noch in de audiovisuele overtuigingsstukken, die ter beschikking werden gesteld van de Commissie, werden elementen aangetroffen die de bovenstaande these konden ontkrachten.

Hoewel de Commissie er niet aan twijfelt dat de feiten een grote impact hebben gehad op het leven van verzoeker en hem heel wat leed hebben berokkend, dient zij het hulpverzoek als ongegrond af te wijzen nu niet is voldaan aan de wettelijke voorwaarden.

M81157 (2009)

Een opzettelijke gewelddaad bestaat in principe uit twee bestanddelen:

- een materieel bestanddeel, nl. het stellen van een actieve daad van geweld;
- een moreel bestanddeel, nl. opzet in hoofde van de dader, m.a.w. de intentie om een gewelddaad te plegen op iemands persoon.

Deze voorwaarden houden in dat er geweld moet gepleegd zijn tegen de persoon van de verzoekster.

In casu werd er geen geweld gepleegd, maar werd geweigerd het loon waarop de verzoekster recht had uit te betalen.

Naar het oordeel van de Commissie is in casu dan ook niet voldaan aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden van artikel 31, 1^o, van de wet van 1 augustus 1985.

jurisprudence du Conseil d'Etat

Voir arrêt n° 153.840 du 17 janvier 2006 du conseil d'Etat – dans l'affaire 97234 (1999)

Considérant que les faits utiles à l'examen du recours se présentent comme suit:

1. Dans la nuit du 4 au 5 septembre, L boute le feu à un immeuble d'habitation sis à ... Au cours de l'intervention du service d'incendie, une partie de la structure de l'immeuble incendié s'effondre sur deux pompiers, C et B. Ce dernier, le père de la requérante, meurt étouffé sous les débris.

2. L est poursuivi devant le tribunal correctionnel pour avoir : «1)Volontairement mis le feu à un édifice [...], l'auteur ayant dû présumer qu'il s'y trouvait une ou plusieurs personnes au moment de l'incendie, avec la circonstance que le feu a été mis pendant la nuit.

2) Dans l'intention de commettre le fait prévu à l'article 510 du Code pénal, mis volontairement le feu à l'immeuble d'habitation, l'auteur ayant dû présumer qu'il s'y trouvait une ou plusieurs personnes au moment de l'incendie, avec la circonstance que le feu a été mis pendant la nuit.

3) Par défaut de prévoyance ou de précaution mais sans intention d'attenter à la personne d'autrui, involontairement causé la mort de B.

4) Par défaut de prévoyance ou de précaution mais sans intention d'attenter à la personne d'autrui, involontairement causé des coups ou des blessures à C».

Par un jugement prononcé le, le tribunal correctionnel condamne L à une peine d'emprisonnement de trois ans, avec sursis, pour avoir commis les faits pour lesquels il était poursuivi, ainsi qu'à indemniser la requérante du préjudice qu'elle a subi.

...

Ce jugement n'a pas fait l'objet d'appel et est donc coulé en force de chose jugée.

...

4. Le 17 novembre 1999, la Commission déclare la demande recevable et non fondée.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée ainsi qu'il suit:

« (...)

Fondement de la demande

L'article 31 § 1 de la loi du 1^{er} août 1985 prévoit que peut introduire une requête devant la Commission "la personne qui a subi de graves atteintes

au corps ou à la santé résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence commis en Belgique”.

Dans le cas présent, le jugement rendu le ... par le tribunal correctionnel de a condamné l'auteur des faits pour avoir " par défaut de prévoyance ou de précaution mais sans intention d'attenter à la personne d'autrui, involontairement causé la mort de Monsieur B;

Ce jugement est coulé en force de chose jugée et lie dès lors la Commission; Il en résulte que le décès de Monsieur B n'est pas constitutif d'un acte intentionnel de violence.» .

...

Considérant que l'article 31, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} août 1985, tel qu'il est rédigé avant sa modification par la loi du 26 mars 2003, dispose comme suit :

« La personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé, résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence commis en Belgique, peut demander une aide aux conditions suivantes : (...);»;

Considérant qu'il résulte de l'exposé des motifs du projet de loi portant des mesures fiscales et autres que plusieurs dispositions de celui-ci s'inspirent de la Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes, signée à Strasbourg le 24 novembre 1983, et à laquelle le législateur donnera son assentiment le 19 février 2004 (*Doc. parl., Sén., sess. 1984-1985, n° 873/1, p.17*); que selon l'article 2.1 de cette Convention, «lorsque la réparation ne peut être entièrement assurée par d'autres sources, l'Etat doit contribuer au dédommagement : a. de ceux qui ont subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement d'un infraction intentionnelle de violence»;

que l'avant-projet de loi visait les «infractions intentionnelles de violence» et que c'est la Section de législation du Conseil d'Etat qui a suggéré de remplacer, dans le projet, les mots «infraction intentionnelle de violence» par l'expression «acte intentionnel de violence», pour le motif que seule une décision du tribunal permet de conclure que les faits reprochés constituent une infraction, alors que la victime peut demander d'être indemnisée même lorsque l'auteur des faits est inconnu (*Doc. parl., Sén., sess. 1984-1985, n° 873/1, p. 95*);

qu'en outre, devant la Commission de la justice, le ministre a précisé, en ce qui concerne la notion d' «actes de violence», que «ceux-ci doivent s'accompagner d'une intention particulière», ce qui a amené un membre à «conclure que toutes les infractions non intentionnelles sont exclues»; qu'à un autre intervenant, qui relevait que la preuve de l'intention particulière ne pourrait toujours être apportée, le ministre a répondu que le doute ne profiterait pas à la victime (*Doc. parl., Sén., sess. 1984-1985, n° 873/2/1*);

que, dès lors, la circonstance que la loi vise les «actes intentionnels de violence» et non les «infractions intentionnelles de violence» est sans incidence sur l'interprétation du mot «intentionnel»; que, partant, les faits constitutifs d'une infraction non intentionnelle ne sont pas visés par l'article 31, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} août 1985;

Considérant qu'en l'espèce, le jugement du tribunal correctionnel du 1^{er} octobre 1996 déclare établies les préventions telles qu'elles sont libellées dans l'acte d'accusation; que dès lors il condamne L d'une part, sur la base des articles 510, 513 et 516 du Code pénal, pour avoir volontairement causé un incendie à un immeuble d'habitation en ayant dû présumer qu'il s'y trouvait une ou plusieurs personnes au moment de l'incendie avec la circonstance que le feu a été mis pendant la nuit et, d'autre part, sur la base des articles 418 à 420 du Code pénal pour avoir, notamment «par défaut de prévoyance ou de précaution mais sans intention d'attenter à la personne d'autrui, involontairement causé la mort [du père de la requérante]»; que si le jugement relève que «le prévenu ne pouvait ignorer que d'autres personnes occupaient les immeubles», une telle affirmation est sans incidence sur l'appréciation du caractère intentionnel, au sens de l'article 31 de la loi du 1^{er} août 1985, de l'acte de violence qui a causé le décès du père de la requérante; qu'il résulte en effet du jugement que lorsqu'il a bouté le feu à l'immeuble, L n'avait pas l'intention spécifique d'attenter à la vie ou l'intégrité physique du père de la requérante;

que la faute, fût-elle consciente, ne peut être confondue avec l'intention; qu'en effet, agit par faute consciente celui qui, se rendant compte du risque couru, croit néanmoins que son action n'en entraînera pas la réalisation, comptant à la légère sur son adresse ou, plus témérement encore, sur le hasard pour l'éviter; que c'est à bon droit que la décision attaquée a égard à l'autorité de chose jugée dudit jugement pour en déduire que l'acte commis par L ne peut être considéré comme présentant un caractère intentionnel au sens de l'article 31, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} août 1985; qu'en tant qu'il est pris «de la méconnaissance de l'autorité de chose jugée attachée aux décisions judiciaires pénales passées en force de chose jugée», de la violation de l'article 31, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} août 1985 ainsi que de l'erreur de fait et de droit, le moyen n'est pas fondé;

Considérant qu'en tant qu'il est pris de l'erreur manifeste d'appréciation, le moyen échappe à la compétence du Conseil d'Etat, celui-ci ne pouvant, comme juge de cassation administrative, substituer sa propre appréciation des faits à celle de la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, statuant en tant que juge de plein contentieux;

Considérant que dans son mémoire en réplique, la requérante prend un nouveau moyen de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution et du «principe général de l'égalité des Belges devant la loi»; que selon elle, en exigeant, pour qu'il y ait acte intentionnel au sens de l'article 31, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} août 1985, une intention malveillante spécifique, alors que, selon

elle, il découlerait de l'esprit et de l'économie générale de la loi ainsi que de la doctrine qu'une faute avec prévoyance (ou faute consciente) tomberait aussi dans le champ d'application de la loi, l'interprétation retenue par la décision querellée opère une discrimination entre les victimes d'infractions doléuses et celles d'infractions pour lesquelles l'élément moral s'apparente à une faute avec prévoyance ou à une faute consciente;

Considérant que le moyen pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution n'est pas un moyen d'ordre public; qu'étant soulevé pour la première fois dans le mémoire en réplique, alors qu'il aurait pu l'être dans la requête en cassation, il est tardif et, partant, irrecevable,

Voir arrêt n° 157.864 du 24 avril 2006 du Conseil d'Etat dans l'affaire M1246 (2002)

1. Overwegende dat de gegevens van de zaak kunnen worden samengevat als volgt :

1.1. ... stampet de genaamde G in de woning van verzoekster opzettelijk de aardgasleiding af en draait de kranen van het butaanfornuis open. Vervolgens verlaat hij de woning samen met het dochtertje van hem en van verzoekster. Wanneer verzoekster de woning samen met twee politieagenten betreedt, komt het tot een ontploffing van het opgehoopte gas. Hierbij laat een politieagent het leven en wordt verzoekster levensgevaarlijk gewond.

1.2. Op 11 augustus 2000 wordt G door de correctionele rechtbank veroordeeld om :

“A. (...) opzettelijk een onroerende eigendom, (...) namelijk een woonhuis

(...) verhuurd aan en bewoond door S, te hebben vernield of gepoogd te vernielen door het veroorzaken van een ontploffing ten nadele van (...) S (...);

B. Door gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg, maar zonder het oogmerk om de persoon van een ander aan te randen, onopzettelijk de dood van L te hebben veroorzaakt;

C. door gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg, maar zonder het oogmerk om de persoon van een ander aan te randen, onopzettelijk slagen of verwondingen te hebben toegebracht aan (...) S”;

...

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg werd de dader veroordeeld wegens het toebrengen van onopzettelijke slagen of verwondingen aan ondermeer verzoekster (pagina 3 van het vonnis); dit vonnis heeft kracht van gewijsde.

Welnu 'de beslissing van de strafrechter over de strafvordering raakt de openbare orde, waaruit werd afgeleid dat deze beslissing gezag van gewijsde

erga omnes heeft... Het gezag erga omnes is een algemeen rechtsbeginsel... De burgerlijke rechter die na de beslissing over de strafvordering een beslissing moet nemen over de burgerlijke vordering voortspuitend uit hetzelfde feit, mag geen oordeel vellen dat strijdig is met wat beslist werd bij het oordeel over de strafvordering' (Verstraeten R., Handboek strafvordering (3^o bijgewerkte druk), Maklu, Antwerpen, 1999, randnummer 1903, waarin verwijzing naar relevante cassatierechtspraak en rechtsleer).

Bij toepassing van bovenvermelde principes is de Commissie, die een administratief rechtscollege is, ook gebonden door de beslissing van de strafrechter in deze zaak.

Nu derhalve onherroepelijk is komen vast te staan dat de slagen aan verzoekster onopzettelijk werden toegebracht, dient het verzoek als onontvankelijk afgewezen te worden».

...

2.2.3. Overwegende dat verzoekster stelt dat aan de voorwaarde dat het geleden ernstig lichamelijk letsel of nadeel voor haar gezondheid het rechtstreeks gevolg uitmaakt van een opzettelijke gewelddaad, voldaan is doordat de strafrechter slechts één straf heeft uitgesproken en ééndaadse samenloop heeft aangenomen; dat het vonnis G echter veroordeeld heeft wegens het toebrengen van onopzettelijke slagen of verwondingen aan onder meer verzoekster, daarbij overwegende dat «er (...) geen elementen voorhanden (zijn) om aan te nemen dat beklaagde, middels het veroorzaken van de ontploffing, S (...) wilde doden of verwonden; wel (...) zijn de verwondingen van (...) S (...) het gevolg van een gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg in hoofde van beklaagde»; dat aldus met gezag van gewijsde erga omnes werd vastgesteld -zoals terecht door de Commissie is aangenomen- dat de slagen aan verzoekster niet ten gevolge van een opzettelijke gewelddaad zijn toegebracht;

2.2.4. Overwegende dat de omstandigheid dat met toepassing van de bepaling van het Strafwetboek in verband met de eendaadse samenloop van misdrijven, slechts één straf is uitgesproken, aan wat voorafgaat geen afbreuk vermag te doen; dat, immers, waar volgens artikel 65, eerste lid, van het Strafwetboek –zoals vervangen bij de wet van 11 juli 1994- “wanneer een zelfde feit verscheidene misdrijven oplevert of wanneer verschillende misdrijven die de opeenvolgende en voortgezette uitvoering zijn van een zelfde misdadig opzet, gelijktijdig worden voorgelegd aan een zelfde feitenrechter, wordt alleen de zwaarste straf uitgesproken», de eerste zinsnede doelt op eendaadse samenloop in de strikte betekenis, nl. het geval waarin eenzelfde feit meerdere misdrijven oplevert, met andere woorden een samenloop van kwalificaties; dat de tweede zinsnede doelt op een situatie waarin verscheidene feiten door eenzelfde persoon, zelfs op verschillende tijdstippen werden gepleegd, en die feiten de opeenvolgende en voortdurende uitvoering zijn van eenzelfde misdadig opzet, in welk

geval het feitencomplex als een geheel, «collectief» of «voortgezet» misdrijf genoemd, wordt beschouwd en, bij toepassing van art. 65 Sw. slechts één enkele straf, de zwaarste wordt opgelegd; dat het aannemen van eenheid van misdadig opzet tussen een opzettelijk en een onopzettelijk misdrijf geenszins meebrengt dat dit laatste met het eerste zou versmelten of een opzettelijk misdrijf zou worden; dat ze enkel voor de straftoemeting als één enkel misdrijf moeten worden beschouwd; dat aldus, waar de correctionele rechtbank onder de rubriek «wat betreft de strafmaattoepassing» concludeert dat «de verscheidene feiten (...) sub A, B en C (...) dus maar één misdrijf uitmaken» zulks moet worden verstaan in die zin dat de betreffende feiten wegens de eenheid van misdadig opzet enkel voor het bepalen van de strafmaat als één misdrijf moeten worden aangezien; dat ook al, zoals verzoekster betoogt, hij daarover anders had kunnen oordelen, hij dat ten aanzien van het opzet van het misdrijf niet gedaan heeft; dat de beschouwingen welke hij daaraan gewijd heeft in verband met verzoeksters rechten op burgerlijk gebied, daaraan niets veranderen; dat derhalve het eerste en het tweede middel niet gegrond zijn;

...

3.1.1. Overwegende dat verzoekster in het derde middel laat gelden dat het beginsel van behoorlijk bestuur, inzonderheid het vertrouwensbeginsel, het rechtszekerheidsbeginsel en het opportuniteitsbeginsel zijn geschonden, doordat de Commissie verkeerdelijk enkel steunt op het oordeel van de strafrechter en voorbijgaat aan voornoemde beginselen, nu ze er kon en moest op vertrouwen dat zij voor vergoeding in aanmerking zou komen, terwijl de basis tot het al dan niet toekennen van een vergoeding wordt gevormd door het beginsel van «de collectieve solidariteit tussen de leden van eenzelfde natie» en het begrip «abnormaal sociaal risico», dat tot ongelijkheid van de burgers terzake van de openbare lasten leidt (Hand. Kamer, 1984-1985, 23 juli 1985, 3491 en Parl. St. Senaat, 1984-1985, 873, 2/1° - verslag namens de commissie voor de Justitie uitgebracht door de heer VAN ROMPAEY, p. 5), en terwijl het tevens berust op de idee dat de collectiviteit naar billijkheid moet instaan voor het gehele of gedeeltelijke herstel van de schade die op zich als een sociale kwaal wordt beschouwd;

Overwegende dat verzoekster toelicht, aan de hand van een aantal overwegingen betreffende de burgerlijke vordering in het strafvonnis, dat ze er redelijkerwijze mocht op vertrouwen dat haar schade vergoed zou worden, a fortiori wanneer rekening wordt gehouden met de sociale commotie die het uitermate tragisch voorval heeft teweeggebracht bij de publieke opinie in het algemeen en bij haarzelf in het bijzonder, dat de Commissie een appreciatiebevoegdheid heeft zowel ter zake van de opportuniteit van de toekenning van de hulp als ter zake de vaststelling van het bedrag ervan binnen de wettelijke limieten;

...

3.2. Overwegende dat de vaststelling dat de artikelen 28 en volgende van de wet van 1 augustus 1985, waarbij een vergoeding ten bate van de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden werd ingesteld, ingegeven zijn door en rusten op het beginsel van de collectieve solidariteit, niet uitsluit dat iemand slechts aanspraak kan maken op deze vergoeding wanneer alle door de wet gestelde toekenningsvoorwaarden vervuld zijn, waaronder de voorwaarde dat het ernstig lichamenlijk letsel of het nadeel voor de gezondheid het rechtstreeks gevolg is van een opzettelijke gewelddaad; dat weliswaar, eenmaal de toekenningsvoorwaarden vervuld zijn, het bedrag van de hulp naar billijkheid wordt bepaald (artikel 33, § 1, van de wet van 1 augustus 1985), doch de Commissie haar bevoegdheid te buiten zou gaan mocht ze om opportunitaire redenen oordelen dat in een haar voorgelegd geval aan een door de wet gestelde toekenningsvoorwaarde niet voldaan moet zijn; dat het derde middel niet gegrond is,

Voir arrêt n° 157.865 du 24 avril 2006 du Conseil d'Etat dans l'affaire M1148 (2001)

1. Overwegende dat de gegevens van de zaak kunnen worden samengevat als volgt :

1.1. Op 2 augustus 2000 wordt verzoeksters woning opzettelijk in brand gestoken door P, haar toenmalige partner.

Deze laatste wordt op 2 januari 2001 door de correctionele rechtbank veroordeeld tot een gevangenisstraf van drie jaar, waarvan één jaar met uitstel, wegens brandstichting, verboden wapenbezit en het doden van een huisdier. Tevens wordt hij veroordeeld om aan verzoekster in totaal 10.000 BEF schadevergoeding te betalen, bestaande uit 350.000 BEF verlies inboedel + 10.000 BEF verlies hond + 150.000 BEF morele schadevergoeding.

...

1.3. Op 23 oktober 2001 neemt de derde Kamer van de Commissie de thans aangevochten beslissing waarbij het verzoek niet ontvankelijk wordt verklaard. Die beslissing berust op het motief dat, nu luidens de aanhef van artikel 31, § 1, van de wet van 1 augustus 1985 hulp kan worden toegekend aan «wie een ernstig lichamenlijk letsel of nadeel voor de gezondheid heeft ondervonden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad», overeenkomstig de vaste rechtspraak van de Commissie hiermee de aanwending van geweld tegen de persoon van het slachtoffer wordt bedoeld en dat misdrijven tegen goederen dus uitgesloten zijn. In het voorliggend verzoek echter werd de dader veroordeeld wegens brandstichting, verboden wapenbezit en het doden van een huisdier, niet wegens geweld tegen de persoon van verzoekster.

...

2.2.1. Overwegende dat de ter zake relevante bepalingen van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen zoals die in dezen van toepassing zijn als volgt luiden :

“Art. 31. § 1. Wie ernstig lichamelijk letsel of nadeel voor zijn gezondheid heeft ondervonden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad in België gepleegd, kan een hulp aanvragen en wel onder de volgende voorwaarden: ...

2.2.2. Overwegende dat de hiervoor overgeschreven inleidende zin van artikel 31, § 1, niet uitdrukkelijk bepaalt dat de opzettelijke gewelddaad waaruit het letsel of nadeel voor de gezondheid van de betrokkene voortspuit rechtstreeks tegen een persoon gericht moet zijn; dat zij enkel vereist dat het een “rechtstreeks” gevolg van een opzettelijke gewelddaad is;

dat echter, wijl het opzet van de wet is te voorzien in een billijke vergoeding voor slachtoffers van strafrechtelijk betoegelde misdrijven, bij insolventie van de veroordeelde dader, anders dan verzoekster stelt, het logisch lijkt voor de juiste betekenis daarvan te rade te gaan bij de definities van de Strafwet;

dat de verwerende partij dan ook terecht verwijst naar artikel 483 van het Strafwetboek, dat geweld omschrijft als «daden van fysieke dwang gepleegd op personen»; dat, daargelaten de vraag of ook daden van psychisch geweld onder de definitie moeten vallen, de strafwet misdrijven gepleegd tegen goederen alleszins blijkt uit te sluiten;

dat de Commissie dan ook geen met de tekst van de wet van 1 augustus 1985 noch met haar parlementaire voorbereiding onverenigbare interpretatie geeft aan het begrip “opzettelijke gewelddaad” door zich op de definitie van het Strafwetboek te baseren, ook al verwijst zij daarbij naar haar vroegere uitspraken;

2.2.3. Overwegende dat de Commissie uitdrukkelijk aanneemt dat verzoekster ingevolge de feiten “enorme psychische schade” leed en zij in psychologische behandeling diende te gaan; dat zij de aanvraag van verzoekster echter onontvankelijk verklaarde, niet omdat psychische gewelddaden en/of nadeel voor de geestelijke gezondheid als bedoeld in artikel 32, § 1, 3°, van de wet, niet in aanmerking zouden kunnen komen,

wel omdat tegen haar persoon geen geweld, met andere woorden noch fysiek noch psychisch geweld, werd aangewend; dat het middel niet gegrond is,

délit contre les biens sans violence à l'égard d'une personne

M2559 et M2560 (2005)

Uit de voorgelegde stukken blijkt dat de feiten, gepleegd op 19 januari 2002, een opzettelijke beschadiging aan de wagen en de woning van verzoekers betreffen, zonder lichamelijk letsel. Verzoekers werden zelf niet aangevallen, zij hebben de schade enkel vastgesteld nadat de feiten waren gepleegd.

Dit belet uiteraard niet dat verzoekers hierdoor getraumatiseerd werden, doch de voorwaarden om een financiële hulp van de Commissie te verkrijgen zijn in wezen niet vervuld. Luidens artikel 31, 1°, van de wet van 1 augustus kan een financiële hulp worden toegekend aan “personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad”.

Luidens de vaste rechtspraak van de Commissie houdt deze voorwaarde in dat er geweld moet gepleegd zijn tegen de persoon van de verzoeker (zie het *Verslag over de werkzaamheden (2000 – 2001)*, blz. 22-23). De schade als gevolg van misdrijven tegen goederen wordt door de Commissie niet in aanmerking genomen.

In die omstandigheden dient het verzoek als niet-ontvankelijk te worden afgewezen.

M3203 (2005)

Force est de constater que la requête de la requérante ne peut être rattachée aux critères de la loi précitée.

En effet, la requérante a été victime de cambriolage et divers biens lui ont été volés mais aucun élément du dossier ne permet de considérer, dans son chef, l'existence d'un préjudice physique ou psychique résultant d'un acte intentionnel de violence. Les faits relèvent exclusivement d'une infraction aux biens, ce qui ne rencontre pas le prescrit de l'article 31,1° de la loi précitée.

M50165 (2005)

Volgens vaste rechtspraak van de Commissie houdt dit in dat er geweld moet zijn gepleegd tegen de persoon van verzoeker. Dit is in casu niet het geval. Verzoekster werd, zo staat te lezen in het vonnis van de Correctionele rechtbank te Brugge d.d. 17 februari 2004, het slachtoffer van diefstal door middel van valse sleutel, informaticabedrog en poging tot informaticabedrog. De feiten werden dus niet gekwalificeerd als diefstal met geweld.

Het verzoekschrift voldoet dienvolgens niet aan de voormelde toelaatbaarheidsvereiste.

M50302 (2007)

Sur base de la requête, il apparaît que le ... a lieu à La Hestre un hold-up dans une agence bancaire voisine de l'habitation du requérant. Après le hold-up, les braqueurs ont mis le feu à plusieurs véhicules provoquant la destruction du véhicule du requérant.

...

Tenant compte :

- de ce que l'art. 31 §1 de la loi du 01 août 1985 stipule que « les personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant

directement d'un acte intentionnel de violence peuvent demander une aide » ;

- de ce que cet acte doit nécessairement comporter : un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence dirigée contre une personne et un élément moral qui consiste dans l'intention de l'agresseur de commettre cet acte de violence;;
- de ce qu'en l'espèce, sur base des renseignements communiqués, les faits ne constituent pas un acte intentionnel de violence à l'encontre des personnes au sens de l'article 31 §1 de la loi du 01 août 1985;

M60736 (2007)

Luidens de vaste rechtspraak van de Commissie houdt deze voorwaarde in dat er geweld moet gepleegd zijn tegen de persoon van de verzoeker. De schade als gevolg van misdrijven tegen goederen wordt door de Commissie niet in aanmerking genomen.

In onderhavig dossier werd P veroordeeld wegens

A. Kwaadwillig het verkeer belemmerd te hebben

B. Met het oogmerk om te schaden een auto geheel of ten dele te hebben vernield of onbruikbaar gemaakt.

...

Uit deze beslissing, die erga omnes geldt, blijkt niet dat de dader veroordeeld werd voor het opzettelijk toebrengen van slagen en verwondingen aan de verzoeker. Zijn verzoek dient dan ook als niet ontvankelijk afgewezen te worden.

M70237 (2007)

Op 1 maart 2005 werd verzoeker het slachtoffer van 'met bedrieglijk opzet weggenomen gelden en verduistering' te Maaseik.

...

Volgens de constante rechtspraak van de Commissie worden zaken zoals diefstal, oplichting en verduistering systematisch afgewezen indien deze niet gepaard gaan met een gewelddadig optreden tegenover het slachtoffer.

Zoals bepaald in art. 31, 1° van de wet van 1 augustus 1985 moet het gaan om personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad.

Aangezien B veroordeeld werd voor 'misbruik van vertrouwen' dient om bovenvermelde redenen het verzoekschrift als onontvankelijk te worden beschouwd.

M80213 (2008)

In voorliggend dossier werd de dader vervolgd en veroordeeld voor het vernielen van goederen. Krachtens artikel 31, 1°, van de wet van 1 augustus 1985 kan een financiële hulp worden toegekend aan “personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad”.

Om uit te maken wat een opzettelijke gewelddaad inhoudt, baseert de Commissie zich op de in artikel 483 van het Strafwetboek opgenomen definitie van geweld, dat omschreven wordt als «daden van fysieke dwang gepleegd op personen». De aldus door het Strafwetboek weerhouden omschrijving sluit misdrijven tegen de goederen uit.

Luidens de vaste rechtspraak van de Commissie vereist artikel 31,1° van de wet van 1 augustus 1985 aldus het plegen van geweld tegen de persoon van de verzoeker. De schade als gevolg van misdrijven tegen goederen wordt door de Commissie dan ook niet in aanmerking genomen.

In deze omstandigheden dient het verzoek niet ontvankelijk te worden verklaard.

M80613 (2009)

Artikel 31, 1°, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen luidt als volgt:

“De commissie kan een financiële hulp toekennen aan :

1° personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad;”

Volgens de vaste rechtspraak van de Commissie houdt deze bepaling in dat er geweld moet gepleegd zijn op de persoon van het slachtoffer, zoals bijvoorbeeld slagen, verkrachtingen, doodslag, ... Een diefstal zonder geweld tegen een persoon komt volgens deze rechtspraak niet in aanmerking voor een financiële hulp.

Uit het strafvonnis (dat erga omnes geldt) blijkt dat de daderes vervolgd werd voor:

- diefstal door middel van braak, inklimming of valse sleutels (Afdeling I: Diefstal zonder geweld of bedreiging van Hoofdstuk I: Diefstal en afpersing van het Strafwetboek)
- en niet voor diefstal door middel van geweld of bedreiging (Afdeling II).

Naar het oordeel van de Commissie is in casu dan ook niet voldaan aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden van artikel 31, 1° van de wet van 1 augustus 1985.

M80688 (2009)

In voorliggend dossier werd E strafrechtelijk veroordeeld voor misbruik van vertrouwen (art. 491 Sw.) en oplichting (art. 496 Sw.). Ofschoon de Commissie aanneemt dat de verzoeker hierdoor getraumatiseerd werd, zijn de voorwaarden om in aanmerking te komen voor een financiële hulp in wezen niet vervuld.

De dader werd niet veroordeeld voor het plegen van een geweldsmisdrijf. Luidens de vaste rechtspraak van de Commissie houdt artikel 31,1° van de wet in dat er geweld moet gepleegd zijn tegen de persoon van de verzoeker.

M80874 (2009)

En région verviétoise, fin 2002, la requérante et son mari prêtent au sieur D (officier de police et collègue de travail de la requérante) la somme de 42.800 € pour lui permettre de rembourser ses dettes. Aucune somme n'étant remboursée et vu les problèmes financiers causés à la requérante et son mari, ceux-ci déposent plainte pour escroquerie en juin 2003.

M80921 (2009)

Il ressort du procès-verbal d'audition communiqué qu'en date du 4 Janvier 2008, le véhicule du requérant a été endommagé. Le requérant a déposé plainte pour dégradations à son véhicule. Le requérant précise avoir été victime d'un acte de vandalisme le 4 Janvier 2008.

Le requérant n'était pas dans son véhicule au moment où les faits se sont produits.

la preuve

99205 (2005)

Exposé des faits

Durant l'année 1996, le fils des requérants aurait été violé à plusieurs reprises par le nommé M.

Suites judiciaires

Par jugement daté du 15/05/2002, le Tribunal correctionnel acquitte le nommé M et se déclare incompétent pour connaître les demandes des requérants qui s'étaient constitués parties civiles

Par arrêt, coulé en force de chose jugée, daté du 14/02/2003, la Cour d'appel confirme le jugement daté du 15/05/2002 .

...

Tenant compte :

- que tant le tribunal correctionnel que la cour d’appel ont acquitté le nommé M des faits de viol qui lui étaient reprochés
- que par ailleurs, l’expert judiciaire précise qu’il n’est nullement établi que l’enfant ait été victime d’abus sexuel à plus forte raison, il n’existe aucun indice permettant de lui attribuer une quelconque responsabilité dans l’éventuels faits d’abus dont l’enfant aurait été victime
- que les requérants ne soumettent pas de justificatif de frais qu’ils auraient eu à supporter pour leur fils;

la Commission déclare la demande irrecevable.

M2085 (2007)

Dans la nuit du 29 au 30/03/1998, à Liège, à la demande du patron lui disant de rentrer chez lui, le requérant quitte le café où il avait passé une partie de la soirée. A mi-chemin, il veut s’allonger sous un pont. Le requérant déclare avoir été agressé.

Selon les indications reprises dans la copie de l’audition communiquée à la Commission, le requérant « présente du sang sur son Tee-shirt et sa veste en jeans mais ses vêtements ne présentent aucune trace laissant penser à une agression. Il est plus que probable qu’il ait chuté dans son état d’ébriété ».

...

que force est de constater qu’aucun document soumis au dossier ne permet de déterminer le caractère intentionnel des faits. Dans le PV d’audition LI.43.01.10095/98 joint en annexe du courrier du requérant, il est stipulé que les vêtements du requérant « ne présentent aucune trace laissant penser à une agression. Il est plus que probable qu’il a chuté dans son état d’ébriété. Les éléments communiqués ne permettent pas à la Commission de considérer qu’un acte de violence ait été volontairement exercé contre le requérant par un tiers. L’existence d’un acte intentionnel de violence à l’égard du requérant n’est donc pas établie;

M3594 (2005)

Op 27 januari 2001 werd verzoeker bij een vechtpartij betrokken in een club te Wevelgem.

Hij kreeg door onbekenden een slag op zijn achterhoofd en werd meermaals geslagen.

Verzoeker legde op 28 januari 2001 klacht neer bij de Rijkswachtbrigade te Menen.

De Procureur des Konings te Kortrijk heeft het dossier geseponeerd.

Bij vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Kortrijk d.d. 22 maart 2005 werd de heer P bij verstek vrijgesproken van de hoger aangehaalde feiten.

De Rechtbank heeft zich onbevoegd verklaard om kennis te nemen van de vordering van verzoeker als burgerlijke (benadeelde) partij.

Vooraleer verder te oordelen beslist de Commissie zich het strafdossier te laten voorleggen.

M3610 (2005)

De Commissie dient ambtshalve te onderzoeken of aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden, zoals opgesomd in de wet van 1 augustus 1985 is voldaan.

Naast andere voorwaarden moet de verzoeker, naar luid van artikel 31bis, §1, 1° en 3° samengelezen, het slachtoffer geweest zijn van een opzettelijke gewelddaad met betrekking tot dewelke er een definitieve rechterlijke beslissing is genomen.

Welnu, bij arrest d.d. 5 januari 2005 van het Hof van Beroep te Antwerpen, recht doende in correctionele zaken, werd de beklaagde niet schuldig verklaard aan de het ten laste gelegde feit, namelijk de verkrachting te Genk op 14 september 2001 van K, en werd hij bijgevolg vrijgesproken.

Zoals uit het door de raadsman van verzoekster bij de Commissie ingediende dossier blijkt, en zoals overigens ter zitting door de raadsman ten overvloede werd bevestigd, is er geen sprake van dat eventueel een derde (niet geïdentificeerde) persoon de dader zou geweest zijn van de op verzoekster gepleegde feiten; de vrijspraak van de dader dient dan ook in die zin begrepen te worden dat het Hof van Beroep heeft dienen vast te stellen dat de constitutieve bestanddelen van het misdrijf van verkrachting niet aanwezig zijn.

De beslissing van de strafrechter over de strafvordering raakt de openbare orde, waaruit werd afgeleid dat deze beslissing gezag van gewijsde erga omnes heeft.

Dit wil zeggen dat deze beslissing zich in beginsel opdringt aan elkeen, ongeacht of hij al dan niet partij was in het strafproces (Verstraeten, R., Handboek Strafvordering, 4° druk, 2005, nr. 2209).

Nu deze beslissing op strafgebied, die gezag van gewijsde heeft bekomen erga omnes, dus ook ten overstaan van de Commissie die een administratief rechtscollege is, heeft vastgesteld dat verzoekster niet het slachtoffer is geweest van de opzettelijke gewelddaad van verkrachting, dient de Commissie te besluiten tot de onontvankelijkheid van het verzoek, temeer daar dit gezag van gewijsde geldt ongeacht de motieven van de vrijspraak, en dus ook bij een vrijspraak uit hoofde van twijfel (Cass., 17 december 1987, A.C., 1987-88, nr. 243 ; Cass., 1989, R.W., 1990-91, 1033).

M3897 (2006)

En date du 20 janvier 2001 à Liège en soirée, H rencontre en rue un ancien détenu qu'il a connu à Lantin, B. Ce dernier, accompagné de sa compagne, dérobe le portefeuille du requérant. Une poursuite s'en suit, le requérant rattrape la compagne de B et est rejoint par deux hommes accompagnant B. H ne se rappelle plus de ce qui arrive ensuite mais sera retrouvé blessé, seul et dépouillé de ses biens (second vol).

...

La Commission ne dispose pas d'éléments au dossier permettant d'apprécier la nature et les circonstances exactes des faits. S'il n'est pas contesté que le requérant ait subi un premier vol de son portefeuille avant d'être retrouvé dépouillé de ses biens, rien ne permet d'établir la matérialité des faits de violence dont il aurait été victime. Lors de l'arrivée de la police sur les lieux, le requérant était fortement sous l'influence de la boisson et inaudible. Il déclare avoir bu deux bouteilles d'alcool dans sa voiture avec le prévenu puis avoir subi le premier vol de son portefeuille alors qu'ils étaient en rue, puis ne pas se souvenir de la suite des événements.

Par jugement daté du 15/11/2002, le tribunal correctionnel de Liège a disqualifié les préventions de vol avec violences ou menaces à l'égard de l'auteur identifié en vol simple. Les indications apportées au dossier ne permettent pas d'établir à suffisance l'existence d'un acte intentionnel de violence à l'égard du requérant. S'il n'est pas contesté que le requérant a été retrouvé blessé (fracture de la cuisse droite et des os propres du nez) et présente depuis lors un stress post traumatique, la notion d'acte intentionnel de violence (qui suppose un élément matériel et moral) n'est pas rencontrée dans la requête introduite par le requérant, sur base des éléments soumis.

La Commission ne nie pas les difficultés importantes rencontrées par le requérant depuis les faits, telles qu'exposées dans la requête et reprises dans le rapport d'expertise confiée à l'Office médico-légal, elle est néanmoins tenue par la législation en vigueur.

Tenant compte des éléments précités, de la loi du 01/08/1985 et spécialement de son article 31bis, 1°, des éléments du dossier, la Commission estime que la demande du requérant ne rencontre pas les critères légaux et n'est pas recevable.

M40940 (2005)

In het onderhavig dossier wijst verzoeker de heer J aan als de dader. Het parket heeft de zaak evenwel geseponeerd wegens onvoldoende bewijzen lastens de verdachte.

De Commissie is niet bevoegd om omtrent de feiten enige onderzoeksdaad te verrichten en richt zich naar de resultaten van het onder leiding van de procureur des Konings gevoerde strafonderzoek. De procureur des Konings

besluit dat er geen afdoende bewijzen zijn van een gewelddaad (opzettelijke slagen en verwondingen) die door verzoeker wordt toegeschreven aan de heer J. Er is dus evenmin sprake van seponering wegens een onbekend gebleven dader.

Zoals blijkt uit de aanhef van het hierboven geciteerd artikel 36 van de wet, dienen er ook voor de toekenning van een noodhulp minstens voldoende aanwijzingen te zijn dat de verzoeker effectief het slachtoffer is geworden van een opzettelijke gewelddaad. De noodhulp vormt immers een voorschot op de hoofdhulp, die kan worden toegekend nadat lastens de verdachte een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering is tussengekomen (tenzij deze onbekend zou zijn gebleven, wat *in casu* niet het geval is).

Gelet op de seponering wegens onvoldoende bewijzen staat niet afdoende vast dat verzoeker het slachtoffer is geworden van een opzettelijke gewelddaad, meer bepaald van opzettelijke slagen en verwondingen die door verzoeker worden toegeschreven aan de heer J.

In die omstandigheden meent de Commissie dat het verzoek als niet-ontvankelijk moet worden afgewezen.

M80409 (2008)

De Commissie heeft met aandacht geluisterd naar de mondelinge toelichting door verzoekster verstrekt ter zitting van 16 oktober 2008 en heeft het volste begrip voor de fysieke pijnen en het moreel leed waarmee verzoekster te kampen heeft.

Niettemin dient de Commissie vast te stellen dat de gegevens van het strafdossier haar niet toelaten om – zeven jaar na de feiten – met zekerheid te stellen of er zich gewelddadige feiten hebben voorgedaan, laat staan te bepalen welke feiten precies.

Bovendien kan volgens de Commissie niet met zekerheid worden vastgesteld dat de huidige medische problematiek van verzoekster voortvloeit uit de vermeende feiten van 27 november 2001, nu er terzake geen enkel medisch attest voorligt dat dit oorzakelijk verband zou aantonen.

In die omstandigheden ziet de Commissie zich genoodzaakt om het hulpverzoek ongegrond te verklaren.

M80726 (2009)

Selon la plainte déposée par la requérante, le 5/4/2008, à Ouffet, la requérante et son mari ont rendez-vous avec les locataires d'une maison qu'elle possède, en vue de la réalisation d'un état des lieux et de la remise des clés. A cette occasion, la requérante fait des remarques à la locataire à propos d'excréments d'animaux sur le sol. Suite à cette remarque, la requérante dit avoir été poussée par sa locataire et qu'elle serait tombée sur le sol.

Madame D, la locataire de la requérante déclare que ce jour-là, elle a eu une dispute verbale avec la requérante qui aurait traité ses enfants de « bâtards » et que suite à cette remarque, elle a saisi la requérante par le col de son manteau et l'a secouée. La requérante est tombée sur les fesses.

Dans un procès-verbal du 5/4/2008, la police constate à son arrivée que la requérante est emmenée sur un brancard par les pompiers. La police questionne les ambulanciers qui leur répondent que la victime ne semble avoir aucune fracture ni lésion grave et qu'il leur semble qu'elle simule une crise de nerfs. Elle est emmenée au CHU de Liège où il sera répondu à la police par un médecin urgentiste que l'état de Madame H relève plus du cas psychiatrique que du cas clinique et que ses jours ne sont absolument pas en danger.

...

L'affaire a fait l'objet d'un classement sans suite pour charges insuffisantes en date du 2/7/2008.

...

de l'absence en l'espèce de charges suffisantes établissant le caractère intentionnel de cet acte et du doute persistant quant à l'imputabilité de l'hospitalisation de la requérante à un acte intentionnel de violence ;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande non fondée.

M81087 (2009)

Voor de toepassing van artikel 31, 3° of 4°, van de wet is een opzettelijke *gewelddaad* vereist. Uit het stellen van om het even welke handeling die indruist tegen een strafrechtelijk beschermde regel volgt niet noodzakelijkerwijze dat er een opzettelijke *gewelddaad* gepleegd werd.

Opdat er sprake zou zijn van een opzettelijke *gewelddaad* zoals voorzien in artikel 31, 3° of 4°, dienen een aantal elementen noodzakelijkerwijze verenigd te zijn :

- een materieel bestanddeel dat bestaat in de aanwending van geweld tegen een persoon;
- een moreel bestanddeel dat bestaat in het opzet van de dader om de *gewelddaad* te plegen;
- een causaal verband tussen de *gewelddaad* en de opgelopen schade.

G werd twee maal veroordeeld op basis van 432 §2 en §3 van het Strafwetboek.

De Commissie meent dat uit het neergelegde dossier en uit de in de conclusie (dit is de door artikel 12, alinea 3 van het koninklijk besluit van 18 december 1986 voorziene schriftelijke reactie) gehanteerde redenering *niet met voldoende zekerheid* kan afgeleid worden dat er sprake is van aanwending van geweld tegen de persoon van B. Het is ook niet omdat kinderpsychiater Dr. Jo Wieme

stelt dat een minderjarige *“alhier in behandeling kan komen voor Parental Alienation Syndroom”* dat hiermee het bewijs van een opzettelijke gewelddaad geleverd werd.

JU 04A violence contre les personnes: quelques actes de violence

- quelques actes de violence
- circulation et transport
- accidents de la route
- harcèlement
- décès consécutif à usage de drogues

quelques actes de violence

M1309 (2007)

En 1995, à ..., la dénommée S, veuve du dénommé D, mécanicien dentiste et condamné à deux reprises pour exercice illégal de l'art dentaire, récupère le stock de prothèses invendus après la mort de son mari et reprend l'exploitation de la « Clinique dentaire D ». Coiffeuse de formation, elle s'entoure de complices qui l'aident à réaliser des interventions.

La requérante se rend à ce cabinet dentaire pour retirer trois dents et placer un bridge. Quatre heures plus tard, après une anesthésie générale et l'extraction de toutes ses dents, elle se retrouve, défigurée, avec une prothèse inadaptée, des douleurs atroces et la bouche en sang.

Douze victimes se feront connaître dans le cadre de cette affaire.

M3003 (2005)

Uit de stukken blijkt dat verzoekster op 15 april 2001 met haar echtgenoot en haar twee dochtertjes een wandeling maakte op de Zeedijk te Middelkerke. Nadat een jongetje met zijn elektrisch wagentje reeds meermaals opzettelijk tegen verzoekster en haar dochtertje was gebotst, gaf verzoekster het jongetje een lichte tik tegen het hoofd. Hierop kwam een man – vermoedelijk de vader van het jongetje - naar verzoekster toe en gaf haar een vuistslag op de rechter wang. Verzoekster kwam hierbij ten val en diende met verwondingen en hevige nekpijn te worden overgebracht naar het A.Z. te Oostende.

M3050 (2005)

Uit de stukken blijkt dat verzoekers in de nacht van 12 op 13 oktober 1998 slachtoffer waren van een home-jacking in hun woning. Zij werden 's nachts gewekt door gebonk aan de voordeur. Eerste verzoeker werd door 3 mannen in de gang bedreigd met een wapen of een mes. Hij werd verplicht terug naar

de slaapkamer te gaan. Hij moest samen met zijn echtgenote op het bed gaan zitten en W werd gedwongen de sleutels van zijn Mercedes af te geven.

M3282 (2005)

Op 1 september 1996 vond er tussen S.K. Londerzeel en S.K. Verbrande Brug een voetbalwedstrijd plaats. Verzoeker voetbalde in de ploeg van S.K. Londerzeel. Op een bepaald moment was er een incident tussen verzoeker en een speler van S.K. Verbrande Brug waarbij er wat heen en weer werd getrokken.

Een supporter, de genaamde J, is dan plots het veld opgelopen en heeft verzoeker een slag gegeven, waardoor deze op de grond viel. J heeft verzoeker dan nog verschillende malen geslagen en gestampt.

M3664 (2005)

En date du 8 novembre 1992, à Huy, le requérant dirigeait une équipe de football en qualité d'arbitre. Après avoir exclu un joueur, le nommé D, ce dernier a donné un coup de poing au requérant et l'a projeté au sol.

M3708 (2007)

En date du 19/10/2003, à Chaudfontaine, la requérante et sa sœur promènent leurs deux chiens lorsqu'elle rencontrent la fille d'un voisin, le nommé R, qui promène également son chien. Il y a une mêlée entre chiens. La fille se met à crier en prétendant qu'elle a été mordue et son père surgit. Il donne de violents coups de pied dans le flanc du chien de la requérante, s'en prend également au chien de sa sœur et assène un violent coup de pied dans la cuisse de la requérante.

M40490 (2005)

Uit de stukken blijkt dat verzoeker op 6 november 2001 te Turnhout slachtoffer werd van een opzettelijke gewelddaad. Toen hij aan het wandelen was werd hij op straat aangevallen door de hond, toebehorend aan de heer D. Deze begon het dier op te hitsten teneinde verzoeker aan te vallen.

Terwijl verzoeker door de aanval op de grond geworpen werd, bracht D zonder enige reden opzettelijke slagen en schoppen toe op het lichaam en het hoofd van verzoeker, niet alleen met zijn vuisten en voeten doch ook met een slagwapen gekend als nun-chaku.

M40791 (2006)

En date du 26/12/2000, à Verviers, le nommé G met le feu à des meubles dans son appartement. Le feu se propage rapidement dans le reste de l'immeuble. Le frère de la requérante, Monsieur M, un voisin du nommé G ne parvient pas à s'échapper et décède dans l'incendie.

...

Attendu qu'il en résulte que l'accusé est coupable d'avoir à Verviers le 26 décembre 2000, volontairement mis le feu à des édifices ..., l'auteur ayant dû présumer qu'il s'y trouvait une ou plusieurs personnes au moment de l'incendie, avec la circonstance que le feu a été mis pendant la nuit

M40831 (2006)

En date du 3/4/1994 à la prison de Verviers, le requérant qui purge une peine consécutive à des faits de stupéfiants, rébellion et conduite en état d'ivresse, est incarcéré dans l'aile B du bâtiment, nouvellement ouverte. Parmi ses codétenus figurent les nommés V et B qui veulent soumettre les autres détenus à leur autorité, ce que le requérant refuse. Alors que les détenus se trouvent au préau, une échauffourée a lieu et le requérant se fait agresser par les nommés V et B qui lui donnent des coups dans le ventre et à la tête avant qu'il ne se retrouve par terre, sans connaissance.

M51187 (2007)

Verzoekster was op 7 juli 2003 in het Erasmusziekenhuis te Borgerhout aan de afdeling spoed werkzaam als onthaalbediende. Op zeker ogenblik meldde zich een persoon aan voor een opname. Daar hij weigerde een voorschot te betalen en verzoekster erop aandrong gooidde hij een vol blikje cola tegen de linkerribben van verzoekster.

M61088 (2007)

Par requête introduite au secrétariat de la Commission en date du 17 octobre 2006, le requérant expose qu'il a été victime d'un acte intentionnel de violence et postule l'octroi d'une aide urgente de 15.000 €.

L'estimation de l'aide demandée est justifiée par le requérant par « ...2 ans de victimisation secondaire entraîné par la discrimination à mon commissariat, refus d'acter, discrimination au service d'aide aux victimes (parce qu'historique trop compliquée), 110 € d'appels téléphoniques bi-mensuels pour examiner mes griefs, état de stress post-traumatique, état dépressif, un an et demi de thérapie, 35% de perte d'audition sur l'oreille gauche (klaxon et sirène à proximité), eczéma, réduction de la vitesse de travail intellectuel... ».

...

Dans sa requête, le requérant précise que les faits se déroulent sur une période infrannuelle partant de l'année 2000 et ce jusqu'à 2006 (et notamment des coups et blessures en mai 2006). Les faits se seraient déroulés dans 180 villes dont une trentaine en Belgique. Le requérant estime faire l'objet d'un harcèlement moral continu et orchestré par des réseaux criminels « ...ayant impliqués, ce qui m'a été affirmé par la DGPSP (ministère de l'Intérieur) des fonctionnaires de l'Etat (environ 3.000 depuis 2003). Puis coups et blessures (30 octobre 2003 à Louvain La Neuve), menaces de mort par écrit, stalking, deux tentatives de séquestration (juillet 2004 à Bruxelles), tentative d'homicide

sur tiers (20 septembre 2003 à Bruxelles), appels intempestifs, vol d'identité, etc ».

Sur base des diverses pièces jointes au dossier, il ressort que le requérant situe les faits dans un contexte de complot politico-judiciaire et notamment dans le cadre d'un vaste chantier de démantèlement de réseaux de trafics de drogue.

Vu les résonances internationales des faits exposés et relativement à l'article 31 bis de la loi du 1er août 1985 qui précise que l'acte intentionnel de violence a été commis en Belgique, le requérant a délimité sa demande d'aide d'urgence auprès de la Commission autour du fait de harcèlement de travail sur le lieu de travail et de deux coups l'un sans blessure l'autre ayant entraîné une blessure en mai 2006.

Il ressort du procès-verbal d'audition du 21 mai 2006 dressé à la police locale Bruxelles-Ouest que dans la nuit du 21 mai 2006 le requérant, se trouvant dans le parc Elisabeth à Bruxelles, trouve un verre sur un banc public. Le requérant prend le verre mais au moment de le boire, il voit un individu se ruer vers lui l'accusant d'avoir bu son verre et réclamant la somme de 5 €. Un autre individu est témoin de la scène.

Le requérant tente de calmer l'individu lui proposant de lui payer un verre. Ce dernier exige alors que le requérant paie à boire à l'autre personne présente. Refusant cela, le requérant quitte les individus et appelle le 101. Le requérant sera poursuivi par l'individu. Il quitte le bois et tombe sur une patrouille de police qui n'est pas intervenue car aucun coup n'avait été porté.

L'agresseur réussira à rattraper par la suite le requérant lui portant un coup à la mâchoire et le projetant au sol. L'agresseur prendra ensuite la fuite.

Une patrouille de police se présente ensuite. Le requérant sera confronté au commissariat à une personne correspondant à la description de l'agresseur. Dans sa déclaration le requérant a signalé à la police qu'il n'irait pas voir de médecin pour sa blessure se disant seulement fortement choqué par les faits.

...

Dans son courrier reçu le 19 décembre 2006, le requérant précise :

- *que ... « ...l'Etat est complètement en défaut dans ce dossier. Moi ce que je veux c'est de l'aide pas que Madame O désinforme sur les auberges de jeunesse après que j'en ai parlé dans mes dossiers...non ce que je veux c'est de l'aide pas du contre espionnage. Je voulais donc signaler que ni l'un des avocats rencontrés, ni les deux services d'aide aux victimes sollicités ne m'a offert son aide. Vous comprenez dans ce cadre qu'il serait aberrant qu'en sus vous plongiez le demandeur dans un état d'abandon qui serait presque fait déshonneur à la Belgique... » ;*

- qu'il ne peut fournir la preuve entre les séquelles et les faits subis... « *si votre ministre n'est pas à même de se soucier de me procurer une aide juridique après tout ce que j'ai vécue...* » ;
- qu'il a été suivi de janvier à avril 2005 par une psychologue (1X/semaine) ;

M60303 (2007 & 2008)

Exposé des faits

Les faits s'inscrivent dans le contexte d'une soustraction d'enfants à Bruxelles le 7 août 2002.

Les deux enfants de la requérante ont été emmenés en Albanie par leur père, T.

Suites judiciaires

La requérante s'est constituée partie civile.

Le 7 août 2002 le tribunal de première instance siégeant en référés a accordé à titre précaire l'autorité parentale exclusive à la requérante.

Une décision est intervenue le 28 février 2003 en Albanie confiant les enfants à leur père.

Le Tribunal de la Jeunesse de Bruxelles a confié le 26 novembre 2004 l'autorité parentale exclusive des enfants à la requérante.

Par jugement du 28 novembre 2005, le Tribunal Correctionnel de Bruxelles a condamné T à 5 ans d'emprisonnement et à payer à la requérante la somme provisionnelle de 12.500 €.

...

Tenant compte,

- de ce qu'il est indéniable que la requérante a subi un très important préjudice suite à sa séparation de ses enfants depuis plusieurs années;
- de ce que les faits portent en l'espèce sur la soustraction des enfants de la requérante;
- de ce que la requête ne rencontre pas les prescriptions de la loi du 1er août 1985 qui prévoit qu'une aide peut être octroyée aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence;
- de ce que cet acte intentionnel de violence suppose un élément matériel (emploi de la violence contre une personne physique) et un élément moral (l'intention particulière dans le chef de l'agresseur de commettre un acte de violence à l'égard de la victime);
- de ce que l'enlèvement dont les enfants de la requérante ont été victimes ne peut être considéré comme un acte intentionnel de violence commis par le père des enfants envers la requérante ;

– de ce qu'en outre si le Tribunal de la Jeunesse de Bruxelles a confié le 26 novembre 2004 l'autorité parentale exclusive des enfants à la requérante, il y a lieu de prendre également en considération le fait qu'une décision est intervenue le 28 février 2003 en Albanie et qu'elle confiait les enfants à leur père ;

déclare la demande irrecevable ;

M70146 (2009)

En date du 3/12/2005, à Huy, la requérante promène son chien et arrive au cimetière où elle voit un individu qui est occupé à vider le container situé à l'entrée du cimetière. La requérante s'approche de l'homme et lui demande pourquoi il fait cela. Ce dernier lui répond qu'il cherche quelque chose et invite la requérante à regarder à l'intérieur du container. Celle-ci s'approche du container et se penche lorsque l'individu l'a poussé à l'intérieur et part. La requérante tente vainement à plusieurs reprises de sortir du container et parvient finalement à soulever le couvercle et à appeler à l'aide. C'est son mari et son petit-fils qui ne la voyant pas revenir vont à sa recherche et l'a retrouve coincée dans le container.

M70321 (2008)

..., la requérante participe à une soirée karaoké.

Vers 20h00-20h30, la requérante attablée, est abordée par un jeune homme qu'elle connaissait. Ce dernier et un ami se joignent à la requérante. Au fur et à mesure de la soirée, les deux individus boivent plusieurs verres de bière. En fin de soirée, le jeune homme fait des avances insistantes à la requérante qui lui demande de la laisser tranquille. La requérante est ensuite rejointe par son compagnon à qui elle explique la situation. L'auteur des faits revient cependant à la charge et mord la requérante à l'oreille et dans le cou. Le compagnon de la requérante tente de s'interposer. L'agresseur sort du chapiteau et revient ensuite muni d'une barre de fer tentant de frapper le compagnon de la requérante. Plusieurs personnes interviennent pour calmer l'auteur des faits.

Quand la requérante sort du chapiteau, elle voit une voiture conduite par le jeune homme foncer vers elle. La requérante sera finalement percutée et se retrouvera sous la voiture couchée sur le ventre. Le conducteur du véhicule continuera à accélérer entraînant la requérante sur plusieurs mètres.

M70359 (2009)

Op dinsdag 2 december 2003 omstreeks 11.00u in de voormiddag vertrokken gedaagde V, zijn vriendin S, het latere slachtoffer A [de verzoeker] en D op herbergbezoek in de stad Mechelen.

De voormiddag werd doorgebracht in café Autobus, de namiddag werd doorgebracht in café Panique D'O. In beide cafés werden door de beklagde

alcoholische dranken genuttigd, vooral in de namiddag nuttigde V behoorlijk wat alcoholische dranken, waardoor er ruzie ontstond tussen deze laatste en zijn vriendin S.

In de late namiddag omstreeks 17.00u verliet de dronken V het café om huiswaarts te keren. A vond wat later V, die betrokken was geraakt in een vechtpartij, liggend op de stoep van de woning waarin hij een klein appartement (kamer met aparte keuken) huurt. A en vermoedelijk ook D hebben V, die niet wakker was te krijgen, in bed gelegd. A, die tijdelijk inwoonde bij V, vertrok daarna terug naar Café Panique D'O.

Omstreeks 21.00u verliet A het café en begaf zich huiswaarts, zijnde het kleine appartement van V. Onderweg kocht en gebruikte hij nog een halve gram cocaïne.

Thuis klopte hij, aangezien hij geen sleutel bezat, op de voordeur maar kreeg geen antwoord. Hij dacht dat V niet thuis was. Nochtans bevond V zich in de woning, hij was met een mes brood aan het snijden. Via een buur begaf A zich op het binnenkoertje van het appartement van V. Aan de achterdeur gekomen, klopte hij aan en maakte zich bekend. Toen V de achterdeur openmaakte, stak hij met een groot mes (keukenmes) naar de keel van A, die kon afweren met zijn arm (...). Zowel A als de buurjongen riepen naar V dat het geen onbekende was en dat hij gewoon moest doen. V deed dan de deur verder open met het mes in de hand.

A, die langs de voordeur wenste weg te lopen, diende deze eerst te ontgrendelen door twee keer de sleutel om te draaien. Op dat ogenblik kreeg hij nog drie messteken in de rug van V. A vluchtte richting café Panique D'O, onderweg zag hij ...

M70580 (2009)

Op 14 januari 2006 werd verzoekster aangehouden omdat er in de lijst van twee afbeeldingen die zich in haar bagage bevonden, cocaïne werd aangetroffen. De genaamde F, de toenmalige vriend van verzoekster, had die daar buiten haar weten in verstopt.

...

Met betrekking tot de voorliggende zaak dient de Commissie vast te stellen dat er klaarblijkelijk geen geweld werd gebruikt tegen de persoon van verzoekster. F werd overigens vervolgd wegens het plegen van misbruik van vertrouwen, niet wegens het toebrengen van opzettelijke slagen of het uiten van bedreigingen met geweld t.o.v. verzoekster. Aangezien er in die omstandigheden geen sprake is van een opzettelijke gewelddaad in de zin van de wet van 1 augustus 1985, ziet de Commissie zich genoodzaakt het hulpverzoek af te wijzen.

M70722 (2009)

En date du 20/6/2005, à Bruxelles, le requérant, amateur de photographie, fait des photos dans le parc Ten Bosch lorsqu'une jeune femme lui reproche de l'avoir photographiée. Une altercation verbale s'ensuit. Ensuite, le requérant rentre chez lui et près de son domicile, il est poussé par l'arrière par la jeune femme qui l'a suivi et est projeté par terre, sa tête heurtant les pavés du trottoir. Profitant de la chute du requérant, la jeune femme lui prend son portefeuille et ses papiers déclarant qu'elle les rendrait à condition qu'il efface sa photo. L'inconnue revient un peu plus tard accompagnée de policiers au domicile du requérant. Ceux-ci voyant que le requérant est sous l'influence de l'alcool lui rendent ses papiers et lui demandent d'où viennent ses blessures. Le requérant répond que ce n'est rien. Les policiers lui demandent d'effacer la photo de la jeune femme qu'il aurait prise avec son gsm. Après vérification, il apparaît qu'aucune photo ne la représentait.

M71023 (2009)

Cela fait quelques mois maintenant que S, 53 ans, est séparé de sa jeune épouse d'origine ousbèke P, 32 ans. Une rupture insupportable pour le mari délaissé... Depuis mars 2005, P a d'ailleurs multiplié les plaintes pour coups et menaces à l'encontre de son ex-mari. La dernière agression remonte à quelques semaines seulement. S circulait en voiture lorsqu'il a repéré son ex-épouse au bras de son nouveau compagnon. Ne supportant pas la scène qui se déroulait sous ses yeux, l'époux lésé a fait mine de foncer sur le couple. L'incident n'a finalement pas fait de blessé.

En date du 4 mars 2005, S, alors qu'il circulait dans les rues du centre-ville au volant de son véhicule, a aperçu la requérante et sa petite fille âgée d'une douzaine d'années qui marchaient côte à côte dans la rue. Il a alors garé son véhicule à quelques dizaines de mètres avant de rejoindre la mère et sa fille, armé d'une bouteille en plastique remplie d'essence. Envahi par la haine, il a alors aspergé la requérante du combustible à plusieurs reprises. Il a ensuite sorti un briquet et a bouté le feu à son ex-épouse, sous les yeux effrayés de la fillette.

M80057 (2008)

“Door de raadsman van G wordt aangifte gedaan van een geweldpleging op 17 augustus 2005 door drie Albanezen in de rijksgevangenis te Gent. Volgens de aangifte werd G, die alleen moest douchen, aangevallen. Zijn gezicht werd bewerkt met een schaar die uit het werkatelier kwam. Met de steel van een vloertrekker werd zijn neus gebroken.

G verklaart dat Z, K en N zagen dat hij ging douchen. Toen ook zij naar de douche gingen, sloot hij de deur van de doucheruimte maar die werd opengetrapt. Z had de schaar in zijn handen, K de vloertrekker. Toen G wou weglopen, werd hij gestoken door Z en met de steel op de neus geslagen door K. N deed niets. Wel nam hij, toen de cipers in de doucheruimte kwamen, de schaar van Z over en gooidie die door een raampje naar buiten. Volgens G

zou de animositeit zijn ontstaan met een voetbalmatch waarbij er getrokken en geduwd werd. Nadien zou Z al driemaal hebben gepoogd G aan te vallen.

M80165 (2009)

De verzoeker brengt op 27 mei 2003 samen met zijn echtgenote een bezoek aan juwelier D teneinde een communiegeschenk voor hun dochter aan te kopen. Op dat moment wordt de juwelierszaak overvallen door drie personen. Eén van de overvallers springt van de ene plaats naar de andere waarbij hij de verschillende aanwezigen onder bedreiging houdt met zijn vuurwapen. De verzoeker wordt rechtstreeks bedreigd door één van de overvallers. Pas later bleek dat het wapen een alarmpistool was. Op een bepaald ogenblik worden door de uitbater van de juwelierszaak waarschuwingsschoten gelost teneinde de daders te verjagen. Een fragment van één van de kogels raakt de heer R in de schouder waardoor hij enkele weken arbeidsongeschikt is.

...

Door middel van geweld of bedreiging, ten nadele van N.V. D, een hoeveelheid juwelen en uurwerken ter waarde van 82.111,83 euro, die hem niet toebehoorde, bedrieglijk weggenomen te hebben, met de omstandigheid dat de diefstal gepleegd werd onder twee van de in artikel 471 Strafwetboek vermelde omstandigheden, namelijk:

diefstal gepleegd werd door twee of meer personen;

de schuldige om de diefstal te vergemakkelijken of zijn vlucht te verzekeren gebruikt maakte van een voertuig of enig ander al dan niet met een motor aangedreven tuig;

wapens of op wapens gelijkende voorwerpen werden gebruikt of getoond, of de schuldige deed geloven dat hij gewapend was.

II-2. Bij hetzelfde vonnis werd D (de juwelier) ontslagen van rechtsvervolging – hij was vervolgd wegens het opzettelijk toebrengen van verwondingen of slagen aan de verzoeker.

...

Zijn vrees voor de aanranding van de fysieke integriteit van zichzelf en de andere aanwezigen was terecht, dit ongeacht of de eerste beklagde al dan niet daadwerkelijk zou geschoten hebben. De aan de vierde beklagde ten laste gelegde feiten vallen onder de toepassing van art. 417 al. 3 SW en maken derhalve geen misdrijf uit.”

II.-3 Op burgerlijk gebied werden de beklagden in solidum veroordeeld om aan verzoeker een onbenoemde provisie van 500 euro te betalen.

“De vorderingen zijn ontvankelijk bij uitbreiding van het geweld gebruikt bij de diefstal.”

M80540 (2009)

Le 16 novembre 2001, B force un barrage de police dont le requérant, inspecteur de police à Charleroi, fait partie.

Ignorant les injonctions des policiers, B force avec son véhicule en direction des policiers. Pour arrêter le véhicule, les policiers (dont le requérant) font feu dans les pneus.

Lors des échanges de coups de feu, le requérant est blessé au coude par balle, balle provenant d'un tir d'un pistolet mitrailleur UZI utilisé par un de ses collègues.

M80676 (2009)

A Charleroi, dans la nuit du 30/6/2006, le requérant et son épouse sont victimes d'une tentative d'incendie volontaire commise par le nommé D. Celui-ci lance un cocktail molotov en direction de la fenêtre ouverte de la chambre du requérant mais il retombe sur le trottoir où il se brise. D lance un second cocktail molotov mais la plus grande partie du liquide contenu dans la bouteille se vide à l'extérieur de l'habitation et la bouteille brise la vitre du cadre suspendu à la tête du lit du requérant et retombe sur son oreiller. Ni le requérant ni son épouse ne sont blessés.

M80711 (2009)

C vertelt dat zij VH (de beklagde) leerde kennen via het internet en dat zij een afspraak maakten voor zondag 17 juli 2005; zij zouden elkaar herkennen aan de hand van de uitgewisselde foto's. Op de bewuste dag spreekt de beklagde haar in het St.- Pietersstation aan aan de hand van haar foto. Zij stelt echter vast dat de foto welke hij haar overmaakte niet overeenstemt. De beklagde stelde haar daarop voor foto's te maken na het drinken van een aperitief en het nuttigen van een maaltijd.

C, die de beklagde toen al niet echt meer vertrouwde, weigerde de champagne doch dronk op zijn aandringen wel een tas koffie. Zij vond dat deze koffie een rare smaak had en dat zij direct na het drinken ervan zeer moe werd en dat haar ogen begonnen te "prikken". Hierna drong de beklagde aan op het nemen van de foto's. Zij herinnert zich nog dat zij dit heeft geweigerd doch dat de beklagde haar ten dele heeft uitgekleeed en foto's van haar heeft genomen. Zij herinnert zich ook dat de beklagde met zijn hand in haar slip ging, doch initieel meent zij dat zij niet werd verkracht.

Van voormelde feiten werd beeldmateriaal gemaakt. Op deze beelden is te zien dat C zich op het ogenblik van de verkrachting en betasting buiten bewustzijn bevindt.

VH was echter niet aan zijn proefstuk toe. Hij verkrachtte minstens zeventien jonge vrouwen en gebruikte daarbij steeds dezelfde modus operandi.

[Naar aanleiding van deze feiten werden 15 verzoekschriften neergelegd.]

M80722 (2009)

De feiten deden zich voor tussen 1 januari 2007 en 7 september 2007 in volgende omstandigheden:

De verzoekster (een 13-jarige tiener) werd bedreigd door een man die beweerde 39 jaar oud te zijn en die zichzelf Dave noemde.

Via chatten, op het internet, eiste Dave 5 naaktfoto's van verzoekster, en zei hij dat hij haar daarna met rust zou laten. Nadat hij deze naaktfoto's had ontvangen, liet hij haar een tijdje gerust.

Tijdens een later telefoongesprek op 31 augustus 2007 vroeg hij haar om naar Leopoldsburg te komen alwaar zij voor hem diende te strippen. Indien zij niet op zijn voorstel zou ingaan, zou hij haar naaktfoto's verspreiden in school en deze foto's op het internet plaatsen. Hij zegde ook dat hij haar dan zou komen kapotmaken.

M81181 (2009)

Par requête introduite au Secrétariat de la Commission en date du 12 décembre 2008, le requérant expose avoir été victime d'un acte intentionnel de violence et postule l'octroi d'une aide principale dont le montant est laissé à l'appréciation de la Commission.

Le 25 novembre 2007 à Bruxelles, le requérant, qui vient de quitter une œuvre caritative à laquelle il a participé, s'assoit sur un banc pour fumer. Deux individus s'approchent de lui. Tandis que l'un d'eux ceinture le requérant, l'autre le passe à tabac et le dépouille. Il s'agit pour le requérant d'une huitième agression.

Par décision du 23 août 2002, la Commission a octroyé une aide principale de 3.000 € sur base de faits (coups et blessures dans le cadre de l'activité professionnelle du requérant) survenus le 17 janvier 1998 en gare de Quaregnon. Aucun lien avec les faits de la requête introduite le 12 décembre 2008.

Par décision du 12 août 2004, la Commission a octroyé une aide principale de 12.500 € sur base de faits (coups et blessures dans le cadre de l'activité professionnelle du requérant) survenus le 31 décembre 2000 en gare de Diegem. Aucun lien avec les faits de la requête introduite le 12 décembre 2008.

M90306 (2009)

Bij hun klacht met burgerlijke partijstelling van 11 februari 2005 bij de onderzoeksrechter zetten B en zijn vriendin C uiteen dat zij in het najaar van 2004 beklaagde hadden verzocht om de hondenpoep van zijn hond te verwijderen van het trottoir voor hun voordeur, wat beklaagde weigerde. Sindsdien werden zij door beklaagde en zijn vriendin lastiggevallen, passeerde hij dagelijks met gierende banden en met keiharde muziek aan hun woning en volgde hen in de buurt van hun woonplaats. De buurman bevestigde dat B aan beklaagde had gevraagd om de hondenpoep van zijn hond te verwijderen, wat beklaagde

blijkbaar in het verkeerde keelgat was geschoten, waarna hij B was beginnen lastig vallen.

Op 22 februari 2005 meldde B aan de politie dat hij aan de school van zijn kinderen door de beklaagde was uitgescholden voor bastaard en verkrachter. Beklaagde riep dat B ook nog een verrassing stond te wachten. Op 12 april 2005 gebeurde hetzelfde. Beklaagde stak toen ook zijn middenvinger op naar B.

[Op 22 februari 2005 deed de zoon van C aangifte bij de politie van het feit dat hij beklaagde had opgemerkt toen hij naar school ging, dat beklaagde zijn gebalde vuist opstak en met gierende banden wegreed.

Op een zaterdag eind april 2005 werd C met haar twee kinderen in de wagen in het verkeer gevolgd door een voertuig met beklaagde als passagier. Het voertuig kwam naast haar rijden en dreef herhaaldelijk het toerental op.]

Op 9 mei belde de directie van de basisschool de politie met de mededeling dat zich in de onmiddellijke omgeving van de school een dispuut had voorgedaan tussen beklaagde en B, toen ze hun kinderen erheen brachten. B verklaarde dat hij, toen hij terugkeerde van school, door beklaagde werd bespuwd en uitgemaakt voor pedofiel, waarop hij terugging in de school om een vechtpartij te vermijden. Toen hij terug naar buiten wilde komen, sprong de vriendin van beklaagde op B en wilde ze hem slagen geven, die hij echter kon afweren. Ze brak ook het brood dat hij zopas had gekocht en slingerde hem verwijten naar het hoofd. De directrice van de school was geen getuige van de feiten maar zag het brood op straat liggen.

Op 10 mei 2005 deed B aangifte van slagen en verwondingen, toegebracht door beklaagde, op straat, in de omgeving van fruitwinkel Rammant.

Op 22 juni 2005 verklaarde B dat beklaagde op een gegeven ogenblik met een sleutel meerdere krassen aanbracht op het voertuig van C, terwijl hijzelf en C boven door het venster stonden te kijken. Beklaagde zou op de rolluiken hebben gebeukt.

Beklaagde verklaarde bij zijn verhoor op 13 september 2005 dat hij besepte dat hij B met rust moest laten en dat hij en zijn schoonbroer doelbewust een spelletje met B speelden in Oostende. Hij werd in vrijheid gesteld onder voorwaarden en werd onder meer verbod opgelegd zowel rechtstreeks als onrechtstreeks contact te hebben met klagers en hun omgeving.

[Op 25 december 2005 deed de zoon van C aangifte bij de politie van het feit dat hij werd bedreigd en bijna met zijn fiets van de baan gereden door beklaagde en zijn vrienden. Beklaagde schold hem ook uit voor grote bastaard.

Op 27 december 2005 deed de zoon van C opnieuw aangifte van feiten. Hij verklaarde zich rond de middag naar de frituur 't Keuntje te hebben begeven, die gesloten was. Hij ging derhalve naar een andere frituur, die zich bevindt

tegenover de woning van beklagde. Beklagde kwam naar buiten, viel de zoon van C lastig en maakte hem uit voor kleine kabouter.]

Uit de strafbundel blijkt dat B deed wat hem door de politiediensten was gevraagd. Hij nam in april 2005 een andere weg om de kinderen naar school te brengen, waarbij hij niet meer passeerde langs de woning van beklagde. Ingevolge de incidenten aan de schoolpoort, kreeg de zoon van C tenslotte ook toestemming om later op school aan te komen en vroeger te vertrekken, teneinde een confrontatie te vermijden. Toen beklagde het gezin B in de namiddag niet meer aantrof aan de school, begon hij volgens B de zoon van C, die per fiets naar school reed, te bedreigen, soms met de dood.

De rechtbank was van oordeel dat niet ernstig kan worden betwist dat beklagde ten aanzien van zowel B als C en haar zoon Y overlast heeft veroorzaakt door zijn handelswijze en een situatie heeft gecreëerd die voor hen als vrijheidsbeperkend kan worden beschouwd.

...

Belaging houdt geen fysiek geweld in, maar wel een ernstige verstoring van iemands rust. Het is een vorm van psychologisch geweld, gericht tegen een persoon.

Dat de vrees voor een aantasting van zijn lichamelijke integriteit terecht was, bleek uit de slagen en verwondingen die aan de partner van zijn moeder, de heer B, werden toegebracht op 31 januari en 10 mei 2005. Hiermee is het materieel constitutief element aangetoond. Over het opzet van de dader heeft de strafrechter reeds uitspraak gedaan. Gelet op de haast dagelijkse aard van het psychologisch geweld dat op de toen minderjarige verzoeker werd uitgeoefend en dermate escaleerde waardoor beslist werd om hem vanaf juni 2005 tot het einde van het schooljaar thuis te laten (om confrontaties met M te vermijden), is het ernstig karakter van de hieruit resulterende psychische schade aannemelijk en het causaal verband tussen beide onmiskenbaar (zie ook vonnis folio 9).

circulation et transport

98331 (2006)

Le 18 octobre 1996, en fin d'après-midi, alors que le requérant circule à allure relativement lente à bord de sa voiture à Charleroi, il est rejoint par les nommés L et D. L semble dérangé par la vitesse du requérant, il klaxonne et tente de le dépasser. Celui-ci place alors son véhicule sur la bande de gauche jusqu'au carrefour suivant. Les deux automobilistes se retrouvent arrêtés à un feu rouge.

Le requérant a été extrait de sa voiture par L et a répondu aux insultes de celui-ci par d'autres insultes. Le requérant saisit la main de L et le ramène vers sa voiture en l'invitant à quitter les lieux. La nommée D en profite pour le frapper à la tête avec un objet qui ressemble à une matraque.

M3442 (2006)

En date du 31 décembre 1997, à Bruxelles, le requérant et son épouse traversent sur un passage pour piéton. Une voiture passe tout près d'eux. L'épouse du requérant heurte la voiture avec son parapluie. Quelques mètres plus loin, la voiture s'arrête, F sort de celle-ci et s'en prend aux deux époux. Il pousse le requérant qui tombe et se blesse à la jambe gauche.

M3597 (2005)

En date du 04 mars 1996, à Bruxelles, le requérant voulait reprendre sa voiture après avoir été à un rendez-vous. Il a constaté qu'une voiture en double file le coinçait. Après avoir attendu 20 minutes le chauffeur de la voiture, celui-ci, le nommé A, arriva sans s'excuser et a menacé de tuer le requérant s'il n'était pas content. Ce dernier pris peur et se retira en direction d'un magasin. Il s'est retourné et vit le chauffeur prendre un pavé et le jeta dans la direction du requérant. Le pavé heurta son œil droit.

M40072 (2005)

En date du 19 février 1996, vers 23h46 à Seraing, le requérant est réveillé par le dénommé M qui utilise de façon intempestive le klaxon de sa voiture. Le requérant se lève, descend et intervient auprès de celui-ci pour le faire cesser. Pour toute réponse, le dénommé M lui assène un violent coup de tête et des coups violents sur le corps.

M40467 (2005)

En date du 23 juin 2001 à Visée, à 07H35, un incident s'est produit sur un chantier. H, qui voulait absolument passer avec son véhicule, alors que la signalisation routière interdit l'accès de la chaussée et que les engins de chantier occupent toute cette chaussée, agresse verbalement le requérant, chef de chantier qui tente de lui expliquer l'impossibilité de passage. H portera ensuite des coups de poing et de pieds au requérant. H remontera ensuite dans son véhicule et prendra la fuite.

M40797 (2005)

Op 16 juli 2003 zag verzoeker hoe een voor hem onbekende man zich met zijn wagen parkeerde op een parkeerplaats die voorbehouden is voor minder-validen. Verzoeker stapte op de man af en vroeg hem of hij in het bezit was van een parkeerkaart voor minder-validen.

Deze laatste is hierop beginnen te schelden tegen verzoeker en gaf hem een slag in het aangezicht.

M40816 (2005)

Verzoeker werkt als treinbegeleider bij de N.M.B.S. Op 10 januari 1999 voerde hij een controle uit van de vervoersbewijzen op de trein vertrekkende vanuit Antwerpen-Centraal met bestemming Brussel-Zuid. Tijdens deze controle

bleken twee personen niet in het bezit te zijn van een geldig vervoersbewijs. Bij het controleren van de identiteit van beide personen, werden deze agressief en kon verzoeker slechts de identiteit van een van beiden identificeren. Aangekomen in het station van Vilvoorde verlieten beide personen de trein. Tussen deze personen en verzoeker komt het tot een handgemeen.

M40949 (2005)

Verzoeker stond, in het gezelschap van zijn zus, met de wagen te wachten voor het rode licht. Twee vreemdelingen begonnen hen vanuit hun wagen te intimideren. Toen het licht op groen sprong, werd verzoeker bruusk de pas afgesneden. De vreemdelingen stapten uit hun wagen en sleurden de zus van verzoeker uit de wagen, waarop verzoeker ook uitstapte teneinde zijn zus te beschermen. Er volgde een vechtpartij. Intussen was een derde wagen gestopt, waarvan de inzittenden zich eveneens mengden in de vechtpartij.

Verzoeker en zijn zus konden zichzelf uiteindelijk in veiligheid brengen in hun wagen, waarna de daders de vlucht namen.

M41101 (2006)

Op 20 mei 1998 verklaarde verzoeker voor de politie: "Ik wilde de Gasmeterlaan oversteken op de oversteekplaats voor voetgangers. Ik kwam van de richting centrum en wilde naar mijn werk, Vynckier. De bestuurder op de rechter rijstrook (gezien richting Muide) liet mij voor. De tweede, toen ik al op de linker rijstrook was, reed me licht aan tegen de arm. Hij stopte wat verder en ik zette mijn weg verder, aangezien ik niet gewond was en ik er geen aanstoot aan gaf. Hij reed echter achteruit en reed me aan, waardoor ik op de auto viel. Daarna stapte de man uit en begon te roepen tegen mij. Hij kwam bij mij en gaf me twee kopstoten. Daarna viel ik ten gronde. Hij is dan gewoon ingestapt en is verder gereden, richting ongekend."

M50073 (2006)

En date du 25 septembre 2004, le dénommé D, époux de la requérante et chauffeur de poids lourds, rentre chez lui. Après une discussion concernant l'emplacement de parking devant leur domicile avec le dénommé W, voisin et locataire, M. D s'écroule et est retrouvé baignant dans son sang par la requérante. Transporté en urgence, il décédera à l'hôpital.

M50277 (2006)

En date du 07 octobre 2001, sur l'autoroute E42, deux voitures se percutent et terminent leur course sur l'accotement droit de l'autoroute. Il semblerait que le requérant ait embouti la voiture du dénommé R parce que celui-ci, après avoir effectué un dépassement dangereux par la droite, a freiné de manière brutal devant le requérant. Les voitures une fois arrêtées, Monsieur R est alors sorti de la sienne, s'est dirigé vers Monsieur H en l'insultant et l'a roué de coup. Le requérant tenta par deux fois de se relever mais l'agresseur continuait à le

frapper. Ce sont des personnes extérieures qui l'ont stoppé. Le requérant n'a porté aucun coup. Il y a trois témoins qui corroborent ces faits.

M50609 (2006)

Op 30 september 2002 wilde de genaamde V op de tram stappen op een ogenblik dat de deuren reeds toe zijn. Hij loopt naar de volgende halte, stapt in en geeft zonder enige aanleiding een vuistslag in het aangezicht van verzoeker; die de bestuurder was van de tram.

M50714 (2006)

Op 29 mei 2002 reed verzoeker met zijn fiets op een fietspad te Gent. Een andere fietser, die eveneens op het fietspad reed en die lichtjes had moeten uitwijken, reed eerst door, maar stond wat verder verzoeker op te wachten. Bij het passeren rukte hij verzoeker van zijn fiets en diende hem verschillende vuistslagen toe in het aangezicht. Verzoeker viel achterover en kwam met het hoofd terecht door een vensterglas en kreeg nog enkele vuistslagen in het gezicht.

M50911 (2006)

Op 18 juni 2000 verplaatste verzoeker, op dat ogenblik 56 jaar, zich per fiets in de Klaverbladdreef te Hoboken, toen hij werd geconfronteerd met een voertuig bestuurd door de 21-jarige DT.

Volgens verzoeker D versperde DT de weg, begon een woordenwisseling met hem en duwde hem, waardoor hij ten val kwam en hierbij zeer ernstige verwondingen opliep (ernstig schedeltrauma met hersenvliesbloeding, geraakte in comateuze toestand).

Volgens de verklaring van DT en diens aanwezige vrienden was er een woordenwisseling ontstaan waarbij DT verzoeker wegduwde door het openen van het portier. D zou daarop zijn fiets hebben weggegooid, naar DT zijn toegestapt en deze een vuistslag (slechts met beperkt letsel) hebben toegediend. DT gaf D op zijn beurt een forse duw met beide handen.

...

In haar vonnis d.d. 28 november 2002 beoordeelde de Correctionele rechtbank te Antwerpen de feiten als *“verkeersagressie met zeer ernstige gevolgen. Niettegenstaande beklaagde de gevolgen van zijn daden niet zal gewild hebben, dient hij wel in te zien dat een volgens hem onschuldige duw of slag, ernstige kwetsuren kan opleveren. Men dient ten allen tijde te vermijden, en zeker in het verkeer, zijn frustratie te uiten in agressie en fysiek geweld, onafgezien of de tegenpartij zelf zijn kalmte kon bewaren.”*

M51059 (2006)

Verzoeker werd op 24 september 2000 te Hasselt, bij het oversteken van een straat, licht aangereken door een auto, evenwel zonder letsel. De bestuurder

van de wagen reed verder doch kwam na enige tijd terug. Hij stapte uit en slingerde een brandblusapparaat naar het hoofd van verzoeker.

M51071 (2006)

‘Net voor het stationsgebouw kwam er een bromfiets nogal roekeloos aangereiden. Ik riep naar hem: Pas wat op! Ik vervolgde mijn weg... in de doorgang naar het perron hoorde ik roepen achter mij. Ik draaide mij om... Ik kreeg onmiddellijk met een valhelm enkele slagen op mijn hoofd. Ik kon mij niet verweren..”

M70199 (2007)

Op 3 juni 2004 was verzoekster met verkeersdienst gelast te Dendermonde met als doel fietsers en voetgangers veilig de rijbaan te laten oversteken.

Verzoekster had fietsers tegengehouden om voertuigen te laten passeren. Een fietser, M, stond te bellen tussen de wachtende fietsers en wenste ondanks vraag van verzoekster daar niet mee te stoppen.

Ondanks het verbod begon hij door te rijden. De verzoekster trok aan zijn fiets om hem te doen stoppen en ze probeerde hem bij haar te houden terwijl ze een ploeg opriep in bijstand en voor verbalisering. Hij probeerde zich los te trekken en sloeg met zijn fiets.

M70367 (2008)

En date du 26 septembre 2001 à 21H30 la requérante se trouve à A... à bord du véhicule d'une amie, A. Le véhicule de Mme A est suivi par un autre véhicule qui finit par bloquer sa route. Le conducteur en sort et, profitant du fait que la vitre côté conducteur est baissée, assène plusieurs coups de poing à Mme A. La requérante tente de s'interposer mais reçoit aussi plusieurs coups (tête et nuque).

accidents de la route

M40453 (2005)

Dans la soirée du 03/11/2001, alors qu'elle circulait à pied sur la route reliant Chimay à Momignies, la requérante a entendu une voiture arriver à vive allure, elle a fait des signes pour signaler sa présence et s'est déportée sur l'accotement mais le véhicule l'a heurtée aux jambes. La requérante déclare que le conducteur a fait marche arrière et est reparti aussitôt.

...

Selon les éléments apportés au dossier, en date du 03/11/2001, la requérante a été victime d'un accident de roulage ayant occasionné de graves séquelles. Le dossier a été classé sans suite par le Parquet de Charleroi en date du 17/03/2003.

Force est de constater qu'aucun élément du dossier ne permet de déterminer le caractère intentionnel des faits dont a été victime la requérante. Le Parquet a classé le dossier en l'absence d'éléments probants permettant d'identifier le(s) auteur(s) responsable(s). Les indications relevées au dossier ne suffisent pas à considérer que la requérante a été victime d'un acte intentionnel au sens de la loi précitée (l'acte intentionnel de violence supposant un élément matériel et un élément moral qui exclut les infractions par imprudence ou négligence). Par courrier des 28/05/2004 et 27/09/2004, la Commission a attiré l'attention de la requérante à cet égard, aucune suite n'a été apportée.

Par conséquent, la Commission estime que la demande d'aide principale ne peut être rattachée aux critères de la loi du 01/08/1985.

M40910 (2005)

In de verklaring van verzoeker, afgelegd voor de Rijkswacht te Oostende d.d. 26 februari 2000, lezen we het volgende: *"... Gekomen aan het kruispunt Elisabethlaan-Batterijstraat komt er plotseling een personenwagen BMW rechts van mij uit de Batterijstraat gereden. Bij het zien van het voertuig heb ik geremd. Ben naar links uitgeweken, doch een aanrijding kon niet vermeden worden. De bestuurder van het voertuig R wenste de zaak onderling te regelen. Gezien ik gekwetst ben, wens ik een aangifte te verrichten."*

Verzoeker verklaart dat hij een verzoek heeft ingediend bij de Commissie omdat de bestuurder van het aanrijdende voertuig niet verzekerd was en ook niet is ingegaan op de oproepen van de politie om zijn verklaring af te leggen.

...

Uit de door verzoeker afgelegde verklaring d.d. 26 februari 2004 blijkt dat er *in casu* geen sprake is van een opzettelijke gewelddaad. Verzoeker werd het slachtoffer van een verkeersongeval.

Aangezien aldus één van de basisvoorwaarden voor de toekenning van een financiële hulp - het bestaan van een opzettelijke gewelddaad - ontbreekt, is de Commissie genoodzaakt het verzoek als niet-ontvankelijk af te wijzen.

M80517 (2009)

qu'au vu des pièces du dossier la requérante apparaît comme victime d'un accident de roulage qui ne peut être assimilé à un acte intentionnel de violence ;

harcèlement

M2191 (2005)

Luidens artikel 31, 1°, van voormelde wet kan de Commissie een financiële hulp toekennen aan "personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad."

De feiten waarvoor verzoekster om de toekenning van een financiële hulp vraagt, betreffen belaging in de periode van 1 januari 1999 tot 1 juni 1999.

Uit het dossier blijkt dat de stalking beperkt bleef tot bedreigingen en de typische vormen van belaging. Er is echter nooit effectief fysiek geweld gepleegd bij of naar aanleiding van de stalkingsdaden, althans niet binnen voornoemde tijdspanne (uit het medisch attest van Dr. K. Badisco d.d. 2 juni 1999 blijkt weliswaar dat verzoekster op 15 juli 1998 en 11 oktober 1998 fysieke letsels opliep, doch beide data situeren zich buiten de periode 1 januari 1999 – 1 juni 1999). In dit verband kan de Commissie verwijzen naar het vonnis van de Correctionele Rechtbank d.d. 11 juni 2001, luidens hetwelk aan verzoekster enkel een schadevergoeding werd toegekend op grond van belaging, niet op grond van opzettelijke slagen en verwondingen.

Nu één van de basisvoorwaarden voor de toekenning van een financiële hulp - het bestaan van een opzettelijke gewelddaad – ontbreekt, is de Commissie genooddaakt het verzoek als niet-ontvankelijk af te wijzen.

M40189 (2005)

Uit de stukken blijkt dat verzoekster op niet nader bepaalde data tussen 26 februari 1999 en 26 juli 2000 te Antwerpen, Mechelen en Aalst ernstig werd gestalkt door haar ex-vriend, de heer Y.

- Te Mechelen werd verzoekster door Y met de dood bedreigd en werd de deur van haar woning meermaals ingetrapt en werden ruiten vernield.
- Te Aalst werd de inboedel van de huurwoning van verzoekster op 17 juli 2000 kort en klein geslagen.
- Op 26 juli 2000 kreeg verzoekster te Antwerpen meerdere vuistslagen in het aangezicht en stampen van Y. Verzoekster was vergezeld van een vriend, die eveneens in de klappen deelde. Y was naar Antwerpen afgereisd om verzoekster te zoeken nadat zij hem had opgebeld om te zeggen dat ze hoopte dat hij lang in de cel zou belanden (hij moest die dag voor de rechter verschijnen).

M40985 (2005)

La requérante fait état de pressions multiples et de déplacements forcés répétés dans le cadre de ses activités professionnelles. Elle expose être en congé maladie prolongé et en procédure judiciaire pour la reconnaissance des faits comme accident de travail. Elle déclare que la requête porte sur les faits commis le 19/03/2004 (et non sur ceux commis en 1997, selon ses propos tenus à l'audience et son courrier du 03/11/2004). La requérante sollicite une aide de la Commission pour la perte de revenus (indemnités de mission de 7000 € par mois), le dommage moral, les souffrances physiques et psychiques, les frais médicaux, etc.

Force est de constater que la requérante, expliquant être victime d'un harcèlement continu, ne justifie pas en l'état actuel du dossier d'un

important dommage physique ou psychique nécessitant des soins médicaux objectivables, qu'aucun rapport médical n'est soumis à la Commission précisant les séquelles subies suite aux faits et que la requérante ne soumet aucun frais médical exposé dans ce cadre.

L'aide sollicitée pour le dommage moral, la perte de revenus, les frais de procédure,... peut être examinée dans le cadre de l'aide principale (dont les critères de recevabilité sont fixés notamment à l'article 31bis de la loi du 01/08/1985).

En l'état actuel du dossier, aucune pièce médicale ou aucun justificatif de frais médicaux en lien avec les faits n'a été soumis, ce qui ne permet pas d'évaluer le préjudice subi, d'apprécier l'urgence et l'importance du dommage subi. Il est important de noter également que les faits dont la requérante font mention sont toujours à l'instruction, que la Commission devra avoir connaissance de la décision judiciaire établissant les faits de violence et le caractère intentionnel de ceux-ci à l'égard de la requérante ainsi que des précisions quant à la solvabilité éventuelle des auteurs des faits condamnés par décision judiciaire définitive.

Dès lors, la Commission ne peut rattacher la demande d'aide d'urgence aux critères de la loi précitée et estime dès lors que la demande d'aide urgente de la requérante est recevable mais non fondée.

M50308 (2007)

Entre le 1er août 2001 et le 11 juillet 2003, le requérant et sa famille ont été victimes de faits de harcèlement de voisinage (cordes à linge coupées, œufs jetés sur la façade, coups de sonnette intempestifs, jets de détritus, bris de matériel de jardin, dégâts sur véhicule,...) par le dénommé A et la dénommée D.

...

Tenant compte,

- du caractère répétitif des faits commis, sur une longue période, à l'égard des membres de la famille H ;
- de ce que l'accumulation des faits subis peuvent être assimilés à un acte intentionnel de violence (la volonté de nuire aux victimes ayant été constatée par le Tribunal Correctionnel de Namur) ;
- de ce que la Commission entend reconnaître le préjudice moral subi ;
- de ce que cependant il y a lieu de tenir compte du caractère subsidiaire de l'aide octroyée par la Commission et consacrée par l'article 31bis 5° de la loi du 1er août 1985 ;

M51046 (2007)

Sur base des pièces du dossier (en ce compris les procès-verbaux d'audition) le requérant a déposé plainte en juillet 2004 pour harcèlement moral de type privé à l'encontre de sa mère, D. Le fait trouve son origine dans un différent familial qui oppose le requérant à sa mère et à son frère quant à la gestion de l'entreprise familiale fondée par le père du requérant.

Le requérant expose que suite aux problèmes mentaux de sa mère il a été victime d'attaques verbales injustifiées de celle-ci et finalement s'est vu renvoyé de son emploi. Le requérant a été traîné en justice par sa mère pour détournement de fond en vue d'enrichissement personnel.

Le requérant explique aussi se sentir harcelé au niveau personnel en raison de l'isolement qu'il subit au niveau familial.

...

Tenant compte :

- de ce que l'article 31 de la loi du 1er août 1985 stipule que « les personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence peuvent demander une aide » ;
- de ce que cet acte doit nécessairement comporter un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence dirigée contre une personne et un élément moral qui consiste dans l'intention de l'agresseur de commettre cet acte de violence ;
- de ce qu'au vu des éléments du dossier le requérant ne répond pas aux critères de la loi ;

M70493 (2008)

In 2002 was verzoekster, die toen nog gehuwd, een relatie begonnen met H. Eind 2002 besloot verzoekster bij haar man weg te gaan. Aanvankelijk ging het goed tussen verzoekster en H, maar toen H eind januari 2003 zijn werk kwijtraakte ontstond er ruzie. Verzoekster controleerde H nauwgezet, hetgeen voor H niet houdbaar was. Uiteindelijk zette verzoekster een punt achter de relatie. Als gevolg daarvan stortte H zich in de drank. Toen H verzoekster nadien opmerkte in het bijzijn van andere mannen, is hij haar beginnen te stalken. De stalking evolueerde van het beschadigen van haar eigendommen (fiets, wagen, afsluiting) tot het uiten van (doods)bedreigingen aan haar adres, ook in het bijzijn van haar kinderen.

In de voorliggende zaak werd de heer H veroordeeld wegens belaging. Opdat sprake is van een opzettelijke gewelddaad in de zin van voormelde wet dient aan twee voorwaarden te zijn voldaan:

- het opzettelijk gebruik van geweld ("moreel bestanddeel"), wat misdrijven uit nalatigheid of onvoorzichtigheid uitsluit;

- de aanwending van geweld tegen de persoon van het slachtoffer (“materieel bestanddeel”), wat schade te wijten aan misdrijven tegen goederen (zoals vernielingen) uitsluit.

Belaging houdt geen fysiek geweld in, maar wel een ernstige verstoring van iemands rust. Het is een vorm van psychologisch geweld, gericht tegen een persoon. In die zin kan het worden beschouwd als een opzettelijke gewelddaad in de zin van de wet van 1 augustus 1985.

Overeenkomstig de vaste rechtspraak van de Commissie dient de materiële schade verband te houden met het opgelopen letsel. De Commissie kan immers enkel een financiële hulp toekennen om “ernstige lichamelijke of psychische schade” te lenigen. De schade te wijten aan misdrijven tegen goederen (zoals opzettelijke beschadiging) komt om deze reden niet in aanmerking.

Rekening houdend met alle omstandigheden van de zaak, meent de Commissie dat aan verzoekster voor de morele schade een hulp kan worden toegekend zoals hierna bepaald.

décès consécutif à usage de drogue

M40010 (2007)

En date du 12/01/2000, le frère de la requérante, Monsieur P est allé avec un ami chez la nommée W pour fumer un « joint ». Cette dernière leur a servi un liquide « rouge » (en réalité, un mélange à base de méthadone). Monsieur P, qui ne prenait pas de drogue dure, est décédé dans la nuit des suites de l'absorption du produit.

...

La Commission tient compte des circonstances dramatiques du décès du frère de la requérante et du dommage dans le chef de la requérante.

La Commission note cependant qu'il n'est pas retenu d'élément de contrainte, menace ou de violence à l'égard de la victime. L'auteur qui a donné de la méthadone au frère de la requérante n'est pas poursuivi pour comportement intentionnel de violence, homicide ou même non-assistance à personne en danger. Les décisions judiciaires mentionnent uniquement l'infraction à la législation sur les stupéfiants, commise à l'égard du frère de la requérante et de son ami, avec la circonstance aggravante de décès.

Le parallèle établi par le conseil de la requérante avec le dossier 98334 (page 26 du rapport d'activités 2000/2001) nécessite les précisions suivantes : dans le cas cité, le déroulement des faits a permis à la Commission de reconnaître le caractère intentionnel de l'acte dès lors que les auteurs voulaient s'emparer d'une importante somme d'argent dont disposait la victime et qu'après avoir voulu le frapper et vu son état, ils ont décidé de l'abandonner dans une carrière. Dans le cas présent, la Commission n'a pas connaissance de la volonté manifeste de l'auteur des faits de nuire sciemment à la victime ou

d'user d'un comportement violent à son égard, elle n'a fait l'objet d'aucune poursuite pour comportement intentionnel de violence. Dès lors, il apparaît que l'emploi de la violence et l'intention de commettre un acte intentionnel de violence ne peuvent être rencontrés en vue de rattacher la demande aux critères de la loi.

La Commission reconnaît le dommage moral considérable subi par la requérante suite au décès de son frère et ne veut pas écarter la gravité des faits ni les circonstances dramatiques, les difficultés et souffrances qui y sont liées. Elle est cependant liée à la législation qui règle l'aide en matière d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence.

La demande d'aide financière de la requérante, tenant compte des critères légaux précités, ne peut malheureusement pas être rattachée à la loi du 01/08/1985.

M40825 (2005)

Uit de stukken blijkt dat G, de zoon van verzoekster, overleed ten gevolge van een overdosis drugs. Het slachtoffer had zich de avond voordien, samen met de genaamden R, O en M, op het appartement van deze laatste, drugs toegediend. De drie laatstgenoemden brachten samen met het slachtoffer de ganse nacht door op hetzelfde appartement en in dezelfde kamer, waarbij ze ongeveer halverwege de nacht konden vaststellen dat het slachtoffer weliswaar nog in leven was, doch dat zijn fysieke toestand zeer verontrustend was. De drie voornoemden ondernamen evenwel niets om de bevoegde medische diensten op te roepen. Een aantal uren later konden ze vaststellen dat het slachtoffer niet meer ademde. Zij begaven zich toen naar een bevriend persoon om te bespreken hoe ze aan hun betrokkenheid bij deze feiten zouden kunnen ontkomen.

...

Uit het sub II vermeld vonnis van de Correctionele Rechtbank te Brugge d.d. 3 december 2002 blijkt dat de beklaagden M, R en O werden veroordeeld wegens schuldig verzuim.

In dit verband dient de aandacht gevestigd op één van de wettelijke basisvoorwaarden tot toekenning van een financiële hulp, namelijk het bestaan van een opzettelijke gewelddaad (zie artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985). Dat laatste veronderstelt het gebruik van geweld tegen een persoon (materieel bestanddeel), met de intentie een misdrijf te plegen (moreel bestanddeel).

Misdrijven uit onachtzaamheid of die, zoals in casu, schuldig verzuim uitmaken, kunnen niet gelijkgesteld worden met het plegen van een opzettelijke gewelddaad.

Er is door de veroordeelden geen opzettelijke en actieve schadeverwekkende handeling gesteld op de persoon van de overledene, de heer G.

In die omstandigheden dient het verzoek als niet-ontvankelijk te worden afgewezen.

M60463 (2007)

Dans la soirée du 11/07/2004, la fille de la requérante, âgée de 22 ans, accompagne des amis dans un café à ..., puis à une soirée à ... et ensuite à une soirée en plein air à ... où ils arrivent vers 1 heure du matin. Là, le nommé M aborde à plusieurs reprises des jeunes en proposant à la vente et puis gratuitement, des gélules de méthadone qu'il présente comme de l'ecstasy. La fille de la requérante en consomme à plusieurs reprises, ne ressentant pas l'effet voulu de l'ecstasy puis elle quitte les lieux avec ses amis vers 4 heures. La fille de la requérante conduit le véhicule qui les ramène à ... Elle décèdera le 11/07/2004.

Les nommés M et D sont condamnés pour avoir, entre le 08/07/2004 et le 12/07/2004, vendu des substances illicites, dont la méthadone et l'ecstasy et facilité l'usage de ces substances à Mademoiselle S, avec la circonstance que les infractions ont entraîné sa mort.

...

- de ce qu'en l'espèce, la fille de la requérante est décédée après avoir absorbé des substances illicites qui lui ont été présentées comme de l'ecstasy alors qu'il s'agissait de méthadone ;
- de ce qu'il faut tenir compte des circonstances dramatiques des faits ;
- de ce que la requérante a subi un dommage moral considérable ;
- de ce que le jugement ne retient pas d'élément de contrainte, menace ou de violence à l'égard de la fille de la requérante, que les auteurs n'ont pas été poursuivis pour comportement intentionnel de violence, pour homicide ou même pour non-assistance à personne en danger et que le tribunal retient seulement à charge des prévenus l'infraction à la législation sur les stupéfiants, avec la circonstance aggravante de décès ;
- de ce qu'il n'apparaît pas des éléments apportés au dossier par la requérante que l'emploi de la violence et l'intention de commettre un acte de violence sont rencontrés dans le chef des auteurs des faits en vue de rattacher la demande aux critères de la loi précités ;

M70037 (2007)

C werd veroordeeld wegens:

A. bij inbreuk op de drugwetgeving, zonder voorafgaande vergunning van de Minister van Volksgezondheid, de hierna vermelde verdoovingsmiddelen onder bezwarende titel of om niet vervaardigd, in bezit gehad, verkocht of te koop gesteld, afgeleverd of aangeschaft te hebben, en dit buiten elke aankoop of bezit krachtens geneeskundig voorschrift, namelijk nr. 19 cocaïnum, het gebruik dat ten gevolge van de misdrijven van de verdoovende middelen is gemaakt, de dood veroorzaakt hebbende van S;

B. diefstal van een geldsom en autosleutels;

C. poging tot het stelen van een wagen.

De verzoekster merkt in haar schriftelijke reactie en tijdens de zitting van 4 juli op dat de daderes de drugs zonder medeweten en zonder instemming van de heer S toegediend heeft om hem te beroven en aldus een opzettelijke gewelddaad gepleegd heeft.

Dit blijkt echter niet uit de strafrechtelijke beslissing d.d. 17 februari 2006, die erga omnes geldt en dus ook bindend is voor de Commissie: de daderes werd enkel (sic) veroordeeld wegens het verkopen of afleveren van een verboden middel waarvan het gebruik de dood veroorzaakt heeft en wegens (poging tot) diefstal. De daderes werd niet veroordeeld voor het toedienen van de drugs noch voor diefstal met geweld.

De Commissie kan - zonder het gezag van gewijsde van het vonnis, waarin de verzoekster berust heeft, te miskennen - niet stellen dat het overlijden van S het rechtstreekse gevolg is van een opzettelijke gewelddaad.

Naar het oordeel van de Commissie is in casu dan ook niet voldaan aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden van artikel 31, 2° van de wet van 1 augustus 1985.

In de gegeven omstandigheden kan de Commissie dan ook niets anders dan het verzoek van mevrouw L als niet ontvankelijk afwijzen.

De Commissie wenst evenwel te benadrukken dat de afwijzing van het verzoek louter op juridisch-technische gronden berust en geenszins een miskennis inhoudt van het zwaar moreel leed dat aan verzoekster ongetwijfeld werd toegebracht ingevolge het overlijden van haar echtgenoot in omstandigheden die met gruwel gepaard gingen en waarvan de Commissie met afschuw kennis nam. De Commissie wenst verzoekster sterkte toe bij het verwerken van de feiten.

M70603 (2008)

In de voorliggende zaak moet vastgesteld worden dat er klaarblijkelijk geen geweld werd gebruikt tegenover de heer D. De heer D is zelf, vanuit zijn drugsverslaving, ingegaan op het aanbod van zijn oude drugsvrienden om samen met hen heroïne te gebruiken.

Ook de correctionele rechter heeft deze redenering gevolgd en heeft K en J vervolgd en veroordeeld voor het bezit en het afleveren van een ongekende hoeveelheid heroïne –met de verzwarende omstandigheid dat het gebruik dat van die verdovende middelen is gemaakt de dood heeft veroorzaakt van D – en dus niet in hoofde van het toebrengen van opzettelijke slagen en verwondingen. Te dezen kan punt 2.1.2. van het sub II vermeld vonnis d.d. 16 januari 2006 geciteerd worden:

“Door de burgerlijke partijen werd opgeworpen dat voor de tenlastelegging A een herkwalficatie naar “opzettelijk toedienen van verdovende middelen met de dood tot gevolg” zich zou opdringen. De rechtbank kan dit standpunt niet bijtreden en stelt vast dat de aan de eerste en de tweede beklagde ten laste gelegde feiten wel degelijk dienen te worden gekwalificeerd zoals voorzien in de verwijzingsbeschikking, gezien de feiten duidelijk betreffen het afleveren van drugs, die de dood van het slachtoffer veroorzaakte. Van opzettelijke slagen of verwondingen is geen sprake.”

Het feit dat de veroordeelden verzuimd hebben om het slachtoffer, op het ogenblik dat deze in groot levensgevaar verkeerde, te helpen, is evenmin een misdrijf waarvan de vergoeding van de daaruit resulterende schade door de Commissie voorzien werd door de wetgever.

Gelet op het voorgaande kan de Commissie, die overigens gebonden is door het gezag van het strafrechtelijk gewijsde waarmee het vonnis d.d. 16 januari 2006 bekleed is en dat dus “erga omnes” geldt, niet anders dan vaststellen dat er geen sprake is van een opzettelijke gewelddaad (in de zin van de wet van 1 augustus 1985).

M80551 (2009)

- de ce que cet élément moral est absent en l’espèce eu égard aux jugements des 12 février 2007 et 21 Janvier 2008 du Tribunal Correctionnel de Namur ;
- de ce que le jugement du 21 Janvier 2008 du Tribunal Correctionnel de Namur énonce notamment à ce propos « (...) qu’en l’espèce, il ne résulte d’aucune pièce que le défendeur aurait eu l’intention de donner la mort à N »;
- de ce que le Tribunal Correctionnel de Namur (dans son jugement du 21 Janvier 2008) précise en outre « que cette considération n’est pas éternée par le fait que le prévenu a été condamné du chef d’une infraction volontaire à la loi sur les stupéfiants, le comportement incriminé ne visant le décès du consommateur que comme conséquence de la vente de produits illicites et non comme le but recherché par le vendeur. Attendu que c’est à la demande de N que le défendeur lui a fourni de l’héroïne(...) Attendu que la faute de la victime a concouru à la réalisation du dommage au même titre que celle commise par le défendeur en livrant un produit illicite... » ;
- de ce que la Commission considère dès lors qu’il n’y a pas d’acte intentionnel de violence ;

JU 05 l'intention

- jurisprudence du Conseil d'Etat
- un acte intentionnel de violence et l'autorité de la chose jugée
- preuve d'un acte intentionnel de violence

Jurisprudence du Conseil d'Etat

Voir arrêt n° 163.021 du 2 octobre 2006 du Conseil d'Etat dans l'affaire M1465 (2002)

2.5.1. Overwegende dat verzoeker in een vijfde middel de schending aanvoert van het gelijkheidsbeginsel, doordat “de Commissie heeft beslist tot onontvankelijkheid van het verzoekschrift door te stellen dat de dader werd veroordeeld ‘wegens het toebrengen van onopzettelijke slagen of verwondingen’ onder verwijzing naar artikel 31, § 1 van de wet van 1 augustus 1985 die een opzettelijke gewelddaad vooropstelt als voorwaarde voor hulp, terwijl het Ministerie van Binnenlandse Zaken heeft beslist :

- tot ontvankelijkheid van het verzoek om hulp van mevrouw L en M, de rechthebbenden van politieman M, die bij dezelfde gewelddaad, op grond waarvan verzoeker hulp vraagt, om het leven is gekomen;
- op grond van artikel 42, § 1, van dezelfde wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, waarin nochtans evenzeer als voorwaarde wordt bepaald dat de vergoeding is verschuldigd wanneer de schade het gevolg is van feiten die opzettelijke gewelddaden uitmaken”;

Overwegende dat de verwerende partij antwoordt :

- dat L en M een vergoeding bekwamen die wordt toegekend in geval van fysieke schade geleden door leden van politie en hulpdiensten en door derden, vrijwillige of toevallige hulpverleners,
- dat de voorschriften die met betrekking tot dit bijzonder stelsel gelden, vervat liggen in een afzonderlijke afdeling van de wet van 1 augustus 1985,
- dat deze bijzondere vergoeding wordt toegekend door de Minister van Binnenlandse Zaken,
- dat de bestreden beslissing daarentegen het algemeen stelsel van de hulp van de Staat aan de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden betreft,
- dat de bestreden beslissing uitgaat van de Commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en niet van de Minister van Binnenlandse Zaken,
- dat van enige ongelijke, laat staan discriminerende behandeling, derhalve geen sprake kan zijn;

2.5.2. Overwegende dat verzoeker repliceert dat het feit dat artikel 42, § 1, van de wet van 1 augustus 1985 een meer specifieke regeling beoogt in deze niet relevant is; dat relevant is dat op grond van dezelfde wet, dezelfde feiten, hetzelfde (correctieel) vonnis en dezelfde ontvankelijkheidsvoorwaarden

van “schade als gevolg van opzettelijke gewelddaden”, aan de ene burger vergoeding wordt toegekend en derhalve wordt aangenomen dat aan de voorwaarde van “opzettelijke gewelddaad” is voldaan, terwijl aan de andere burger geen vergoeding wordt toegekend, omdat niet aan de voorwaarde van “opzettelijke gewelddaad” zou zijn voldaan; dat het dan ook vaststaat dat de bestreden beslissing werd genomen met schending van het gelijkheidsbeginsel;

2.5.3. Overwegende dat het de Raad van State enkel toekomt om uitspraak te doen over het administratief cassatieberoep gericht tegen de beslissing van 10 december 2002 van de Commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden; dat de Raad niet geroepen is om uitspraak te doen in een procedure gericht tegen de beslissingen van de Minister van Binnenlandse Zaken van 29 mei 2001 genomen inzake L, weduwe van M en van M, zoon van het echtpaar M; dat voornoemde zaak niet dienend is, tot staving van een administratief cassatieberoep gericht tegen de thans bestreden beslissing;

Overwegende dat het middel dat stelt dat de Minister van Binnenlandse Zaken in andere gevallen, waarin de feitelijke omstandigheden dezelfde waren, in een andere zin uitspraak heeft gedaan, met als doorslaggevend motief dat het overlijden van M op 5 september 1999 te wijten is aan een opzettelijk veroorzaakte gasontploffing, “hetgeen tevens als een feit dat een opzettelijke gewelddaad uitmaakt moet worden beschouwd”, niet dienstig kan worden aangevoerd in huidige zaak;

dat de Commissie als administratief rechtscollege niet gebonden is door beslissingen in gelijkaardige zaken van de Minister van Binnenlandse Zaken, temeer daar uit huidig arrest blijkt dat de bestreden beslissing wettig is en het gezag van gewijsde van het strafvonnis eerbiedigt; dat het vijfde middel ongegrond is,

Voir arrêt n° 151.647 du 23 novembre 2005 du Conseil d’Etat dans l’affaire 97169 (1999)

En l’espèce, par jugement, le tribunal correctionnel de condamne le nommé P sur base des articles 418 et 420 du Code pénal «pour avoir, par défaut de prévoyance ou de précaution, involontairement porté des coups ou causé des blessures à M».

Cette décision judiciaire est passée en force de chose jugée et vaut «erga omnes». La Commission ne peut dès lors considérer que l’acte de l’auteur avait un caractère intentionnel.

Compte tenu de cet élément, la Commission estime que les faits invoqués par la requérante ne constituent pas un acte intentionnel de violence au sens de la loi du 1/8/1985 et dès lors, que la requête est recevable mais non fondée.”;

...

Considérant que l'article 31, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} août 1985, tel qu'il est rédigé avant sa modification par la loi du 26 mars 2003, dispose comme suit :

“ La personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé, résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence commis en Belgique, peut demander une aide aux conditions suivantes : (...)”;

Considérant qu'il résulte de l'exposé des motifs du projet de loi portant des mesures fiscales et autres que plusieurs dispositions de celui-ci s'inspirent de la Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes, signée à Strasbourg le 24 novembre 1983, et à laquelle le législateur donnera son assentiment le 19 février 2004 (*Doc. parl., Sén., sess. 1984-1985, n° 873/1, p.17*); que selon l'article 2.1 de cette Convention, “lorsque la réparation ne peut être entièrement assurée par d'autres sources, l'Etat doit contribuer au dédommagement : a. de ceux qui ont subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement d'une infraction intentionnelle de violence” ; que l'avant-projet de loi visait les “infractions intentionnelles de violence” et que c'est la Section de législation du Conseil d'Etat qui a suggéré de remplacer, dans le projet, les mots “infraction intentionnelle de violence” par l'expression “acte intentionnel de violence”, pour le motif que seule une décision du tribunal permet de conclure que les faits reprochés constituent une infraction, alors que la victime peut demander d'être indemnisée même lorsque l'auteur des faits est inconnu (*Doc. parl., Sén., sess. 1984-1985, n° 873/1, p. 95*);

qu'en outre, devant la Commission de la justice, le ministre a précisé, en ce qui concerne la notion d' “actes de violence”, que “ceux-ci doivent s'accompagner d'une intention particulière”, ce qui a amené un membre à “conclure que toutes les infractions non intentionnelles sont exclues”; qu'à un autre intervenant, qui relevait que la preuve de l'intention particulière ne pourrait toujours être apportée, le ministre a répondu que le doute ne profiterait pas à la victime (*Doc. parl., Sén., sess. 1984-1985, n° 873/2/1*); que, dès lors, la circonstance que la loi vise les “actes intentionnels de violence” et non les “infractions intentionnelles de violence” est sans incidence sur l'interprétation du mot “intentionnel”; que, partant, les faits constitutifs d'une infraction non intentionnelle ne sont pas visés par l'article 31, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} août 1985;

Considérant qu'en l'espèce, le jugement du tribunal correctionnel condamne P, sur la base des articles 418 et 420 du Code pénal, du chef de coups et blessures causés par défaut de prévoyance ou de précaution; qu'aux termes de l'article 418 du Code pénal : “Est coupable d'homicide ou de lésion involontaires, celui qui a causé le mal par défaut de prévoyance ou de précaution, mais sans intention d'attenter à la personne d'autrui”; que si le jugement a rappelé que “toute infraction est l'oeuvre d'une personne douée d'une activité consciente et volontaire”, et que s'il ne conteste pas que P a

agi de manière consciente, il n'en résulte pas pour autant qu'existe dans le chef de ce dernier l'intention de commettre l'acte de violence;

que la faute, fût-elle consciente, ne peut être confondue avec l'intention;

qu'en effet, agit par faute consciente celui qui, se rendant compte du risque couru, croit néanmoins que son action n'en entraînera pas la réalisation, comptant à la légère sur son adresse ou, plus témérairement encore, sur le hasard pour l'éviter;

que l'argumentation de la requête, en tant qu'elle critique la cohérence du jugement du tribunal correctionnel, se heurte à l'autorité de chose jugée de ce dernier, laquelle ne peut être contestée que par l'exercice des voies de recours ouvertes à son encontre;

que c'est à bon droit que la décision attaquée a égard à l'autorité de chose jugée de ce jugement pour en déduire que l'acte commis par P ne peut être considéré comme présentant un caractère intentionnel au sens de l'article 31, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} août 1985; qu'en tant qu'il est pris "de la méconnaissance de l'autorité de chose jugée attachée aux décisions judiciaires pénales passées en force de chose jugée", de la violation de l'article 31, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} août 1985 ainsi que de l'erreur de fait et de droit, le moyen n'est pas fondé;

qu'en tant qu'il est pris de l'erreur manifeste d'appréciation, le moyen échappe à la compétence du Conseil d'Etat, celui-ci ne pouvant, comme juge de cassation administrative, substituer sa propre appréciation des faits à celle de la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, statuant en tant que juge de plein contentieux;

un acte intentionnel de violence et l'autorité de la chose jugée

M1365 (2007)

- de ce que la 7^{ème} chambre du tribunal correctionnel de Mons, dans son jugement rendu le 12 juin 2003, retient la prévention d'avoir "par défaut de prévoyance ou de précaution, mais sans intention d'attenter à la personne d'autrui, involontairement causé la mort d'A" ;
- de ce que la 15^{ème} chambre de la Cour d'Appel de Mons, dans son arrêt rendu le 19 janvier 2005, confirme le jugement entrepris sur ce point" ;
- de ce que dans le cas présent, les faits ne semblent pas constituer un acte intentionnel de violence au sens de l'article 31 §1 de la loi du 01 août 1985 ;

M40450 (2006)

Selon les éléments apportés au dossier, la requérante a été victime d'un grave accident de roulage en date du 01/05/2003. Par jugement daté du 22/03/2004, le Tribunal de Police de Halle condamne l'auteur pour coups et blessures involontaires.

S'il est manifeste que la requérante a subi un préjudice important suite à l'accident dont elle a été victime, aucun élément du dossier ne permet de déterminer le caractère intentionnel des faits. L'acte intentionnel de violence suppose un élément matériel et un élément moral qui exclut les infractions par imprudence ou négligence. La prévention retenue par le tribunal précise explicitement que les faits ont été commis par défaut de prévoyance ou de précaution, mais sans intention d'attenter à la personne d'autrui, ce qui ne permet pas de rencontrer le prescrit prévu à l'article 31 de la loi précitée.

Par conséquent, la Commission estime que la demande d'aide principale ne peut être rattachée aux critères de la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de la Commission aux victimes d'actes intentionnels de violence.

M40774 (2005)

En l'espèce, le jugement rendu par le tribunal le 23/10/2001 condamne les auteurs pour des coups et blessures involontaires et pour négligence de l'entretien de J.

En conséquence, la Commission estime que la requête ne satisfait pas au prescrit de la loi et doit être déclarée irrecevable.

M50725 (2006)

En date du 3 mars 2000, Madame D et le nommé C ont mis le feu à l'immeuble dans lequel habitait Madame D mais qui appartenait à son ex époux. Au cours de cet incendie, madame D a été gravement brûlée et n'a pu s'échapper que par le garage de l'habitation alors que le nommé C est sorti par la fenêtre du salon et s'est enfui avec le véhicule de Madame D.

...

Par jugement du 2 octobre 2003, le tribunal correctionnel poursuit les nommés D et C pour avoir « volontairement mis le feu à une propriété immobilière(...) avec la circonstance que le feu a été mis pendant la nuit », dit non établie la prévention reprochée à la prévenue D et l'en acquitte, dit la prévention établie dans le chef du nommé C et le condamne, par défaut, à une peine de trente mois d'emprisonnement.

Suite à une citation directe lancée par Madame D, par jugement du 26 mai 2005, le tribunal correctionnel statuant par défaut à l'égard du nommé C, dit établi à charge de ce dernier le délit de non assistance à personne en danger, le condamne à un emprisonnement de trois mois et le condamne à verser à Madame D qui s'est constituée partie civile, la somme provisionnelle de 10.000€.

...

L'article 31 bis, 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1985 prévoit que la Commission peut octroyer une aide financière « aux personnes qui subissent un préjudice

physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence »;

Le caractère intentionnel de l'acte implique deux éléments : un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence contre une personne et un élément moral qui consiste dans l'intention dans le chef de l'agresseur, de commettre cet acte;

En l'espèce, par jugement du 2 octobre 2003, le tribunal correctionnel condamne au pénal, le nommé C, du chef d'incendie volontaire et réserve à statuer au civil, sur la réclamation de Madame D.

Suite à une citation directe lancée par Madame D du chef de non assistance à personne en danger, le tribunal correctionnel, par jugement du 26 mai 2005, joignant cette demande à la cause précédente, dit établi à charge du nommé C le délit de non assistance à personne en danger et le condamne à verser à Madame D qui s'est constituée partie civile, la somme provisionnelle de 10.000 €.

Compte tenu de ce qui précède, en particulier de la jonction des deux causes, la Commission estime qu'il y a bien eu à l'égard de Madame D, un acte intentionnel de violence au sens de la loi du 1^{er} août 1985 et qu'il y a lieu de déclarer sa demande, recevable et de réserver à statuer sur son fondement.

M50725 (2007) [Suite à une décision judiciaire intervenue en 2007 la Commission a été tenue de modifier son point de vue.]

Sur opposition du nommé C, par jugement du 19/4/2007, le tribunal correctionnel de Dinant joint les deux causes, reçoit les deux oppositions nouvelles et les déclare fondées, met à néant les deux jugements dont opposition et statuant par dispositions nouvelles :

- dit la prévention d'incendie volontaire non établie, mais établie la prévention des articles 418 et 420 du code pénal (incendie involontaire par défaut de prévoyance ou de précaution ayant provoqué des blessures) devant se substituer à la précédente ;
- condamne le nommé C à un emprisonnement de deux mois ;
- dit non établie la prévention de non assistance à personne en danger visée par la citation directe ; en acquitte le prévenu ;
- au civil, se déclare incompétent pour connaître des réclamations de la citante directement D en tant que fondées sur la prévention de non assistance en danger.

Tenant compte,

- de ce qu'en l'espèce, sur opposition du nommé C, le tribunal l'a condamné du chef d'incendie involontaire par défaut de prévoyance ou de précaution ayant provoqué des blessures ;

- de ce que la condition de caractère intentionnel de l'acte fixée par l'article 31 bis, 1° de la loi du 1er août 1985 n'est donc plus remplie;
- de ce qu'en outre l'argumentation développée à l'audience par Me DRION – citant une décision de la Commission du 30 mars 2004 (MM602 du rôle général) – n'est pas relevante dans la mesure où elle retient un acte intentionnel de violence (menaces) dans un comportement antérieur à celui des coups et blessures involontaires ;
- de ce que l'argumentation développée à l'audience par Me DRION – citant une décision de la Commission du 18 Janvier 2001 – n'est pas relevante car le contexte de la décision citée est totalement différent de celui exposé par Mme D.

M51120 (2006)

En date du 15.09.1999 à Bruxelles, le requérant va rechercher son véhicule garé au 3^{ième} étage d'un parking. Il se retrouve confronté à un chien (type pitt-bull). Le propriétaire de l'animal se trouve un peu plus loin affairé à réparer son véhicule et ne porte pas attention à son chien.

Paniqué vu l'agressivité de l'animal, le requérant tente de lui échapper. Il monte sur la tablette d'une fenêtre juste à côté de lui mais en montant sur cette tablette il glisse et fait une chute de trois étages. Suite à cette chute, le requérant est devenu tétraplégique.

...

Le requérant s'est constitué partie civile.

Selon les pièces du dossier, le 19.12.2001, le Tribunal Correctionnel de Bruxelles a reconnu le requérant victime d'un acte de violence non intentionnel et a condamné le propriétaire du chien, P, à verser la somme de 1.250.000 € à titre provisionnel.

M60369 (2006)

In het gerechtelijk geneeskundig verslag van Dokter C. Demeyere staat: "Het lichaam verkeerde in een ontbindingstoestand. Een dodelijk traumatisch letsel werd er niet vastgesteld...

Het toxicologisch onderzoek heeft in de prelevementen alcohol aangetoond. Een gedeelte van het bepaalde alcoholgehalte dient te worden toegeschreven aan de ontbinding. De gegevens van de lijkschouwing en de aanvullende onderzoeken laten toe te besluiten dat R overleden is aan de gevolgen van een mechanische asfyxie door verdrinking. Hij bevond zich op het ogenblik van het overlijden onder invloed van alcohol. Omwille van de verregaande ontbindingstoestand is het niet meer mogelijk om het tijdstip van het overlijden te bepalen."

...

Bij beschikking van de Raadkamer d.d. 13 oktober 2004 werd de onderzoeksrechter ontlast van verder onderzoek wegens daders onbekend. Hierin wordt verwezen naar de vordering van de Procureur des Konings, waarin de tenlastelegging als volgt werd omschreven: “door gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg, maar zonder het oogmerk om de persoon van een ander aan te randen, onopzettelijk de dood van R, te hebben veroorzaakt”.

...

Aangezien volgens de voormelde tenlastelegging wordt aangenomen dat de zoon van verzoekster niet ten gevolge van een opzettelijke gewelddaad om het leven is gekomen, is niet voldaan aan één van de wettelijke basisvoorwaarden tot toekenning van een financiële hulp. (artikel 31, 2de van de wet van 1 augustus 1985)

M60555 (2007)

- *de ce que l'arrêt de la cour d'appel de Liège du 26/06/2001 établit les préventions d'une part, d'arrestation ou détention sans autorisation et d'autre part, par défaut de prévoyance ou de précaution mais sans intention d'attenter à la personne d'autrui, involontairement causé des coups ou des blessures ;*
- *de ce que le caractère intentionnel de la prévention de séquestration arbitraire est établi ;*
- *de ce que cependant les séquelles dramatiques subies par la requérante suite au fait d'avoir sauté par la fenêtre sont consécutives à un acte dont le caractère non intentionnel a été retenu par la cour d'appel de Liège ;*
- *de ce qu'en conséquence le caractère irrecevable de la requête est établi ;*

M60736 (2007)

Luidens artikel 31, 1°, van de wet van 1 augustus kan een financiële hulp worden toegekend aan “personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad”.

Luidens de vaste rechtspraak van de Commissie houdt deze voorwaarde in dat er geweld moet gepleegd zijn tegen de persoon van de verzoeker. De schade als gevolg van misdrijven tegen goederen wordt door de Commissie niet in aanmerking genomen.

In onderhavig dossier werd P veroordeeld wegens

A. Kwaadwillig het verkeer belemmerd te hebben

B. Met het oogmerk om te schaden een auto geheel of ten dele te hebben vernield of onbruikbaar gemaakt.

Welnu ‘de beslissing van de strafrechter over de strafvordering raakt de openbare orde, waaruit werd afgeleid dat deze beslissing gezag van gewijsde erga omnes heeft... Het gezag erga omnes is een algemeen rechtsbeginsel...

De burgerlijke rechter die na de beslissing over de strafvordering een beslissing moet nemen over de burgerlijke vordering voortspuitend uit hetzelfde feit, mag geen oordeel vellen dat strijdig is met wat beslist werd bij het oordeel over de strafvordering' (Verstraeten R., Handboek strafvordering (3^o bijgewerkte druk), Maklu, Antwerpen, 1999, randnummer 1903, waarin verwijzing naar relevante cassatierechtspraak en rechtsleer).

Bij toepassing van bovenvermelde principes is de Commissie, die een administratief rechtcollege is, ook gebonden door de beslissing van de strafrechter in deze zaak.

Uit deze beslissing, die erga omnes geldt, blijkt niet dat de dader veroordeeld werd voor het opzettelijk toebrengen van slagen en verwondingen aan de verzoeker. Zijn verzoek dient dan ook als niet ontvankelijk afgewezen te worden.

M60893 (2007)

In het proces-verbaal ... is er sprake van onopzettelijke slagen en verwondingen. De feiten werden tevens door het parket te Oudenaarde als onopzettelijke slagen en verwondingen gekwalificeerd.

Ook in het vonnis van ... van de correctionele rechtbank te Oudenaarde is er sprake van onopzettelijke slagen en verwondingen.

Het arrest van het Hof van beroep te Gent d.d. ... citeert: "Het misdrijf werd passend mild beteugeld door de eerste rechter. Er was een fout van beklaagde, maar de zware verwondingen heeft hij zeker niet gewild en ze zijn het gevolg van een ongelukkige samenloop van omstandigheden."

Aangezien aldus één van de basisvoorwaarden voor de toekenning van een financiële hulp - het bestaan van een opzettelijke gewelddaad - ontbreekt, dient het verzoekschrift als onontvankelijk te moeten worden afgewezen.

M61190 (2007)

Een groepje jongeren vinden op 7 februari 2001 te ... een pistool. G raapt het wapen op en bij het manipuleren ervan gaat een schot af.

...

Bij vonnis van de rechtbank van Eerste Aanleg ... werd G op strafrechtelijk gebied veroordeeld tot een gevangenisstraf van 2 maanden met uitstel gedurende 3 jaar voor: "door gebreke aan voorzichtigheid of voorzorg, maar zonder het oogmerk om de persoon van een ander aan te randen, onopzettelijk slagen of verwondingen te hebben toegebracht aan L."

M61229 (2007)

Par arrêt du 14 mars 2001 la Cour d'Assises a acquitté D et s'est déclarée incompétente pour connaître de l'action des parties civiles.

Considérant que malgré l'acquittement il restait incontestable que D a donné la mort à la victime, Mme W a entamé une procédure au civil postulant l'indemnisation de son préjudice et celui de ses deux enfants.

... Par arrêt du 27 mai 2003 la Cour d'Appel (constatant que Mme W est en défaut de démontrer dans le chef de D l'existence d'une faute civile autre que la faute pénale dont il fut acquitté) a dit la demande recevable mais non fondée. Pourvoi en cassation a été fait en date du 30 juin 2004. Par arrêt du 14 octobre 2005 la Cour de Cassation a rejeté le pourvoi.

Il ressort des diverses pièces communiquées le 5 février 2007 par le procureur général de ... que la question posée au jury était de savoir s'il était coupable d'avoir volontairement, avec intention de donner la mort, commis un homicide sur A et que le jury y a répondu négativement. Le verdict d'acquittement n'est pas motivé.

M61232 (2007)

Par arrêt du ... la Cour d'Assises de Namur a acquitté L et s'est déclarée incompétente pour connaître de l'action des parties civiles.

...

Il ressort des diverses pièces communiquées le 5 février 2007 par le procureur général de Liège que la question posée au jury était de savoir s'il était coupable d'avoir volontairement, avec intention de donner la mort, commis un homicide sur A et que le jury y a répondu négativement. Le verdict d'acquittement n'est pas motivé.

...

Tenant compte d'une part,

- de ce que la requérante a subi un important préjudice suite au décès de son époux ;

et d'autre part,

- de ce que la Cour d'Assises de Namur a, dans son arrêt du ..., acquitté le sieur L;
- de ce que la Commission est tenue par l'autorité de force jugée ;
- de ce qu'en l'espèce le caractère intentionnel de violence fait défaut;
- de ce que ce caractère intentionnel de violence est une condition d'accès à l'aide de la Commission tel que le prévoit la loi du 1er août 1985 en son article 31 ;

M70038 (2007)

De verzoekster merkt in haar schriftelijke reactie en tijdens de zitting van 4 juli op dat de daderes de drugs zonder medeweten en zonder instemming van de heer S toegediend heeft om hem te beroven en aldus een opzettelijke gewelddaad gepleegd heeft.

Dit blijkt echter niet uit de strafrechtelijke beslissing d.d. 17 februari 2006, die erga omnes geldt en dus ook bindend is voor de Commissie: de daderes werd enkel (sic) veroordeeld wegens het verkopen of afleveren van een verboden middel waarvan het gebruik de dood veroorzaakt heeft en wegens (poging tot) diefstal. De daderes werd niet veroordeeld voor het toedienen van de drugs noch voor diefstal met geweld.

De Commissie kan - zonder het gezag van gewijsde van het vonnis, waarin de verzoekster berust heeft, te miskennen - niet stellen dat het overlijden van S het rechtstreekse gevolg is van een opzettelijke gewelddaad.

M70198 (2007)

Bij vonnis ... van de politierechtbank te Brugge, bevestigd bij vonnis ..., werd E veroordeeld voor het onopzettelijk toebrengen van slagen of verwondingen.

Welnu, "de beslissing van de strafrechter over de strafvordering raakt de openbare orde, waaruit werd afgeleid dat deze beslissing gezag van gewijsde erga omnes heeft.... Het gezag erga omnes is een algemeen rechtsbeginsel.... De burgerlijke rechter die na de beslissing over de strafvordering een beslissing moet nemen over de burgerlijke vordering voortspruitend uit hetzelfde feit, mag geen oordeel vellen dat strijdig is met wat beslist werd bij het oordeel over de strafvordering" (Verstraeten R. Handboek strafvordering (3^o bijgewerkte druk), Maklu, Antwerpen, 1999, randnummer 1903, waarin verwijzing naar relevante cassatierechtspraak en rechtsleer).

Bij toepassing van bovenvermelde principes is de Commissie, die een administratief rechtscollege is, ook gebonden door de beslissing van de strafrechter in deze zaak.

Nu derhalve is komen vast te staan dat de slagen aan verzoekster onopzettelijk werden toegebracht, dient het verzoek als onontvankelijk afgewezen te worden.

M70393 (2008)

Verzoekster vroeg of ze die messen eens van naderbij mocht bekijken, waarop haar een vrij groot mes werd aangereikt. De heer G stelde een bepaalde prijs voor, waarop verzoekster antwoordde dat dit te veel was voor haar. Hierop werd G bijzonder boos. Op het moment dat verzoekster het mes bij het lemmet in haar hand had om het nader te bekijken, rukte G het mes uit de hand van verzoekster. Volgens een ooggetuige ging het om een 'uitbeendersmes' waarmee de dader een duidelijke zwaaibeweging maakte toen hij verzoekster aan de hand verwondde.

...

In de voorliggende zaak werden de aan G ten laste gelegde feiten (die overigens niet bewezen werden verklaard) als volgt gekwalificeerd: "Door gebrek aan voorzichtigheid of voorzorg, maar zonder het oogmerk om de persoon van

een ander aan te randen, onopzettelijk slagen of verwondingen te hebben toegebracht aan J (art. 418-420 Swb.)”

Nog afgezien van het feit dat de Commissie als administratief rechtscollege gehouden is zich te richten naar het strafrechtelijk gewijsde en naar de wettelijke voorwaarden, is zij van oordeel dat uit niets – ook niet uit het strafdossier, waarvan de Commissie met aandacht kennis heeft genomen – blijkt dat er enig opzet is geweest in hoofde van de dader.

In die omstandigheden meent de Commissie dat het verzoek als onontvankelijk moet worden afgewezen.

M71003 (2007)

D werd veroordeeld wegens cocaïne in bezit te hebben gehad en te hebben gebruikt. J werd veroordeeld wegens cocaïne te hebben verkocht en afgeleverd aan M. Beiden werden veroordeeld, omdat zij verzuimd hebben hulp te verlenen of te verschaffen aan M.

Uit de strafrechtelijke beslissing d.d. 29 november 2005, die erga omnes geldt en dus ook bindend is voor de Commissie blijkt dat de daders enkel (sic) veroordeeld werden wegens (1) het verkopen of afleveren van een verboden middel en (2) wegens het nalaten van hulp te verlenen.

Een opzettelijke gewelddaad, zoals bedoeld in artikel 31, 2°, van de wet van 1 augustus 1985, veronderstelt het intentioneel gebruik van geweld op de persoon van het slachtoffer. Schade ten gevolge van misdrijven uit verzuim of nalatigheid komt niet in aanmerking.

De Commissie kan - zonder het gezag van gewijsde van het vonnis, waarin verzoeker berust heeft, te miskennen - niet stellen dat het overlijden van M het rechtstreekse gevolg is van een opzettelijke gewelddaad.

preuve d'un acte intentionnel de violence

98038 (2005)

II. Vervolging

Verzoekster stelde zich burgerlijke partij ter zitting van de Raadkamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent.

Bij beschikking van voormelde raadkamer d.d. 27 september werd ... buiten vervolging gesteld wegens onvoldoende bezwaren.

Tegen deze beschikking werd hoger beroep aangetekend door verzoekster en het openbaar ministerie.

Bij tussenarrest van het Hof van Beroep te Gent, Kamer van Inbeschuldigingstelling, d.d. 28 juni werd een College van deskundigen gelast met een aanvullend onderzoek “teneinde een diepgaander inzicht te krijgen in de psychiatrische en psychische problematiek die ... heeft gehad (en mogelijk

nog heeft) en de invloed ervan op de geloofwaardigheid van de door haar aangeklaagde feiten ten laste van haar vader.”

Bij arrest van het Hof van Beroep te Gent, Kamer van Inbeschuldigingstelling, d.d. 29 juni werd de bestreden beschikking bevestigd.

Tegen dit arrest werd cassatieberoep aangetekend door verzoekster, doch bij arrest van het Hof van Cassatie d.d. 4 januari werd de strafvordering vervallen verklaard ingevolge het overlijden van ...

...

VI. Beoordeling door de Commissie

De Commissie heeft met aandacht kennisgenomen van de door de verzoekster overgemaakte stukken (psychiatrische verslagen, rechterlijke beslissingen,...), alsmede van het volledige strafdossier.

Na rijp beraad is de Commissie van oordeel dat op basis van alle elementen van het dossier niet met stellige zekerheid kan besloten worden dat verzoekster het slachtoffer is geworden van de gewelddaden welke zij in haar verzoekschrift aanvoert. De Commissie vindt bij haar oordeel steun in het omstandig gemotiveerd arrest van het Hof van Beroep te Gent, Kamer van Inbeschuldigingstelling, d.d. 29 juni.

Hoewel de Commissie zich genoodzaakt ziet om het verzoek als ongegrond af te wijzen, houdt dergelijk oordeel geen negatie in van de mogelijkheid dat bepaalde, niet nader omschreven feiten die zich hebben afgespeeld op jeugdige leeftijd van verzoekster, aan de basis kunnen liggen van een psychisch lijden, dat verzoekster ertoe noopte jarenlange therapie sessies te volgen.

M2085 (2007)

- que par décision du 12 janvier 2004 la Commission a déclaré la demande d'aide d'urgence irrecevable;
- que l'article 31 de la loi du 1^{er} août 1985 précise que : « la Commission peut octroyer une aide financière aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence »;
- que force est de constater qu'aucun document soumis au dossier ne permet de déterminer le caractère intentionnel des faits. Dans le PV d'audition LI.43.01.10095/98 joint en annexe du courrier du requérant, il est stipulé que les vêtements du requérant ne présentent aucune trace laissant penser à une agression. Il est plus que probable qu'il a chuté dans son état d'ébriété. Les éléments communiqués ne permettent pas à la Commission de considérer qu'un acte de violence ait été volontairement exercé contre le requérant par un tiers. L'existence d'un acte intentionnel de violence à l'égard du requérant n'est donc pas établie;
- que le requérant ne fournit pas l'attestation de dépôt de plainte;

M2456 (2007)

Force est de constater que le requérant ne fournit aucune précision sur les faits dont il aurait été victime, les éléments de procédure judiciaire dont a connaissance la Commission ne font pas état de poursuites engagées suite à des faits subis par le requérant et les pièces du dossier répressif jointes au dossier n'apportent pas plus d'explications en ce qui concerne le requérant.

Les décisions judiciaires dont la Commission a connaissance retiennent exclusivement des préventions qui concernent les sœurs du requérant.

Le requérant n'a pas donné suite aux courriers de la Commission et le dossier n'a jamais été complété.

Par conséquent, la Commission estime que la demande du requérant ne rencontre pas les critères légaux en vigueur et n'est pas recevable.

M3594 (2006)

De Commissie heeft kennis genomen van het haar overgelegde dossier en van het vonnis gewezen door de Rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk d.d. 22 maart 2005.

De strafrechter heeft de inverdenkinggestelde in deze zaak vrijgesproken omdat onvoldoende vaststaat dat deze de dader zou geweest zijn van de opzettelijke slagen aan verzoeker in huidige procedure.

Dat er op datum van de feiten inderdaad een ruzie zou ontstaan zijn tussen een aantal vrienden die samen op café gegaan zijn en die uiteindelijk is uitgemond in een vechtpartij waarbij de diverse betrokkenen mekaar over en weer slagen hebben toegediend lijkt op basis van de stukken van het strafdossier wel vast te staan; dat verzoeker op een bepaald moment gekwetst is geraakt staat ook vast, maar of dit het gevolg is van hem door één van de anderen toegebrachte slagen dan wel van een ongelukkige val kan op basis van het dossier niet met zekerheid vastgesteld worden.

M40438 (2006)

des circonstances du décès de l'époux de la requérante (suicide) qui ne permettent pas de rattacher la demande de la requérante suite au décès de ce dernier aux critères prévus par la loi puisque les faits ne peuvent être assimilés à un acte intentionnel de violence selon la loi du 01/08/1985 ;

M40580 (2007)

- De ce qu'une ordonnance de non-lieu a été rendue suite à une instruction qui n'a pas permis d'établir que les faits constituaient une infraction ;
- De ce que la loi du 1er août 1985 requiert l'existence d'un acte intentionnel de violence ;
- De ce qu'au vu des éléments du dossier l'existence de l'acte intentionnel de violence n'est pas établi à suffisance ;

M40676 (2006)

Alors que le requérant traversait une rue, il s'est fait renverser par une voiture qui ne s'est pas arrêtée.

...

- de ce qu'aucune preuve du dépôt de plainte n'a été déposée, ni aucun élément permettant d'apprécier les faits ;
- de ce qu'en l'espèce, il s'agit plutôt d'un accident de circulation ;
- de ce que le requérant n'a pas répondu aux différents courriers du secrétariat de la Commission dans lesquels il lui était demandé de prendre position par rapport à l'article de loi ci-dessus ;
- de ce que compte tenu de ces éléments, il apparaît que le requérant ne satisfait pas aux conditions de l'article précité,

la Commission déclare la demande irrecevable.

M40840 (2005)

Le 13/7/2003, à Erezée, la fille du requérant qui était hébergée chez son père veut, dans le cadre de son déménagement, emporter des objets appartenant à son père. Le requérant s'y oppose et sa fille le bouscule et le requérant tombe contre la table du salon.

...

En l'espèce, si le requérant a effectivement subi un préjudice important, attesté par les pièces médicales jointes au dossier, les faits ne paraissent cependant pas relever d'un acte intentionnel de violence tel que prévu par la loi du 01/08/1985 régissant l'aide financière de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence.

L'acte intentionnel de violence suppose un élément matériel (usage de la violence) et un élément moral (intention de commettre un acte de violence dans le chef de l'agresseur).

Au vu des éléments du dossier, les faits s'apparentent davantage à un accident résultant d'une altercation que le requérant a eue avec sa fille;

Compte tenu de ce qui précède, la Commission estime que la requête doit être déclarée irrecevable.

M50482 (2007)

De Commissie nam kennis van de stukken, onder meer van:

- het verzoekschrift van 31 mei 2005, neergelegd op het secretariaat van de Commissie op 6 juni 2005 waarbij de verzoeker toekenning heeft gevraagd van een hulp van € 2.513,90;
- de beslissing van 30 september 2005 waarbij de zaak werd uitgesteld wegens onvoldoende inlichtingen;

- de op 16 juni 2006 en op 8 december 2006 door het secretariaat aan de advocaat van de verzoeker toegezonden brieven;
- de op 27 februari 2007 door de raadsman van verzoeker overgemaakt faxbericht dat hij zonder instructies is;
- het bevelschrift van de Voorzitter d.d. 27 februari 2007 houdende vervanging van mevrouw Melotte door de heer Van Ende.
- de regelmatige kennisgevingen aan de partijen van de procedurestukken en van de rechtsdag vastgesteld op 27 februari 2007.

De Commissie hoorde in haar openbare zitting van 27 februari 2007 de verslaggever in zijn verslag over de feitelijke toedracht van de zaak en over de middelen van de partijen.

De verzoeker is niet verschenen noch iemand voor hem. Hij werd nochtans uitgenodigd om voor de Commissie te verschijnen teneinde gehoord te worden.

De afgevaardigde van de Minister van Justitie is niet verschenen noch iemand voor haar.

...

Verzoeker heeft geen blijvende invaliditeit of blijvende werkonbekwaamheid opgelopen. Hij legt overigens geen stukken voor waaruit een tijdelijke arbeidsongeschiktheid blijkt.

Door Dokter Van Cleemput werden twee medische attesten geschreven: één voor arbeidsonderbreking vanaf 7/01/2005 en één vanaf 08/01/2005 tot en met 28/02/2005. Van de eerste 6 dagen wordt echter geen medisch attest voorgelegd.

Verder legt verzoeker een medisch attest voor van Dokter Annet d.d. 26 februari 2005 wegens "arbeidsongeschiktheid om mentale redenen".

Er blijft twijfel over de ernst van het lichamenlijk letsel.

Er is overigens niets geweten over de procedure voor de Arbeidsrechtbank. De vraag blijft of verzoeker aangifte deed bij de arbeidsongevallen-verzekeraar.

Vermits de feiten niet afdoende bewezen zijn en er bijgevolg geen bewijs is van een opzettelijke gewelddaad kan de Commissie niet anders dan oordelen dat het verzoek ongegrond is.

M50892 (2006)

Tenant compte :

- de ce que l'art.31 de la loi stipule que « les personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence peuvent demander une aide » ;
- de la présence d'éléments intercurrents importants dans le déroulement des faits ;

- de ce que l'article 36 de la loi prévoit que « lorsque tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important, vu sa situation financière », il peut être fait droit à une aide d'urgence ;
- de ce qu'aucun document n'atteste d'une invalidité permanente suite à l'agression ;
- de ce qu'aucun document médical ne rend compte des séquelles justifiant les frais médicaux et pharmaceutiques engagés,
- de ce que l'instruction étant toujours en cours, il n'est pas possible de déterminer si le requérant a été victime d'une acte intentionnel de violence et qu'il y a lieu d'attendre, dès lors, la décision judiciaire ;

la Commission déclare la demande recevable et non fondée.

M60309 (2008)

De Commissie dient in onderhavig dossier vast te stellen dat de verzoeker verklaarde zich niets te herinneren van de feiten, dat de expert van de Gerechtelijke Geneeskundige Dienst stelt dat er geen plausibele oorzaak voor de letsels van de verzoeker gegeven werd, dat noch het neergelegde dossier noch de kopie van het strafdossier bijkomende informatie bevat en dat verzoeker, alhoewel daartoe per aangetekend schrijven behoorlijk uitgenodigd, geen schriftelijke reactie neergelegd heeft en ook niet verschenen is op de zitting en aldus geen verdere verduidelijking heeft gegeven.

In de gegeven omstandigheden kan de Commissie niet anders besluiten dan dat het bestaan van een opzettelijke gewelddaad (waarvan de verzoeker beweert op 27 juni 2003 het slachtoffer geweest te zijn) onvoldoende aangetoond werd en dient zij derhalve het verzoek als niet ontvankelijk af te wijzen.

M60624 (2007)

de ce qu'en l'espèce le caractère « intentionnel » de l'acte n'est pas établi (en effet il n'est pas démontré que le propriétaire du chien a délibérément envoyé l'animal pour attaquer le requérant);

M60765 (2007)

de ce que dans son jugement du 11 janvier 2006, le tribunal correctionnel de Bruxelles a acquitté l'auteur présumé parce qu'il a estimé que les faits n'étaient pas établis à suffisance;

M60885 (2007)

- de ce que l'article 31 de la loi du 1er août 1985 précise que la commission peut octroyer une aide aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence ;

- de ce que dans son courrier du 26 juillet 2006, le Procureur du Roi de Nivelles expliquait que les faits reprochés aux agents pénitentiaires n'étaient pas démontrés ;
- de ce qu'en l'espèce l'existence d'un acte intentionnel de violence n'est donc pas établie ;

M70067 (2007)

Tenant compte,

- de ce que la Cour d'Appel a acquitté le prévenu pour les préventions à l'encontre du requérant ;
- de ce qu'à la lecture de l'arrêt, il ressort que la Cour d'Appel parle de la possibilité que la victime a subi les graves violences dénoncées mais que la Cour d'Appel relève aussi une série d'imprécisions dans le rapport d'expertise psychologique;
- de ce que notamment, et relativement au contexte de dévoilement des faits, celui-ci ne peut être qualifié de neutre de toute influence ;
- de ce qu'il y a lieu de tenir compte des conclusions du Dr BONBLED reprises dans l'arrêt à savoir « ...que, de manière plus précise, dans un rapport du 11 août 2003, le docteur Bonbled, se fondant sur la littérature scientifique en ce domaine, précise que, selon Mc Cann, il n'existe pas de signe clinique capable de corroborer des faits d'abus sexuels anal lors de l'examen réalisé de façon retardée par rapport au moment supposé des faits et que lorsqu'on n'a pas été exposé à semblables délais d'examen (en moyenne au moins 30% des cas), les signes physiques sont d'une signification trop douteuse pour fonder un diagnostic d'abus sexuel sur cette base au moins exclusive » ;
- de ce que dès lors, si l'existence des abus ne peut être exclue, la Commission ne dispose d'aucune base pour en avoir la certitude ;

M70511 (2008)

Sur base du procès-verbal d'audition de la requérante, il apparaît que le 30 août 2006, alors qu'elle se baladait en rue, la requérante est violemment agressée par deux individus (un homme et une femme). La requérante blessée sera emmenée aux urgences. Les lunettes de la requérante ont également été abîmées.

Il ressort du rapport du Procureur Général près la Cour d'Appel de Mons que

- les deux personnes suspectées de l'agression ont exposé une autre version de l'agression, précisant que c'est la requérante qui a donné un coup de pied dans la carrosserie de leur véhicule et qu'ensuite une altercation violente est survenue entre la requérante et le couple (le couple évoque même des faits de violence dans le chef de la requérante) ;
- les services de police appelés sur le lieu des faits ont précisé que c'était la requérante qui insultait et voulait qu'on la frappe ;

- les services de police précisent que la requérante a déjà eu de nombreux problèmes de voisinage et « victimiserait à l'extrême » sa situation ;
- le classement sans suite a pour motif « différend relationnel ».

...

Tenant compte,

- de ce que l'article 31 1° de la loi du 1er août 1985 stipule que la Commission peut octroyer une aide aux personnes qui ont subi un préjudice physique ou psychiques importants résultant directement d'un acte intentionnel de violence ;
- de ce qu'il ressort clairement des pièces du dossier répressif, du motif de classement sans suite et des conclusions de l'expert de l'Office Médico-Légal que l'acte intentionnel de violence n'est pas établi à suffisance;
- que le prescrit légal n'est pas rencontré ;

M70535 (2007)

Een opzettelijke gewelddaad bestaat uit:

- een materieel bestanddeel : de aanwending van geweld tegen de persoon van het slachtoffer;
- een moreel bestanddeel : een bijzonder opzet in hoofde van de dader, d.w.z. de wil van de dader om een gewelddaad te plegen.

In het p.v. van verhoor staat het volgende te lezen: "Toen ik wilde tussenbeide komen, kreeg ik een duw doch ik weet niet van wie. Ik viel op mijn rug op het trottoir. Toen ik wilde rechtstaan, viel F bovenop mijn rechterbeen."

De vraag die zich hierbij stelt is of F de heer M heeft willen treffen (moreel bestanddeel), dan wel of hij hem per ongeluk bezeerde. Verzoeker maakt twee getuigenverklaringen over, waaruit moet blijken dat F wel degelijk de bedoeling had verzoeker schade te berokkenen:

- in de verklaring d.d. 5 juni 2007 van de heer Willy Tournicourt, uitbater van café "De Valk" waar de feiten zich afspeelden, lezen we: "Op bewuste woensdagavond 17 januari 2007 heb ik de heer F tot 2 maal toe de deur gewezen wegens duidelijke tekenen van dronkenschap. Hij gedroeg zich zeer agressief en provocerend tegenover de heren FF en M. Na de zaak te hebben gesloten omstreeks 21 u 30 heb ik M en FF nog een tiental minuten laten wachten omdat F duidelijk had geroepen dat hij beiden zou opwachten bij het buitengaan. Hij gedroeg zich duidelijk provocerend. (...)"
- in zijn verklaring d.d. 5 juli 2007 bevestigt de heer FF dat hij met de heer F in een vechtpartij verwickeld was, terwijl verzoeker op dat moment reeds op de grond lag "en niet meer kon opstaan." Hieraan wordt dan toegevoegd: "Volgens mij heeft hij zich moedwillig op M laten vallen teneinde niet tegenover 2 personen te moeten staan."

De Commissie is van oordeel dat uit het bovenstaande voldoende blijkt dat de heer F wel degelijk de intentie had geweld te gebruiken en daar ook effectief toe overging. Zijn val op het been van verzoeker vloeit rechtstreeks voort uit zijn agressief gedrag ten aanzien van zowel verzoeker als de heer F.

M70749 (2008)

De Commissie dient in onderhavig dossier vast te stellen dat er weinig tot geen stukken neergelegd werden waaruit het bestaan van een opzettelijke gewelddaad, nodig om een verzoekschrift te kunnen indienen, moet blijken.

Slechts twee stukken hebben hierop betrekking: ten eerste een attest van klachtneerlegging, ten tweede een proces-verbaal van verhoor d.d. 2 juni 2006 waarin de verzoeker verklaarde “mogelijks ben ik gevallen of werd ik aangevallen door onbekenden”. Uit dit stuk blijkt dat zelfs de verzoeker niet zeker is dat hij het slachtoffer werd van een opzettelijke gewelddaad. Verdere informatie die het bestaan van een opzettelijke gewelddaad aannemelijk moet maken werd niet neergelegd.

Ook tijdens de zitting van 24 juni kon geen bijkomende informatie verstrekt worden die de Commissie toe moet laten met zekerheid te beslissen dat er sprake is van een opzettelijke gewelddaad.

M70839 (2009)

- de ce que cet acte doit nécessairement comporter un élément matériel qui consiste dans l’emploi de la violence dirigée contre une personne et un élément moral qui consiste dans l’intention de l’agresseur de commettre cet acte de violence ;
- de ce qu’en l’espèce, à la lecture du jugement rendu par le tribunal correctionnel, il n’apparaît pas que la fille de Madame Y ait été victime d’un acte intentionnel de violence au sens de l’article précité dans la mesure où aucune prévention n’a été retenue à charge du prévenu concernant la fille de madame Y ;
- de ce que la fille de Madame Y ne rentre dans aucune catégorie de victimes prévues par la loi du 1^{er} août 1985 ;

la Commission estime qu’il y a lieu de déclarer la demande non fondée.

BM71069 (2008)

Een opzettelijke gewelddaad vereist een intentioneel element, namelijk de wil om geweld te gebruiken, wat misdrijven uit nalatigheid of onvoorzichtigheid uitsluit.

De neergelegde stukken laten de Commissie niet toe om met zekerheid te besluiten dat de verzoekster effectief het slachtoffer werd van een *opzettelijke* gewelddaad. De verzoekster, alhoewel daartoe uitgenodigd in het haar overgemaakt verslag, laat na de nodige bewijskrachtige stukken neer te leggen.

Ook tijdens de zitting faalde zij erin aannemelijk te maken dat zij het slachtoffer werd van een *opzettelijke* gewelddaad.

M71077 (2008)

De tot het bekomen van noodhulp ingeroepen middelen kaderen in een verzuurde arbeidsrelatie tussen de verzoeker en zijn werkgever. De verzoeker stelt het slachtoffer te zijn van moedwillig psychisch geweld gepleegd door zijn werkgever. Dit geweld uit zich, volgens de verzoeker, onder meer in het niet naleven van diverse regelgevingen inzake disciplinaire procedures, de motiveringsplicht van administratieve handelingen, de openbaarheid van bestuur, het statuut van de ambtenaar, de wet welzijn op het werk, valse en lasterlijke aantijgingen en valsheid in geschrifte.

De schending van de aangehaalde regelgevingen werd door de verzoeker gemeld aan de daarvoor door de wetgever ingestelde instanties en organen. Ook op strafgebied formuleerde verzoeker een klacht, die thans hangende is voor het onderzoeksgerecht.

Vast staat dat de reeks handelingen waarover verzoeker zich beklaagt, geen aanwending van fysiek geweld, noch bedreigingen met geweld op de persoon van verzoeker inhouden, doch door verzoeker als opzettelijke en tergende pesterijen, van aard om psychisch geweld jegens hem te constitueren. De aantijgingen van verzoeker worden door zijn oversten betwist.

Wat de vereiste opzettelijke gewelddaad betreft, ziet de Commissie zich in casu geconfronteerd én met nog niet door andere instanties gesanctioneerde, maar louter door verzoeker, zij het reeds lange tijd, gewraakte handelingen én met de eveneens eenzijdige inschatting ervan als geestelijk geweld. De Commissie is met andere woorden volkomen aangewezen op de argumentatie ontwikkeld door verzoeker.

Evenwel laten noch de door verzoeker neergelegde stukken, noch diens aanvullende verklaringen ter zitting, onder meer over de stand van de ingestelde procedures, de Commissie, bij gebreke aan objectiveringselementen, hic et nunc reeds toe om redelijkerwijs te concluderen tot het voorhanden zijnde van een daad van (opzettelijk) geweld, gepleegd tegen verzoeker.

M80796 (2009)

En date du 1er octobre 2005, à Koekelberg, alors qu'elle rentrait chez elle et croisait son voisin, le dénommé R, la requérante tomba violemment sur le sol. Le dénommé R, quant à lui, poursuivit sa route sans se retourner, ce qui amena la requérante à déclarer qu'elle avait été poussée dans le dos par cette personne.

Suites judiciaires

En date du 6 octobre 2005, la requérante a déposé une déclaration de personne lésée auprès de Monsieur le procureur du Roi de Bruxelles.

Par jugement rendu le 14 mai 2008, coulé en force de chose jugée, la 55^{ème} chambre du Tribunal correctionnel de Bruxelles acquitte le dénommé R de la prévention “d’avoir fait des blessures ou porté des coups à M, coups ou blessures ayant causé une maladie ou une incapacité de travail personnel”;

Le jugement stipule que “ce témoignage (de Madame T) et la déclaration de la victime ne peuvent suffire à impliquer le prévenu dans les faits tels que repris sous la prévention unique puisque personne n’a vu le prévenu bousculer la victime qui a pu simplement perdre l’équilibre et tomber et que Madame T considère que le prévenu doit l’avoir poussée uniquement parce qu’il n’a pas réagi aux cris de la victime alors qu’il se trouvait sur le même trottoir.

Le prévenu ne devait cependant pas être si près puisque le témoin a précisé qu’elle n’avait même pas vu son visage.

...

de ce que, dans le cas présent, les faits ne constituent pas un acte intentionnel de violence au sens de l’article 31 1^o de la loi du 1^{er} août 1985 puisque le jugement ne retient pas le caractère intentionnel et matériel des faits ;

la Commission déclare la demande recevable mais non fondée.

M81158 (2009)

Op 21 augustus 2008 kreeg W in de buurtspeeltuin een brandend kussen tegen zijn linkeronderbeen en liep hierbij brandwonden op.

...

In de voorliggende zaak is geenszins vastgesteld noch redelijkerwijze vastgesteld kunnen worden dat de feiten hun oorzaak vonden in een opzet om schade toe te brengen aan W of hem te bedreigen.

In haar antwoord op het verslag argumenteert de verzoekster dat er wel degelijk opzettelijkheid blijkt en wel uit de cruciale zinsnede uit de eigen verklaring van het minderjarig slachtoffer “Hij [A] keek me recht in de ogen en stampte het kussen in mijn richting zonder enige aanleiding”.

Daartegenover staat dat A dit ontkent en een medisch attest bijbrengt waaruit een brandwonde aan de enkel blijkt ter staving van zijn verklaring dat ook hij het brandende kussentje trachtte uit te stampen en hierbij zelf brandwonden aan het been opliep.

Kortom, het is woord tegen woord en er zijn geen getuigenverklaringen of andere objectieve elementen voorhanden die de versie van verzoekster meer geloofwaardiger maken dan de versie van de tegenpartij.

Komt daarbij nog de beslissing van de Procureur des Konings te Tongeren die het dossier lastens de minderjarige A seponeerde “wegens onvoldoende bezwaren” (zie sub II). Eerder, op 23 januari 2009, had de Procureur des Konings al opgemerkt dat er onvoldoende aanwijzingen leken te zijn om te kunnen spreken van een opzettelijke gewelddaad.

Gelet op het bovenstaande, maar zonder de ernst van de verwondingen te willen minimaliseren en begrip te hebben voor de verwerkingsproblemen van dit nare feit voor het nog jeugdige slachtoffer, is de Commissie van oordeel dat er geen sprake is van een opzettelijke gewelddaad in de zin van de wet van 1 augustus 1985.

JU 06 lien causal entre l’acte de violence et le dommage

- absence de preuve d’un lien causal
- lien causal non prouvé pour tous les postes du dommage

absence de preuve d’un lien causal

M2114 (2005)

Selon les éléments du dossier, les prévenus sont acquittés des préventions de vol avec violences et menaces à l’encontre du requérant. L’expert judiciaire constate par ailleurs que l’intéressé garde des séquelles permanentes fort limitées liées à la crainte de ses agresseurs et qui se greffent sur un trouble psychotique préexistant.

La Commission reconnaît les difficultés rencontrées par le requérant et tient compte de l’attestation faisant état des lésions physiques constatées suite aux faits. L’expert conclut cependant que les lésions physiques se sont amendées assez rapidement et que les séquelles psychologiques de l’agression sont fort limitées, noyées dans une anxiété beaucoup plus globale laquelle est la base de l’affection chronique. Ces indications ne permettent pas à la Commission de retenir l’existence de graves atteintes au corps ou à la santé découlant directement des faits.

M2572 (2005)

Artikel 31, 1^o, van de wet van 1 augustus 1985 bepaalt dat de Commissie een financiële hulp kan toekennen aan “personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad.”

In haar arrest d.d. 24 april 2002, daarbij het vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg d.d. 15 januari 2001 bevestigend, stelde het Hof van Beroep het

volgende: “In dit dossier is er allerm minst duidelijkheid of bewijs. Het straf dossier bevat, zoals blijkt uit wat vooraf gaat, te veel tegenstrijdige verklaringen, en onvoldoende eenduidige of objectieve elementen om met zekerheid te stellen dat geïntimeerden de broer van appellante van het dak naar beneden hebben geduwd, zoals appellante blijft voorhouden.”

...

In die omstandigheden is de Commissie van oordeel dat uit het neergelegde straf dossier onvoldoende blijkt dat verzoeker de ernstige lichamelijke of psychische schade heeft opgelopen als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad.

Aangezien aldus niet is voldaan aan één van de wettelijke basisvoorwaarden tot toekenning van een financiële hulp, dient het verzoek als onontvankelijk te worden afgewezen.

M3378 (2006)

Dans la nuit du 11 au 12 juin 2000, ..., R participe à une soirée privée. Trois individus font irruption vers trois heures du matin. Ils s'en prennent aux clients et le requérant résiste à l'un des agresseurs qui tire et le blesse à la jambe. Il sera emmené à l'hôpital.

Monsieur R est décédé en date du 31 janvier 2003.

...

Tenant compte,

- de ce que la partie requérante ne rapporte pas la preuve que le décès de Monsieur R découle des suites de l'agression qui a eu lieu dans la nuit du 11 au 12 juin 2000 ;
- de ce que d'après le rapport du 14 juillet 2003 de l'Office Médico-Légal établi dans le cadre de la requête introduite par Monsieur R en tant que victime directe, le docteur A a considéré que « le requérant a encouru une fracture ouverte, complexe du tiers distal du fémur gauche sur balles de pistolet-mitrailleur ; au cours de sa convalescence orthopédique, le requérant a développé un accident vasculaire cérébral dont la mise au point a permis d'exclure le lien avec le traumatisme encouru ; cependant la mise au point de cette affection intercurrente a été retardée par la symptomatologie post traumatique ;
- de ce que face à de telles conclusions médico-légales, la commission ne peut pas considérer que le décès de Monsieur R soit la conséquence directe de l'agression dont il fut victime d'autant plus que le médecin expert relève dans son rapport susmentionné comme élément concomitant à cet accident vasculaire cérébral un carcinome bronchique ayant nécessité une série de chimiothérapies ;

la Commission déclare la demande recevable mais non fondée.

M3445 (2007)

- de ce que le docteur Bataille (courrier du 11 janvier 2003) stipule “que les conséquences d’un traumatisme tenaient moins à l’impact même immédiat du traumatisme qu’à ses suites, et notamment, l’absence de reconnaissance du préjudice subi par l’employé par son employeur.”;
- de ce que, dès lors, une part du préjudice ne résulte pas directement d’un acte intentionnel de violence,

M3594 (2006)

Welnu uit het deskundig verslag van de door de onderzoeksrechter aangestelde dokter L. W, waarnaar ook de strafrechter in zijn omstandig gemotiveerd vonnis overigens verwijst, staat te lezen dat geen letsels in causaal verband met de feiten van 27/28 januari 2001 meer aan te tonen zijn en dat de letsels waarnaar verzoeker verwees voorafbestaande letsels zijn die reeds een jaar voor de feiten gediagnosticeerd waren.

De Commissie dient dan ook te concluderen dat er niet alleen twijfel is over de vraag of verzoeker slachtoffer is geweest van een opzettelijke gewelddaad op zijn persoon, maar dat daarenboven, zo het bestaan van een opzettelijke gewelddaad toch zou aanvaard worden, het bestaan van ernstige lichamelijke of psychische schade als rechtstreeks gevolg van die feiten niet aangetoond wordt.

M50881 (2007)

Bij de beoordeling van het al of niet voldaan zijn aan de in het hierboven geciteerd wetsartikel bepaalde voorwaarde steunt de Commissie zich op het verslag van psychiater Dr. C. Dillen d.d. 15 juni 2006: “Het aandeel van de problematische opvoedingssituatie en het meervoudig misbruik in deze kinderjaren, is dan ook voor het leeuwendeel van de actuele pathologie verantwoordelijk. Het seksueel misbruik dat actueel ter beoordeling staat, is enerzijds grotendeels een gevolg en geen oorzaak van de persoonlijkheidspathologie (...) Het traumatisch impact is dan ook eerder gering. (...). Het aandeel van de specifieke gevolgen van dit misbruik op 13-jarige leeftijd verdwijnt in het niets binnen de overheersende pathologie die reeds vooraf bestaande was. Er kan dan ook geen voorbije, noch toekomstige behandeling weerhouden worden als gevolg van deze feiten.”

Nu uit dit verslag blijkt dat de voorgaande opvoedingsproblematiek mee aan de basis ligt van de persoonlijkheidsstoornis van L en de in 2003 gepleegde zedenfeiten slechts in beperkte mate causaal verantwoordelijk zijn voor de pathologie, waardoor er volgens de deskundige met betrekking tot die feiten geen therapie nodig is, meent de Commissie dat niet voldaan is aan de in artikel 31, 3° van de wet bepaalde voorwaarde.

M60304 (2008)

- de ce que suite aux faits, le requérant n'a pas subi de perte de revenus dans la mesure où il ne travaillait pas au moment de leur survenance;
- de ce que l'article 31, 1° de la loi du 1er août 1985 prévoit que ...;
- de ce qu'en l'espèce, même si la Commission ne minimise pas le préjudice subi par le requérant, elle constate cependant que le requérant ne conserve aucune invalidité permanente ce qui selon la jurisprudence habituelle de la Commission ne constitue pas un préjudice important ;
- de ce qu'en outre, l'expert de l'OML précise « que vu l'état de la bouche, qui est mal entretenue, vu la perte d'une dent à droite, il n'y a pas lieu d'imputer la perte des dents inférieures gauches à la fracture mandibulaire.»

M60491 (2007)

Bij beschikking van 15 mei 2003 heeft de Raadkamer de verjaring vastgesteld en werden de in verdenking gestelden buiten vervolging gesteld.

Verzoeker heeft daarop een louter burgerrechtelijke procedure gevoerd teneinde schadeloosstelling te verkrijgen van zijn moeder en zijn stiefvader. Hierbij dient overigens te worden vastgesteld dat ook de burgerlijke uitspraak negatief uitviel voor verzoeker.

Bij arrest van het Hof van beroep d.d. 25 oktober 2006 is definitief uitspraak gedaan over de burgerlijke vordering van verzoeker lastens de personen die hij beschuldigt van de aanranding van de eerbaarheid en opzettelijke slagen in de periode 1983 - 1987.

Uit de motivering van voormeld arrest blijkt dat het Hof geen oorzakelijk verband bewezen acht tussen, enerzijds, de beweerde en door de beschuldigten betwiste feitelijkheden in de jeugdijaren en, anderzijds, de huidige psychische stoornissen waaraan verzoeker kennelijk lijdt. Het Hof voegt eraan toe dat de oorzaak van de psychische stoornissen nooit op tegenspraak is vastgesteld.

Gelet op deze ondubbelzinnige en definitieve rechterlijke beslissing werd niet voldaan aan de voorwaarden voor de toekenning van een financiële hulp.

M80707 (2009)

In het verslag van 5 september 2008 werd reeds gewezen op het feit dat er geen stukken neergelegd werden met betrekking tot een langdurige medische of therapeutische begeleiding.

Op dit verslag werd niet meer gereageerd. Ook op de zitting werden geen dienstige elementen neergelegd.

De Commissie meent in de gegeven omstandigheden dan ook dat er onvoldoende bewijzen voorliggen waaruit zou blijken dat er sprake is van een langdurige medische of therapeutische behandeling.

M80999 (2009)

de ce que les frais médicaux pour lesquels le requérant dépose des justificatifs sont des frais médicaux concernant son épouse ou ses deux autres enfants mais ne sont pas des frais liés aux actes intentionnels de violence subis par ses deux filles et qui justifient qu'il puisse demander une aide à la Commission;

lien causal non prouvé pour tous les postes du dommage

M2256 (2007)

Nu de geneeskundige experts, aangesteld door de correctionele Rechtbank te Tongeren, heel duidelijk het onderscheid hebben gemaakt tussen de gevolgen van het voorafgaandelijk verkeersongeval en de opzettelijke slagen en verwondingen opgelopen op 31 juli 1998, kan de Commissie in billijkheid de hulp toekennen zonder dubbel gebruik uit te maken met de schadevergoeding die voortvloeit uit het ongeval.

M3098 (2007)

- de ce que la requérante n'apporte pas de pièces prouvant qu'elle a engagé des frais médicaux ;
- de ce qu'aucun rapport médical ne peut préciser les séquelles gardées par la requérante suite aux faits, étant donné que celle-ci ne s'est pas présentée aux convocations de l' Office médico-légal .

[La requérante a été convoquée trois fois par l'OML, mais elle ne s'est jamais présentée.]

M3132 (2005)

Tenant compte d'une part :

- du dommage moral subi par le requérant suite à l'agression dont il a été victime ;
- de la durée des incapacités temporaires (7 mois) ;
- de l'invalidité permanente de 2% que le requérant conserve suite aux faits ;
- des frais médicaux dûment justifiés qui ont été supportés par le requérant ;

et d'autre part :

- du principe de subsidiarité de l'aide visé à l'article 31 bis 5° de la loi du 1^{er} août 1985 et de ce qu'en l'espèce, le requérant a perçu une somme de 250.000 F d'une assurance ;
- qu'il n'est pas établi de façon claire que la perte de revenus subie par le requérant soit liée directement à l'agression qu'il a subie ;
- que les intérêts ne sont pas pris en compte par la Commission. En effet, le principe selon lequel l'accessoire suit le principal ne peut pas trouver

application en l'espèce. Le débiteur de l'aide, à savoir l'Etat belge, n'est en effet pas l'auteur du dommage. Le droit à l'aide ne naît dans le chef du requérant qu'à partir de la décision de la Commission.

la Commission estime que la demande du requérant est non fondée.

M3753 (2005)

qu'il n'apparaît pas à suffisance du dossier que les frais médicaux qui ont été exposés par la requérante plus précisément ceux de 2004, résultent entièrement des faits du 14/3/2001 dans la mesure où il apparaît du rapport d'expertise médicale figurant au dossier répressif que la requérante avait avant les faits dont question ici, des antécédents psychiatriques.

M50262 (2005)

Op 21 augustus 2000 werd verzoeker tijdens de uitoefening van zijn beroep als penitentiair beambte in het arresthuis te Antwerpen het slachtoffer van geweldplegingen door gedetineerde J.

Laatstgenoemde zocht in de ontspanningszaal ruzie met een medegedetineerde. Om verdere moeilijkheden te vermijden wilde verzoeker de heer J uit de zaal verwijderen. Hierop reageerde J uiterst agressief, eerst verbaal doch nadien ook fysiek (handgemeen). Bij het overbrengen van de heer J naar de strafcel werd verzoeker tegen een telefoonkast geduwd

...

In het deskundig verslag van Dr. E. d.d. 1 februari 2002 staat op blz. 3 het volgende te lezen: "(...) In maart 2001 zou hij [verzoeker] op een morgen opeens zijn arm niet meer hebben kunnen bewegen. Hij raadpleegde dan Dr. Torfs, de huisarts. Deze liet op 06/03/2001 een echografie verrichten, waarbij er een dunne supraspinatusscheur werd vastgesteld. (...)."

De Commissie is de mening toegedaan dat het oorzakelijk verband tussen de feiten d.d. 21 augustus 2001 en de supraspinatusscheur niet absoluut vaststaat. In die omstandigheden acht de Commissie het billijk dat voor de schadepost 'blijvende invaliditeit moreel' geen hulp wordt toegekend.

M60526 (2007)

Na kennisname van de inhoud van het strafdossier, dat met toepassing van artikel 34bis alinea 2 ter inzage werd opgevraagd, stelt de Commissie vast dat de feiten van 7 mei 1997 te Nevele genoegzaam bewezen zijn en dat verzoeker door deze feiten een morele schade geleden heeft, zelfs indien deze feiten op dat ogenblik geen arbeidsongeschiktheid hebben veroorzaakt.

De feiten van 22 januari 2004 in Frankrijk vallen uiteraard buiten het toepassingsgebied van de wet van 1 augustus 1985, maar de Commissie kan aanvaarden dat deze feiten de eerdere feiten uit 1997 bij verzoeker in herinnering hebben gebracht en hebben geleid tot de medische toestand

waarin betrokkene zich thans bevindt en die omstandig beschreven is in medische verslagen die bij het verzoekschrift gevoegd zijn.

De Commissie beslist in billijkheid aan verzoeker een hulp wegens morele schade toe te kennen zoals hierna bepaald.

M71026 (2009)

Wat de gevraagde vergoeding B.I. betreft voor het wegnemen eierstok ingevolge besmetting en het zwaar trauma ten gevolge van de brutale overval en verkrachting, meent de Commissie dat de verzoekster onvoldoende het causaal verband bewezen heeft tussen de gestelde seksuele handelingen en de noodzaak tot het wegnemen eierstok ingevolge besmetting.

BM71030 (2008)

De verzoeker vordert ook een vergoeding van € 255 voor het verlies van zijn 'no-claim bonus ziektekostenverzekering'. Het verlies van de no-claim bonus staat enerzijds niet rechtstreeks, maar slechts onrechtstreeks in verband met het opgelopen letsel en anderzijds betreft het geen gemaakte kosten, maar het verlies van een (eventuele) bonus. Aldus komt de gevraagde som niet in aanmerking voor vergoeding.

M80155 (2009)

De Commissie dient vast te stellen dat de verzoekster geen gebruik wenst te maken van een opvolgingsonderzoek door de Gerechtelijk geneeskundige dienst hetgeen door deze dienst nochtans noodzakelijk geacht werd om over te kunnen gaan tot bepaling van de tijdelijke en blijvende arbeidsongeschiktheid en invaliditeit.

De Commissie stelt verder vast dat er na het verslag van de Gerechtelijk geneeskundige dienst weinig bijkomende medische bewijsstukken neergelegd werden. Ook de op 30 april 2009 neergelegde stukken laten haar niet toe om met voldoende zekerheid een oordeel te vellen over de medische gevolgen van de feiten en de relatie tussen de gezondheidsproblemen van de verzoekster en de haar overkomen feiten.

In de gegeven omstandigheden kan de Commissie dan ook geen rekening houden met de lichamelijke gevolgen van de aan verzoekster overkomen feiten en kan zij bij gebrek aan bewijskrachtige stukken alleen een morele schade toekennen die naar billijkheid begroot dient te worden.

M81096 (2009)

De Commissie merkt op dat:

- er in eerste aanleg aan de verzoeker € 2.337,50 toegekend werd;
- één der partijen hoger beroep aantekende;
- er bij definitief arrest € 1.787,50 toegekend werd;

- dat het Hof de toegekende vergoeding voor blijvende invaliditeit verminderde rekening houdend dat het beroep van bewakingsagent ongetwijfeld gevaren inhoudt;
- dat het Hof de vergoeding voor administratiekosten, die onvoldoende gespecificeerd was, wegens gebrek aan stukken afgewezen heeft;
- de verzoeker in dit arrest berust heeft;
- de verzoeker geen bijkomende stukken neerlegt waardoor een ander, hoger bedrag aannemelijk gemaakt zou kunnen worden.

De Commissie maakt de redenering van het Hof de hare en meent in de gegeven omstandigheden dan ook de hulp niet hoger te kunnen begroten dan de door het Hof toegekende vergoeding van 1.787,50 euro.

CHAPITRE 2. QUANT AUX VICTIMES

A. L'article 31 de la loi du 1er août 1985 distingue plusieurs catégories de victimes :

A.1) Les victimes sont les personnes physiques qui ont subi elles-mêmes le dommage résultant de l'acte intentionnel de violence.;

Ne sont pas victimes dans le sens de cet article : voy. JU 07.

A.2) les proches d'une victime décédées sont les proches d'une personne qui vivaient dans une relation durable avec cette personne décédée suite à un acte intentionnel de violence (JU 08);

A.3) les parents d'un mineur ou les personnes qui ont à leur charge un mineur qui suite à un acte intentionnel de violence, a besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée (JU 09);

A.4) les parents jusqu'au deuxième degré ou les parents qui vivaient dans un rapport familial durable avec une victime disparue depuis plus d'un an, dont il est admis que la disparition est due selon toute probabilité à un acte intentionnel de violence (JU 10).

A. 5) les personnes qui portent volontairement secours à des victimes, en dehors de l'exercice d'une activité professionnelle liée au domaine de la sécurité et en dehors de toute participation à une association quelconque structurée en vue de porter assistance et secours à des tiers, et qui sont dénommés "sauveteurs occasionnels", ou, en cas de décès, à leurs ayants droit tels qu'énumérés à l'article 42,§5 (JU 11)

Données statistiques: pour les décisions les victimes se répartissent comme suit:

		2005	2006	2007	2008	2009
A1	victimes	69,08 %	66,97 %	69,19 %	72,48 %	74,60 %
A2	proches	28,83 %	28,82 %	24,39 %	23,13 %	21,65 %
A3	parents	1,94 %	4,05 %	6,05 %	4,03 %	3,41 %
A4	proches d'un disparu	0,08 %	0,15 %	0,06 %	0,07 %	0,33 %
A5	sauveteurs occasionnels	0,08 %	-	0,32 %	0,29 %	-

Abis. L'article 31, 2° à 5°, a été modifié par l'article 9 de la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions en matière de Justice (II):

2° aux successibles au sens de l'article 731 du Code civil, jusqu'au deuxième degré inclus, d'une personne dont le décès est la suite directe d'un acte

intentionnel de violence, ou aux personnes qui vivaient dans un rapport familial durable avec elle;

3° aux père et mère d'une victime mineure d'âge au moment d'un acte intentionnel et qui remplit les conditions de l'article 31, 1°, ou aux personnes qui avaient ce mineur à leur charge à ce moment;

4° aux successibles au sens de l'article 731 du Code civil, jusqu'au deuxième degré inclus, d'une personne disparue depuis plus d'un an, lorsque cette disparition est due selon toute probabilité à un acte intentionnel de violence, ou aux personnes qui vivaient dans un rapport familial durable avec elle;

5° à ceux qui portent volontairement secours à des victimes en dehors de l'exercice d'une activité professionnelle liée au domaine de la sécurité et en dehors de toute participation à une association quelconque structurée en vue de porter assistance et secours à des tiers, et qui sont dénommés « sauveteurs occasionnels », ou, en cas de décès du sauveteur occasionnel, à ses successibles au sens de l'article 731 du Code civil, jusqu'au deuxième degré, ou aux personnes qui vivaient dans un rapport familial durable avec lui.

B. La victime doit, au moment où l'acte de violence a été commis, être de nationalité belge, ou avoir le droit d'entrer, de séjourner ou de s'établir dans le Royaume, ou s'être vue octroyer par la suite par l'Office des étrangers un permis de séjour à durée indéterminée dans le cadre d'une enquête relative à la traite des êtres humains. (JU 12)

Cette condition n'est pas applicable aux sauveteurs occasionnels (art. 31, 5° juncto article 31bis, § 2)

Cette condition a été abrogée par l'article 10, a), de la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions en matière de Justice (II).

C. Une décision judiciaire définitive sur l'action publique est intervenue (JU 13) et le requérant a tenté d'obtenir réparation de son préjudice en s'étant constitué partie civile (JU 14), en ayant procédé à une citation directe ou en ayant intenté une procédure devant un tribunal civil.

Lorsque le dossier pénal est classé sans suite parce que l'auteur est demeuré inconnu (JU 15), la commission peut estimer que le dépôt de plainte ou l'acquisition de la qualité de personne lésée par le requérant est suffisant.

L'aide peut également être demandée lorsqu'un délai d'un an minimum s'est écoulé depuis la date de constitution de partie civile et que l'auteur demeure inconnu.

Cette condition n'est pas applicable aux sauveteurs occasionnels (art. 31, 5° juncto article 31bis, § 2).

L'article 31bis, § 1er, 3° et 4°, a été modifié par l'article 10 de la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions en matière de Justice (II):

3° Lorsque l'auteur est demeuré inconnu, le requérant doit avoir porté plainte, acquis la qualité de personne lésée ou s'être constitué partie civile.

Lorsque le dossier pénal a été classé sans suite pour ce motif, le dépôt de plainte ou l'acquisition de la qualité de personne lésée par le requérant est suffisant.

...

Est assimilée à une décision de non-lieu pour auteurs inconnus, la décision d'une juridiction civile ou répressive, déchargeant le prévenu ou le défendeur de la culpabilité d'un acte intentionnel de violence ou de la responsabilité des conséquences dommageables de celui-ci, pour autant que la décision établisse de façon indubitable la réalité de l'acte intentionnel de violence et de ses conséquences, sans en imputer à quiconque la responsabilité.

L'aide peut également être octroyée lorsqu'un délai de plus d'un an s'est écoulé depuis le dépôt de plainte, l'acquisition de la qualité de personne lésée ou la date de constitution de partie civile et que l'auteur demeure inconnu.

4° Lorsque l'auteur est connu, le requérant doit tenter d'obtenir réparation de son préjudice en s'étant constitué partie civile, en ayant procédé à une citation directe ou en ayant intenté une procédure devant un tribunal civil.

La requête ne pourra toutefois être introduite, selon le cas, qu'après qu'il aura été statué sur l'action publique par une décision judiciaire passée en force de chose jugée ou qu'après une décision du tribunal civil passée en force de chose jugée sur l'imputabilité ou l'indemnisation du dommage.

...

6° Lorsque le requérant, suite à des circonstances absolument indépendantes de sa volonté n'a pas pu porter plainte, n'a pas pu acquérir la qualité de personne lésée, n'a pas pu se constituer partie civile, n'a pas pu introduire une action ou n'a pas pu obtenir un jugement ou lorsque l'introduction d'une action ou l'obtention d'un jugement apparaît comme manifestement déraisonnable compte tenu de l'insolvabilité de l'auteur, la commission peut estimer que les raisons invoquées par le requérant sont suffisantes pour le dispenser des conditions prévues aux 3° et 4°.

Jurisprudence :

JU 07 ne sont pas des victimes au sens de la loi

- le ménage
- membres de la famille des personnes non décédées
- victime décédée avant l'introduction de la requête
- l'enfant non encore né
- personnes menacées
- témoins
- témoins: refus

Voir arrêt n° 188.771 du 15 décembre 2008 du Conseil d'Etat dans l'affaire 99579 (2006)

2.1.1. De verzoeker roept een eerste middel in, afgeleid uit de schending van de artikelen 28 tot 41, en met name artikel 31, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, juncto artikel 428 van het Strafwetboek. Hij laat gelden dat de Commissie hem niet als rechtstreeks slachtoffer van een opzettelijke gewelddaad erkent, terwijl hij nochtans als een rechtstreeks slachtoffer van de opzettelijke gewelddaad van ontvoering van zijn minderjarige dochter dient beschouwd te worden.

...

2.2. Ambtshalve moet worden vastgesteld dat het middel niet aangeeft in welk opzicht de artikelen 28 tot 41 van de wet van 1 augustus 1985, met uitzondering van artikel 31, zijn geschonden.

In zoverre het middel de schending aanvoert van andere artikelen van de wet van 1 augustus 1985 dan artikel 31, is het onontvankelijk.

2.3.1. Zoals uit de bestreden beslissing blijkt, steunt deze op artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, vervangen bij de wet van 26 maart 2003 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2004. In die versie, waarvan door geen der partijen wordt betwist dat ze te dezen van toepassing is, luidt die bepaling als volgt:

“De Commissie kan een financiële hulp toekennen aan:

1° personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad;

2° nabestaanden van of personen die in duurzaam gezinsverband samenleefden met een persoon die overleden is als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad;

3° ouders of personen die voorzien in het onderhoud van een minderjarig slachtoffer dat als gevolg van een opzettelijke gewelddaad een langdurige medische of therapeutische behandeling behoeft;

4° verwanten tot en met de tweede graad van of verwanten die in duurzaam gezinsverband samenleefden met een slachtoffer dat sinds meer dan een jaar vermist is indien deze vermissing naar alle waarschijnlijkheid te wijten is aan een opzettelijke gewelddaad.

5° ...”

Uit de vergelijking van punt 1°, enerzijds, en de punten 2° tot 4°, anderzijds, blijkt dat, naast de personen die zelf het voorwerp zijn geweest van gewelddaden (1°), bepaalde familieleden van dergelijke personen onder welbepaalde voorwaarden (2° tot 4°) eveneens in aanmerking kunnen komen voor het verkrijgen van een hulp. Ouders van een ontvoerd kind behoren niet tot de categorie van personen bedoeld in 1°. Zij kunnen in bepaalde gevallen wel onder de toepassing vallen van 2°, 3° of 4°.

Deze interpretatie wordt bevestigd door de parlementaire voorbereiding van de wet van 26 maart 2003 houdende de voorwaarden waaronder de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden een hulp kan toekennen, waarbij artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985 werd vervangen. Volgens het voorstel dat aan de basis lag van de wet van 26 maart 2003 zou artikel 31 worden vervangen door een bepaling naar luid waarvan een financiële hulp kon worden gevraagd door “wie een ernstig lichamenlijk en/of psychisch letsel ondervindt als gevolg van een opzettelijke gewelddaad”. In die bepaling werd geen onderscheid gemaakt tussen benadeelden die zelf het slachtoffer waren geweest van gewelddaden en familieleden van dergelijke slachtoffers. De bepaling vervat in de oorspronkelijke paragraaf 2 van artikel 31 van de wet, waarin uitdrukkelijk sprake was van personen die kosten of een nadeel aanvoeren ten gevolge van het overlijden van een slachtoffer overleden ten gevolge van een opzettelijke gewelddaad, werd in het voorstel niet overgenomen. In de toelichting bij het voorstel legde de indiener uitdrukkelijk uit dat “de voorgestelde tekst (...) ook de slachtoffers (kan) omvatten, op wiens persoon de gewelddaad niet werd gepleegd, maar die wél een ernstig psychisch letsel ondervinden (als gevolg van het) misdrijf: de ouders van een verkracht kind; de nabestaanden van een overleden slachtoffer; de ouder van een vermist kind waarbij een ernstig vermoeden bestaat van een opzettelijke gewelddaad; iemand die getuige is van een zware gewelddaad” (wetsvoorstel van de heer Verherstraeten, Parl. St., Kamer, 1999-2000, nr. 50-626/1, p. 4).”

De regering diende evenwel een globaal amendement in op het voorstel, waarin artikel 31 opnieuw zou worden gekenmerkt door een “opdeling in ‘rechtstreekse en onrechtstreekse slachtoffers’”, waarbij de “rechtstreekse slachtoffers” werden vermeld in een nieuw punt 1., en de “onrechtstreekse slachtoffers” in de punten 2. en 3. (amendement nr. 1 van de regering, Parl. St.,

Kamer, 2001-02, nr. 50-626/2). Later is de opsomming van “onrechtstreekse slachtoffers” nog verder gesubamendeerd (amendement nr. 7 van de regering, Parl. St., Kamer, 2001-02, nr. 50-626/4, p. 2), maar aan de door de regering voorgestelde bepaling van 1. (later 1° geworden) is niets meer gewijzigd. De wetsgeschiedenis laat er aldus geen twijfel over bestaan dat artikel 31, 1°, van de wet van 1 augustus 1985 slechts betrekking heeft op de slachtoffers op wier persoon de gewelddaad is gepleegd, niet op eventuele derden die ten gevolge van de gewelddaad op dat slachtoffer zelf ook schade lijden.

2.3.2. Het verzoek van de verzoeker en zijn echtgenote tot het verkrijgen van een hulp wordt door de bestreden beslissing onontvankelijk verklaard op grond dat “nergens uit de door (hen) neergelegde stukken blijkt dat zij het (rechtstreeks) slachtoffer zijn geweest van een opzettelijke gewelddaad”, zodat zij niet geacht kunnen worden te behoren tot de personen bedoeld in artikel 31, 1°, van de wet van 1 augustus 1985. Uit de motieven van de bestreden beslissing blijkt dat het ontzeggen van de hoedanigheid van “(rechtstreeks) slachtoffer” steunt op de vaststelling dat de feiten gepleegd zijn op de dochter van de verzoeker en zijn echtgenote, niet op deze laatsten zelf. Die feitelijke vaststelling, die in cassatie onaantastbaar is, wordt door de verzoeker overigens niet betwist.

Gelet op hetgeen hiervóór is uiteengezet in verband met de draagwijdte van artikel 31, 1°, heeft de Commissie uit de gedane vaststellingen wettig kunnen afleiden dat de verzoeker zelf geen slachtoffer is in de zin van de genoemde bepaling.

In zoverre het middel de schending inroept van artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985, faalt het naar recht.

le ménage

M40595 (2005)

Bij het beoordelen van een hulp dienen de voorschriften van de artikelen 31, 31bis, 32, 33 en 33bis van de wet van 1 augustus 1985 nageleefd te worden. Uit deze bepalingen blijkt duidelijk dat alleen natuurlijke personen voor een hulp van de Commissie in aanmerking komen. Indien de verzoekers ook namens de huwgemeenschap een hulpwensen te bekomen, dient deze aldus te worden afgewezen.

membres de la famille des personnes non décédées (exception: JU 09)

M40330 (2005)

Uit de stukken blijkt dat L, de minderjarige kleindochter (° 9 december 2000) van verzoekers, op 6 januari 2002 het slachtoffer werd van een poging tot doodslag, gepleegd door M.

...

Artikel 31 van voormelde wet somt de categorieën van personen op die in aanmerking kunnen komen voor de toekenning van een financiële hulp:

...

Met betrekking tot het voorliggend dossier dient te worden vastgesteld dat verzoekers tot geen enkele van de voornoemde categorieën behoren.

Zij vallen niet onder de eerste categorie omdat zij de gewelddaad (poging tot doodslag op hun kleindochter) niet zelf hebben ondergaan. Ze behoren ook niet tot categorie 2 omdat hun kleindochter niet is *overleden* ingevolge de op haar gepleegde gewelddaad. Evenmin kunnen verzoekers onder de derde categorie ondergebracht worden omdat ze niet de ouders zijn van het minderjarig slachtoffer noch voorzien in haar onderhoud. Tot slot gaat het hier ook niet om een vermissing (categorie 4) of een occasionele redding (5°).

De wetgever heeft de mogelijkheden van tussenkomst tot deze categorieën beperkt.

In die omstandigheden kan de Commissie niet anders dan het verzoekschrift als onontvankelijk af te wijzen.

M40952 (2005)

De echtgenote van verzoeker werd het slachtoffer van een postoverval. Verzoeker was hierbij niet aanwezig, doch verzoekt toch om de toekenning van een financiële hulp uit hoofde van morele schade.

De wet voorziet enkel in de mogelijkheid voor het indienen van een verzoekschrift

- voor rechtstreekse slachtoffers Luidens de vaste rechtspraak van de commissie houdt deze voorwaarde in dat er geweld moet gepleegd zijn tegen de persoon van de verzoeker. In het onderhavig dossier is dat niet het geval.
- voor nabestaanden van overleden slachtoffers In casu moet vastgesteld worden dat mevrouw V niet overleden is ingevolge de op haar gepleegde gewelddaden.

Nu verzoeker tot geen van voormelde categorieën behoort, dient zijn verzoekschrift als onontvankelijk te worden afgewezen.

M50936 (2006)

Op 23 mei 2004 kreeg de heer Y (hierna verzoeker) in dancing Reflex te Westerlo als omstaander van een vechtpartij een bierglas in zijn oog.

Mevrouw D (hierna verzoekster) is de moeder van verzoeker.

...

Volgens vaste rechtspraak van de Commissie houdt deze voorwaarde in dat er geweld moet gepleegd zijn tegen de persoon van de verzoek(st)er, m.a.w. de verzoekster moet zelf rechtstreeks slachtoffer geworden zijn van de fysieke gewelddaden. De hulpaanvraag van verzoekster dient als onontvankelijk te worden afgewezen.

M61303 (2008)

Les faits s'inscrivent dans le contexte d'une soustraction d'enfants à Bruxelles le 7 août 2002.

Les deux enfants de la requérante ont été emmenés en Albanie par leur père, T.

...

La requérante s'est constituée partie civile.

Le 7 août 2002 le tribunal de première instance de Bruxelles siégeant en référés a accordé à titre précaire l'autorité parentale exclusive à la requérante.

Une décision est intervenue le 28 février 2003 en Albanie confiant les enfants à leur père.

Le Tribunal de la Jeunesse de Bruxelles a confié le 26 novembre 2004 l'autorité parentale exclusive des enfants à la requérante.

Par jugement du 28 novembre 2005, le Tribunal Correctionnel de Bruxelles a condamné T à 5 ans d'emprisonnement et à payer à la requérante la somme provisionnelle de 12.500 €.

...

Tenant compte,

- de ce qu'il est indéniable que la requérante a subi un très important préjudice suite à sa séparation de ses enfants depuis plusieurs années;
- de ce que les faits portent en l'espèce sur la soustraction des enfants de la requérante;
- de ce que la requête ne rencontre pas les prescriptions de la loi du 1er août 1985 qui prévoit qu'une aide peut être octroyée aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence;
- de ce que cet acte intentionnel de violence suppose un élément matériel (emploi de la violence contre une personne physique) et un élément moral

(l'intention particulière dans le chef de l'agresseur de commettre un acte de violence à l'égard de la victime);

- de ce que l'enlèvement dont les enfants de la requérante ont été victimes ne peut être considéré comme un acte intentionnel de violence commis par le père des enfants envers la requérante ;
- de ce qu'en outre si le Tribunal de la Jeunesse de Bruxelles a confié le 26 novembre 2004 l'autorité parentale exclusive des enfants à la requérante, il y a lieu de prendre également en considération le fait qu'une décision est intervenue le 28 février 2003 en Albanie et qu'elle confiait les enfants à leur père ;

déclare la demande irrecevable ;

M70292 (2009)

Tenant compte,

- de ce que, dans le cas présent, les faits ne constituent pas un acte intentionnel de violence au sens de l'article 31 §1 de la loi du 1^{er} août 1985 puisque la requérante n'a pas subi directement l'acte intentionnel de violence que les auteurs des faits ne dirigeaient pas contre elle puisque les pièces du dossier répressif soumis aux membres de la commission ne font pas état d'une confrontation directe entre la requérante et l'auteur des faits ;
- de ce que deuxièmement, la requérante réclame la réparation d'un dommage par répercussion qui trouverait son origine dans l'agression subie par son époux, M. M ;
- de ce que toute personne qui prouve avoir souffert un dommage personnel par contrecoup de celui qui a frappé une victime initiale peut être considérée comme victime d'un dommage par répercussion ou par ricochet
- de ce que le dispositif mis en place par la loi du 1^{er} août 1985 ouvre le droit à introduire auprès de la commission une requête pour ce type de dommage à trois catégories de personnes : un proche d'une personne ou une personne qui vivait dans un rapport familial durable avec une personne dont le décès est la suite directe d'un acte intentionnel de violence; les personnes entretenant une relation avec la victime initiale fondée sur l'intérêt et qui seraient lésés par l'interruption de la relation due au décès de la victime ; les père et mère d'un mineur ou aux personnes qui ont à leur charge un mineur, qui suite à un acte intentionnel de violence, a besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée ; les parents jusqu'au deuxième degré d'une victime ou aux parents qui vivaient dans un rapport familial durable avec une victime disparue depuis plus d'un an, dont il est admis que la disparition est due selon toute probabilité à un acte intentionnel de violence ;
- de ce que la requérante n'entre dans aucune de ces catégories ;

la Commission déclare la demande recevable mais non fondée.

M80577 (2009)

F, mineur d'âge, a été victime d'une tentative de meurtre commis par son père, A. Le 21 Janvier 2007 à Seraing, A, irrité par sa compagne, la requérante, a reconnu avoir pris un couteau, s'être enfermé dans la chambre de l'enfant et avoir porté plusieurs coups de couteau sur le corps de l'enfant. A a reconnu avoir voulu tuer son fils avant de se suicider.

...

Tenant compte,

- de ce que la requérante a postulé l'octroi d'une aide en tant que victime directe (article 31 1° de la loi du 1er août 1985) ;
- de ce que le conseil de la requérante, dans son courrier du 20 novembre 2008, appuie sa demande sur l'Arrêt rendu par le Conseil d'Etat en date du 15 octobre 2008 (Réf. N° 187.091) ;
- de ce que la Commission constate en réalité que dans son arrêt du 15 octobre 2008 le Conseil d'Etat n'octroie pas le statut de victime directe à la requérante concernée par l'arrêt en question mais a estimé que la Commission n'avait pas exposé pourquoi l'article 31, 1° de la loi du 1er août 1985 n'aurait pu être applicable en l'espèce;
- de ce que l'article 31, 1° de la loi du 1er août 1985 stipule que la Commission peut octroyer une aide aux personnes qui ont subi un préjudice physique ou psychique important suite à un acte intentionnel de violence;
- de ce que l'acte intentionnel doit nécessairement comporter un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence dirigée contre la personne et un élément moral qui consiste dans l'intention de l'agresseur de commettre cet acte de violence ;
- de ce qu'en l'espèce, et au vu des pièces du dossier, la requérante ne peut être considérée comme une victime directe des faits commis envers son fils;

M80925 (2009)

Les deux hommes se placent au niveau de la portière conducteur de la voiture de la requérante et insultent son mari qui ne réagit pas. L'un des hommes donne un coup de pied dans la voiture de la requérante et l'autre dresse le chien sur la voiture. Le mari de la requérante sort de la voiture et la requérante appelle la police. Elle sort ensuite de la voiture et voit son mari à terre qui est mordu par le chien et reçoit des coups de pied dans le dos.

...

En l'espèce, le tribunal de première instance de Neufchâteau ne retient aucune prévention à charge des prévenus concernant la requérante, la requérante n'ayant pas été personnellement et directement victime de l'agression.

La requérante ne rentre dans aucune des catégories de victimes prévues par la loi du 1^{er} août 1985 et ne satisfait donc pas au prescrit de l'article précité.

Compte tenu de ces éléments, la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande irrecevable.

M90040 (2009)

- de ce qu'il résulte du système même de l'aide financière de l'Etat aux victimes et de son fondement que la victime d'un acte intentionnel de violence ne se voit pas conférer un droit subjectif à l'octroi d'une aide qui serait transmissible aux héritiers en cas de décès de la victime mais un simple intérêt dont le contentieux a été attribué à la Commission;
- de ce qu'en l'espèce, c'est le père de la requérante qui a été victime de l'acte intentionnel de violence et que par conséquent, la possibilité qu'il avait d'introduire une demande d'aide devant la Commission s'est éteinte au jour de son décès;
- de ce qu'au surplus, l'article 31, 2° de la loi du 1/8/1985 prévoit que la Commission peut accorder une aide financière « *aux proches d'une personne ou aux personnes qui vivaient dans un rapport familial durable avec une personne dont le décès est la suite directe d'un acte intentionnel de violence* » ;
- de ce qu'en l'espèce, il apparaît du jugement rendu par le tribunal correctionnel de Dinant le 29/3/2006 que Monsieur H est décédé depuis les faits pour une autre cause que le coup reçu ;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande irrecevable.

victime décédée avant l'introduction de la requête

M60898 (2007)

Gelet op de beslissing d.d. 9 oktober 2007, uitgesproken door de Derde Kamer;

Gelet op het overlijden van de heer J op 14 oktober 2004, overlijden waarvan de Commissie pas kennis kreeg na de betekening van de beslissing van 9 oktober 2007;

Gelet op het Koninklijk besluit van 18 december 1986 betreffende de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en aan de occasionele redders, inzonderheid artikel 36;

Aangezien er aanleiding toe is om in de voormelde beslissing d.d. 9 oktober 2007 een klaarblijkelijke onnauwkeurigheid te doen herstellen;

Op die gronden,

Bevelen wij dat de tekst van de beslissing vervangen dient te worden door onderstaande tekst:

l'enfant non encore né

M60789 (2007)

Op ... werd mevrouw H op brutale wijze verkracht.

N.a.v. deze verkrachting diende mevrouw H bij de Commissie een verzoek in tot toekenning van een noodhulp (dossier M2527). Gelet op het overlijden van verzoekster op 3 mei 2003, werd deze zaak geschrapt van de algemene rol (beslissing van de Commissie d.d. 22 november 2004).

Ondanks het gebruik van de morning-after pil bleek verzoekster na vijf maanden zwanger te zijn. Voor abortus was het toen te laat. Uiteindelijk werd uit deze verkrachting C geboren.

Thans verzoekt de heer T – de vriend van wijlen mevrouw H - in zijn hoedanigheid van voogd over C, om de toekenning van een hoofdhulp.

...

1. Het verzoek tot toekenning van een hulp voor de materiële schade (= vordering van C als erfgenaam-rechtsopvolger van haar overleden moeder) dient te worden afgewezen, aangezien een hulpverzoek bij de Commissie ten persoonlijke titel is. Uit de parlementaire bescheiden van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen kan worden afgeleid dat de wet geen burgerlijk recht tot schadeloosstelling heeft toegekend en dat de erfgenamen van de verzoeker geen titularis zijn van een overdraagbaar recht.

2. Het feit dat de Correctionele rechtbank aan C een morele schadevergoeding heeft toegekend van € 7.500, betekent niet dat zij hiervoor een financiële hulp kan krijgen vanwege de Commissie.

2.1. C kan zich niet beroepen op artikel 31, 1°, van de wet, aangezien deze bepaling de personen beoogt tegen wiens persoon zelf de gewelddaad rechtstreeks werd gepleegd. In casu heeft niet C zelf, maar wel haar moeder de gewelddaad (verkrachting) ondergaan.

In een gelijkaardig dossier (algemene rol MM315) nam een Franstalige kamer van de Commissie in 2003 een afwijzende beslissing (opgenomen in het Verslag over de werkzaamheden (2002-2004) van de Commissie, blz. 110-111):

“Entre le ... et le ... à X, la requérante, alors âgée de 15 ans, affirme avoir été violée par le nommé M (23 ans), qui était hébergé depuis quelques jours dans la famille et logeait dans sa chambre. Suite au fait, la requérante est tombée enceinte et a accouché le 18/05/1998 d'un petit garçon, Z. (...)

Si la requérante a effectivement subi directement un préjudice résultant de l'acte intentionnel de violence commis sur sa personne (relevant d'une atteinte grave au corps ou à la santé), son enfant n'a, par contre, subi aucune violence dirigée contre sa personne.

La demande de la requérante a fait l'objet d'un examen séparé (RG MM314) et la Commission a pris en compte l'important dommage moral subi par la requérante, qui s'est retrouvée enceinte suite aux faits, a accouché d'un petit garçon et a assuré la prise en charge de son enfant.

Il apparaît cependant que si la requérante peut être reconnue comme victime directe, son fils Z ne peut être reconnu ni comme victime directe, ni comme victime indirecte, au sens de la loi précitée.

La Commission estime dès lors que la demande de la requérante, agissant en tant que représentante légale de son fils Z, n'est pas recevable."

2.2. Opdat C kan beschouwd worden als behorend tot de tweede categorie, dient vast te staan dat haar moeder overleden is als gevolg van de op haar gepleegde feiten.

In zijn verslag d.d. 10 juni 2003 komt gerechtsdeskundige ... tot het besluit dat mevrouw H als gevolg van de feiten een ernstige deterioratie van haar psychische toestand vertoont. Voorheen was reeds een ernstige borderline persoonlijkheidsstoornis aanwezig, doch deze toestand heeft zich door een post-traumatische stoornis, dissociatie en ernstige "splitsing" geaggraveerd. Volgens de deskundige kan de verslechtering van de toestand geschat worden op 40%.

In verband met de vraag naar het bestaan van een causaal verband tussen de door de feiten aanzienlijk verergerde psychische toestand van mevrouw H en haar overlijden op 3 mei 2003, maakte de raadsman van verzoeker een attest d.d. 9 februari 2007 over, opgesteld door psychiater ..., die gedurende meer dan tien jaar de behandelende psychiater was van mevrouw H. In dit attest staat het volgende te lezen:

"Betrokkene is mij altijd bekend geweest met een zeer ernstige vorm van borderline persoonlijkheidsstoornis. De voornaamste symptomen daarvan waren: ernstige eetstoornissen onder vorm van boulimie, automutilatie (zelfverwonding), diverse suïcidepogingen en een totaal onvermogen om met zichzelf en anderen in harmonie te leven. Ik kan inderdaad bevestigen dat zij het slachtoffer is geworden van een verkrachting. Deze feiten werden ook door de politie vastgesteld. Ik kan alleen maar bevestigen dat haar toestand toen nog verder bergafwaarts is gegaan. Ze kreeg last van posttraumatische stress met nachtmerries, durfde niet meer alleen op straat, in toenemende mate toxicomaan gedrag en toename van de gedragsstoornis.

Ik moet er echter op wijzen dat zij, voorafgaand aan deze feiten, ook reeds ernstig was gestoord.

Een rechtstreeks causaal verband tussen de verkrachting en het overlijden is niet met zekerheid te stellen. Het is wél zo dat haar

lijdensdruk sindsdien wel is verhoogd en alzo misschien onrechtstreeks mee de aanleiding geweest is tot een geslaagde suïcide terwijl het daarvoor steeds ging om pogingen.”

Nu uit dit attest blijkt dat de causaliteit tussen de op mevrouw H gepleegde gewelddaad en haar overlijden geenszins vaststaat, lijkt niet voldaan aan de in artikel 31, 2° van voormelde wet bepaalde voorwaarde.

Aldus komt C niet in aanmerking voor de toekenning van een hulp in haar hoedanigheid van nabestaande.

2.3 C kan evenmin onder één van de andere drie categorieën worden ondergebracht.

Nu de wetgever de mogelijkheden van tussenkomst tot de in artikel 31 vermelde categorieën heeft beperkt, kan de Commissie niet anders dan het verzoek als onontvankelijk af te wijzen.

les personnes menacées

M2766 (2005)

En date du 30 mai 2000, le requérant a été agressé par trois individus dans son magasin. Il a été jeté à terre et s'est cogné la nuque. Ils l'ont menacé avec un revolver automatique gros calibre sur la tempe. Par après, Monsieur G et sa femme se sont retrouvés ligotés. L'agression était tellement menaçante qu'il a eu peur de mourir.

M3789 (2005)

Alors qu'elle travaillait comme intérimaire pour la société ABX à Liège, la requérante a été victime d'un hold-up en date du 28/01/1999. Sous la menace d'une arme, elle a dû se lever de son bureau et se coucher par terre pendant que les deux auteurs cagoulés se faisaient remettre l'argent.

M40902 (2005)

Uit de stukken blijkt dat verzoekster in de nacht van 28 op 29 februari 2004 het slachtoffer werd van verkrachting, opzettelijke slagen en verwondingen en mondelinge bedreigingen door de genaamde P. Ook S, de minderjarige dochter van verzoekster, werd door P geslagen. In het vonnis van de Correctionele rechtbank te Antwerpen lezen we het volgende: *“Het slachtoffer legde onmiddellijk een vrij nauwkeurige verklaring af waarbij zij beschreef op welke gruwelijke wijze zij een ganse nacht werd geslagen, bedreigd, gebeten en verkracht door haar ex-vriend, zijnde beklagde, met wie zij een kortstondige relatie had. Haar dochtertje werd gedwongen getuige te zijn van de zware geweldplegingen die op haar moeder werden gepleegd en deelde ook in de klappen.”*

...

Wat het verzoek van verzoekster qualitate qua haar minderjarige dochter S betreft, blijkt uit het dossier dat S fysisch geen blijvende letsels heeft opgelopen. Gelet op haar jonge leeftijd mag evenwel aangenomen worden dat ze zich ernstig bedreigd voelde en de op haar moeder gepleegde gewelddaden als traumatiserend heeft ervaren. De Commissie is bijgevolg van oordeel dat ook in hoofde van S een ernstig letsel in de zin van artikel 31, 1°, van voormelde wet kan weerhouden worden.

M40925 (2005)

Uit de stukken blijkt dat verzoeker, tijdens de uitoefening van zijn functie als inspecteur bij de lokale politie, op 29 mei 2001 in het politiekantoor te Melsele het slachtoffer werd van rechtstreekse bedreiging met wapenvertoon.

De genaamde S werd in genoemd kantoor verhoord inzake het niet-betalen van een geldboete. Op zeker ogenblik haalde S een oud oorlogsgeweer uit een tenniszak en laadde het wapen. Hij stond op dat ogenblik 1 à 2 meter van verzoeker en diens collega M. Hij hield het wapen gedurende een tiental minuten op de beide vaststellers gericht. Hij zei dat hij hen ging gijzelen en eiste het dienstwapen van beide agenten alsook de sleutel van het dienstvoertuig. Op zeker ogenblik slaagde M erin S te overmeesteren. Er ging een schot af uit het geweer. Verzoeker liep daarbij geen verwondingen op, maar was wel sterk geëmotioneerd.

M70872 (2008)

Op 6 oktober 2003 begaf A zich naar de woning van de verzoeker met een geladen Long Rifle met kaliber .22. Hij vuurde twee kogels af in de richting van de woning. Eén kogel doorboorde de voordeur.

...

Het vonnis vermeldt het volgende: “Het is aannemelijk dat ingevolge de feiten de burgerlijke partij, zeer ernstig zal getraumatiseerd geweest zijn, ondermeer beseffend dat hij werkelijk aan de dood is ontsnapt. Dergelijke gebeurtenissen zullen allicht blijvend een impact hebben op de burgerlijke partij. Wat de materiële schade betreft worden geen stukken voorgelegd. Dit alles in acht genomen komt voor gemengde materiële en morele schade een vergoeding van 2.500 euro billijk en toewijsbaar voor.”

Nergens in het dossier blijkt dat de verzoeker ten gevolge van de feiten een ernstige lichamelijke of psychische schade heeft ondervonden ten gevolge van het schot door de voordeur. Er is geen psychologisch of ander medisch attest. In het dossier is er evenmin sprake van een (tijdelijke of blijvende) arbeidsongeschiktheid.

De dader werd veroordeeld voor bedreigingen. Deze bedreigingen waren indirect (d.w.z. niet gericht op zijn persoon, maar gericht op zijn woning).

Bedreigingen kunnen inderdaad in sommige gevallen in aanmerking komen voor de commissie, bijvoorbeeld wanneer de verzoeker écht voor zijn leven vreesde. Dit kan wanneer de betrokkene een (al dan niet geladen) vuurwapen op zich gericht krijgt en hij overtuigd is dat het met hem gedaan is. In casu was de verzoeker in zijn woning toen een kogel ergens in een gedeelte van de woning insloeg waar hij op dat moment niet aanwezig was. Het is bijgevolg weinig waarschijnlijk dat de verzoeker écht voor zijn leven vreesde, temeer dat het bleef bij die ene kogel.

Er werd op geen enkel ogenblik geweld uitgeoefend op de persoon van de verzoeker. Men kan dan ook stellen dat er geen gewelddaad is geweest op de persoon van de verzoeker. Aldus is aan één van de basisvoorwaarden niet voldaan voor het bekomen van een financiële hulp.

témoins

M1569 (2006)

Le 30/04/1999, à Liège, le dénommé P, visage masqué, fait irruption dans le magasin d'alimentation tenu par les parents du requérant. Le nommé P interpelle la mère de S, la menace d'une arme puis tire un coup de feu en direction de son père, le blessant à la jambe, avant de s'enfuir en emportant la caisse. Le requérant assiste à toute la scène, présent à côté de ses parents.

...

Tenant compte :

d'une part :

- de la nature et des circonstances de l'agression subie par le requérant ;
- du fait que si le requérant n'a pas été directement visé par l'auteur des faits, le déroulement de l'agression armée subie par ses parents (mère menacée avec l'arme et père blessé par balles) auprès desquels il se trouvait a pu faire croire au requérant qu'il pouvait craindre pour sa vie ;
- des conclusions de l'expert judiciaire et de l'invalidité permanente de 8% que le requérant conserve ;
- du préjudice moral subi par le requérant ;
- des répercussions des faits sur la vie familiale et quotidienne du requérant ;
- des frais médicaux et d'expertise dûment justifiés au dossier ;

M40372 (2006)

Tenant compte d'une part :

- de la nature et des circonstances des faits d'agression subis par la requérante, en présence de sa fille mineure;
- du très jeune âge de M au moment des faits ;
- du lien l'unissant à l'auteur des faits (son père) ;

- du fait que la mère de M, qui s'était réfugiée dans un centre pour femmes battues avec ses enfants, a été, sous les yeux de ses enfants, victime de coups et blessures (frappée, étranglée par le père des enfants) avant d'être aspergée d'essence à laquelle le père des enfants a mis le feu, qu'une autre personne présente lors des faits a également été blessée et que la mère de M, gravement brûlée, s'est précipitée dans un ruisseau à proximité ;
 - que M, présente lors des faits, a pu légitimement craindre d'être également victime des faits de violence et a subi un préjudice très important lié aux faits;
 - du fait que l'enfant a été placée à plusieurs reprises suite à l'hospitalisation de longue durée de sa mère, nécessitée par les sévères séquelles que cette dernière conserve, que ces placements ont été très mal vécu par l'enfant et ont nécessité une prise en charge particulière ;
 - des répercussions des faits sur la santé et le développement affectif et social du mineur ;
 - du dommage moral important qui en résulte ;
 - des rapports d'évolution joints au dossier et de l'importance du suivi thérapeutique pour aider Maude face aux difficultés rencontrées ;
 - du fait qu'un suivi psychologique est poursuivi à l'heure actuelle ;
 - des frais médicaux, pharmaceutiques et thérapeutiques dûment justifiés au dossier ;
- et d'autre part :
- du fait que les difficultés rencontrées s'inscrivent dans une problématique familiale précédant les faits décrits au dossier ;

M40464 (2006)

Le 6 octobre 1999, le personnel du home pour handicapés est en réunion. Vers 13h35 M, membre du personnel, entre dans la salle. Habillé en tenue militaire, armé de quatre fusils de chasse, il tire en direction des personnes présentes.

Les parents de C sont tous deux éducateurs au home. L'enfant est présent lors de la fusillade.

...

Tenant compte :

d'une part :

- de la nature et des circonstances des faits d'agression subis par la fille du requérant qui est alors âgée de 5 ans;
- des conséquences des faits sur l'état de santé de l'enfant, tel que rapporté par le psychologue du service d'aide aux victimes de Namur;
- du préjudice moral subi par l'enfant ;

- du suivi thérapeutique nécessité pour aider l'enfant dans les difficultés rencontrées suite aux faits ;
- des répercussions des faits sur la situation sociale, familiale et émotionnelle de Cyrielle,

et d'autre part :

- de ce que les faits ont été reconnu comme accident de travail et que l'assureur loi a pris en charge les frais médicaux et pharmaceutiques.

la Commission estime devoir accorder au requérant, agissant au nom de sa fille mineure C, une aide principale de 3000 €.

M80400 (2008)

Om als rechtstreeks slachtoffer (art. 31, 1°) te kunnen worden aangemerkt, is luidens de vaste rechtspraak van de Commissie vereist dat er geweld gepleegd werd tegen de persoon van de verzoek(st)er.

Personen die getuige waren van een opzettelijke gewelddaad kunnen met een rechtstreeks slachtoffer worden gelijkgesteld, op voorwaarde dat er ernstige bedreigingen tegen hun persoon werden geuit (voor een overzicht van de rechtspraak van de Commissie terzake: zie het Verslag over de werkzaamheden (2002-2004) van de Commissie, blz. 112 e.v.).

Nopens de op verzoekster gepleegde feiten staat op blz. 20 van het vonnis van de Correctionele rechtbank te Leuven d.d. 8 november 2005 het volgende te lezen: "Verzoekster bevond zich aan de kassa in "De Brug" en werd bedreigd en opgesloten in de toiletten. Zelf werd zij niet gewond doch was getuige van de zware slagen die aan de anderen werden toegebracht."

Uit het door verzoekster ter zitting d.d. 24 november 2008 gegeven feitenrelaas blijkt dat ze wel degelijk ernstig werd bedreigd (er werd een pistool tegen haar hoofd geplaatst).

In die omstandigheden lijkt zonder meer voldaan aan de in artikel 31, 1°, van de wet bepaalde basisvoorwaarde tot toekenning van een financiële hulp.

Rekening houdend met de psychische impact van de feiten op het leven van verzoekster, meent de Commissie een hulp te kunnen toekennen overeenstemmend met de door de rechtbank toegekende schadevergoeding.

témoins: refus

M3698 (2006)

Par requête introduite au Secrétariat de la Commission en date du 21/10/2003, le conseil de la requérante expose que le fils sa cliente a été victime d'un acte intentionnel de violence et postule l'octroi d'une aide principale de € 30.000.

...

A Liège, en date du 16/2/2003, la requérante gare son véhicule à hauteur de son domicile pour y déposer son fils et son chien. Elle descend de la voiture et fait sortir son fils lorsqu'elle voit arriver en courant, le nommé C, cagoulé et pointant une arme dans sa direction. Sous la menace de son arme, le nommé C ouvre la portière conducteur, s'installe au volant et intime l'ordre à la requérante de lui remettre les clés du véhicule. La requérante lui demande de pouvoir prendre son chien qui se trouve sur la banquette arrière et s'exécute. Voyant l'arme de son agresseur de plus près et pensant avoir affaire à une arme factice, la requérante tente de s'en saisir mais le nommé C lui arrache des mains, lui assène un coup de crosse sur la tête et fait démarrer la voiture. La requérante étant tombée les jambes en dehors du véhicule et le buste entre les siège avant et arrière, est traînée sur toute la rue avant d'être éjectée du véhicule, le tout sous le regard de son fils.

...

Par jugement du 11/6/2003 passé en force de chose jugée, le tribunal correctionnel de Liège condamne le nommé C à une peine de trois ans d'emprisonnement et à payer à la requérante qui s'est constituée partie civile au nom de son fils, la somme de 1.500 € à titre provisionnel.

...

Dans son rapport transmis à la Commission le 27/4/2005, l'expert de l'OML conclut :

- que la requérante a été victime d'un car-jacking le 16/2/2003 dont son fils a été témoin;
- qu'un suivi psychiatrique a été nécessaire et efficace avec une évolution favorable;
- qu'il n'y a plus de plainte spontanée ni sur interpellation ;
- à une ITP de 20% du 16.02 au 15.03.2003 et à la consolidation du cas le 16.03.2003 avec une IPP de 0%.

...

Tenant compte :

- de l'article 31, 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1985 qui prévoit que la Commission peut octroyer une aide financière « aux personnes qui ont subi un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence » ;
- de ce qu'en l'espèce, suite à l'agression dont sa mère a été victime, le fils de la requérante ne conserve pas de séquelle permanente;
- du fait qu'il a bénéficié d'un traitement thérapeutique qui s'est révélé efficace ;

la Commission estime qu'il y a lieu d'accorder de déclarer la demande, non fondée.

[A la mère du requérant a été octroyée une aide de 20.000 €.]

M40258 (2007)

- de ce que pour être considéré comme victime directe il y a lieu de réunir deux éléments, à savoir un élément matériel (l'emploi de la violence dirigée contre la personne) et un élément moral (l'intention de l'agresseur de commettre cet acte de violence) ;
- de ce que le requérant a été témoin de faits de violence commis à l'encontre de sa mère mais n'a pas subi directement un acte intentionnel de violence ;
- de ce que la position de témoin d'un acte intentionnel de violence ne confère pas le statut de victime directe au regard de la loi du 1er août 1985 ;
- de ce que le caractère irrecevable de la requête est dès lors établi ;

M60819 (2007)

En date du 24 septembre 2001, à P, le requérant conduisait une voiture escortant le fourgon de la société GROUP 4 Securitas. Il prit les devants. Le fourgon fut braqué par les occupants d'une voiture et l'un d'eux ouvrit directement le feu. Averti de l'attaque par radio, le requérant fit demi-tour pour secourir ses collègues. Arrivé sur place, les agresseurs avaient déjà pris la fuite de sorte que le requérant pu libérer ses collègues.

...

Tenant compte,

- de ce que l'article 31, 1° de la loi du 1er août 1985 énonce que ... et que cet acte doit nécessairement comporter un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence dirigée contre une personne et un élément moral qui consiste dans l'intention de l'agresseur de commettre cet acte de violence ;
- de ce qu'aucune violence n'a été exercée à l'égard du requérant, les auteurs ayant déjà pris la fuite lorsque le requérant est arrivé sur les lieux ;
- de ce qu'en outre le requérant ne présente aucune séquelle physique ;
- de ce que l'article 31 bis, 5° stipule que ... et qu'en l'espèce il s'agit d'un accident du travail ;
- de ce que le requérant a bénéficié d'une indemnisation d'une assurance accidents de travail de 9.669,29 € ;
- de ce qu'il n'y a pas eu perte de revenus.

M70611 (2008)

Uit het proces-verbaal van verhoor van verzoekster (geciteerd onder punt I) blijkt dat zij zich achteraan in de winkel bevond toen er aan de kassa (vooraan in de winkel) schoten werden gelost. Verzoekster beseftte aanvankelijk niet dat het om een overval ging. Het was pas nadat een klant haar dit meedeelde dat ze de ernst van de situatie inzag en de hulpdiensten verwittigde.

In die omstandigheden is de Commissie van oordeel dat verzoekster niet ernstig bedreigd werd door de overvallers, nu zij niet oog in oog heeft gestaan met hen. De passage uit het p.v. van verhoor “Ik kan geen beschrijving geven van de daders, want ik heb er slechts 1 vaag gezien” is in dit verband veelzeggend.

Noch in de foto's van de wedersamenstelling, die zich in het strafdossier bevinden en waarvan de Commissie kennis heeft genomen, noch in de audiovisuele overtuigingsstukken, die ter beschikking werden gesteld van de Commissie, werden elementen aangetroffen die de bovenstaande these konden ontkrachten.

Hoewel de Commissie er niet aan twijfelt dat de feiten een grote impact hebben gehad op het leven van verzoekster en haar heel wat leed hebben berokkend, dient zij het hulpverzoek als ongegrond af te wijzen nu niet is voldaan aan de wettelijke voorwaarden.

M70612 (2008)

Om als rechtstreeks slachtoffer (art. 31, 1^o) te kunnen worden aangemerkt, is luidens de vaste rechtspraak van de Commissie vereist dat er geweld gepleegd werd tegen de persoon van de verzoek(st)er.

Personen die getuige waren van een opzettelijke gewelddaad kunnen met een rechtstreeks slachtoffer worden gelijkgesteld, op voorwaarde dat er ernstige bedreigingen tegen hun persoon werden geuit (voor een overzicht van de rechtspraak van de Commissie terzake: zie het *Verslag over de werkzaamheden (2002-2004) van de Commissie*, blz. 112 e.v.).

In tegenstelling tot wat haar zus E en haar broer J betreft, bevindt er zich in het strafdossier, waarvan de Commissie kennis heeft genomen, geen proces-verbaal van verhoor van verzoekster. Zij wordt in het dossier zelfs niet als getuige vermeld.

Evenmin blijkt uit de foto's van de wedersamenstelling, die zich in het strafdossier bevinden, noch uit de audiovisuele overtuigingsstukken, die ter beschikking werden gesteld van de Commissie, dat verzoekster door de overvallers ernstig werd bedreigd.

JU 08 victimes indirectes

- qui ?
- pas de droit transmissible
- décès non causé par une agression
- décès non causé par une agression: question à la Cour d'Arbitrage
- sauveteurs occasionnels

Qui ?

M40615 (2007)

Tenant compte,

- de ce que le requérant ne cohabitait plus avec la victime depuis très longtemps ;
- de ce que la loi du 1er août 1985 prévoit que la commission peut accorder une aide aux proches d'une personne ou aux personnes qui vivaient dans un rapport familial durable avec une personne dont le décès est la suite directe d'un acte intentionnel de violence ;
- de ce qu'il n'y avait aucune relation familiale durable et affective entre le requérant et la victime depuis plusieurs années;

déclare la demande recevable mais non fondée ;

[Cette décision a été cassée par arrêt n° 182.647 du 30 avril 2008.

Considérant, sur les première et deuxième branches, que le “mémoire en réponse” déposé le 23 mars 2007 devant la Commission pour le requérant par son conseil d'alors décrit en substance comme suit les relations du requérant avec sa mère et son beau-père depuis son enfance: placement en orphelinat dès l'âge de 3 ans avec visite de l'enfant en week-end une fois par mois, déchéance des droits parentaux de la mère, celle-ci le voyant de moins en moins, puis séjour du requérant chez sa mère et son beau-père pendant six mois, puis nouveau départ du requérant pour travailler comme apprenti chez un boulanger puis chez un boucher, vivant enmeublé et travailleur en usine à 15 ans, la mère devenue témoin de Jéhovah, les contacts se raréfiant encore; à l'âge de trente-six ans tentative de reprise contact se heurtant au refus de sa mère; que la décision attaquée constate certes souverainement en fait “que le requérant ne cohabitait plus avec la victime depuis très longtemps” et “qu'il n'y avait aucune relation familiale durable et affective entre le requérant et la victime depuis plusieurs années”, mais que la Commission n'a pu légalement et régulièrement décider, sur la base de ces seules constatations, que la demande du requérant, fils de la victime et donc proche de celle-ci au sens de l'article 31, 2/, de la loi du 1er août 1985 tel que modifié par la loi du 26 mars 2003, était recevable mais non fondée; qu'en ces branches le moyen est fondé;]

M40615 (2008)

Tenant compte d'une part :

- de l'article 31, 2° de la loi du 1er août 1985 qui prévoit que la commission peut accorder une aide aux proches d'une personne ou aux personnes qui vivaient dans un rapport familial durable avec une personne dont le décès est la suite directe d'un acte intentionnel de violence ;
- du dommage moral qu'a subi le requérant suite aux décès de sa mère;

et d'autre part :

- de ce qu'au moment des faits, le requérant ne vivait pas avec sa mère et n'entretenait plus aucune relation avec celle-ci depuis plusieurs années ainsi que cela ressort du dossier répressif;

la Commission estime qu'il y a lieu d'allouer au requérant une aide principale fixée ex æquo et bono, à ...

M80052 (2009)

- de ce qu'en l'espèce, la fille des requérants en tant qu'arrière petit-fille de la victime est un parent au troisième degré et qu'elle ne rentre donc pas dans les catégories de victimes pouvant être prises en compte par la Commission;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande non fondée.

M80227 (2009)

Artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985 bepaalt dat de Commissie een hulp kan toekennen aan “nabestaanden van of personen die in duurzaam gezinsverband samenleefden met een persoon die overleden is als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad” en aan “verwanten tot en met de tweede graad van of verwanten die in duurzaam gezinsverband samenleefden met een slachtoffer dat sinds meer dan een jaar vermist is (...)”.

De Commissie is van oordeel dat, naar analogie met deze categorie van verzoekers, zij als “nabestaanden van een overleden slachtoffer” enkel de verwanten tot en met de tweede graad in aanmerking kan nemen.

In ons verslag dd. 2 september 2008 werd hierop reeds gewezen, doch de verzoeker legde geen schriftelijke reactie noch andere stukken neer.

Gezien verzoeker de schoonbroer is van het overleden slachtoffer, dient de Commissie het verzoekschrift als onontvankelijk af te wijzen.

l'enfant non encore né

M41159 (2007)

Aan het minderjarig dochttertje A, dat door dit overlijden nooit haar zusje zal kennen, wordt een hulp in billijkheid toegekend van € 1.500. De Commissie

verwijst hiervoor naar het algemene rechtsbeginsel dat stelt dat een reeds verwekt kind als geboren wordt beschouwd, zodat het evenzeer rechten geniet, zij het onder voorbehoud dat het kind later levend en levensvatbaar ter wereld komt. Nu dit het geval is, is er geen enkele reden waarom van dit burgerrechtelijk principe zou worden afgeweken door de Commissie, nu deze zich aan de rechtsleer en rechtspraak dient te houden, zoals deze door de Belgische rechtbank wordt gevolgd.

M60876 (2008)

Une fois à l'intérieur, Monsieur L a affirmé que les jouets de la salle de jeux appartenaient à ses enfants et il a finalement porté un coup de pied dans le ventre de Madame G. ... Madame G s'est rendue aux toilettes et n'a rien dit à son époux à propos de l'incident. Mais un de leurs enfants a crié « frappe maman », le père de Z a donc demandé à son épouse ce qui se passait, elle lui a crié que tout allait bien. Il n'a donc plus fait attention à ce qui aurait pu se passer.

Le soir même, elle se rendit aux urgences. Les médecins estimaient qu'il fallait attendre 2 ou 3 jours pour voir l'état de l'enfant. Le lendemain, Madame G s'est plainte de douleurs au ventre, elle s'est donc présentée chez son gynécologue en urgence. L'hospitalisation fut nécessaire, elle passa donc les journées du 23 au 25 novembre en observation à la Citadelle. Mais durant la soirée du 25 novembre, la situation s'est aggravée ; à 21h13, Madame G dut accoucher mais l'enfant n'a pas survécu.

...

Tenant compte,

- de ce que le code civil belge consacre (en son article 725 2°) le principe « infans conceptus pro natus habetur » ;

M80328 (2009)

De Commissie stelt vast dat M nog niet geboren was (wel verwekt) toen zijn vader vermoord werd. Hij heeft dus niet de kans gekregen zijn vader te leren kennen, een element dat ongetwijfeld morele schade heeft teweeggebracht. Dit gegeven, gecombineerd met het feit dat hij wellicht ook verlies aan levensonderhoud heeft geleden, doet de Commissie ertoe besluiten een hulp toe te kennen zoals hierna bepaald.

ex-époux/se

M41281 (2005)

Wat het hulpverzoek van verzoeker betreft, dient te worden vastgesteld dat dit verzoek niet voldoet aan de in artikel 31, 2° van de wet van 1 augustus 1985 bepaalde voorwaarde. Luidens deze bepaling kan een financiële hulp worden toegekend aan *“nabestaanden van of personen die in een duurzaam*

gezinsverband samenleefden met een persoon die overleden is als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad". In casu kan verzoeker niet worden beschouwd als een nabestaande in de zin van de wet. Evenmin is voldaan aan de voorwaarde van *"samenleving in een duurzaam gezinsverband"* met het overleden slachtoffer, nu uit het dossier blijkt dat het huwelijk tussen verzoeker en mevrouw L reeds meer dan zes jaar ontbonden was op het ogenblik van de feiten.

In die omstandigheden dient het hulpverzoek van verzoeker als onontvankelijk te worden afgewezen.

M50169 (2007)

de ce qu'en l'espèce, au moment du décès de la victime, la requérante et lui étaient divorcés et par conséquent, même si la Commission admet que la requérante ait été marquée par le décès de son ex conjoint, elle estime néanmoins que la requérante et la victime ne vivaient plus dans un lien familial durable.

M61121 (2008)

Verzoeker leefde sedert 24 februari 2002 feitelijk gescheiden van zijn echtgenote, mevrouw L. Zij had nl. op reis naar Cuba een Cubaan, G, leren kennen en met wie zij een relatie begon. Sedert februari 2002 woonde hij met haar en de 3 kinderen samen.

Op 19 oktober 2002 heeft G gepoogd mevrouw L de keel over te snijden. De kinderen waren op het ogenblik van de feiten voor het weekend bij hun vader. Na de feiten zijn de kinderen met hun moeder onmiddellijk naar haar ouders in Gent gevluht, totdat G gearresteerd werd.

Op 7 mei 2003 is verzoeker van haar wettelijk gescheiden.

Op 9 augustus 2003 werd mevrouw L met een vuurwapen neergeschoten door G.

...

In de brief van de raadsman van verzoeker deelt deze laatste mee dat de rechtsbijstandsverzekeraar op basis van de waarborg 'onvermogen van derden' een bedrag uitgekeerd heeft van € 7.500 aan verzoeker.

...

Vermits op het ogenblik van de feiten de echtscheiding definitief was (er is ook nooit geen periode van verzoening geweest) kan er in dit geval geen sprake zijn van een duurzaam gezinsverband. De Commissie dient vast te stellen dat het verzoek van verzoeker als nabestaande in eigen naam onontvankelijk is.

M71092 (2008)

Tenant compte,

- de ce que la requérante a subi un dommage moral suite au décès tragique de son ex-compagnon (en effet il ressort de l'acte d'accusation que la victime et la requérante étaient séparés au moment des faits. L'acte d'accusation précise en outre que la victime envisageait de réintégrer la cellule familiale mais en était empêché par sa nouvelle compagne);
- de ce que dès lors le prescrit légal de la loi du 1er août 1985 (article 31 2°) est rencontré, la requérante et la victime vivant au moment des faits dans un rapport familial durable ;
- de ce qu'en effet la séparation du couple formé par la requérante et la victime datait du début janvier 2004 (soit un mois avant les faits) et que le couple entretenait toujours des relations eu égard notamment à leurs deux enfants ;
- de ce que l'auteur des faits est insolvable;
- de ce que la requérante n'a pas bénéficié d'une assurance;
- de ce que les frais funéraires exposés sont justifiés (la facture ayant été établie au nom de la requérante) ;
- de ce que l'arrêté royal du 18 décembre 1986 limite l'intervention pour les frais funéraires à 2.000 € ;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale ...

cousin/cousine - oncle/tante

99411-1 (2008)

Artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985 bepaalt dat de Commissie een hulp kan toekennen aan "nabestaanden van of personen die in duurzaam gezinsverband samenleefden met een persoon die overleden is als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad" en aan "verwanten tot en met de tweede graad van of verwanten die in duurzaam gezinsverband samenleefden met een slachtoffer dat sinds meer dan een jaar vermist is (...)".

Volgens de vaste rechtspraak van de Commissie kunnen, naar analogie met deze categorie van verzoekers, als "nabestaanden van een overleden slachtoffer" enkel de verwanten tot en met de tweede graad in aanmerking genomen worden.

Gezien verzoekster het nichtje is van het overleden slachtoffer, dient de Commissie het verzoekschrift als onontvankelijk af te wijzen.

M50122 (2006)

et d'autre part :

- du fait que l'article 31, 2° et 4° de la loi du 1^{er} août 1985 précise que la Commission peut octroyer une aide « *aux proches d'une personne ou aux personnes qui vivaient dans un rapport familial durable avec une personne dont le décès est la suite directe d'un acte intentionnel de violence* » et « *aux parents jusqu'au deuxième degré d'une victime ou aux parents qui vivaient dans un rapport familial durable avec une victime disparue(..)* » ;
- que par analogie avec cette dernière catégorie de requérants, la Commission estime ne devoir prendre en compte comme proches d'une victime décédée, que les parents jusqu'au deuxième degré, c'est-à-dire, les enfants de la victime et leurs descendants, ses père et mère, ses frères et sœurs ;
- que la requérante est la nièce de la victime ;
- que la requérante ne cohabitait pas avec son oncle au moment des faits ;

la Commission estime que la demande de la requérante est recevable mais non fondée.

beau-frère, belle-soeur

M3300 (2005)

- que l'article 31 de la loi du 1^{er} août 1985 précise que la Commission peut octroyer une aide « *aux proches d'une personne ou aux personnes qui vivaient dans un rapport familial durable avec une personne dont le décès est la suite directe d'un acte intentionnel de violence* » et « *aux parents jusqu'au deuxième degré d'une victime ou aux parents qui vivaient dans un rapport familial durable avec une victime disparue(..)* » ;
- que par analogie avec cette catégorie de requérants, la Commission estime ne devoir prendre en compte comme proches d'une victime décédée, que les parents jusqu'au deuxième degré, c'est-à-dire, les enfants de la victime et leurs descendants, ses père et mère, ses frères et sœurs ;
- que le requérant est le beau-frère de la victime ;
- que le requérant ne cohabitait plus avec sa belle-sœur au moment des faits ;
- qu'une aide a été octroyée par la Commission pour son épouse, sœur de la victime ;
- que si la Commission tient compte du dommage subi par le requérant suite aux faits, elle considère qu'aucun élément particulier au dossier ne permet d'estimer la nécessité de l'octroi d'une aide telle que prévue par la loi ;

dès lors, la Commission estime que la demande du requérant est recevable mais non fondée.

M40573 (2005)

Wat het verzoek van mevrouw V in eigen naam betreft [schoonzuster van het overleden slachtoffer], stelt de Commissie vast dat verzoekster geen nabestaande van of persoon is die in duurzaam gezinsverband samenleefde met een persoon die overleden is als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad, zoals artikel 31, 2° van de wet van 1 augustus 1985 voorschrijft.

De Commissie kan dan ook niet anders dan het verzoek van mevrouw V in eigen naam als onontvankelijk te verklaren.

autres

M70253 (2007)

Par arrêt rendu le ..., la Cour d'Assises de Liège stipule :

- attendu qu'il ressort du dossier que la requérante entretenait une relation homosexuelle avec la victime ;
- attendu que les affirmations de la requérante quant à une vie commune ne peuvent énerver les éléments du dossier qui révèlent :
 - que la victime était loin de lui réserver ses faveurs ;
 - que la victime avait aussi une activité hétérosexuelle ;
 - que les parties habitant le même immeuble étaient administrativement domiciliées dans des appartements distincts dans lesquels elles paraissaient vivre chacune de leur côté ;
 - attendu que la requérante n'apporte pas la preuve que leur relation était stable et exclusive ; que le souvenir de la victime qu'elle entretiendrait dans son appartement, s'il était prouvé, serait sans incidence sur le fondement de sa demande,

et dit non fondée l'action de la partie civile (la requérante).

...

Tenant compte,

- de ce que l'article 31, 2° de la loi du 1er août 1985 stipule que "la Commission peut octroyer une aide financière aux proches d'une personne ou aux personnes qui vivaient dans un rapport familial durable avec une personne dont le décès est la suite directe d'un acte intentionnel de violence »;
- de ce que la Cour d'Assises de la Province de Liège n'a pas fait droit à la réclamation civile de la requérante dans son arrêt particulièrement bien motivé du ... et dont la commission fait siens les attendus résumés ci-dessus (voir "suites judiciaires");
- de ce que la commission se doit donc de considérer que la requérante ne vivait pas dans un rapport familial durable avec la victime,

la commission déclare la demande irrecevable.

M70379 (2007)

Op 25 juni 2002 werd wijlen mevrouw B, de stiefdochter van verzoeker vermoord door haar echtgenoot.

...

Artikel 31, 2° van voormelde wet voorziet de mogelijkheid van een hulp aan “nabestaanden van of personen die in duurzaam gezinsverband samenleefden met een persoon die overleden is als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad”.

Bij de invulling van het begrip “nabestaanden” leest de Commissie deze bepaling samen met de overige bepalingen van artikel 31. Zo worden de verwanten in punt 4° concreter omschreven als “de verwanten tot en met de tweede graad” (bloedverwanten).

Nu verzoeker geen graad van bloedverwantschap vertoont met de overledene en evenmin met haar in een duurzaam gezinsverband heeft samengeleefd, is niet voldaan aan één van de wettelijke voorwaarden tot toekenning van een hulp.

pas de droit transmissible

M3415 (2006)

De wet van 1 augustus 1985 heeft geen burgerlijk recht tot schadeloosstelling toegekend en de erfgename van mevrouw C is geen titularis van een overdraagbaar recht (Parl. Hand., Kamer, zitting van 23 juli 1985, blz. 3480 en verslag in naam van de Senaatscommissie van Justitie door de heer VAN ROMPAEY – Documenten Senaat 1984-85, blz. 873).

M50721 (2006)

Ter zitting legden de raadslieden een pleitnota neer waarin zij hun argumenten uiteen zetten met betrekking tot zijn vordering als rechtsopvolger van ..., begroot op € 125.000,00 als schade ex haerede.

Zij benadrukken dat het gemeen recht van toepassing is en verwijzen naar de bespreking van het wetsontwerp in de Kamer (parlementaire handelingen Kamer, zitting 23.7.1985, p. 3.483).

Volksvertegenwoordiger Baert interpelleerde de toenmalige minister van Justitie omtrent de vraag of personen die ten laste zijn van het slachtoffer, de procedure ingesteld door het slachtoffer niet kunnen verderzetten. Volksvertegenwoordiger Baert merkte op ‘het geeft zo min of meer de schijn dat de aanspraak op vergoeding die het slachtoffer kan maken, zou overgaan op zijn erfgenamen, maar dat bij gebreke aan uitdrukkelijke bepaling, het burgerlijk recht zou moeten worden toegepast.

Hierop repliceerde de minister van justitie dat hij niet op alle praktische vragen zou antwoorden, en derhalve kwam dit onderdeel van de interpellatie niet verder aan bod.

De raadslieden van verzoeker stellen verder in hun zittingsnota:

“het is duidelijk dat dit volstrekt onvoldoende is om, bij gebrek aan enige aanwijzing terzake in de wet zelf, te stellen dat in hoofde van de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden geen burgerlijk recht zou zijn toegekend, en dat de vordering niet overdraagbaar zou zijn.

Hetgeen evenwel meer is, de wetswijzigingen die er naderhand zijn geweest, wijzen er integendeel op dat wel een burgerlijk patrimonieel recht tot schadeloosstelling, was beoogd, zodat volstrekt niet kan worden ingezien waarom – de lege lata – de gemene erfrechtregeling hierop niet van toepassing zou zijn.

Thans bepaalt art. 31 van de wet van 1 augustus 1985 dat de commissie een financiële hulp kan toekennen aan rechtstreekse en onrechtstreekse slachtoffers (art. 31, 1° en 2°), maar verder in art. 31bis: “de financiële hulp als bedoeld in de artikelen 31 1 tot 4 wordt toegekend onder de volgende voorwaarden ...

en dat de wetgever steeds een burgerlijk, patrimoniaal recht tot schadeloosstelling heeft beoogd.

M.a.w. als aan de voorwaarden van art. 31bis van de wet van 1 augustus 1985 is voldaan, (gewelddaad in België gepleegd, slachtoffer bezit de Belgische nationaliteit, definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering of seponering, verzoek ingediend binnen de drie jaar en schade kan niet afdoend op een andere manier worden hersteld), dan heeft de commissie geen andere mogelijkheid dan de hulp toe te kennen. De hulp wordt toegekend!

Onder de gestelde voorwaarden, en voor de in art. 31 bedoelde categorieën van personen, betreft het dus wel degelijk een patrimoniaal recht, een burgerlijk recht dat in geld waardeerbaar is, en dat aldus in het vermogen valt.

(...)

Als het derhalve een patrimoniaal recht betreft, is er geen enkele reden om, bij gebreke aan andersluidende wettelijke bepaling, te stellen dat dit recht niet in het patrimonium van de overleden rechtstreekse slachtoffers zou vallen, en al evenmin om te stellen dat dit bij hun overlijden teloor zou gaan en niet zoals alle andere patrimoniale rechten en plichten zou vererven op hun erfgenamen.”

De raadslieden voegen er nog aan toe dat het volkomen onbillijk zou zijn dat erfgenamen van slachtoffers die zijn overleden nog voor tussenkomst van de commissie hun rechten zouden zien teloor gaan in tegenstelling tot de erfgenamen van rechtstreekse slachtoffers die wel al betaling kregen via de commissie.

...

Wat betreft de vordering als rechtsopvolger van ... en de vergoeding wegens schade ex haerede

Uit de wet blijkt duidelijk dat de financiële tegemoetkoming die door de Commissie wordt toegekend geen recht op schadeloosstelling uitmaakt, voorzien in het burgerlijk recht, zoals bijvoorbeeld de toepassing van art. 1382 B.W. of een vorm van tegemoetkoming voorzien in het sociale zekerheidsrecht.

Dat het een volledig op zich staande tegemoetkoming betreft, blijkt uit diverse elementen:

- De tegemoetkoming wordt toegekend vanuit de filosofie van een solidariteit van de maatschappij/overheid ten aanzien van de slachtoffers of hun nabestaanden van opzettelijke geweldsmisdrijven, en sinds kort ook van occasionele redders.
- De bevoegdheid tot toekenning van deze financiële tegemoetkoming werd niet aan de gewone rechtbanken toegekend, doch aan een specifiek daartoe opgericht administratief rechtcollege.
- Een specifieke rechtspleging is voorzien.
- Er is een limitatieve opsomming zowel wat betreft de rechthebbenden, als de schadeposten waarvoor tussenkomst kan worden gevraagd.

In tegenstelling tot hetgeen de raadslieden van verzoeker voorhouden, is het derhalve afdoende duidelijk dat de wet van 1 augustus 1985 afwijkt van het gemeen recht.

De limitatieve opsomming van de categorieën van rechthebbenden, met het belangrijke onderscheid tussen de rechtstreekse slachtoffers en de nabestaanden enerzijds, en van de in aanmerking te nemen schadeposten anderzijds, brengt met zich mee dat verzoeker niet tegelijkertijd ook een financiële tegemoetkoming kan bekomen als erfopvolger van zijn zus voor het leed dat zijzelf (ontegensprekelijk) heeft geleden.

De raadslieden zien ook ten onrechte een juridische nuance in de terminologie gehanteerd in de art. 31 en 31 bis van de wet 'kan' en 'wordt'. Uit het samenlezen van de tekst blijkt voldoende duidelijk dat aan de voorwaarden gekoppeld aan de hoedanigheid van verzoekers en de opsomming van de schadeposten waarvoor wordt tussengekomen, cumulatief dient te worden voldaan.

[Le recours en cassation a été rejeté par arrêt n° 188.772 du 15 décembre 2008.]

M51121 (2006)

de ce que les frais funéraires ont été payés par la défunte mère de la requérante. L'article 31 de la loi du 1^{er} août 1985 ne confère pas un droit civil à l'indemnisation, la commission n'intervenant qu'à titre d'aide. Les héritiers de Madame H ne sont donc pas titulaires d'un droit civil transmissible qui leur permettrait de demander une aide pour le remboursement des frais funéraires qui ont été facturés à leur défunte mère et payés par celle-ci ;

M80291 (2009)

- de ce que l'article 32 §2 1° dispose que pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 2°, la commission se fonde entre autres sur le dommage moral ;
- de ce que la nature du rapport familial durable avec une personne dont le décès est la suite directe d'un acte intentionnel de violence se détermine, entre autres, par la cohabitation ou non du requérant avec la victime ;

d'autre part

- de ce que les faits ont eu lieu en date du 1^{er} mai 2006 ;
- de ce que le requérant est né le 20 juin 2007 ;
- de ce que le requérant n'était donc pas né au moment des faits ;
- de ce que, dans ces conditions, il ne saurait y avoir de dommage moral dans le chef d'un requérant qui n'était pas vivant au moment du décès de la personne pour laquelle la présente requête est introduite en tant que proche d'une personne ou personne qui vivait dans un rapport familial durable avec une personne dont le décès est la suite directe d'un acte intentionnel de violence ;
- de ce que le système mis en place par la loi du 1^{er} août 1985 ne confère pas au proche d'une victime décédée des suites d'un acte intentionnel de violence un droit subjectif : les héritiers ne peuvent, dès lors, pas faire valoir un dommage en qualité d'ayants droit de la victime puisque celui-ci n'est pas titulaire d'un droit transmissible ;
- de ce que l'aide financière octroyée par la commission, qui consiste en un geste de solidarité sociale, relève d'un souci d'équité ;
- de ce que le montant de l'aide est, donc, fixé en équité et ne correspond pas nécessairement à la réparation intégrale du préjudice subi ;
- de ce que la commission n'est pas tenue par l'autorité de la chose jugée d'une décision judiciaire ayant statué précédemment sur les intérêts civils du requérant,

la Commission déclare la demande recevable, mais non fondée.

M80737 (2009)

De verzoekster vraagt een vergoeding als erfgename. Uit de wet blijkt duidelijk dat de financiële tegemoetkoming die door de Commissie wordt

toegekend geen recht op schadeloosstelling uitmaakt, voorzien in het burgerlijk recht, zoals bijvoorbeeld de toepassing van art. 1382 B.W. of een vorm van tegemoetkoming voorzien in het sociale zekerheidsrecht. Dat het een volledig op zich staande tegemoetkoming betreft, blijkt uit diverse elementen:

De tegemoetkoming wordt toegekend vanuit de filosofie van een solidariteit van de maatschappij/overheid ten aanzien van de slachtoffers of hun nabestaanden van opzettelijke geweldsmisdrijven, en sinds kort ook van occasionele redders.

De bevoegdheid tot toekenning van deze financiële tegemoetkoming werd niet aan de gewone rechtbanken toegekend, doch aan een specifiek daartoe opgericht administratief rechtscollege.

Een specifieke rechtspleging is voorzien.

Er is een limitatieve opsomming zowel wat betreft de rechthebbenden, als de schadeposten waarvoor tussenkomst kan worden gevraagd.

Het verzoek tot toekenning van een hulp als erfgenaam-rechtsopvolger van haar overleden vader) dient dan ook te worden afgewezen, aangezien een hulpverzoek bij de Commissie ten persoonlijke titel is. Uit de parlementaire bescheiden van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen kan worden afgeleid dat de wet geen burgerlijk recht tot schadeloosstelling heeft toegekend en dat de erfgenamen van de verzoeker geen titularis zijn van een overdraagbaar recht. Deze zienswijze van de Commissie werd trouwens bevestigd door het arrest nr. 188.772 dd. 15 december 2008 van de Raad van State.

décès non causé par une agression

M50643 (2006)

En l'espèce, il n'apparaît pas à suffisance des éléments du dossier répressif que la mère de la requérante ait effectivement été victime d'un acte intentionnel de violence, la thèse du suicide et la thèse du meurtre ayant été soulevées dans l'acte d'accusation et l'auteur des faits ayant été acquitté par le jury d'assises.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande de la requérante, irrecevable.

M51114 (2006)

Uit de stukken blijkt dat de moeder van verzoekster, mevrouw C op 21 oktober 1993 in haar café slachtoffer was van poging tot doodslag gepleegd door de heer L.

Mevrouw C werd gehospitaliseerd en maakte een lang genezingsproces door, evenwel met behoud van belangrijke restletsels die geconsolideerd werden op 1 mei 1995.

Zij overleed op 10 maart 2003.

...

Nergens is er in het dossier sprake van de oorzaak van het overlijden van mevrouw C. Zij overleed op 10 maart 2003, dit is 10 jaar na de feiten en 8 jaar na de consolidatiedatum.

Van bij de ontvangstmelding werd verzoekster erop gewezen dat volgens artikel 31, 2^{de} van de wet van 1 augustus 1985 een hulp kan worden toegekend aan nabestaanden van een persoon die overleden is als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad.

Er werd dan ook gevraagd aan te tonen dat het overlijden van haar moeder het rechtstreeks gevolg was van een opzettelijke gewelddaad. Er werd hierop niet geantwoord.

M61267 (2007)

A Bruxelles le 13 septembre 1998 L se trouve en rue lorsqu'un individu la bouscule pour lui arracher son sac. La victime tombe sur le sol et subit plusieurs contusions ainsi qu'une fracture du col du fémur.

Madame L est décédée le 20 décembre 2004.

...

L'affaire a fait l'objet d'un classement sans suite pour auteurs inconnus. ...

Le 15 décembre 2006, le secrétariat de la Commission sollicitait auprès de la requérante un rapport médical établissant lien de causalité entre le décès de Mme L et l'agression du 13 septembre 1998.

Dans le courrier de la famille T du 1er avril 2007, il est précisé qu'aucun rapport médical ne pourra être communiqué car le médecin n'a pas voulu réagir à la demande de la famille de la requérante.

A défaut de certificat médical la famille T a exposé un bilan non médical pour justifier le lien de causalité entre l'agression de 1998 et le décès en 2004.

...

de ce que le lien causal entre le décès de la victime (en 2004) et les faits (en 1998) n'est pas établi à suffisance ;

M61281 (2008)

- de ce que l'expert médico-légal conclut qu'il y a un lien indirect entre le décès de la fille de la requérante et l'agression sexuelle ;
- de ce que le prescrit légal de l'article 31 2° de la loi du 1er août 1985 n'est pas rencontré ;

M70819 (2008)

- de ce que l'agression initiale de la victime remonte à juin 1997;
- de ce que la victime est décédée en 2006;
- de ce que l'article 31 2° de la loi du 1er août 1985 prévoit que la Commission peut octroyer une aide financière « aux proches d'une victime ou aux personnes qui vivaient dans un rapport durable avec une personne dont le décès est la suite directe d'un acte intentionnel de violence » ;
- de ce qu'en l'espèce le rapport d'expertise d'avril 2007 n'établit pas que le décès de la victime résulte directement de l'agression dont il a été victime en 1997 mais bien d'un suicide dû conjointement à sa dégradation neurologique et à la pathologie survenue chez son épouse ;
- de ce que le décès du père du requérant n'est pas directement liés aux faits de 1997 ;
- de ce que le lien de causalité directe n'est en conséquence pas établi à suffisance ;

décès non causé par une agression: question à la Cour d'Arbitrage

M50415 (2005)

Op 31 maart 1999 kreeg mevrouw B, de moeder van A en N, te Kortrijk een forse klap van de heer J. Het slachtoffer viel achterover en kwam met het achterhoofd tegen een aantal houtblokken terecht.

Mevrouw B overleed op 7 mei 2003, doch niet als gevolg van de gewelddaad.

...

De wet voorziet dus enkel in de mogelijkheid voor het indienen van een verzoekschrift

- voor rechtstreekse slachtoffers

Luidens de vaste rechtspraak van de commissie houdt deze voorwaarde in dat er geweld moet gepleegd zijn tegen de persoon van de verzoek(st)er. In het onderhavig dossier is dat niet het geval.

- voor nabestaanden van overleden slachtoffers

In casu moet vastgesteld worden dat mevrouw B weliswaar overleden is, doch *niet* ingevolge de op haar gepleegde gewelddaden.

Nu A en N tot geen van voormelde categorieën behoren, lijkt hun verzoekschrift als onontvankelijk te moeten worden afgewezen.

In zijn schriftelijke reactie d.d. 18 oktober 2005 stelt de raadsman van verzoekers dat voornoemd artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985 een schending uitmaakt van het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel (art. 10 van de Grondwet).

Volgens de raadsman is er sprake van een verschillende behandeling van:

- enerzijds de erfgenamen van een slachtoffer van een opzettelijke gewelddaad gepleegd door een solvabele dader en anderzijds de erfgenamen van een slachtoffer van een opzettelijke gewelddaad gepleegd door een insolvabele dader;
- enerzijds een slachtoffer van een opzettelijke gewelddaad dat in leven blijft totdat de procedure voor de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden volledig is uitgeput en anderzijds een slachtoffer van een opzettelijke gewelddaad dat overlijdt vooraleer de procedure voor de Commissie volledig is beëindigd.

Om die reden meent de raadsman dat voornoemd artikel 31 buiten toepassing moet blijven, of, minstens, dat de Commissie in dit verband een *prejudiciële vraag* dient te richten aan het Arbitragehof.

De regeling betreffende de prejudiciële vraagstelling ligt vervat in de artikelen 26 tot 30 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Artikel 26, § 2, van deze wet luidt als volgt:

“Indien een vraag te dien aanzien wordt opgeworpen voor een rechtscollege, dan moet dit college het Arbitragehof verzoeken op deze vraag uitspraak te doen.

Het rechtscollege is daartoe echter niet gehouden :

1° (...)

2° *wanneer het Arbitragehof reeds uitspraak heeft gedaan op een vraag of een beroep met een identiek onderwerp.*

Het rechtscollege waarvan de beslissing vatbaar is voor, al naar het geval, hoger beroep, verzet, voorziening in Cassatie of beroep tot vernietiging bij de Raad van State, is daartoe evenmin gehouden wanneer de wet, het decreet of de in artikel 134 van de Grondwet bedoelde regel een regel of een artikel van de Grondwet bedoeld in § 1 klaarblijkelijk niet schendt of wanneer het rechtscollege meent dat het antwoord op de prejudiciële vraag niet onontbeerlijk is om uitspraak te doen.”

Wat de onderhavige zaak betreft, meent de Commissie dat artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985 het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel klaarblijkelijk niet schendt, zodat de Commissie zich, als lager rechtscollege, niet genoodzaakt acht tot het stellen van een prejudiciële vraag aan het Arbitragehof.

In een geijkte uitdrukking definieert het Arbitragehof de draagwijdte en de evaluatiecriteria van het gelijkheidsbeginsel als volgt: “De grondwettelijke regels van de gelijkheid sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is. Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer

vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.”

De Commissie is van oordeel dat de door de raadsman aangeduide verschillende behandeling tussen de twee categorieën personen redelijk te verantwoorden is, rekening houdend met het doel van de wet van 1 augustus 1985. De rechtvaardiging voor de verschillende behandeling is te vinden, enerzijds, in de aard van de door de wet van 1 augustus 1985 ingestelde subsidiaire schadevergoedingsregeling en, anderzijds, in de beperkte middelen ervan.

de aard van de schadevergoedingsregeling

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 1 augustus 1985 blijkt dat de wetgever het “billijk” heeft geacht “te voorzien in een financiële tegemoetkoming vanwege de Staat bij de schadeloosstelling van het slachtoffer, wanneer de misdaadpreventie de opzettelijke gewelddaad niet heeft kunnen voorkomen”.

De grondslag voor de tegemoetkoming vanwege de Staat is geenszins “een vermoeden van schuld dat op de Staat rust, omdat deze laatste het misdrijf niet heeft kunnen voorkomen” maar wel “een principe van collectieve solidariteit tussen de leden van een zelfde natie”.

“Het ontwerp is dan ook in generlei opzicht een verzwakking van de aansprakelijkheid van de daders van het misdrijf en evenmin voert het een soort van aansprakelijkheid van de Staat in” (*Parl. St.*, Senaat, 1984-1985, nr. 873/1, p. 17, en nr. 873/2/1°, p. 5).

De wetgever heeft bijgevolg gekozen voor een stelsel van subsidiaire hulp (artikel 31, § 1, 1, van de wet van 1 augustus 1985), waarvan het bedrag naar billijkheid wordt bepaald en de door de wetgever vastgestelde bedragen niet mag overschrijden (artikel 33 van die wet).

Artikel 32 stelt bovendien op beperkende wijze de nadelen vast die voor de toekenning van de hulp in aanmerking kunnen worden genomen. Die beginselen van subsidiariteit en beoordeling naar billijkheid zijn volgens de parlementaire voorbereiding essentieel (*Parl. St.*, Senaat, 1984-1985, nr. 873/2/1°, pp. 7 en 8).

de beperkte middelen van de schadevergoedingsregeling

Artikel 38 van de wet bepaalt dat de hulp toegekend ingevolge de beslissing van de commissie, door de Minister van Justitie wordt vereffend, rekening houdend met de beschikbare middelen van het Fonds.

Die beperking van de beschikbare middelen blijkt ook uit het gegeven dat het Fonds niet wordt gefinancierd met belastinggelden maar wel met een bijdrageverplichting die wordt opgelegd bij iedere veroordeling tot een criminele of correctionele hoofdstraf.

Uit de parlementaire voorbereiding volgt tenslotte dat het om een buitengewone schadeloosstelling gaat, “hetgeen betekent dat de toekenning ervan nooit als een recht kan worden opgevorderd” (*Parl. St.*, Senaat, 1984-1985, nr. 873/2/1°, p. 19).

De Minister heeft verklaard dat het niet de bedoeling was een recht in het leven te roepen doch dat de door het ontwerp voorziene tussenkomst, mutatis mutandis, kan worden vergeleken met de wet op de rechtshulp en dus eerder afgestemd is op de idee van een waarborgfonds met het doel het lijden van de slachtoffers te verlichten waarbij niettemin rekening wordt gehouden met de beschikbare financiële middelen (verslag in naam van de Senaatscommissie van Justitie door de Heer Van Rompaey, Documenten Senaat 1984-85, blz. 873).

Aangezien de wet aan het slachtoffer geen burgerlijk *recht* tot schadeloosstelling heeft toegekend – het gaat veeleer om een *gunst* -, zijn de erfgenamen van het slachtoffer geen titularis van een overdraagbaar recht.

Rekening houdend met de aard van de subsidiaire schadevergoedingsregeling en met de beperkte middelen ervan, betaamt het de wetgever om (strikte) toepassingsvoorwaarden van dat stelsel vast te leggen voor de hulp die hij als solidariteitstegemoetkoming wil voorbehouden aan de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden.

Rekening houdend met de hierboven omschreven doelstelling, doet zich klaarblijkelijk geen schending van het gelijkheidsbeginsel voor wanneer de wetgever de “vergoeding” voorbehoudt aan nabestaanden van een ten gevolge van een misdrijf overleden slachtoffer terwijl nabestaanden van een slachtoffer dat niet ten gevolge van de gewelddaad is overleden, uit dit schadeloosstellingssysteem worden geweerd.

...

Verklaart het verzoek niet-ontvankelijk.

Oordeelt dat artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985 klaarblijkelijk geen schending uitmaakt van artikel 10 van de Grondwet, zodat zij (de Commissie) zich, als lager rechtscollege, niet genoodzaakt acht tot het stellen van een prejudiciële vraag aan het Arbitragehof.

Sauveteurs occasionnels

L'article 31, 5° a limité les ayants-droits des sauveteurs occasionnels aux personnes suivantes (art. 42, § 5):

- 1° le conjoint, si la victime était mariée et non séparée de corps;
- 2° la personne qui cohabitait avec la victime au sens des articles 1475 à 1479 du Code civil;
- 3° si la victime était célibataire, veuve, divorcée ou séparée de corps, les personnes énumérées ci-après par ordre prioritaire des catégories :

- a) 1re catégorie : les enfants de la victime et leurs descendants, qui étaient à charge de celle-ci;
- b) 2e catégorie : ses père et mère;
- c) 3e catégorie : ses frères et soeurs;
- d) 4e catégorie : toute personne physique qui justifie avoir assuré l'éducation et l'entretien de la victime pendant cinq ans au moins avant sa majorité.

S'il n'existe qu'un seul ayant droit, celui-ci bénéficie de la totalité de l'indemnité.

Lorsqu'existent plusieurs ayants droit de la même catégorie, l'indemnité est attribuée par parts égales à chacun d'eux. Les ayants droit visés à l'alinéa 1er, 3°, b) à d), sont tenus d'apporter la preuve qu'ils bénéficiaient directement des rémunérations de la victime. Sont présumés remplir cette condition, ceux qui habitaient avec la victime ou chez qui la victime avait son foyer.

L'article 9 de la loi programme du 27 décembre 2006 a modifié l'article 31, 5°: "*... ou, en cas de décès, leurs ayants droit, comme énumérés dans l'article 42, §5*" a été remplacé par "*...ou, en cas de décès, leurs proches jusqu'au second degré ou les personnes qui vivaient dans une relation familiale durable avec elles*".

Dès lors les ayants droits tels que repris à l'article 31,4° (proches de disparus) et à l'article 31,5° (sauveteurs occasionnels) doivent être définis de la même manière.

JU 09 parents de victimes mineurs d'âge

- mineur d'âge au moment des faits
- traitement de longue durée

99579 (2006)

Uit de stukken blijkt dat de dochter van verzoekers, G, van 19 september 1997 tot 20 oktober 1997 verdwenen was. G, op het ogenblik van de feiten minderjarig (17 jaar), verbleef in het opvangcentrum 'De Sleutel' en verdween daar op 19 september 1997 met een andere minderjarige.

Uit het gerechtelijk onderzoek is gebleken dat de beide meisjes onderdak vonden bij M en diens vader S alsook bij hun buurman P.

Uit een verklaring van de supervisor van 'De Sleutel' op 20 september 1997 blijkt dat "*G reeds twee maal uit de instelling vertrokken was, dit in drie weken tijd. ... Zij is een gebruiker van alcohol, joints en speed (intraveneus). Zij neemt geen onontbeerlijke medicatie. Er zijn voordien geen zelfmoordpogingen geweest. ...*"

III. Vervolging

Aangezien betrokkenen wisten dat de meisjes minderjarig waren en gevlucht waren, is er sprake van ontvoering van een minderjarige die de volle leeftijd van achttien jaar niet heeft bereikt en in de ontvoering heeft toegestemd (art. 370 Sw.)

...

De verzoekers stellen dat toen zij een procedure probeerden in te stellen bleek dat de Procureur des Konings te Gent al op 19 december 1997 een vordering tot ontslag van onderzoek had ingesteld op grond van het feit dat de daders zijn inziens onbekend waren, dit zonder dat de verzoekers in kennis gesteld waren van het afsluiten van het onderzoek en zonder hen in kennis te stellen van de vordering.

De raadkamer te Gent verklaarde op 21 januari 1998 dat er geen aanleiding is tot vervolging (daders onbekend).

De verzoekers hebben M, R en P voor de burgerlijke rechtbank gedagvaard op grond van de schending van artikel 370 Sw. Dit artikel 370 Sw. werd ondertussen opgeheven door artikel 52 van de wet van 28 november 2000 betreffende strafrechtelijke bescherming van minderjarigen.

Omwille van het feit dat verzoekers ondertussen te weten zouden zijn gekomen dat de consoorten M, R en P onvermogend waren, werd besloten de burgerlijke procedure voor de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde stil te leggen. Op 12 december 2003 werd de procedure ambtshalve weggelaten van de rol.

...

De verzoekers ramen hun schade als volgt:

Medische kosten	621,37 €
Drukwerk en postzegels	1.011,13 €
Telefoon- en faxkosten	371,84 €
Autokosten	1.250,37 €
Inkomstenverlies	5.370,99 €
Morele schade	7.436,81 €

De raadsman van de verzoekers stelt dat zijn cliënten het slachtoffer zijn geworden van de feiten gepleegd door M, R en P op hun minderjarige dochter. Deze gewelddaden hebben zowel een materieel als een moreel nadeel toegebracht. Dit nadeel zou zich niet hebben voorgedaan zonder de gepleegde gewelddaden.

De heer D spaarde kosten noch moeite om zoekacties te ondernemen. De gemaakte kosten zijn een rechtstreeks gevolg van de gepleegde gewelddaden op hun minderjarig kind.

...

Volgens artikel 31 van de wet van 1 augustus 1985 kan de Commissie een financiële hulp toekennen aan *“personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad”*.

Nergens uit de door verzoekers neergelegde stukken blijkt dat zij het (rechtstreekse) slachtoffer zijn geweest van een opzettelijke gewelddaad.

De Commissie kan dan ook niet anders dan het verzoek van verzoekers onontvankelijk te verklaren.

[Le recours en cassation a été rejeté par arrêt n° 188.771 du 15 décembre 2008.]

mineur d'âge au moment des faits

M41131 (2005)

Op 24 mei 2000 ging mevrouw T, de op dat moment minderjarige dochter van verzoeker, samen met een vriendin naar de bioscoop te Ieper. Toen beide meisjes na de film de bioscoop verlieten, werden ze aangesproken door twee mannen in een wagen. Op een bepaald moment stapt één van de mannen uit de wagen en werden mevrouw H en haar vriendin in de wagen geduwd. De mannen reden vervolgens met de meisjes naar een appartement, waar een derde man aanwezig was. De mannen hebben daar mevrouw H en haar vriendin seksueel misbruikt.

...

Uit het deskundig verslag van dokter C blijkt duidelijk dat de thans meerderjarige dochter van verzoeker een therapie behoeft. Volgens dokter C is een therapie zelfs noodzakelijk.

De Commissie is dan ook van oordeel dat aan de voorwaarde van artikel 31, 3° van de wet van 1 augustus 1985 is voldaan.

M60372 (2007)

Wat de hulpaanvraag van verzoekster in eigen naam betreft, stelt de Commissie vast dat haar zoon meerderjarig was ten tijde van de gewelddaad. Zij is zelf geen rechtstreeks slachtoffer geworden van de fysieke gewelddaad, zodat haar hulpvraag niet voor vergoeding in aanmerking komt.

Het verzoekschrift van mevrouw M dient als onontvankelijk te worden beschouwd.

M70190 (2008)

Par requête introduite au Secrétariat de la Commission en date du 1/3/2007, la requérante expose que sa fille a été victime d'un acte intentionnel de violence et postule l'octroi d'une aide principale de 10.000 €.

...

Entre le 1/8/1999 et le 31/12/2004, à N, la fille de la requérante a été victime d'attentats à la pudeur commis par son père, le nommé T.

...

En l'espèce, il ressort des pièces du dossier que la fille de la requérante est majeure depuis 2005.

La Commission estime dès lors que la requérante ne satisfait plus au prescrit de l'article 31, 3° précité dans la mesure où elle n'est plus « parent d'un mineur » et que par conséquent, il y a lieu de déclarer sa demande irrecevable.

M80631 (2008)

En l'espèce, il ressort de la requête que la fille de la requérante est majeure depuis 2007 et que dès lors, la requérante ne satisfait plus au prescrit de l'article 31, 3° précité dans la mesure où elle n'est plus « parent d'un mineur » et ne rentre dans aucune des catégories de victimes prévues par la loi du 1er août 1985, celle-ci ne comprenant pas les victimes par répercussion.

traitement de longue durée

M1023 (2005)

In zijn verslag d.d. 20 januari 2004 besluit Dr. V, kinder-jeugdpsychiater tot "een impulscontrolestoornis tengevolge van posttraumatische stresstoornis, na seksuele abususes in de kinderyears".

Ingevolgde de feiten van seksueel misbruik behoefde D een langdurige therapeutische behandeling. In de ter zitting van 2 juni 2005 neergelegde stukken wordt hiervan een overzicht gegeven:

- psychologische begeleiding + therapie in MPI "Quadens" te Brasschaat (augustus 1997 tot juni 1999);
- nadien psychologische begeleiding in MPI Zonnebos;
- begeleiding door kinder- en jeugdpsychiater Dr. V in het Orthopedagogisch Centrum 'Clara Fey' te Brecht (september 2000 tot september 2004). Tijdens deze periode was ook tweemaal een crisisopname in de psychiatrie noodzakelijk.

...

2. Wat het verzoek van **mevrouw A** betreft, dient de aandacht gevestigd op artikel 31, 3°, van de wet van 1 augustus 1985. Luidens deze bepaling kan de Commissie een financiële hulp toekennen aan "*ouders of personen*

die voorzien in het onderhoud van een minderjarig slachtoffer dat als gevolg van een opzettelijke gewelddaad een langdurige medische of therapeutische behandeling behoeft.”

Uit de door verzoekster ter zitting van 2 juni 2005 neergelegde stukken blijkt dat D gedurende lange tijd therapeutisch behandeld werd. Volgens de Commissie lijkt aldus te zijn voldaan aan de in artikel 31, 3°, van de wet bepaalde voorwaarde.

M3026 (2005)

Tenant compte d'une part,

- qu'en tant que représentants légaux de T les requérants ont perçu une aide principale de 30.000 € (décision du 24 février 2004) dont la somme de 25.000 € bloquée sur un compte ou un livret d'épargne ouvert au nom de l'enfant et frappée d'indisponibilité jusqu'à sa majorité ou émancipation, sauf autorisation à donner par le magistrat compétent ;
- que l'article 31, 3° stipule que la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence peut octroyer une aide financière aux père et mère d'un mineur ou aux personnes qui ont à leur charge un mineur, qui suite à un acte intentionnel de violence, a besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée ;
- qu'il résulte des pièces déposées au dossier que T a été hospitalisé à plusieurs reprises :
 - du 9 octobre 2002 au 2 novembre 2002,
 - du 4 novembre 2002 au 26 novembre 2002,
 - du 27 janvier 2003 au 30 avril 2003,
 - du 30 avril 2003 au 31 mai 2003,
 - du 1 juin 2003 au 27 juin 2003,
- qu'il résulte des attestations médicales que T ne présente pas seulement des séquelles psychiques graves, mais également des séquelles physiques importantes ;
- que le montant total des frais médicaux supportés par les parents s'élève à 4.485,48 € sous réserve des frais médicaux futurs eu égard à la situation actuelle de T ;
- que T est suivi, depuis septembre 2003, dans le cadre d'un centre psychothérapeutique et pédagogique, « Le Snark » ; ce centre reçoit des garçons et filles de 12 à 18 ans présentant des difficultés psychologiques d'ordre névrotique et prépsychotique ; cet établissement est agréé par le Fonds de soins Médico-Socio-Pédagogiques pour handicapés et destinés aux mineurs d'âge ; ces centres fonctionnent, en outre, sur base d'une convention conclue avec l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité ; ce suivi entrant, dès lors, dans la catégorie des traitements,

médical ou thérapeutique de longue durée, permettant « aux père et mère d'un mineur ou aux personnes qui ont à leur charge un mineur, qui suite à un acte intentionnel de violence, a besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée » (article 31, alinéa 3 de la loi du 1^{er} août 1985, d'obtenir une aide financière,

- qu'il résulte des pièces du dossier ainsi que du témoignage des parents à l'audience que ces derniers n'ont pas seulement encouru des frais médicaux importants, mais qu'ils s'investissent énormément dans la guidance de T, ce qui constitue pour eux une source de tension permanente, tant sur le plan familial, que scolaire et avec l'encadrement médical de T,

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 8.000 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

M40401 (2005)

In een schrijven d.d. 17 mei 2004 attesteert Dr. C, kinder- en jeugdpsychiater verbonden aan het O.C. Sint-Idesbald te Roeselare waar A school loopt, het volgende:

“In het kader van traumaverwerking na sexueel misbruik werd A op 22/01/03 opgenomen in semi-internaat van O.C. St. Idesbald, met de bedoeling haar de nodige ondersteuning te geven die zij nodig heeft: A vertoonde duidelijke symptomen van een internaliserende problematiek ten gevolge van het opgelopen trauma. Na verloop van tijd is daar ook nog psychotherapeutische begeleiding van de kinderpsychiater aan toegevoegd namelijk vanaf januari 2004, daar enkel de omkadering en de hulpverlening binnen het semi-internaat onvoldoende bleek en de symptomen bleven aanhouden. Deze begeleiding (semi-internaat en psychotherapie) is nog lopende, met positief resultaat. Voorlopig kan nog geen einddatum voorzien worden, daar het een meisje betrof in volle puberteit en ontwikkeling.”

...

Uit de voorgelegde stukken meent de Commissie te kunnen afleiden dat aan de in artikel 31, 3°, van de wet bepaalde voorwaarde is voldaan. Aan verzoekster kan dan ook, in haar hoedanigheid van ouder van A, een hulp worden toegekend. Er weze opgemerkt dat deze hulp enkel morele schade behelst. Voor de materiële schade kan, bij gebrek aan stavingsstukken, geen hulp worden toegekend.

M40412 (2006)

Tenant compte :

- des faits de violence commis sur les filles de la requérante, alors mineures d'âge, de leur répétition durant plusieurs années et des répercussions psychologiques graves, telles que soulignées par le jugement et les experts consultés ;

- des nombreuses difficultés rencontrées par les filles de la requérante depuis les faits, du suivi médical et thérapeutique mis en place pour les aider et faire face aux conséquences des faits sur leur santé, leur parcours scolaire, leur vie sociale, affective et familiale ;
 - de la nécessité d'un suivi thérapeutique et médical des deux enfants, de longue durée, tel que précisé par l'expert judiciaire et les médecins et thérapeutes consultés, de la poursuite nécessaire de ces traitements à l'heure actuelle et pour une durée indéterminée, des nombreux justificatifs fournis à cet égard ;
 - du dommage moral important dans le chef de la requérante ;
 - du fait que la requérante a perdu son emploi et que son état a nécessité un accompagnement médical pour elle même suite au dévoilement des faits, de ce qu'elle se trouve dans une situation matérielle et financière très précaire, de la priorité qu'elle a toujours accordé à la situation de ses enfants, au détriment de ses difficultés personnelles ;
 - du courage, de l'attention et du soutien apporté à ses enfants depuis le dévoilement des faits et des multiples démarches effectuées pour leur venir en aide matériellement et moralement ;
 - des frais médicaux et thérapeutiques dûment justifiés au dossier et du fait que la requérante n'a pu poursuivre le suivi thérapeutique qu'elle avait engagé, par manque de moyens financiers ;
 - de l'absence de toute indemnisation de la part de l'auteur jusqu'à ce jour ;
- la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante, agissant en son nom personnel, une aide principale de 5000 €.

M40408 (2005)

Tenant compte d'une part :

- de l'article 31, 3° qui stipule que la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence peut octroyer une aide financière aux père et mère d'un mineur ou aux personnes qui ont à leur charge un mineur, qui suite à un acte intentionnel de violence, a besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée ;
- que la fille de la requérante a été victime d'abus de la part de son père, durant plus de dix ans ;
- du dommage moral dans le chef de la requérante ;
- qu'il résulte des pièces déposées au dossier que la fille de la requérante a bénéficié d'un accompagnement thérapeutique dès 1992, qu'elle a actuellement interrompu le suivi mais souhaite reprendre les séances dès qu'elle pourra être aidée financièrement ;
- que les rapports psychiatriques joints au dossier mentionnent qu'une psychothérapie est nécessaire pour la fille de la requérante, et ce, pendant plusieurs années ;

- que ces indications rencontrent donc le prescrit de la loi précitée qui fait référence à la nécessité d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée ;
- que la requérante a elle-même bénéficié d'un accompagnement psychologique et souhaite poursuivre une thérapie ;

M40449 (2005)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances des faits au cours desquels le fils du requérant, alors mineur d'âge, a été abusé par le compagnon de sa mère avec la complicité de cette dernière;
- du fait que le requérant prend depuis lors en charge son fils ;
- du fait que l'expert retient un pourcentage de 41 % d'invalidité dans le chef du fils du requérant, précisant qu'il faut prévoir une psychothérapie longue (de 5 à 10 ans) et un suivi médical afin que les crises d'anxiété puissent être contrôlées par médication si nécessaire ;
- du dommage moral dans le chef du requérant ;

M40494 (2005)

Verzoekers zijn ouders van eerste en tweede verzoekers; artikel 31, 1^e van de wet van 1 augustus 1985, zoals van toepassing sedert 1 januari 2004, erkent ouders van minderjarige slachtoffers die als gevolg van een opzettelijke gewelddaad langdurige medische of therapeutische behandeling behoeven, als categorie die voor een financiële hulp kunnen in aanmerking komen.

Uit de stukken blijkt genoegzaam dat reeds van in 1993 voor de toen respectievelijk 9 en 11 - jarige kinderen een langdurige begeleiding diende opgestart te worden; dat het aan het licht komen van het gebeurde, bovendien gepleegd door een jongeman die voordien door de ouders in het gezin als adoptiekind was opgenomen, voor verzoekers een zware morele schade heeft teweeggebracht komt de Commissie als onbetwistbaar voor.

De Commissie is dan ook van oordeel in billijkheid aan derde en vierde verzoeker de gevraagde hulp voor morele schade te moeten toekennen.

M50187 (2006)

En date du 23 août 1999, à Soignies, le dénommé D s'est rendu coupable de maltraitance sur sa fille C née quelques mois auparavant. Il l'avait violemment secouée lorsque la maman s'était absentée.

...

Tenant compte :

- de l'article 31, 3^o de la loi du 1/8/1985 qui prévoit que la Commission peut octroyer une aide financière «aux père et mère d'un mineur ou aux personnes qui ont à leur charge un mineur, qui suite à un acte intentionnel

de violence, a besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée »;

- de ce qu'en l'espèce, la fille de la requérante conserve une invalidité fixée actuellement à 80% et nécessite un suivi psychomoteur et logopédique ;
- de que la requérante a déjà supporté des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation pour un montant de 1.553,80 € ;
- des frais d'hébergement de sa fille que la requérante a exposés pour un montant de 572,86 € ;
- de la situation matérielle précaire dans laquelle se trouve la requérante, vivant seule avec ses deux enfants;

la Commission estime qu'il y a lieu d'allouer à la requérante une aide principale, fixée ex æquo et bon, à la somme de 9.126, 66 €.

M50366 (2005)

Uit het dossier A.R. M50365 (verzoek op naam van D) blijkt dat het slachtoffer ingevolge de op hem gepleegde feiten in behandeling diende te gaan bij psycholoog Van Keymolen te Hofstade (wegens zelfmoordneigingen) en bij neuropsychiater Van Wesemael te Aalst (aanvankelijk wekelijks contacten, nadien sporadisch bij een moeilijk moment).

Uit de overgemaakte medische attesten en het overzicht van geneeskundige verstrekkingen van Euromut blijkt dat de behandeling tot en met januari 2004 duurde.

In die omstandigheden meent de Commissie dat voldaan is aan de voorwaarden van artikel 31, 3°, van de wet, zodat aan de verzoekers een financiële hulp kan worden toegekend.

M50642 (2005)

Tenant compte d'une part :

- de l'article 31, 3° de la loi du 1/8/1985 qui dispose que la Commission peut octroyer une aide financière « *aux père et mère d'un mineur ou aux personnes qui ont à leur charge un mineur, qui suite à un acte intentionnel de violence, a besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée* »;
- de ce qu'en l'espèce, le fils de la requérante suit une thérapie et a été hospitalisé pendant de nombreuses semaines ;
- de ce qu'à ce titre, que la requérante a supporté des frais médicaux et pharmaceutiques pour son fils, dûment justifiés pour un montant de 447, 37 € ainsi que des frais de déplacement pour se rendre à l'hôpital où est son fils, justifiés pour un montant de 1.239 € ;
- des frais médicaux et pharmaceutiques dûment justifiés pour un montant de 1.288, 04 € que la requérante a supporté pour elle-même;

- des frais médicaux et pharmaceutiques que la requérante a supportés pour sa fille qui souffre de dépression depuis la révélation par son frère des faits auxquels elle avait assisté et qui sont dûment justifiés pour un montant de 365, 37 € ;
- de la situation financière précaire de la requérante ;

la Commission estime qu'il y a lieu d'accorder à la requérante, une aide d'urgence, fixée ex æquo et bono, à la somme de 3.340 €.

M50823 (2006)

Verzoekster vraagt in eigen naam om de toekenning van een financiële hulp wegens op haar minderjarige dochters gepleegde gewelddaden.

Terzake is artikel 31, 3°, van de wet van 1 augustus 1985 van toepassing. Luidens deze bepaling kan de Commissie een financiële hulp toekennen aan "ouders of personen die voorzien in het onderhoud van een minderjarig slachtoffer dat als gevolg van een opzettelijke gewelddaad een langdurige medische of therapeutische behandeling behoeft."

Bij het beoordelen of voldaan is aan de hierboven bepaalde voorwaarde, steunt de Commissie op de volgende twee stavingsstukken:

- schrijven d.d. 19 oktober 2005 van Dr. E. Schoentjes, kinder- en jeugdpsychiater UZ Gent
- attest d.d. 20 oktober 2005 van A. Schepens, psycholoog bij Guidance Centrum voor Kinderen en Adolescenten te Gentbrugge (deelwerking van Centrum Geestelijke Gezondheidszorg – Regio Groot Gent Eclips vzw):

De Commissie is van oordeel dat uit de hierboven geciteerde attesten blijkt dat voldaan is aan de in artikel 31, 3° van de wet voorziene voorwaarde, op grond waarvan aan ouders in eigen naam een hulp kan worden toegekend.

In elk geval dient wel te worden aangestipt dat materiële schade – verzoekster vraagt om de toekenning van een financiële hulp wegens materiële en morele schade vermengd - niet is opgenomen in de limitatieve opsomming van schadeposten waarvoor ouders van een minderjarig slachtoffer een hulp kunnen vragen (artikel 32, § 3, van de wet). Enkel de morele schade, de medische kosten / ziekenhuiskosten en de procedurekosten kunnen in aanmerking genomen worden.

M61291 (2008)

Uit de door verzoekster neergelegde stukken blijkt dat haar dochter gedurende lange tijd therapeutisch behandeld werd. Volgens de Commissie is aldus voldaan aan de in artikel 31, 3°, van de wet bepaalde voorwaarde.

Aan verzoekster kan voor de morele schade een hulp worden toegekend zoals hierna bepaald.

Wat de gevraagde materiële schade voor therapeutische kosten van de dochter van verzoekster betreft, dient gewezen te worden op artikel 32, § 3, van de wet van 1 augustus 1985. Volgens de vaste rechtspraak van de Commissie worden met de medische kosten in artikel 32, § 3, 2°, de medische kosten voor behandeling van de ouder (in casu de verzoekster) bedoeld en niet de medische kosten voor behandeling van het minderjarig kind. Deze kosten kunnen in aanmerking genomen bij de behandeling van het dossier van de dochter van de verzoekster (met rolnummer M61292).

JU 09A parents de victimes mineurs d'âge: pas de traitement de longue durée

MM624 (2006)

Tenant compte :

- de l'article 31, 3° de la loi du 1/8/1985 qui prévoit que la Commission peut octroyer une aide financière « aux père et mère d'un mineur ou les personnes qui ont à leur charge un mineur, qui suite à un acte intentionnel de violence, a besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée »;
- de ce qu'en l'espèce, la requérante ne démontre pas à suffisance la preuve, par des pièces justificatives, d'un suivi thérapeutique de longue durée et de paiements de frais médicaux en rapport avec les faits litigieux;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande de la requérante, non fondée.

M1455 (2005)

La requérante sollicite une aide en son nom personnel en date du 26/09/2001, soit avant les modifications législatives des 26/03 et 22/04/2003, permettant aux parents d'un mineur ayant besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée, d'introduire une requête en leur nom personnel.

La Commission informe le conseil de la requérante des modifications législatives et en date du 03/05/2004, demande au conseil de compléter la requête. Par courrier du 14/06/2004, ce dernier déclare que sa cliente maintient sa requête en son nom personnel mais n'a pas de pièces complémentaires à communiquer.

La requérante n'apporte aucune précision relative au suivi médical ou thérapeutique nécessité par sa fille, ni à la durée de cet accompagnement. Les attestations médicales jointes au dossier de sa fille datent de 1999 et 2001. Aucun document n'a été ultérieurement déposé et les frais médicaux justifiés concernent également les années 2000 et 2001. Suite au courrier adressé par la Commission en vue de compléter le dossier à cet égard, le conseil de la requérante mentionne que sa cliente n'a pas d'autres éléments

à apporter. Il n'est dès lors pas possible de considérer que la requérante remplit les conditions légales précitées.

Par conséquent, la Commission estime que la demande d'aide principale de la requérante n'est pas fondée

M2451 (2005)

Les requérants sollicitent une aide en leur nom personnel. Ils n'apportent aucune indication relative à un suivi médical ou thérapeutique de longue durée pour leur fille R et n'évoquent pas la nécessité d'engager un tel suivi.

Ils ne soumettent aucune pièce médicale et aucune précision sur les frais pharmaceutiques joints au dossier concernant l'année 2000 et 2001.

Plusieurs courriers ont été adressés aux requérants en vue de compléter le dossier mais aucune suite n'y a été apportée.

La Commission ne peut dès lors considérer que les requérants remplissent les conditions légales précitées.

M3328 (2006)

- de ce que le conseil de la requérante confirme dans son courrier du 27.02.2006 qu'il n'y a pas eu de traitement médical ou thérapeutique de longue durée en faveur de sa fille ;
- de ce que la requérante craint cependant qu'à l'avenir un traitement de longue durée ne doive intervenir ;
- de ce que la fille de la requérante atteindra sa majorité le 7 mai 2006 et qu'il lui sera dès lors loisible de reprendre l'instance en son nom personnel et d'introduire une demande d'aide complémentaire sur base de l'article 37 de la loi du 1^{er} août 1985 ;
- de ce qu'en conséquence la Commission estime qu'il n'y a pas lieu de surseoir à la demande de la requérante à titre personnel ;

M3615 (2005)

Uit het onderhavig dossier blijkt niet dat de kinderen van verzoekster een langdurige medische of therapeutische behandeling behoeven als gevolg van het op hen gepleegd seksueel misbruik. In elk geval ontbreken stavingsstukken terzake.

In die omstandigheden dient het hulpverzoek in eigen naam als ongegrond te worden afgewezen.

M40329 (2005)

Hoewel de raadsman van verzoekster tot tweemaal toe werd uitgenodigd om aan het secretariaat van de Commissie stukken te bezorgen waaruit blijkt dat het minderjarig dochtertje van verzoekster een langdurige medische of therapeutische behandeling behoeft, kwam hierop geen enkele reactie.

Bij gebrek aan stavingsstukken terzake ziet de Commissie zich dan ook genoodzaakt om dit onderdeel van de vordering als ongegrond af te wijzen.

M40542 (2006)

La loi précise deux points à rencontrer dans la requête :

c'est le mineur qui, suite à l'acte intentionnel de violence, doit avoir besoin d'un traitement médical et thérapeutique de longue durée ;

le mineur doit avoir besoin, suite à l'acte intentionnel de violence, d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée.

La fille de la requérante a été victime d'un acte intentionnel de violence et les faits graves et répétés sont examinés dans le cadre de la requête introduite pour sa fille devant la Commission. La requérante a subi personnellement un dommage moral important suite aux faits. Les attestations médicales jointes au dossier en font état.

Force est de constater que le prescrit légal précité (le mineur doit avoir besoin, suite à l'acte intentionnel de violence, d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée) n'est pas rencontré dans les documents soumis au dossier. L'attestation médicale du 22/12/2005 du Dr BAUMEL, médecin traitant de la requérante, ne peut suffire à établir la nécessité d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée pour la fille de la requérante, tel que prévu par la loi. Ce document ne précise pas la durée et la régularité du suivi nécessaire et n'apporte pas d'indication particulière quant à l'état et la situation actuelle de la fille de la requérante, permettant d'estimer la nécessité d'un suivi tel que prévu par la loi précitée.

Si la Commission reconnaît le dommage important subi par la requérante suite aux faits subis par sa fille, elle doit néanmoins tenir compte des prescrits légaux réglementant son intervention et des conditions d'octroi d'une aide prévues par la loi précitée pour les parents d'un mineur victime d'acte intentionnel de violence.

Tenant compte des éléments précités, de la loi du 01/08/1985 et spécialement de son article 31- 3°, des éléments du dossier et des attestations jointes par la requérante, la Commission estime que la demande de la requérante en son nom personnel ne rencontre pas les conditions légales en vigueur et est déclarée recevable mais non fondée.

M40960 (2006)

In het sub II vermeld vonnis lezen we: "Er kan aanvaard worden dat de feiten bij het slachtoffer geleid hebben tot hevige emoties van angst en ontzetting. De burgerlijke partijen houden staande dat de feiten een blijvende stempel op het slachtoffer zouden hebben gedrukt. Zulks wordt evenwel tegengesproken door de verklaringen in het repressief dossier, en dit onder meer door de verklaring van de genaamde N, een begeleidster van het slachtoffer (stuk 69

van het dossier van rechtspleging, waarin er wél gewag wordt gemaakt van gedragsproblemen in hoofde van het slachtoffer ten gevolge van familiale problemen binnen het gezin M begin 2003, doch niet ten gevolge van de feiten. De burgerlijke partijen tonen op geen enkele manier aan dat het slachtoffer ten gevolge van de feiten karakteriële stoornissen zou vertonen noch dat ten gevolge hiervan een opname in de instelling 'Elkeen' te Lommel noodzakelijk was. Bovendien brengen de burgerlijke partijen ook geen enkel medisch attest bij, waaruit blijkt dat hun dochter ten gevolge van de feiten tot op heden psychiatrische problemen zou hebben.”

...

In zijn schrijven d.d. 5 januari 2005 deelde de raadsman van verzoekers expliciet mede dat hij niet in het bezit is van enig bewijs waaruit blijkt dat B een langdurige medische of therapeutische behandeling behoeft ten gevolge van de opzettelijke gewelddaad. Hiermee wordt het standpunt van de Correctionele rechtbank te Hasselt bevestigd.

Aldus is niet voldaan aan de in artikel 31, 3°, van de wet bepaalde voorwaarde.

M41296 (2005)

In het verzoek tot hulp zoals het ingediend werd bij de Commissie, en meer in het bijzonder in de brief van 8 augustus 2005 van de raadsman van verzoeker, wordt gesteld dat verzoeker rechtstreeks slachtoffer van de gewelddaden - in casu het seksueel misbruik dat gepleegd werd op zijn stiefzoon - is geweest en dat op basis hiervan de strafrechter, uitspraak doende over de burgerlijke belangen, hem een schadevergoeding had toegekend.

De wetgever heeft in de wet van 1 augustus 1985 een stelsel “sui generis” gecreëerd dat vreemd is aan de regels van artikel 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek. Een rechtstreeks slachtoffer in de zin van de wet is een persoon op wie de gewelddaad werd gepleegd, wat niet het geval is voor verzoeker.

De Commissie heeft ook ambtshalve onderzocht of verzoeker eventueel beschouwd dient te worden als een *“ouder of persoon die voorziet in het onderhoud van een minderjarig slachtoffer dat als gevolg van een opzettelijke gewelddaad een langdurige medische of therapeutische behandeling behoeft”* (artikel 31, 3°) ; op deze vraag geformuleerd namens de Minister in het advies van de gemachtigde ambtenaar d.d. 27 juli 2005, wordt door de raadsman van verzoeker in zijn reeds hoger geciteerde brief van 8 augustus 2005 niet geantwoord en worden ook op generlei wijze stukken voorgebracht waaruit zou kunnen afgeleid worden dat verzoeker tot deze derde categorie zou kunnen behoren.

De Commissie dient dan ook vast te stellen dat verzoeker niet behoort tot één van de categorieën van personen die zich met een hulpvraag tot de Commissie kunnen wenden.

M50013 (2006)

de ce qu'aucune pièce dans le dossier (attestations médicales, justificatifs des frais restés à charge de la requérante, devis pour un accompagnement thérapeutique, justificatifs pharmaceutiques,...) ne fait état d'un « *traitement médical ou thérapeutique de longue durée* »,

la Commission déclare la demande recevable, mais non fondée.

M50444 (2007)

- de ce que l'article 31, 3° de la loi du 1er août 1985 prévoit qu'une aide peut être accordée aux père et mère d'un mineur ou aux personnes qui ont à leur charge un mineur, qui suite à un acte intentionnel de violence, a besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée ;de ce que la requérante ne peut se prévaloir de l'existence d'un traitement de longue durée pour sa fille, celle-ci ayant bénéficié d'un suivi psychologique gratuit durant une dizaine de mois ;

M50496 (2006)

Par courrier daté du 08/07/2005, le conseil de la requérante expose qu'il n'existe pas de rapport médical en ce qui concerne la fille de la requérante.

A l'audience de la Commission du 16/12/2005, le conseil a précisé que Madame L avait pu bénéficier d'un accompagnement thérapeutique après les faits, qu'elle n'a pas souhaité continuer ce suivi et qu'aucune pièce relative à la nécessité d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée ne peut être déposée au dossier.

Après l'acte intentionnel de violence dont elle a été victime, Madame L a poursuivi l'enseignement secondaire, puis un graduat et a ensuite été engagée dans les liens d'un contrat de travail. Elle poursuit actuellement ses activités professionnelles et a fondé une famille. Selon les indications apportées à l'audience, Madame L souhaite pouvoir faire face elle-même à la situation et ne pas recourir à une expertise médicale ou un suivi psychologique.

La Commission reconnaît le dommage moral très important dans le chef de la requérante, elle doit néanmoins tenir compte des prescrits légaux réglementant son intervention et des conditions d'octroi d'une aide prévues par la loi précitée pour les parents d'un mineur victime d'acte intentionnel de violence. A cet égard, il convient de rappeler que tant au cours de la procédure, qu'en cours d'audience, le conseil de la requérante a précisé qu'il ne disposait pas de pièce attestant d'un suivi médical ou thérapeutique ou de la nécessité d'un tel suivi de longue durée au profit de la fille de la requérante.

Il est indéniable que la requérante a subi un préjudice considérable suite à l'acte intentionnel de violence subi par sa fille, mineure d'âge à l'époque.

A l'audience de la Commission, la requérante et son conseil ont exposé les nombreuses difficultés rencontrées par la requérante, depuis la disparition de

sa fille, pendant les nombreuses années d'enquête et plus spécialement les mois de procès auxquels la requérante a quotidiennement assisté. Les faits de violence subis par sa fille et les suites judiciaires qui y ont été apportées ont eu d'importantes répercussions sur l'état de santé de la requérante et sur sa vie personnelle, sociale et familiale. La requérante et son conseil ont précisé à l'audience que le suivi médical et thérapeutique mis en place pour accompagner la requérante suite aux faits se poursuit toujours à l'heure actuelle.

Le dommage subi par Madame L est examiné dans le cadre de la requête qu'elle a personnellement introduit devant la Commission. Le dommage moral de sa mère, Madame P, est sans conteste reconnu par la Commission qui note que la requérante démontre énormément de courage et d'attention aux difficultés personnelles, matérielles et familiales survenues suite aux faits.

Malheureusement, le prescrit de l'article 31,3° de la loi précitée n'est pas rencontré et interpellé à ce sujet à l'audience, le conseil de la requérante a confirmé qu'il n'y aurait pas de pièces déposées au dossier en ce qui concerne un suivi médical ou thérapeutique de longue durée nécessité par la fille de la requérante suite à l'acte intentionnel de violence subi.

L'assurance familiale souscrite par Madame P est intervenue en faveur de la requérante dans le cadre de la garantie Défense et recours et dernièrement, dans le cadre de la garantie Insolvabilité (7.250 € en faveur de Madame P).

Tenant compte des éléments précités, de la loi du 01/08/1985 et spécialement de son article 31- 3°, des éléments du dossier et des explications apportées à l'audience, la Commission estime que la demande de la requérante ne rencontre pas les conditions légales en vigueur et est déclarée recevable mais non fondée.

[Un recours au Conseil d'Etat a été introduit contre cette décision.]

M50882 (2007)

Nu uit dit verslag blijkt dat de voorgaande opvoedingsproblematiek mee aan de basis ligt van de persoonlijkheidsstoornis van L en de in 2003 gepleegde zedenfeiten slechts in beperkte mate causaal verantwoordelijk zijn voor de pathologie, waardoor er volgens de deskundige met betrekking tot die feiten geen therapie nodig is, meent de Commissie dat niet voldaan is aan de in artikel 31, 3° van de wet bepaalde voorwaarde.

Bovendien stelt de Commissie vast dat niet wordt aangetoond dat de ouders van L op enigerlei wijze betrokken waren in enige behandeling of opvolging van hun dochter. Tot slot is de Commissie van oordeel dat de door de ouders van L geleden schade vergoed kan worden middels het bedrag dat via uitvoering door de gerechtsdeurwaarder ontvangen werd (€ 2.895,12).

In die omstandigheden dient het verzoek als ongegrond te worden afgewezen

M60409 (2006)

Er worden door verzoekster geen stukken voorgelegd waaruit zou kunnen blijken dat haar dochter als gevolg van de feiten een langdurige medische of therapeutische behandeling heeft dienen te ondergaan.

M70040 (2007)

Uit het verslag van de G.G.D. blijkt dat er - op dit ogenblik althans - in hoofde van het slachtoffer geen behoefte is aan een langdurige medische of therapeutische behandeling.

Aldus is niet voldaan aan de in artikel 31, 3° van de wet bepaalde voorwaarde, zodat het verzoek als ongegrond moet worden afgewezen.

M80651 (2009)

De Commissie merkt op dat in voorliggend dossier ten eerste de zoon van de verzoekster, de heer J, meerderjarig was op het moment dat het verzoekschrift neergelegd werd (geboren op 21 januari 1989 – meerderjarig op 21 januari 2007 – verzoek neergelegd op 19 juni 2008) en ten tweede dat er geen stukken neergelegd werden waaruit blijkt dat Jahja Spahija ten gevolge van de op 17 december 2006 gepleegde feiten een langdurige medische of therapeutische behandeling behoeft.

JU 10 les proches d'une personne disparue

892 (2005)

I. Vooraf

Pas sinds 1 januari 2004 voorziet artikel 31, 4° in een mogelijkheid tot tussenkomst vanwege de Commissie in het kader van verdwijningen.

In dit dossier werden reeds in 1998 memories uitgewisseld, waarin de afgevaardigde van de minister stelde: “ *Het staat niet vast dat er een opzettelijke gewelddaad geweest is, noch een overlijden. Er is m.a.w. een juridisch vacuüm dat niet door een interpretatie van de wet van 1 augustus 1985 opgelost kan worden.*” Op 8 augustus 1996 werd een verslag (stuk 17) opgesteld en op de zitting van 16 december 1999 werd de zaak op vraag van de verzoekster onbepaald uitgesteld (stuk 43).

Naar aanleiding van de wetwijziging werd de verzoekster door het secretariaat gecontacteerd met de vraag om de procedure verder te zetten.

II. Feiten en vervolging

Uit een brief dd. 11 maart 1996 van de heer W, eerstaanwezend commissaris van de gerechtelijke politie, blijkt dat diverse elementen uit het dossier inzake de verdwijning van ..., alsook uit andere criminele dossiers die er mee verband houden, erop wijzen dat betrokkene meer dan vermoedelijk vermoord werd.

In een schrijven van 19 april 2004 meldt de procureur des Konings te Brussel dat *“het dossier m.b.t. de verdwijning van ... nog steeds in onderzoek is. ... Uit de gegevens van het dossier blijkt dat ... het slachtoffer is geworden van een roofmoord.”*

V. Beoordeling door de Commissie

Pas door de wetwijziging van 26 maart 2003 (inwerking getreden sinds 1 januari 2004) kan in bepaalde omstandigheden een tegemoetkoming worden toegekend aan de naaste familieleden of naasten van een vermiste persoon. Artikel 31, 4° van de wet van 1 augustus stelt namelijk dat de Commissie een financiële hulp kan toekennen aan:

“verwanten tot en met de tweede graad van of verwanten die in duurzaam gezinsverband samenleefden met een slachtoffer dat sinds meer dan een jaar vermist is, indien deze vermissing naar alle waarschijnlijkheid te wijten is aan een opzettelijke gewelddaad.”

Gelet op het schrijven van de Procureur des Konings te Brussel alsook uit de brief van de eeraanwezende commissaris van de gerechtelijke politie neemt de Commissie aan dat de verdwijning van de zoon van verzoekster te wijten is aan een opzettelijke gewelddaad.

Het door verzoekster ingediende verzoekschrift is dan ook ontvankelijk.

98642 (2008)

En l'espèce bien qu'il n'apparaisse pas des différents courriers du procureur du Roi de ... que la disparition de la fille de la requérante soit due de manière certaine à un acte intentionnel de violence, la Commission estime, compte tenu des explications données à l'audience par la requérante et son conseil, que la probabilité que cette disparition soit le résultat d'un acte intentionnel de violence est acquise, permettant dès lors d'exclure la nécessité de la prise en compte de toute autre cause que l'acte intentionnel de violence requiert.

M50317 (2007)

Tenant compte d'une part,

- de ce que la mère de la requérante est disparue en 1996 et que son corps a été identifié en 1997, dans des circonstances particulièrement dramatiques;
- de ce que la requérante s'est constituée partie civile en 1998,
- de ce que le dossier est toujours à l'instruction et que l'auteur n'a pas été identifié à ce jour de ce que la requérante a subi un dommage moral considérable ;

M80731 (2009)

II.1. Het gerechtelijk onderzoek is nog lopende en is in handen van onderzoeksrechter ...

II.2. Het parket van de Procureur des Konings te ... stelt op 23 oktober 2008 dat er vanuit kan gegaan worden dat de verdwijning van I naar alle waarschijnlijkheid te wijten is aan een opzettelijke gewelddaad:

“Het dossier betreft de onrustwekkende verdwijning van I op ...

Mogelijke accidentele oorzaak dient met aan zekerheid grenzende waarschijnlijkheid uitgesloten te worden daar door alle politiediensten, zowel nationaal als internationaal opsporingen verricht werden in alle klinieken, hospitalen, opvangcentra, ambulancediensten, bij de Spoorwegen, het openbaar vervoer en in alle stations. Dit leverde geen resultaat op. Zoekingen in de spoorwegbermen van ... tot ..., zoekingen met speurhonden, doorzoeken van lege panden en dergelijke leverden geen resultaat.

Er is geen enkele aanwijzing dat I zelfmoord zou gepleegd hebben. Zij was niet depressief.

Uit het onderzoek is niet gebleken dat er in de familiale context een reden zou zijn waarom I zou weggelopen zijn of niet zou willen terugkeren naar huis.

Herhaalde opsporingsberichten en meerdere aandachtsvestigingen in de media door de jaren heen, leverden geen enkel bericht dat kon leiden tot het terugvinden van I. Nationale en internationale seining evenmin.”

JU 11 sauveteurs occasionnels

OM50133 (2005)

Op 18 februari 2004 werd een zekere mevrouw V het slachtoffer van een carjacking. De dader hield een wapen op haar gericht en loste één schot, welke mevrouw V in de linkerdij trof. Verzoeker is mevrouw V ter hulp geschoten, waarop de overvaller zijn wapen richtte op verzoeker. Tussen beiden ontstond een schermutseling waarbij verzoeker een slag in het aangezicht kreeg.

...

Gelet op de lovenswaardige actie die verzoeker heeft ondernomen ten aanzien van de agressor van mevrouw V, meent de Commissie dat aan verzoeker overeenkomstig artikel 31, 5° van de wet van 1 augustus 1985 een hulp naar billijkheid kan worden toegekend zoals hierna bepaald.

OM60229 (2007)

Le 6 juillet 2003, vers 15.15h, la requérante et sa fille E (née le 10 octobre 1999) participent à une croisière sur canal de La Louvière.

En s’approchant du pont-levis de La Louvière, le batelier a percuté le bateau au niveau du rétrécissement. Suite au choc, la fille de la requérante est tombée à l’eau et la requérante a plongé directement pour tenter de la sauver. Elles se sont retrouvées coincées sous la péniche et la requérante a été prise

par les palmes de l'hélice. Plusieurs personnes présentes ont réussi à les extraire et à les réanimer.

OM60675 (2007)

Dans la nuit du ..., le frère de la requérante est alerté par son voisin chez qui un incendie s'est déclaré. Monsieur R veut aider son voisin et jette de l'eau sur la friteuse en feu, ce qui ravive le foyer et les oblige à quitter les lieux précipitamment. Le frère de la requérante, pour une raison inconnue, repasse par son studio et sera encerclé par les flammes. Monsieur R tentera de se sauver en sautant par la fenêtre sur un matelas posé au sol mais il décèdera des suites de ses blessures suite à la chute.

OM60816 (2007)

Le ..., M (fils du requérant) rentre de son travail et voit une femme en train de se noyer dans le canal à ... Le requérant entreprend de sauver la femme et se jette à l'eau. Il sauvera la personne. Toutefois l'eau étant très gelée, M va décéder des suites d'une hypothermie.

...

Tenant compte d'une part :

- de ce que le requérant a subi un préjudice moral très important suite au décès tragique de son fils, décédé alors qu'il portait secours à une personne qui se noyait;
- de ce que le fils du requérant a effectué un acte de sauvetage répondant au prescrit de la loi du 1er août 1985;
- de ce que la Commission peut octroyer une aide aux personnes qui portent secours ou en cas de décès à leurs ayant-droits;
- de ce que le requérant est le père de la victime ;
- de ce que les frais funéraires exposés sont dûment justifiés ;

OM60938 (2007)

Le 11 septembre 2003 à Schaerbeek, le requérant – en se promenant – voit un incendie dans une habitation. Il va porter secours à la famille à l'intérieur de l'habitation en feu. Deux bébés seront tout d'abord extraits des flammes. Le père de famille étant à nouveau rentré dans l'immeuble (pour récupérer un autre enfant), le requérant le suit. Il devra sortir de force le père de famille brûlé de partout. Un des enfants est mort à l'intérieur de l'habitation, les deux bébés sont morts plus tard à l'hôpital.

L'intervention du requérant [inspecteur de police] s'est déroulée en dehors de ses heures de service alors qu'il était en congé.

OM60939 (2007)

En date du 29/07/2006, le requérant participe à une réception de mariage au Château de La Hulpe. Une fillette âgée de 2,5 ans tombe accidentellement dans le plan d'eau et voyant qu'elle commençait à se noyer, le requérant plonge pour la sauver. Le père de l'enfant a également sauté mais semblait en difficulté et le requérant l'a ensuite ramené vers le bord.

OM70252 (2008)

Le 24 mars 2006 vers 8h30, M (frère du requérant) rentre de son travail et voit une femme en train de se noyer dans le canal à hauteur de la place Saintlette à Bruxelles. M entreprend de sauver la femme et se jette à l'eau. Il sauvera la personne. Toutefois l'eau étant très gelée, M va décéder des suites d'une hypothermie.

...

Tenant compte,

- de ce que le requérant a subi un préjudice moral très important suite au décès tragique de son frère, décédé alors qu'il portait secours à une personne qui se noyait;
- de ce que le frère du requérant a effectué un acte de sauvetage répondant au prescrit de la loi du 1er août 1985;
- de ce que la Commission peut octroyer une aide aux personnes qui portent secours ou en cas de décès à leurs ayant-droits;
- de ce que le requérant est le frère de la victime et ne cohabitait pas avec celui-ci;

M80494 (2009)

Toen verzoekster op 5 december 2007 een brand opmerkte bij haar bovenbuur, verwittigde zij de hulpdiensten. Toen de interventiediensten toekwamen, hield zij de deur open met de bedoeling om de evacuatie te vergemakkelijken. Een brandweerman met een persluchtflles is tegen haar aangelopen.

De persluchtflles kwam tegen het aangezicht van verzoekster terecht. Zij liep hierbij een hersenschudding op.

...

Dit verzoekschrift werd ingediend in het kader van artikel 31, 5^e van de wet van 1 augustus 1985.

Aangezien er in casu geen sprake is van een opzettelijke gewelddaad noch van een ontploffing van een oorlogstuig of een valstriktuig, dient de verzoekster schade te hebben geleden door een daad te stellen om een persoon te redden van wie het leven in gevaar was.

Uit het verhoorblad blijkt dat de verzoekster de deur openhield met de bedoeling het werk van de hulpdiensten te vergemakkelijken.

Aangezien verzoekster formeel afstand doet van haar verzoek, behoort het de Voorzitter toepassing te maken van artikel 27 van het KB van 18 december 1986.

M80734 (2009)

6. In zijn schriftelijke reactie beperkte de raadsman van verzoekster er zich toe te argumenteren dat zijn cliënte recht heeft op vergoeding op basis van artikel 31, 5°, van de wet gezien het feit dat zij als moeder van het slachtoffer bij zijn thuiskomst de eerste hulp heeft toegediend in afwachting van de komst van de ziekenwagen.

7. Verder stelde de raadsman “*en ik zal dit motief verder schriftelijk ontwikkelen*”. De verzoekster heeft echter geen bijkomende stukken neergelegd noch na de schriftelijke reactie noch ter zitting. Hierdoor is het onduidelijk of de verzoekster de toepassing vraagt van 31bis, § 2, 2°, a of b. Om deze redenen dient de Commissie beide mogelijkheden te onderzoeken.

8. Artikel 31bis, § 2, 2°, van de wet luidt als volgt: ...

9. Uit de neergelegde stukken blijkt *onvoldoende* dat het leven van K, die weliswaar bloedde, in gevaar was, zodat niet voldaan werd aan de in artikel 31bis, § 2, b, voorziene voorwaarde.

10. Voor zover de verzoekster de toepassing van artikel 31bis, § 2, 2°, a, vraagt, merkt de Commissie op dat uit de genese van de categorie van occasionele redders in de wet van 1 augustus 1985 duidelijk blijkt dat de wetgever hiermee geen *schade door reflectie* beoogde (zoals voorzien in artikel 31, 3°, bij een niet-omgekomen slachtoffer), maar de schade opgelopen ten gevolge van de reddingsdaad ‘an sich’. Er is wel een tussenkomst voorzien voor de verwanten van de redder in geval van overlijden.

Oorspronkelijk waren de bepalingen inzake de occasionele redders vervat in artikel 42 van Afdeling III ‘Toekenning van een bijzondere vergoeding in geval van opzettelijke gewelddaden tegen leden van politie- en hulpdiensten en tegen derden die hulp verlenen aan een slachtoffer van een opzettelijke gewelddaad’ van de wet van 1 augustus 1985. Paragraaf 4 van dit artikel voorzag een bijzondere vergoeding voor personen die als gevolg van een vrijwillige hulpverlening in een toestand van blijvende algehele invaliditeit verkeren. Paragraaf 4 werd ingevoegd omdat er voor professionelen (leden van politie- en hulpdiensten) wel een vergoeding voorzien werd “wanneer de schade het gevolg is van feiten die opzettelijke gewelddaden uitmaken of van de ontploffing” en dit onverminderd de toepassing van de wetgeving op de arbeidsongevallen of vergoedingspensioenen en het onbillijk leek om in eenzelfde situatie geen vergoeding te voorzien voor niet-professionelen.

De opeenvolgende wetwijzigingen zorgden er voor dat meer daden in aanmerking kwamen voor toepassing van deze bepaling (ook buiten het geval van een opzettelijke gewelddaad kan een redder beroep doen op de Commissie) en dat de minimum schadedrempel verlaagd werd (van blijvende algehele invaliditeit naar schade).

Aan de basis van dit artikel, schade ten gevolge van het helpen van een slachtoffer, werd echter niets veranderd.

De wetwijziging ten gevolge van de wet van 18 februari 1997 zorgde voor minieme aanpassingen: een nieuwe naam “derden, vrijwillige hulpverleners” en een nieuwe categorie van feiten “hetzij wanneer de schade het gevolg is van de redding van personen van wie het leven in gevaar is”. De wetwijziging door de wet van 24 augustus 2001 zorgde opnieuw voor een naamsverandering “derden, vrijwillige of toevallige hulpverleners”. In de toelichting bij het wetsvoorstel betreffende de schadeloosstelling van de slachtoffers van daden van moed (Parl. St., Senaat, 1999-2000, nr. 326/1, p. 2) merkt de indiener het volgende op: *“Dit voorstel beoogt derhalve de vrijwillige hulpverlener en eventueel zijn rechthebbenden staatshulp te verlenen wanneer de moedige daad die hij gesteld heeft, hem ernstige schade heeft berokkend of zijn overlijden ten gevolge heeft gehad.”*. Ten gevolge van de wetwijziging door de wet van 27 december 2004 dienen de niet-professionele hulpverleners, dit zijn de occasionele redders, zich voortaan tot de commissie te wenden. De term ‘schade ondervinden ten gevolge van hulpverlening’ werd echter nooit aangepast, zodat teruggerepen moet worden naar de oorspronkelijke bedoeling van de wetgever. In die zin sluit deze interpretatie van § 4 aan bij artikel 42, § 1 dat vereist dat de schade het gevolg is van feiten die opzettelijke gewelddaden uitmaken. Het gegeven dat niet langer een blijvende algehele invaliditeit vereist wordt verandert hier niets aan.

Uit de neergelegde stukken blijkt niet dat de schade van de verzoekster het gevolg was van de vrijwillige hulpverlening, maar dat de schade het gevolg was van de feiten overkomen aan haar zoon: *“H is de moeder van het slachtoffer. ... Ook zij heeft angst ondervonden door hetgeen haar zoon heeft meegemaakt. Zij zou in shock geweest zijn. ... Om dezelfde redenen als opgegeven voor de burgerlijke partij B, wordt in billijkheid een morele schadevergoeding toegekend.”*. Inzake B stelde de rechter: *“Dat de burgerlijke partij aangedaan is door de feiten en angst ondervindt, is aannemelijk.”*

11. In de gegeven omstandigheden meent de Commissie dat de verzoekster *onvoldoende* aangetoond heeft dat zij schade ondervonden heeft door vrijwillig hulp verleend te hebben en aldus niet kan beschouwd worden als een occasionele redder.

JU 12 séjour légal en Belgique

légal

97026 (2005)

La requérante explique qu'au mois de juin 1994, alors qu'elle était étudiante en stylisme en Lituanie et cherchait du travail pour les vacances, elle eu des contacts pour l'inviter à travailler dans un bar en Belgique. Arrivée le 04/08/1994, la requérante fut conduite dans un bar elle fut forcée à se prostituer.

...

Tenant compte d'une part :

du fait que la situation de séjour de la requérante a été régularisée par l'Office des Etrangers suite aux faits, ayant bénéficié de la législation relative à la lutte contre la traite des êtres humains ;

M2390 (2006)

L'article 31 bis, 2° de la loi du 1/8.1985 dispose que «Au moment où l'acte de violence est commis, la victime est de nationalité belge, a le droit d'entrer, de séjourner ou de s'établir dans le Royaume, ou s'est vue octroyer par la suite par l'Office des étrangers un permis de séjour à durée indéterminée dans le cadre d'une enquête relative à la traite des êtres humains.».

En l'espèce, la requérante est arrivée en Belgique en mai 2000 et s'est vue notifier une décision de refus de séjour avec ordre de quitter le territoire belge le 29/8/2000.

La requérante a introduit un recours contre cette décision devant le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides qui, par décision du 13/10/2003, a confirmé la décision de refus de séjour.

Par ailleurs, les faits dont le fils de la requérant a été victime datent du 24/5/2000.

Les deux ordres de quitter le territoire sont donc postérieurs à ceux-ci.

Dès lors, on peut conclure de ce qui précède, qu'au moment des faits, Madame I était en situation légale en Belgique.

M50575 (2008)

Tenant compte d'une part,

- de ce que la requérante a bénéficié de l'application de la circulaire du 7 juillet 1994 relative à la traite des êtres humains;

M50872 (2006)

Verzoeker is een OVN-vluchteling van Vietnamese herkomst.

Uit een door de Stad Oostende afgeleverd getuigschrift van woonst blijkt dat verzoeker op het ogenblik van de op hem gepleegde gewelddaden in het bezit was van een identiteitskaart van vreemdeling.

M60511 (2008) [Togo]

La requérante a été victime de faits de traite des êtres humains.

En 2005, une amie de la mère de la requérante va « acheter » la requérante et l'envoyer en Europe prétextant de lui offrir ainsi la possibilité d'apprendre à lire et écrire.

Arrivée en France, la requérante est mise au courant par J de l' « achat » et de l'obligation de rembourser l'argent en se prostituant. Suite à diverses interpellations dans le milieu de la prostitution parisienne, la dénommée J va envoyer la requérante à Bruxelles où il était prévu qu'elle se prostitue à nouveau pour le compte d'un couple. La requérante a été également retenue contre son gré par sa proxénète.

M61098 (2007)

Uit een door de raadsman van verzoeker op 17 januari 2007 overgemaakt document, afgeleverd door de Stad Geraardsbergen, blijkt dat aan de heer S op 14 mei 2004 een identiteitskaart van vreemdeling (gele kaart) werd uitgereikt. Deze kaart geldt voor een periode van vijf jaar en vervalt op 13 mei 2009.

Aldus moet worden vastgesteld dat verzoeker op het ogenblik van de feiten (14 mei 2006) voldeed aan de in artikel 31bis, § 1, 2°, van de wet gestelde verblijfsvoorwaarde.

M80005 (2009)

Tenant compte,

de ce que compte tenu du fait de l'extinction publique suite au décès de l'auteur des faits, le dossier a été classé sans suite;

de ce que la requérante ne peut répondre dès lors au prescrit légal de l'article 31 3° de la loi du 1er août 1985;

de ce que la requête présente un caractère de force majeure et qu'en conséquence il y a lieu de considérer la requête recevable ;

M80869 (2009)

Verzoekster, die de Nigeriaanse nationaliteit bezit, kwam op illegale wijze België binnen. Ze werd het slachtoffer van mensenhandel.

Door de advocaat van verzoekster werd aan het secretariaat van de Commissie een 'verblijfstitel' (bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister) overgemaakt, afgeleverd te Antwerpen op 13 juni 2008 en geldig tot 13 juni

2013. Uit navraag bij de Algemene Directie Vreemdelingenzaken van de FOD Binnenlandse Zaken is gebleken dat dit document een zgn. elektronische B-kaart is, d.i. een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister voor onbepaalde duur. Door voornoemde dienst werd tevens bevestigd dat deze onbeperkte verblijfsvergunning aan mevrouw D werd afgeleverd in haar hoedanigheid van slachtoffer van mensenhandel.

absence de séjour légal

M3200 (2007)

- de ce que le requérant a été victime de coups et blessures en décembre 2000, qu'à cette époque, il aurait sollicité une demande de régularisation de séjour en Belgique mais ne bénéficiait pas d'une autorisation d'entrer, de séjourner ou de s'établir dans le Royaume au moment des faits;
- de ce que le conseil, puis le requérant directement, invités à compléter le dossier sur cette question, n'ont apporté aucune suite au dossier malgré les nombreux rappels ;

M3558 (2006)

- het zittingsblad van de Vijfde kamer van de Commissie d.d. 2 juni 2005, luidens hetwelk de zaak voor onbepaalde tijd werd uitgesteld, in afwachting van de uitspraak van de Raad van State nopens het verzoek tot schorsing, ingediend tegen de beslissing inzake weigering van verblijf d.d. 19 februari 2002 van het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen;
- het arrest nr. 152.426 van de Raad van State d.d. 8 december 2005 in de zaak M t/ Commissariaat voor de vluchtelingen en de staatlozen.

De Commissie hoorde in haar openbare zitting van 7 februari 2006 de verslaggeefster in haar verslag over de feitelijke toedracht van de zaak en over de middelen van de partijen.

...

Verzoeker heeft de Algerijnse nationaliteit.

Luidens artikel 31*bis*, § 1, 2°, van de wet van 1 augustus 1985, kan een financiële hulp worden toegekend onder de volgende voorwaarde: ...

In de onderhavige zaak werd op 19 februari 2002 door het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en Staatlozen een beslissing houdende weigering van verblijf van verzoeker op het Belgisch grondgebied uitgesproken.

Op 21 maart 2002 diende verzoeker bij de Raad van State, afdeling administratie, een verzoek tot nietigverklaring in van die beslissing, alsook een verzoek tot schorsing van tenuitvoerlegging van diezelfde beslissing.

Bij arrest nr. 152.426 van de Raad van State d.d. 8 december 2005 werden het beroep tot nietigverklaring en het verzoek tot schorsing van voormelde beslissing verworpen.

Gelet op dit arrest, dient de Commissie vast te stellen dat verzoeker niet voldoet aan de in artikel 31bis, § 1, 2°, van de wet van 1 augustus 1985 bepaalde voorwaarde.

Het verzoek dient dan ook als onontvankelijk te worden afgewezen.

M3629 (2005)

L'article 31 bis, 2° de la loi du 1^{er} août 1985 prévoit qu'« au moment où l'acte de violence est commis, la victime est de nationalité belge, a le droit d'entrer, de séjourner ou de s'établir dans le Royaume, ou s'est vue octroyer par la suite l'Office des étrangers un permis de séjour à durée indéterminée dans le cadre d'une enquête relative à la traite des êtres humains».

En l'espèce, les faits se sont déroulés entre le 1/1/1999 et le 28/4/2000 et la requérante a introduit le 21 janvier 2000, une demande de régularisation sur base de la loi du 22 décembre 1999.

En date du 13/8/2001, le Ministère de l'Intérieur a notifié à la requérante une autorisation de séjour illimité.

Dans un courrier du 14/6/2005, le conseil de la requérante déclare que cette décision d'autorisation de séjour a un effet rétroactif à la date d'introduction de la demande, soit le 21/1/2000 et que par conséquent, au moment des faits, la requérante était en séjour régulier.

Ainsi, le conseil de la requérante invoque l'article 14 de la loi du 22/12/1999 relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume qui dit « (...) *qu'il ne sera pas procédé matériellement à un éloignement entre l'introduction de la demande et le jour où une décision négative a été prise en application de l'article 12* » et déclare qu'il résulte de cette disposition qu'un ordre de quitter le territoire qui aurait été notifié aurait été légalement non exécutoire. Cette disposition aurait par conséquent, selon le conseil de la requérante, pour effet d'autoriser la requérante à résider sur le territoire pendant l'examen de sa demande de régularisation

Cependant, la Commission constate que cet effet rétroactif qu'aurait la décision, mis en avant par le conseil de la requérante n'est pas mentionné dans l'autorisation de séjour délivrée par le Ministère de l'Intérieur le 13/8/2001.

En outre, la Commission considère que ce n'est pas parce que des mesures d'éloignement ne sont pas prises à l'égard de la personne qui introduit une demande de régularisation pendant l'examen de sa demande, que celle-ci se trouve nécessairement en séjour régulier sur le territoire.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission estime que la requérante n'établit pas qu'elle satisfait au prescrit de l'article 31 bis, 2° de la loi du 1/8/1985 et que par conséquent, il y a lieu de déclarer sa demande, irrecevable.

[Un recours a été introduit devant le Conseil d'Etat.]

M50466 (2006)

Verzoekster bezit de Pakistaanse nationaliteit.

In dit verband dient de aandacht gevestigd op artikel 31bis, § 1, 2°, van de wet van 1 augustus 1985, luidens welke bepaling een financiële hulp kan worden toegekend onder de volgende voorwaarde: *“Het slachtoffer bezit op het moment van de gewelddaad de Belgische nationaliteit, is gerechtigd het Rijk binnen te komen, er te verblijven of er zich te vestigen, of heeft naderhand van de Dienst Vreemdelingenzaken een verblijfsvergunning van onbepaalde duur verkregen in het kader van een onderzoek wegens mensenhandel.”*

Het voorliggend dossier bevat geen document waaruit blijkt dat aan de voormelde voorwaarde is voldaan.

In die omstandigheden kan de Commissie niet anders dan het verzoek als onontvankelijk af te wijzen.

M50648 (2007)

- de ce que le requérant a vu sa demande d'asile a été rejetée par l'Office des étrangers le 06/12/2000 et par le Commissariat général aux réfugiés le 05/12/2001 et au moment des faits, le 09/06/2004, le requérant n'était pas en ordre de séjour sur le territoire belge ;
- de ce qu'il a introduit le 19/08/2002 une demande de régularisation de séjour sur pied de l'article 9.3 mais que cette procédure ne permet pas de considérer que le séjour du requérant était régulier en Belgique au moment des faits (le document de réception de la demande de régularisation du 27/08/2002 précise que l'attestation n'est pas un document de séjour);

M60301 (2008)

La Commission constate cependant

- que la victime, Monsieur P, n'a pas concrétisé les formalités d'inscription au registre de la population ;
- qu'en outre il ressort du fax du 11 juin 2008 de l'Office des Etrangers que la victime n'avait pas de statut légal en Belgique et qu'il y avait un ordre de quitter le territoire à son attention ;
- qu'en conséquence le prescrit légal de l'article 31bis, § 1er, 2°, de la loi du 1er août 1985 n'est pas rencontré ;

M70506 (2007)

- de ce que l'article 31 bis 2° de la loi du 1er août 1985 précise que au moment où l'acte de violence a été commis « la victime est de nationalité belge, a le droit d'entrer , de séjourner ou de s'établir dans le Royaume... »;
- de ce que le requérant n'a aucunement communiqué de renseignements complémentaires sur sa situation légale et notamment sur sa situation quant à l'entrée et au séjour dans le Royaume.

JU 13 action publique et obtention de la réparation du préjudice: conditions cumulées

M2589 (2005)

Tenant compte d'une part,

- que l'article 31 de la loi du 1^{er} août 1985 stipule que « la victime doit s'être constituée partie civile à raison des faits constitutifs de l'acte intentionnel de violence ou avoir donné une citation directe ou introduit une procédure devant le tribunal civil » ;
- que la requérante a porté l'affaire devant les tribunaux civils et a obtenu gain de cause ;
- que l'article 34§2 de la loi du 1^{er} août 1985 prévoit que « la requête ne pourra toutefois être présentée qu'après qu'il aura été statué sur l'action publique par une décision judiciaire passée en force de chose jugée ou, si l'auteur de l'acte ne peut être poursuivi ou condamné, qu'après la décision de la juridiction d'instruction. Elle pourra également être présentée si l'auteur demeure inconnu à l'expiration d'un délai d'un an prenant cours à la date de la constitution de partie civile »;
- que dans le cas présent, aucune décision n'a été rendue au pénal ;
- que la procédure devant le tribunal civil, ainsi que l'action directe ont été prévues par le législateur afin de permettre aux personnes qui ne s'étaient pas constituées partie civile alors qu'une décision avait déjà été rendue au pénal de demander une aide ;

et d'autre part,

- que la requérante fait valoir dans ses courriers des 24 décembre 2002 et 15 janvier 2003, que les termes de l'article 34 sont en contradiction avec ceux de l'article 31 qui dispose que la victime peut introduire une requête après avoir introduit une procédure devant le Tribunal Civil ;
- que les faits litigieux ont été commis en date du 22 décembre 1996 et que l'information répressive a été classée sans suite le 14 avril 1997,
- qu'il n'est plus possible à l'heure actuelle de lancer citation directe et/ou se constituer partie civile entre les mains d'un juge d'instruction, les faits étant prescrits ;

- que la Commission, avant dire droit, a, en date du 10 octobre 2003, posé une question préjudicielle à la Cour d'Arbitrage sur les articles 31 et 34 ;
- que la Cour d'Arbitrage constate que les dispositions ont été modifiées par la loi du 26 mars 2003 et que l'Art. 31 bis 3° inséré dans la loi du 1^{er} août 1985, dispose que « l'aide financière (...) est octroyée si une décision judiciaire définitive sur l'action publique est intervenue et le requérant a tenté d'obtenir réparation de son préjudice en s'étant constitué partie civile, en ayant procédé à une citation directe ou en ayant intenté une procédure devant un tribunal civil. Lorsque le dossier pénal est classé sans suite parce que l'auteur est demeuré inconnu, la commission peut estimer que le dépôt de plainte ou l'acquisition de la qualité de personne lésée par le requérant est suffisant. (...) ;
- que compte tenu des articles 31 et 31 bis modifiés, qui sont applicables aux requêtes pendantes,

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale de 3.540 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

M40054 (2005)

Bij vonnis van de Correctionele rechtbank te Oudenaarde werd H veroordeeld tot een hoofdgevangenisstraf van 12 maanden. Mevrouw M, moeder van verzoekster, had zich in eigen naam burgerlijke partij gesteld. De rechtbank wees haar vordering echter als ongegrond af gelet op haar houding. Tegen alle beschikkingen van voormeld vonnis werd hoger beroep ingesteld door het Openbaar Ministerie. Bij arrest van het Hof van beroep te Gent d.d.16 september 2002 werd H veroordeeld tot een hoofdgevangenisstraf van 3 jaar.

...

Bij schrijven d.d. 25 oktober 2005 deelde de raadsman van verzoekster mede aan het secretariaat van de Commissie dat niemand enig initiatief tot burgerlijke partijstelling heeft genomen.

...

Artikel 31bis, §1, 3° van de wet van 1 augustus 1985 bepaalt als voorwaarde voor het toekennen van een financiële hulp als bedoeld in artikel 31,1° tot 4°:

“Er is een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering genomen en de verzoeker heeft schadevergoeding nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank.

Indien het strafdossier geseponeerd is wegens het onbekend blijven van de dader, kan de commissie oordelen dat het voldoende is dat de verzoeker klacht heeft ingediend of de hoedanigheid van benadeelde persoon heeft aangenomen. De hulp kan ook worden aangevraagd indien er meer dan

een jaar verstreken is sinds de datum van de burgerlijke partijstelling en de dader onbekend blijft.”

In casu is er geen schadevergoeding nagestreefd door verzoekster. Er is geen burgerlijke partijstelling gebeurd namens verzoeker, noch rechtstreekse dagvaarding noch is er schadevergoeding nagestreefd door een vordering voor de burgerlijke rechtbank. Er is in casu ook geen sprake van een sepot wegens het onbekend blijven van de dader. Aldus werd aan de voorwaarde van artikel 31bis, §1, 3° niet voldaan.

Het komt de Commissie voor dat verzoekster haar schade-eis diende te laten gelden voor een burgerlijke rechtbank aan de hand van de bekomen strafrechterlijke veroordeling.

M40936 (2005)

Luidens artikel 31bis, § 1, 3°, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985, ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 26 maart 2003, kan een financiële hulp worden toegekend onder de volgende voorwaarde:

“Er is een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering genomen en de verzoeker heeft schadevergoeding nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank.

Indien het strafdossier geseponneerd is wegens het onbekend blijven van de dader, kan de commissie oordelen dat het voldoende is dat de verzoeker klacht heeft ingediend of de hoedanigheid van benadeelde persoon heeft aangenomen. De hulp kan ook worden aangevraagd indien er meer dan een jaar verstreken is sinds de datum van de burgerlijke partijstelling en de dader onbekend blijft.”

Het artikel valt uiteen in verschillende componenten, welke hierna een voor een nader bekeken worden.

Een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering (1) én de verzoeker heeft schadevergoeding nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank (2)

In het voorliggend dossier ligt een definitieve beschikking tot buitenvervolginstelling van de Raadkamer te Antwerpen d.d. 27 september 2001 voor.

Het voegwoord “en” in artikel 31bis, § 1, 3°, eerste lid, van de wet wijst erop dat beide voorwaarden cumulatief dienen vervuld te zijn.

De Commissie stelt vast dat verzoekster zich geen burgerlijke partij heeft gesteld, noch een rechtstreekse dagvaarding heeft uitgebracht noch een vordering heeft ingeleid voor een burgerlijke rechtbank. Er is dus niet voldaan aan de tweede voorwaarde.

A. Burgelijke Partijstelling

In zijn schriftelijke reactie verwijst de raadsman van verzoekster naar de parlementaire stukken, waaruit blijkt dat de vereiste van burgerlijke partijstelling een viervoudige bedoeling heeft:

- het slachtoffer moet iets ondernemen om een gerechtelijk dossier te doen samenstellen dat de Commissie in staat stelt met kennis van zaken uitspraak te doen (Parl. St. Kamer, 1984-85, nr. 1281/16, p. 17);
- een seponering of de inactiviteit van het openbaar ministerie omzeilen (Hand. Kamer, 1984-85, 23 juli 1985, p. 3491);
- het slachtoffer moet formeel zijn interesse en belang doen blijken (ibidem; Hand. Senaat, 1984-85, 18 juni 1985, p. 3042; Parl. St. Senaat, 1984-85, nr. 873, 2/1°, p. 30);
- een controle inbouwen die de ernst van het onderzoek versterkt (Parl. St. Senaat, 1984-85, 873, 2/1°, p. 31).

Volgens de raadsman is aan elk van de vier voorwaarden voldaan.

De Commissie kan deze zienswijze niet bijtreden.

Wat punt (1) betreft, wordt opgemerkt dat er weliswaar een gerechtelijk dossier voorhanden is, doch dat verzoekster hieromtrent zelf niets heeft ondernomen.

In de door de raadsman van verzoekster als bijlage bij zijn schriftelijke reactie gevoegd arrest van de Raad van State nr. 79.555 d.d. 29 maart 1999 wordt gesteld dat het niet vereist is dat men de *hoedanigheid* van burgerlijke partij heeft verkregen doch dat de loutere stelling als burgerlijke partij voldoende is.

De draagwijdte van dit arrest impliceert dat verzoekster zich niet kan beroepen op overmacht in verband met het niet stellen als burgerlijke partij. Het doet er immers niet toe of de burgerlijke partijstelling al dan niet tot gevolg heeft dat de vervolging tot resultaten leidt.

2. B. rechtstreekse dagvaarding

De raadsman merkt op dat, als het openbaar ministerie er na meer dan acht jaar niet in slaagt om voldoende bezwaren te vinden tegen een stel verdachten, een rechtstreekse dagvaarding tegen diezelfde verdachten absoluut zinloos is.

Bovendien wijst de raadsman erop dat een rechtstreekse dagvaarding niet mogelijk is voor criminele feiten (art. 64, tweede lid, Sv.).

2. C. Vordering voor een burgerlijke rechtbank

De raadsman herhaalt zijn argumentatie omtrent de rechtstreekse dagvaarding.

Het onderzoek ging van start als een onderzoek tegen onbekenden. Nadien waren er weliswaar vier verdachten, doch tegen hen bestonden er onvoldoende bezwaren.

3. Indien het strafdossier geseponerd is wegens het onbekend blijven van de dader, kan de commissie oordelen dat het voldoende is dat de verzoeker klacht heeft ingediend of de hoedanigheid van benadeelde persoon heeft aangenomen.

3. A. seponering wegens onbekende dader – klacht is voldoende

Volgens de raadsman kan het voorliggend dossier gelijkgesteld worden met een sepot wegens het onbekend blijven van de dader.

De Commissie merkt op dat we *in casu* te maken hebben met een beslissing van een onderzoeksgerecht (beschikking van de Raadkamer), daar waar de wet enkel spreekt over een seponering, hetgeen een beslissing is van het parket.

Bovendien werd het gerechtelijk onderzoek niet gevoerd tegen onbekenden, doch liep het ten laste van vier verdachten.

Zelfs mocht de Commissie aannemen dat deze zaak kan beschouwd worden als een seponering wegens onbekende dader, *quod non*, dan dient nog steeds te worden vastgesteld dat verzoekster geen klacht heeft neergelegd.

Verzoekster stelt dat het indienen van een klacht overbodig was, aangezien moord geen klachtmisdrijf is. Dit gegeven ontsloeg verzoekster evenwel niet van de plicht om zich burgerlijke partij te stellen.

3. B. seponering wegens onbekende dader – hoedanigheid van benadeelde persoon is voldoende

De raadsman stelt dat zijn cliënte het nodige had gedaan om zich als benadeelde te laten kennen, zowel bij het openbaar ministerie als bij de onderzoeksrechter, doch dat wetgeving omtrent het statuut van benadeelde (art. 5bis V.T. Sv.) slechts is ingevoerd bij wet van 12 maart 1998, zijnde vijf jaar na de feiten.

De Commissie meent dat de omstandigheid dat het statuut van benadeelde persoon niet voorzien was ten tijde van de feiten, geen afbreuk doet aan het feit dat niet voldaan is aan de wettelijke voorwaarde.

Hoewel de Commissie begrip toont voor het leed dat aan verzoekster werd berokkend, kan zij de wettelijke voorwaarden tot toekenning van een financiële hulp niet terzijde schuiven. Zij kan dan ook niet anders dan het hulpverzoek als onontvankelijk af te wijzen.

M41191 (2007)

Ingevolge artikel 31bis, § 1, 3de lid, van de wet van 1 augustus 1985 wordt een financiële hulp toegekend indien er een strafrechtelijke beslissing is genomen over de strafvordering én de verzoeker schadevergoeding heeft nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank.

In het voorliggend dossier ligt er wel een definitieve strafrechtelijke beslissing voor (het vonnis van de Correctionele rechtbank ...), doch ligt er geen bewijs voor van een burgerlijke partijstelling in hoofde van de verzoekster. Evenmin werd een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank ingeleid.

De Commissie wil het door de verzoekster ondergane leed niet minimaliseren, maar zij kan in de gegeven omstandigheden niet anders dan het verzoek als niet ontvankelijk af te wijzen.

JU 14 constitution de partie civile

- une constitution de partie civile suffit, la recevabilité de la partie civile n'est pas requise
- absence de constitution de partie civile

une constitution de partie civile suffit, la recevabilité de la partie civile n'est pas requise

M40092 (2005)

- que les faits ont eu lieu en janvier 2001 ;
- que la première ordonnance de non-lieu a été rendue en date du 27 mars 2003 ;
- que le requérant s'est constitué partie civile en date du 8 juillet 2003 ;
- que la constitution de partie civile a été déclarée irrecevable par la chambre du conseil du Tribunal de Première Instance de Charleroi par ordonnance du 5 novembre 2003 ;
- que compte tenu de l'arrêt du Conseil d'Etat du 29 mars 1999, la condition prévue à l'article 31, §1, 3° de la loi du 1^{er} août 1985 n'exclut pas les cas où la constitution de partie civile est finalement déclarée irrecevable (ici, en l'occurrence, parce qu'aucun nouvel élément ne justifie la réouverture de l'instruction). La loi exige que le requérant se soit constitué partie civile en vue de la réparation du dommage résultant de l'acte intentionnel de violence, ce qui a été effectivement rencontré;

M50930 (2006)

Bij beschikking d.d. 27 januari 1998 verklaarde de Raadkamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge dat er geen reden is tot vervolging

(wegens het onbekend blijven van de daders) en werd de onderzoeksrechter ontslagen van verder onderzoek. De kwalificatie van de feiten luidde: poging tot doodslag.

Op 21 november 2002 stelde verzoeker zich bij Onderzoeksrechter C. Pottiez te Brugge burgerlijke partij tegen onbekenden wegens opzettelijke slagen en verwondingen met werkonbekwaamheid.

Bij beschikking van voornoemde Raadkamer d.d. 2 april 2003 werd de burgerlijke partijstelling onontvankelijk verklaard (afwezigheid van nieuwe elementen om het gerechtelijk onderzoek te heropenen).

...

In de voorliggende zaak ligt een beschikking voor van de Raadkamer te Brugge d.d. 2 april 2003, waarbij de burgerlijke partijstelling van de heer D onontvankelijk werd verklaard.

Wat de problematiek van een onontvankelijke burgerlijke partijstelling betreft, dient de aandacht gevestigd op het arrest nr. 79.555 van 29 maart 1999 van de Raad van State. In dat arrest werd de beslissing van de Commissie d.d. 6 juli 1995 vernietigd, waarbij het verzoek van mevrouw K onontvankelijk werd verklaard omdat haar burgerlijke partijstelling onontvankelijk was. De Raad van State was van oordeel dat de Commissie, door aldus te beslissen, aan de wet van 1 augustus 1985 een bijkomende voorwaarde had toegevoegd.

Gelet op voormeld arrest lijkt het verzoek dus ontvankelijk.

absence de constitution de partie civile

M2038 (2005)

De moeder van verzoekster stelde zich nooit burgerlijke partij. Toen C meerderjarig werd stelde ook zij zich geen burgerlijke partij.

...

Ingevolge artikel 31bis, 3^{de} van de wet van 1 augustus 1985 wordt een financiële hulp toegekend indien er een strafrechtelijke beslissing is genomen over de strafvordering en de verzoeker schadevergoeding heeft nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank.

Derhalve voldoet het verzoekschrift niet aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden.

M2205 (2005)

- Que « la victime doit s'être constituée partie civile (date et preuve de cette constitution) à raison de faits constitutifs de l'acte intentionnel de violence ou avoir donné citation directe ou introduit une procédure devant le tribunal civil ».
- De l'absence de constitution de partie civile,

- Que la requête ne peut être présentée qu'après qu'il ait été statué sur l'action publique par une décision judiciaire définitive,
 - Que la requérante ne fait valoir aucune pièce judiciaire,
- la Commission déclare la demande irrecevable.

M2292 (2005)

- Que le dossier est classé sans suite par le Parquet de Nivelles (« charges insuffisantes »).
- Que le requérant ne s'est pas constitué partie civile.

la Commission déclare la demande irrecevable.

M2316 (2006)

Qu'en l'espèce, il n'apparaît pas de l'arrêt rendu par la cour d'assises de Bruxelles sur les intérêts civils en date du 3 juin 1999 que le requérant se soit constitué partie civile au nom de ses deux enfants.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission constate que la requête ne satisfait pas au prescrit de l'article précité et qu'en conséquence, elle doit être déclarée irrecevable.

[Au requérant agissant en son nom personnel une aide est cependant octroyée.]

M2361 (2006)

Qu'en l'espèce, il n'apparaît pas de l'arrêt rendu par la cour d'assises de Bruxelles sur les intérêts civils en date du 3 juin 1999 que le requérant se soit constitué partie civile au nom de ses deux enfants.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission constate que la requête ne satisfait pas au prescrit de l'article précité et qu'en conséquence, elle doit être déclarée irrecevable.

M2775 (2007)

- que la Commission n'entend pas nier ou minimiser les conséquences pénibles de l'agression dont a été victime le mari de la requérante, mais elle est tenue par la législation en vigueur en matière d'aide aux victimes ;
- qu'aucun document n'atteste de la constitution de partie civile de la requérante ;

M40279 (2005)

In het voorliggend dossier ligt er wel een definitieve strafrechtelijke beslissing voor (het arrest van het Assisenhof d.d. 13 november 1998), doch ligt er geen bewijs voor van een burgerlijke partijstelling in hoofde van de heer Y noch van de minderjarige kinderen E en D. Evenmin werd een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank ingeleid.

In die omstandigheden dienen de hulpverzoeken als niet-ontvankelijk te worden afgewezen.

M40975 (2006)

En l'occurrence, l'auteur est connu, poursuivi et condamné pour les faits de violence à l'encontre de la requérante. Par contre, la requérante, avisée par le Parquet, n'a pas donné suite et ne s'est pas constituée partie civile à l'encontre de l'auteur des faits.

Il apparaît dès lors que les conditions de recevabilité ne sont malheureusement pas rencontrées.

La Commission estime que la demande de la requérante n'est pas recevable.

M41009 (2005)

In casu is er geen schadevergoeding nagestreefd door verzoeker. Er is geen burgerlijke partijstelling gebeurd namens verzoeker, noch rechtstreekse dagvaarding noch is er schadevergoeding nagestreefd door een vordering voor de burgerlijke rechtbank. Er is in casu ook geen sprake van een sepot wegens het onbekend blijven van de dader. Aldus werd aan de voorwaarde van artikel 31bis, §1, 3° niet voldaan.

Het komt de Commissie voor dat verzoeker zijn schade-eis diende te laten gelden voor een burgerlijke rechtbank aan de hand van de bekomen strafrechterlijke veroordeling.

Het verzoekschrift is dienvolgens niet-toelaatbaar.

M50849 (2006)

De heer A werd in verdenking gesteld van moord op D, doch bij beschikking d.d. 27 oktober 2004 van de raadkamer te Antwerpen werd hij buiten vervolging gesteld (onvoldoende bezwaren).

...

Luidens artikel 31bis, § 1, 3°, van de wet van 1 augustus 1985, ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 26 maart 2003, kan een financiële hulp worden toegekend onder de volgende voorwaarde:

“Er is een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering genomen en de verzoeker heeft schadevergoeding nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank.

Indien het strafdossier geseponeerd is wegens het onbekend blijven van de dader, kan de commissie oordelen dat het voldoende is dat de verzoeker klacht heeft ingediend of de hoedanigheid van benadeelde persoon heeft aangenomen. De hulp kan ook worden aangevraagd indien er meer dan een

jaar verstreken is sinds de datum van de burgerlijke partijstelling en de dader onbekend blijft.”

Het voegwoord “en” in artikel 31bis, § 1, 3°, eerste lid, van de wet wijst er op dat beide voorwaarden (definitieve strafrechtelijke beslissing + schadevergoeding nastreven) cumulatief dienen vervuld te zijn.

In het voorliggend dossier is voldaan aan de eerste voorwaarde – er ligt een definitieve beschikking van de Raadkamer te Antwerpen voor - doch niet aan de tweede voorwaarde: de verzoekster heeft enkel het statuut van benadeelde persoon. Zij heeft zich geen burgerlijke partij gesteld, hoewel zij daartoe tijdens het gerechtelijk onderzoek nochtans de mogelijkheid had.

In bepaalde gevallen kan de hoedanigheid van benadeelde persoon door de Commissie voldoende worden geacht om een ontvankelijk hulpverzoek in te dienen, doch deze mogelijkheid doet zich slechts voor in geval van een seponering wegens het onbekend blijven van de dader (art. 31bis, § 1, 3°, tweede lid, van de wet) en kan niet worden uitgebreid tot de hypothese waarbij een beschikking van de raadkamer voorligt.

Nu niet voldaan is aan één van de basisvoorwaarden tot toekenning van een financiële hulp, kan de Commissie niet anders dan het verzoek als onontvankelijk af te wijzen.

[Pour le fils mineur d’âge du requérant la force majeure a été retenue.]

M50850 (2006)

De Commissie stelt vast dat er geen burgerlijke partijstelling qualitate qua G voorligt, zoals voorzien in artikel 31bis, § 1, 3°, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985. Echter, aangezien G minderjarig is en ter verdediging van zijn belangen aangewezen is op zijn vertegenwoordigers, meent de Commissie dat *in casu* overmacht kan aanvaard worden.

JU 14A constitution de partie civile: force majeure

- Jurisprudence du Conseil d’Etat

Voir arrêt n° 160.523 du 26 juin 2006 du conseil d’Etat dans l’affaire 99628 (2004)

1. Overwegende dat de gegevens van de zaak als volgt kunnen worden samengevat :

1.1. J wordt op 8 augustus 1998 in haar woning te D meermaals met een breekijzer geslagen door haar echtgenoot, A. Deze laatste kan overmeesterd worden door twee rijkswachters die toevallig in de buurt zijn. Het slachtoffer wordt overgebracht naar het Virga Jesseziekenhuis te Hasselt, waar het tot en met 18 augustus 1998 voor verzorging verblijft.

1.2. Bij beschikking van 24 november 1998 van de raadkamer wordt A wegens poging tot moord geïnterneerd. Verzoekster stelt zich voor de raadkamer geen burgerlijke partij tegen haar echtgenoot.

...

Luidens artikel 31bis, 3/, van de wet van 1 augustus 1985 kan een financiële hulp worden toegekend onder de volgende voorwaarde : 'Er is een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering genomen en de verzoeker heeft schadevergoeding nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank'.

In het onderhavig dossier ontbreekt een burgerlijke partijstelling. Volgens verzoekster zou een burgerlijke partijstelling lastens haar echtgenoot voor de Raadkamer nadelig (kunnen) geweest zijn voor de hangende echtscheidingsprocedure (op grond van feiten). Bij de behandeling van de zaak voor de Raadkamer bleek dat de heer A voor internering in aanmerking kwam. In het kader van de echtscheidingsprocedure hield verzoekster evenwel voor dat haar echtgenoot zich wel degelijk bewust was van de door hem begane fouten. Mocht verzoekster zich burgerlijke partij gesteld hebben lastens haar echtgenoot, zou dit erop neerkomen dat zij akkoord ging met diens internering. Aldus zou ook de echtscheidingsprocedure op grond van feiten niet verder kunnen behandeld worden (geen schuldbewijs). Kortom, verzoekster roept overmacht in voor het zich niet stellen van burgerlijke partij.

In de onderhavige zaak is de Commissie van oordeel dat overmacht niet kan aangenomen worden, aangezien verzoekster in het kader van haar echtscheiding de strategische keuze heeft genomen om zich geen burgerlijke partij te stellen. In deze omstandigheden kan het ontbreken van een burgerlijke partijstelling niet als overmacht worden beschouwd.

Het afwijzen van het hulpverzoek betekent echter geenszins dat de Commissie blind blijft voor het onnoemelijke leed dat verzoekster ongetwijfeld heeft ondergaan naar aanleiding van de op haar gepleegde gewelddaden, wel integendeel".

...

2. Overwegende dat verzoekster een enig middel aanvoert dat als volgt luidt:

"Overeenkomstig artikel 31, § 1, 3° is vereist dat het slachtoffer zich burgerlijke partij moet gesteld hebben uit hoofde van de bestanddelen van het strafbare feit van de opzettelijke gewelddaad, of een rechtstreekse dagvaarding hebben uitgebracht, of een procedure hebben ingeleid bij de burgerlijke rechtbank;

Aangezien verzoekster zich geen burgerlijke partij heeft gesteld om de reden hierboven aangehaald, nl. dat de internering zou gevorderd worden op de zitting van de Raadkamer dd. 9 juli 2004 (lees : 22 november 1998);

Bovendien dient niet uit het oog te worden verloren dat verzoekster nog steeds kan overgaan tot rechtstreekse dagvaarding of de voor de Rechtbank van Eerste Aanleg ingeleide procedure verderzetten;

...

3.2. Overwegende dat verzoekster betoogt dat zij zich geen burgerlijke partij kon stellen voor de raadkamer, omdat dit zou meebrengen dat zij alsdan instemde met de internering van haar echtgenoot; dat zij daaraan toevoegt dat de echtscheidingsprocedure op grond van bepaalde feiten die zij had ingeleid tegen haar echtgenoot niet verder kon worden behandeld, omdat, gelet op de internering van haar echtgenoot, zij niet zou slagen in het bewijs van de gewelddaden en de grove beledigingen lastens haar echtgenoot, die het bewijs van schuld impliceren; dat de internering het schuldelement uitsluit;

3.3. Overwegende dat de argumentatie van verzoekster feitelijke grondslag mist, vermits uit de memorie van wederantwoord van 20 oktober 2003, die de advocaat van verzoekster op 21 oktober 2003 heeft ingediend bij de commissie, blijkt dat :

“(…) In casu de echtscheidingsprocedure niet gevoerd is geworden op basis van de feiten van 8 augustus 1998, doch wél op basis van andere daaraan voorafgaande feiten welke als reden zijn ingeroepen geworden voor het bekomen van de echtscheiding en op welke basis trouwens ook de echtscheiding werd toegestaan.”;

Overwegende dat verzoekster geen overmacht kan invoeren omdat niets haar belette om voornoemd artikel 31bis, 3°, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen na te leven; dat verzoekster bovendien niet aantoont dat zij een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor de burgerlijke rechtbank heeft uitgebracht; dat dit evenmin werd aangetoond door de advocaat van verzoekster ter openbare terechtzitting van 19 juni 2006;

Overwegende dat uit wat voorafgaat volgt dat het enig middel niet kan worden aangenomen, vermits het feitelijke grondslag mist,

98076 (2009)

qu'en l'espèce il ressort des pièces du dossier que le requérant n'a pas pu se constituer partie civile contre l'un de ses agresseurs, le nommé B puisque celui-ci était mineur au moment des faits. Il s'agit donc d'un cas de force majeure. C'est pourquoi, la requérant a notifié citation devant la chambre civile du Tribunal de Première Instance de Liège, tant à l'égard des nommés H et B que de leurs parents en leur qualité de civilement responsables et a ainsi obtenu gain de cause;

98765 (2006) [convocation envoyée à une mauvaise adresse]

En l'espèce, le requérant ne s'est pas constitué partie civile et n'a pas intenté de procédure devant un tribunal civil mais invoque un cas de force majeure dans la mesure où il précise qu'il n'a pas eu connaissance de la date d'audience car la convocation n'a pas été envoyée à la bonne adresse et que par conséquent, il n'a pas pu se constituer partie civile.

En effet, suite à une demande d'information auprès du procureur du Roi de Dinant en date du 13/10/1998, il lui a été répondu, à la bonne adresse, par courrier du 3/11/1998 que son affaire était en cours d'information et par contre, pour une raison inconnue, l'avis de fixation de son affaire à l'audience du tribunal correctionnel le 13/09/2001 a été envoyé à l'adresse mentionnée dans le procès-verbal initial qui date de 1994.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission estime que les conditions de recevabilité pour une demande d'aide principale sont remplies.

M2457 (2007) [mineur d'âge]

La mère de la requérante s'est constituée partie civile uniquement en son nom personnel et le jugement n'indique aucune procédure engagée civilement au nom de l'enfant mineure. De plus, le jugement date du 20/12/1995 et la requête n'est introduite que le 08/08/2002, soit plus de trois ans plus tard.

Etant donné que la requérante était mineure d'âge jusqu'au 23/09/2004, qu'elle ne pouvait agir seule et dépendait entièrement des personnes qui étaient désignées légalement pour représenter ses intérêts et agir en justice ou devant la Commission, il ne peut lui être reproché le fait de ne pas s'être constituée partie civile et de ne pas avoir introduit la requête dans les délais impartis. La Commission considère qu'elle ne peut pénaliser la requérante pour un fait indépendant de sa volonté.

Dès lors, la Commission reconnaît dans le chef de la requérante l'existence d'un cas de force majeure et au vu de la reprise d'instance du 08/11/2006, signée par la requérante dans les 3 ans à dater de sa majorité, considère que les conditions de recevabilité sont rencontrées.

M2509 (2006) [aucune convocation envoyée]

Le requérant porte plainte le 29/01/2000.

Le 10/06/2002, la Chambre du Conseil du Tribunal de Première Instance de Liège rend une ordonnance de non-lieu pour cause d'auteur inconnu. Le requérant ne s'est pas constitué partie civile, ignorant les démarches à effectuer, n'ayant pas été mis au courant des suites apportées à son dossier, bien qu'il dit s'être présenté au Parquet de Liège pour s'enquérir de l'affaire mais n'a pas été informé de l'audience de la Chambre du conseil.

Par courrier daté du 03/11/2003, le Procureur général près la Cour d'appel de Liège confirme que le requérant n'a pas été averti ni convoqué à l'audience de la Chambre du conseil.

...

Le requérant dit s'être présenté au Parquet pour s'enquérir des suites de sa plainte, aucune information ne lui a été transmise quant à l'audience de la Chambre du conseil. Par courrier daté du 03/11/2003, le Procureur général près la Cour d'appel de Liège confirme que le requérant n'a pas été averti ni convoqué à l'audience de la Chambre du conseil.

Par conséquent, la Commission estime qu'il y a manifestement un cas de force majeure dont il y a lieu de tenir compte en faveur du requérant et elle estime dès lors que les conditions de recevabilité pour une demande d'aide principale sont remplies.

M40037 (2005) [auteur des faits mineur d'âge]

Le requérant dépose plainte suite à l'agression subie. Le dossier est classé sans suite par le Parquet, tenant compte des éléments suivants : les auteurs marquent leur accord pour indemniser chacun pour moitié leur victime, l'ancienneté des faits et les jeunes gens sont devenus majeurs. Le requérant lance alors une citation introductive d'instance devant le Tribunal civil de Verviers et les auteurs sont condamnés par défaut à indemniser le requérant.

Force est de constater qu'aucune décision judiciaire définitive n'est intervenue (le classement sans suite par le Parquet ne pouvant être assimilé à une décision judiciaire définitive qui est prononcée par une juridiction soit d'instruction, soit de jugement).

La Commission relève néanmoins que le requérant n'avait pas d'autre choix que d'introduire une procédure au civil, seule voie possible dès l'instant où le Parquet avait décidé de classer sans suite, puisque les auteurs étaient mineurs et qu'il n'était dès lors pas possible au requérant de se constituer partie civile entre les mains du juge d'instruction.

Par conséquent, la Commission reconnaît l'existence d'un cas de force majeure et estime que la requête du requérant est recevable

M40372 (2006) [décès de l'auteur des faits]

La requérante ne s'est pas constituée partie civile au nom de ses enfants mineurs. Par courrier daté du 16/01/2006, ainsi qu'à l'audience de la Commission, la requérante a exposé que, sur conseil de son avocat, la constitution de partie civile devait être déposée à l'audience du tribunal.

Le décès de l'auteur des faits, survenu avant cette audience, n'a pas permis la réalisation de cette démarche.

La fille de la requérante, mineure d'âge, dépendait de ses représentants légaux pour entamer la procédure de constitution de partie civile et la Commission estime qu'il ne peut lui être reproché de ne pas remplir les conditions à cet effet, vu son incapacité à ester en justice compte tenu de sa minorité.

Dès lors, la Commission reconnaît l'existence d'un cas de force majeure et déclare la demande de la requérante, agissant au nom de sa fille mineure, recevable.

M40484 (2005) [requérant dans le coma]

Bij vonnis van de Correctionele rechtbank te Antwerpen d.d. 25 juli 2003 werd D veroordeeld tot een gevangenisstraf van 5 jaar.

Meester Van Eeckhoudt stelt dat zijn cliënt niet op de hoogte was van de zitting waarop de zaak werd behandeld, daar deze zich op dat moment in een comateuze toestand in het ziekenhuis bevond. De heer P heeft dan ook geen schadevergoeding kunnen vorderen.

...

Bij verzoekschrift d.d. 5 februari 2004 vroeg verzoeker de toekenning van een noodhulp. Dit dossier is gekend bij de Commissie onder A.R. M40089. Bij beslissing d.d. 28 april 2004 stelde de Commissie vast dat niet voldaan werd aan de voorwaarde opgenomen in artikel 31bis, 3° van de wet van 1 augustus 1985, namelijk dat de verzoeker schadevergoeding moet hebben nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling. De Commissie oordeelde evenwel dat verzoeker zich geen burgerlijke partij heeft gesteld omdat hij zich in comateuze toestand bevond op het ogenblik dat de zaak ter zitting van de Correctionele rechtbank werd behandeld. De Commissie kende aan verzoeker een noodhulp toe.

M40758 (2009) [victime mineur d'âge]

de ce qu'en l'occurrence, le requérant ne s'est donc ni constitué partie civile, ni n'a procédé à une citation directe ou intenté une procédure devant un tribunal civil ;

de ce que la commission peut cependant admettre que le requérant ait été empêché d'introduire sa demande dans le délai légal de trois ans pour un cas de force majeure;

de ce que l'état de minorité de la victime peut constituer un cas de force majeure, spécialement en cas de passivité de ses représentants légaux;

M41118 (2005) [décès de l'auteur des faits]

Volgens artikel 31 bis 3^{de} van de wet diende verzoeker zich burgerlijke partij te stellen. Aan deze voorwaarde werd niet voldaan. Verzoeker heeft zich geen burgerlijke partij gesteld. Gezien de dader zichzelf onmiddellijk na de

feiten van het leven beroofd heeft, kan de Commissie in casu overmacht aanvaarden.

M50084 (2006) [aucune convocation envoyée]

Par jugement, coulé en force de chose jugée, du 14/05/1998, le Tribunal Correctionnel de Huy a condamné W (notamment pour les faits survenus le 13.12.2002) à une peine de six ans d'emprisonnement.

Le jugement ne fait cependant aucunement référence à des préventions au préjudice de la requérante.

Dans sa requête du 27.01.05, Mme V justifie cette situation par le fait qu'elle n'a pas « été avertie de la date d'audience devant le Tribunal Correctionnel et n'a donc pas eu la possibilité de faire acte de constitution de partie civile ».

Dans un courrier adressé à la requérante par le Procureur du Roi de Huy (16.11.04) et joint au dossier il est précisé : « *Après vérification, il apparaît que Mme V a bien répondu au courrier de Mr le Juge d'Instruction F. Elle a en outre déclaré lors d'une réunion organisée par le service d'aide aux victimes de la zone de police S qu'elle entendait se constituer partie civile, raison pour laquelle lui furent données les coordonnées du service d'accueil aux victimes de Huy.*

La déclaration de personne lésée effectuée à Liège et qui n'est pas parvenue à temps à mon Office est celle qui a été faite par l'avocat de la compagnie d'assurance de Mme V (AXA) en vue de récupérer les débours exposés.

C'est l'absence de déclaration de personne lésée de la part de Mme V qui a conduit mon Office à ne pas convoquer cette dernière à l'audience correctionnelle (à tort semble-t-il compte tenu du préjudice qui subsiste d'après elle)... »

Le procureur du Roi suggérerait à la requérante d'introduire une action civile devant le juge compétent. Vu l'insolvabilité de l'auteur et des difficultés financières, la requérante n'a pu entamer de procédure au civil.

M50215 (2006)

Uit het dossier (bijlage 1 bij het verzoekschrift) blijkt dat mevrouw A, de echtgenote van verzoeker, op 9 mei 2004 bij de politie te Antwerpen klacht neerlegde tegen onbekenden wegens diefstal van haar handtas.

Verzoeker zelf legde geen klacht neer naar aanleiding van de op hem gepleegde feiten. Hoewel klachtneerlegging een minimale ontvankelijkheidsvoorwaarde is voor de toekenning van een hulp, dient in het voorliggend dossier toch rekening te worden gehouden met de specifieke omstandigheden: verzoeker werd na de op hem gepleegde gewelddaden overgebracht naar het ziekenhuis, alwaar hij vijf dagen verbleef. In die omstandigheden was het voor hem niet mogelijk om zich kort na de feiten naar het politiekantoor te begeven.

M70574 (2008) [mineur]

In het voorliggend dossier is voldaan aan de eerste voorwaarde – er ligt een definitief arrest voor van het Hof van Beroep te Gent waarbij de dader strafrechtelijk werd veroordeeld – maar niet aan de tweede voorwaarde: de verzoekster heeft zich geen burgerlijke partij gesteld noch op een andere wijze vergoeding van haar schade nagestreefd.

Verzoekster kan evenwel overmacht inroepen voor het zich niet stellen als burgerlijke partij: toen de gerechtelijke procedure werd opgestart, was verzoekster nog minderjarig en aangewezen op haar wettelijke vertegenwoordigers om juridisch op te treden. Deze laatsten hebben echter nagelaten zich namens haar burgerlijke partij te stellen.

Luidens de vaste rechtspraak van de Commissie wordt in dergelijke gevallen inderdaad overmacht aanvaard. Er kan onder meer verwezen worden naar de beslissing in het dossier met algemeen rolnummer M50850 (beslissing uit 2006): “De Commissie stelt vast dat er geen burgerlijke partijstelling qualitate qua G voorligt, zoals voorzien in artikel 31bis, § 1, 3°, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985. Echter, aangezien G minderjarig is en ter verdediging van zijn belangen aangewezen is op zijn vertegenwoordigers, meent de Commissie dat in casu overmacht kan aanvaard worden.”

Van zodra verzoekster meerderjarig werd, had zij theoretisch de mogelijkheid om haar vader burgerlijk te dagvaarden. Zij heeft dit echter niet gedaan, gelet op de enorme angst die zij voor haar vader had (en nog steeds heeft). Tot op de dag van vandaag blijft hij haar stalken, ook al zit hij opgesloten in de gevangenis.

De psychische onmogelijkheid van verzoekster om juridische stappen te ondernemen tegen haar vader blijkt ten overvloede uit haar brief d.d. 16 juni 2008, alsook uit de mondelinge toelichting verstrekt ter zitting d.d. 11 september 2008.

In die omstandigheden meent de Commissie dat zonder meer overmacht dient aanvaard te worden.

M90318 (2009)

De verzoeker stelde zich, zo blijkt uit de stukken van het dossier, geen burgerlijke partij op de verwijzingszitting van de raadkamer van 16 maart 2007.

Het lijkt aannemelijk dat verzoeker zinnens was om zich alsnog burgerlijke partij te stellen in de procedure ten gronde voor de correctionele rechtbank. Gelet op het overlijden van de betichte op 13 september 2007, waardoor de strafvordering kwam te vervallen, verkeerde verzoeker niet meer in de mogelijkheid om zich alsnog burgerlijke partij te stellen. Overmacht kan in dit geval aanvaard worden.

Aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden is hiermee voldaan.

JU 15 classement sans suite

- pour auteur inconnu
- assimilé à un classement sans suite pour auteurs inconnus
- pour une autre raison

classement sans suite pour auteurs inconnus

M40769 (2007)

In onderhavig dossier werd het strafdossier geseponeerd wegens het onbekend blijven van de dader. De gemachtigd ambtenaar meent evenwel dat uit het neergelegde dossier en meer bepaald uit de verklaringen van de verzoeker op 14 april 1999 blijkt dat de dader niet onbekend is en dat zodoende een klacht onvoldoende is. Na studie van het dossier en na de verzoeker en diens raadsman gehoord te hebben, meent de Commissie evenwel dat er geen elementen voorhanden zijn om te eisen dat de verzoeker zich alsnog (acht jaar na de feiten) burgerlijke partij stelt of een burgerlijke vordering inleidt. De kans op succes van dergelijke actie is in de gegeven omstandigheden dermate onbestaande dat de Commissie het voldoende acht dat de verzoeker klacht heeft ingediend

M50129 (2006)

L'article 31 bis, 3° de la loi du 1er août 1985 prévoit qu'une aide financière peut être octroyée à la condition qu'« Une décision judiciaire définitive sur l'action publique est intervenue et le requérant a tenté d'obtenir réparation de son préjudice en s'étant constitué partie civile, en ayant procédé à une citation directe ou en ayant intenté une procédure devant un tribunal civil.

Lorsque le dossier pénal est classé sans suite parce que l'auteur est demeuré inconnu, la commission peut estimer que le dépôt de plainte ou l'acquisition de la qualité de personne lésée par le requérant est suffisant;»

En l'espèce, il n'apparaît pas du dossier que le requérant se soit constitué partie civile.

Cependant, une ordonnance de non-lieu pour auteur inconnu ayant été rendue, la Commission estime que le dépôt de plainte suffit.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission estime que les conditions de recevabilité sont remplies.

assimilé à un classement sans suite pour auteurs inconnus

M40949 (2005)

In het voorliggend dossier stelde verzoeker zich geen burgerlijke partij, doch legde enkel klacht neer (bij de Politie Antwerpen op 25 januari 2000). Uit een schrijven van het parket van de procureur des Konings te Antwerpen d.d. 30

december 2003 blijkt dat het dossier geseponeerd werd wegens “redelijke termijn vervolging overschreden”.

Het hierboven geciteerd artikel [art. 31bis, § 1, 3°] voorziet enkel een uitzondering op de verplichting tot burgerlijke partijstelling (of een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor de burgerlijke rechtbank) voor het geval het strafdossier geseponeerd is wegens het onbekend blijven van de dader.

Uit het voorliggend dossier kan volgens de Commissie worden afgeleid dat het strafdossier uiteindelijk geseponeerd werd wegens het onbekend blijven van de daders. Aldus meent de Commissie dat het feit dat de verzoeker enkel klacht heeft neergelegd, voldoende is om aanspraak te maken op de toekenning van een hulp.

M80777 (2009)

In het voorliggend dossier stelde verzoeker zich geen burgerlijke partij, zoals voorzien in het eerste lid van de hierboven geciteerde wetsbepaling; hij diende enkel klacht in bij de Lokale Politie.

Het parket seponeerde het dossier wegens “onvoldoende bewijzen”, maar liet weten dat dit in casu kan gelijkgesteld worden met een sepot wegens “dader onbekend” (zie hoger punt II).

Aldus kan toepassing gemaakt worden van het tweede lid van voormeld artikel.

classement sans suite pour une autre raison

M3178 (2006)

Dans le formulaire de requête, le requérant déclare qu’entre le 7 juin 2002 et le 15 janvier 2003, il aurait été victime de mauvais traitement à la prison de Jamioux où il était incarcéré.

...

En date du 4 février 2003, le requérant a fait une déclaration de personne lésée.

Dans un courrier du 19 septembre 2003, le procureur du Roi de Charleroi déclare que le dossier est classé sans suite, Monsieur P ne donnant pas les précisions demandées sur le retard à déposer plainte alors qu’entre-temps, il s’était adressé au parquet, à plusieurs reprises, pour d’autres motifs.

...

L’article 31bis, 3° dispose que l’aide financière est octroyée notamment à la condition qu’« *Une décision judiciaire définitive sur l’action publique est intervenue et le requérant a tenté d’obtenir réparation de son préjudice en s’étant constitué partie civile, en ayant procédé à une citation directe ou en ayant intenté une procédure devant un tribunal civil* » ;

En l'espèce, il n'apparaît pas du dossier répressif que le requérant satisfasse à cette condition.

Compte tenu de ces éléments, la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande irrecevable.

M3443 (2007)

Tenant compte d'une part,

- de ce que la loi du 1er août 1985 en son article 31bis impose de disposer, pour l'aide principale, d'une décision judiciaire définitive ou d'un classement sans suite pour auteurs inconnus ;
- de ce qu'en l'espèce le motif de classement sans suite n'a pas été précisé ;
- de ce que la Commission, sur base du dossier répressif, considère que le motif de classement sans suite n'est pas « auteurs inconnus » eu égard au fait notamment que des personnes ont été identifiées (en ce compris le dénommé H cité par la requérante) et entendues dans ce dossier ;
- de ce qu'en outre la requérante, malgré ce classement sans suite, disposait de la possibilité de se constituer partie civile ou d'introduire une procédure au civil contre le ou les auteurs des faits dont le dénommé H clairement identifié par la requérante ;
- de ce que l'article 31 1° de la loi du 1er août 1985 stipule que la Commission peut accorder une aide aux victimes d'un acte intentionnel de violence ;
- de ce qu'eu égard aux diverses expertises jointes au dossier (en ce compris celles du Dr J et celle du Dr R), la Commission estime ne pas disposer d'éléments objectifs suffisant pour asseoir avec certitude qu'il y a bien eu un acte intentionnel de violence ;

et d'autre part,

- de ce que deux aides d'urgence ont été accordées à la requérante ;
- de ce que l'examen de l'aide d'urgence ne répond pas aux mêmes critères d'exigence légale que ceux retenus pour l'aide principale ;

déclare la demande irrecevable ;

M40314 (2006)

En l'espèce, il apparaît du courrier du procureur général près la cour d'appel de Bruxelles que le dossier a fait l'objet d'un classement sans suite en date du 17/2/1992 pour motif de poursuites inopportunes, que le requérant ne s'est pas constitué partie civile et qu'aucun jugement n'est intervenu dans ce dossier ;

Compte tenu de ces éléments, il apparaît que le requérant ne satisfait pas aux conditions de l'article précité et que la requête doit être déclarée manifestement irrecevable.

M50709 (2007)

“Ik wens klacht neer te leggen tegen Mijnheer D uit hoofde van vrijwillige slagen en verwondingen.

Op 22/01/05 omstreeks 9 uur 30 kwam ik uit de lift en dit op het gelijkvloers. Mr. D stond plots voor mij en hij zei beleefd weg goede dag Mr. B. Ik heb hem in de Franse taalrol gezegd bonjour Monsieur le canard en dit omwille van zijn schrijven die uithing in de inkom van het gebouw. Ik heb hem tevens op de hoogte gebracht dat ik klacht ging indienen bij de Politie voor laster t.o.v. mijn persoon. Ik ben naar buiten gegaan en werd langs achteren aangevallen door Mr. D die mij een slag heeft toegebracht. Ik weet niet met wat hij mij geslagen heeft. Hij heeft mij wel nagetrapt terwijl ik op de grond lag. Jullie diensten zijn tussenbeide gekomen. Niemand was getuige van de feiten in het begin. Door de aanval is mijn heup gebroken, mijn oorapparaat is defect en mij bril eveneens stuk.

Ik werd in het ziekenhuis opgenomen en overhandig u een medisch getuigschrift met mijn verwondingen. Ik wens vervolgingen t.o.v. Mr. D.”

...

In onderhavig dossier legde de verzoeker klacht neer. Het strafdossier werd door het parket geseponeerd omwille van ‘andere prioriteiten bij vervolgings- en opsporingsbeleid’. De verzoeker deelde mee dat hij zich geen burgerlijke partij wilde stellen tegen de heer D en ook geen burgerlijke procedure tegen hem wenste in te leiden.

In de gegeven omstandigheden kan de Commissie niet anders besluiten dan dat niet voldaan is aan de voorwaarden van voormeld artikel 31bis, §1, 3^o, van de wet en dat het ingediende verzoekschrift tot het bekomen van een hoofdhulp derhalve onontvankelijk is.

M60772 (2007)

Wat de voorliggende zaak betreft, stelt de Commissie vast dat het strafdossier geseponeerd werd omwille van onvoldoende bewijzen. Hierdoor werd niet voldaan aan de hoger vermelde bepaling van artikel 31bis, § 1, 3^o van de wet en dient de Commissie het verzoek als niet ontvankelijk af te wijzen.

M71133 (2008)

In het voorliggend dossier stelde verzoeker zich geen burgerlijke partij, zoals voorzien in het eerste lid van de hierboven geciteerde wetsbepaling. Hij legde enkel klacht neer bij de lokale politie.

Bij seponering wegens het onbekend blijven van de dader kan de Commissie het voldoende achten dat de verzoeker klacht heeft ingediend. In casu zijn de verdachten evenwel niet onbekend. Bij p.v. d.d. 6 maart 2006 van de lokale politie Turnhout werd vastgesteld dat S en B wel degelijk op hun respectievelijk adres woonachtig zijn, doch dat ze wegens hun beroepsbezigheden nooit

thuis kunnen aangetroffen worden en derhalve nog steeds niet verhoord werden. De zaak is niet zonder gevolg gerangschikt wegens onbekende daders, maar wegens “seining van de daders”.

Bovendien stelt de Commissie vast dat verzoeker ook anderszins geen vergoeding van zijn schade heeft nagestreefd. Hij ging niet over tot rechtstreekse dagvaarding van de verdachten noch leidde hij een burgerlijke vordering tegen hen in.

CHAPITRE 3. QUANT AU DOMMAGE DANS LE CHEF DES VICTIMES

A. L'article 32, par. 1er de la loi prévoit de manière exhaustive les types de dommages pour lesquels une aide peut être demandée:

1. le dommage moral, tenant compte des incapacités temporaires ou permanentes (JU 16);
2. les frais médicaux et d'hospitalisation, en ce compris les coûts liés aux prothèses;
3. l'invalidité temporaire ou permante ;
4. une perte et/ou diminution de revenus consécutive à une incapacité de travail provisoire ou permanente (JU 17);
5. le préjudice esthétique (JU 18);
6. les frais de procédure (JU 19);
7. les frais matériels (JU 20);
8. le dommage résultant de la perte d'une année de scolarité (JU 21).

Selon l'article 2 de l'arrêté royal, les frais de procédure sont limités à € 4.000, Selon l'article 3 les frais matériels sont limités à € 1.250.

Selon l'article 32, § 4, 1° ces postes valent également pour les sauveteurs occasionnels.

B. Quant au caractère limitatif de cet article.

Il résulte du texte même de cet article et notamment de l'utilisation du mot "exclusivement" que seuls les dommages énumérés dans ce paragraphe peuvent être pris en considération pour l'octroi d'une aide.

B.1 les intérêts

La commission a systématiquement (JU 22), comme auparavant, affirmé que les intérêts n'entrent pas dans le champ d'application strictement limité de l'article 32 de la loi. Le premier rapport avait déjà mis en évidence que le principe selon lequel l'accessoire suit le principal ne peut pas trouver application en l'espèce. Le débiteur de l'aide, à savoir l'Etat belge, n'est en effet pas l'auteur du dommage.

Le droit à l'octroi de l'aide ne naît dans le chef du requérant qu'à partir de la décision de la commission.

B.2 autres postes de dommages exclus: voy. JU 22A.

C. Quant à la preuve du dommage.

La Commission applique l'adage 'actori incumbit probatio' (JU 23) qui trouve, en ce qui concerne la commission, son fondement légal dans l'article 34, par. 1^{er} de la loi.

Il résulte de l'analyse de la jurisprudence de la commission qu'elle n'applique pas cette condition d'une manière restrictive. De plus, la Commission peut prendre de très larges mesures d'instruction quand elle est d'avis que les éléments fournis ne lui permettent pas de prendre une décision fondée.

Ces mesures d'instruction sont :

- avec l'autorisation du procureur général
 - se faire communiquer copie du dossier répressif;
 - demander aux services de police compétents de procéder à une enquête sur la solvabilité de l'auteur de l'infraction;
- requérir de toute personne ou autorité compétente la communication de renseignements sur la situation professionnelle, financière, sociale ou fiscale de l'auteur de l'infraction et de la victime sans que puisse lui être opposé le secret professionnel des fonctionnaires des administrations publiques;
- charger l'office médico-légal de procéder à une expertise (JU 24);
- désigner des experts;
- entendre des témoins.

Jurisprudence :

JU 16 dommage moral

- dommage moral – facteurs aggravants
- jeunes victimes et relation avec l'auteur des faits

M1299 (2005)

d'autre part

que, comme le précise le rapport d'expertise et qu'il en ressort des pièces du dossier, le milieu familial et la personnalité du requérant ne favorisent pas la réinsertion de ce dernier ; il y a donc lieu d'en tenir compte dans l'évaluation du dommage moral quant à l'influence des faits sur la vie professionnelle et sociale du requérant.

M70359 (2009)

De verzoeker meent dat het past om de in de indicatieve tabel voorziene bedragen voor morele schade te vermenigvuldigen met een factor drie aangezien niet ernstig kan worden betwist dat de morele schade van een poging doodslag veel aanzienlijker is dan diegene die ontstaat ten van een – onopzettelijk – verkeersongeval. De Commissie volgt de redenering van de verzoeker waar deze stelt dat de morele schade ten gevolge van een opzettelijke daad ernstiger is dan deze ten gevolge van een onopzettelijke gewelddaad, maar zij meent in casu, rekening houdend met alle stukken van het dossier, niet te moeten ingaan op de vraag tot verhoging temeer daar zij geen schadevergoeding toekent, maar slecht een hulp die zij naar billijkheid raamt.

M80130 (2009)

Wat de gevorderde morele schade betreft, merkt de Commissie op dat:

er bij definitief arrest 500 euro definitief en een provisie van 1000 euro toegekend werd;

bij hetzelfde arrest dr. K. De Munnck aangesteld werd als deskundige; de verzoekster in dit arrest berust heeft;

de verzoekster geen bijkomende stukken neerlegt waardoor een ander, hoger bedrag aannemelijk gemaakt zou kunnen worden;

de verzoekster ook niet overgegaan is tot activatie van de aangestelde deskundige wiens kosten nochtans ten laste zouden geweest zijn van haar rechtsbijstandsverzekeraar.

De Commissie meent in de gegeven omstandigheden dan ook de hulp voor de morele schade niet hoger te kunnen begroten dan de door het Hof toegekende vergoeding van 1.500 euro.

dommage moral – facteurs aggravants

M40738 (2005)

Op 2 december 1999 werd verzoeker in zijn functie van politieagent opgeroepen voor een hold-up.

Tussen de dader, de genaamde V en de ordediensten ontstond een vuurgevecht.

Nadat V geraakt werd trachtte verzoeker betrokkene te verzorgen.

Bij de eigenlijke arrestatie kwam verzoeker in aanraking met het bloed van V.

Verzoeker vernam vervolgens dat V besmet was met het AIDS-virus.

Enkele maanden na de feiten vernam verzoeker dat hij niet besmet was met het AIDS-virus.

...

Rekening houdende met al de gegevens van het dossier en meer bepaald met de morele schade die verzoeker heeft geleden als gevolg van de ongerustheid die bij hem bestond over het gegeven of hij al dan niet besmet zou zijn met het AIDS-virus, meent de Commissie een hulp te kunnen toekennen zoals hierna bepaald.

M50988 (2006)

Verzoeker, die penitentiair beambte is in het Penitentiair Complex te Brugge, raakte aldaar op 14 april 2005 gewond aan beide handpalmen toen hij een zeer agressieve gedetineerde in de boeien trachtte te slaan.

Luidens het vonnis d.d. 10 augustus 2005 werd verzoeker gekwetst aan de handpalmen. De huid in de plooi van beide duimen was weg. Ingevolge de kwetsuren is er bloedcontact geweest. Een test op HIV en hepatitis C was negatief. Een gelijkaardige test na de incubatieperiode van zes maanden was eveneens negatief.

Verzoeker stelt dat hij morele schade leed wegens de onzekerheid op besmetting na bloedcontact.

...

Rekening houdend met alle omstandigheden van de zaak, zoals zij blijken uit de neergelegde stukken, meent de Commissie dat de toekenning van de door de verzoeker gevraagde hulp voor de morele schade gerechtvaardigd is.

De hulp kan in billijkheid begroot worden op € 500.

jeunes victimes et relation avec l'auteur des faits

M2578 (2005)

Tenant compte d'une part,

- des circonstances des faits, de leur durée et de leur répétition;
- du très jeune âge de l'enfant au moment des faits ;
- du lien qui existait entre l'auteur et sa jeune victime et de l'autorité qu'il exerçait à son égard (cousin et voisin) ;

M3010 (2005)

Bij de beoordeling van het hulpverzoek houdt de Commissie rekening met de aard, de ernst en de duur van de op verzoekster gepleegde feiten, de omstandigheid dat deze gepleegd werden door een vertrouwensfiguur (haar stiefvader) en het feit dat verzoekster nooit geloofd werd door haar moeder.

M3179 (2005)

Tenant compte d'une part :

- du dommage moral qu'a subi J suite aux faits dont il a été victime;
- du jeune âge de la victime au moment des faits ;
- de ce que les faits ont été commis par un proche de la victime, en l'espèce son parrain chez qui il avait été placé en famille d'accueil suite aux mauvais traitements qui lui avaient déjà été infligés par sa mère et son concubin ;

M3308 (2005)

Bij de begroting van de door verzoekster geleden schade houdt de Commissie rekening met:

- de ernst van de feiten;
- de lange periode gedurende welke de feiten hebben plaatsgevonden;
- de jonge leeftijd van verzoekster op het moment dat de feiten een aanvang namen;
- het gegeven dat de feiten gepleegd werden door een vertrouwenspersoon, namelijk de vader van verzoekster.

M40646 (2006)

Tenant compte :

- de la nature et des circonstances des faits d'agression subis par la requérante;
- du jeune âge de la victime (14 à 16 ans) et de la répétition des faits durant son adolescence;
- du lien unissant l'auteur des faits à la requérante (son père) et de l'autorité qu'il exerçait à son égard ;
- du fait que la requérante s'est retrouvée maman à 17 ans, que le père de l'enfant, qui est le père de la requérante, n'a jamais fourni le moindre soutien ou la moindre indemnisation ;
- des difficultés personnelles, familiales, relationnelles et matérielles rencontrées depuis les faits ;
- du fait que la requérante a eu un parcours scolaire difficile et a interrompu sa scolarité suite aux faits et à la naissance de son enfant ;
- du préjudice moral considérable subi par la requérante ;
- de la nécessité d'un suivi psychologique pour aider la requérante suite aux faits;
- de la précarité de la situation matérielle de la requérante ;

la Commission estime devoir accorder à la requérante une aide principale de 62.000 €.

JU 17 la perte et la diminution de revenus

- principe
- absence de preuve
- revenus non déclarés
- revenus de remplacement au moment des faits
- primes

principe

M1484 (2005)

que le requérant, militaire au moment des faits, a été réformé suite au handicap résultant de l'agression et a perdu son travail ; qu'il a bénéficié de son salaire jusqu'en mars 2002, date à laquelle il émarge au CPAS ;

M3325 (2005)

Tenant compte d'une part,

- du taux IPP de 3 % ;
- que le requérant, coiffeur au moment des faits, n'a pas pu réinvestir dans du nouveau matériel et bénéficie depuis lors de l'aide du CPAS et d'indemnités de sa mutuelle ;
- qu'il justifie des frais médicaux, d'hospitalisation et pharmaceutiques;

M50901 (2006)

Tot slot merkt de Commissie op dat het 'verlies of vermindering aan inkomsten ten gevolge van de tijdelijke of blijvende arbeidsongeschiktheid' (artikel 32, § 1, 4°, van de wet) betrekking moet hebben op het door het rechtstreeks slachtoffer zelf geleden inkomstenverlies. Aldus kan het gevraagde bedrag van € 1.363,44 wegens het door de echtgenote van verzoeker geleden inkomstenverlies niet voor vergoeding in aanmerking.

M60029 (2006)

Gelet op het gegeven dat de feiten een arbeidsongeval uitmaken en rekening houdende met het subsidiariteitsbeginsel vervat in artikel 31bis, §1, 5° van de wet van 1 augustus 1985, kan de Commissie geen rekening houden met de schadepost "loonverlies". De verzoeker maakte geen gegevens over waaruit het tegengestelde zou kunnen blijken.

absence de preuve

M40487 (2005)

De door verzoeker gevraagde hulp voor de post "loonverlies" dient eveneens afgewezen te worden; evenzeer als tijdens de behandeling van de schadeëis

door de strafrechter te Hasselt (zie vonnis d.d. 11 juni 2002) blijft verzoeker ook thans in gebreke het geleden loonverlies op enige concrete wijze aan te tonen.

M40922 (2005)

Wat de door de verzoeker gevraagde hulp voor het inkomensverlies betreft, moet opgemerkt worden dat uit de ter zitting d.d. 6 december 2005 neergelegde aanslagbiljetten betreffende de inkomsten van de jaren 1999, 2000 en 2001 blijkt dat er geen verlies aan inkomsten is geweest. Aldus kan de Commissie voor deze schadepost geen hulp toekennen.

M50260 (2006)

In het initieel verzoekschrift werd om de toekenning gevraagd van een noodhulp van € 4.000 wegens “verlies aan omzet als zelfstandige” (inkomstenverlies) :

- € 1.500 voor de periode van 5 december 2003 tot en met 15 december 2003
- € 2.500 voor de periode van 4 maart 2005 tot en met 15 maart 2005

Accountant Bolk maakte op 15 mei 2006 volgende begroting van omzeterderving op, uitgaande van de gemiddelde dagomzet:

05.12.03 t.e.m. 15.12.03 : 7 dagen x € 323 = € 2.261	
bruto-marge 54 % =	€ 1.221
04.03.05 t.e.m. 15.03.05 : 9 dagen x € 232 = € 2.088	
bruto-marge 59 % =	€ 1.232
Totaal:	€ 2.453

...

Om zijn verlies aan omzet als zelfstandige aan te tonen, maakt verzoeker een schrijven van accountant Bolk over, waarin de omzeterderving wordt berekend aan de hand van de gemiddelde dagomzet in het betreffende jaar.

Nu dit schrijven geen officieel document betreft, kan hieraan ook geen bewijskracht worden toegekend.

De enige manier om een objectief beeld te krijgen van het verlies aan netto-inkomsten als gevolg van de gewelddaad, bestaat erin om de aanslagbiljetten van de directe belastingen met elkaar te vergelijken.

In het advies van de gemachtigde ambtenaar van de FOD Justitie d.d. 13 april 2006, dat samen met het verslag aan de verzoeker werd toegestuurd per aangetekend schrijven d.d. 21 april 2006, werd aan verzoeker gevraagd de aanslagbiljetten van de jaren 2003 (10 dagen TAO), 2004 (jaar zonder TAO) en 2005 (11 dagen TAO) over te maken, doch verzoeker heeft nagelaten deze te verstrekken.

In die omstandigheden ziet de Commissie zich genoodzaakt het verzoek als ongegrond af te wijzen.

revenus non déclarés

98153 (2006)

de ce qu'il ne peut être tenu compte de l'activité de commerçant ambulant que le requérant exerçait au moment des faits dans la mesure où celle-ci n'était pas déclarée ;

revenus de remplacement au moment des faits

99152 (2005)

que la requérante bénéficiait déjà d'indemnités de la mutuelle avant les faits et n'a pas subi de perte ou de diminution de revenus.

99676 (2005)

que la requérante n'a pas subi de perte de revenus suite aux faits dans la mesure où elle était déjà au chômage au moment de leur survenance ;

M51037 (2009)

- de ce que pour le travail de job étudiant, le prestataire reste fiscalement à la charge des parents si ses ressources nettes ne dépassent pas un plafond et celui-ci n'est pas soumis personnellement à l'impôt si ses revenus nets ne dépassent pas un plafond de revenu ;
- de ce qu'on ne peut donc considérer les conséquences des faits sur la prestation de job étudiant du requérant au même titre que pour une personne bénéficiant d'un travail à durée déterminée, indéterminée ou statutaire,

primes [voir aussi plus bas: postes de dommages exclus]

M80312 (2008)

Voor het inkomstenverlies meent de Commissie evenmin een hulp te moeten toekennen, nu deze schadepost betrekking heeft op premieverlies, toelage voor nacht- en zaterdagwerk, toelage havenzone en waardeverlies voor het in mindering brengen van maaltijdcheques. Welnu, volgens de vaste rechtspraak van de Commissie komen gemiste premies en toelagen voor prestaties die niet werkelijk werden verricht door de verzoeker, niet voor de toekenning van een hulp in aanmerking.

JU 18 le préjudice esthétique

98131 (2006)

Tenant compte d'une part,

- d'un taux d'invalidité permanente de 10% ;
- d'un préjudice esthétique constaté de visu par les membres de la commission lors de l'audience,

M3803 (2005)

Préjudice esthétique de 5/7, lorsque les zones cicatricielles des membres supérieurs, du tronc, du membre inférieur gauche sont visibles (par exemple : port d'un maillot).

...

Tenant compte d'une part :

- du préjudice esthétique très important que la requérante conserve, fixé au taux de 5/7 par l'expert, tenant compte également de sa localisation et de l'âge de la requérante ;

JU 19 frais de procédure

M40528 (2005)

Wat de schadepost "burgerlijke partijstelling" betreft, merkt de Commissie op dat na verwijzing door de Raadkamer deze borgstelling terugbetaald wordt. De Commissie kan deze schadepost dan ook niet in aanmerking nemen.

De schadepost "registratierechten" is geen procedurekost in de zin van artikel 32, §2, 5° van de wet van 1 augustus 1985. De recente wetswijziging sluit hierbij aan (wet van 26 maart 2003, van kracht sinds 1 januari 2004). In de verantwoording bij het amendement nr. 1 van de regering lezen we immers: "*De procedurekosten omvatten de kosten van burgerlijke partijstelling, griffierechten, kosten van tenuitvoerlegging en expertisekosten*".

M70406 (2009)

Wat de gevraagde hulp van € 813,50 voor 'kosten en ereloon voogd ad hoc' betreft, moet worden aangestipt dat uit de gevestigde rechtspraak van de Commissie blijkt dat een onderscheid wordt gemaakt tussen, enerzijds, de 'eigenlijke' procedurekosten, zoals deze van stelling van burgerlijke partij, kosten van expertises en uitvoering (voor zover deze niet gedragen worden door een rechtsbijstandsverzekering), en, anderzijds, de erelonen en kosten van de advocaten. Enkel de 'eigenlijke' procedurekosten worden door de Commissie in aanmerking genomen.

Van belang is de bedoeling van de wetgever in dit verband. De verantwoording bij het amendement nr. 1 van de regering bij de wet van 26 maart 2003 houdende de voorwaarden waaronder de commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden een hulp kan toekennen (B.S., 22 mei 2003) blijkt aan te sluiten bij de interpretatie die de Commissie geeft aan procedurekosten (*“De procedurekosten omvatten de kosten van burgerlijke partijstelling, griffierechten, kosten van tenuitvoerlegging en expertisekosten”*).

In haar schriftelijke conclusies d.d. 9 maart 2009 stelt Mr. Deconinck dat de kosten en erelonen van de voogd ad hoc in hoofde van de minderjarige kinderen een materiële schade uitmaken, of minstens deel uitmaken van de kosten burgerlijke partijstelling en dus als ‘eigenlijke’ procedurekosten moeten beschouwd worden.

De Commissie kan de argumentatie van de advocaat bijtreden waar deze stelt dat wanneer dergelijke kosten niet betaald worden, de procedure niet kan gevoerd worden. Immers, minderjarigen zijn wettelijk onbekwaam om hun belangen in persoon waar te nemen. Indien er zich een belangentegenstelling voordoet tussen de wettelijke vertegenwoordigers van de minderjarige is er de wettelijke noodzaak om een voogd ad hoc aan te stellen. Bij gebreke hieraan zou een minderjarig slachtoffer zich in de materiële en juridische onmogelijkheid bevinden zijn rechten te vrijwaren en op rechtsgeldige wijze zijn schade te verhalen.

De situatie van een minderjarig en een meerderjarig slachtoffer verschilt inderdaad op dit vlak. Een meerderjarig slachtoffer beschikt over de wettelijke bekwaamheid om zich in eigen persoon burgerlijke partij te stellen en zijn rechten te vrijwaren. Hij/zij is immers niet wettelijk genoodzaakt om beroep te doen op een advocaat.

De Commissie is dan ook de mening toegedaan dat de kosten van de tussenkomst van de voogd ad hoc voortvloeien uit de wettelijke bepalingen zelf omdat ze noodzakelijk zijn voor de stelling als burgerlijke partij. Ze kunnen daarom gerekend worden tot de ‘eigenlijke procedurekosten’.

M80559 (2009)

De kosten van vertegenwoordiging in rechte door de voorlopig bewindvoerder ten bedrage van € 1.447 werden toegekend bij vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Leuven d.d. 19 december 2006. Conform dit vonnis staan deze kosten rechtstreeks in oorzakelijk verband met de feiten. De Commissie kent bovenvermeld bedrag toe.

M81160 (2009)

Verzoeker dringt aan op terugbetaling van de “rechtsplegingsvergoeding” ten bedrage van € 364,40. Het dient benadrukt, zoals trouwens ter zitting bevestigd door de raadsman van verzoeker, dat de gevraagde post louter slaat op de procedurekosten voor de Commissie. (De expertise- en

gerechtskosten gemaakt in de procedure voor de justitiële rechter werden reeds vergoed door de rechtsbijstandverzekeraar.)

Welnu, de Wet van 21 april 2007 betreffende de verhaalbaarheid van de erelonen en de kosten verbonden aan de bijstand van een advocaat heeft de nieuwe regeling terzake de rechtsplegingsvergoeding geïntegreerd in, enerzijds, het Gerechtelijk Wetboek en is dus van toepassing op de burgerlijke procedures en, anderzijds, sommige bepalingen van het Wetboek van Strafvordering en dus van toepassing op de burgerlijke partijen in strafzaken. Deze regeling is dus niet van toepassing op administratiefrechtelijke procedures (H. Lamon, “Verhaalbaarheid advocatenkosten”, NjW 30/5/2007, 440; I. SAMOY en V. SAGAERT, “De wet van 21 april 2007 betreffende de verhaalbaarheid van kosten en erelonen van een advocaat”, RW 2007-08, 695-696).

M90418 (2009)

In verband met de procedurekosten moet worden aangestipt dat uit de gevestigde rechtspraak van de Commissie blijkt dat een onderscheid wordt gemaakt tussen, enerzijds, de ‘eigenlijke’ procedurekosten (zoals deze van stelling van burgerlijke partij, kosten van expertises en uitvoering), en, anderzijds, de erelonen en de kostenstaten van de raadslieden. Enkel de ‘eigenlijke’ procedurekosten worden door de Commissie in aanmerking genomen. Erelonen en kostenstaten van de raadslieden zijn louter administratieve kosten en vallen niet onder de schadepost ‘procedurekosten’.

Van belang is ook de bedoeling van de wetgever in dit verband.

De verantwoording bij het amendement nr. 1 van de regering bij de wet van 26 maart 2003 houdende de voorwaarden waaronder de commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden een hulp kan toekennen (B.S. 22 mei 2003), van kracht sinds 1 januari 2004, blijkt aan te sluiten bij de interpretatie die de Commissie geeft aan procedurekosten: “De procedurekosten omvatten de kosten van burgerlijke partijstelling, griffierechten, kosten van tenuitvoerlegging en expertisecosten”.

Aldus kunnen de advocatenkosten (in casu € 3.410,73), welke louter administratieve kosten zijn, niet worden beschouwd als procedurekosten in de eigenlijke zin en komen ze dan ook niet voor vergoeding in aanmerking. In de voorliggende zaak kunnen enkel de gerechtskosten voor een bedrag van € 139,40 (kopie strafdossier, kopie vonnis, kosten expeditie, kosten betekening-bevel) vergoed worden.

JU 20 les frais matériels

MM693 (2006)

Tenant compte d’une part :

- des frais médicaux dûment justifiés qui ont été supportés par la requérante;

- des frais matériels (frais de déplacement pour visites médicales) qui ont été à charge de la requérante et que la Commission ne prend en compte qu'à raison de 1.000 €, celle-ci estimant que les frais matériels postulés par la requérante sont disproportionnés par rapport aux séquelles qu'elle conserve de l'agression qu'elle a subie ;

M2159 (2005)

Verzoekster deelt in een brief d.d. 18 mei 2005 mede dat haar hand verwond werd met een schaar/mes en dat geneeskundige verzorging (hechting) noodzakelijk was.

...

De rechtspraak van de Commissie inzake materiële schade is in die zin gevestigd dat hiervoor slechts een financiële hulp kan worden toegekend indien die schade rechtstreeks verband houdt met het door verzoekster opgelopen letsel.

De door verzoekster gevraagde hulp voor de beschadiging van haar ring voldoet niet aan die voorwaarde, zodat daarvoor dan ook geen hulp wordt toegekend.

M41147 (2005)

De verblijfkosten in het vluchthuis kunnen enkel beschouwd worden als materiële kosten (artikel 32, §1,7°);

M50345 (2006)

Verzoekster begroot de geleden schade als volgt:

- morele schade + fysiek lijden
- tijdelijke invaliditeit
- medische kosten (opleg): € 100
- administratieve kosten: € 150
- materiële kosten: € 1.250 (wettelijk plafond)
 - GSM: € 340,20
 - handtas: € 258
 - portefeuille: € 80
 - schoenen: € 175
 - dagaankopen: € 108,53
 - bril: € 358
 - plaatsing nieuw slot: € 465

...

Wat de materiële kosten betreft moet worden opgemerkt dat deze kosten, overeenkomstig de constante rechtspraak van de Commissie, in rechtstreeks verband dienen te staan met de “ernstige lichamelijke of psychische schade” als bedoeld in artikel 31, 1°, van de wet.

De Commissie kan enkel tussenkomen voor de schade die het gevolg is van een op de persoon van het slachtoffer gepleegde gewelddaad.

De door de verzoekster gevraagde hulp voor materiële kosten voldoet niet aan deze voorwaarde zodat de vordering, wat dit punt betreft, dient te worden afgewezen.

M71056 (2009)

- de ce que la requérante sollicite une aide pour les frais occasionnés par la perte des documents d'identité et bancaires ;
- de ce que seul un préjudice matériel est invoqué par la requérante ;
- de ce que la Commission ne dispose pas des renseignements lui permettant d'apprécier la recevabilité et le fondement de cette requête ;
- de ce que cette demande paraît manifestement irrecevable ;

M71150 (2009)

Luidens de vaste rechtspraak van de Commissie dient de materiële schade verband te houden met het opgelopen letsel. De Commissie kan immers enkel een financiële hulp toekennen om “ernstige lichamelijke of psychische schade” te lenigen. In het licht van die rechtspraak komt de post ‘schade aan interieur + opruimingskosten’ (€ 600) niet voor vergoeding in aanmerking.

JU 21 la perte d'une ou de plusieurs années de scolarité

- la perte d'une année de scolarité
- absence de perte d'une année de scolarité

la perte d'une année de scolarité

98522 (2005)

de la perte d'une ou plusieurs années de scolarité – études universitaires, en relation avec les faits.

M3091 (2005)

de ce que suite aux faits, le requérant a perdu deux années scolaires.

M80447 (2009)

- de ce que l'expert expose en outre que l'agression a entraîné un préjudice scolaire temporaire, M. Z, qui redoublait une 2ème année de graduat en informatique, n'ayant pu normalement présenter ses examens et, par

perte consécutive d'intérêt, n'ayant pas présenté la 2ème session non plus;

- de ce que selon l'expert l'imputabilité de cette perte d'année scolaire ne peut toutefois être considérée comme totale compte tenu des antécédents scolaires de l'intéressé et de ce qu'il n'a plus tenté sa chance en 2ème session ;

absence de perte d'une année de scolarité

M40044 (2005)

Verder kan de Commissie geen rekening houden met de schadepost «verlies schooljaar». De Commissie is van mening dat deze schadepost enkel kan gevraagd worden wanneer het verlies van een schooljaar de latere arbeidsmogelijkheden hypothekeert. In casu is dit niet het geval daar verzoeker zijn studies aanving op het moment dat hij reeds gepensioneerd was.

JU 22 les intérêts

Jurisprudence du Conseil d'Etat

Voir arrêt n° 165.787 du 12 décembre 2006 du Conseil d'Etat dans l'affaire M40498 (2004)

3.1. Overwegende dat verzoeker in een enig middel aanvoert dat de bestreden beslissing artikel 32 van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, schendt, doordat, eerste onderdeel, de interesten niet in aanmerking worden genomen voor vergoeding, terwijl de interesten geen aparte schadepost zijn, maar integraal deel uitmaken van de verschillende schadeposten welke opgesomd worden in artikel 32 van de wet van 1 augustus 1985,

...

3.2. Overwegende dat verzoeker de twee onderdelen als volgt toelicht:

wat het eerste onderdeel betreft :

- dat er in geen enkel parlementair stuk terug te vinden is dat het de bedoeling van de wetgever was om de interesten niet voor vergoeding in aanmerking te nemen,
- dat vergoedende of compensatoire rente boven een hoofdsom toegekend wordt tot vergoeding van schade veroorzaakt door een onrechtmatige daad die verband houdt met de omvang van de schade en een geheel uitmaakt met de toegekende hoofdsom,

- dat de compensatoire interest op de wegens een aquiliaanse fout verschuldigde schadevergoeding verband houdt met de omvang van de schade en één geheel met de vergoeding vormt;

...

3.3. Overwegende dat de verwerende partij als volgt antwoordt:

op het eerste onderdeel :

- dat de betekenis van artikel 32, § 1, is het limitatief (“uitsluitend”) af(be)perken en opsommen van schadeposten (“bestanddelen van de geleden schade”) op basis waarvan de Commissie aan een schadelijder hulp kan toekennen,
- dat dus met andere woorden de niet in artikel 32 opgesomde schadeposten nooit zelfs ook maar in aanmerking kunnen genomen worden voor het verschaffen van hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden,
- dat de vergoedende of compensatoire interest die doorgaans gevorderd wordt ingevolge een onrechtmatige daad, een vorm van schadeloosstelling is,
- dat aangezien de vergoedende interest inderdaad een werkelijk geleden schade vergoedt (met name de verloren of betaalde rente) deze interest (inderdaad) een afzonderlijk vergoedbare schadepost betreft, welke evenwel niet voorkomt in de opsomming van artikel 32 van de wet van 1 augustus 1985,
- dat het Hof van Cassatie systematisch overgaat tot vernietiging van vonnissen of arresten waarbij vergoedende interest wordt toegekend vanaf de onrechtmatige daad voor schade die zich pas op een later tijdstip manifesteert (zie o.m. Cass. 29 november 1996),
- dat het Hof hierbij zeer duidelijk stelt dat het ten onrechte toekennen van vergoedende interesten gelijkstaat met het vergoeden van een niet-geleden schade, hetgeen ipso facto impliceert dat interest een afzonderlijke schadepost uitmaakt waarvan de vergoedbaarheid telkens in concreto dient te worden nagegaan,
- dat de commissie niet kan steunen op de compensatoire interesten voor het toekennen van hulp aangezien artikel 32 van de wet van 1 augustus 1985 zulks verbiedt;

...

3.4. Overwegende dat verzoeker als volgt repliceert :

wat het eerste onderdeel betreft :

- dat door hem niet wordt betwist dat de vergoedende interesten een schade vergoeden welke dient vergoed te worden op grond van artikel 1382 B.W.,
- dat de verwerende partij uit de rechtspraak van het Hof van Cassatie ten onrechte afleidt dat vergoedende interesten een afzonderlijke schadepost zouden zijn,

- dat de rechtspraak van het Hof van Cassatie zeer duidelijk is, waar ze stelt dat de vergoedende interesten integraal deel uitmaken van de hoofdsom welke toegekend wordt per schadepost (zie Cass., 2 oktober 2003).

...

3.5. Overwegende dat de verwerende partij in haar laatste memorie het standpunt van het auditoraat betwist, dat de interesten aan verzoeker verschuldigd zijn op basis van het adagium “accessorium sequitur principale”,

...

4.1.1. Overwegende dat, wat het eerste onderdeel van het enig middel betreft, artikel 32, § 1, van de wet van 1 augustus 1985, houdende fiscale en andere bepalingen, zoals gewijzigd door de wet van 26 maart 2003 houdende de voorwaarden waaronder de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden een hulp kan toekennen, als volgt luidt :

§ 1. Voor de toekenning van een hulp aan de personen als bedoeld in artikel 31, 1°, steunt de Commissie uitsluitend op de volgende bestanddelen van de geleden schade:

1. de morele schade, rekening houdend met de tijdelijke of blijvende invaliditeit;
2. de medische kosten en de ziekenhuiskosten, met inbegrip van de prothesekosten;
3. de tijdelijke of blijvende invaliditeit;
4. een verlies of vermindering aan inkomsten ten gevolge van de tijdelijke of blijvende arbeidsongeschiktheid;
5. de esthetische schade;
6. de procedurekosten;
7. de materiële kosten;
8. de schade die voortvloeit uit het verlies van één of meer schooljaren;

Overwegende dat artikel 31, 1°, van voornoemde wet, de “personen (betreft) die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad.”;

Overwegende dat tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 26 maart 2003 uitdrukkelijk werd benadrukt dat “de Commissie geen integrale schadeloosstelling verzekert, maar een billijke financiële hulp toekent voor de schadeposten die ruim, maar niettemin limitatief zijn opgesomd in artikel 32” (verantwoording regeringsamendement, Parl. St. Kamer 2001-2002, DOC 50,0626/002, p. 11);

Overwegende dat het begrip “uitsluitend”, dat voorkomt in § 1 van artikel 32 van de wet van 1 augustus 1985 inhoudt dat het gaat om “een limitatieve lijst van

schadeposten waarvoor een hulp kan worden toegekend” (verantwoording regeringsamendement, Parl. St. Kamer 2001-2002, DOC 50, 0626/004, pag. 3); dat bijgevolg enkel de schadeposten voor vergoeding door de Commissie in aanmerking komen die worden opgesomd in meergenoemd artikel 32;

Overwegende dat artikel 32, § 1, van de wet van 1 augustus 1985 geen gewag maakt van interesten; dat tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 1 augustus 1985 en van de opeenvolgende wijzigingswetten evenmin wordt vermeld dat de interesten op de geleden schade voor vergoeding door de Commissie in aanmerking komen;

Overwegende dat voormelde wetsbepaling duidelijk is en niet voor interpretatie vatbaar, vermits het begrip uitsluitend wordt gebruikt en daarna een limitatieve opsomming volgt van de schadeposten die voor vergoeding in aanmerking komen; dat de interesten niet als een te vergoeden schadepost worden vermeld;

Overwegende dat de vergoedende of compensatoire interesten een afzonderlijke schade vergoeden, met name de verloren of betaalde rente (J. PETIT : Interest, APR, p. 128 nr. 138); dat in afwachting van de schadeloosstelling het slachtoffer rente betaalt op ontleend geld of rente verliest op de eigen geldmiddelen; dat wat voorafgaat geldt in het contractenrecht en in het Aquiliaans aansprakelijkheidsrecht; dat ook in deze materies de interesten evenwel niet automatisch worden toegekend; dat zowel in het contractenrecht als in het aansprakelijkheidsrecht de benadeelde of het slachtoffer de interesten moet vragen of vorderen via een ingebrekestelling of op basis van een procedurestuk; dat het niet zo is dat interesten een toebehoren vormen van de schadebestanddelen of -posten waarop zij betrekking hebben omdat zij een afzonderlijke schadepost vormen, die dient te worden bewezen; dat bijgevolg op de interesten het adagium “accessorium sequitur principale” (de bijzaak volgt de hoofdzaak) niet van toepassing is; dat dit adagium bovendien geen algemeen rechtsbeginsel is en derhalve geen rechtsgrond vormt om de interesten toe te kennen;

4.1.2. Overwegende dat in verband met de soorten vergoedingen die de wet van 1 augustus 1985, zoals gewijzigd, beoogt, de bestreden beslissing op goede gronden overweegt dat “de wetgeving betreffende de hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden aan de slachtoffers geen subjectief recht op ‘schadeloosstelling’ verleent, maar wel op een eventueel bekomen van een ‘hulp’, gesteund op het principe van collectieve solidariteit”; dat de bestreden beslissing daar terecht aan toevoegt dat “uit de aard zelf van de hulp volgt dat de ‘volledige vergoeding’ van het door de slachtoffers geleden nadeel niet wordt gewaarborgd (...)”; dat tenslotte wat het specifiek probleem van de interesten betreft de bestreden beslissing even terecht overweegt dat

“interesten niet voor vergoeding in aanmerking komen (en) (dat) het principe dat de bijzaak de hoofdzaak volgt hier niet van toepassing is; immers (omdat) de schuldenaar van de toegekende hulp, zijnde de Belgische Staat niet de veroorzaker is van de schade”; dat ook in het gemeen recht de toepassing van artikel 1382 van het B.W. niet meebrengt dat de interesten automatisch verschuldigd zijn, vermits zij moeten gevraagd of gevorderd worden door het slachtoffer en de rechter ze niet mag toekennen wanneer een dergelijke vraag of vordering ontbreekt en bovendien moeten de interesten beantwoorden aan een werkelijk geleden schade die het slachtoffer moet bewijzen; dat tenslotte wordt vastgesteld, zoals reeds werd overwogen, dat de gevraagde vergoeding voor interesten niet is opgenomen in de wet van 1 augustus 1985, zoals gewijzigd;

4.1.3. Overwegende dat het eerste onderdeel van het enig middel bijgevolg ongegrond is;

JU 22A postes de dommage exclus

- les frais d’avocat
- autres cas
- jurisprudence du Conseil d’Etat

les frais d’avocat

M3214 (2005)

Verder dient er volgens de vaste rechtspraak van de Commissie een onderscheid gemaakt te worden tussen de eigenlijke gerechtskosten enerzijds en de erelonen en kostenstaten van de advocaten anderzijds. Erelonen van advocaten zijn niet opgenomen onder de post “kosten voor de burgerlijke partijstelling en/of procedurekosten” in de limitatieve lijst van artikel 32, §1 van de wet van 1 augustus 1985.

De recente wetwijziging sluit hierbij aan (wet van 26 maart 2003, van kracht sinds 1 januari 2004). In de verantwoording bij het amendement nr. 1 van de regering lezen we immers: “*De procedurekosten omvatten de kosten van burgerlijke partijstelling, griffierechten, kosten van tenuitvoerlegging en expertisecosten*” (Doc. Parl. Kamer van Volksvertegenwoordigers, 2001-2002, 50 0626/002, p. 11).

Autres cas

Postes de dommage non retenus par la commission durant la période 2005-2009:

avantages sociaux (primes, chèques repas)	hulp van derden
dommage ménager	kosten voor familiale hulp
efforts accrus	meerinspanningen beroepsactiviteit/ huishouden
frais de déplacement	pretium voluptatis
frais de résidence en seniorerie	schade bij repercussie (gevolgschade voor nabestaanden wegens pijnen geleden door anderen)
frais et honoraires de tuteur ad hoc	schade ex haerede
frais liés à une aide ménagère	verlies economische waarde huisvrouw/huisman
frais de sécurisation du comicile	voorbehoud
perte des avantages sociaux (primes, chèques repas, prime d'assiduité, congés payés)	voorbehoud voor fiscale lasten
perte de capital maladie	
perte des primes pour horaire de nuit, week-end, jours fériés	
préjudice d'affection	
préjudice d'agrément	
préjudice ménager	
préjudice sexuel	
pretium voluptatis	

M2778 (2005)

Wat de schadepost 'fysiek lijden' betreft, dient te worden opgemerkt dat deze post sinds 1 januari 2004 – datum van inwerkingtreding van de *wet van 26 maart 2003 houdende de voorwaarden waaronder de commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden een hulp kan toekennen* (B.S. 22 mei 2003) - niet meer voorkomt in de limitatieve lijst van schadeposten, vermeld in artikel 32, § 1, van de wet van 1 augustus 1985, waarvoor een financiële hulp kan worden toegekend.

M41082 (2007)

de ce que la perte des primes et autres avantages (chèques-repas, congés, heures supplémentaires,...), ne fait pas partie de la liste limitative des postes du dommage prévus à l'article 32 de la loi du 01/08/1985, qu'ils sont liés à des prestations qui n'ont pas été effectuées et conformément à la jurisprudence de la Commission, ne sont pas pris en considération.

Jurisprudence du Conseil d'Etat

Voir arrêt n° 165.787 du 12 decembre 2006 du Conseil d'Etat dans l'affaire M40498 (2004)

4.2.1. Overwegende dat, wat het tweede onderdeel van het enig middel betreft, uit de tekst van artikel 32, § 1, van de wet van 1 augustus 1985 blijkt, dat meerinspanningen niet in aanmerking komen voor vergoeding, zodat gelet op de limitatieve opsomming van de verschillende posten, die eventueel voor vergoeding in aanmerking komen, zoals bepaald in voormeld artikel 32, § 1, de Commissie terecht deze schadepost van 256,60 € heeft geweerd; dat het advies van de afgevaardigde van de minister van Justitie dat andersluidend was, hieraan niets afdoet, nu dit advies niet bindend is en het de autonome beslissingsbevoegdheid van de Commissie niet aantast;

4.2.2. Overwegende dat het tweede onderdeel van het enig middel dienvolgens eveneens ongegrond is,

JU 23 la preuve du dommage

- refus
- effort nécessaire du requérant

refus

99636 (2005)

d'autre part :

qu'il n'apparaît pas clairement du dossier que l'année scolaire perdue par le requérant soit liée aux faits dont il a été victime;

M2778 (2005)

Bij gebrek aan bewijsstukken terzake, kan voor de materiële kosten geen hulp worden toegekend.

effort nécessaire du requérant

99152 (2005)

que la requérante ne soumet pas de justificatifs pour les frais médicaux, d'hospitalisation, pharmaceutiques ou thérapeutiques ultérieurs à l'hospitalisation de février 1998;

M60182 (2006)

Verder ligt er geen enkel stuk voor dat uitsluitend biedt met betrekking tot de gebeurlijke derving van levensonderhoud (artikel 32, §2, 3° van de wet van 1 augustus 1985). Dit zou bijvoorbeeld kunnen blijken uit het aanslagbiljet van het jaar voor de feiten en het aanslagbiljet van het jaar na de feiten.

De Commissie kan dan ook niet anders dan het dossier voor onbepaalde tijd uit te stellen om verzoekster in de mogelijkheid te stellen de gevraagde stukken over te maken aan het secretariaat van de Commissie. In afwachting van deze gegevens wordt het dossier naar de bijzondere rol verwezen.

JU 24 l'expertise médicale

99536 (2005)

Séquelles médicales

Selon le certificat médical du 02/09/1999 du docteur F. LENOIR, médecin conseil de la requérante, celle-ci présente des troubles anxieux du sommeil, avec répercussion sur le fonctionnement digestif et sur le comportement.

Selon le certificat médical du 05/09/2001 du même médecin, la requérante se plaint depuis l'agression de Métrorragies - Céphalées (notion de commotion cérébrale) - Lombalgies - Colite - Diarrhées - Anxiété - Etat dépressif - Trouble de la vue (névrite optique).

...

Avant de statuer sur le fondement de la demande, la Commission estime qu'il y a lieu de prescrire une expertise médicale de la requérante.

M2553 (2005)

In het voorliggend dossier bestaat er een duidelijke discrepantie tussen enerzijds het percentage blijvende arbeidsongeschiktheid dat werd vastgesteld door de Nederlandse GAK BV (thans 'Uitvoering Werknemersverzekeringen') en anderzijds het percentage vastgesteld door de Gerechtelijk-geneeskundige dienst.

In het schrijven d.d. 20 februari 2001 van GAK Nederland BV wordt in hoofde van verzoeker per 8 februari 2001 een arbeidsongeschiktheid vastgesteld van 80 tot 100 %, daar waar door de G.G.D. géén blijvende arbeidsongeschiktheid wordt weerhouden !

Gelet op het belang van de vaststelling van de graad van arbeidsongeschiktheid voor de beoordeling van het hulpverzoek, gaf de Commissie bij beslissing d.d. 21 september 2004 aan de G.G.D. de opdracht om zich opnieuw over het dossier te buigen en onder meer de documenten van GAK Nederland BV na te gaan. Meer bepaald diende een antwoord te worden geformuleerd op de volgende vragen: worden dezelfde schade/letsels in acht genomen ? Is er geen onderscheid tussen de arbeidsongeschiktheid en de invaliditeit ?

In uitvoering van de beslissing van de Commissie d.d. 21 september 2004 legde de G.G.D. op 28 december 2004 een aanvullend verslag neer. Hierin werden de aanvankelijke schattingen evenwel behouden.

M40188 (2009)

Tenant compte d'une part,

- de ce que l'expert désigné par la Commission retient un taux d'invalidité de 16% ;
- de ce que l'expert désigné par jugement du 23 décembre 2005 retient un taux d'invalidité de 40% ;
- de ce que l'expert désigné par jugement du 23 décembre 2005 retient un préjudice esthétique de 3/7;

d'autre part

- de ce que l'expert désigné par la commission ne retient pas de préjudice esthétique contrairement à celui désigné par jugement du 23 décembre 2005 ;
- de ce que les éléments du dossier ne permettent pas de déterminer avec précision l'importance du préjudice physique ou psychique dans le chef de la requérante ;
- de ce que celle-ci sollicite devant la commission la réalisation d'une nouvelle expertise ;

la Commission ordonne la réalisation d'une expertise médico-légale afin de déterminer l'ampleur du préjudice que la requérante conserve à la suite de l'agression.

M40203 (2005)

Gelet op het uitgesproken medisch karakter van dit dossier, is de Commissie thans niet in staat om te oordelen of er in casu sprake is van een kennelijke verergering van de letsels.

Om die reden acht de Commissie het aangewezen de Gerechtelijk-geneeskundige dienst te belasten met de hiernavolgende opdracht:

- nagaan of er een oorzakelijk verband bestaat tussen de op verzoekster gepleegde gewelddaad van 4-5 mei 1991 en de plaatsing van een rechterheupprothese op 11 december 2003;
- de graden en periodes van arbeidsongeschiktheid vast te stellen ingevolge de plaatsing van de heupprothese.

M41164 (2007)

Suite à la décision de la Commission en date du 2 juin 2006 (actant les contestations émises par la requérante quant aux conclusions du rapport de l'office médico-légal), en date du 3 août 2006, le rapporteur prend une nouvelle ordonnance d'expertise médicale et en confie sa réalisation à l'Office médico-légal. En date du 9 février 2007, l'OML transmet son rapport au secrétariat de la Commission.

Dans son rapport du 31 janvier 2007, le Dr D, médecin expert, expose qu'il est difficile d'imputer à, l'agression les plaintes actuelles du genou gauche et conclut à l'absence d'incapacité permanente.

CHAPITRE 4. QUANT AUX PROCHES D'UNE VICTIME DECEDEE

Article 32,§2: "l'aide prévue à l'article 31,§2, inclut (JU 25):

1. le dommage moral (JU 26);
2. les frais médicaux et d'hospitalisation;
3. la perte d'aliments (JU 27) pour les personnes qui, au moment du décès de la victime, étaient à sa charge;
4. les frais funéraires (JU 28);
5. les frais de procédure (JU 29);
6. le dommage résultant de la perte d'une année de scolarité;

L'article 2 de l'arrêté royal limite les frais de procédure à € 4.000.

Suivant l'article 32, § 4, 2° ces postes valent également pour les sauveteurs occasionnels..

Jurisprudence

JU 25 les postes de dommage exclus

M40288 (2005)

Wat het verzoekschrift van de heer C betreft, wijst de Commissie er op dat enkel een financiële hulp kan toegekend worden voor de schadeposten die limitatief zijn opgesomd in artikel 32 van de wet van 1 augustus 1985.

De heer C vraagt als nabestaande om de toekenning van een hulp voor materiële schade. Welnu, deze schadepost is niet opgenomen in de limitatieve opsomming van artikel 32, § 2, van de wet en komt bijgevolg niet voor vergoeding in aanmerking.

De kosten verbonden aan het afbreken van de reis naar Tenerife kunnen om dezelfde reden evenmin worden vergoed.

M41076 (2005)

Bij de begroting van de door hen geleden schade maken mevrouw M en de heer L melding van de schadeposten "kosten nalatenschapsaangifte", "kledijschade" en "schade ex haerede". Deze schadeposten staan evenwel niet vermeld in de limitatieve lijst van schadeposten van artikel 32, §2 van de wet van 1 augustus 1985 en kunnen derhalve niet in aanmerking worden genomen door de Commissie.

JU 26 dommage moral

M3356 (2005)

Tenant compte

- des circonstances particulièrement tragiques du décès de son père ;
- du fait que le requérant, âgé de 14 ans au moment des faits, est arrivé sur les lieux alors que les faits venaient de se produire ;
- du fait que le requérant cohabitait avec son père ;
- du dommage moral très important dans le chef du requérant ;
- de la perte d'aliments qui en résulte pour le requérant ;
- du fait que depuis l'assassinat de son père, le requérant est accueilli chez sa demi-sœur en Allemagne ;
- de la nécessité, pour le requérant, de pouvoir être accompagné psychologiquement suite aux faits et des pièces justificatives déposées en ce sens au dossier ;

M40536 (2007)

Tenant compte d'une part,

- des circonstances dramatiques des faits au cours desquels le requérant a perdu sa fille unique âgée de 15 ans;
- du dommage moral extrême qui en résulte pour le requérant ;
- des liens affectifs très forts qui unissaient le requérant à sa fille ;
- des répercussions sur l'état de santé du requérant, du courage et de la dignité manifestés depuis les faits et de sa volonté de concrétiser l'idéal de sa fille en créant un espace de projet et d'épanouissement pour les jeunes auquel il se consacre entièrement;
- des frais funéraires justifiés au dossier ;

[Le recours en cassation a été déclaré non admissible par ordonnance n° 1.603 du 27 novembre 2007.]

M50860 (2006)

Op ... werd wijlen mevrouw E, de moeder van verzoekster, op de parking van de Colruyt gedood bij een overval door de zgn. 'Bende van Nijvel'.

...

Het lijdt geen twijfel dat verzoekster erg geleden heeft onder het gewelddadig overlijden van haar moeder en de hele mediaheisa die daarop volgde.

De Commissie is er zich terdege van bewust dat het toegekende hulpbedrag geenszins het berokkende leed volledig kan dekken, maar meent en hoopt dat het voor verzoekster als een morele erkenning kan ervaren worden.

M70006 (2008)

Tenant compte d'une part,

- de ce que l'article 31 2° stipule que ... ;
- de ce que l'article 32 §2 1° dispose que pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 2°, la commission se fonde entre autres sur le dommage moral ;
- de ce que le requérant a subi un préjudice moral suite au décès brutal d'un être proche;
- de ce que la nature du rapport familial durable avec une personne dont le décès est la suite directe d'un acte intentionnel de violence se détermine, entre autres, par la cohabitation ou non du requérant avec la victime ;
- de ce que le requérant fait valoir une perte de clientèle liée aux conséquences des faits ;

d'autre part

- de ce que le requérant ne cohabitait pas avec elle au moment des faits;
- de ce que la perte ou diminution de revenu n'est pas indemnisée par l'Etat dans la mesure où la loi de 1er août 1985 ne la retient pas dans la liste limitative du préjudice pour lequel une aide peut être octroyée aux proches d'une personne dont le décès est la suite directe d'un acte intentionnel de violence ;
- de ce que l'article 31 bis §1 5° stipule que ...;
- de ce qu'un des auteurs des faits a indemnisé le requérant pour un montant de 6.794,89 €.
- de ce que l'aide financière octroyée par la commission, qui consiste en un geste de solidarité sociale, relève d'un souci d'équité et a un caractère subsidiaire tant par rapport à l'indemnisation par le ou les auteurs des faits que par rapport à l'intervention d'un régime d'assurance ;
- de ce que ce système mis en place par la loi du 1er août 1985 ne confère pas à la victime un acte intentionnel de violence un droit subjectif : les héritiers ne peuvent, dès lors, pas reprendre l'instance en qualité d'ayants droit de la victime puisque celle-ci n'est pas titulaire d'un droit transmissible ;
- de ce que le montant de l'aide est fixé en équité et ne correspond pas nécessairement à la réparation intégrale du préjudice subi ;
- de ce que la commission n'est pas tenue par l'autorité de la chose jugée d'une décision judiciaire ayant statué précédemment sur les intérêts civils du requérant,

la Commission, considérant que l'aide financière demandée dans la présente requête ne fait état que du préjudice moral, estime que ledit préjudice moral dans le chef du requérant a été équitablement rencontré par la somme qu'il a perçue d'un des auteurs des faits et constate dès lors, que la condition de

subsidiarité prescrite par l'article 31 alinéa 1er, 1 de la loi précitée n'est pas remplie en l'espèce.

JU 27 la perte d'aliments

- la perte d'aliments
- pas à charge de

la perte d'aliments

M3135 (2005)

Tenant compte :

- du dommage moral manifeste qu'a subi le jeune M suite au décès de sa mère dans des circonstances tragiques;
- de ce que l'auteur des faits est le père de M ;
- de la perte d'aliments qu'il a subie suite au décès de sa mère dans la mesure où celle-ci assurait son entretien et les frais liés à son éducation;
- du jeune âge de M au moment des faits ;
- du fait que M a perdu une année scolaire suite aux faits;
- des frais liés à la thérapie suivie par M (250,37 €);

la Commission estime qu'il y a lieu d'accorder au requérant une aide principale, fixée ex æquo et bono, à la somme de 26.200,37 €.

M3583 (2006)

Dans la nuit du 1^{er} au 2 octobre 2001, K, père de I et de D, tue son épouse, Madame N, à son domicile. Celle-ci avait décidé de divorcer, idée insupportable pour l'auteur des faits,. Après avoir commis son crime, K se suicide. Ses deux enfants, D et I, ont assisté au meurtre de leur mère.

...

Tenant compte d'une part,

- d'un dommage moral suite au meurtre de la mère de I ;
- de la perte d'aliments ;

d'autre part

- de ce que le requérant ne justifie aucun frais médical ;
- de ce qu'il n'est pas mentionné de perte d'une année scolaire ;
- de ce que l'art. 31 bis, 5° stipule que l'aide financière visée à l'article 31 est octroyée si la réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière ;

- de ce que la vente et la succession des biens de l'auteur des faits et de la victime ont libéré une somme et des biens dont une part a été perçue au profit de I ;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 25.000 € qui sera bloquée sur un compte ou un livret d'épargne ouvert au nom de l'enfant et frappée d'indisponibilité jusqu'à sa majorité ou émancipation, sauf autorisation à donner par le magistrat compétent.

M40479 (2006)

Tenant compte :

- des circonstances des faits d'agression subis par l'époux de la requérante;
- du fait que la requérante cohabitait avec son mari et son fils aîné au moment des faits et qu'elle était enceinte de 4 mois ;
- du dommage moral important dans le chef de la requérante ;
- du fait que la requérante ne peut espérer d'insertion sur le marché du travail en raison de problèmes de santé et qu'elle dépendait financièrement de son époux avant son décès ;
- que depuis les faits, la requérante bénéficie de l'aide du CPAS et se trouve dans une situation matérielle et financière précaire, devant élever seule ses deux enfants ;
- de la perte d'aliments manifeste dans le chef de la requérante, soulignée également dans l'arrêt de la Cour d'assises ;

M40488 (2005)

Uit de notariële overeenkomst afgesloten tussen de heer P en mevrouw N voor notaris A. Nijs te Turnhout op 8 oktober 1990, achteraf door de Rechtbank van Eerste Aanleg te Turnhout gehomologeerd op 27 februari 1992, blijkt dat de heer P iedere maand een onderhoudsbijdrage betaalde voor zijn dochter N, die ingevolge de echtscheiding bij haar moeder verbleef. Er werd tevens aan de vader bezoekrecht toegekend.

Overeenkomstig de overeenkomst zou de onderhoudsbijdrage ten laatste voor de laatste keer verschuldigd zijn in februari 2014, de maand waarin N 25 jaar wordt.

Wijlen de heer P zou op datum van zijn overlijden nog 12 jaar en 1 maand de onderhoudsbijdrage dienen te betalen. Dit komt overeen met € 13.476,30.

De Afgevaardigde van de Minister van Justitie merkt in haar advies d.d. 19 oktober 2004 op dat overeenkomstig de rechtspraak van de Commissie de hulp voor verlies aan levensonderhoud berekend wordt tot aan de meerderjarigheid van de kinderen. (Verslag over de Werkzaamheden, 2000 - 2001, p. 83).

...

De Commissie heeft kennis genomen van de gemotiveerde beslissing van de strafrechter over de burgerlijke belangen en maakt deze tot de hare; zij beslist dan ook in billijkheid een hulp te kunnen toekennen van eenzelfde bedrag als toegekend door de rechter, mits toevoeging van de hulp gevraagd voor de schadepost “procedurekosten”.

pas à charge de

98709 (2005)

et d'autre part :

- de l'aide d'urgence de 2.000 € qui a été allouée par la Commission le 7/11/2003 en vue de couvrir les frais funéraires supportés par le requérant ;
- de ce que le requérant ne cohabitait pas avec la victime au moment des faits ;
- de l'absence de pièce établissant que le fils du requérant lui apportait de son vivant, une aide financière qui justifierait qu'il a subi une perte d'aliments ;

M40528 (2005)

Gelet op het gegeven dat artikel 32, §2 van de wet van 1 augustus 1985 op limitatieve wijze de schadeposten opsomt waarvoor de Commissie een hulp kan toekennen, kan de Commissie geen rekening houden met de gevraagde hulp voor inkomstenverlies voor het verleden en inkomstenverlies voor de toekomst. Uit het dossier blijkt immers – onder andere uit het verzoekschrift en uit het arrest van het Hof van Assisen van de provincie Antwerpen d.d. 13 september 2001 – dat de echtgenoot van verzoekster ten hare laste was. Het voormelde artikel vermeldt echter als schadepost: het verlies aan levensonderhoud voor personen die op het ogenblik van de gewelddaad ten laste ware van het slachtoffer.

M50850 (2006)

Ten gronde vraagt verzoekster namens haar minderjarige zoon om de toekenning van een financiële hulp “naar redelijkheid” ter dekking van de morele schade en het verlies aan levensonderhoud.

Wat dat laatste betreft, stelt de Commissie vast dat verzoekster geen enkel stuk voorlegt waaruit kan worden afgeleid dat G ten tijde van de feiten voor zijn levensonderhoud afhankelijk was van zijn biologische vader. Uit het dossier blijkt overigens dat A een enorme schuldenberg had, waardoor er van zijn kant geen wezenlijke financiële bijdrage kon komen ten aanzien van G.

Rekening houdend met alle omstandigheden van de zaak, zoals zij blijken uit de neergelegde stukken alsook uit de mondelinge toelichting ter zitting verstrekt door de (raadsman van) verzoekster, meent de Commissie dat aan verzoekster

qualitate qua G voor de morele schade een hulp kan worden toegekend zoals hierna bepaald.

JU 28 les frais funéraires

- quels frais ?
- par personne décédée

Quels frais ?

M2278 (2005)

Voor wat betreft de post “begraveniskosten” kan aangenomen worden dat de zware kosten gemaakt door verzoeker om, overeenkomstig de gebruiken eigen aan de cultuur en de religie van verzoeker, het lichaam van hun overleden zoon naar hun geboorteland te laten overbrengen en daar in aanwezigheid van alle gezinsleden te laten begraven, gelet op zijn precaire financiële situatie, hem een ernstig nadeel hebben berokkend; de reiskosten voor het hele gezin, dat benevens verzoeker en zijn echtgenote verder bestond uit vijf minderjarige kinderen, staan evident in rechtstreekse relatie tot de begravenis van de overledene en dienen dan ook als begraveniskosten te worden beschouwd, waarvoor het toekennen van een noodhulp dan ook als volkomen gerechtvaardigd overkomt. Het maximale bedrag van de hulp die voor deze schadepost kan toegekend worden werd door artikel 2 van het Koninklijk Besluit van 18 december 1986 bepaald op € 2.000; dit bedrag dient dan ook toegekend te worden.

M3739 (2005)

Tenant compte :

- des frais funéraires qui doivent être exposés par la requérante (aménagement de la sépulture de sa mère) ;

M3873 (2006)

Materiële schade zoals de schadepost “rouwkledij”, komt niet voor in de limitatieve lijst van schadeposten van artikel 32, §2 van de wet van 1 augustus 1985 en kan derhalve niet in aanmerking worden genomen door de Commissie.

De overige posten zoals “begravenismis”, “factuur begravenisondernemer”, “interventie brandweer”, “opname lijk” en “columbarium” vallen wel onder de schadepost “begraveniskosten” van artikel 32, §5 van de wet van 1 augustus 1985.

Wat deze begraveniskosten betreft, kan de Commissie deze evenwel voor maximaal € 2.000,00 in aanmerking nemen, zoals voorgeschreven door artikel 32 § 5 van de wet van 1 augustus 1985 juncto artikel 2 van het Koninklijk Besluit van 18 december 1986.

M40306 (2006)

En date du 25/08/2002 à ..., le fils des requérants, M, jouait au football avec des copains dans un petit parc jouxtant un jardin que le nommé D considérait comme sa propriété et qu'il avait aménagé en potager. Le ballon a été envoyé à plusieurs reprises dans ledit jardin. Au quatrième envoi, le fils des requérants est allé récupérer le ballon et au moment où il s'apprêtait à le relancer à ses copains de l'autre côté du mur, le nommé D a tiré des coups de feu dans sa direction, à trois reprises, le troisième coup de feu atteignant M mortellement.

...

Tenant compte :

- du dommage moral qu'ont subi les requérants suite au décès de leur fils;
- des frais funéraires qui ont été supportés par les requérants;
- de ce que les requérants cohabitaient avec la victime au moment des faits

la Commission estime qu'il y a lieu d'accorder à chaque requérant, une aide principale fixée, ex æquo et bono, à la somme de 11.000 € en ce compris une intervention de 1.000 € par parent pour le rapatriement du corps de leur fils.

2.000 € par personne décédée

M50202 (2005)

Wat de schadepost "begraveniskosten" betreft, moet er opgemerkt worden dat in de samenhangende dossiers M50198 en M50205 door respectievelijk mevrouw S en mevrouw S een hulp van € 760,62 wordt gevraagd voor begraveniskosten. De totale begraveniskosten bedragen aldus € 2.281,86.

De Commissie dient de aandacht te vestigen op het feit dat het maximumbedrag voor de begraveniskosten per schadegeval is vastgesteld op € 2.000,00 (artikel 2 van het Koninklijk besluit van 18 december 1986).

De Commissie meent dat het billijk is om de toekenning van de begraveniskosten onder verzoekster en haar beide voormelde zussen te verdelen (€ 2.000,00 : 3).

JU 29 les frais de procédure

M60350 (2006)

Verzoeker vraagt om de toekenning van een hulp van € 461,23 voor de registratierechten, verschuldigd op de in het vonnis d.d. 20 december 2004 uitgesproken som van € 15.373,13 (de registratierechten bedragen 3 % van de toegekende som).

Aangezien uit artikel 35, 3de alinea, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten blijkt dat de registratierechten slechts verschuldigd zijn indien de eiser (verzoeker) de hem door de rechtbank toegekende som ook

daadwerkelijk ontvangen heeft – hetgeen in casu niet het geval is – dient de vordering, wat dit punt betreft, te worden afgewezen.

CHAPITRE 5. QUANT AUX PARENTS D'UN ENFANT MI-NEUR

Article 31, 3° : « aux père et mère d'un mineur ou aux personnes qui ont à leur charge un mineur, qui suite à un acte intentionnel de violence, a besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée; »

L'article 31, 3°, a été modifié par l'article 9, b), de la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions en matière de Justice (II): "aux père et mère d'une victime mineure d'âge au moment d'un acte intentionnel et qui remplit les conditions de l'article 31,1°, ou aux personnes qui avaient ce mineur à leur charge à ce moment;"

Article 32, § 3 : Pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31,3° et 4°, la commission se fonde exclusivement sur les éléments suivants (JU 30) du dommage subi :

1. le dommage moral;
2. les frais médicaux et d'hospitalisation;
3. les frais de procédure.

Jurisprudence

JU 30 les postes du dommage pris en compte pour les parents

- principe
- dommage moral

principe

M50823 (2006)

In elk geval dient wel te worden aangestipt dat materiële schade – verzoekster vraagt om de toekenning van een financiële hulp wegens materiële en morele schade vermengd - niet is opgenomen in de limitatieve opsomming van schadeposten waarvoor ouders van een minderjarig slachtoffer een hulp kunnen vragen (artikel 32, § 3, van de wet). Enkel de morele schade, de medische kosten / ziekenhuiskosten en de procedurekosten kunnen in aanmerking genomen worden.

dommage moral

M50625 (2006)

De minderjarige dochter van verzoeker, mejuffrouw C, werd herhaaldelijk op niet gekende data in de zomer van 1999 en in de zomer van 2000 seksueel misbruikt door haar oom, de genaamde W.

...

Verzoeker stelt samen met zijn echtgenote, mevrouw J, volgende schade te hebben geleden

- Kosten therapie:	2.416,31 Euro;
- Rente op kosten therapie:	676,56 Euro;
- Schade toekomstige therapie:	1.000,00 Euro;
- Werkverlet:	450,80 Euro;
- Rente op werkverlet:	126,22 Euro;
- Totaal:	4.669,89 Euro.

Verzoeker stelt persoonlijk volgende schade te hebben opgelopen:

- Morele schade:	1.000,00 Euro;
- Rente op morele schade:	350,00 Euro;
- Totaal:	1.350,00 Euro.

In totaal geeft dit: $\frac{1}{2}$ van € 4.669,82 (= € 2.334,95) + € 1.350,00 = € 3.684,95.

...

De schadepost "rente" komt niet voor in de limitatieve lijst van schadeposten van artikel 32, §3 van de wet van 1 augustus 1985 en kan derhalve niet in aanmerking worden genomen door de Commissie.

Eenzelfde redenering geldt voor de schadepost "werkverlet".

De overige materiële schadeposten [les frais de thérapie = frais médicaux] werden door de huwgemeenschap gedragen. Het komt de Commissie voor de hulp voor deze gemaakte kosten dan ook gelijk te verdelen onder verzoeker en zijn echtgenote, mevrouw J.

Gelet op de ernst van de feiten die de dochter van verzoeker zijn overkomen alsook de gevolgen die het voor het minderjarige kind hebben meegebracht waarvoor zij reeds lang een speltherapeutische behandeling diende en dient te volgen, meent de Commissie aan verzoeker naar billijkheid een globale hulp te kunnen toekennen zoals hierna bepaald.

CHAPITRE 6. QUANT AUX PROCHES D'UNE VICTIME DISPARUE

Article 31, 4° « aux parents jusqu'au deuxième degré d'une victime ou aux parents qui vivaient dans un rapport familial durable avec une victime disparue depuis plus d'un an, dont il est admis que la disparition est due selon toute probabilité à un acte intentionnel de violence »

L'article 31, 4°, a été modifié par l'article 9, c), de la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions en matière de Justice (II) : "aux successibles au sens de l'article 731 du Code civil, jusqu'au deuxième degré inclus, d'une personne disparue depuis plus d'un an, lorsque cette disparition est due selon toute probabilité à un acte intentionnel de violence, ou aux personnes qui vivaient dans un rapport familial durable avec elle;"

Article 32, § 3 : pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 3° et 4° la commission se fonde exclusivement sur les éléments suivants du dommage subi :

1. le dommage moral;
2. les frais médicaux et d'hospitalisation;
3. les frais de procédure.

892 (2005)

De door verzoekster geleden morele schade is moeilijk te begroten.

De commissie beschikt ook niet over een vonnis of arrest waarin de schade wordt begroot.

Het staat vast dat het een onrustwekkende verdwijning betreft en dat tot op heden de dader niet geïdentificeerd kon worden.

Dit laatste heeft vooral tot gevolg dat verzoekster een belangrijks stap in haar verwerkingsproces mist.

Het dient gezegd dat een financiële tegemoetkoming ook nooit – hoe groot die ook zou mogen zijn – het verlies van een vermist kind kan doen vergeten.

Na kennisname van het dossier dat aan de commissie werd voorgelegd enerzijds en na verzoekster te hebben gehoord anderzijds, meent de commissie een hulp te kunnen toekennen op basis van het volgende:

- de grote onzekerheid die verzoekster kent omtrent het lot van haar zoon sinds die bewuste ...
- de leeftijd van de zoon van verzoekster op het moment van de feiten;
- het gegeven dat verzoekster haar steun en toeverlaat op een plotse manier verloor en nooit de gelegenheid kreeg om afscheid te nemen.

CHAPITRE 7. QUANT AU CARACTERE SUBSIDIAIRE DE L'AIDE

La réparation du préjudice ne paraît pas pouvoir être assurée de façon effective et suffisante par d'autres moyens. (art 31bis, 5° de la loi – JU 31).

En vertu de cette disposition, la victime doit d'abord avoir fait appel aux modes traditionnels de réparation, soit auprès de l'auteur du dommage (JU 32), soit auprès d'un organisme de sécurité sociale, soit auprès d'une assurance privée (JU 33A à D) avant de s'adresser à la commission.

Ce n'est que lorsque la réparation effective résultant de ces mécanismes est (ou pourrait être) inexistante ou insuffisante que la victime pourra demander une aide à charge de l'Etat.

Le caractère subsidiaire de l'aide est essentiel, mais cette condition ne doit pas être interprétée de manière trop absolue.

Selon l'article 31bis, § 2, 4° cette condition vaut également pour les sauveteurs occasionnels.

Jurisprudence:

JU 31 le caractère subsidiaire

- principe
- dédommagements reçus: pour quels postes?
- dédommagements reçus, peut-on les déduire?

principe

99285 (2005)

Rekening houdend met alle omstandigheden van de zaak, zoals zij blijken uit de neergelegde stukken, meent de Commissie dat de door verzoekster gevraagde hulp voor de morele schade billijk voorkomt. De Commissie is evenwel van oordeel dat rekening moet gehouden worden met het bedrag van € 1.874,35 dat verzoekster recupereerde via het beslag op een goed van haar ex-echtgenoot.

99123 (2007)

- de ce que le requérant a bénéficié d'une aide d'urgence de 2.500 € ;
- de ce que par courrier du 7 août 2007, Y communiquait à la commission copie du règlement transactionnel établi entre lui-même et l'auteur des faits ;
- de ce que sur base du règlement transactionnel produit, le requérant va être indemnisé par l'auteur des faits ;

- de ce que lors de l’audience du 26 novembre 2007 le requérant a confirmé avoir reçu une indemnisation de la part de l’auteur des faits ;
- de ce que l’auteur des faits est solvable ;
- de ce qu’en conséquence la requête introduite par le requérant est vidée de sa substance;

99444 (2009)

- de ce que les faits ont été qualifiés d’accident de travail et que les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et hospitaliers sont pris en charge par l’assureur-loi ;
- de ce que que l’octroi d’une aide financière dans le cadre de la loi du 1^{er} août 1985 à un requérant qui bénéficie d’une rente en application de la législation sur les accidents du travail n’est pas incompatible en soi avec le caractère subsidiaire de cette aide financière dans la mesure où cette indemnisation ne tend à réparer que le seul dommage matériel,
- de ce que, dans ces conditions, l’intervention de la commission ne couvre que le dommage moral déterminé sur base du taux d’incapacité établi dans les conclusions de l’expert désigné par le tribunal du travail;

99700 (2009)

- du dommage moral subi ;
- de ce que l’expert désigné par le Tribunal du Travail de Liège a conclu à une incapacité permanente de 28% et une invalidité permanente de 35% ;
- du dommage esthétique ;
- de ce que les faits ont eu un impact sur la situation professionnelle du requérant ;
- des frais de procédure exposés et justifiés ;
- de ce que l’article 31 bis §1 5° stipule que « l’aide financière visée à l’article 31 est octroyée si la réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l’auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière » ;
- de ce que l’aide financière octroyée par la commission, qui consiste en un geste de solidarité sociale, relève d’un souci d’équité et a un caractère subsidiaire tant par rapport à l’indemnisation par le ou les auteurs des faits que par rapport à l’intervention d’un régime d’assurance ;
- de l’absence d’indemnisation de la part de l’auteur des faits ;
- de ce que les faits ont été reconnus comme accident de travail ;
- de ce qu’en l’espèce l’assureur-loi est intervenu pour un montant de 75.238,70 € ;
- de ce qu’en outre l’assureur-loi verse une rente ;
- de ce qu’en conséquence la Commission estime la demande non fondée.

M1144 (2009)

Tenant compte d'une part,

- de ce que l'article 31 1° de la loi du 1^{er} août 1985 stipule que « *les personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence peuvent demander une aide* » ;
- de ce qu'il s'agit d'un fait unique d'attentat à la pudeur constitutif de propos à connotation sexuelle ;

d'autre part

- de ce qu'il n'est fait nullement état d'un préjudice physique ou psychique important dans le chef de S ;
- de ce que la commission a octroyé à la requérante une aide d'urgence de 4.000 € par décision du 31 janvier 2003 afin d'entamer le suivi psychologique de celle-ci ;
- de ce que l'article 37 de la loi du 1^{er} août 1985 prévoit le principe de la déduction de l'aide d'urgence déjà allouée ;
- de ce qu'en outre, il n'apparaît pas des pièces du dossier que le montant de 4.000 € octroyé par décision de la commission, en date du 31 janvier 2003, ait été utilisée afin d'entamer ledit suivi psychologique ;
- de ce que la décision de la commission sur l'aide d'urgence se fondait pourtant sur la demande explicite « (...) que les enfants ont besoin d'un suivi pédopsychiatrique urgent. » par la partie requérante dans ses conclusions communiquées par courrier du 30 août 2002 au secrétariat de la commission ;
- de ce que l'article 39 § 3 de la loi du 1^{er} août 1985 stipule que « L'État peut exiger le remboursement total ou partiel de l'aide lorsque celle-ci a été accordée en tout ou en partie à la suite de fausses déclarations ou d'omissions de la partie requérante »,

la Commission, estimant que le montant octroyé dans le cadre de l'aide d'urgence couvre adéquatement le dommage moral, déclare la demande d'aide principale recevable mais non fondée.

M1645 (2008)

- de ce que les faits ont été qualifiés d'accident du travail ;
- de ce que les frais médicaux ont été pris en charge par l'assureur ;
- de ce que le montant brut versé par l'Etat Belge pour la période d'incapacité de travail (28 février 1997 au 31 juillet 1999, date de la pension) s'élève à 99.074,79 € ;
- de ce que l'assureur ETHIAS a décidé d'intervenir dans le cadre de la clause « insolvabilité des tiers » pour la somme de 6.197,34 €;

- de ce que par contre aucune intervention n'est possible via le Fonds Commun de Garantie Automobile puisque les démarches qui auraient du être entreprises à l'égard de ce Fonds ne l'ont pas été dans le délai imparti;
- de ce que l'aide de la Commission ne vise pas à réparer l'absence d'intervention (dans les délais prévus) du requérant à l'égard du Fonds Commun de Garantie Automobile ;
- de ce que l'aide financière octroyée par la commission, qui consiste en un geste de solidarité sociale, relève d'un souci d'équité et a un caractère subsidiaire tant par rapport à l'indemnisation par le ou les auteurs des faits que par rapport à l'intervention d'un régime d'assurance ;
- de ce que la Commission considère dès lors que l'indemnisation du préjudice du requérant a été largement opérée via l'assureur-loi et l'assureur Ethias ;

M3413 (2007)

Tenant compte d'une part,

- du taux d'invalidité de 5% retenu par l'expert et entraînant une incapacité Permanente Partielle de 5% ;
- des frais médicaux, d'hospitalisation, pharmaceutiques et de procédure liés aux faits et dûment justifiés ;

et d'autre part,

- de ce que l'Art. 31 bis, 5° stipule que l'aide financière visée à l'article 31 est octroyée si la réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière ;
- de ce qu'une assurance est intervenue dans le cadre de la clause « insolvabilité des tiers » pour un montant de 6.197,34 € ;
- de ce que l'auteur des faits a indemnisé la victime du montant provisionnel de 3.718,40 € auquel il avait été condamné ;
- de ce qu'il verse depuis 2004 la somme mensuelle de 20,00 € ;
- de ce que l'auteur des faits a été condamné, par jugement rendu le 12 février 2004, à verser la somme définitive de 5.127,18 € plus les intérêts légaux;
- de ce que les sommes perçues par le requérant, à ce jour, couvre le dommage fixé par décision définitive;
- de ce qu'il n'y a pas eu diminution de revenus ;
- de ce que le préjudice d'efforts accrus n'est pas pris en ligne de compte par la commission dans la mesure où la loi du 1er août 1985 ne le retient pas dans la liste exhaustive des préjudices pour lesquels une aide peut être octroyée ;

- de ce que les intérêts ne sont pas indemnisés par l'Etat dans la mesure où la loi de 1er août 1985 ne les retient pas dans la liste limitative du préjudice pour lequel une aide peut être octroyée.

M40364 (2009)

A l'inverse des sommes versées par l'Etat belge destinées à réparer un préjudice distinct des souffrances subies par la requérante, les aides ou indemnisation perçues dont il est fait mention au rapport l'ont été en vertu de dispositions de droit français.

La règle de droit belge ne permet pas à la Commission d'écartier pareilles interventions d'ordre pécuniaire ; dès lors qu'il n'est pas porté atteinte à l'ordre public international belge, ces aides ou indemnisations doivent être déduites et il en va de même de l'aide d'urgence de 2.000 € allouée à la requérante par décision de la Commission du 13/8/2004.

Tenant compte

d'une part:

- de l'important dommage moral qu'a subi la requérante suite à la disparition de sa fille et à l'ignorance dans laquelle elle est restée pendant plusieurs années compte tenu de la longueur de la procédure judiciaire;
- du dommage moral qu'a subi la requérante suite à l'arrestation des auteurs des faits et aux révélations des souffrances endurées par sa fille;
- de ce que la requérante cohabitait avec sa fille moment des faits ;

et d'autre part :

- de ce que la requérante s'est vu allouer par la Commission une aide d'urgence de 2.000 € par décision du 13/8/2004 ;
- du principe de subsidiarité de l'aide visé à l'article 31 bis, 5° de la loi du 1er août 1985 et de ce qu'en l'espèce, la requérante a perçu la somme de 7.500 € du Fonds de garantie en France ;

la Commission estime qu'il y a lieu d'accorder à la requérante une aide principale de 52.500 €.

M40423 (2006)

Tenant compte d'une part :

- des faits d'agression subis par le fils de la requérante;
- du dommage moral qui en résulte dans le chef de la requérante;
- des rapports d'évolution joints au dossier et des précisions apportées par la requérante en ce qui concerne le suivi thérapeutique et médical de son fils ;
- des frais dûment justifiés au dossier ;

et d'autre part :

- de ce que la requérante n'a pas fourni d'attestation médicale ou psychologique précisant le suivi actuel de son fils mais que par courrier, elle a précisé que ce suivi a été interrompu après une douzaine de séance et actuellement ne se poursuit qu'à la demande de son fils, soit une ou deux séances par mois ;
- du fait que l'auteur des faits a versé les sommes auxquelles elle avait été condamnée par jugement, à l'égard du fils de la requérante et de la requérante ;
- qu'en vertu du principe de subsidiarité de l'aide, il y a lieu de tenir compte de ces versements de l'auteur, s'élevant à la somme de 4000 € pour le dommage moral (pour la requérante) et 2720,38 € à titre de frais matériels et frais de justice ;
- que l'assurance de la requérante a pris en charge les frais de justice ;
- que la Commission estime dès lors que la réparation du préjudice subi par la requérante peut être jugée effective ;
- que la Commission est chargée d'apporter une aide et ne peut couvrir l'indemnisation globale du dommage;
- que la Commission reconnaît le dommage subi par la requérante suite aux faits et les moyens mis en place pour aider son fils à surmonter les difficultés résultant du traumatisme subi, elle est néanmoins tenue par la législation en vigueur et notamment le caractère subsidiaire de l'aide et la nécessité d'un traitement de longue durée pour le mineur ayant subi l'acte intentionnel de violence,

M40433 (2005)

Rekening houdend met het feit dat het nadeel reeds omzeggens volledig werd vergoed door betaling van het bedrag van € 12.500 door de verzekeraar KBC Defendo, alsook het feit dat de Commissie wettelijk geen intresten kan aannemen, is de Commissie van oordeel dat in billijkheid geen hulp meer aan verzoekster kan toegekend worden.

M41050 (2007)

Het behoort tot de constante rechtspraak van de Commissie dat onder de materiële kosten zoals vermeld in artikel 32, §1 van de wet van 1 augustus 1985, kosten worden verstaan die verband houden met het letsel opgelopen door het slachtoffer. Aldus komen 'gestolen goederen' niet in aanmerking voor vergoeding door de Commissie.

Wat de andere materiële kosten betreft, zoals herleid naar € 1.250, blijft de verzoeker in gebreke de concrete aard ervan aan te duiden, hetgeen des te meer klemt daar hij op de zitting verklaart een deel van de materiële schade vergoed te hebben gekregen via de brandverzekering.

In zijn schriftelijke reactie verzoekt de verzoeker hem een financiële hulp toe te kennen voor de door hem geleden morele schade, dewelke hij begroot op € 8.500. Door het Hof van beroep te Antwerpen werd de vergoeding voor de

opgelopen morele schade in billijkheid geraamd op € 5000. Het spreekt dan ook voor zich dat de hulp welke aan de Commissie kan worden gevraagd dit bedrag niet kan overschrijden zonder de voorlegging van bijkomende bewijskrachtige stukken.

De Commissie dient tot slot op te merken dat de verzoeker niet voldaan heeft aan zijn schadebeperkingsplicht door zijn vordering jegens zijn verzekeraar E.E.S.V. Civis Belgium, begroot op € 6.197,34, te laten verjaren (vonnis d.d. 6 november 2006 van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen).

Dat er in de gegeven omstandigheden geen schade meer overblijft die door de Commissie in aanmerking kan genomen worden.

Dat derhalve het verzoekschrift als ongegrond dient beschouwd te worden.

M50195 (2008)

In het onderhavig dossier stelt de Commissie vast dat er reeds een bedrag van € 13.497,34 werd afbetaald: € 6.197,34 vanwege de verzekeraar rechtsbijstand en € 7.300 vanwege dader F. Niettemin wordt om de toekenning gevraagd van een hoofdhulp van € 10.000 (meer intresten), waarbij de advocaat van mevrouw Z in haar schrijven d.d. 29 maart 2008 verzoekt om de reeds ontvangen gelden in eerste instantie toe te rekenen op de intresten.

Hierbij dient evenwel opgemerkt dat intresten principieel niet in aanmerking komen voor de toekenning van een financiële hulp. Intresten komen immers niet voor in de limitatieve opsomming van schadeposten, vermeld in artikel 32, § 1, van de wet. Het behoort overigens tot de constante rechtspraak van de Commissie – en deze vloeit voort uit de bedoeling van de wet – dat intresten niet voor vergoeding in aanmerking komen. Het principe dat de bijzaak de hoofdzaak volgt is hier niet van toepassing; immers de schuldenaar van de toegekende hulp, zijnde de Belgische Staat, is niet de veroorzaker van de schade.

De zienswijze van de Commissie ten aanzien van de intresten werd bevestigd bij arrest nr. 165.787 van de Raad van State d.d. 12 december 2006.

Gelet op het bovenstaande is de Commissie van oordeel dat verzoekster reeds in voldoende mate werd vergoed voor de door haar geleden schade, zodat haar hulpverzoek dient te worden afgewezen.

M60344 (2008)

Dans un courrier (date illisible), le Procureur du Roi de Bruxelles expose que l'information a été clôturée vu que l'action publique est éteinte suite au paiement de la transaction le 11 août 2003 par B, auteur des faits.

...

Tenant compte,

- de ce que l'article 31bis 5° de la loi du 1er août 1985 consacre le principe de subsidiarité de l'aide de la commission et que la commission peut octroyer une aide pour autant que la réparation du préjudice ne puisse être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable;
- de ce qu'en l'espèce une transaction a été réalisée et l'auteur des faits a payé la transaction financière en août 2003;
- de ce que l'action publique est éteinte suite au paiement de la transaction le 11 août 2003 par l'auteur des faits ;
- de ce qu'en conséquence le prescrit légal de la loi du 1er août 1985 n'est pas rencontré ;

M60415 (2008)

In onderhavig dossier dient de Commissie vast te stellen dat

- de verzoekster beschikt over een rechtsbijstandsverzekering met clausule 'onvermogen van derden', waarop geen beroep werd gedaan;
- de dader van het misdrijf krachtens de via de Procureur-generaal ingewonnen inlichtingen als nachtarbeider beschikt over een loon van € 1.325 per maand;
- de dader de schadevergoeding waartoe hij veroordeeld werd betaald heeft; en
- dat de verzoekster berust heeft in de bij dit vonnis toegekende vergoeding.

In de gegeven omstandigheden kan de Commissie dan ook niets anders dan het verzoek als niet gegrond af te wijzen.

M60534 (2007)

Materiële schade zoals de schadepost "rouwkledij", komt niet voor in de limitatieve lijst van schadeposten van artikel 32, §2 van de wet van 1 augustus 1985 en kan derhalve niet in aanmerking worden genomen door de Commissie.

Bij arrest van het Hof van Assisen werden aan de verzoekster en haar gezin de som van € 7.000, waarvan € 6.250 voor de morele schade van de verzoekster, meer de intresten toegekend. In casu genoot het gezin van de verzoekster van een tussenkomst vanwege de verzekering rechtsbijstand Providis-Fortis AG ten belope van € 6.197,34.

Het subsidiariteitsbeginsel van de hulp, zoals vervat in artikel 31bis, § 1, 5°, van de wet van 1 augustus 1985 is één van de essentiële voorwaarden waaraan moet worden voldaan opdat een hulp kan worden bekomen.

Bij het bepalen van de morele schade ten gevolge van het overlijden van de broer van de verzoekster houdt de Commissie rekening met haar gebruikelijke rechtspraak in dergelijke zaken, die geïnspireerd is op de indicatieve tabel. De Commissie wil het door de verzoekster ondergane leed en de gevolgen ervan zeker niet minimaliseren, maar zij kan -rekening houdend met de door

de verzoekster ontvangen vergoedingen- in de gegeven omstandigheden niet anders besluiten dan dat het ingediende verzoek ongegrond is.

M60551 (2007)

Plusieurs participants du casting, mécontents des vaines promesses sur le travail, se trouvent sur les lieux. La responsable du casting leur demande de partir puis déclare qu'elle va appeler la police. Le mari de cette dernière, le nommé P, policier en civil, arrive et les insulte. Une altercation l'oppose à une première personne qu'il roue de coups. La requérante intervient en prenant l'agresseur par le bras. Ce dernier s'est alors retourné et a projeté la requérante dans les escaliers.

...

Tenant compte d'une part :

- de ce que la requérante a exposé des frais médicaux complémentaires et dépose 3 devis au dossier;
- de ce qu'un suivi médical et psychologique est toujours en cours;
- de ce que la situation matérielle et financière de la requérante est très précaire ;

et d'autre part,

- de ce que la requérante a déjà obtenu une aide d'urgence;
- de ce que dans le cas d'espèce, l'auteur des faits est solvable , celui-ci étant policier ;
- de ce que cet élément n'est pas remis en cause par la requérante qui admet avoir perçu la somme provisionnelle de 5.000 € de la part de l'auteur des faits ;
- de ce que l'aide que peut octroyer la Commission a un caractère subsidiaire ;
- de ce que dans le cas d'espèce la condition de l'article 31bis 5° de la loi du 1er août 1985 n'est pas remplie ;
- de ce que la Commission ne remet pas en cause le préjudice important subi par la requérante ;
- de ce que la Commission est cependant tenue par des critères légalement définis ;

...

déclare la demande [d'aide d'urgence] recevable mais non fondée ;

M60878 (2008)

- De ce que la requérante justifie ses frais médicaux, pharmaceutiques pour 1.584,57 € dont la somme de 818,30 € pour des soins dentaires dont le lien avec l'agression n'est pas démontré;

- De ce que l'article 31bis, §1, 5°, stipule que : ...;
- De ce qu'en l'occurrence, la requérante a bénéficié d'un montant de 2.000 € de la part de sa compagnie d'assurance ;
- De ce que ce montant correspond au montant accordé à la requérante par le Tribunal Correctionnel de Charleroi le 3 février 2006 ;
- De ce que la Commission constate dès lors que la requérante a été intégralement indemnisée pour son préjudice;

M70021 (2008)

Tenant compte:

- de ce que les frais de soins de santé sont justifiés pour 1.321,16 €;
- de ce que le requérant connaît une situation financière précaire ;
- de ce que, malgré les sollicitations de la Commission, le requérant n'a pas communiqué de précisions quant à l'évolution de la procédure judiciaire;
- de ce que le requérant est invité à faire état de ses démarches vis-à-vis de l'assureur auto de son agresseur;
- de ce que la Commission peut octroyer une aide en équité mais est soumise au principe de subsidiarité retenu à l'article 31bis 5° de la loi du 1er août 1985 ;
- de ce que, comme le précisait le Procureur du Roi de Charleroi, le requérant peut réclamer l'indemnisation complète pour son préjudice corporel auprès de l'assureur RC Auto de l'auteur des faits, et ce en application de l'article 29bis de la loi du 21 novembre 1989 sur le contrat d'assurance automobile ;
- de ce que malgré les sollicitations de la Commission sur ce point, le requérant n'a communiqué aucune information ;

M70264 (2008)

Tenant compte d'une part :

- de ce que suite à l'agression dont il a été victime, le requérant conserve une invalidité permanente de 15% et a subi un dommage moral;

et d'autre part :

- du principe de subsidiarité de l'aide consacré à l'article 31 bis, 5° de la loi du 1/8/1985 et qu'en l'espèce, le requérant a perçu de la succession de l'auteur des faits, la somme de 26.225, 42 € et a également bénéficié d'une intervention de l'assureur loi dans le cadre de la législation sur les accidents de travail;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande non fondée.

[Le pourvoi en cassation a été déclaré partiellement admissible – ordonnance n° 3.856 du 14 janvier 2009 et rejeté par l'arrêt n° 198.501 du 3 décembre 2009.]

M70551 (2008)

Tenant compte

d'une part,

- de ce que l'article 31 1° de la loi du 1er août 1985 stipule que « les personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence peuvent demander une aide » ;
- de ce que pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 1°, l'article 32 §1er 1° stipule que la commission se fonde notamment sur le dommage résultant du préjudice moral, tenant compte de l'invalidité temporaire ou permanente;
- de ce qu'il faut tenir compte d'un taux d' Incapacité permanente de 3% ;
- de ce que pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 1°, l'article 32 §1er 5° stipule que la commission se fonde notamment sur le dommage résultant du préjudice esthétique ;
- de ce que l'expert retient un préjudice esthétique très léger ;
- de ce que pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 1°, l'article 32 §1er 2° stipule que la commission se fonde notamment sur le dommage résultant des frais médicaux et d'hospitalisation,
- de ce que pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 1°, l'article 32 §1er 7° stipule que la commission se fonde notamment sur le dommage résultant des frais matériels ;

d'autre part

- de ce que l'article 31bis 5° de la loi du 1er août 1985 accorde une aide financière si la réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière ;
- de ce que les faits ont été qualifiés d'accident de travail et que les frais médicaux sont pris en charge par l'assureur-loi ;
- de ce que le requérant perçoit une rente annuelle ;
- de ce que l'octroi d'une aide financière dans le cadre de la loi du 1er août 1985 à un requérant qui bénéficie d'une rente en application de la législation sur les accidents du travail n'est pas incompatible en soi avec le caractère subsidiaire de cette aide financière dans la mesure où cette indemnisation ne tend à réparer que le seul dommage matériel ;
- mais, de ce que, dans ces conditions, l'intervention de la commission ne pourrait couvrir que le dommage moral ;
- de ce que le pretium doloris et le préjudice lié aux efforts accrus ne sont pas pris en ligne de compte par la commission dans la mesure où la loi

du 1^{er} août 1985 ne les retient pas dans la liste exhaustive des préjudices pour lesquels une aide peut être octroyée ;

- de ce qu'une assurance est intervenue dans le cadre de la clause « insolvabilité des tiers » pour un montant de 7.436,80 € ;
- de ce que le préjudice ménager n'est pas pris en ligne de compte par la commission dans la mesure où la loi du 1^{er} août 1985 ne le retient pas dans la liste exhaustive des préjudices pour lesquels une aide peut être octroyée ;
- de ce que le préjudice d'agrément n'est pas pris en ligne de compte par la commission dans la mesure où la loi du 1^{er} août 1985 ne les retient pas dans la liste exhaustive des préjudices pour lesquels une aide peut être octroyée ;
- de ce que les intérêts ne sont pas indemnisés par l'Etat dans la mesure où la loi de 1^{er} août 1985 ne les retient pas dans la liste limitative du préjudice pour lequel une aide peut être octroyée,

la commission estime que le préjudice du requérant a été adéquatement rencontré par les interventions dont il a bénéficié (1) dans le cadre de la législation sur les accidents du travail et (2) en vertu de la clause "insolvabilité des tiers" d'une de ses polices d'assurance et constate que la condition légale de subsidiarité prescrite par l'article 31 alinéa 1^{er}, 1 de la loi précitée n'est pas remplie en l'espèce pour justifier une intervention de la commission.

M70599 (2008)

Wat de morele schade betreft stelt de Commissie vast dat verzoekster maar liefst het vijfvoudige vraagt van de schadevergoeding die het Assisenhof haar had toegekend (€ 10.000). Die schadevergoeding ligt trouwens nog hoger dan de financiële hulp waarop verzoekster, overeenkomstig de gebruikelijke rechtspraak van de Commissie in gelijkaardige dossiers, aanspraak zou kunnen maken (€ 7.500).

De Commissie wenst hierbij de aandacht te vestigen op artikel 31bis, § 1, 5° van voormelde wet, luidens welke bepaling een financiële hulp kan worden toegekend onder de volgende voorwaarde: ... In de voorliggende zaak stelt de Commissie vast dat verzoekster ingevolge het verval van de levensverzekering die haar moeder bij Delta Lloyd had afgesloten, een bedrag ontving van € 12.493,84.

Nu deze uitkering hoger ligt dan de financiële hulp waarop verzoekster voor de morele schade aanspraak had kunnen maken, meent de Commissie dat verzoekster volledig werd vergoed en dat haar verzoek bijgevolg als ongegrond moet worden afgewezen.

dédommagements reçus: pour quels postes?

M40156 (2005)

Gelet op het in artikel 31bis, §1, 5° van de wet van 1 augustus 1985 dient de Commissie bij de begroting van de hulp rekening te houden met de tussenkomst van de verzekeraar.

In onderhavig dossier meent de Commissie met slechts een gedeelte van de door verzoekster ontvangen som van de verzekeraar rekening te moeten houden, daar een gedeelte van de tussenkomst ook ten goede zal zijn gekomen aan de ouders van verzoekster.

M50025 (2005)

het zittingsblad van de Commissie van de zitting van 25 oktober 2005 waarbij de raadsman van verzoeker aanwezig was en waarbij de zaak voor onbepaalde tijd werd uitgesteld en verwezen werd naar de bijzondere rol teneinde de raadsman van verzoeker toe te laten een nieuwe afrekening over te maken aan het secretariaat van de Commissie in de zin dat het van de verzekeringsmaatschappij ontvangen bedrag wordt geïmplementeerd op de posten waarvoor de Commissie op basis van de wet van 1 augustus 1985 geen tussenkomst kan verlenen (de intresten);

Verzoeker ontving van zijn rechtsbijstandverzekeraar in het kader van een waarborg insolventie een bedrag van € 6.197,34. Volgens verzoeker werd deze som integraal aangewend ter recuperatie van de door de dader verschuldigde intresten. Op 12 juli 2005 (datum ontvangst waarborg insolventie) beliepen de verschuldigde intresten meer dan € 10.000,00. Verzoeker is dan ook van mening dat deze tussenkomst van de rechtsbijstandsverzekeraar niet mag worden aangerekend/afgetrokken van de aan de Commissie verzochte tegemoetkoming. Verzoeker vraagt de toekenning van een hulp van € 62.500,00.

...

Omdat in principe intresten niet kunnen worden toegekend, kunnen deze, bij een eventuele betaling door een verzekeringsmaatschappij, als eerste worden aangerekend. De betaling door de rechtsbijstandsverzekeraar in het kader van een waarborg insolventie kan dus worden aangewend, bij voorrang, om de intresten aan te zuiveren en pas dan op de hoofdsom.

...

Rekening houdende met voormelde elementen, de ernst van de feiten en de door verzoeker geleden schade zoals deze onder meer blijkt uit het verslag van de deskundige, die o.a. een blijvende invaliditeit van 25% weerhield, meent de Commissie in billijkheid aan verzoeker een globale hulp te kunnen toekennen zoals hierna bepaald.

M60954 (2008)

Verzoeker heeft € 6.200 vanwege de verzekering (Vivium) en € 1.300 vanwege de dader ontvangen. Deze sommen worden, zoals de tijdens de zitting door de raadsman van verzoeker gevraagd werd, in eerste instantie gebruikt om alle posten die de Commissie niet in aanmerking kan nemen, zoals intresten en meerinspanningen, te vergoeden.

M70685 (2008)

In de voorliggende zaak stelt de Commissie vast dat verzoekster een verzekeringstegemoetkoming heeft genoten van in totaal € 13.410,16 (€ 7.212,82 + € 6.197,34).

Zoals in het verslag van de voorzitter-verslaggeefster werd opgemerkt, “behoort het tot de gevestigde rechtspraak van de Commissie om eventuele verzekeringsuitkeringen toe te rekenen op de niet voor vergoeding in aanmerking komende schadeposten”. Dit principe huldigend zou in het voorliggend dossier aldus het gedeelte van de materiële schade dat niet vergoed werd via de tussenkomst t.b.v. € 7.212,82 alsnog kunnen gedekt worden via de uitkering op basis van de insolventieclausule. Echter, vermits, zoals hierboven gesteld, het wettelijk plafond voor de materiële kosten € 1.250 belooft, meent de Commissie dat het niet aan de orde is om de uitkering op basis van de insolventieclausule toe te rekenen op een bedrag dat hoger is dan € 1.250. Het gaat hier om een wettelijk vastgesteld plafondbedrag waarvan het absoluut karakter niet mag omzeild worden door er een artificiële wiskundige constructie of fictieve berekeningswijze op toe te passen. Zodoende dient vastgesteld te worden dat het totaal van de schadeposten, die nog in aanmerking komen voor een vergoeding door de Commissie, reeds vergoed is door de verzekeraars.

Hoewel de Commissie hiermee niet wil miskennen dat verzoekster wel degelijk het slachtoffer is geweest van ernstige en absoluut laakbare feiten en het betreurt dat zij hiervan veel leed heeft ondervonden, meent zij dat de verzoekster in casu reeds billijk werd vergoed en dat haar hulpverzoek bij de Commissie dient te worden afgewezen. Anders beslissen zou indruisen tegen de filosofie van het stelsel van staatshulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden, die erop neerkomt dat slechts een hulp wordt toegekend aan slachtoffers die niet of in onvoldoende mate via andere kanalen schadeloos werden gesteld. Bovendien mag de Commissie, overeenkomstig artikel 38 van de Wet, bij deze overweging rekening houden met de beschikbare middelen van het Fonds.

dédommagements reçus, peut-on les déduire?

Voir à ce sujet l'arrêt de la Cour de cassation du 6 juin 2005 dont il résulte que le montant de l'allocation de remplacement de revenus octroyée à un handicapé n'est pas diminué du montant de l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence, convertie en rente, accordée au handicapé.

L'arrêt critiqué décide que, pour déterminer le montant de l'allocation de remplacement de revenus prévue par la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, à laquelle le défendeur peut prétendre pour la période du 1er octobre 2000 au 31 mars 2001, il n'y a pas lieu de tenir compte du montant (2.500.000 francs) qu'il a reçu de la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence en application de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres.

Pour en décider ainsi, l'arrêt se fonde sur les motifs suivants :

« De l'examen (de l'article 13 de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, tel qu'il était en vigueur à l'époque, et de l'article 30, § 2, de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration), il résulte que les prestations autres que les prestations sociales qui viennent en déduction de l'allocation de remplacement de revenus sont des prestations versées en vertu d'une législation et dont l'octroi est justifié par la limitation de la capacité de gain ;

La loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres prévoit en son article 31, § 1er, que la personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence commis en Belgique peut demander une aide à diverses conditions et notamment si la réparation du préjudice ne paraît pas pouvoir être assurée de façon effective et suffisante par d'autres moyens, tels le paiement de dommages-intérêts par le délinquant ou le versement de toute somme relative au préjudice par un régime de sécurité sociale ou encore un régime d'assurances professionnelles (accidents du travail et maladies professionnelles) ou privées ;

Selon l'article 32, § 1er, (de la loi du 1er août 1985), le préjudice pour lequel une aide peut être demandée consiste exclusivement en une invalidité temporaire ou permanente, un dommage moral ou esthétique, des souffrances physiques ou psychiques, des frais médicaux ou d'hospitalisation, une perte de revenus, etc. ;

Ainsi que le relève pertinemment le ministère public en son avis, l'objectif poursuivi par cette loi est de venir en aide si la victime ne peut obtenir une indemnisation suffisante de son préjudice par les voies ordinaires (...);

La commission compétente pour statuer sur une demande n'indemnise pas la victime mais lui vient en aide en fixant le montant en équité sans garantir une réparation intégrale des préjudices (...);

Dès lors, il ne s'agit pas d'une indemnisation mais d'une aide dont le montant est fixé en équité. Dans ces conditions, l'aide concernée ne peut être assimilée à une prestation versée en vertu d'une législation et dont l'octroi est justifié par la limitation de la capacité de gain. Par conséquent, l'allocation de remplacement de revenus doit être versée intégralement sans aucune

déduction pour la période allant du 1er octobre 2000 au 31 mars 2001. Les arriérés doivent être versés, majorés des intérêts de retard «.

La décision de la Cour (de cassation)

Attendu qu'en vertu de l'article 13, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, applicable à l'époque, l'allocation de remplacement de revenus est refusée ou réduite si, en vertu d'une autre législation belge ou d'une législation étrangère, ou en vertu des règles applicables au personnel d'une institution de droit international public, le handicapé peut prétendre à des prestations justifiées par une limitation de sa capacité de gain ou à des prestations sociales relatives à la maladie et l'invalidité, au chômage, aux accidents du travail, aux maladies professionnelles, aux allocations familiales, aux pensions de retraite et de survie et au revenu garanti aux personnes âgées ;

Que, si cette disposition attribue à l'allocation de remplacement de revenus un caractère supplétif, elle n'interdit le cumul de cette allocation qu'avec les seules prestations qu'elle énumère ;

Attendu que l'article 31, § 1er, 1, de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, dans sa version applicable aux faits, dispose que la personne qui a subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence commis en Belgique peut demander une aide à la condition que la réparation du préjudice ne paraisse pas pouvoir être assurée de façon effective et suffisante par d'autres moyens, tels que le paiement de dommages-intérêts par le délinquant ou le versement de toute somme relative au préjudice par un régime de sécurité sociale ou de réparation des dommages résultant des accidents du travail ou des maladies professionnelles ou par une assurance privée ;

Attendu que, dans sa rédaction applicable au litige, l'article 32, § 1er, de la même loi, qui définit en quoi doit exclusivement consister le préjudice pour lequel une aide peut être demandée par la victime, n'exige en aucune de ses dispositions que ce préjudice, qui peut consister en une perte ou une diminution de revenus, soit justifié par une limitation de la capacité de gain de la victime ;

Que, dès lors, l'arrêt décide légalement que l'aide accordée au défendeur par la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence n'est pas justifiée par une limitation de sa capacité de gain au sens de l'article 13, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi du 27 février 1987 et que, partant, elle est sans incidence sur son droit à l'allocation de remplacement de revenus ;

Que le moyen ne peut être accueilli ;

PAR CES MOTIFS, LA COUR

Rejette le pourvoi ;

JU 32 action contre l'auteur des faits

- paiement par l'auteur
- tentative de récupération
- l'auteur indemnise, mais peu et lentement
- deux cas particuliers

paiement par l'auteur

99140 (2006)

Selon les indications apportées au dossier et confirmées par le requérant à l'audience, il ressort que le requérant a perçu suite aux faits la somme de 15.078,94 € de la SMAP (et 1500 € octroyés à la mère du requérant). Selon le courrier du 23/04/2003 de Me XHAYE, conseil du requérant, ce dernier et sa mère sont définitivement désintéressés dans le cadre de ce litige où ils ont été intégralement indemnisés par la SMAP.

La Commission reconnaît que le requérant a subi un acte intentionnel de violence et qu'il garde des séquelles des faits telles que précisées dans les rapports médicaux joints au dossier. Ces éléments permettent de rencontrer les prescrits de l'article 31 de la loi précitée.

Le requérant a cependant, suite à un accord à l'amiable, perçu une indemnisation de la SMAP (assureur de l'employeur de l'auteur) s'élevant à la somme de 15.078,94 €. La Commission estime dès lors que la réparation du préjudice subi par le requérant a été prise en charge de façon suffisante par l'assurance SMAP (Ethias).

En raison du caractère subsidiaire de l'aide financière de la Commission, la demande du requérant est donc déclarée recevable mais non fondée.

M1058 (2005)

Tenant compte d'une part,

- du dommage moral ;
- de la nature des faits et le jeune âge de la victime au moment de leur survenance ;
- des souffrances physiques et psychiques ;
- de la perte d'une année de scolarité ;
- de l'interruption volontaire de grossesse à laquelle la victime dût procéder à l'âge de 13 ans suite au viol par son père.

D'autre part que

- une saisie conservatoire immobilière a été effectuée sur la maison de l'auteur des faits (copropriétaire avec son épouse) par les parents de S, autre requérante pour ces faits, sur base du jugement du 18 février 2002 pour sûreté des sommes suivantes:

- que le rapport d'expertise évalue la valeur de la maison en vente forcée à 153.693,99 €;
- que l'auteur des faits a contracté un prêt hypothécaire sur cette immeuble le 16 avril 1991 en garantie d'un prêt de 1.700.000 BEF.

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale de 45.000 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

M1624 (2005)

Uit het schrijven van de raadsman van de verzoeker d.d. 2 december 2004, waaraan gehecht de brief van gerechtsdeurwaarder Ravelingien uit Oudenaarde blijkt afdoende dat de veroordeelde dader sedert oktober 2003 stipt maandelijkse betalingen doet die tot op heden voortduren.

Er is dan ook te verwachten dat de schade binnen redelijke termijn door de dader zal afbetaald worden, zodat het verzoek thans als ongegrond voorkomt.

M2290 (2005)

de l'article 31 bis, 5° de la loi du 1/8/1985 qui consacre le principe de subsidiarité de l'aide et de ce qu'en l'espèce, une transaction a été conclue entre la requérante et l'auteur des faits pour un montant de 12.500 € ;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande de la requérante, non fondée.

M3715 (2005)

Rekening houdende met het feit dat de veroordeelde afkortingen verricht op de som waartoe hij werd veroordeeld, meer bepaald € 250 per maand, lijkt het aangewezen de zaak uit te stellen op zes maanden teneinde de verdere afbetalingen en solvabiliteit van de dader na te gaan.

Deze beslissing is geen eindbeslissing en doet geen afbreuk aan de rechten van de verzoeker.

[cette affaire a été à nouveau passée en audience fin 2005 au cours de laquelle une aide a été octroyée.]

M40161 (2006)

De Commissie herleid de schade uit tijdelijke arbeidsongeschiktheid - die louter moreel blijkt te zijn - tot € 500,00, conform de indicatieve tabel.

De Commissie stelt verder vast dat verzoeker reeds € 400,00 mocht ontvangen van de dader, hetgeen impliceert dat het saldo zich situeert onder de minimumdrempel van € 500,00 van artikel 33, §2 van de wet van 1 augustus 1985.

De Commissie kan dan ook niet anders dan het verzoek ongegrond te verklaren.

M41010 (2005)

Het komt gepast voor de zaak uit te stellen naar de zitting van 7 juni 2005 teneinde partijen toe te laten verdere toelichtingen te geven in het bijzonder betreffende:

- aan welke personen A en R, daders, (vermeld in het arrest van het Hof van beroep te Antwerpen d.d.12 februari 2003) gedeeltelijke betalingen deden en hoeveel aan elk;

[Après l’audience du 7 juin 2005 la Commission a pris une décision.]

Na aftrek van de aan verzoeker uitgekeerde bedragen van respectievelijk door één van de daders gedane afbetalingen en de door de verzekeringsmaatschappij uitgekeerde som, is de Commissie van oordeel dat zij voor de morele schade een bedrag kan toekennen van € 2.778,67.

M41103 (2005)

De Commissie stelt vast dat verzoeker van de dader een bedrag van € 125,00 en een bedrag van € 43,75 heeft mogen ontvangen en dat de dader per kwartaal via de schuldbemiddelaar een bedrag van € 43,75 zal storten op de rekening van de raadsman.

Gelet op het subsidiariteitsbeginsel dat door de wetgever centraal werd gesteld conform artikel 31bis, § 1, 5e lid van de wet van 1 augustus 1985, beslist de Commissie de zaak naar de bijzondere rol te verzenden. In geval de dader de betalingen staakt, kan de zaak op eenvoudig verzoek opnieuw ter zitting worden vastgesteld.

[Le dossier a été clôturé en 2007.]

De Commissie stelt vast dat uit de e-mail van Meester Jan Wylleman d.d. 6 februari 2006 (schuldbemiddelaar van de heer V) blijkt dat V werkt heeft bij de NMBS. Zij stelt eveneens vast dat V na de beslissing van 26 juli 2005 nog afbetalingen deed: op de zitting van 29 mei 2007 maakte de raadsman gewag van betalingen in de loop van maart en april 2007 ter waarde van respectievelijk € 218 en € 43,75.

Uit de thans verstrekte informatie blijkt dat het resterend saldo lager is dan de door artikel 33, § 2, van de wet voorziene drempel van € 500, zodat het verzoek als ongegrond dient afgewezen te worden.

M50764 (2006)

Bij schrijven d.d. 25 oktober 2005 deelde gerechtsdeurwaarder Luc Beckers aan de advocate van verzoekster mede dat het domicilieadres van L een sociale woning in een verpauperde buurt betreft. Betrokkene zou een wagen op zijn naam hebben staan, maar dit zou een Golf van 1995 zijn en daarom een geringe waarde hebben. Volgens de gerechtsdeurwaarder zouden de kosten van uitvoering hoger liggen dan de baten.

Volgens de advocate van verzoekster had haar cliënte geen familiale verzekering (insolvabiliteit derden) ten tijde van het misdrijf.

Verzoekster mocht van L slechts € 100,00 ontvangen.

...

Bij de begroting van de door verzoekster geleden schade houdt de Commissie rekening met de ernst van de feiten, de gevolgen ervan van verzoekster alsook met de minieme betaling door de dader. Deze betaling is niet van die aard te laten verhopen dat de schade door de dader afdoende hersteld zal worden.

Rekening houdende met het voormelde meent de Commissie naar billijkheid een globale hulp te kunnen toekennen zoals hierna bepaald.

M61195 (2008)

- De ce que l'expert n'a cependant pas retenu de préjudice physique ou psychique important résultant directement de l'agression, constat confirmé par le juge du Fond dans ses attendus concernant la constitution de partie civile ;
- De ce que l'article 31 bis, 5° stipule que ...;
- De ce que l'auteur a versé à la requérante la somme à laquelle il avait été condamné par jugement du 16 mai 2006 ;
- De ce que la commission estime en conséquence que le préjudice de la requérante a été rencontré par cette somme qu'elle a perçue de l'auteur des faits et constate que la condition légale de subsidiarité prescrite par l'article 31 alinéa 1er, 1 de la loi précitée n'est pas remplie en l'espèce pour justifier une intervention de la commission;

tentative de récupération

98849 (2007)

De Commissie nam kennis van de stukken, onder meer van:

- het verzoekschrift, neergelegd op het secretariaat van de Commissie op 16 december 1998, waarbij de verzoekster de toekenning heeft gevraagd van een hulp van 150.000 frank (€ 3.718,40); wegens het overlijden van haar dochter, overlijden dat het gevolg was van een opzettelijke gewelddaad;
- de beslissing van 28 november 2000 waarbij het verzoek ontvankelijk werd verklaard, doch, vooraleer ten gronde te beslissen, werd gevraagd dat verzoekster eerst pogingen zou ondernemen om haar schade te verhalen op de nalatenschap van de dader;
- de diverse inlichtingen van het Parket-generaal bij het Hof van beroep te Gent achtereenvolgens neergelegd op het secretariaat op volgende data: 21 maart 2001, 5 december 2002, 29 september 2003, 9 september 2004, 16 december 2004, 16 november 2005 en 19 januari 2006;

...

De Commissie verwijst naar de voorgaande beslissingen d.d. 28 november 2000 en d.d. 19 september 2006, waarin aan verzoekster telkens gevraagd werd om te trachten de schade te verhalen op de nalatenschap van de dader.

Verzoekster heeft in haar schrijven van 21 juni 2007 medegedeeld dat de nalatenschap van de heer D 'waarschijnlijk' niet werd verworpen en dat zij niet de intentie heeft om nog uitvoeringspogingen te ondernemen op de nalatenschap van D.

De aandacht dient gevestigd op artikel 31 bis § 1, 5de waarbij gewezen wordt op het beginsel van de subsidiariteit.

Dit artikel bepaalt: "De financiële hulp wordt toegekend onder de voorwaarde dat de schade niet afdoende kan worden hersteld door de dader , ... noch op enige andere manier."

Een verzoeker dient bijgevolg eerst de gewone middelen uit te putten om een vergoeding voor zijn nadeel te bekomen.

In de gegeven omstandigheden kan de Commissie niet anders dan vast te stellen dat het verzoek van verzoekster aangaande haar vordering tot het bekomen van een hulp ongegrond is.

M1328 (2005)

De Federale Overheidsdienst Financiën liet op 13 september 2004 aan de advocaat van verzoekster weten dat het onroerend goed afhangende van de nalatenschap voor verkoop zou overgedragen worden aan het aankoopcomité te Brussel. Van de bekomen verkoopprijs dienden nog de kosten (bijna € 20.000) te worden verrekend, alsook de nettobaten.

De F.O.D. Financiën deelde op 16 juni 2005 mee dat kwestieus onroerend goed geschat was op € 27.200. Er zijn tevens roerende goederen voor ongeveer € 1.600.

Na aftrek van de kosten - zoals directe belastingen voor verschillende jaren, onroerende voorheffing en kosten voor de woning - is deze nalatenschap, rekening gehouden met een opbrengst van voormelde prijs, reeds deficitair met ongeveer € 400. De werkelijke opbrengst zal nog moeten afgewacht worden, aldus de patrimoniumdocumentatie van de F.O.D. Financiën.

...

De Commissie is van oordeel dat de verzoekster voldoende inspanningen heeft bewezen teneinde haar vordering op de nalatenschap van de dader te realiseren.

Nu de nalatenschap deficitair is, is haar verzoek ontvankelijk.

M2222 (2005)

Tenant compte

- De ce que le requérant produit un rapport de l'huissier de justice, Bruno CHRISTIANE à 4020 Liège, avenue du Luxembourg 37/21, faisant état des difficultés à procéder à une saisie-exécution sur l'immeuble que l'auteur des faits possède en indivision à Liège ;
- De ce que le requérant n'a, au stade actuel, pour procéder à une telle saisie-exécution, comme titre exécutoire que le jugement du 5 novembre 2001 du Tribunal Correctionnel de Liège lui octroyant des dommages et intérêts estimés provisionnellement à 300.000 BEF (7.436,81 €),
- De ce que l'exécution forcée sur l'immeuble que l'auteur des faits aurait sans doute pour conséquence que le requérant percevrait le montant qui lui a été accordé à titre provisionnel mais compromettrait ses chances de récupération des montants auxquels il pourrait prétendre à titre définitif ;
- Surabondamment, de ce que l'État belge subrogé dans les droits de la victime, pourra, le cas échéant, vu les difficultés d'exécution ci-avant décrites, procéder lui-même à une saisie-immobilière ;
- Considérant, dès lors, que la possibilité qui existe pour le requérant de faire procéder lui-même à une saisie-exécution sur les droits réels immobiliers de l'auteur des faits ne fait pas nécessairement obstacle à une aide éventuelle dans le cadre de la loi du 1er août 1985,
- Constatant l'absence du requérant et l'accord de son conseil,

Il appartient, dès lors, de surseoir à statuer pour le surplus et de réouvrir les débats quant à ce, pour permettre au requérant et à son conseil de s'expliquer plus avant sur leur demande.

[Une aide a été octroyée en 2005.]

M3326 (2005)

- qu'en l'espèce, l'un des auteurs des faits, le nommé D, précise dans un procès-verbal du 01/06/2004 « je suis à même d'indemniser la victime J. J'ai la préférence de payer en une seule fois. (...) J'attends les coordonnées, numéro de compte...etc, pour verser cet argent et ainsi effectuer le paiement intégral » ;
- que l'autre auteur des faits, le nommé P, dans un procès-verbal du 28/06/2004 précise « Je demande à verser une somme n'excédant pas 10 € par mois mais je suis d'accord d'indemniser la victime » ;
- que le requérant n'ayant entamé aucune démarche auprès des agresseurs pour se faire indemniser et s'abstenant de diligenter une procédure à l'égard des auteurs des faits, la Commission ne peut que constater que la condition de subsidiarité prescrite par l'article 31, alinéa 1, 1° de la loi n'est pas remplie en l'espèce ;
- que les frais tel que le remplacement de la serrure et le remboursement de l'auto radio ne sont pas pris en compte par la jurisprudence habituelle de la Commission;

la Commission déclare la demande irrecevable.

M3552 (2005)

Tenant compte du fait que le requérant a obtenu la condamnation au civil des auteurs des faits et a fait procéder à des saisies conservatoires sur des immeubles bâtis appartenant auxdits auteurs ; qu'il a même été précisé à l'audience que l'immeuble d'un des auteurs n'était grevé que d'une inscription hypothécaire très ancienne et d'un montant largement inférieur à la valeur en vente forcée dudit immeuble ; que de cette façon, la réparation du préjudice vanté par le requérant pourra être assurée par la voie de l'exécution forcée sur les biens des auteurs des faits dont un au moins est parfaitement solvable ; la Commission déclare la demande irrecevable.

M70429 (2008)

Op grond van artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek is de werkgever burgerlijk aansprakelijk voor de schade die wordt veroorzaakt door zijn werknemer tijdens de uitvoering van de arbeidsovereenkomst. In casu is de werkgever van T verplicht de schade van verzoeker te vergoeden. Op zijn beurt kan de werkgever zich tot zijn werknemer richten wegens 'zware fout'.

Rekening houdend met het subsidiariteitsbeginsel dat vervat ligt in artikel 31bis 5de van de wet, is de Commissie van oordeel dat verzoeker zijn rechten moet laten gelden tegenover de werkgever(s) van de dader.

In afwachting dat de raadsman van verzoeker tot dagvaarding overgaat en gelet op de precaire situatie van verzoeker komt het de Commissie gepast voor een noodhulp toe te kennen voor de reeds gemaakte kosten; met name de medische kosten (€ 516,64) en de kosten van de gerechtsdeurwaarder (€ 593,53). Daarenboven kan de Commissie een noodhulp toekennen ten bedrage van € 2.000 teneinde de verzoeker toe te laten om een procedure tegen de werkgever(s) van de dader te voeren.

l'auteur indemnise, mais peu et lentement

98331 (2006)

Tenant compte d'une part,

- d'un taux d'incapacité permanente de 20% ;
- des frais médicaux, d'hospitalisation et pharmaceutiques liés aux faits et dûment justifiés ;

d'autre part

- de ce que la Commission a accordé à Monsieur G une aide d'urgence de 150.000 F soit 3.718,40 € ;
- de ce que l'Art. 31 bis, 5° stipule que l'aide financière visée à l'article 31 est octroyée si la réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement

responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière ;

- de ce qu'une assurance est intervenue dans le cadre de la clause « insolvabilité des tiers » pour un montant de 6.197,33 € ;
- de ce que l'auteur indemnise la victime pour un montant de 50 €/mois via Maître C,

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 19.000 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

M3373 (2005)

Gelet op het subsidiariteitsbeginsel vervat in artikel 31bis, §1, 5° van de wet van 1 augustus 1985 besliste de Commissie bij beslissing d.d. 25 november 2003 om de zaak naar de bijzondere rol te verzenden. In geval de dader de betalingen zou staken, dan kon de zaak op eenvoudig verzoek opnieuw ter zitting worden vastgesteld.

Bij schrijven d.d.8 oktober 2004 stelde de echtgenote van verzoeker dat K slechts af een toe een afbetaling doet.

Gelet op dit schrijven en haar beslissing van 25 november 2003 heeft de Commissie de zaak opnieuw ter zitting vastgesteld.

...

Ter zitting legde de advocate van verzoeker een overzicht neer van de door de dader gedane betalingen. Uit dit overzicht blijkt dat de dader, uitgezonderd enkele maanden tijdens welke hij herstelde van een verkeersongeval, aan verzoeker maandelijks blijft afbetalen.

De Commissie is dan ook van oordeel dat er ten aanzien van het moment waarop zij haar vorige beslissing met betrekking tot dit dossier nam, zijnde 25 november 2003, geen enkele wijziging in de situatie is opgetreden die haar er zou toen kunnen besluiten een andere beslissing te nemen. Nergens blijkt immers uit dat de dader de betalingen heeft gestaakt.

Het nog verschuldigd saldo zou € 3.623,38 bedragen.

De Commissie kan dan ook niet anders dan de zaak naar de bijzondere rol te verwijzen en dit op basis van het in artikel 31, §1, 5° van de wet vervatte subsidiariteitsbeginsel.

M50037 (2006)

Gelet op het schrijven van de raadsman van verzoeker d.d. 2 januari 2006, mondeling bevestigd ter zitting van de Commissie van 1 maart 2006 dat de daderes op zeer regelmatige wijze afbetalingen ten belope van € 50,00 blijft verrichten;

Gelet op het feit dat derwijze door de verzoeker reeds € 800,00 kon worden gecupereerd van een schade in hoofdsom door het Hof van beroep te Antwerpen begroot op amper het dubbele;

Dat verder blijkt dat de door verzoeker gevorderde kosten burgerlijke partijstelling en/of procedurekosten ten belope van € 743,79 uit de door verzoeker geregelde erelonen bestaan en dat deze volgens vaste rechtspraak van de Commissie niet kunnen worden weerhouden daar er een onderscheid dient te worden gemaakt tussen de eigenlijke gerechtskosten enerzijds en de erelonen en kostenstaten van de advocaten anderzijds en dat de erelonen van advocaten niet opgenomen zijn onder de post "kosten voor de burgerlijke partijstelling en/of procedurekosten" in de limitatieve lijst van artikel 32, §1 van de wet van 1 augustus 1985.

Dat de Commissie, gelet op het in artikel 31bis, §1, 5° van de wet van 1 augustus 1985 vervatte subsidiariteitsbeginsel dan ook niet anders kan dan de zaak naar de bijzondere rol te verwijzen. In geval de daderes de betalingen zou staken, dan kan de zaak op eenvoudig verzoek opnieuw ter zitting worden vastgesteld.

M60552 (2009)

de ce qu'à ce titre l'auteur des faits a démarré très modestement des remboursements visant à indemniser sa victime de sorte que la Commission estime que la réparation du préjudice par l'auteur des faits n'est pas assurée de manière suffisante;

M80807 (2009)

De kansen op verhaal tegenover de dader zijn nagenoeg onbestaande.

Uit een door gerechtsdeurwaarder Verhaeghe in 2004 gevoerd solvabiliteitsonderzoek (weliswaar uitgevoerd in een connex dossier) blijkt dat de heer L geen inkomsten heeft - hij verblijft in de gevangenis - doch wel deelgerechtigd is in een aantal onroerende goederen. Het betreft een huis waarvan hij het volledig vruchtgebruik heeft en drie stukken grond waarvan hij slechts in volle eigendom deelgerechtigd is ingevolge erfenis van zijn moeder en haar tweede echtgenoot.

Op de drie stukken grond werd door een ander slachtoffer van de zedenfeiten inmiddels uitvoerend beslag gelegd. De afrekening van verzoekster werd overgemaakt aan de instrumenterende notaris (de heer Lesage), teneinde opgenomen te worden in de pondspondsgewijze verdeling van de opbrengst van de verkopen.

Hier stelt zich evenwel een probleem. Tussen de familieleden van wijlen de heer G, wiens nalatenschap eveneens gerechtigd is in de drie stukken grond, en diens zoon D rijst een discussie over de geldigheid van een opgesteld testament, hetgeen invloed kan hebben op het eigendomsrecht van de gronden.

Er werd een procedure gestart waarbij een schriftonderzoek van het betwiste testament werd bevolen (tussenvonnissen d.d. 19 oktober 2007). Bijgevolg kan de verkoop of minstens de verdeling van de gelden nog enige tijd op zich laten wachten.

Bovendien verwacht notaris Lesage slechts een geringe verkoopwaarde van de gronden.

deux cas particuliers

M3681 (2005) [une personne est connue de la commission comme auteur et victime]

Uit de stukken blijkt dat mevrouw D op 27 maart 2001 het slachtoffer werd van een brutale overvaller op straat. Toen mevrouw D bij het beëindigen van haar dagtaak naar haar geparkeerde wagen wandelde, werd zij door de dader tot in de parkeergarage gevolgd. Daar diende hij haar verschillende slagen en messteken toe alvorens hij haar handtas buit kon maken.

...

Met betrekking van de solvabiliteit van de veroordeelde dader - die immers in eerste instantie gehouden is aan het herstel van de aan het slachtoffer aangerichte schade, zoals hierop gewezen wordt in artikel 31 bis §1, 5^{de} van de wet van 1 augustus 1985 - blijkt dat hij op grond van de beslissing gewezen door deze kamer op 9 september 2004 (M3814) recht heeft op een hulp van € 2.871.

Aangezien verzoekster voor dit bedrag de mogelijkheid heeft uit te voeren ten laste van de dader in handen van de minister van Justitie, beslist de Commissie de aan verzoekster toe te kennen hulp met dit bedrag te verminderen, zodat thans aan verzoekster € 6.310 dient toegekend te worden.

M40350 (2006) [constitution de partie civile sans demande d'indemnisation]

Dans les attendus de l'arrêt de la Cour d'Assises il est précisé « ...*attendu que les parties civiles L, L et T ne formulent aucune demande personnellement...* ». La Cour d'Assises a en conséquence conclu dans son arrêt que Madame T n'avait formé aucune demande.

...

La requérante se constitue partie civile lors de l'instruction. A l'audience de la Cour d'Assises, la requérante, représentée par son conseil, ne formule aucune demande et la Cour constate, dans son arrêt, l'absence de demande personnelle de la requérante.

La Commission considère que la demande de la requérante ne rencontre pas le caractère de subsidiarité qui prévaut à l'intervention de la Commission.

La requérante n'a pas poursuivi la démarche de constitution de partie civile lancée lors de l'instruction et par ailleurs, n'a pas intenté de procédure civile à l'encontre des auteurs des faits. Son époux, Monsieur A, qui a comparu en personne à la Cour, a formulé sa demande en tant que partie civile et obtenu par arrêt du 4/10/2001, la condamnation des auteurs pour dommage moral et matériel. De même, le conseil de la requérante a soutenu devant la Cour la demande formulée au nom de l'asbl que gérait le fils de la requérante. Ces mêmes démarches n'ont cependant pas été poursuivies par la requérante elle-même ni par son conseil qui la représentait à l'audience, ce qui ne permet pas de considérer que la requérante ait « tenté d'obtenir réparation de son préjudice », tel que le prévoit la loi précitée régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence.

La Commission ne nie pas le préjudice moral très important subi par la requérante suite à la perte de son fils dans des circonstances dramatiques, elle est cependant tenue par la législation en vigueur en matière d'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence.

Par conséquent, la Commission estime que la demande d'aide principale de la requérante est recevable mais non fondée.

JU 33A les assurances

- préambule
- principe

préambule

Il apparaît d'un courrier du 10 Janvier 2000 de l'Union professionnelle des entreprises d'assurance: *“Me référant à votre courrier du 25 octobre 1999, nous pouvons vous confirmer que, dans les limites de la garantie de l'assurance, l'intervention de l'assureur a lieu avant toute intervention de la commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence. Le principe légal de subsidiarité prévaut par rapport au principe contractuel de subsidiarité.”*

principe

M2260 (2006)

En date du 17 septembre 2001, à Bruxelles, dans un café vers 20h00, le requérant est provoqué par un autre consommateur qui s'était joint à lui pour un défi (bras de fer, course autour du quartier, grand écart). Vexé d'avoir perdu, le dénommé T déclenche la bagarre. Le requérant a cependant très vite le dessus. L'agresseur sort du café puis rentre et assène plusieurs coups de couteau au requérant. Ce dernier sera hospitalisé.

...

Tenant compte d'une part,

- des périodes d'incapacités temporaires graves d'une durée totale de 1 an ;
- d'un taux d'invalidité permanente de 80% ;
- de ce que le requérant était étudiant au moment des faits et n'a pas su terminer son cycle d'études ;

d'autre part

- de ce que le requérant a perçu une aide d'urgence de 2.047,16 € ;
- du prescrit de l'article 31 bis selon lequel, « l'aide financière visée à l'article 31 est octroyée aux conditions suivantes: (...) 5° La réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière. »
- de ce que le requérant a déclaré à l'audience qu'il a perçu la somme de 122.000 € de son assurance suite à l'agression,

la Commission déclare la demande recevable, mais non fondée.

M2280 (2005)

Het subsidiariteitsbeginsel vervat in artikel 31bis, 5° van de wet van 1 augustus 1985 is één van de essentiële voorwaarden waaraan moet worden voldaan opdat een hulp kan worden bekomen.

Aangezien de verzoeker volledig vergoed werd door de verzekeringsmaatschappij, kan het verzoekschrift als kennelijk ongegrond verklaard worden.

M40645 (juni 2005)

In een schrijven d.d. 26 april 2004 stelt de rechtsbijstandsverzekeraar:

“Aangezien wij deelname aan of betrokkenheid bij een vechtpartij als een grove schuld aanzien, kunnen wij geen dekking verlenen”.

De Commissie stelt evenwel vast dat het Hof van beroep te Gent in haar arrest d.d. 26 juni 2003 nochtans duidelijk als volgt oordeelde:

“Van enige aansprakelijkheid in verband met de opgelopen schade kan er ook geen sprake zijn. V heeft de slagen en verwondingen zeker niet uitgelokt (zie sub I-2 hierboven) en het is niet bewezen dat het slachtoffer een fout beging in oorzakelijk verband met de door hem opgelopen verwondingen. V sloeg zijn aanrander D slechts in het gezicht, nadat deze hem op een hardhandige wijze de keel toekneep (zie verklaringen V, R en K).

Beklaagde D staat alleen met zijn bewering dat hij totaal onverwachts een vuistslag in het gezicht kreeg van V. Er is dan ook minstens twijfel omtrent de waarachtigheid van de door D afgelegde verklaring”.

Gelet op dit oordeel van het Hof van beroep te Gent is de Commissie dan ook van mening dat de rechtsbijstandsverzekeraar geen reden heeft om verzoeker als “betrokkene bij een vechtpartij” ten aanzien en haar tussenkomst te weigeren.

...

Verklaart het verzoek ontvankelijk, doch verdaagt de zaak teneinde verzoeker toe te laten zijn rechtsbijstandsverzekeraar in tussenkomst aan te spreken.

M40645 (novembre 2005)

Bij beslissing van de Commissie van 15 juni 2005 werd de zaak verdaagd teneinde verzoeker toe te laten zijn rechtsbijstandsverzekeraar in tussenkomst aan te spreken. De Commissie was namelijk van oordeel dat de rechtsbijstandsverzekeraar geen reden had om verzoeker als “betrokkene bij een vechtpartij “ te aanzien en haar tussenkomst te weigeren.

Bij schrijven d.d. 2 augustus 2005 deelde de rechtsbijstandsverzekeraar aan de advocate van verzoeker mede dat zij niet enkel tussenkomt omwille van de betrokkenheid van verzoeker in een vechtpartij maar ook en vooral op basis van het feit dat de vordering was verjaard en dat verzoeker blijkbaar geen aangifte had gedaan aan zijn verzekeringsmaatschappij.

...

Gelet op:

- de inhoud van het arrest van het Hof van beroep te Gent d.d. 26 juni 2003: het hof was van oordeel dat verzoeker de slagen en verwondingen niet uitgelokt heeft en dat het niet bewezen is dat hij een fout beging in oorzakelijk verband met de door hem opgelopen verwondingen;
- het schrijven d.d. 22 december 2003 waarbij de gerechtsdeurwaarder mededeelde dat er geen mogelijkheden tot succesvolle uitvoering voorhanden waren lastens de dader;
- diende verzoeker zijn rechtsbijstandsverzekeraar aan te spreken.

Ten onrechte werd niet geprotesteerd tegen de totaal verkeerde interpretatie door de rechtsbijstandsverzekeraar in de brief d.d. 26 april 2004.

Na de uitspraak van het Hof en de vaststelling van de insolventie van de dader door de gerechtsdeurwaarder beschikte verzoeker over voldoende tijd om aangifte te doen bij zijn verzekeraar en op diens tussenkomst aan te dringen.

Gelet op het in artikel 31bis, §1, 5° van de wet van 1 augustus 1985 vervatte subsidiariteitsbeginsel, welk onder meer inhoudt dat een slachtoffer tijdig zijn rechten dient te laten gelden, kan de Commissie dan ook niet anders dan het verzoekschrift ongegrond te verklaren.

M41202 (2006)

Par arrêt rendu le 10 mars 2004, coulé en force de chose jugée, statuant sur les intérêts civils suite à l'arrêt de la Cour d'Appel du 23 décembre 1998 lequel après avoir statué au pénal, ordonne une expertise au civil dans une poursuite du chef de tentative de meurtre, la Cour d'Appel de Bruxelles condamne le dénommé G à payer la somme de 106.258,33 €.

...

Tenant compte

d'une part,

- d'un taux d'invalidité permanente de 22% ;
- des périodes d'incapacités temporaires graves d'une durée totale de 9 mois et demi ;
- d'un préjudice esthétique ;
- des frais médicaux dûment justifiés;

D'autre part

- de ce que les intérêts ne sont pas indemnisés par l'Etat dans la mesure où la loi de 1^{er} août 1985 ne les retient pas dans la liste limitative du préjudice pour lequel une aide peut être octroyée ;
- de ce que l'Art. 31 bis, 5° stipule que l'aide financière visée à l'article 31 est octroyée si la réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière ;
- de ce qu'une assurance est intervenue pour un montant de 12.394,67 € ;
- de ce qu'il n'y a pas eu de diminution ou de perte de revenus ;
- de ce que l'auteur a indemnisé la victime pour un montant de 12.394,68 €, la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale de 15.000 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

M60010 (2008)

Bij beslissing van de Commissie d.d. 30 april 2008 werd de behandeling van de zaak uitgesteld om de verzoeker toe te laten zijn verzekeraar aan te spreken. De verzekeringsmaatschappij LAR merkte op dat de zaak ten onrechte ten laste genomen werd daar de feiten gebeurden in het kader van het beroepsleven en weigerde verdere tussenkomst. Ook verzekeringsmaatschappij DAS kwam niet tussen omdat de onderschreven polis geen tussenkomst in insolventie voorziet voor (poging tot) diefstal, gewelddaad of vandalisme. Uit de door de verzoeker aldus neergelegde stukken blijkt dat tussenkomst vanwege een verzekering uitgesloten is.

M61152 (2007)

De Commissie heeft alle stukken van het dossier, meer bepaald de polisvoorwaarden van de rechtsbijstandsverzekeraar van verzoeker doorgenomen en de advocaat van de verzoeker hieromtrent gehoord.

De Commissie verwijst naar de gezinspolis KBC blz.1: onder ‘algemene voorwaarden, algemene bepalingen’ ‘bepalingen betreffende de schaderegeling’; meer concreet naar de artikelen B en C, waarin vermeld staat dat, bij niet naleving van de verplichting om binnen 10 dagen aangifte te doen, dit verzuim een vermindering van prestaties tot gevolg kan hebben ten belope van het nadeel dat wij door uw verzuim geleden hebben.

De Commissie is van oordeel dat:

- KBC de termijn van 10 dagen ten onrechte heeft aanzien als een vervaltermijn;
- er tot op heden geen elementen voorhanden zijn welke erop wijzen dat de verzekeringsmaatschappij enig nadeel zou geleden hebben.

De Commissie benadrukt het in artikel 31bis, §1, 5de van de wet van 1 augustus 1985 vervatte subsidiariteitsbeginsel.

...

Verklaart het verzoek ontvankelijk.

Verdaagt de zaak teneinde verzoeker toe te laten zijn verzekeringsmaatschappij in tussenkomst aan te spreken.

Verwijst de zaak inmiddels naar de bijzondere rol.

M61152 (2009)

Bij beslissing van 16 oktober 2007 werd het verzoek ontvankelijk verklaard. De zaak werd echter verdaagd teneinde de verzekeringsmaatschappij aan te spreken.

Aangezien de advocaat van verzoeker middels een schrijven d.d. 16 april 2009, door ons ontvangen op 17 april 2009, verklaart dat haar cliënt volledig vergoed werd door zijn verzekeraar zodat het dossier kan worden afgesloten, behoort het de Voorzitter toepassing te maken van artikel 27 van het K.B. van 18 december 1986.

M70044 (2009)

De verzoekster ontving van het Gemeenschappelijk Motorwaarborgfonds 16.541,46 euro.

De Commissie wil het door de verzoekster ondergane leed en de gevolgen ervan zeker niet minimaliseren, maar zij kan - rekening houdend met de tussenkomst van het Gemeenschappelijk Motorwaarborgfonds - in de gegeven omstandigheden niet anders dan besluiten dat het ingediende

verzoek ongegrond is, gelet op het in artikel 31bis, § 1, 5e lid, van de wet van 1 augustus 1985 vervatte subsidiariteitsbeginsel.

M70234 (2008)

de ce que l'argumentation développée par le conseil du requérant selon laquelle il y aurait une distinction injustifiable entre les personnes qui prennent la précaution de s'assurer mais qui ne sont pas totalement indemnisées et celles qui ne prennent pas la moindre précaution, est pertinente dans le doit commun de la réparation, mais dépourvue de fondement dans le cadre de l'aide aux victimes qui seule peut être octroyée par la Commission ;

M81089 (2009)

Wat de morele schade betreft, volgt de Commissie de 'Indicatieve Tabel' die de schade bepaalt op € 1.500.

Naast dit alles dient de Commissie bovendien rekening te houden met het subsidiariteitsbeginsel dat vervat ligt in artikel 31*bis*, § 1, 5° van de wet van 1 augustus 1985, zijnde de door verzoekster genoten verzekeringstussenkomst (in casu € 5.000).

De Commissie komt derhalve tot het besluit dat het bedrag van de door verzoekster geleden schade waarvoor zij een hulp kan bekomen, geringer is dan het bedrag dat zij vanwege haar verzekeraar ontvangen heeft.

JU 33B assurances: accident du travail

- principe
- les agents pénitentiaires et les agents de police

principe

MM313 (2005)

et d'autre part :

- que les frais d'avocats ne font pas partie de la liste limitative des postes du dommage prévus à l'article 32 de la loi du 01/08/1985 et qu'il ne soumet pas de justificatifs pour les frais de procédure concernant la première agression;
- que les intérêts ne font pas partie de la liste limitative des postes du dommage prévus à l'article 32 de la loi du 01/08/1985 et conformément à la jurisprudence de la Commission, ne sont pas pris en considération.
- du principe de subsidiarité de l'aide consacré à l'article 31 §1^{er}, 1 de la loi du 1^{er} août 1985 ;
- que l'agression a eu lieu dans le cadre de l'exercice des fonctions du requérant et peut donc être qualifié d'accident du travail ;

- que, dans l'évaluation du dommage du requérant, la Commission ne prend en compte que le dommage moral de celui-ci dans la mesure où les faits ayant été reconnus comme accident du travail, ils doivent faire l'objet d'une intervention de l'assureur loi en ce qui concerne le dommage matériel du requérant ;
- que l'assureur-loi précise de façon expresse que le dommage matériel ne sera pas réglé à l'exception de ce qui a été versé durant les incapacités temporaires de travail ;
- qu' il appert des éléments du dossier que le requérant est dans les conditions légales pour mener une action devant les juridictions de travail en reconnaissance du préjudice subi suite aux faits ;

la Commission surseoit à statuer et invite le requérant à revenir devant la commission dès lors que la procédure devant les juridictions de travail auront abouti.

M1563 (2006)

Tenant compte d'une part :

- des circonstances des faits de violence subis par le requérant ;
- des répercussions des faits sur l'état de santé et la situation personnelle et professionnelle du requérant ;
- des conclusions d'expertise médicale fixant l'invalidité permanente résultant des faits à 10 % par l'expert de l'Office médico-légal et à 20 % par l'assureur-loi ;

et d'autre part :

- de ce que les faits ont été reconnus comme accident de travail et que l'assureur-loi a indemnisé le requérant, pour les périodes d'incapacités temporaires, les frais exposés suite aux faits et l'invalidité permanente de 20 % qu'il conserve suite aux faits ;
- du fait que l'OML mandaté par la Commission pour rendre un rapport d'expertise consolide l'état de santé du requérant avec une IPP de 10 % , soit la moitié de ce qui lui est reconnu par l'assureur-loi, que ce dernier a indemnisé le requérant pour une IPP de 20 % et lui octroie une rente annuelle sur cette base ;
- que les sommes perçues par l'assurance loi sont supérieures à l'aide que le requérant pourrait percevoir de la Commission;
- que même si l'assurance loi ne couvre que le dommage matériel, la Commission considère que l'indemnisation octroyée par l'assureur loi au requérant permet une réparation effective et suffisante du préjudice subi, tenant compte de la législation en vigueur ;
- du fait que la Commission ne peut fournir qu'une aide aux victimes d'actes intentionnels de violence et ne peut couvrir l'indemnisation globale du dommage;

- que la Commission reconnaît le dommage important subi par le requérant suite aux faits, le courage démontré depuis lors pour retrouver une activité professionnelle et surmonter les difficultés quotidiennes résultant du traumatisme subi, elle est néanmoins tenue par la législation en vigueur et notamment le caractère subsidiaire de l'aide,

Tenant compte des éléments précités, de la loi du 01/08/1985 et spécialement de son article 31bis, 5°, des éléments du dossier, la Commission estime que la demande du requérant est recevable mais non fondée.

M3314 (2005)

Er wordt een vergoeding gevraagd voor het verlies aan maaltijdcheques, commercieel attaché en kasvergoeding. De Commissie merkt op dat de feiten een arbeidsongeval uitmaakten en er dus, in het kader van het in artikel 31bis, §1, 5° van de wet vervatte subsidiariteitsbeginsel, geen rekening kan gehouden worden met de materiële schade.

De Commissie kan dan ook niet anders dan het verzoek ongegrond te verklaren.

M3645 (2005)

Uit de stukken blijkt dat verzoeker op 28 november 2000 als treinbegeleider een controle van de vervoersbewijzen uitvoerde op de trein van Charleroi-Zuid naar Antwerpen. Tijdens de controle bleken twee personen van een vervoersbewijs met reductie gebruik te maken, terwijl slechts één van hen over een kaart beschikte waarmee hij zijn reductie kon bekomen. Verzoeker ging dan ook over tot het opstellen van een document van vaststelling van onregelmatigheid. Tijdens deze handeling was verzoeker constant het slachtoffer van verbale agressie. Toen een collega-treinbegeleider ter plaatse kwam escaleerde de situatie en werd verzoeker tegen de wand van de treinwagon geduwd en kreeg hij een vuistslag tegen de rechterslaap.

...

De Commissie verzekert geen integrale schadeloosstelling. Ze kan, naar billijkheid, een financiële hulp toekennen voor de schadeposten die limitatief zijn opgesomd in artikel 32, § 1, van de wet van 1 augustus 1985. 'Economische waarde huishoudelijke arbeid' is niet opgenomen in deze opsomming en komt bijgevolg niet voor vergoeding in aanmerking.

De door verzoeker gevraagde hulp voor materiële schade behelst het verlies van maaltijdcheques en van premies en vergoeding. Hierbij moet opgemerkt worden dat volgens de vaste rechtspraak van de Commissie premies, welke afhangen van prestaties die niet werden verricht door de verzoeker, niet voor de toekenning van een hulp in aanmerking komen.

Rekening houdend met alle omstandigheden van de zaak, zoals zij blijken uit de neergelegde stukken, meent de Commissie dat aan verzoeker voor

de door hem geleden morele schade een hulp kan worden toegekend zoals hierna bepaald.

M40483 (2006)

En date du 9 août 1993, M, dans l'exercice de sa profession (mission d'inspection confiée par l' O.N.E.M.) et dans son bureau à Namur, a été victime d'une agression physique et verbale de la part de V, chômeur que la requérante contrôlait.

Elle a reçu la table de son bureau sur la poitrine et est tombée en arrière sous le choc.

...

Tenant compte

d'une part:

- de la nature et des circonstances des faits d'agression subis par la requérante;
- des séquelles que la requérante conserve et des conclusions de l'expert judiciaire qui retient une IPP de 20 % ;
- des répercussions des faits sur la situation professionnelle de la requérante, sur son état de santé et sa vie familiale et quotidienne ;
- du préjudice moral subi par la requérante ;

et d'autre part :

- du caractère de subsidiarité de l'aide de la Commission et à cet égard, de l'intervention de l'assurance de son employeur dans le cadre de la législation sur les accidents de travail ;
- du fait que les frais médicaux et pharmaceutiques ont été pris en charge par l'assureur-loi ;
- du fait que la requérante a continué à percevoir son revenu durant les périodes d'incapacités temporaires consécutives aux faits;
- de la rente mensuelle octroyée à la requérante sur base d'un taux de 20 % d'invalidité permanente retenu par l'assureur-loi suite aux faits;
- de ce que le préjudice ménager et les efforts accrus ne sont pas repris dans la liste limitative des postes du dommage fixée à l'article 32 de la loi du 01/08/1985 et conformément à la jurisprudence de la Commission, ne sont pas pris en considération ;
- que la Commission est chargée d'apporter une aide aux victimes d'actes intentionnels de violence et ne peut couvrir l'indemnisation du dommage ;
- du fait que la Commission est attentive aux difficultés importantes rencontrées par la requérante suite aux faits, au courage et à la volonté démontrés pour les dépasser, que néanmoins la Commission doit tenir compte de la législation en vigueur, en l'occurrence l'article 31bis, §1^{er}, 5^o

qui précise que « la réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière » ;

- qu'en l'occurrence, les faits ayant été reconnus comme accident de travail, l'assureur lui est intervenu suite aux conclusions de l'expert judiciaire en réparation du dommage subi,

Tenant compte des éléments précités, de la loi du 01/08/1985 et spécialement de son article 31bis, §1^{er}, 5°, des éléments du dossier, la Commission estime que la demande de la requérante est recevable mais non fondée.

M51148 (2006)

Le 17.02.2003, vers 11h30, dans sa classe, le requérant (enseignant) – après avoir envoyé un élève à l'étude – est agressé physiquement par le père de cet élève (manœuvres de serrage au niveau du col du vêtement et trois coups de poing au niveau de la joue droite). L'élève avait prévenu son père du différend avec son professeur.

...

Tenant compte d'une part,

- de ce que le requérant présente un taux d'invalidité permanente de 10% ;
- de ce que le requérant a connu d'importantes périodes d'incapacité temporaires suite à son agression ;

et d'autre part,

- de ce que l'article 33§2 de la loi du 1^{er} août 1985 précise que « l'aide est octroyée par cas et par requérant pour un dommage excédant 500 € et est limitée à un montant de 62.000 € » ;
- de ce que l'article 31bis 5° de la loi du 1^{er} août 1985 consacre le principe de subsidiarité de l'aide octroyée par la Commission ;
- de ce que les faits ont été qualifiés comme accident du travail ;
- de ce que l'ensemble des frais médicaux du requérant ont été pris en charge par l'employeur ;
- de ce que le requérant perçoit, depuis le 1^{er} janvier 2005, une rente annuelle de 2.125,68 € qui prend en compte les 10% d'invalidité permanente.

déclare la demande recevable mais non fondée ;

M70117 (2009)

- de ce qu'en l'espèce l'expert BESOMBE a retenu une longue période d'incapacité temporaire de travail (+ de 16 mois) ;
- de ce qu'en l'espèce l'expert BESOMBE a retenu un taux d'IPP (incapacité) de 75% ;
- de ce qu'aucun dommage esthétique n'a été mis en évidence ;

- de ce que l'expert BESOMBE retient par contre l'aide d'une tierce personne évaluée à 6% ;
- de ce que les faits ont eu un impact sur la carrière professionnelle du requérant ;
- de ce que l'article 31 bis §1 5° de la loi du 1^{er} août 1985 stipule que « l'aide financière visée à l'article 31 est octroyée si la réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière » ;
- de ce que l'aide financière octroyée par la commission, qui consiste en un geste de solidarité sociale, relève d'un souci d'équité et a un caractère subsidiaire tant par rapport à l'indemnisation par le ou les auteurs des faits que par rapport à l'intervention d'un régime d'assurance ;
- de ce que les auteurs des faits demeurent inconnus ;
- de ce qu'en l'espèce les faits ont été qualifiés d'accident du travail ;
- de ce que l'assureur-loi a été condamné à verser au requérant une rente annuelle de 23.193,89 € ;
- de ce que les frais de soins de santé ont été pris en charge par l'assureur-loi ;
- de ce que cependant la Commission estime, au vu de la gravité du préjudice subi et malgré l'intervention de l'assureur-loi, la réparation du préjudice du requérant n'apparaît pas assurée de manière suffisante ;
- de ce que les postes « efforts accrus », « intérêts », « frais d'avocat » et « primes » ne font pas partie de la liste limitative des postes pris en considération par la Commission, liste reprise à l'article 32 de la loi du 1^{er} août 1985 ;
- de ce que le montant de l'aide est fixé en équité et ne correspond pas nécessairement à la réparation intégrale du préjudice subi ;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 45.000 €.

M80117 (2008)

In onderhavig dossier dient de Commissie vast te stellen dat

- de feiten plaatsvonden terwijl de verzoekster haar arbeidstaken als veiligheidsagente verrichtte;
- de medische kosten ten gevolge van een arbeidsongeval ten laste van de arbeidsongevallenverzekeraar vallen;
- dat ING Insurance in eerste instantie de feiten erkende als een arbeidsongeval;
- dat ING Insurance later weigerde tussenkomst te verlenen;
- dat de verzoekster haar rechten voor de arbeidsrechtbank kan laten gelden.

De Commissie is, gelet op het neergelegd dossier, van oordeel dat voldaan is aan de toepassingsvoorwaarden van de arbeidsongevallenwet en dat de

verzoekster in eerste instantie haar rechten moet laten gelden tegenover haar arbeidsongevallenverzekeraar en desgevallend een gerechtelijke uitspraak moet uitlokken.

M80218 (2008)

De verzoekster vraagt een hulp voor het verlies van haar hoorapparaat. Uit de stukken blijkt dat de verzoekster op het moment van de feiten (2007) op weg was van het werk naar huis. Zij verklaart dat er echter geen aangifte van een arbeidsongeval gedaan werd.

De Commissie merkt op dat de arbeidsongevallenreglementering voorziet dat werkgever aangifte moet doen van het ongeval binnen de 10 werkdagen. Deze formaliteit en deze termijn zijn echter geen toekenningsvoorwaarden voor de uitkeringen: het slachtoffer mag ook het ongeval zelf aangeven. Er is een verjaringstermijn van drie jaar. Daarenboven heeft het slachtoffer van een erkend arbeidsongeval recht op de terugbetaling van de medische, heelkundige, farmaceutische en verplegingskosten.

Rekening houdend met het in artikel 31bis, § 1, 5°, van de wet van 1 augustus 1985 vervatte subsidiariteitsbeginsel kan de Commissie dan ook met deze schadepost geen rekening houden.

les agents pénitentiaires et les agents de police

M3447 (2005)

Dans la nuit du 18 février 2001, à Charleroi, le requérant, inspecteur de police, intervient dans le cadre d'une querelle de voisinage. Le dénommé B se rebelle et le blesse à la main droite.

...

Tenant compte d'une part,

- un taux d'invalidité permanente réduit de 2% ;
- des frais de procédure ;

d'autre part

- que la Commission est chargée d'apporter une aide aux personnes ayant subi un préjudice physique ou psychique important (article 31 1° de la loi du 1^{er} août 1985)
- qu'il n'y a pas eu de diminution ou de perte de revenus ;
- que la carrière professionnelle du requérant n'a pas été orientée différemment suite aux faits ;
- que la loi du 1^{er} août 1985 prévoit que l'aide financière peut être octroyée si « la réparation du préjudice ne peut être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière».

- qu'en l'espèce, la Commission constate qu'il apparaît du dossier que les faits ont été qualifiés d'accident de travail, que les incapacités temporaires ont été prises en charge par l'assureur-loi et que le requérant bénéficie d'une rente annuelle de 264,32 € depuis 2001,

la Commission déclare la demande recevable, mais non fondée.

M3633 (2005)

En date du 6/6/1999, à la prison de LANTIN, le requérant, agent pénitentiaire, et ses collègues sont chargés d'emmener un détenu, le nommé V au cachot. Ce dernier refuse d'ôter ses vêtements quand on lui demande. Les agents pénitentiaires, dont le requérant, le déshabillent alors de force. Le prévenu, sous l'emprise de stupéfiants, se débat et donne des coups au requérant.

...

Tenant compte d'une part:

- du dommage moral qu'a subi le requérant suite aux faits dont il a été victime;
- de l'invalidité permanente de 7% que le requérant conserve suite à l'agression dont il a été victime;

et d'autre part :

- du principe de subsidiarité de l'aide consacré à l'article 31 bis, 5° de la loi du 1/8/1985 et de ce qu'en l'espèce, les faits ont été reconnus comme accident de travail ;

la Commission estime qu'il y a lieu d'allouer au requérant, une aide principale, fixée ex æquo et bono, à la somme de 5.250 €.

M50558 (2006)

Verzoeker wou, tijdens de uitoefening van zijn functie als politieagent op 21 april 1999 te Kortrijk, E, die weerspanning was, doen stilstaan. Naar aanleiding van deze feiten, werden de gewrichtsbanden van de rechterduim van verzoeker overrokken. Ook de kledij raakte hierbij ernstig bevuild. Tijdens de interventie werd verzoeker herhaaldelijk bedreigd met de dood.

Consolidatiedatum: 14 september 1999.

Blijvende invaliditeit: 4 %.

...

Bij vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Kortrijk d.d. 3 december 2003 werd E bij verstek veroordeeld om aan verzoeker € 10.147 te betalen en een provisie van € 1 met betrekking tot de post "medische kosten".

...

Verzoeker vraagt het door de Correctionele Rechtbank te Kortrijk d.d. 3 december 2003 toegekend bedrag.

De Commissie maakt hieromtrent volgende opmerkingen:

- Aangezien het in casu een arbeidsongeval betreft kan enkel met de morele schade rekening gehouden worden.
- Er wordt bijgevolg ervan uitgegaan dat alle kledijschade, de medische kosten en de materiële schade worden vergoed door de arbeidsongevallenverzekeraar. Verzoeker heeft nagelaten het duim - fixatie omhulsel aan te geven bij de arbeidsongevallenverzekeraar.
- Omdat het hier om een arbeidsongeval gaat, heeft verzoeker in principe geen inkomstenverlies geleden. Het inkomstenverlies dat niet door de arbeidsongevallenverzekering wordt vergoed (premies, extra prestaties e.d.), wordt in billijkheid herleid tot € 150.
- De administratiekosten worden door de Commissie in aanmerking genomen.
- De schadeposten “meerinspanningen” en “economische schade huisman” werden niet opgenomen in de limitatieve opsomming van artikel 32 § 1 van de wet van 1 augustus 1985 en komen bijgevolg niet in aanmerking voor een hulp.
- Verzoeker vraagt een hulp voor de morele schade tijdelijke invaliditeit en de 4 % blijvende invaliditeit, invaliditeiten ten gevolge van het overrekken van de gewrichtsbanden van een duim. Het bedrag van € 1.771,22 kan in aanmerking genomen worden.
- Aangaande de blijvende arbeidsongeschiktheid wordt door de Commissie een bedrag toegekend van € 3.500 Dit bedrag stemt overeen met de gangbare bedragen conform de indicatieve tabel: (€ 7.000 : 2).
- De betaalde provisie kan toegekend worden op de kosten die niet in aanmerking komen voor vergoeding (bovenvermelde posten “meerinspanningen” en “economische schade huisman) zodat ze niet in mindering worden gebracht.

...

Kent de verzoeker een hulp toe van € 5.483.

M70307 (2008)

- Vooreerst wenst de Commissie te benadrukken dat ze overtuigd is van het feit dat het gewelddadig overlijden van haar echtgenoot voor verzoekster een diepe impact heeft gehad op fysiek en vooral psychisch vlak. De intensieve en langdurige psychotherapeutische begeleiding die verzoekster ter verwerking van de feiten reeds achter de rug heeft en ook in de toekomst nog nodig zal hebben, kan hiervoor als onomstotelijk bewijs gelden.

Een bijkomende psychische belasting voor verzoekster vormde de aanslepende gerechtelijke procedure, zoals toegelicht door de raadsman van verzoekster ter zitting van de Commissie d.d. 24 januari 2008.

- De Commissie wenst aan te stippen dat zij geen integrale schadeloosstelling verzekert. Ze kan, naar billijkheid, een financiële hulp toekennen voor de

schadeposten die limitatief zijn opgesomd in artikel 32 van de wet van 1 augustus 1985. De door verzoekster gevraagde hulp voor successierechten en verlies economische waarde huishouden dient te worden afgewezen, nu deze schadeposten niet voorkomen in de lijst van posten waarvoor aan nabestaanden van een overleden slachtoffer een hulp kan worden toegekend (artikel 32, § 2, van de wet). De begrafeniskosten komen wel voor vergoeding in aanmerking.

- Wat de gevraagde hulp voor de morele schade betreft, dient de aandacht gevestigd op artikel 42 van de wet van 1 augustus 1985, dat voorziet in de mogelijkheid tot toekenning van een bijzondere vergoeding in geval van fysieke schade geleden door leden van politie- en hulpdiensten.

Artikel 42 luidt als volgt ... :

Uit het dossier blijkt dat verzoekster in uitvoering van voormeld artikel 42 het geïndexeerd bedrag van € 53.200 ontving.

- Er dient vastgesteld dat een groot deel van de schade reeds vergoed werd via tussenkomst van de arbeidsongevallenverzekeraar.

In die context meent de Commissie dat aan verzoekster een financiële hulp kan worden toegekend zoals hierna bepaald.

M70374 (2009)

Het voorliggend dossier werd reeds behandeld ter zitting van de Commissie d.d. 16 oktober 2007, doch werd toen voor onbepaalde tijd uitgesteld in afwachting van de afhandeling van de procedure nopens het bij de FOD Binnenlandse Zaken ingediend verzoek tot toekenning van de vergoeding bedoeld in artikel 42, § 1, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen.

De door de raadsman van verzoeker bij de FOD Binnenlandse Zaken opgestarte procedure met het oog op het bekomen van de in artikel 42 § 1 bedoelde "bijzondere vergoeding" draaide voor verzoeker echter op niets uit: de FOD deelde in zijn schrijven d.d. 4 september 2008 mee dat verzoeker niet gerechtigd was op de vergoeding aangezien de feiten d.d. 11 maart 1996 niet de oorzaak waren van diens oppensioenstelling. De FOD steunde zich hierbij op de conclusie van Dr. L. Valcke, hoofdgeneesheer-directeur van de Geneeskundige Dienst van de Stad Gent, naar luid waarvan verzoeker op pensioen werd gesteld op basis van *"een ganse reeks aandoeningen van interne aard die evenwel geen verband hebben met het hoger genoemd ongeval."* (schrijven d.d. 26 augustus 2008).

Ter zitting van de Commissie d.d. 20 januari 2009 betoogde de raadsman van verzoeker dat Dr. Valcke ten onrechte had geconcludeerd dat de sub I vermelde feiten niet de oorzaak waren van de oppensioenstelling. Volgens de raadsman was dit wel degelijk het geval, in die zin dat die feiten het resterend arbeidsvermogen van zijn cliënt hadden "vernietigd": waar verzoeker vóór de

feiten d.d. 11 maart 1996 nog in staat was te werken, was dit nadien niet meer het geval.

De Commissie wenst hierbij op te merken dat, indien verzoeker enkel het slachtoffer was geworden van de feiten d.d. 11 maart 1996, hij nooit op pensioen zou zijn gesteld. Bij de beoordeling van het hulpverzoek dient volgens de Commissie dan ook abstractie te worden gemaakt van de aandoeningen waarmee verzoeker reeds voordien was behept.

In die optiek meent de Commissie dat zij de conclusie van Dr. Valcke niet zomaar naast zich neer kan leggen en dat zij derhalve ook niet gehouden kan zijn de door verzoeker mislopen bijzondere vergoeding te compenseren via de toekenning van een financiële hulp.

De Commissie wenst trouwens te benadrukken dat de voorliggende feiten een arbeidsongeval betreffen, zodat alle schadeposten die betrekking hebben op loonverlies *sensu lato*, alsook de verplaatsings- en de administratiekosten, ten laste zijn van de werkgever. Aldus komen enkel nog de morele schade (voor tijdelijke en blijvende arbeidsongeschiktheid) en de esthetische schade voor vergoeding in aanmerking.

JU 33C assurances: paiement dans le cadre d'une couverture insolvabilité des tiers

- déduction du montant perçu de l'assurance
- pas d'intervention de la commission

déduction du montant perçu de l'assurance

M3807 (2006)

Tenant compte d'une part,

- de ce que l'expert médical octroie un taux d'invalidité permanente de 10% dont 5% d'incapacité économique ;
- de ce que le requérant, suite à son agression, a subi la perte d'une année scolaire ;
- de ce que le requérant fait valoir des frais médicaux (dentisterie et kinésithérapie) dûment justifiés ;
- de ce qu'il y a lieu de prendre en compte les frais de remplacement de prothèses qui s'élèvent à 2.250 € tous les vingt ans ;

et d'autre part,

- de ce que l'article 31bis, 5° de la loi du 1^{er} août 1985 précise l'intervention à caractère subsidiaire de l'aide financière accordée par la Commission ;
- de ce qu'une assurance est intervenue pour un montant de 2.269,71 € dans le remboursement des frais médicaux ainsi que pour un montant de

8.148,21 € dans le cadre de l'insolvabilité des tiers (dont il convient de retirer 3.718,40 € octroyés aux parents du requérant à titre d'indemnisation) ;

M40692 (2006)

Tenant compte d'une part,

- que la requérante a subi un dommage moral suite à la perte de son mari ;
- des frais médicaux justifiés ;
- des frais funéraires pour la somme de 5.049,29 € ;
- qu'il y a une diminution de revenu;
- que la requérante cohabitait avec la victime au moment des faits ;

D'autre part :

- que le montant des frais funéraires à prendre en compte est limité par la loi du 1er août 1985 à 2.000 €.
- que selon l'article 31 bis, « l'aide financière visée à l'article 31 est octroyée aux conditions suivantes: (...) 5° La réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière. »
- qu'une assurance est intervenue dans le cadre de la clause « insolvabilité des tiers » pour la somme de 6.197,34 € ;
- que, dans le cadre de l'assurance-vie, la requérante a perçu la somme de 13.508,73 €,

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale de 55.802,66 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

M60920 (2007)

Verzoeker beschikt over een verzekering B.A. Privé-Leven met rechtsbijstand (ING Insurance). Artikel 16 van de polis voorziet een waarborg "onvermogen van derden", die als volgt luidt:

"Indien, bij een gewaarborgd burgerlijk verhaal, de verzekerde geen volledige vergoeding kan bekomen van de door hem geleden schade omwille van het totaal onvermogen van de geïdentificeerde aansprakelijke derde, vergoedt de maatschappij de verzekerde tot maximaal 6.200 euro per schadegeval. Dit gebeurt voor zover geen enkele overheids- of private instelling gehouden kan worden om deze schadeloosstelling te betalen. Een geïndexeerde vrijstelling van € 123,95 euro wordt toegepast op de vergoeding van de materiële schade."

ING weigerde in eerste instantie tussen te komen in het kader van voormelde waarborg en motiveerde haar weigering in een schrijven d.d. 16 februari 2007 als volgt: "Opdat de dekking 'insolventie derden' zou spelen, dient er

werkelijk van onvermogen sprake te zijn. Zelfmoord in de gevangenis vóór de veroordeling is geen onvermogen.”

Ter zitting d.d. 8 maart 2007 meende de Commissie dat ING haar verantwoordelijkheid had ontlopen. Haar taak bestond er vooreerst in na te gaan of de dader solvabel was op het ogenblik van zijn overlijden (hetgeen kon blijken uit zijn nalatenschap), waarna zij, in het kader van de waarborg “terugvordering”, alle mogelijke inspanningen diende te leveren opdat haar verzekerde schadeloosstelling bekwam van de aansprakelijke derde. Mocht na onderzoek blijken dat de aansprakelijke daadwerkelijk onvermogen was, diende toepassing te worden gemaakt van de waarborg “insolventie”.

Nadat door de raadsman van verzoeker een attest werd voorgelegd waaruit bleek dat de ouders en de broer/zuster de nalatenschap van hun zoon/broer hadden verworpen, ging ING over tot uitkering van het bedrag van € 6.200 in het kader van de waarborg insolventie.

M80329 (2009)

Mevrouw M, de moeder van verzoekster, beschikte op het ogenblik van de feiten over een familiale polis met rechtsbijstand (KBC Defendo). In het luik rechtsbijstand van die polis is onder artikel 2 b een insolventieclausule opgenomen welke als volgt luidt: “In de mate dat geen schadeloosstelling verkregen kan worden met de waarborg terugvordering omdat de aansprakelijke persoon insolvabel is, vergoedt DEFENDO zelf de schade die door geen enkele andere instelling ten laste genomen kan worden.

Deze waarborg wordt verleend ten belope van 500 000 fr. per schadegeval voor alle verzekerden samen. Indien dit bedrag niet zou volstaan om de gehele schade te dekken, hebben de gezinsleden de voorrang.”

In haar schrijven d.d. 18 juni 2008, zoals bevestigd per schrijven d.d. 2 maart 2009, deelde KBC Defendo echter mee dat “er geen bijzondere voorwaarden golden (= een standaardpolis)”. Volgens de advocaat van verzoekster (zie schrijven d.d. 10 maart 2009) betekent dit dat de waarborg onvermogen van derden door verzoekster niet werd onderschreven.

Ter zitting van de Vijfde kamer van de Commissie d.d. 27 april 2009 werd de zaak in voortzetting gesteld, teneinde verzoekster toe te laten haar rechtsbijstandsverzekeraar (KBC Defendo) in tussenkomst aan te spreken op grond van de insolventieclausule.

In haar schrijven d.d. 29 mei 2009 deelde de advocaat van verzoekster mee dat KBC Defendo uiteindelijk bereid werd gevonden tot vergoeding over te gaan in het kader van de insolventieclausule. Aan cliënten C en M samen werd een kwitantie toegezonden voor een bedrag van € 6.811,05 (= schadevergoeding toegekend bij arrest d.d. 21 maart 2007, vermeerderd met de intresten). De gevorderde kosten voor psychiatrische hulp werden evenwel niet vergoed door KBC.

pas d'intervention de la commission

M1303 (2005)

Na voorlegging van de polis van de verzekeringsmaatschappij P& V blijkt uit artikel 61, 4^{de} dat er een dekking is voor insolventie van derden ten bedrage van 300.000 frank.

Bij navraag bij de advocaat van de verzoekers blijkt dat de rechtsbijstandsverzekeraar uiteindelijk volledig is tussengekomen na het inleiden van een procedure rechterlijke bemiddeling.

...

De Commissie wil het door de zoon van verzoekers ondergane leed en de gevolgen ervan zeker niet minimaliseren, maar zij kan - rekening houdend met de door verzoekers ontvangen vergoeding - in de gegeven omstandigheden niet anders dan besluiten dat het ingediende verzoek ongegrond is.

M3031 (2007)

- de ce que l'art. 31 bis, 5° stipule que « l'aide financière visée à l'article 31 est octroyée si la réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière » ;
- de ce que le requérant a bénéficié, avec son épouse, d'une indemnisation de la part de sa RC familiale pour un montant de 1.524,74 € ;
- de ce qu'eu égard au taux d'invalidité permanente de 4 %, il y aurait lieu d'accorder une aide, mais d'un montant inférieur à celui, ci-dessus, perçu de l'assurance.

la Commission déclare la demande recevable mais non fondée.

M41050 (2007)

Wat de andere materiële kosten betreft, zoals herleid naar € 1.250, blijft de verzoeker in gebreke de concrete aard ervan aan te duiden, hetgeen des te meer klemt daar hij op de zitting verklaart een deel van de materiële schade vergoed te hebben gekregen via de brandverzekering.

In zijn schriftelijke reactie verzoekt de verzoeker hem een financiële hulp toe te kennen voor de door hem geleden morele schade, dewelke hij begroot op 8.500 €. Door het Hof van beroep te Antwerpen werd de vergoeding voor de opgelopen morele schade in billijkheid geraamd op 5000 €. Het spreekt dan ook voor zich dat de hulp welke aan de Commissie kan worden gevraagd dit bedrag niet kan overschrijden zonder de voorlegging van bijkomende bewijskrachtige stukken.

De Commissie dient tot slot op te merken dat de verzoeker niet voldaan heeft aan zijn schadebeperkingsplicht door zijn vordering jegens zijn verzekeraar

E.E.S.V. Civis Belgium, begroot op 6.197,34 €, te laten verjaren (vonnis d.d. 6 november 2006 van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen).

Dat er in de gegeven omstandigheden geen schade meer overblijft die door de Commissie in aanmerking kan genomen worden.

M50923 (2007)

Par arrêt rendu le 20 septembre 2004, la Cour d'Assises de la Province ... condamne le dénommé R à payer à la partie civile, monsieur V et Madame S, « attendu que compte tenu de la provocation retenue par le jury, la partie civile supportera un quart de son préjudice », la somme de 4.022,45 € découlant du préjudice matériel (+) à chacun la somme de 2.500 € (x2) découlant du dommage moral x $\frac{3}{4}$, soit la somme définitive de 6.766,84 €.

...

- de ce qu'une assurance est intervenue dans le cadre de la clause « insolvabilité des tiers » pour un montant de 7.312,86 € ;
- de ce que cette somme couvre le montant octroyé par la Cour d'Assises par arrêt rendu le 20 septembre 2004.

M70130 (2009)

- du principe de subsidiarité de l'aide visé à l'article 31 bis, 5° de la loi du 1/8/1985 et de ce qu'en l'espèce, le requérant a bénéficié de l'intervention d'une assurance et a perçu la somme de 12.394,68 € ;
- de ce que ce montant perçu par le requérant est supérieur au montant de l'aide que la Commission pourrait lui allouer conformément à sa jurisprudence habituelle ;

M80621 (2008)

Bij de waardering van de morele schade steunt de Commissie zich op haar gebruikelijke rechtspraak in gelijkaardige dossiers.

Volgens die rechtspraak liggen de aan verzoekers toekenbare bedragen voor morele schade een stuk lager dan de door het Hof van Assisen toegekende bedragen. Meer nog, het bedrag voor de drie verzoekers samen ligt zelfs lager dan de verzekeringstussenkomst van € 6.200.

In die omstandigheden is de Commissie van oordeel dat verzoekers volledig werden vergoed door de verzekering, zodat het hulpverzoek dient te worden afgewezen.

JU 33D assurances: problèmes liés à la couverture d'insolvabilité des tiers

- insolvabilité non prouvée
- auteur introuvable
- exclu par la police d'assurance
- le principe légal de subsidiarité et le principe contractuel de subsidiarité
- refus pour autre raison

insolvabilité non prouvée

M50624 (2006)

Bij schrijven d.d. 22 april 2005 maakte de schuldbemiddelaar een ontwerp van minnelijke aanzuiveringsregeling over aan de advocate van verzoeker. Het ontwerp voorzag dat verzoeker maandelijks een bedrag van € 106,43 zou mogen ontvangen, voor zover hij zou afzien van intresten, schadebeding en kosten.

Bij schrijven d.d. 12 mei 2005 deelde de verzekeraar Ethias mede aan de advocate van verzoeker dat de waarborg 'onvermogen van derden' slechts tussen komt na uitputting van alle rechtsmiddelen. Volgens de verzekeraar is de tegenpartij niet geheel onvermogen, gelet op het feit dat hij zijn schulden via een minnelijk aanzuiveringsplan zal trachten af te lossen.

Bij schrijven d.d. 7 juni 2005 deelde de schuldbemiddelaar aan de advocate van verzoeker mede dat één van de schuldeisers zich niet akkoord verklaarde met het plan, waardoor hij genoodzaakt is om het volledige dossier neer te leggen bij de Beslagrechter teneinde een gerechtelijke aanzuiveringsregeling te horen opleggen.

Bij beschikking van de Beslagrechter in de Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout d.d. 15 september 2005 werd er een gerechtelijke aanzuiveringsregeling toegestaan aan V voor een periode van 5 jaar. Bij het verstrijken van de aanzuiveringsregeling wordt het saldo der schulden in kapitaal, intresten, schadevergoedingen en kosten kwijtgescholden.

Bij schrijven d.d. 29 november 2005 deelde de rechtsbijstandsverzekeraar aan de advocate van verzoeker mede geen tussenkomst te verlenen. Volgens de verzekeraar blijkt de dader immers niet geheel onvermogen te zijn, gelet op het feit dat hij zijn schulden via een minnelijk aanzuiveringsplan wilde aflossen. Dat één van de schuldeisers niet akkoord ging met het plan en dat daardoor de beslagrechter gelast wordt, doet hieraan volgens de verzekeraar geen afbreuk.

Bij schrijven d.d. 8 februari 2006 deelde de advocate van verzoeker mede dat de gerechtelijke aanzuiveringsregeling inhoudt dat *“gelet op het feit dat de heer V slechts 97,46 € per maand kan betalen aan cliënt via de schuldbemiddelaar, dat minder dan de helft van het bedrag toekomstige aan mijn cliënt zal kunnen worden uitbetaald”*.

...

Uit de beschikking van de beslagrechter te Turnhout d.d. 15 september 2005 en het schrijven van de advocate van verzoeker blijkt dat verzoeker in ieder geval de helft van de hoofdsom en de verschuldigde intresten niet kan recupereren gelet op de aanzuiveringsregeling.

Dat hierdoor bij vonnis is komen vast te staan dat de dader voor minstens de helft van de aan verzoeker toekomende som in de onmogelijkheid verkeert om de schadevergoeding te voldoen.

Dat artikel 23 van de polis stelt dat de verzekeraar tussenkomt wanneer terugvordering onmogelijk is.

Dat uit het voorgaande blijkt dat minstens de helft van de hoofdsom en intresten onmogelijk te recupereren valt bij de dader.

Dat het daarenboven niet zeker is dat de dader niet zal stoppen met het doen van betalingen.

Dat de Commissie gelet op het subsidiariteitsbeginsel vervat in artikel 31bis, §1, 5° van de wet van 1 augustus 1985 dan ook meent dat verzoeker in de eerste plaats zijn rechten dient te laten gelden tegenover zijn verzekeraar.

[Le requérant a reçu la somme de 4.723,44 euros de son assureur.]

auteur introuvable

M1624 (2005)

Uit de brief van gerechtsdeurwaarder Ravelingien uit Oudenaarde d.d. 8 mei 2001 blijkt dat de dader sedert 7 februari 2001 ambtshalve geschrapt is. Hij kon derhalve niet tot betekening van het vonnis overgaan.

Bij brief van 13 februari 2003 liet de verzekeringsmaatschappij CIVIS weten dat de voorwaarden om tussenkomst te verkrijgen niet vervuld zijn. De waarborg voorziet immers slechts tussenkomst ingeval van vastgestelde onvermogen in hoofde van tegenpartij: "Het feit dat de tegenpartij ambtshalve geschrapt is, betekent nog niet dat hij onvermogen is", aldus de verzekeringsmaatschappij.

[L'auteur a été retrouvé et il a indemnisé la victime de sorte que la demande a été déclarée non fondée.]

M3735 (2005)

In de onderhavige zaak beschikt verzoekster over een verzekering rechtsbijstand bij KBC waarin een waarborg voorzien is in geval van onvermogen van derden. De verzekeringsmaatschappij weigert evenwel tussen te komen zolang de dader niet gekend is.

In een schrijven d.d. 1 februari 2005 stelt de verzekeraar namelijk niet tussen te komen omwille van: “Defendo vordert schade terug. Aangezien de dader onbekend is, konden wij van geen aansprakelijke de schade terugvorderen”.

De Commissie merkt hierbij evenwel op dat de polis duidelijk (en enkel maar) stelt dat de door de verzekeringsnemer geleden lichamelijke schade of zaakschade vergoedt wordt wanneer de persoon die burgerrechtelijk aansprakelijk is voor de geleden schade, insolvabel is.

In onderhavig dossier is het duidelijk dat er een aansprakelijke derde is; wat blijkt uit de feiten die verzoekster zijn overkomen d.d. 26 oktober 2002. Het gegeven dat deze dader tot op heden onbekend is en derhalve insolvabel, mag dan ook geen reden zijn om een tussenkomst te weigeren.

Rekening houdend met de door de verzoekster onderschreven verzekeringsovereenkomst en met het subsidiariteitsbeginsel dat vervat ligt in artikel 31, §1, 5°, van de wet, is de Commissie van oordeel dat verzoeker zijn rechten moet laten gelden tegenover zijn verzekeraar en desgevallend een gerechtelijke uitspraak moet uitlokken. De behandeling van deze zaak voor de Commissie dient inmiddels verdaagd te worden.

[Cette décision a été cassée par arrêt n° 186.397 du 22 septembre 2008.]

3.5. [...] De Commissie oordeelt dat “het gegeven dat (de) dader tot op heden onbekend is en derhalve insolvabel (...) geen reden (mag) zijn (voor de rechtsbijstandsverzekeraar) om een tussenkomst te weigeren.” Zij stelt derhalve een onbekend gebleven dader gelijk met een insolvabele dader. Het is echter niet omdat er geen aansprakelijke dader is dat de contractuele extra waarborg in geval van insolvabiliteit ook geldt. Daarvoor is vereist dat de aansprakelijke derde gekend en insolvabel is. De term insolventie (of insolvabiliteit) is duidelijk en hoeft niet geïnterpreteerd te worden: het betekent dat de dader niet in staat is zijn geldelijke verplichtingen na te komen. Indien de dader daarentegen onbekend is, heeft men geen zicht op zijn vermogenssituatie en kan derhalve zijn gebeurlijke insolvabiliteit ook niet worden aangetoond. Het feit dat de dader onbekend is, betekent dus niet dat hij insolvabel is.

De verzoekster doet terecht gelden dat het risico dat de dader onbekend is, niet wordt gedekt door haar polis rechtsbijstand. Indien het de bedoeling was om ook dit risico te dekken, zouden de polisvoorwaarden niet verwijzen naar de insolvabiliteit van de dader of van de aansprakelijke derde, maar zouden zij een clause bevatten die in een vergoeding voorziet wanneer de schade niet op de aansprakelijke derde kan worden verhaald.

De verwerende partij werpt tevergeefs op dat wanneer de dader onbekend is hetzelfde probleem rijst als wanneer hij insolvabel is. Het kan zijn dat er evenveel reden is om zich voor beide risico's te laten verzekeren, doch dit doet niets af aan de vaststelling dat de verzoekster enkel verzekerd is tegen insolvabiliteit van de dader. In haar verzekeringspolis is het risico van een onbekende dader niet opgenomen.

3.6. Uit het dossier blijkt dat de verzoekster een klacht heeft ingediend bij het parket, en dat zij, nadat haar klacht werd geseponneerd, zich burgerlijke partij gesteld heeft bij de onderzoeksrechter. Precies omdat de dader onbekend is gebleven, met als gevolg dat de feiten niet aan één of meer personen kunnen worden toegeschreven, heeft het bevoegde onderzoeksgerecht de onderzoeksrechter vervolgens ontlast van het onderzoek.

Door de verzekeringspolis zo te interpreteren, in strijd met de bewoordingen ervan, dat de onbekend gebleven dader wordt gelijkgesteld met de insolvabele dader, verplicht de bestreden beslissing de verzoekster om haar verzekeraar desnoods langs gerechtelijke weg te dwingen tot het uitkeren van een vergoeding. Aldus geeft de bestreden beslissing aan de polis een uitleg die niet te verenigen is met het subsidiariteitsbeginsel vervat in artikel 31bis, § 1, 5°, van de wet van 1 augustus 1985.”]

[Une aide financière a été allouée en 2008.]

M40417 (2009)

Bij schrijven d.d. 28 oktober 2003 deelde de rechtsbijstandverzekeraar Europaea aan de raadsman van verzoeker mee dat het contract wel een clausule *“insolvabiliteit van derden”* inhield, maar dat die insolvabiliteit diende te worden aangetoond, hetgeen in het dossier van verzoeker niet het geval was.

De raadsman van verzoeker merkte verder op dat de dekking zich niet uitstreckte buiten Europa zodat de insolvabiliteit van de dader *“wiens zetel van fortuin”* *mogelijks of waarschijnlijk op onbekende locatie in de VS is gesitueerd, geen uitbetaling van Europaea kan meebrengen”*.

De Commissie verklaarde in haar beslissing van 25 november 2004 het voorliggend verzoekschrift ontvankelijk maar wees tevens op artikel 31bis, §1, 5°, van de wet van 1 augustus 1985 dat het subsidiariteitsbeginsel huldigt: *“De schade kan niet afdoende worden hersteld door de dader of de burgerlijk aansprakelijke partij, op grond van een stelsel van sociale zekerheid of een private verzekering, noch op enige andere manier.”* Op grond hiervan en vermits de verzoeker alle pogingen tot uitvoering had ondernomen, was de Commissie van oordeel dat Europaea op basis van de clausule *“insolvabiliteit van derde”* diende tussen te komen. Bijgevolg schortte de Commissie haar uitspraak ten gronde op teneinde verzoeker toe te laten zijn rechtsbijstandverzekeraar in tussenkomst aan te spreken.

Nu deze maatschappij, ook na aandringen van de verzoeker gesteund door de uitspraak van de Commissie, haar standpunt bleef handhaven, ging verzoeker over tot dagvaarding van Generali Belgium, rechtsopvolger door fusie van Europaea.

Echter, bij vonnis d.d. 20 mei 2009 van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel werd de vordering van de heer V als ongegronde afgewezen:

“ 3.1. De verzekerde die voorhoudt dat het verzekerde risico zich heeft voorgedaan, draagt van deze bewering de bewijslast. Aldus dient eiser in casu te bewijzen dat de heer L onvermogen is. Er dient in de eerste plaats te worden vastgesteld dat geen enkel rechtstreeks bewijs wordt voorgelegd van de vermogenstoestand van de heer L. In zoverre blijkt de uiteenzetting van eiser zelf de heer L een succesvol professioneel internationaal basketballer is (geweest), laat dergelijk gegeven echter veeleer vermoeden dat hij wellicht allesbehalve insolvabel is...

3.2. De argumentatie van eiser is in wezen volledig gesteund op het feit dat de heer L nooit een vaste residentie in Europa zou hebben gehad, nu hij opeenvolgend voor verschillende clubs in diverse Europese landen speelde. Waar aldus eiser niet over enig aanknopingspunt zou beschikken om tot gedwongen uitvoering over te gaan, evenmin als over een adres van de heer L in de Verenigde Staten, stelt hij in wezen dat dergelijke situatie van ‘onvindbaarheid’ gelijk te stellen is met onvermogenheid. Hij kan hierin niet worden bijgetreden. Het feit dat een Amerikaans onderdaan geen vast adres heeft in Europa is geenszins als abnormaal of uitzonderlijk te beschouwen, noch als een situatie die zou dienen te worden gelijkgeschakeld met een situatie van onvermogen. Het valt niet in te zien waarom het ‘ridicuul’ of ‘stuitend’ zou zijn dat de gedwongen uitvoering van een rechterlijke uitspraak lastens een Amerikaans onderdaan, in de eerste plaats zou dienen te worden benaardstigd in de Verenigde Staten. Dit komt integendeel voor als de logica zelve.

3.3. De conclusie van het voorgaande kan slechts zijn dat eiser niet het onvermogen van zijn schuldenaar bewijst en dus niet de realisatie van het verzekerde risico. Alleen al om deze reden dient de vordering te worden afgewezen als ongegrond.”

M41263 (2005)

In onderhavige zaak beschikt verzoeker over een verzekering rechtsbijstand waarin een waarborg voorzien is in geval van onvermogen van derden. De verzekeringsmaatschappij weigert evenwel tussen te komen zolang de tegenpartij onvindbaar is en het onvermogen niet werd vastgesteld.

Rekening houdend met de door de verzoeker onderschreven verzekeringsovereenkomst en met het subsidiariteitsbeginsel dat vervat ligt in artikel 31, 5°, van de wet, is de Commissie van oordeel dat verzoeker zijn rechten moet laten gelden tegenover zijn verzekeraar en desgevallend een gerechtelijke uitspraak moet uitlokken. De behandeling van deze zaak voor de Commissie dient inmiddels verdaagd te worden.

De Commissie heeft kennis van gelijkaardige zaken waarbij de tussenkomst van de verzekeraar verplicht werd. Zie vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Brussel d.d. 10 februari 2005, 23^{ste} Kamer A.R. 2003/ 10.398 /A tegen N.V. Axa Belgium (niet gepubliceerd).

[De betwisting draait rond de interpretatie en de toepassing van artikel 16 van de polisvoorwaarden “rechtsbijstand gezin”. Dit artikel luidt als volgt:

“Indien de behoorlijk geïdentificeerde derde, die aansprakelijk is voor de letselschade waarvan de vergoeding wordt nagestreefd bij een in artikel 1 vermeld gedekt geschil, als onvermogen wordt erkend ...

De rechtbank is van oordeel dat artikel 16 van de polisvoorwaarden en meerbepaald de zinnsneden “als onvermogen wordt erkend” voor interpretatie vatbaar is. De bepaling dient te goeder trouw te worden geïnterpreteerd op zulke wijze dat de bepaling niet van elke betekenis wordt ontdaan.

Het begrip “onvermogen” duidt op een situatie waarbij een persoon niet in staat is om zijn geldelijke verplichtingen na te komen. Of meer concreet, als hij niet beschikt over voor beslag vatbare goederen of inkomsten of als de kosten van uitwinning op de voor beslag vatbare goederen of inkomsten het te recuperen bedrag zouden overtreffen. Het bewijs daarvan kan onder meer worden geleverd aan de hand van de bevindingen van een gerechtsdeurwaarder.

Het artikel 16 heeft het niet louter over het “onvermogen zijn” maar over het “als onvermogen worden erkend”. Daaruit leidt de rechtbank af dat de waarborg niet enkel betrekking heeft op de situatie van onvermogenheid zoals hierboven omschreven, maar wel degelijk een ruimer voorwerp heeft.

Een situatie met gelijklopende kenmerken of gevolgen als de hierboven omschreven situatie, komt bijgevolg ook in aanmerking voor vergoeding in toepassing van artikel 16 van de polisvoorwaarden.

Een andere interpretatie zou onverenigbaar zijn met de gebruikte bewoordingen van artikel 16.

In deze zaak doet zich zo'n situatie voor. De heer O heeft geen gekende woon- of verblijfplaats in België. Hij is onvindbaar. Gelet op de strafrechtelijke en burgerrechtelijke veroordeling die tegenover hem werd uitgesproken, kan redelijkerwijs worden aangenomen dat die situatie zeker niet beperkt zal zijn in de tijd. De heer O heeft er geen belang bij om te worden gevonden.

Of de heer O werkelijk onvermogen is, kan weliswaar niet worden nagegaan, maar het is duidelijk dat hij door zijn onvindbaarheid zijn onvermogen organiseert.

De rechtbank oordeelt dan ook dat er in deze zaak is voldaan aan de toepassingsvoorwaarden van artikel 16 van de polisvoorwaarden en de heer O, voor eisers, als onvermogen moet worden erkend. ...]

[Cette affaire a été clôturée en 2008.]

M50617 (2006)

Volgens verzoeker is er geen enkele uitvoering mogelijk van het vonnis van de Correctionele rechtbank te Tongeren d.d. 5 november 2001 tegen G,

daar deze met de noorderzon is vertrokken en geen gekende woon- of verblijfplaats heeft. Verzoeker heeft een verzekeringspolis waarin een waarborg "insolvabiliteit" is opgenomen. De bepaling luidt als volgt: "Ingeval het verhaal uitgeoefend wordt tegen een aansprakelijke derde, voorzover deze behoorlijk geïdentificeerd werd en insolvent erkend is, betalen wij aan de verzekerde de vergoeding van de lichamelijke schade ten laste van deze derde, tot beloop van 250.000 F per geschil, voorzover geen openbare of particuliere instelling schuldenaar van dat bedrag kan worden verklaard."

Volgens de verzekeringsmaatschappij AXA is de insolvabiliteit van de dader evenwel niet bewezen en is er dan ook geen dekking.

Verzoeker is dan overgegaan tot dagvaarding van zijn verzekeraar.

Bij vonnis van de Rechtbank van eerste aanleg te Tongeren d.d. 17 december 2004 werd de vordering van verzoeker ongegrond verklaard. De rechtbank oordeelde dat de term 'insolvabiliteit' in het gewone taalgebruik in essentie wijst op een bepaalde vermogenssituatie, namelijk *"het niet in staat zijn om zijn geldelijke verplichtingen na te komen, en heeft geen direct verband met het al of niet hebben van een gekende woon- of verblijfplaats. De betekenis van deze term is duidelijk en hoeft niet geïnterpreteerd te worden. Het loutere gebrek aan vaste woon- of verblijfplaats is op zich, bij gebreke aan andere indicatoren, niet voldoende om als bewijs van onvermogen aanvaard te worden. Hierbij wordt benadrukt dat de bewijslast inzake de insolvabiliteit van de heer G volledig bij aanlegger berust."*

De vordering is derhalve ongegrond."

M51083 (2006)

In de onderhavige zaak beschikt verzoeker over een verzekering rechtsbijstand bij Juris waarin een waarborg voorzien is in geval van onvermogen van derden.

De verzekeringsmaatschappij weigert evenwel tussen te komen omdat het feit dat de aansprakelijke tegenpartij nergens ingeschreven is, volgens de maatschappij niet betekent dat hij als insolvel kan worden beschouwd.

In onderhavig dossier is het duidelijk dat er een aansprakelijke derde is, wat blijkt uit de feiten die verzoeker zijn overkomen op 28 maart 2002.

Het gegeven dat deze dader nergens te vinden is en het bijgevolg niet vaststaat dat hij insolvel is, is geen reden om een tussenkomst te weigeren.

Rekening houdend met de door verzoeker onderschreven verzekeringsovereenkomst en met het subsidiariteitsbeginsel dat vervat ligt in artikel 31bis §1, 5de van de wet, is de Commissie van oordeel dat verzoeker zijn rechten moet laten gelden tegenover zijn verzekeraar en desgevallend een gerechtelijke uitspraak moet uitlokken. De behandeling van deze zaak voor de Commissie dient inmiddels verdaagd te worden.

[Cette affaire a été clôturée en 2008.]

Ingevolge bovenvermelde beslissing van de Commissie heeft de raadsman van verzoeker de verzekeraar van verzoeker voor de Rechtbank van Eerste Aanleg gedaagd, dit in vergoeding van de contractuele waarborg, beperkt tot € 6.197,34.

Uiteindelijk is het niet tot een vonnis gekomen en kwamen de partijen tot een akkoord, waarbij de verzekeringsmaatschappij haar cliënt heeft vergoed, uiteraard tot bovenvermeld bedrag van € 6.197,34.

M60929 (2008)

In de voorliggende zaak beschikt verzoeker over een familiale verzekering met rechtsbijstand (DVV Verzekeringen), bevattende een waarborg “onvermogen van derden”, doch DVV liet weten niet tussen te komen omdat ze niet kan nagaan of de dader, die geen gekende woon- of verblijfplaats heeft, effectief onvermogend is (zie hoger punt IV). De Commissie kan niet akkoord gaan met de zienswijze van DVV.

...

Rekening houdend met de door verzoeker onderschreven verzekeringsovereenkomst en met het subsidiariteitsbeginsel dat vervat ligt in artikel 31bis, § 1, 5°, van de wet, is de Commissie van oordeel dat verzoeker zijn rechten moet laten gelden tegenover zijn verzekeraar en desgevallend een gerechtelijke uitspraak moet uitlokken.

De behandeling van deze zaak voor de Commissie dient inmiddels verdaagd te worden.

[La compagnie d'assurance a payé en 2009.]

M61213 (2007)

De verzekeringsmaatschappij KBC Defendo - Rechtsbijstand weigert toepassing te maken van de insolventieclausule omdat de dader naar Turkije is vertrokken.

Alzo hoopt hij vervolging te ontlopen en tracht de man als het ware zijn insolventie te organiseren

Indien de verzekeraar rechtsbijstand geen tussenkomst wenst te verlenen in het kader van het onvermogen van de aansprakelijke derde, dient KBC Defendo de schade, opgelopen door haar verzekerde, te verhalen op de tegenpartij, ook al verblijft die in Turkije. Minstens dient de solvabiliteit in Turkije te worden nagegaan.

Aldus wordt verzoekster verzocht haar verzekeringsmaatschappij opnieuw aan te spreken.

[La compagnie d'assurance a payé en 2008.]

exclu par la police d'assurance

M3147 (2005)

De rechtsbijstandsverzekeraar DAS schrijft in de brief van 7 juli 2004 dat uit de bijgevoegde clausule (artikel 4.4) het volgende blijkt: de waarborg insolventie geldt uitsluitend bij ongevallen en er is géén tussenkomst indien de verzekerde slachtoffer is van diefstal, poging tot diefstal, gewelddaad of vandalisme.

M3547 (2005)

De polis Juris GB Lex, de verzekeraar rechtsbijstand van de auto toebehorend aan de echtgenote van verzoeker, bevat een waarborg bij insolventie van derden, doch luidens artikel 16 van de polis is deze waarborg slechts van toepassing indien het gaat om een verkeersongeval.

le principe légal de subsidiarité et le principe contractuel de subsidiarité

M3113 (2005)

De wetgever heeft voorzien in een stelsel waarin de eventuele toekenning van een hulp subsidiair is aan andere mogelijkheden tot herstel; dit principe wordt verwoord in artikel 31bis, § 1, 5^{de} :” *de schade kan niet afdoende worden hersteld door de dader of de burgerlijk aansprakelijke partij, op grond van een stelsel van sociale zekerheid of een private verzekering, noch op enige andere manier.*”

Welnu, het blijkt uit de stukken dat verzoekertentijde van het schadeverwekkende feit, in casu de op 7 oktober 2001 op zijn persoon gepleegde opzettelijke gewelddaad, beschikte over een rechtsbijstandsverzekering met een clausule “onvermogen van derden”.

Dat de betrokken verzekeringsmaatschappij in de met de raadsman van verzoeker gevoerde correspondentie stelt niet tot tussenkomst gehouden te zijn aangezien verzekerde vergoeding kan opeisen van de Commissie is irrelevant. Inderdaad, het wettelijk vastgelegd subsidiariteitsbeginsel gaat boven een eventueel contractueel subsidiariteitsbeginsel, zodat de tussenkomst van de verzekeraar dient te geschieden vóór elke tussenkomst van de Commissie.

M41278 (2006)

Tenant compte d'une part,

d'autre part

- de ce qu'il n'y a pas de diminution ou de perte de revenu;
- de ce que l'Art. 31 bis, 5° stipule que l'aide financière visée à l'article 31 est octroyée si la réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par

un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière ;

- de ce que dans le cas présent, la requérante fait valoir une clause « d'insolvabilité des tiers » de son contrat R.C. familiale auprès de la compagnie « l'Ardenne Prévoyante – groupe AXA » ;
- de ce que cette dernière refuse cependant d'exécuter cette clause arguant que l'article stipule que le paiement n'interviendra que pour autant « qu'aucun organisme public ou privé ne puisse être déclaré débiteur de cette indemnité » ;
- de ce qu'il y a lieu d'attirer l'attention que l'État belge n'a pas commis de faute à l'égard de la victime et ne peut être tenu, ni pour responsable, ni coupable des faits ;
- de ce que dès lors, dans les limites de la garantie de l'assurance, l'intervention de l'assureur a lieu avant toute intervention de la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence. Le principe légal de subsidiarité, précisé par l'article 31bis de la loi du 1er août 1985 susmentionné, prévaut par rapport au principe contractuel de subsidiarité ;
- de ce que la commission invite la requérante à faire valoir ses droits à l'égard de la Compagnie d'assurance.

Le traitement de la demande de la requérante est donc ajourné.

La Commission déclare la demande recevable et ajourne le prononcé de sa décision jusqu'au versement de la somme due par la compagnie d'assurance.

[Une aide financière a été allouée en 2006.]

CHAPITRE 8. QUANT A LA RECEVABILITE DE LA DEMANDE

A. La requête ne pourra toutefois être présentée (JU 34) qu'après qu'il aura été statué sur l'action publique par une décision judiciaire passée en force de chose jugée ou, si l'auteur de l'acte ne peut être poursuivi ou condamné, qu'après la décision de la juridiction d'instruction (art. 31bis, 3°)

A.1) Cette exigence de décision préalable n'est pas posée en cas de demande d'aide d'urgence. Cette demande peut être introduite dès après la constitution de partie civile ou l'introduction d'une plainte.

A.2) Cette exigence de décision préalable n'est pas non plus requise si l'auteur des faits demeure inconnu à l'expiration d'un délai d'un an prenant cours à la date de constitution de partie civile et lorsque la procédure pénale se trouve toujours au stade de l'instruction....

A.3) Cette exigence de décision préalable n'est pas non plus requise lorsque le dossier pénal est classé sans suite parce que l'auteur est demeuré inconnu, et la commission estime que le dépôt dfe plainte ou l'acquisition de la qualité de personne lésée par le requérant est suffisant.

A.4) Cette condition n'est pas applicable aux sauveteurs occasionnels.

B. La demande d'aide doit être introduite dans un délai de trois ans (JU 35). Ce délai court à partir du jour où il aura été statué sur l'action publique par une décision judiciaire passée en force de chose jugée ou par une décision de la juridiction d'instruction. (article 31bis, 4°).

Selon l'article 31bis, § 2, 3° cette condition est applicable aux sauveteurs occasionnels :

3° avoir introduit une demande d'aide dans un délai de trois ans à dater de l'un des actes ou de l'explosion visé au 2°;

C. Les points A et B ont été modifiés par l'article 10, b), c) et d), de la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions en matière de Justice (II).

3° Lorsque l'auteur est demeuré inconnu, le requérant doit avoir porté plainte, acquis la qualité de personne lésée ou s'être constitué partie civile.

Lorsque le dossier pénal a été classé sans suite pour ce motif, le dépôt de plainte ou l'acquisition de la qualité de personne lésée par le requérant est suffisant.

La demande est introduite dans un délai de trois ans. Le délai prend cours, selon le cas, à partir du jour de la première décision de classement sans suite pour auteurs inconnus, ou du jour où une décision de non-lieu pour auteurs inconnus, qui a acquis force de chose jugée, a été prononcée par une juridiction d'instruction.

Est assimilée à une décision de non-lieu pour auteurs inconnus, la décision d'une juridiction civile ou répressive, déchargeant le prévenu ou le défendeur de la culpabilité d'un acte intentionnel de violence ou de la responsabilité des conséquences dommageables de celui-ci, pour autant que la décision établisse de façon indubitable la réalité de l'acte intentionnel de violence et de ses conséquences, sans en imputer à quiconque la responsabilité.

L'aide peut également être octroyée lorsqu'un délai de plus d'un an s'est écoulé depuis le dépôt de plainte, l'acquisition de la qualité de personne lésée ou la date de constitution de partie civile et que l'auteur demeure inconnu.

4° Lorsque l'auteur est connu, le requérant doit tenter d'obtenir réparation de son préjudice en s'étant constitué partie civile, en ayant procédé à une citation directe ou en ayant intenté une procédure devant un tribunal civil.

La requête ne pourra toutefois être introduite, selon le cas, qu'après qu'il aura été statué sur l'action publique par une décision judiciaire passée en force de chose jugée ou qu'après une décision du tribunal civil passée en force de chose jugée sur l'imputabilité ou l'indemnisation du dommage.

La demande est introduite dans un délai de trois ans.

Le délai prend cours, selon le cas, à partir du jour où il a été statué définitivement sur l'action publique par une décision coulée en force de chose jugée, prononcée par une juridiction d'instruction ou de jugement, du jour où une décision sur les intérêts civils, coulée en force de chose jugée, a été prononcée par la juridiction répressive postérieurement à la décision sur l'action publique, ou du jour où une décision, coulée en force de chose jugée, sur l'imputabilité ou l'indemnisation du dommage, a été prononcée par un tribunal civil.

Jurisprudence :

JU 34 absence de décision

- décision nécessaire
- exception
- question préjudicielle et arrêt de la Cour Constitutionnelle (ex-Cour d'Arbitrage)

décision nécessaire

98712 (2005)

De Commissie stelt vast dat zich in deze zaak een ontvankelijkheidsprobleem voordoet. Overeenkomstig artikel 31*bis*, 3°, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985 kan een financiële hulp slechts worden toegekend indien er een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering voorligt en de verzoeker schadevergoeding heeft nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank.

Verzoeker voldoet aan geen enkele van de voornoemde voorwaarden.

Evenmin kan in de onderhavige zaak toepassing gemaakt worden van artikel 31*bis*, 3°, tweede lid, van voornoemde wet, luidens welke bepaling de Commissie kan oordelen dat het voldoende is dat de verzoeker klacht heeft ingediend indien het strafdossier geseponeerd is wegens het onbekend blijven van de dader.

De Commissie kan dan ook niet anders dan het hulpverzoek als onontvankelijk af te wijzen

M2232 (2006)

Tenant compte :

- de l'article 31bis, 4° de la loi du 1/8/1985 précise que « La demande est introduite dans
- un délai de trois ans. Le délai prend cours, selon le cas, à partir de la première décision de classement sans suite, de la décision de la juridiction d'instruction, du jour où il a été statué sur l'action publique par une décision définitive ou du jour à partir duquel une décision sur les intérêts civils est intervenue postérieurement à la décision sur l'action publique » ;
- de ce qu'en l'espèce, la requête a été introduite devant la Commission en date du 18/4/2002 alors que le tribunal correctionnel de Mons n'a prononcé un jugement que le 20/12/2002 ;
- de ce que la requête a donc été introduite prématurément en ce que les conditions de recevabilité fixées par l'article 31 bis, 4° de la loi du 1er août 1985 n'étaient pas remplies au moment de l'introduction de la requête ;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande de la requérante, irrecevable.

M40520 (2005)

Het dossier werd geseponeerd door het Parket van de Procureur des Konings te Oudenaarde op 8 november 2001, "wegens toevallige feiten met oorzaak in specifieke omstandigheden".

Bij vonnis d.d. 22 april 2003 van de Rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, zetelend in burgerlijke zaken, werd D bij verstek veroordeeld om het bedrag van € 11.355,83 te betalen aan verzoeker. Dit bedrag te vermeerderen met de intresten.

...

Om een hulp te kunnen toekennen dient er volgens artikel 31bis, 3° van de wet van 1 augustus 1985 *“Er een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering is genomen [...]”* . Er wordt dan *in supra* van deze bepaling nog gesteld dat de Commissie kán oordelen dat het voldoende is dat de verzoeker klacht heeft ingediend of de hoedanigheid van benadeeld persoon heeft aangenomen indien het strafdossier geseponeerd werd indien de dader onbekend is gebleven...

Aangezien aan deze voorwaarde niet werd voldaan, is het verzoekschrift kennelijk onontvankelijk.

M40800 (2006)

Gelet op het arrest van het Hof van beroep te Antwerpen d.d. 6 januari 2005 komt het de Commissie voor dat er nog geen definitieve strafrechterlijke beslissing voorligt, zoals vereist door artikel 31bis, §1, 3° van de wet van 1 augustus 1985. De zaak is derhalve nog niet in staat en wordt daarom naar de bijzondere rol verwezen.

Op het eerste verzoek van verzoekster zal de zaak opnieuw opgeroepen worden.

exception

M50840 (2006)

In het voorliggend dossier ligt, inzake de slagen die worden toegeschreven aan de heer V, geen uitspraak voor over de strafvordering. De zaak werd op strafgebied zonder gevolg geklasseerd en verzoeker heeft als slachtoffer in deze zaak een louter burgerlijke procedure gevoerd, uitmondend in het vonnis van de Rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde d.d. 1 februari 2005.

De bijzonderheid van de onderhavige zaak bestaat erin dat door het parket van de procureur des Konings te Oudenaarde een procedure inzake bemiddeling in strafzaken werd opgestart.

Bij nazicht van de op de strafbemiddeling betrekking hebbende stukken stelt de Commissie vast dat de heer L door de procureur des Konings nooit werd opgeroepen teneinde te bemiddelen over de schadevergoeding en de regeling ervan.

Aldus had verzoeker geen andere keuze dan zich tot de burgerlijke rechtbank te wenden. Terzake kan Prof. Chris Van den Wijngaert geciteerd worden: *“Wanneer de strafvordering is vervallen doordat de verdachte een minnelijke*

schikking heeft aanvaard of heeft voldaan aan de voorwaarden die hem in een bemiddelingsprocedure werden gesteld (art. 216ter Sv.), heeft het slachtoffer wiens schade nog niet volledig werd vergoed, geen andere keuze dan de zaak voor de burgerlijke rechter te brengen.” (VAN DEN WIJNGAERT, C., Strafrecht en strafprocesrecht, Maklu, 1999, p. 630).

Bijgevolg is het voormeld vonnis d.d. 1 februari 2005 het logisch gevolg van de strafbemiddeling en dient het verzoek ontvankelijk te worden verklaard.

question préjudicielle et arrêt de la Cour Constitutionnelle (ex-Cour d'Arbitrage)

M50369 (2006)

Tijdens de nacht van 19 februari 1999 werd verzoeker, samen met drie andere politieagenten, opgeroepen voor een interventie in café ... naar aanleiding van een klacht wegens nachtlawaai. De uitbaatster van genoemd café, mevrouw D, werd er aangetroffen in dronken toestand en schold de agenten uit. Wanneer de agenten haar, voor haar eigen veiligheid en die van anderen, besloten mee te nemen naar de politiecel om er haar roes te laten uitslapen, weigerde ze mee te gaan. Ze werd agressief en wierp een glas naar verzoeker. Toen ze nadien met de agenten op de stoep stond, gaf ze een stamp op de rechterknie van verzoeker.

...

Naar aanleiding van de sub I vermelde feiten legde verzoeker klacht neer bij de Politie te Roeselare.

Het strafdossier werd door het Parket te Kortrijk evenwel geseponeerd, en wel om de volgende redenen:

- *onvoldoende bewijzen*: “D is herbergierster van de herberg ‘.... Zij beweert dat ze in 1980 werd geopereerd ten gevolge van een tumor en dat ze nog steeds medicatie moet nemen. Dit in samenhang met alcohol ‘zou’ eventueel agressief gedrag met zich kunnen meebrengen” (blz. 4 van het strafdossier);
- *toevallige feiten*: betrokkene had een blanco strafregister; ze verontschuldigde zich bij verhoor.

Gelet op de ernst van de letsels ging verzoeker op 10 februari 2000 over tot dagvaarding van mevrouw D voor de Rechtbank van Eerste Aanleg te Kortrijk.

...

In zijn advies d.d. 15 september 2005 stelt de afgevaardigde van de Minister van Justitie dat uit het sub a geciteerd wetsartikel blijkt dat, indien de dader gekend is en strafrechtelijk vervolgd kan worden, een “definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering” dient voor te liggen. Aangezien een dergelijke uitspraak in het voorliggend dossier ontbreekt – er liggen enkel

vonnissen op burgerlijk gebied voor – dient het verzoek als niet-ontvankelijk te worden afgewezen.

...

In haar schriftelijke reactie d.d. 10 oktober 2005 stelt de advocaat van verzoeker dat de wetgever, door het inlassen van de voorwaarde van een “definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering”, een strijdigheid met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in het leven heeft geroepen.

Indien het strafdossier geseponeerd werd, acht de advocaat het niet billijk dat het slachtoffer van een opzettelijke gewelddaad al dan niet een financiële hulp kan bekomen van de Commissie, naargelang het slachtoffer rechtstreeks dagvaardt voor de strafrechter dan wel een procedure inleidt voor de burgerlijke rechter. Volgens de advocaat mag het feit of de dader al dan niet een strafrechtelijke fout beging of deze strafrechtelijke fout al dan niet werd gesanctioneerd, geen invloed hebben op de toekenning van een financiële hulp door de Commissie.

Verder wijst de advocaat op omstandigheden waarbij strafrechtelijke vervolging en het bekomen van een strafrechtelijke uitspraak onmogelijk zijn (zoals wanneer de dader minderjarig is), in welke gevallen de voorwaarde van het bekomen van een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering sowieso niet kan vervuld worden.

Gezien de cumulatieve voorwaarden dat én schadevergoeding dient te worden nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank én een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering genomen is, ertoe leidt dat artikel 31bis, § 1, 3°, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985, ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 26 maart 2003, strijdig is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, meent de advocaat dat deze bepaling niet kan worden toegepast en dient in subsidiaire orde een prejudiciële vraag te worden gesteld aan het Arbitragehof.

...

De door de advocaat geformuleerde prejudiciële vraag kan als volgt worden geherformuleerd:

“Schendt artikel 3 van de ‘wet van 26 maart 2003 houdende de voorwaarden waaronder de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden een hulp kan toekennen’, dat artikel 31bis, § 1, 3°, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen heeft ingevoerd, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, door:

1. *een persoon, die het slachtoffer werd van een opzettelijke gewelddaad en die na strafrechtelijk sepot door het Openbaar Ministerie een vordering tot schadevergoeding instelde door dagvaarding voor de burgerlijke*

rechtbank, van financiële hulp door de Commissie uit te sluiten, terwijl een persoon, die het slachtoffer werd van een opzettelijke gewelddaad en die na strafrechtelijk sepot door het Openbaar Ministerie een vordering tot schadevergoeding instelde door middel van een burgerlijke partijstelling of een rechtstreekse dagvaarding voor de strafrechter, wel een financiële hulp door de Commissie kan bekomen;

2. *een persoon, die het slachtoffer werd van een opzettelijke gewelddaad en die na strafrechtelijk sepot door het Openbaar Ministerie een vordering tot schadevergoeding instelde door dagvaarding voor de burgerlijke rechtbank, van financiële hulp door de Commissie uit te sluiten, terwijl een persoon, die het slachtoffer werd van een opzettelijke gewelddaad en die ingevolge de onmogelijkheid tot strafrechtelijke vervolging (bijv. ingeval van minderjarigheid van de dader), of bij verval van de strafvordering (bijv. ingeval van overlijden van de dader), een vordering tot schadevergoeding instelde voor de burgerlijke rechtbank, wel een financiële hulp door de Commissie kan bekomen.”*

Voor alle duidelijkheid weze benadrukt dat het strafrechtelijk sepot waarvan hier sprake is, het sepot op andere gronden dan het onbekend blijven van de dader betreft. Immers, voor deze laatste vorm van sepot bepaalt artikel 31bis, § 1, 3°, tweede lid, van de wet van 1 augustus 1985 expliciet dat de Commissie kan oordelen dat het voldoende is dat de verzoeker klacht heeft ingediend of de hoedanigheid van benadeelde persoon heeft aangenomen. M.a.w. in de hypothese van een sepot wegens onbekende dader stelt zich niet de problematiek die het voorwerp uitmaakt van de prejudiciële vraag.

...

e) beoordeling door de Commissie

wat vraag a betreft

In toepassing van de wet behoort het tot de vaste rechtspraak van de Commissie een verzoekschrift onontvankelijk te verklaren indien, na sepot door het Parket, een burgerlijke procedure werd opgestart, zonder dat er een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing met betrekking tot de strafvordering voorhanden is.

Met betrekking tot de voorliggende problematiek inzake de voorgehouden ongelijke behandeling tussen personen die na een strafrechtelijk sepot door het Openbaar Ministerie een strafprocedure dan wel een burgerlijke procedure starten, dient opgemerkt dat de ongelijkheid niet uit de wet voortvloeit, doch uit de vrije keuze van het slachtoffer, die na een strafrechtelijk sepot niet verplicht is burgerlijk te dagvaarden, doch nog steeds de mogelijkheid heeft om de dader rechtstreeks voor de strafrechter te dagvaarden. Bovendien is het van belang te benadrukken dat de toegang tot de Commissie voorbehouden is aan de slachtoffers van opzettelijke gewelddaden en het is met name door een in kracht van gewijsde gegaan vonnis van de strafrechter dat *erga*

omnes komt vast te staan of een bepaald persoon zich aan een strafbaar feit schuldig heeft gemaakt.

De Commissie stelt vast dat het frequent voorkomt dat slachtoffers van opzettelijke gewelddaden, na sepot van het strafdossier door het Openbaar Ministerie, opteren voor een burgerlijke procedure (en niet voor een rechtstreekse dagvaarding voor de strafrechter), waardoor deze categorie van slachtoffers niet in aanmerking komt voor financiële hulp door de Commissie. Hiermee rekening houdend, alsook met het standpunt van verzoeker en de motivering die terzake wordt gegeven, komt het de Commissie aangewezen voor vraag a voor te leggen aan het Arbitragehof.

wat vraag b betreft

Er moet benadrukt worden dat in geval van onmogelijkheid tot strafrechtelijke vervolging (bijv. ingeval van minderjarigheid van de dader) of bij verval van de strafvordering (bijv. ingeval van overlijden van de dader vooraleer de zaak voor de strafrechter werd aanhangig gemaakt) het slachtoffer zich geplaagd ziet in een hem niet-toerekenbare onmogelijkheid om een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering te bekomen. De gevestigde rechtspraak van de Commissie aanvaardt in die hypothese dan ook overmacht in hoofde van het slachtoffer, zodat het ontbreken van een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering geen ontvankelijkheidsprobleem oplevert.

Aangezien deze uitzondering (situatie van overmacht in geval van juridische onmogelijkheid van een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering) op de ontvankelijkheidsvoorwaarden vermeld in artikel 31^{bis} van de wet niet als dusdanig voortvloeit uit de wettekst zelf doch uit de rechtspraak van de Commissie en de door haar geapprecieerde concretisering van het begrip 'overmacht', meent de Commissie dat vraag b niet aan het Arbitragehof moet worden voorgelegd.

...

Schort de uitspraak op en stelt aan het Arbitragehof de volgende prejudiciële vraag:

Schendt artikel 3 van de 'wet van 26 maart 2003 houdende de voorwaarden waaronder de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden een hulp kan toekennen', dat artikel 31^{bis}, § 1, 3^o, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen heeft ingevoerd, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, door :

een persoon, die het slachtoffer werd van een opzettelijke gewelddaad en die na strafrechtelijk sepot door het Openbaar Ministerie een vordering tot schadevergoeding instelde door dagvaarding voor de burgerlijke rechtbank, van financiële hulp door de Commissie uit te sluiten, terwijl een persoon, die het slachtoffer werd van een opzettelijke gewelddaad en die na strafrechtelijk sepot door het Openbaar Ministerie een vordering tot schadevergoeding instelde door middel van een burgerlijke partijstelling

of een rechtstreekse dagvaarding voor de strafrechter, wel een financiële hulp door de Commissie kan bekomen.

[Pendant la réunion des chambres réunies du 20 mars 2006 le Président de la Commission a estimé qu'il était souhaitable, en attente d'un arrêt de la Cour Constitutionnelle (ex-Cour d'Arbitrage) de suspendre les dossiers qui concernent les mêmes problématiques.]

Le 13 décembre 2006 la Cour Constitutionnelle (ex-Cour d'Arbitrage) a rendu l'arrêt n° 196/2006 (M.B., 9 février 2007). Dans cet arrêt la Cour ne répond pas uniquement à la question posée par la Commission mais répond aussi à une question préjudicielle posée par le Conseil d'Etat et relative à l'article 34, § 2, troisième alinéa, de la loi du 1er août 1985.

B.5. La différence de traitement dénoncée dans la question préjudicielle posée par le Conseil d'Etat repose sur un critère objectif : l'existence, ou non, d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée ou d'une décision de la juridiction d'instruction. La Cour doit toutefois examiner si cette différence de traitement est raisonnablement justifiée par rapport aux objectifs prédécrits.

B.6. Dès lors que le droit commun permet aux victimes de délits de choisir entre la voie pénale ou la voie civile pour obtenir la réparation du dommage qu'elles ont subi, puisque le législateur a entendu mettre en place un système de solidarité collective en assurant l'intervention financière de l'Etat lorsque la victime n'a pas pu obtenir la réparation intégrale de son préjudice dans le cadre de l'action ainsi intentée, l'exigence d'une décision juridictionnelle sur l'action publique n'est pas raisonnablement justifiée par rapport à l'objectif prédécrit. En effet, nombreux sont les motifs qui peuvent justifier que l'action publique n'ait pu aboutir à pareille décision, soit que l'action publique était éteinte, soit que l'auteur n'aurait pu être pénalement poursuivi.

Alors que le législateur souhaitait étendre les possibilités de recourir à l'aide de la Commission aux victimes qui ont introduit une action devant les juridictions civiles, l'exigence d'une décision sur l'action publique telle qu'elle a été maintenue à l'article 34, § 2, alinéa 3, de la loi, a pour effet de restreindre la liberté de choix qui doit en principe être garantie à ces victimes entre l'action publique et l'action civile, celles-ci pouvant craindre qu'en l'absence de décision sur l'action publique, elles ne puissent plus recourir à l'intervention éventuelle de la Commission.

En outre, en prenant l'initiative d'une procédure en réparation devant le juge civil, la victime démontre à suffisance sa volonté d'obtenir la réparation de son préjudice. Une telle action est de nature à garantir le caractère subsidiaire de l'aide accordée par la Commission, tel qu'il découle de l'article 31, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la loi.

L'intervention d'un juge civil appelé à apprécier la responsabilité de l'auteur du dommage est tout autant de nature à garantir le sérieux de la demande introduite par la victime auprès de la Commission.

B.7. Il résulte de ce qui précède que la différence de traitement mentionnée dans la question préjudicielle n'est pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

...

B.10. En permettant à la victime d'un acte intentionnel de violence d'introduire une demande auprès de la Commission, après classement pénal par le ministère public de son dossier, dès lors qu'elle a postérieurement intenté une action en dommages et intérêts par la voie d'une constitution de partie civile ou d'une citation directe, alors que la victime qui dans l'hypothèse identique d'un classement sans suite réclame une réparation au civil s'en trouve exclue, la disposition incriminée a pour effet de rendre inexistant le choix dont devrait en principe disposer toute victime entre la voie pénale ou la voie civile pour obtenir la réparation de son dommage et de lui imposer la voie pénale pour s'assurer d'un recours possible à l'intervention éventuelle de la Commission.

Compte tenu du fait que l'article 31bis inséré dans la loi du 1er août 1985 par l'article 3 de la loi du 26 mars 2003 n'a pas modifié l'exigence d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée sur l'action publique ou d'une décision d'une juridiction d'instruction préalablement à la demande d'intervention de la Commission, et qu'aucune des déclarations qui ont précédé son adoption ne permet de justifier davantage cette exigence, la Cour constate, pour des motifs identiques à ceux indiqués en B.5, que la différence de traitement mentionnée dans la seconde question préjudicielle n'est pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

Par ces motifs,
la Cour
dit pour droit :

- L'article 34, § 2, alinéa 3, de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, complété par la loi du 18 février 1997 « modifiant, en ce qui concerne l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres », viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il ne permet pas à la victime qui a choisi de recourir à la procédure civile d'introduire une demande d'aide auprès de la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, lorsque l'action publique n'a pas été exercée.
- L'article 3 de la loi du 26 mars 2003 « portant les conditions auxquelles la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence peut octroyer une aide », qui a inséré un article 31bis, 3°, alinéa 1er, dans la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il ne permet pas à la victime qui a choisi de recourir à la procédure civile d'introduire une demande d'aide auprès de la Commission pour l'aide aux victimes

d'actes intentionnels de violence, lorsque l'action publique a été classée sans suite par le ministère public.

M50369 (2007)

De Commissie nam kennis van de stukken, onder meer van:

- de beslissing van Vijfde kamer van de Commissie d.d. 15 februari 2006, waarbij de uitspraak werd opgeschort en aan het Arbitragehof de prejudiciële vraag werd gesteld of artikel 3 van de 'wet van 26 maart 2003 houdende de voorwaarden waaronder de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden een hulp kan toekennen', dat een artikel 31bis, § 1, 3°, eerste lid, in de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen heeft ingevoegd, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt;
- het arrest nr. 196/2006 d.d. 13 december 2006 waarin het Arbitragehof voor recht zegt dat voormeld artikel 3 van de wet van 26 maart 2003 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt doordat het het slachtoffer dat gekozen heeft voor de burgerlijke procedure, niet toestaat een verzoek om hulp in te dienen bij de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden, wanneer de strafvordering door het openbaar ministerie werd geseponeerd;

...

A. Ontvankelijkheid

Uit het dossier zoals het door verzoeker bij de Commissie werd ingediend blijkt dat het strafdossier betreffende de opzettelijke gewelddaad waarvan verzoeker tijdens de nacht van 19 februari 1999 het slachtoffer werd, door de procureur des Konings te Kortrijk geseponeerd werd, waarna verzoeker ervoor gekozen heeft om, eerder dan een rechterlijke beslissing over de strafvordering uit te lokken, een procedure voor de bevoegde burgerlijke rechtbank te starten.

Na in zijn vonnis d.d. 6 januari 2003 de dader verantwoordelijk te hebben verklaard voor de feiten, heeft de Rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk deze dader bij vonnis d.d. 31 januari 2005 veroordeeld tot betaling van een schadevergoeding aan de heer M. Verzoeker lijkt aldus niet te voldoen aan de ontvankelijkheidsvoorwaarde geformuleerd in artikel 31bis, § 1, 3°, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985.

Evenwel heeft het Arbitragehof bij arrest nr. 196/2006 van 13 december 2006 voor recht gezegd dat artikel 31bis, § 1, 3°, eerste lid, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt doordat het een slachtoffer, dat ervoor gekozen heeft om de weg van de burgerlijke procedure te bewandelen, niet toestaat een hulpverzoek tot de Commissie te richten wanneer de strafprocedure afgesloten werd door een sepotbeslissing van het openbaar ministerie.

In afwachting van een aanpassing van de wet, hoort de Commissie zich te richten naar voormeld arrest van het Arbitragehof.

Nu ook aan de overige ontvankelijkheidsvoorwaarden is voldaan, dient het verzoek als ontvankelijk beschouwd te worden.

JU 35 le délai

- la Cour Constitutionnelle
- le Conseil d'Etat
- requête tardive
- requête tardive: jour du jugement
- requête tardive: décision sur les intérêts civils
- requête tardive: aide urgente suit la logique de l'aide principale
- requête tardive: abus sexuel sur mineurs d'âge
- requête tardive: décision définitive manquante
- requête tardive: décès de l'auteur
- requête tardive: faute du conseil précédent
- requête introduite prématurément

la Cour Constitutionnelle

M70168 (2008)

De strafrechtelijke veroordeling dateert van 23 juli 2001. Er is geen later vonnis over de burgerlijke belangen. De raadsman van de verzoeker meldt dat hij, vijf jaar later, nl. op 29 juni 2006, een conclusie opmaakte ter activatie voor de rechtbank.

De vertegenwoordiger van de Minister vraagt het verzoek wegens laattijdigheid af te wijzen, omdat er geen latere rechterlijke beslissing is over de burgerlijke belangen. De verzoeker meent dat de termijn (voorzien in art. 31bis, § 1, 4°) begrepen moet worden als een termijn lopende vanaf de definitieve uitspraak, zowel op strafrechtelijk als op burgerrechtelijk gebied en dat de wetgever bezwaarlijk aan eenzelfde termijn 2 onderscheiden betekenissen kan hebben willen geven.

De Commissie merkt op dat de wettekst duidelijk is: enerzijds is er sprake van de dag waarop definitief uitspraak is gedaan over de strafvordering en anderzijds van dag, indien deze van latere datum is, waarop uitspraak is gedaan over de burgerlijke belangen.

Inzake de uitspraak over de burgerlijke belangen eist de wetgever enerzijds niet dat deze uitspraak definitief is en anderzijds wordt er wel vereist, indien deze datum dienstig moet zijn als aanvangspunt van de vervaltermijn, dat deze uitspraak van latere datum is.

Wanneer de bodemrechter zich definitief uitspreekt over de strafvordering neemt de vervaltermijn van drie jaar een aanvang op de datum van deze uitspraak. Slechts wanneer er later een uitspraak (al dan niet definitief) tussenkomt over de burgerlijke belangen, krijgt het slachtoffer het voordeel van een nieuwe vervaltermijn.

In de gegeven omstandigheden kan de Commissie dan ook niets anders dan het verzoek van als niet ontvankelijk afwijzen.

[Le Conseil d'Etat a posé une question préjudicielle à la Cour Constitutionnelle (arrêt n° 186.995 du 13 octobre 2008).

Par arrêt n° 137/2009 du 17 septembre 2009 la Cour a dit pour droit que l'article 31bis, § 1^{er}, 4°, de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il ne permet pas à la victime d'actes intentionnels de violence de saisir la Commission instituée par cette loi d'une demande d'aide financière dans un délai de trois ans à compter du moment où elle a connaissance du décès de l'auteur et de la renonciation à la succession de celui-ci par ses héritiers, alors qu'il a été statué définitivement sur l'action publique et accordé une indemnité provisionnelle sur le plan civil et qu'il n'est pas statué ultérieurement sur les intérêts civils.]

le Conseil d'Etat

Voir l'arrêt n° 151.648 du 23 novembre 2005 du Conseil d'Etat dans l'affaire 98091 (2000)

Considérant que le requérant a été victime, entre le 17 et le 20 septembre 1991, de faits constitutifs de séquestration ainsi que d'extorsion de fonds et d'objets mobiliers, commis par A et S; que par un jugement prononcé le 1^{er} décembre 1994, le tribunal correctionnel de Liège a condamné les prénommés à des peines de prison et à indemniser le requérant à concurrence de 66.000 francs solidairement et de 40.000 francs à charge de A, majorés des intérêts légaux et judiciaires depuis le 20 septembre 1991; que ce jugement n'a pas fait l'objet d'un appel et est donc passé en force de chose jugée le 17 décembre 1994; qu'il a été signifié à A et S le 8 novembre 1996; que le 30 janvier 1998, l'huissier de justice instrumentant a établi un constat d'insolvabilité à l'égard d'A;

Considérant que, par une lettre du 6 février 1998, le requérant a introduit auprès de la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence une demande d'aide d'un montant de 401.000 francs; que le 17 mai, ladite Commission a déclaré cette demande irrecevable;

Considérant que le requérant prend un moyen unique de l' "abus d'autorité ou de pouvoir"; qu'il fait valoir que la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence interprète de manière trop restrictive l'article 34, § 3, de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres;

que selon lui, dès lors qu'il résulte de l'article 31 de la loi que l'aide n'est attribuée que si la réparation du préjudice ne paraît pas pouvoir être assurée de manière effective et suffisante par d'autres moyens, tels que le paiement de dommages-intérêts, la victime doit, avant d'introduire sa requête, recourir à d'autres moyens de dédommagement; qu'il expose que durant les trois années qui ont suivi la décision du tribunal correctionnel, l'huissier de justice a tenté d'en obtenir l'exécution et que ce n'est que le 30 janvier 1998 qu'a été établi un constat d'insolvabilité;

que le requérant soutient que, ayant été contraint d'attendre le résultat de la mission confiée à l'huissier de justice, il n'a pu introduire sa requête auprès de la Commission dans le délai prescrit par l'article 34, § 3, de la loi du 1er août 1985 et qu'il s'est donc trouvé dans une situation de force majeure, qui, estime-t-il, "doit l'emporter sur la forclusion édictée par l'article 34, § 3, de la loi";

Considérant que le délai dans lequel peut être introduite une demande d'aide auprès de la Commission d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence est déterminé par l'article 34, § 3, de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, qui, dans sa version applicable au présent litige, dispose comme suit:

" A peine de forclusion, la demande d'aide doit être présentée dans le délai de trois ans à compter, selon le cas, soit du jour où il aura été statué sur l'action publique par une décision passée en force de chose jugée, soit de la décision de la juridiction d'instruction.

Si la victime, après avoir obtenu une décision passée en force de chose jugée en matière répressive, obtient une décision judiciaire sur les intérêts civils, le délai de forclusion prend cours le jour où la décision sur les intérêts civils est coulée en force de chose jugée.";

Considérant que cette disposition est claire et précise; que le point de départ du délai est en tout état de cause soit la décision judiciaire, passée en force de chose jugée, statuant sur l'action publique ou sur les intérêts civils, soit la décision de la juridiction d'instruction lorsque l'auteur de l'acte ne peut être poursuivi ou condamné;

que la connaissance, par le demandeur d'aide, de l'état d'insolvabilité de l'auteur de l'acte de violence est sans effet tant sur le point de départ du délai, qui, en l'espèce, est donc le 17 décembre 1997, que sur la durée de celui-ci;

qu'il est certes exact que, selon l'article 31, § 1er, de la loi précitée, tel qu'il est rédigé avant sa modification par la loi du 26 mars 2003, l'aide ne peut être accordée que si, notamment, "la réparation du préjudice ne paraît pas pouvoir être assurée de façon effective et suffisante par d'autres moyens, tels que le paiement de dommages-intérêts par le délinquant (...)" ;

qu'il s'agit toutefois d'une condition de fond;

que l'article 34, § 4, permet à la Commission de procéder ou de faire procéder à toutes investigations utiles en vue notamment de vérifier la solvabilité de l'auteur de l'acte intentionnel de violence;

que c'est à tort que le requérant soutient qu'il était contraint d'attendre, pour introduire sa demande, le résultat de la mission confiée à l'huissier de justice et que, ce dernier n'ayant rendu ses conclusions que le 31 janvier 1998, soit plus de trois ans après le point de départ du délai de forclusion fixé par l'article 34, § 3, il s'est trouvé dans un cas de force majeure;

qu'en effet, cette circonstance ne l'empêchait pas d'introduire sa demande dans ledit délai; que le moyen n'est pas fondé,

requête tardive

99411 (2007)

De laatste beslissing in dit dossier dateert reeds van 14 april 2000, terwijl verzoekster haar verzoekschrift op het secretariaat van de Commissie neerlegde op 24 mei 2004.

Aldus is er meer dan 3 jaar verstreken.

De Commissie kan dan ook niets anders dan te besluiten dat het verzoekschrift niet ontvankelijk is.

De Commissie is zich echter evenwel terdege bewust van het ernstig karakter van de feiten waarvan verzoekster het slachtoffer werd, de gevolgen die deze ontegensprekelijk hebben voor haar en de inspanningen die verzoekster zich getroostte om haar schade vergoed te zien.

M2190 (2005)

que par jugement civil du 09 février 1999, le Tribunal de ... condamne les prévenus in solidum à payer la somme de 207.640 BEF.

que le requérant a introduit sa requête au Secrétariat de la Commission en date 25 mars 2002,

que la loi prévoit que la requête doit être présentée dans les 3 ans à compter, soit du jour où il aura été statué sur l'action publique par une décision passée en force de chose jugée, soit de la décision de la juridiction d'instruction. Si la victime, après avoir obtenu une décision passée en force de chose jugée en matière répressive, obtient une décision judiciaire sur les intérêts civils, le délai de forclusion prend cours dès le jour où la décision sur les intérêts civils est coulée en force de chose jugée;

que la Commission est tenue par la législation en vigueur en matière d'aide aux victimes et déclare la demande irrecevable.

[Cette décision a été cassée par arrêt n° 183.415 du 27 mai 2008 du Conseil d'Etat.]

Considérant que l'article 30 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat dispose, en son § 3, que la section administrative peut annuler l'acte ou le règlement si la partie adverse ou celui qui a intérêt au règlement du litige n'introduit aucune demande de poursuite de la procédure ...

Considérant que la partie adverse n'a pas réagi dans le délai imparti ...

[En 2008 une nouvelle décision a été prise.]

En l'espèce, le tribunal de première instance Liège a rendu un jugement en date du 9/2/1999 et la requête a été introduite en date du 25/3/2002, soit plus de trois ans après ledit jugement .

Compte tenu de ce qui précède, la Commission estime que la demande ne satisfait pas au prescrit de l'article 31 bis, 4° de la loi du 1/8/1985 et qu'il y a lieu de la déclarer irrecevable.

M41022 (2006)

Le jugement du 02/09/1997 est passé en force de chose jugée en ce qui concerne les deux auteurs des faits V et F.

Le requérant introduit sa demande le 08/10/2004, soit plus de 3 ans après le jugement passé en force de chose jugée. La Commission ne nie pas le dommage subi par le requérant suite aux faits mais elle est tenue par les prescriptions légales en vigueur.

[Le recours en cassation a été rejeté par arrêt n° 183.551 du 29 mai 2008.]

M50060 (2005)

het verzoekschrift van 12 januari 2005, neergelegd op het secretariaat van de Commissie op 17 januari 2005 waarbij de verzoekster toekenning heeft gevraagd van een hulp van € 15.000,00;

...

het zittingsblad van de zitting van de Commissie van 19 oktober 2005 waarbij de zaak voor onbepaalde tijd werd uitgesteld om verzoekster in staat te stellen aan het secretariaat van de Commissie uitsluitel te geven over het gevolg voorbehouden aan de procedure voor de Raad van State;

...

Op 21 juni 1997 werd verzoekster te Brugge onder bedreiging van een revolver beroofd, in elkaar geslagen, verkracht en bijna gewurgd.

Diezelfde dag legde verzoekster klacht neer bij de politie te Brugge.

Bij beschikking van de Raadkamer te Brugge d.d. 2 oktober 1998 werd tot buitenvervolgung beslist, gezien men de dader niet wist te vinden.

Op 23 april 2002 legde verzoekster een verzoekschrift neer op het secretariaat van de Commissie, waarbij zij de toekenning vroeg van een hulp van € 15.000,00.

Op 2 december 2002 werd door verzoekster een nieuwe klacht met burgerlijke partijstelling neergelegd voor de Onderzoeksrechter te Brugge, wegens dezelfde feiten lastens onbekenden, naar aanleiding van het gegeven dat verzoekster meende de dader te hebben herkend.

Bij beschikking van de Raadkamer te Brugge d.d. 14 januari 2004 werd opnieuw tot buitenvervolginstelling beslist daar de dader niet kon geïdentificeerd worden.

Bij beslissing d.d. 19 augustus 2003 stelde de Commissie dat er zich een ontvankelijkheidsprobleem stelde, daar de termijn voor indiening van het verzoekschrift verjaard is:

“De beschikking van de Raadkamer dateert van 2 oktober 1998. De uiterste datum voor het indienen van een verzoekschrift was bijgevolg 3 oktober 2001 (art. 53 Gerechtelijk Wetboek). Het verzoekschrift werd echter pas neergelegd op het secretariaat van de Commissie op 23 april 2002”.

De Commissie besliste dat het verzoekschrift onontvankelijk was.

Tegen voormelde beslissing heeft verzoekster bij de Raad van State een verzoekschrift ingediend tot vernietiging.

Op de zitting van de Commissie van 19 oktober 2005 besliste de Commissie de zaak voor onbepaalde tijd uit te stellen om verzoekster in staat te stellen aan het secretariaat van de Commissie uitsluitel te geven over het gevolg voorbehouden aan de procedure voor de Raad van State.

[La victime s'est désistée dans la procédure devant le Conseil d'Etat (arrêt n° 155.234 du 20 février 2006). En 2006 une aide financière a été allouée.]

M50795 (2006)

In de onderhavige zaak dateert de beschikking van de Raadkamer te Tongeren van 9 januari 1996. Het verzoekschrift werd bij de Commissie pas ingediend op 29 augustus 2005, d.i. meer dan negen jaar na de beslissing van het onderzoeksgerecht.

Gelet op de laattijdige indiening ervan, stelde de verslaggeefster in haar verslag, hierin bijgetreden door de afgevaardigde van de Minister van Justitie in zijn advies, dat het verzoek als onontvankelijk diende te worden afgewezen.

In zijn memorie d.d. 23 december 2005 en zijn mondelinge toelichting verstrekt ter zitting van 7 februari 2006, wijst de raadsman van verzoekster er op dat zijn cliënte zich, ingevolge de zelfmoord van de dader kort na de feiten, niet burgerlijke partij heeft kunnen stellen bij de onderzoeksrechter. De raadsman verwijst vervolgens naar gevestigde rechtspraak van de Commissie, naar luid waarvan het overlijden van de dader kort na de feiten als een geval van

overmacht wordt aanvaard voor het niet stellen van burgerlijke partij, en concludeert hieruit dat het verzoek toch ontvankelijk moet verklaard worden.

De Commissie is van oordeel dat de door de raadsman aangehaalde rechtspraak van de Commissie op de onderhavige casus geen toepassing kan vinden. In casu ligt er immers een beslissing van een onderzoeksgerecht voor, en in die hypothese moet toepassing gemaakt worden van artikel 31^{bis}, § 1, 4^o van de wet (hoger geciteerd).

Nu moet vastgesteld worden dat het verzoek bij de Commissie niet binnen de drie jaar na de beslissing van het onderzoeksgerecht (Raadkamer te Tongeren) werd ingediend, ziet de Commissie zich genoodzaakt om het verzoek als onontvankelijk af te wijzen.

De Commissie wenst evenwel te benadrukken dat de afwijzing van het verzoek louter op juridisch-technische gronden berust en geenszins een miskennis inhoudt van het zwaar moreel leed dat aan verzoekster ongetwijfeld werd toegebracht ingevolge het overlijden van haar moeder in omstandigheden die met gruwel gepaard gingen en waarvan de Commissie met afschuw kennis nam. De Commissie wenst verzoekster sterkte toe bij het verwerken van de feiten.

requête tardive: jour du jugement

M50022 (2005)

De Commissie dient te onderzoeken of aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden is voldaan ; één van deze voorwaarden betreft de termijn waarbinnen het verzoekschrift dient te worden ingediend. Deze termijn wordt bepaald in artikel 31^{bis}, §1, lid 4 van de wet van 1 augustus 1985 dat luidt:

”Het verzoek is binnen drie jaar ingediend. De termijn loopt, naargelang het geval, vanaf de eerste beslissing tot seponering, de beslissing van het onderzoeksgerecht, de dag waarop definitief uitspraak is gedaan over de strafvordering of de dag, indien deze van latere datum is, waarop uitspraak is gedaan over de burgerlijke belangen.”

Artikel 48 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek zijn in deze van toepassing; met betrekking tot de vervaltermijnen bepaalt artikel 50 alinea 1 *“De termijnen, op straffe van verval gesteld, mogen niet worden verkort of verlengd, zelfs met instemming van partijen, tenzij dat verval gedekt is onder de omstandigheden bij de wet bepaald”*.

Verder bepaalt artikel 52 de wijze van berekening van de termijn en bepaalt artikel 53 dat de vervaldag in de termijn is inbegrepen, maar voorziet uitdrukkelijk in een verplaatsing op de eerstvolgende werkdag indien de vervaldag een zaterdag, een zondag of een feestdag is.

In onderhavige zaak is de eindbeslissing op strafgebied een vonnis van de Correctionele rechtbank te Kortrijk d.d. 24 december 2001; de “dies a quo”

is bijgevolg 25 december 2001 en de dies “ad quem” is 25 december 2004 om middernacht terwijl luidens de inkomstempel het verzoekschrift werd ontvangen op het secretariaat van de commissie op 7 januari 2005.

In zijn reactie, neergelegd op het secretariaat van de Commissie op 23 maart 2005, stelt de raadsman van verzoeker dat het vonnis van de Correctionele rechtbank, in casu op tegenspraak gewezen op 24 december 2001, slechts in kracht van gewijsde is gegaan op 9 januari 2002, dit is na afloop van de termijn van 15 dagen voor hoger beroep, en dat derhalve het verzoekschrift wel degelijk tijdig werd ingediend.

Deze stelling wordt duidelijk weerlegd door de tekst van de wet zelf; het hoger geciteerde artikel 31bis §1, lid 4 van de wet van 1 augustus 1985 stelt duidelijk de dag, waarop de op straffe van verval gestelde termijn begint te lopen, vast als “..de dag waarop definitief uitspraak is gedaan over de strafvordering”. De wetgever zelf heeft dus ondubbelzinnig de dag van de uitspraak als vertrekdatum voor de berekening van de termijn vastgelegd.

De Commissie kan dan ook niets anders dan te besluiten dat het verzoekschrift onontvankelijk is.

De Commissie is zich echter evenwel terdege bewust van het ernstig karakter van de feiten waarvan verzoeker het slachtoffer werd, de gevolgen die deze ontegensprekelijk hebben voor hem en de inspanningen die verzoeker zich getrooste om zijn schade vergoed te zien.

[Le recours en cassation a été rejeté par arrêt n° 167.202 du 29 janvier 2007.]

M6130 (2009)

- de ce que le conseil de la requérante précisait en Janvier 2007, pour justifier du caractère recevable de sa requête, que le jugement du Tribunal Correctionnel d’Arlon et l’Arrêt de la Cour d’Appel de Liège n’étaient pas définitifs dès lors qu’ils étaient prononcés par défaut. La signification du jugement n’a pu être faite que le 8 septembre 2006, l’auteur n’ayant pu être retrouvé avant cette date faute de domicile connu ;
- de ce que cependant la Commission constate que les jugements du Tribunal Correctionnel de Liège et l’Arrêt de la Cour d’Appel de Liège mentionnés plus haut ont été rendus contradictoirement à l’égard de la partie civile ;
- de ce que dès lors la Commission considère que le délai légal pour introduire la requête n’a pas été respecté ;
- de ce que la requête est irrecevable.

M70652 (2008)

3. In het kader van een internering zetelt de raadkamer (en a fortiori de kamer van inbeschuldigingstelling) als vonnisgerecht. Overeenkomstig artikel 11, lid 2 W.B.M. doet de raadkamer, wanneer zij zetelt als vonnisgerecht en de burgerlijke rechtsvordering bij haar aanhangig is gemaakt, ook uitspraak over deze burgerlijke vordering.

Gelet op artikel 31 W.B.M., dat verwijst naar de procesregels van het gemeen recht, behoudens afwijking in de wet, kan het appelrecht van de burgerlijke partij tegen de beslissing van de raadkamer zetelend als vonnisgerecht, worden gesteund op artikel 202 Sv. Het instellen van hoger beroep geschiedt door een verklaring ter griffie van de correctionele rechtbank, door de inverdenkinggestelde of de burgerlijke partij, uiterlijk vijftien dagen na de dag van de uitspraak en, indien de beschikking bij verstek is geweest, vijftien dagen na de betekening ervan (R. Verstraeten, Handboek Strafvordering, Maklu, 2003, p. 484, nr. 1131).

Met betrekking tot de rechtsmiddelen en termijnen wanneer de kamer van inbeschuldigingstelling zetelt als vonnisgerecht merkt Verstraeten op dat de termijn voor een cassatieberoep vijftien dagen bedraagt vanaf de uitspraak (R. Verstraeten, o.c., nr. 1229).

4. De verzoekster merkt op dat zij genoodzaakt was om het arrest van 1 april 2004 van de kamer van inbeschuldigingstelling te Gent te laten betekenen, alvorens dit arrest definitief kon worden. Het arrest werd betekend op 13 mei 2006, zodat dit arrest slechts op 13 augustus 2006 definitief geworden is. Zij stelt dat het verzoekschrift dateert van 16 juli 2007 zodat dit binnen het jaar na het definitief worden van het arrest werd ingediend en aldus tijdig. Zij verwijst hierbij naar een uitspraak van de Commissie van 2002 in de zaak met rolnummer MM361.

5. De Commissie merkt op dat de door de verzoekster geciteerde beslissing van 2002 steunde op het op dat moment van kracht zijnde artikel 34, § 3 :

“§ 3. Het verzoek tot hulp moet op straffe van verval worden ingediend binnen drie jaar te rekenen, naargelang van het geval, ofwel van de dag waarop bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing uitspraak is gedaan over de strafvordering, ofwel vanaf de beslissing van het onderzoeksgerecht. Indien het slachtoffer, na het bekomen van een in kracht van gewijsde gegane beslissing over de strafvordering, een beslissing over de burgerlijke belangen bekomt, neemt de vervaltermijn een aanvang op de dag waarop door een in kracht van gewijsde gegane beslissing is uitspraak gedaan over de burgerlijke belangen.”

6. De ontvankelijkheid van een vordering dient beoordeeld te worden aan de hand van de regelgeving die van toepassing was op het ogenblik van het indienen van het verzoekschrift.

7. Het relevant artikel 31bis, § 1, 4°, van de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen (ingevoegd door artikel 3 van de wet van 26 maart 2003 houdende de voorwaarden waaronder de commissie voor financiële hulp aan slachtoffer van opzettelijke gewelddaden een hulp kan toekennen, B.S., 22 mei 2005) luidt als volgt:

“Het verzoek is binnen drie jaar ingediend. De termijn loopt, naargelang het geval, vanaf de eerste beslissing tot seponering, de beslissing van het onderzoeksgerecht, de dag waarop definitief uitspraak is gedaan over de strafvordering of de dag, indien deze van latere datum is, waarop uitspraak is gedaan over de burgerlijke belangen.”

8. In haar reactie, neergelegd op het secretariaat van de Commissie op 22 januari 2008, stelt de raadsman van verzoekster dat het arrest van de K.I. slechts op 13 augustus 2006 definitief geworden is en dat derhalve het verzoekschrift wel degelijk tijdig werd ingediend (zie punt 4 hierboven).

9. Deze stelling wordt duidelijk weerlegd door de tekst van de wet zelf; het in punt 7 hierboven geciteerde artikel 31bis §1, lid 4 van de wet van 1 augustus 1985 stelt duidelijk de dag, waarop de op straffe van verval gestelde termijn begint te lopen, vast als “... de dag, indien deze van latere datum is, waarop uitspraak is gedaan over de burgerlijke belangen”.

De wetgever zelf heeft ondubbelzinnig de dag van de uitspraak als vertrekdatum voor de berekening van de termijn vastgelegd en niet de dag waarop de desbetreffende beslissing kracht van gewijsde bekomen heeft.

10. Op 21 februari 1997 werd de internering door de Kamer van Inbeschuldigingstelling te Gent bevestigd. Op 1 april 2004 veroordeelde de Kamer van Inbeschuldigingstelling C tot het betalen van een schadevergoeding. Het verzoekschrift werd op 17 juli 2007 neergelegd. Het arrest van de K.I. dateert van 1 april 2004 en het verzoekschrift werd pas op 17 juli 2007 neergelegd, dus meer dan drie jaar en drie maand later.

11. De Commissie kan dan ook niets anders dan het verzoek, wegens laattijdigheid, als niet ontvankelijk af te wijzen.

[Le recours en cassation a été déclaré partiellement fondé par ordonnance n° 3.283 du 27 août 2008 et rejeté par arrêt n° 192.858 du 30 avril 2009.]

M80462 (2008)

Er wordt vastgesteld dat het verzoekschrift werd neergelegd op 23 april 2008, terwijl de definitieve uitspraak dateert van 21 april 2005. Er is meer dan 3 jaar verstreken.

Aldus werd het verzoekschrift laattijdig neergelegd.

[Le recours en cassation a été déclaré inadmissible par ordonnance n° 3.715 du 6 janvier 2009.]

M80818 (2009)

A. Data en vaststellingen

Bij arrest van het Hof van Assisen van de provincie Oost-Vlaanderen van 14 mei 2004 werd op strafrechtelijk vlak een beslissing genomen. Op 14 maart 2005 werd de morele schade van de verzoeker begroot en aldus definitief uitspraak gedaan over de burgerlijke belangen van de verzoeker. Bij arrest van het Hof van Assisen van de provincie Oost-Vlaanderen van 18 september 2007 werd evenwel niet meer beslist over de schade van de verzoeker, doch werd er een beslissing geveld over de schade van de ex-echtgenote van de verzoeker, die zij opgelopen had als rechtstreeks slachtoffer.

De verzoeker heeft zijn verzoekschrift op 8 augustus 2008 neergelegd.

...

C. Beoordeling

1. De verzoeker merkt op: *“Gelet op hetgeen supra werd uiteengezet (...) is het zeer duidelijk dat er pas op definitieve wijze uitspraak is gedaan over de burgerlijke belangen bij het eindarrest van het Hof van Assisen d.d. 18 september 2007, en dit ten overstaan van alle burgerlijke partijen. Dit arrest had immers repercussies t.a.v. allen van hen: slechts wanneer duidelijk was welke schadevergoeding mevrouw T toegekend kreeg, kon worden uitgemaakt welk deel elk van hen zou ontvangen van het bedrag dat beschikbaar was op grond van het uitvoerend onroerend beslag.*

Elk van de burgerlijke partijen, verzoeker inclus, kon dus ten vroegste zijn definitieve schadebegroting voor het Fonds formuleren na dit arrest. Desbetreffend arrest dient dan ook te worden beschouwd als het enige definitieve arrest op vlak van de burgerlijke belangen. Hoewel verzoeker niet in de beroepsprocedure was betrokken, had zij onvermijdelijk gevolgen op zijn juridisch gekwalificeerde situatie als burgerlijke partij. Verzoeker kon immers geen enkele daad van recuperatie stellen tot na desbetreffend arrest.

De wettelijke termijn van 3 jaar begint bijgevolg pas te lopen vanaf de datum van 18 september 2007, waardoor hij verstrijkt op 17 september 2010 en niet op 13 maart 2008.

De termijn vervat in artikel 31 bis §1, 4° is aldus niet verstreken en het door verzoeker ingediende verzoek is niet laattijdig.”

2. Op 14 maart 2005 werd definitief uitspraak gedaan over de burgerlijke belangen van de verzoeker.

3. Artikel 31bis, § 1, 4°, van de wet stelt dat de verjaringstermijn loopt, naargelang het geval, vanaf de dag waarop definitief uitspraak is gedaan over de strafvordering of de dag, indien deze van latere datum is, waarop uitspraak is gedaan over de burgerlijke belangen.

4. Uit dit artikel kan – in tegenstelling tot wat verzoeker in zijn schriftelijke reactie en ook ter zitting stelt - niet afgeleid worden dat de verzoeker, als niet meer in de zaak betrokken partij, diende te wachten op een uitspraak over de burgerlijke belangen van een andere burgerlijke partij.

5. Niets belette de verzoeker aldus om – diligent zijnde – een verzoekschrift tijdig neer te leggen teneinde zijn rechten tegenover het fonds te vrijwaren.

6. Verzoeker verwijst verder naar het artikel 31 bis § 1, 5°, van voornoemde wet, hetgeen stelt dat de schade slechts wordt vergoed zo zij niet afdoende kan worden hersteld door de dader of de burgerlijk aansprakelijke partij, op grond van een stelsel van sociale zekerheid of een private verzekering, noch op enige andere manier:

De tussenkomst van het Fonds is aldus uiterst subsidiair: slechts wanneer op geen enkele andere wijze voldoende en daadwerkelijk herstel mogelijk is komt het Fonds tussen.

Zoals eerder gezegd was er noch voor verzoeker, noch voor één der overige burgerlijke partijen, een mogelijkheid tot het nagaan of deze bepaling was voldaan alvorens zij zekerheid hadden aangaande het deel dat hen zou worden uitbetaald op grond van het uitvoerend onroerend beslag. Slechts dan konden zij een definitieve schadevergoeding begroten en deze overmaken aan het Fonds, wetende dat zij zich hiertoe slechts richtten wanneer alle ander mogelijkheden waren uitgeput.

Verzoeker is bijgevolg enkel en allen diligent te werk gegaan!

Immers, zo verzoeker zijn verzoek tot voldoening van zijn schadevergoeding had ingediend binnen de termijn van drie jaar na het arrest van 14 maart 2005 zou dit onvermijdelijk vóór de uitbetaling van het voormelde bedrag (bekomen door het uitvoerend onroerend beslag) zijn gebeurd. Zijn verzoek zou dus nooit zijn aanvaard door het Fonds aangezien artikel 31 bis §1, 5° niet zou zijn nageleefd, en zou naar alle waarschijnlijkheid zijn afgewezen, minstens uitgesteld tot na de rangregeling door de notaris (en dus na het verstrijken van de termijn van drie jaar na het arrest d.d. 14 maart 2005)!!

Mocht verzoeker zijn aanvraag hebben ingediend binnen de in artikel 31 bis §1, 4° bepaalde termijn, dan zou hij automatisch een inbreuk hebben gemaakt op het artikel 31 bis §1, 5° van dezelfde wet.

Dit laatste artikel bepaalt immers – zoals hogere reeds werd uiteengezet – dat men eerst moet nagaan of de schade op enige andere wijze kan worden vergoed alvorens men een beroep doet op het Fonds.

In casu wist verzoeker pas bij de definitieve rangregeling van de notaris en meer nog bij de definitieve betaling van dit door rangregeling toebedeelde deel, hoeveel geld hij kon recupereren van de heer Elaut.

Het was pas op dit ogenblik dat verzoeker de hoegrootheid van het niet recupereerbare deel van de hem toegewezen schadevergoeding wist en hoeveel hij aldus diende te vragen aan het Fonds.

Verzoeker heeft dan ook alleen maar getracht te handelen in overeenstemming met artikel 31 bis §1, 5° en heeft zijn aanvraag dus pas ingediend na uitbetaling van desbetreffende som.

Verzoeker achtte het aldus aangewezen de weg van de minste weerstand te bewandelen en het het Fonds zo gemakkelijk mogelijk te maken, en zijn aanvraag dus pas in te dienen wanneer deze met zekerheid ontvankelijk zou zijn gelet op het feit dat alle andere mogelijkheden werden uitgeput.

Beide wettelijke bepalingen vertonen enige tegenstrijdigheid; de ene kan niet worden nageleefd zonder de andere te schenden en vice versa, zoals aangetoond supra.

Gelet op het feit dat verzoeker zo diligent mogelijk tewerk is gegaan teneinde te vermijden dat zijn aanvraag onontvankelijk zou worden verklaard, kan op heden niet worden gesteld dat het verzoek dient te worden afgewezen omdat men van oordeel is dat de termijn verstreken is (...) door hantering van een ware hakbijtermijn.

7. In tegenstelling tot wat de verzoeker beweert is er geen tegenstrijdigheid tussen artikel 31bis §1, 4° en 5°. De toepassing van het in artikel 31bis, § 1, 5°, vervatte subsidiariteitsbeginsel is niet van die aard dat het een verzoeker belet om een verzoekschrift neer te leggen vooraleer er zekerheid bestaat over de mogelijkheid om langs een andere weg herstel van de geleden schade te bekomen. Deze zienswijze wordt trouwens gesteund door de in artikel 31bis §1, 3° gebruikte formulering waar er enerzijds een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering vereist wordt en anderzijds slechts het *nastreven* van en niet het bekomen van een schadevergoeding.

8. Er is geen inherente tegenstrijdigheid tussen de bepalingen van artikel 31bis §1, 4° en 5°, in die zin dat er noch juridische noch praktische gronden zijn die een slachtoffer zouden beletten om een verzoekschrift neer te leggen vooraleer er uitsluitel is over de vergoeding van zijn schade via een andere weg.

9. Wel kan de verzoeker gevolgd te worden in zijn zienswijze dat de Commissie moeilijk een beslissing had kunnen vellen vooraleer er een beslissing was over de definitieve rangregeling van de notaris en de betaling van dit door rangregeling toebedeelde deel, en over het bedrag dat hij zou recupereren van de heer Elaut. Doch dit belette hem niet om toch tijdig een verzoek neer te leggen.

10. Het feit dat alle opeenvolgende procedures dermate lange tijd in beslag hebben genomen is geenszins aan verzoeker te wijten, integendeel. Hij heeft er alles aan gedaan de zaken vlotter te doen verlopen, doch de procedure in beroep bij het Hof van Assisen alleen al duurde 2, 5 jaar!

De tijdsduur van betrokken procedures – die allen noodzakelijk waren teneinde en definitieve begroting te maken en te voldoen aan 31 bis § 1, 5° – maakt voor verzoeker dan ook overmacht uit. Deze duur is immers een abnormale en onvoorzienbare omstandigheid, onafhankelijk van de wil van de verzoeker, waarvan de gevolgen ondanks alle noodzakelijk voorzorgsmaatregelen niet konden worden vermeden en de verzoeker verhinderd hebben zijn aanvraag tijdig in te dienen.

Deze omstandigheid kan dan ook niet aan verzoeker worden verweten, en mag niet tot gevolg hebben dat zijn aanvraag wordt afgewezen.

*Tot slot wenst verzoeker aan te stippen dat het principe van de billijkheid in casu moet worden gerespecteerd: *summum ius, summa inuria* of het hoogste recht kan het hoogste onrecht zijn. Met andere woorden kan de - te - strikte naleving van een regel tot een waarlijk onrechtvaardige situatie leiden, hetgeen in casu ontegensprekelijk het geval zou zijn.*

Het onrecht en het leed dat verzoeker werd aangedaan door de initiële feiten nog niet te na gesproken, zou een afwijzing van huidig verzoek impliceren dat de morele schadevergoeding waarop hij recht heeft, maar die door de dader niet kan worden betaald, definitief aan hem zou voorbijgaan, en dit terwijl hij gedurende de hele procedure enkel en alleen diligentie aan de dag heeft gelegd, zoals eerder geargumenteed. Hij heeft de procedure slechts trachten te bespoedigen en het het Fonds zo gemakkelijk mogelijk willen maken, een houding waarop hij nu meedogenloos zou worden afgerekend. Dit is allerminst billijk.

Verzoeker vraagt dan ook begrip op te brengen voor zijn individuele situatie, gelet op zijn houding. Billijkheid is tenslotte een vorm van recht, en in casu dus probleemloos toepasbaar.

11. Aangaande de hierboven gehanteerde redenering van de verzoeker, die in zijn schriftelijke reactie o.m. verwoord werd als "(...), waarvan de gevolgen ondanks alle noodzakelijk voorzorgsmaatregelen niet konden worden vermeden en de verzoeker verhinderd hebben zijn aanvraag tijdig in te dienen. (...)" merkt de Commissie op dat zij geen enkele juridische noch praktische redenen ziet die kunnen verklaren waarom de verzoeker enerzijds alle nodige maatregelen kon nemen om zijn rechten ten opzichte van het vermogen van de dader te vrijwaren, maar anderzijds naliet het nodige te doen om zijn rechten tegenover het fonds te vrijwaren, zodat er geen aanleiding toe is om voor de verzoeker, die bijgestaan werd door een raadsman, overmacht te aanvaarden.

12. Tot slot wordt de aandacht van de verzoeker gevestigd op het feit dat alleen het bedrag van de hulp conform artikel 33, § 1 en niet de ontvankelijkheidsvoorwaarden naar billijkheid worden beoordeeld, onder meer deze voorzien in artikel § 1, 3° en 4°. Alleen om redenen van overmacht zou van de in artikel § 1, 3° en 4°, van de wet voorziene ontvankelijkheidsvoorwaarden afgeweken kunnen worden, doch hierboven werd reeds gemotiveerd waarom

de Commissie in voorliggend dossier geen redenen ziet om overmacht te aanvaarden.

[Het cassatieberoep werd ontoelaatbaar verklaard bij beschikking 4.435 van 15 mei 2009.]

M90050 (2009)

In het voorliggend dossier dateert het arrest van het Hof van Beroep te Gent van 24 februari 2005. Dit arrest werd bij deurwaardersexploot d.d. 24 januari 2006 betekend aan de politie te Oudenaarde en door D in persoon ontvangen op 26 januari 2006.

Onderhavig verzoekschrift werd pas op 21 januari 2009 bij de Commissie ingediend, d.i. meer dan drie jaar na het arrest.

Uit de lectuur van het bovengeciteerd wetsartikel blijkt duidelijk dat de vervaltermijn voor het instellen van het hulpverzoek bij de Commissie begint te lopen vanaf het ogenblik van de uitspraak. Het feit dat die uitspraak pas later definitief wordt, doet daaraan geen afbreuk. Deze zienswijze werd reeds herhaaldelijk bevestigd door de Raad van State, afdeling bestuursrechtspraak (zie o.m. het arrest nr. 3916 van 26 januari 2009 in de zaak G/A 191.029).

M90302 (2009)

Op 18 januari 2005 werd er definitief beslist over de in 2004 gepleegde feiten. In het voorliggend dossier werd het vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen d.d. 18 januari 2005 uitgesproken bij verstek t.o.v. de beklaagde. Het verzoekschrift werd pas op 25 maart 2009 bij de Commissie ingediend, d.i. méér dan drie jaar na het vonnis.

Verzoekster beroept zich op een overmachtsituatie waardoor zij de driejarige termijn heeft laten verstrijken:

“ Verzoekster heeft steeds – en dit tot op heden - veel angst gehad voor de heer E. Dit is dan ook de reden waarom ze geen stappen tegen hem heeft durven te ondernemen en beide correctionele vonnissen pas heeft laten betekenen op 25.02.2009.

Het eerste vonnis dd. 18.01.2005 werd bij verstek lastens beklaagde uitgesproken. De heer E verblijft illegaal en zonder vast adres in België. Het vonnis kon hem niet betekend worden, waardoor de termijn van verzet blijft lopen.

Gelet op de agressieve ingesteldheid van de heer E ten opzichte van verzoekster, heeft zij pas op 25.02.2009, nà de behandeling van het tweede dossier, de stap durven zetten naar betekening van beide vonnissen toe.

[...]

Verzoekster verwijst naar uw beslissing dd. 03.02.2005 (M1464) waarbij 'opeenvolgende opnames in diverse ziekenhuizen en psychiatrische inrichtingen over meerdere periodes en regio's verspreid, inderdaad als een vorm van overmacht voor het niet tijdig indienen van een hulpverzoek kan beschouwd worden.'

Verzoekster meent dat zij zich in een analoge overmachtsituatie bevindt."

Primo wordt ingegaan op het argument van verzoekster dat de termijn van verzet zou zijn blijven lopen omdat het vonnis niet aan de veroordeelde kon worden betekend.

In de onderhavige zaak heeft de veroordeelde geen gekende woon- of verblijfplaats in België noch in het buitenland, zodat de betekening van het verstekvonnis werd gedaan aan de procureur des Konings. Deze betekening is regelmatig geschied op 25 februari 2009.

Echter, deze betekening is feitelijk niet relevant in het licht van de inleiding van een procedure voor de Commissie. De Commissie vermoedt dat het refereren aan deze handeling berust op een foutieve lezing van artikel 31*bis*, § 1, 4°, van de wet van 1 augustus 1985. Immers de termijn van drie jaar waarbinnen een verzoek voor de Commissie moet worden ingediend, loopt vanaf "de dag waarop definitief uitspraak is gedaan over de strafvordering." In het laatste zinsdeel van dit artikel: "of de dag, indien deze van latere datum is, waarop uitspraak is gedaan over de burgerlijke belangen" wordt geen gewag gemaakt van een 'definitieve uitspraak over de burgerlijke belangen.'

Kortom, de wet van 1 augustus 1985 vereist nergens dat het vonnis, waarvan de datum de verjaringstermijn van drie jaar doet aanvangen, in kracht van gewijsde moet zijn getreden op burgerlijk vlak. De Commissie heeft reeds diverse malen de gelegenheid gehad haar standpunt hieromtrent te verwoorden en wordt hierin geruggensteund door rechtspraak van de Raad van State (R.v.St., nr. 3916, 26.01.2009, zaak G/A 191.029 en nr. 186.995, 13/10/2008, zaak A.187.639/IX-5893).

Wanneer de beslissing regelmatig is betekend, heeft de bij verstek uitgesproken veroordeling kracht van gewijsde na het verstrijken van de gewone termijn van verzet, weliswaar onder voorbehoud van een regelmatig verzet tijdens de buitengewone termijn van verzet.

Vanaf het verstrijken van de gewone termijn van verzet heeft het verstekvonnis zijn normale uitwerking (Cass. 25 april 2001, Arr. Cass., 2001, 721). Zo kan het verstekvonnis gelden als basis voor de herhaling en kan de veroordeling een beletsel vormen voor strafuitstel, opschorting of probatie. Zodra de gewone termijn van verzet is verstreken, kan ook de burgerlijke partij het vonnis ten uitvoer leggen (A. VANDEPLAS, "De verjaring van het verzet", noot onder Cass. 9 januari 2007, R.W., 2007-2008, 703).

Indien nu de redenering zou gevolgd worden dat het vonnis gedurende de buitengewone termijn van verzet nog niet in kracht van gewijsde is getreden,

dan zou zulks betekenen dat het verzoekschrift als onontvankelijk moet worden afgewezen omdat er nog niet definitief uitspraak is gedaan over de strafvordering (artikel 31*bis*, § 1, 3°, van de wet).

Bovendien zou dit impliceren dat het slachtoffer, in de hypothese dat de dader blijvend spoorloos is (waardoor het vonnis haar niet kan betekend worden), nooit een verzoekschrift zou kunnen indienen bij de Commissie.

Tot slot kan men zich afvragen of het de intentie van de wetgever kan zijn geweest om de aanvang van de termijn, waarbinnen slachtoffers hun verzoekschrift voor de Commissie mogen inleiden, te laten afhangen van de gebeurlijke overwegingen van de veroordeelde om buitengewoon verzet aan te tekenen...

De door de raadsman van verzoekster aangehaalde reden dat zij “uit angst” voor haar ex-echtgenoot niet tot uitvoering van het vonnis is overgegaan, is – zoals hierboven uiteen gezet – niet terzake doende in de procedure voor de Commissie, nu de vervaltermijn voor het instellen van het verzoek tot het verkrijgen van financiële steun begint te lopen vanaf het ogenblik van de uitspraak. Het feit dat die uitspraak pas later definitief wordt doet daaraan geen afbreuk. De vervaltermijn van drie jaar begint dus te lopen vanaf de dag van de uitspraak van het relevante vonnis of arrest en niet vanaf de dag waarop de betrokken beslissing in kracht van gewijsde gaat. Deze zienswijze werd reeds herhaaldelijk bevestigd door de Raad van State, afdeling bestuursrechtspraak (zie o.m. R.v.St., nr. 3714, 06.01.2009, zaak G/A 190.722).

Secundo, verzoekster meent in een analoge overmachtsituatie als in dossier M1464 te verkeren waar het slachtoffer niet in staat was om tijdig haar verzoek voor de Commissie neer te leggen waarbij ‘opeenvolgende opnames in diverse ziekenhuizen en psychiatrische inrichtingen over meerdere periodes en regio’s verspreid, inderdaad als een vorm van overmacht voor het niet tijdig indienen van een hulpverzoek kan beschouwd worden’ (beslissing dd. 03.02.2005 van de Commissie).

Overmacht kan slechts aanvaard worden indien het verstrijken van de vervaltermijn niet kan toegeschreven worden aan enige tekortkoming van de verzoekster en zich volledig buiten haar wil om heeft voorgedaan.

Zo aanvaardde de Commissie overmacht in het kwestieuze dossier M 1464 (waar verzoekster naar verwijst) waarbij een slachtoffer mentaal noch fysiek in staat was om een verzoek in te dienen bij de Commissie omdat het ingevolge de toegediende medicatie in een permanent versufte toestand verkeerde en geen notie had van tijd of ruimte.

Ondanks de diverse verblijffattesten die verzoekster voorlegt in centra voor integrale gezinszorg, waar zij gedurende jaren haar toevlucht zocht teneinde te ontsnappen aan het intrafamiliaal geweld, blijkt nergens uit dat zij fysiek of psychisch niet in staat was om een verzoekschrift voor de Commissie neer

te leggen. Modelformulieren van verzoekschriften kunnen worden bekomen op eenvoudige telefonische vraag of door te downloaden via het internet. Bovendien werd (en wordt) zij bijgestaan door een raadsman. Beide situaties (het aangehaalde voorbeeld en deze van mevrouw B) kunnen dus bezwaarlijk als “analoog” worden beschouwd.

Nu verzoekster niet voldoet aan de vereiste wettelijke voorwaarden en de ingeroepen overmacht niet kan aanvaard worden, kan de Commissie niet anders oordelen dan dat het ingediend verzoek, voor zover het strekt tot het bekomen van een hulp voor schade voortvloeiend uit de feiten van 3 februari 2004, niet ontvankelijk is.

requête tardive: décision sur les intérêts civils

98641 (2005)

Le conseil de la requérante fonde sa requête sur l'article 33*bis* de la loi du 1/8/1985 qui prévoit que l'aide peut également être octroyée lorsqu'aucune judiciaire définitive sur les intérêts civils n'est intervenue.

Cela signifie que la Commission peut évaluer elle-même le dommage, mais cet article doit être lu en combinaison avec l'article 31 *bis*, 4° de la loi du 1^{er} août 1985 qui prévoit que « La demande est introduite dans un délai de trois ans. Le délai prend cours, selon le cas, à partir de la première décision de classement sans suite, de la décision de la juridiction d'instruction, du jour où il a été statué sur l'action publique par une décision définitive ou du jour à partir duquel une décision sur les intérêts civils est intervenue postérieurement à la décision sur l'action publique ».

Or, en l'espèce, il ressort d'un courrier de maître D adressé au Procureur du Roi le 16 avril 1996 que le dossier a été classé sans suite en 1991, l'auteur des faits n'ayant pas été identifié alors que la requête a été introduite le 7/4/2004, soit plus de trois ans après la décision de classement sans suite.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande, irrecevable.

99609 (2005)

L'article 31*bis*, 4° de la loi du 1^{er} août 1985 prévoit que « La demande est introduite dans un délai de trois ans. Le délai prend cours, selon le cas, à partir de la première décision de classement sans suite, de la décision de la juridiction d'instruction, du jour où il a été statué sur l'action publique par une décision définitive ou du jour à partir duquel une décision sur les intérêts civils est intervenue postérieurement à la décision sur l'action publique ».

En l'espèce, un jugement statuant sur l'action publique a été rendu en date du 27/5/1998 par le tribunal correctionnel de Bruxelles alors que la demande d'aide principale a été introduite le 8/11/2002, soit plus de trois ans après la décision précitée.

Par ailleurs, aucune décision statuant sur les intérêts civils n'est encore intervenue.

Compte tenu de ce qui précède, la Commission estime que dans l'état actuel, la demande d'aide principale ne satisfait pas au prescrit de l'article 31 *bis*, 4° de la loi du 1^{er} août 1985.

...

La Commission, statuant contradictoirement à l'égard du requérant et par défaut à l'égard du délégué du Ministre, en audience publique,

- dit n'y avoir lieu à statuer en l'état;
- invite le requérant à réintroduire une nouvelle demande dès qu'il aura obtenu un jugement statuant sur les intérêts civils.

M41002 (2005)

Uit de stukken blijkt verzoekster in haar woning te Lokeren door de genaamde F met een mes van ca. 25 cm in de linkerzij werd gestoken. Verzoekster werd met levensgevaarlijke verwondingen overgebracht naar de Stadskliniek te Lokeren, alwaar ze een heelkundige ingreep onderging.

Bij vonnis van de Arrondissementsrechtbank te Breda d.d. 3 mei 1999 werd de genaamde F, van Nederlandse nationaliteit, wegens poging tot moord op verzoekster, veroordeeld tot een gevangenisstraf van 36 maanden, waarvan 6 maanden voorwaardelijk.

...

In het onderhavig dossier werd door de Arrondissementsrechtbank te Breda op 3 mei 1999 een strafrechtelijk vonnis geveld. Tegen dit vonnis werd geen hoger beroep aangetekend, zodat het definitief is geworden.

Het verzoek is pas op 13 oktober 2004 ingediend, d.i. meer dan drie jaar na het bekomen van kracht van gewijsde.

Aan de onontvankelijkheid zou kunnen worden ontsnapt indien verzoekster een burgerlijke procedure zou opstarten lastens de heer S. Op die manier kan de vervaltermijn van drie jaar een aanvang nemen vanaf de definitieve uitspraak over de burgerlijke belangen (artikel 31*bis*, § 1, 4°, *in fine*, van de wet).

Uit de brieven d.d. 24 november 2004 en 3 juni 2005 van de raadsman van verzoekster blijkt evenwel dat zijn cliënte niet zinnens is om een burgerlijke vordering lastens de heer S in te leiden. Verzoekster wenst niet meer geconfronteerd te worden met de heer S, die bovendien totaal onvermogen is.

In die omstandigheden ziet de Commissie zich genoodzaakt om het verzoek als niet-ontvankelijk af te wijzen.

M50156 (2005)

Bij vonnis van de Correctionele rechtbank te Dendermonde d.d. 20 juni 2000 werd D onder andere voor voormelde feiten veroordeeld tot een hoofdgevangenisstraf van 6 maanden. Op burgerlijk gebied werd de dader veroordeeld om aan verzoeker volgende bedragen te betalen:

- 10.000 frank als materiële schadevergoeding voor de GSM, te vermeerderen met de gerechtelijke intresten en de kosten;
- 25.000 frank als onbenoemde provisie, te vermeerderen met de gerechtelijke intresten.

Verder werd dokter M. Van Goethem aangesteld als deskundige met de gebruikelijke opdracht.

Het eindverslag van de deskundige dateert reeds van 13 juli 2002.

Over het verslag van de deskundige werd tot op heden nog steeds geen definitief vonnis geveld.

...

Het verzoekschrift is ingediend meer dan drie jaar vanaf de dag waarop definitief uitspraak is gedaan over de strafvordering en lijkt dan ook onontvankelijk.

Daar waar de raadsman van verzoeker stelt dat het verzoekschrift toch ontvankelijk is gelet op het feit dat er in casu nog geen uitspraak is gedaan over de burgerlijke belangen, wijst de Commissie op artikel 31*bis*, §1, 3° van de wet van 1 augustus 1985.

Artikel 31*bis*, §1, 3° van de wet van 1 augustus 1985 bepaalt als voorwaarde voor het toekennen van een financiële hulp als bedoeld in artikel 31,1° tot 4°:

“Er is een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering genomen en de verzoeker heeft schadevergoeding nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank. Indien het strafdossier geseponeerd is wegens het onbekend blijven van de dader, kan de commissie oordelen dat het voldoende is dat de verzoeker klacht heeft ingediend of de hoedanigheid van benadeelde persoon heeft aangenomen. De hulp kan ook worden aangevraagd indien er meer dan een jaar verstreken is sinds de datum van de burgerlijke partijstelling en de dader onbekend blijft.” (*onderstreping door de Commissie*).

In casu is er geen schadevergoeding nagestreefd door verzoeker door het stellen van een vordering voor de burgerlijke rechtbank. Aldus werd aan de voorwaarde van artikel 31*bis*, §1, 3° niet voldaan.

Het komt de Commissie voor dat verzoeker zijn schade-eis diende te laten gelden voor een burgerlijke rechtbank aan de hand van de bekomen strafrechterlijke veroordeling.

Het verzoekschrift is dienvolgens niet-toelaatbaar.

[Le requérant s'est désisté de son recours devant le Conseil d'Etat: arrêt n° 167.993 du 16 février 2007.]

M51191 (2006)

Artikel 31bis, §1, 4° van de wet van 1 augustus 1985 stelt als voorwaarde:

“Het verzoek is binnen drie jaar ingediend. De termijn loopt, naargelang het geval vanaf de eerste beslissing tot seponering, de beslissing van het onderzoeksgerecht, de dag waarop definitief uitspraak is gedaan over de strafvordering of de dag, indien deze van latere datum is, waarop uitspraak is gedaan over de burgerlijke belangen.”

Bij vonnis van de correctionele rechtbank te Tongeren d.d. 14 mei 2002 werd tegelijkertijd uitspraak gedaan zowel definitief over de strafvordering als over de burgerlijke belangen.

Het gegeven dat inzake deze burgerlijke belangen bij voormeld vonnis voorbehoud werd verleend inzake “medische onkosten” en “medische kosten na consolidatie” doet geen afbreuk aan de vaststelling dat - bij gebreke aan een navolgend vonnis, waaromtrent het initiatief aan de verzoeker toekomt - de burgerlijke belangen het laatst bij vonnis werden geregeld op 14 mei 2002.

Het verzoekschrift, neergelegd op 20 december 2005, is derhalve laattijdig.

Verder is de Commissie van oordeel dat dit artikel dient samen gelezen te worden met artikel 31bis, §1, 3° van voormelde wet.

Dit artikel bepaalt als voorwaarde voor het toekennen van een financiële hulp als bedoeld in artikel 31,1° tot 4° van voormelde wet:

“Er is een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering genomen en de verzoeker heeft schadevergoeding nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank. Indien het strafdossier geseponeerd is wegens het onbekend blijven van de dader, kan de commissie oordelen dat het voldoende is dat de verzoeker klacht heeft ingediend of de hoedanigheid van benadeelde persoon heeft aangenomen. De hulp kan ook worden aangevraagd indien er meer dan een jaar verstreken is sinds de datum van de burgerlijke partijstelling en de dader onbekend blijft.” (onderstreping door de Commissie).

In casu is er wat betreft “medische onkosten” en “medische kosten na consolidatie” geen schadevergoeding nagestreefd door verzoeker door het stellen van een (navolgende) vordering voor de burgerlijke rechtbank. Aldus werd aan de voorwaarde van artikel 31bis, §1, 3° van voormelde wet niet voldaan.

Het komt de Commissie voor dat verzoeker zijn schade-eis vooreerst verder diende uit te putten voor een burgerlijke rechtbank aan de hand van de bekomen strafrechterlijke veroordeling.

Het verzoekschrift is dienvolgens niet-toelaatbaar.

requête tardive: tentative d'exécution

M60203 (2006)

De Commissie merkt op dat er zich met dit verzoekschrift een ontvankelijkheidsprobleem stelt. Artikel 31*bis*, §1, 4° van de wet van 1 augustus 1985 stelt immers: "Het verzoek is binnen drie jaar ingediend. De termijn loopt, naargelang het geval, vanaf de eerste beslissing tot seponering, de beslissing van het onderzoeksgerecht, de dag waarop definitief uitspraak is gedaan over de strafvordering of de dag, indien deze van latere datum is, waarop uitspraak is gedaan over de burgerlijke belangen."

Bij schrijven d.d. 24 februari 2006 vroeg het secretariaat van de Commissie aan de raadsman van verzoeker zijn mening met betrekking tot dit artikel en het ingediende verzoekschrift.

Bij schrijven d.d. 1 maart 2006 deelde de raadsman van verzoeker aan het secretariaat van de Commissie mede: *"Het verzoek is inderdaad niet binnen 3 jaar ingediend. Ik vraag eerbiedig te willen rekening houden met het feit dat mijn cliënt sedert het vonnis de nodige stappen heeft ondernomen teneinde via een gerechtsdeurwaarder het verschuldigd bedrag te kunnen innen, totdat de gerechtsdeurwaarder op 26.10.2005 mededeelde dat de debiteur onvermogen is. Het was dan ook slechts op deze datum dat mijn cliënt zekerheid kreeg dat hij het bedrag niet rechtstreeks van de dader kon recupereren.*

In casu heeft mijn cliënt derhalve alle nodige stappen genomen teneinde zich niet zonder meer en zonder gegronde reden tot uw Commissie te richten. Gezien er blijkbaar door de Commissie geen intresten worden uitbetaald, meen ik toch dat de belangen van de Commissie niet geschaad zijn doordat cliënt vooreerst zelf heeft getracht tot inning over te gaan."

Er wordt opgemerkt dat de Commissie een administratief rechtcollege is dat gehouden is de wettelijke procedurevoorschriften na te leven. De wetgever heeft de termijn voor het neerleggen van een verzoekschrift vastgesteld op straffe van verval.

Het verzoekschrift van 24 februari 2006 werd meer dan drie jaar na het definitief worden van het vonnis van 15 december 1999 neergelegd. De Commissie kan dan ook niet anders dan het dossier onontvankelijk te verklaren.

M80780 (2008)

In het voorliggend dossier dateert het eindvonnis van 10 november 2004.

Onderhavig verzoekschrift werd pas op 4 augustus 2008 bij de Commissie ingediend, d.i. meer dan drie jaar na het vonnis. Aldus moet vastgesteld worden dat het verzoek laattijdig werd ingediend.

De raadsman van verzoekster meent zich te kunnen beroepen op overmacht en werpt terzake de volgende argumenten op:

- hij vraagt dat de Commissie de driejarige termijn voor indiening van het verzoekschrift niet als een uitsluitel zou willen aanzien omdat zijn cliënte steeds de bedoeling heeft gehad haar schade te vorderen en zij op dit punt volledig te goeder trouw was (volgens de raadsman is de termijn allicht door de wetgever ingegeven om te beletten dat slachtoffers die geen interesse tonen of niet naarstig genoeg zijn, van de voordelen zouden kunnen genieten);
- zoals gebruikelijk is, heeft de raadsman na de gerechtelijke uitspraak de deurwaarder gecontacteerd om na te gaan of het vonnis kon uitgevoerd worden, doch dit bleek onmogelijk;
- de raadsman wijst erop dat er buiten hem om contact was ontstaan tussen Slachtofferhulp van de Rechtbank en verzoekster, waarbij er o.a. besprekingen plaatsvonden met betrekking tot de vergoeding van de schade. Op vraag van Slachtofferhulp maakte de raadsman de afrekening over. Een en ander zou tot verwarring geleid hebben tussen deze dienst en de Commissie;
- de raadsman vraagt dat de Commissie rekening zou houden met het feit dat zijn cliënte een jonge vrouw is die geen bepaalde diploma's heeft en het moeilijk heeft om zich op de arbeidsmarkt te doen gelden.

De Commissie is van oordeel dat de door de raadsman aangevoerde argumenten niet als overmacht kunnen aanvaard worden. Volgens de constante rechtspraak van de Commissie is er slechts sprake van overmacht indien het overschrijden van de vervaltermijn niet kan toegeschreven worden aan enige tekortkoming van de verzoek(st)er en zich volledig buiten zijn (haar) wil om heeft voorgedaan (zie Verslag over de werkzaamheden van de Commissie (2002-2004), blz. 285 e.v.).

Aangezien de door verzoekster aangehaalde redenen onvoldoende zijn opdat er sprake zou zijn van overmacht, en aldus niet is voldaan aan de vereiste wettelijke voorwaarden, kan de Commissie niet anders dan het verzoekschrift onontvankelijk te verklaren wegens laattijdigheid.

Het afwijzen van het hulpverzoek betekent echter geenszins dat de Commissie blind blijft voor de schade die verzoekster heeft geleden ingevolge de op haar gepleegde gewelddaden en voor de inspanningen die zij zich heeft getroost om hiervoor een vergoeding te bekomen, wel integendeel.

requête tardive: aide urgente suit la logique de l'aide principale

M41160 (2005)

Er werd een klacht neergelegd bij de toenmalige Politie te Oostkamp op 13 april 1993.

Het verzoek werd pas op 23 november 2004 ingeleid bij de Commissie, meer dan 3 jaar na de klachtneerlegging.

Derhalve werd de aanvraag voor hoofdhulp laattijdig ingediend.

Voor de eventuele toekenning voor een noodhulp wordt verwezen naar rechtspraak van de Commissie. Immers, wanneer de vraag tot hoofdhulp laattijdig is geldt dit ook a fortiori voor de vraag tot het bekomen van een noodhulp.

Bijgevolg is ook het verzoek tot noodhulp laattijdig.

M80234 (2008)

Het laatste vonnis dateert van 6 september 2004, terwijl het verzoekschrift slechts op 28 februari 2008 neergelegd werd, d.w.z. meer dan drie jaar later.

Voor de toekenning van een noodhulp wordt verwezen naar vaste rechtspraak van de Commissie terzake. Artikel 36 van de wet van 1 augustus 1985 luidt immers als volgt:” Onverminderd de toepassing van de artikelen 31 tot 33, § 1, kan ...” Wanneer de vraag tot hoofdhulp laattijdig is, geldt dit a fortiori ook voor de vraag tot het bekomen van een noodhulp. Het verzoek dient dan ook, wat deze feiten betreft, als niet ontvankelijk afgewezen te worden zowel wat de vraag tot het bekomen van een noodhulp als de vraag tot het bekomen van een (hoofd)hulp betreft.

requête tardive: abus sexuel sur mineurs d’âge

M40926 (2007)

Tenant compte,

- de ce que l’article 31*bis* 4° de la loi du 1er août 1985 précise que la demande d’aide est « introduite dans un délai de 3 ans. Le délai prend cours, selon le cas, à partir de la première décision de classement sans suite, de la décision de la juridiction d’instruction, du jour où il a été statué sur l’action publique par une décision définitive ou du jour à partir duquel une décision sur les intérêts civils est intervenue postérieurement à la décision sur l’action publique »;
- de ce que l’arrêt de la Cour d’Assises date du 6 avril 1993;
- de ce qu’au moment où l’arrêt a été prononcé, le requérant était mineur d’âge et ne pouvait agir seul;
- de ce que dans ces circonstances la jurisprudence de la commission permet au requérant d’introduire un dossier dans les trois ans qui suivent sa majorité ;
- de ce que le requérant a atteint sa majorité le 29 octobre 1999 ;
- de ce que cependant la requête a été introduite le 24 septembre 2004, soit au-delà du délai de 3 ans ;

M41217 (2007)

d'autre part

- de ce que l'article 34, 3° de la loi du 1er août 1985 prescrit que ...;
- de ce que les faits se sont déroulés entre 1983 et 1989 ;
- de ce que la requête a été introduite par pli recommandé parvenu au Secrétariat de la Commission en date du 6 décembre 2004;
- de ce que les principes de subsidiarité, de fixation en équité, d'indemnisation exceptionnelle, forfaitaire et de solidarité qui sont à la base de la loi du 1er août 1985 justifient objectivement et raisonnablement la prise en compte d'un délai dans lequel une requête doit être introduite ;de ce que la Convention européenne du Conseil de l'Europe du 24 novembre 1983 « relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes », qui constitue l'une des sources de la loi belge du 1er août 1985, prévoit d'ailleurs cette possibilité ;
- de ce qu'il a été statué sur l'action publique par une décision définitive, en l'occurrence, un classement sans suite pour prescription de l'action publique et qu'il ne s'agit donc pas d'un classement sans suite pour auteur inconnu ;
- de ce qu'il y a donc lieu de constater qu'une citation directe ou une procédure devant un tribunal civil est envisageable ;
- de ce qu'il n'y a aucun document attestant de cette démarche ;
- de ce que, subséquemment, il n'est fait état d'aucune menace ou violence à l'égard du requérant ;
- de ce qu'il est parti de son plein gré en février 1990 mettant fin aux pratiques sexuelles avec M, l'auteur des faits ;
- de ce que le requérant a renoué contact avec M en 1996 et qu'ils ont entretenu des liens d'amitiés jusqu'en 2003 ;
- de ce qu'il est donc difficile de discerner, après la majorité du requérant, une quelconque circonstance donnant à penser qu'une force majeure pourrait être invoquée et justifiant l'absence de démarches auprès des autorités judiciaires, dès lors qu'il a entretenu des relations cordiales avec M jusqu'en 2003 ;

la Commission, avant de statuer sur la recevabilité et le fondement de la demande, invite le requérant à justifier, à tout le moins, de tentatives d'obtenir une indemnisation auprès de l'auteur des faits par la voie civile.

M50464 (2005)

Tussen 1976 en 1986 werd verzoekster het slachtoffer van incest door haar vader, de heer L. Naar aanleiding van het seksueel misbruik legde verzoekster op 12 juli 2004 bij de politie klacht neer tegen haar vader L.

...

Luidens artikel 31bis, § 1, 3°, eerste lid, van de wet van 1 augustus 1985, ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 26 maart 2003, kan een financiële hulp worden toegekend indien er “een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering is genomen en de verzoeker schadevergoeding heeft nagestreefd door middel van een burgerlijke partijstelling, een rechtstreekse dagvaarding of een vordering voor een burgerlijke rechtbank.”

Verzoekster voldoet niet aan deze voorwaarde. Zij heeft enkel klacht neergelegd naar aanleiding van het op haar gepleegd seksueel misbruik.

Uit het proces-verbaal d.d. 12 juli 2004 blijkt overigens dat de feiten verjaard zijn en niet meer vervolgd kunnen worden.

Indien de dader van de opzettelijke gewelddaad gekend is, dient een definitieve rechterlijke beslissing over de strafvordering voor te liggen. De Commissie dient zich te richten naar wat de strafrechter heeft beslist; zij heeft “noch de bevoegdheid noch de middelen om zelf een onderzoek uit te voeren naar de omstandigheden van de gewelddaad” (Parlementaire voorbereiding Wet 26 maart 2003, Kamer, 2001-2002, DOC 50 0626/002, p. 10).

Overigens dient gewezen op de *wet van 13 april 1995 betreffende seksueel misbruik ten aanzien van minderjarigen*, luidens dewelke de verjaring pas ingaat vanaf de dag waarop het slachtoffer de leeftijd van 18 jaar heeft. Bovendien is bij *wet van 28 november 2000 betreffende de strafrechtelijke bescherming van minderjarigen* de verjaringstermijn van vijf op tien jaar gebracht. Concreet betekent dit dat seksueel misbruikte minderjarigen tot hun 28^{ste} levensjaar aangifte kunnen doen van de misdrijven bedoeld in artikel 21bis van de Voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering. Verzoekster (° 10.04.1970) legde pas op 34-jarige leeftijd klacht neer (op 12 juli 2004).

In die omstandigheden ziet de Commissie zich genoodzaakt om het verzoek als onontvankelijk af te wijzen.

M61197 (2007)

- de ce que le jugement du Tribunal correctionnel date du 21 novembre 2002, soit plus de 3 ans avant la date d’introduction de la requête, déposée le 22 novembre 2006 ;
- de ce que la requérante plaide cependant la force majeure, étant mineure d’âge au moment du jugement ;
- de ce que la jurisprudence de la commission considère que, pour des personnes mineures au moment du jugement, le délai de trois ans peut démarrer à partir du moment où elles atteignent leur majorité ;
- de ce que la requérante a atteint sa majorité le 13 novembre 2003, soit plus de trois ans avant la date d’introduction de la requête ;

requête tardive: décision définitive manquante

M50035 (2006)

Tenant compte

- de ce que la requête a été reçue le 10 janvier 2005 au secrétariat de la commission, soit plus de 3 ans après que la chambre du conseil de Liège ait rendu, le 30 novembre 2001, une ordonnance de non lieu ;
- de ce que le conseil de la requérante plaide que cette décision ne peut être considérée comme étant coulée en force de chose jugée puisqu'elle ne fait pas obstacle à ce que la procédure pénale soit reprise par exemple à l'égard d'un nouveau suspect à l'encontre duquel seraient apparus des indices inconnus jusqu'alors ;
- de ce qu'à suivre cette thèse, une requête pourrait être valablement adressée à la commission pendant toute la durée du délai de prescription, pour autant que les auteurs restent inconnus ;
- de ce qu'un raisonnement du même ordre pourrait être suivi à l'égard de décisions de classement sans suite qui n'ont jamais un caractère définitif et que le Ministère public peut revoir à tout moment et ce, même quand les auteurs sont connus ;
- de ce que l'article 31*bis*, §1 alinéa 4 précise cependant, dans ce cas particulier, que le délai de 3 ans pour introduire sa requête devant la commission court à partir de la première décision de classement sans suite, indiquant par là qu'une réouverture du dossier par le parquet suivie d'une nouvelle décision de classement sans suite serait impuissante à prolonger ou à faire renaître le délai de 3 ans que la loi impose pour introduire sa demande d'aide ;
- que la commission considère donc par analogie que c'est la date de la première décision de non lieu qui compte pour faire courir le délai de forclusion prévu en l'article 31*bis*, §1 alinéa 4,

la Commission déclare la demande irrecevable.

M50450 (2009)

Tenant compte,

- de ce que l'article 31*bis* 3° de la loi du 1^{er} août 1985 impose comme condition à l'aide de disposer d'une décision judiciaire définitive;
- de ce que l'article 31*bis* 4° de la loi du 1^{er} août 1985 prévoit que « la demande est introduite dans un délai de trois ans. Le délai prend cours, selon le cas, à partir de la première décision de classement sans suite, de la décision de la juridiction d'instruction, du jour où il a été statué sur l'action publique par une décision définitive ou du jour à partir duquel une décision sur les intérêts civils est intervenue postérieurement à la décision sur l'action publique » ;

- de ce que le jugement rendu le 27 juin 2007 par le Tribunal Correctionnel de Bruxelles ne peut être considéré comme un jugement définitif sur l'action publique, ce jugement ne faisant qu'établir l'incompétence du tribunal saisi et réserve à statuer sur le surplus ;

M71137 (2008)

In het voorliggend dossier werd het vonnis van de Correctionele rechtbank te Leuven d.d. 29 september 2004 uitgesproken bij verstek t.o.v. de beklaagden. Het verzoekschrift werd pas op 10 december 2007 bij de Commissie ingediend, d.i. méér dan drie jaar na het vonnis.

In de onderhavige zaak hebben de veroordeelden geen gekende woon- of verblijfplaats in België noch in het buitenland, zodat de betekening van het verstekvonnis werd gedaan aan de procureur des Konings. Deze betekening is regelmatig geschied.

Wanneer de beslissing regelmatig is betekend, heeft de bij verstek uitgesproken veroordeling kracht van gewijsde na het verstrijken van de gewone termijn van verzet, weliswaar onder voorbehoud van een regelmatig verzet tijdens de buitengewone termijn van verzet.

Vanaf het verstrijken van de gewone termijn van verzet heeft het verstekvonnis zijn normale uitwerking (Cass. 25 april 2001, Arr. Cass., 2001, 721). Zo kan het verstekvonnis gelden als basis voor de herhaling en kan de veroordeling een beletsel vormen voor strafuitstel, opschorting of probatie. Zodra de gewone termijn van verzet is verstreken, kan ook de burgerlijke partij het vonnis ten uitvoer leggen (A. VANDEPLAS, "De verjaring van het verzet", noot onder Cass. 9 januari 2007, R.W., 2007-2008, 703).

Niets verhinderde verzoeker dus om het vonnis d.d. 29 september 2004 ten uitvoer te leggen teneinde de hem bij dit vonnis toegekende schadevergoeding in te vorderen.

Uit de stukkenbundel van verzoeker blijkt overigens dat effectief aan een gerechtsdeurwaarder opdracht werd gegeven om voornoemd vonnis ten uitvoer te leggen, zij het dat dit zonder resultaat bleef ingevolge de insolabiliteit van R en P.

Wat bij dit alles moet benadrukt worden is het feit dat het definitief karakter van het vonnis van 29 september 2004 ook impliceerde dat de driejarige termijn begon te lopen om het verzoekschrift bij de Commissie in te dienen.

Er anders over beslissen zou aanleiding geven tot inconsequente beslissingen.

Indien de logica van verzoeker, die poneert dat het vonnis gedurende de buitengewone termijn van verzet nog niet in kracht van gewijsde is getreden, zou worden gevolgd, zou dit overigens betekenen dat het verzoekschrift als onontvankelijk moet worden afgewezen omdat er nog niet definitief uitspraak werd gedaan over de strafvordering (artikel 31*bis*, § 1, 3^o, van de wet).

Ook zou dit betekenen dat het slachtoffer, in de hypothese dat de dader blijvend spoorloos is (waardoor het vonnis hem niet kan betekend worden), nooit een verzoekschrift zou kunnen indienen bij de Commissie.

Of – in de redenering van verzoeker – zou dergelijk verzoek wel ontvankelijk zijn, doch zou de driejarige termijn niet lopen zolang de dader niet aangetroffen wordt.

Dit zou dan een manifeste ongelijkheid creëren ten aanzien van de andere slachtoffers (van daders aan wie het vonnis wel werd betekend), waartegen de driejarige termijn wel loopt.

Bovenstaande elementen doen de Commissie ertoe besluiten het verzoekschrift als onontvankelijk af te wijzen.

De Commissie wenst hierbij in elk geval te benadrukken dat haar afwijzende beslissing louter gestoeld is op juridisch-technische gronden en geenszins een miskenning inhoudt van het leed dat ongetwijfeld aan verzoeker werd toegebracht.

[Le recours en cassation a été déclaré inadmissible par ordonnance n° 3.916 du 26 janvier 2009.]

requête tardive: décès de l'auteur

M60891 (2007)

Tenant compte,

- de ce que l'article 34, 3° de la loi du 1er août 1985 prescrit qu'« à peine de forclusion, la demande d'aide doit être présentée dans le délai de trois ans à compter, selon le cas, à partir de la première décision de classement sans suite, de la décision de la juridiction d'instruction, du jour où il a été statué sur l'action publique par une décision définitive ou du jour à partir duquel une décision sur les intérêts civils est intervenue postérieurement à la décision sur l'action publique » ;
- de ce qu'il a été statué sur l'action publique par une décision définitive le 12 novembre 2001 (arrêt de la Cour d'appel de Liège) ;
- de ce que la requête a été introduite par pli ordinaire parvenue au Secrétariat de la Commission en date du 28 août 2006 ;
- de ce que le délai entre la date de la décision définitive et la date d'introduction de la requête dépasse les trois ans,
- de ce que c'est en vain que le requérant invoque le décès de l'auteur des faits comme une cause de force majeure l'empêchant d'introduire sa demande dans le délai légal ;
- de ce que l'état de fortune supposé de l'auteur des faits, qui s'est ultérieurement révélé insuffisant pour permettre à toutes les victimes d'exécuter sur son patrimoine les condamnations qu'elles avaient

obtenues, ne l'empêchait pas d'introduire une demande conservatoire au secrétariat de la commission dans le délai légal,
la Commission déclare la demande irrecevable.

requête tardive: faute du conseil précédent

M60326 (2007)

In het onderhavig dossier dateert de definitieve strafrechtelijke uitspraak, zijnde het arrest van de Kamer van Inbeschuldigingstelling van het Hof van Beroep te Antwerpen, van 30 juni 2000.

Het verzoekschrift werd pas op 30 maart 2006 bij de Commissie ingediend, d.i. ruim méér dan drie jaar na het arrest. Aldus lijkt het verzoek laattijdig.

In zijn begeleidend schrijven bij het verzoekschrift wijst de raadsman van verzoeker er op dat de laattijdige indiening van het verzoekschrift toe te schrijven is aan het feit dat de belangen van de heer P niet naar behoren werden behartigd door diens twee vorige advocaten. Voorts wordt aangestipt dat verzoeker zich geen burgerlijke partij heeft kunnen stellen en evenmin een burgerlijke vordering heeft ingesteld omdat hij daartoe fysiek niet in staat was. Bovendien zou verzoeker vanwege het parket te Antwerpen geen uitnodiging ontvangen hebben voor de zitting, zodat hij zich alsdan geen burgerlijke partij kon stellen.

Verzoeker roept derhalve overmacht in voor het niet tijdig indienen van zijn verzoekschrift.

Volgens de gevestigde rechtspraak van de Commissie kan overmacht slechts aanvaard worden indien het overschrijden van de vervaltermijn niet kan toegeschreven worden aan enige tekortkoming van de verzoek(st)er en zich volledig buiten zijn (haar) wil om heeft voorgedaan.

Indien de Commissie zich baseert op de door verzoeker voorgelegde stukken en op zijn verklaringen, zoals persoonlijk uiteengezet ter zitting d.d. 14 februari 2007, kan zij een fout veronderstellen die de oorzaak kan zijn van de laattijdige indiening van het verzoek.

Vermits er aldus geen sprake is van overmacht, doch eerder van een fout, behoort het verzoeker de aansprakelijkheid voor de door hem beweerde fout te laten vaststellen op de wijze en via de middelen zoals door de wet voorzien.

Overigens wenst de Commissie aan te stippen dat een ontoereikende kennis van de relevante wetgeving geen grond tot overmacht vormt.

Aangezien de door verzoeker aangehaalde redenen onvoldoende zijn opdat er sprake zou zijn van overmacht, en aldus niet is voldaan aan de vereiste wettelijke voorwaarden, kan de Commissie niet anders dan het verzoekschrift onontvankelijk te verklaren wegens laattijdigheid.

Het afwijzen van het hulpverzoek betekent echter geenszins dat de Commissie blind blijft voor de schade die verzoeker heeft geleden ingevolge de op hem gepleegde gewelddaad en voor de inspanningen die hij zich heeft getroost om hiervoor een vergoeding te bekomen, wel integendeel.

M70418 (2009)

In het voorliggend dossier dateert het eindarrest (arrest van het Hof van Cassatie waarbij de voorziening in cassatie tegen het arrest van het Hof van Beroep te Antwerpen d.d. 4 juni 2003 verworpen werd) van 4 november 2003. Onderhavig verzoekschrift werd door het secretariaat van de Commissie pas ontvangen op 8 mei 2007, d.i. meer dan drie jaar na het arrest.

In haar schrijven d.d. 10 mei 2007 wees het secretariaat van de Commissie de advocate van verzoekers erop dat het verzoek, gelet op de hierboven geciteerde wetsbepaling, laattijdig werd ingediend.

De advocate merkte op dat zij reeds in januari 2005 een verzoekschrift had opgesteld, maar dat dit de Commissie nooit heeft bereikt.

Aangezien dit document door de advocate niet per aangetekende post was verstuurd en dit in haar hoofde een fout uitmaakt (hetgeen ze in haar schrijven d.d. 16 augustus 2007 overigens ruitelijk toegaf), dient terzake de beroepsaansprakelijkheidsverzekering te worden aangesproken.

Gelet op het voorgaande ziet de Commissie zich genoodzaakt het verzoekschrift van de heer en mevrouw V onontvankelijk te verklaren wegens laattijdigheid.

M70516 (2007)

In het onderhavig dossier dateert de definitieve strafrechtelijke uitspraak, zijnde het vonnis van de Correctionele rechtbank te Hasselt, van 14 februari 2003. Het verzoekschrift werd pas op 4 juni 2007 bij de Commissie ingediend, d.i. méér dan vier jaar na het vonnis. Aldus lijkt het verzoek laattijdig.

Verzoekster stelt dat de laattijdige indiening van het verzoekschrift toe te schrijven is aan het feit dat haar belangen niet naar behoren werden behartigd door haar advocaat, Mr. V. Deze laatste, met wie verzoekster in februari 2006 een laatste onderhoud had waarna de advocaat ziek werd, had nagelaten aan verzoekster mee te delen dat S na oktober 2005 gestopt was met af te betalen.

Toen verzoekster zonder nieuws bleef van Mr. V, contacteerde ze in oktober 2006 Mr. R. Deze maakte op 30 november 2006 aan C.A.W. Sonar een fax over van gerechtsdeurwaarder L met de melding dat er in het rijksregister geen gegevens terug te vinden waren betreffende S.

Gelet op bovenstaande factoren roept verzoekster overmacht in voor het niet tijdig indienen van haar verzoekschrift.

Volgens de gevestigde rechtspraak van de Commissie kan overmacht slechts aanvaard worden indien het overschrijden van de vervaltermijn niet kan toegeschreven worden aan enige tekortkoming van de verzoek(st)er en zich volledig buiten zijn (haar) wil om heeft voorgedaan.

Uit de dossiergegevens lijkt te kunnen worden afgeleid dat een fout (nalatigheid van de advocaat) aan de basis ligt van de laattijdige indiening van het verzoek.

Vermits er aldus geen sprake is van overmacht, doch eerder van een fout, behoort het de verzoekster de aansprakelijkheid voor de door haar beweerde fout te laten vaststellen op de wijze en via de middelen zoals door de wet voorzien.

In die omstandigheden ziet de Commissie zich genoodzaakt het verzoek als onontvankelijk af te wijzen wegens laattijdigheid.

requête introduite prématurément

MM707 (2007)

En l'espèce, la requête a été introduite devant la Commission en date du 21/11/2003 alors que la chambre du conseil du tribunal de première instance de Mons n'a rendu une ordonnance de non-lieu que le 25/4/2005.

Par conséquent, la Commission estime que la requête a été introduite prématurément en ce que les conditions de recevabilité fixées par l'article 31 *bis*, 4° de la loi du 1er août 1985 n'étaient pas remplies au moment de son introduction et qu'il y a lieu de déclarer la demande irrecevable.

M3737 (2007)

- de ce qu'en l'espèce, il apparaît du dossier que l'affaire a été classée sans suite en date du 3/2/2004 alors que la requête a été introduite en date du 27/10/2003 ;
- de ce que par conséquent, il y a lieu de constater que la requête a été introduite prématurément et ne satisfait pas au prescrit de l'article 31 *bis*, 4° de la loi du 1er août 1985 ;

JU 35A délai : force majeure

M1464 (2005) [incapacité d'agir suite à la prise d'une médication]

In het onderhavig dossier ontlastte de Raadkamer van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Antwerpen bij beschikking d.d. 10 juni 1996 de onderzoeksrechter van verder onderzoek wegens het onbekend blijven van de mogelijke daders.

De ontvankelijkheid van een vordering moet beoordeeld worden volgens de wet die van kracht was op de dag van de rechtsingang.

Artikel 34, § 3, eerste lid van de wet van 1 augustus 1985 – zijnde het wetsartikel dat van toepassing was op het ogenblik van de indiening van het verzoekschrift - bepaalde het volgende:

“Het verzoek tot hulp moet op straffe van verval worden ingediend binnen drie jaar te rekenen, naargelang van het geval, ofwel van de dag waarop bij een in kracht van gewijsde gegane beslissing uitspraak is gedaan over de strafvordering, ofwel vanaf de beslissing van het onderzoeksgerecht.”

In casu werd het verzoekschrift ingediend op 2 oktober 2001, dit is meer dan vijf jaar na de beslissing van het onderzoeksgerecht. Het verzoek lijkt aldus laattijdig ingediend.

In haar schrijven d.d. 26 augustus 2004 alsook in haar mondelinge toelichting ter zitting, wijst de advocaat van verzoekster evenwel op buitengewone omstandigheden die verklaren waarom haar cliënte vóór 2001 mentaal noch fysisch in staat was om een verzoek in te dienen bij de Commissie: tot 2001 verkeerde verzoekster ingevolge de toegediende medicatie in een permanent versufte toestand, waarbij zij geen notie had van tijd of ruimte.

Na studie van het dossier is de Commissie van oordeel dat het standpunt van de advocaat van verzoekster kan bijgetreden worden. De Commissie is de mening toegedaan dat de opeenvolgende opnames van verzoekster in diverse ziekenhuizen en psychiatrische inrichtingen, over meerdere periodes en regio's verspreid, inderdaad als een vorm van overmacht voor het niet tijdig indienen van een hulpverzoek kan beschouwd worden.

M3675 (2005) [auteur décédé pendant la procédure au civil]

Bij arrest van het Hof van Beroep te Antwerpen d.d. 20 januari 1999 werd de zaak terug naar de eerste rechter verwezen voor verdere afhandeling van de burgerlijke belangen. Aan verzoekster was door de eerste rechter een provisie toegekend en werd Dr. Debandt als deskundige aangesteld. Diens voorlopig verslag dateert van 10 juli 2001. In september 2001 zou het definitief verslag neergelegd zijn.

De dader overleed op 2 maart 2003.

Verzoekster had nog steeds de mogelijkheid een definitieve vordering te formuleren lastens de dader, in afhandeling van de burgerlijke belangen.

Gelet op het overlijden van de dader is dit evenwel niet langer mogelijk, een gegeven waarop verzoekster zelf geen enkele vat heeft.

In die omstandigheden meent de Commissie dat het hulpverzoek ontvankelijk dient geacht te worden.

M40043 (2005) [la crainte de représailles empêche d’obtenir une décision définitive]

In casu is het verzoekschrift ingediend op 26 januari 2004. Het arrest van het Hof van beroep te Brussel dateert van 1 december 1998 en het vonnis van de Correctionele rechtbank te Brussel waarbij dokter Van Kerkem werd aangesteld als deskundige dateert van 12 mei 1999. Aldus is er meer dan drie jaar verstreken alvorens het verzoekschrift werd ingediend.

De Commissie stelt evenwel vast dat de zaak op burgerrechtelijk gebied werd uitgesteld, zodat er tot op heden nog geen vonnis voorligt dat op burgerrechtelijk gebied definitief is geworden en de termijn aldus nog niet verstreken is.

Verder stelt de Commissie dat het voor verzoeker een onmogelijke opdracht is om verdere stappen te ondernemen om op burgerrechtelijk gebied een definitieve uitspraak te bekomen. Verzoeker en zijn familie leven namelijk nog steeds in angst voor mogelijke represailles van de daders. Verzoeker heeft bij de overval namelijk één van de daders doodgeschoten, terwijl de andere overvaller door verzoeker zwaar werd verwond.

Het geding opnieuw aanhangig maken bij de rechtbank zou verzoeker andermaal confronteren met de dader, wat een zware psychologische weerslag zou hebben.

M40589 (2008) [mineur]

- de ce qu’en l’espèce, il ressort du dossier que la requête a été introduite le 25 juin 2004 alors que le jugement date du 1er mars 2000;
- de ce que V est devenue majeure le 14 mars 2006 ;
- de ce qu’il ne peut lui être reproché de ne pas avoir introduit la requête dans le délai de 3 ans qui suit le jugement vu qu’elle était mineure d’âge jusqu’en mars 2006 ;
- de ce que selon la jurisprudence de la commission la requérante peut introduire la requête dans les trois ans qui suivent sa majorité ;

M50292 (2005) [âge avancé de la victime et disparition de l’auteur]

In de onderhavige zaak dateert het arrest van het Militair Gerechtshof, waarbij definitief uitspraak werd gedaan op strafgebied, van 23 oktober 2001. Het verzoekschrift werd bij de Commissie ingediend op 18 maart 2005, d.i. meer dan drie jaar na de definitieve uitspraak over de strafvordering.

De Commissie stelt evenwel vast dat de zaak op burgerrechtelijk gebied werd uitgesteld; tot op heden is er nog geen definitieve uitspraak op burgerrechtelijk gebied, zodat de termijn van drie jaar nog niet verstreken is.

Verder stelt de Commissie dat het voor verzoeker, die thans 76 jaar oud is, weinig of geen nut heeft een definitieve beslissing over de burgerlijke belangen na te streven aangezien hij de toegekende provisie nog steeds niet heeft

kunnen te gelde maken en de uitvoeringsmogelijkheden onbestaande zijn daar de dader niet meer in België is ingeschreven en naar Oostenrijk is verhuisd.

Gelet op die omstandigheden, meent de Commissie dat het verzoek ontvankelijk is.

M50715 (2006) [mineur au moment des faits]

Het verzoekschrift werd bij de Commissie ingediend op 5 augustus 2005, dus na de op straffe van verval bepaalde termijn.

In onderhavig geval dateert het arrest van het Hof van Beroep van Antwerpen van 21 juni 2000.

Gegeven dat verzoeker op dat ogenblik nog steeds minderjarig was en derhalve als handelingsonbekwame zelfs niet de mogelijkheid had om een rechtsgeldig verzoekschrift in te dienen en dat anderzijds de enige persoon die in rechte voor hem kon optreden weliswaar zich voor de rechtbank burgerlijke partij gesteld heeft qualitate qua haar minderjarige zoon, maar nadien nagelaten heeft zich namens haar zoon tot de Commissie te wenden.

Gegeven dat verzoeker, die eerst op 3 december 2002 meerderjarig is geworden, bovendien na de feiten alle contact met zijn moeder is verloren en daarenboven slechts zeer recent en geleidelijk aan kennis heeft gekregen van de destijds tegen zijn vader, dader van de feiten, gevoerde strafprocedure, is de Commissie van oordeel dat hij niet mag bestraft worden voor zaken die volkomen buiten hem om zijn gebeurd.

De Commissie aanvaardt dan ook overmacht en verklaart het verzoek ontvankelijk.

M51048 (2008) [décès de l'auteur]

- de ce que le conseil de la requérante introduit sa requête par courrier recommandé déposé à la poste en date du 17 novembre 2005, soit plus de 3 ans après la dernière décision judiciaire définitive, ce qui ne permettrait pas de rencontrer les prescriptions légales limitant le délai de forclusion à 3 ans ;
- de ce que, cependant, sur le plan civil, la condamnation a été prononcée à titre provisionnel;
- de ce que la requérante pourrait faire refixer l'affaire devant le tribunal afin qu'il statue en prosécution de cause sur les intérêts civils en litige et ferait, dès lors, courir un nouveau délai de forclusion;
- de ce que l'indemnisation de la victime a pris fin avec le décès de l'auteur des faits le 9 juin 2005 ;
- de ce que, jusqu'à cette date, la requérante a pu considérer que l'auteur des faits, de par ses versements réguliers, était solvable et que le critère de subsidiarité lui interdisait d'envisager une aide financière dans le cadre de la procédure prévue par la loi du 1er août 1985;

- de ce que la requête a été introduite le 17 novembre 2005 ;
- de ce que la requête a été introduite 5 mois après le décès de l'auteur des faits;

M70674 (2007) [information erronée sur le délai pour introduire un recours]

Bij verzoekschrift d.d. 19 augustus 2005 diende de heer Z een verzoek in tot toekenning van een financiële hoofdhulp van € 62.000 (voor dezelfde schadeposten als die waarvoor thans om de toekenning van een noodhulp wordt verzocht).

Bij beslissing van de Commissie d.d. 6 maart 2007 werd het hulpverzoek ontvankelijk doch ongegrond verklaard. De Commissie motiveerde haar afwijzende beslissing als volgt:

“Artikel 33 § 1 van de wet draagt de Commissie uitdrukkelijk op om bij het waarden van het bedrag van de hulp onder meer rekening te houden met «het gedrag van de verzoeker indien deze rechtstreeks of onrechtstreeks heeft bijgedragen tot het ontstaan van het nadeel of de toename ervan.»

Bij nazicht van het dossier stelt de Commissie vast dat verzoeker het slachtoffer werd van een afrekening binnen het drugsmilieu. Uit het door het parket-generaal te Antwerpen overgemaakt strafdossier blijkt dat verzoeker heroïne en cocaïne op zak had toen hij op 29 juni 2002 door de genaamde Ihsan Celik in het hoofd werd geschoten.

Overigens werden de aan Celik ten laste gelegde feiten, benevens de poging tot doodslag op verzoeker, gekwalificeerd als “door middel van geweld of bedreiging, ten nadele van Z, een niet nader te bepalen substantie, vermoedelijk drugs, die hem niet toebehoorde, bedrieglijk weggenomen te hebben”.

De Commissie is van oordeel dat het hierboven uiteengezette principe van collectieve solidariteit tussen de leden van eenzelfde natie, op grond waarvan een schadeloosstelling kan toegekend worden zonder dat deze integraal is of een afdwingbaar recht inhoudt, door de verzoeker zelf wordt doorbroken wanneer deze door eigen gedrag of door het stellen van handelingen schade toebrengt aan de andere leden van de natie waartoe hij/zij behoort door bijvoorbeeld bezit of handel in drugs. In die omstandigheid meent de Commissie dat het nooit de bedoeling van de wetgever kan zijn geweest dat de Staat, die bovendien de schade niet veroorzaakt heeft, moet opdraaien voor het herstel van de schade overkomen aan personen die willens nillens in een drugs- of ander crimineel milieu opereren en daardoor zelf het risico opzoeken van onderlinge afrekeningen.

Op basis van die overwegingen en met toepassing van voormeld artikel 33 § 1 van de wet, is de Commissie van oordeel dat het verzoek als ongegrond moet worden afgewezen.”

Per aangetekend schrijven van het secretariaat van de Commissie d.d. 6 maart 2007 werd de beslissing betekend aan verzoeker, met de mededeling dat deze binnen een termijn van zestig dagen hoger beroep kon instellen bij de Raad van State. Dit schrijven werd op 23 maart 2007 door verzoeker ontvangen. Op 4 mei 2007 diende de heer Z tegen de beslissing van de Commissie een verzoekschrift tot nietigverklaring in bij de Raad van State wegens schending van de rechten van de verdediging (meer bepaald de hoorplicht), schending van de motiveringsplicht en schending van het legaliteits- en het proportionaliteitsbeginsel.

In haar arrest d.d. 18 juni 2007 stelde de Raad van State dat het door de heer Z ingesteld beroep een cassatieberoep in de zin van artikel 14, § 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State betreft. Aangezien een dergelijk beroep binnen de termijn van dertig dagen na de kennisgeving van de bestreden beslissing moet worden ingediend, stelde de Raad van State vast dat het beroep laattijdig was en bijgevolg niet toelaatbaar.

Verzoeker, die aldus volledig in de kou leek komen te staan – mede als gevolg van de verkeerde inlichtingen verstrekt door het secretariaat van de Commissie nopens de beroepstermijn voor de Raad van State –wendde zich opnieuw tot de Commissie middels een verzoek tot toekenning van een noodhulp.

M80723 (2009)

In dit dossier dateert het arrest van 2004. Het verzoekschrift werd pas op 15 juli 2008 neergelegd. De verzoekster beroept zich op overmacht: pas wanneer zij meerderjarig geworden is (4 november 2006) kon zij zelf de nodige stappen ondernemen. De Commissie houdt rekening met het feit dat de verzoekster als minderjarige en derhalve als handelingsonbekwame zelfs niet de mogelijkheid had om een rechtsgeldig verzoekschrift in te dienen en dat anderzijds de enige persoon die in rechte voor haar kon optreden weliswaar zich voor de rechtbank burgerlijke partij gesteld heeft qualitate qua haar minderjarige dochter, maar nadien nagelaten heeft zich namens haar dochter tot de Commissie te wenden.

De Commissie meent dat verzoekster, die eerst op 4 november 2006 meerderjarig is geworden, niet mag bestraft worden voor zaken die volkomen buiten haar wil om zijn gebeurd.

CHAPITRE 9. QUANT AUX MENTIONS DE LA REQUETE

La requête doit être présentée en double exemplaire et contenir un certain nombre de mentions énumérées par l'article 34, paragraphe 1er de la loi.

Ces mentions ne sont pas prescrites à peine de nullité.

Le secrétariat de la commission met à la disposition du public, sur simple demande, des formulaires de requête pré-imprimés. Ces formulaires sont également disponibles sur internet sur le site du SPF Justice.

SECTION 2 : LA NATURE DE L'AIDE

CHAPITRE 1. QUANT AUX TYPES D'AIDES

La loi distingue trois types d'aides qui peuvent être octroyées aux victimes ou à leurs ayants-droit :

A. l'aide

C'est le montant sollicité à titre principal par le requérant et de nature à rencontrer, en équité, le préjudice subi. La loi ne s'oppose pas à ce que la victime sollicite une "aide principale évaluée provisoirement".

B. l'aide d'urgence

C'est le montant sollicité par le requérant, en cas d'urgence, lorsque tout retard dans l'octroi d'une aide pourrait lui causer un préjudice important. S'il le souhaite, le requérant peut également demander ultérieurement une aide principale. Le requérant est tenu d'établir l'état d'urgence (JU 36), sous peine de voir sa demande refusée.

Il est possible de demander à plusieurs reprises une aide d'urgence (JU 37). Lorsqu'il s'agit des frais médicaux, l'urgence est présumée par la loi.

C. l'aide complémentaire

C'est l'aide que l'on peut demander lorsqu'après l'octroi d'une aide principale, le dommage s'est aggravé de façon notable (JU 38). La demande tendant à l'octroi d'un complément d'aide doit, à peine de forclusion, être introduite dans les dix ans à compter du jour où l'aide principale a été liquidée.

Jurisprudence :

JU 36 aide d'urgence

- principe
- pour quels postes de dommage
- aide d'urgence pour un proche
- l'octroi d'une aide urgente ne garantit pas l'octroi d'une aide principale

principe

M2278 (2005)

Voor wat betreft het onderdeel "medische kosten" van de gevraagde noodhulp wordt overeenkomstig alinea 4 van artikel 36 de dringendheid altijd verondersteld

en wordt het reële bedrag van de kosten in aanmerking genomen. De voor deze post gevraagde noodhulp dient dan ook toegekend te worden.

M2361 (2007)

Tenant compte d'une part :

- de ce que l'article 36 de la loi du 1er août 1985 prévoit que lorsque tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important, il peut être fait droit à la demande de la victime tendant au versement d'une aide d'urgence. Pour la vérification de la condition d'urgence et la détermination du montant de l'aide, la jurisprudence de la Commission tend à tenir compte du montant des frais médicaux et de la situation matérielle des requérants;
- de ce qu'en l'espèce les frais médicaux et les périodes d'incapacité (revenus garantis) ont été pris en charge par une assurance;
- de ce qu'en outre l'urgence procède essentiellement de la carence mise par la requérante à diligenter sa procédure devant la Commission alors que le jugement correctionnel dont elle se prévaut a été prononcé le 22 septembre 2006 ;
- de ce que les postes de dommages principaux (dommage moral, dommage matériel, perte d'emploi) pourront être pris en considération dans le cadre de l'aide principale que la requérante peut introduire;

...

déclare la demande irrecevable ;

M40621 (2005)

Tenant compte d'une part :

- que l'article 36 de la loi prévoit que « lorsque tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important, vu sa situation financière », il peut être fait droit à une aide d'urgence ;
- De ce que pour évaluer cette urgence, la jurisprudence de la commission se réfère à l'importance des frais médicaux supportés par la victime ;
- Que le requérant est dans une situation financière précaire ;

M40651 (2005)

Tenant compte d'une part :

- que l'article 36 de la loi prévoit que « lorsque tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important, vu sa situation financière », il peut être fait droit à une aide d'urgence ;
- De ce que pour évaluer cette urgence, la jurisprudence de la commission se réfère à l'importance des frais médicaux supportés par la victime, mais que, dans le cas présent, la requérante ne justifie pas sa demande par des frais médicaux ;

- que les autres postes du dommage (frais matériels, dommage moral, perte de revenu,...) peuvent être sollicités dans le cadre de l'aide principale que la requérante peut introduire devant la Commission.

la Commission déclare la demande recevable, mais non fondée.

pour quels postes de dommage

M2228 (2005)

que le requérant justifie des frais matériels pour un montant de 1.936,72 € , frais qui ne sont pas généralement pris en compte dans le cadre d'une aide d'urgence mais plutôt dans le cadre d'une aide principale ;

M3166 (2005)

Uit de door de verzoekster overgemaakte stukken en uit de nadere toelichting verstrekt ter zitting door haar raadsman blijkt dat zij geen noodhulp voor medische kosten doch enkel voor geleden morele schade vraagt.

Voor andere schadeposten dan medische kosten, zoals de morele schade en de materiële kosten, die voorkomen in de limitatieve lijst van artikel 32, § 1, van de wet van 1 augustus 1985, wordt de dringendheid niet verondersteld. Deze schadeposten kunnen in aanmerking worden genomen in het kader van een eventuele aanvraag tot het bekomen van hoofdhulp.

M40431 (2005)

De Commissie is van oordeel een noodhulp zoals door verzoeker gevraagd voor enerzijds medische kosten ten bedrage van € 890 en anderzijds wegens verlies van inkomsten voor een voorlopig geraamd bedrag van € 4.000, gelet op het precaire statuut waarin de verzoeker ten tijde van de feiten verkeerde, te moeten toekennen.

Morele schade is niet van die aard dat de eventuele vertraging in de toekenning ervan een ernstig nadeel voor betrokkene zou teweeg brengen, zoals vereist door artikel 36 van de wet.

M50053 (2005)

De verzoeker vraagt, naast een hulp voor reeds uitgegeven en nog uit te geven medische kosten en ziekenhuiskosten, de toekenning van een hulp voor verlies aan inkomsten. De Commissie meent dat in het kader van het onderzoek van de vraag tot het bekomen van een noodhulp de voornaamste posten die in aanmerking genomen kunnen worden de reeds gemaakte en de nog te maken medische- en ziekenhuiskosten zijn. De andere schadepost, het verlies aan inkomsten, welke voorkomt in de limitatieve lijst van artikel 32, § 1 van de wet van 1 augustus 1985, kan in aanmerking worden genomen bij het onderzoek van de aanvraag tot het bekomen van een hoofdhulp.

Verzoeker raamt zijn reeds gemaakte medische – en ziekenhuiskosten op € 2.500,00. Zoals blijkt uit het dossier dient verzoeker nog verschillende (deskundige) onderzoeken te ondergaan, wat ongetwijfeld bijkomende kosten met zich meebrengt.

Gelet op de ernst van de feiten en de gevolgen ervan voor verzoeker, meent de Commissie dat aan verzoeker een noodhulp van € 5.000,00 kan worden toegekend. Door de toekenning van dit bedrag wordt geanticipeerd op toekomstige rekeningen.

M70229 (2007)

Tenant compte d'une part :

- du dommage subi ;
- des frais d'hospitalisation et des frais médicaux dûment justifiés au dossier pour un montant de 11.250,63 €;

et d'autre part,

- du fait que les autres postes du dommage (frais matériels, dommage moral, perte de revenu,...) peuvent être sollicités dans le cadre de l'aide principale que la requérante peut introduire devant la Commission;
- de ce que les frais de coiffure et frais téléphoniques ne peuvent être assimilés à des frais matériels directement liés à l'agression ;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide urgente de 11.250,63 €.

M70602 (2009)

Met betrekking tot de voorliggende zaak stelt de Commissie vast dat gerechtsdeskundige Dr. Pastijn zijn werkzaamheden pas zal aanvatten na betaling van de provisie. Nu verzoekster niet over de financiële middelen beschikt om de deskundige te provisioneren en het uitblijven van een hulp in hoofde van verzoekster een ernstig nadeel betekent, is volgens de Commissie voldaan aan de toekenningsvoorwaarden voor een noodhulp. Het behoort overigens tot de vaste rechtspraak van de Commissie om een noodhulp toe te kennen teneinde verzoek(st)er toe te laten de deskundige te provisioneren.

In die omstandigheden meent de Commissie dat de gevraagde noodhulp kan worden toegekend.

M70926 (2008)

Tenant compte d'une part :

- de ce que la requérante a été victime d'une agression ;
- de ce que la requérante précise être dans une situation financière délicate ;
- de ce que les frais matériels exposés sont justifiés ;

- de ce que les frais de soins de santé exposés sont limités en l'état actuel à 172,57 € ;
- de ce que la requérante a communiqué une attestation d'un thérapeute pour la reprise d'un suivi au coût de 75 €/séance ;
- de ce que le suivi doit être poursuivi à raison d'une séance hebdomadaire pendant un an au moins ;

d'autre part

- de ce que les frais d'avocats ne sont pas pris en compte par la Commission;
- de ce que les postes « incapacités », « dommage moral » ... peuvent être sollicités dans le cadre d'une aide principale;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide urgente de 5.000 €.

M80842 (2008)

Hoe dan ook kan aan verzoekster voor de medische en aanverwante kosten een noodhulp worden toegekend, aangezien voor deze kosten de dringendheid wordt verondersteld.

Gelet op de reeds gemaakte medische kosten en de kosten die verzoekster in de toekomst nog zal moeten maken, meent de Commissie dat voor deze schadepost een noodhulp kan worden toegekend zoals hierna bepaald.

Luidens de gevestigde rechtspraak komt de morele schade niet voor de toekenning van een noodhulp in aanmerking.

Teneinde zich een nauwkeurig beeld te kunnen vormen van de door verzoekster opgelopen letsels en de impact ervan, acht de Commissie het aangewezen om de Gerechtelijk-geneeskundige dienst (G.G.D.) te belasten met een medisch onderzoek van verzoekster. Zulks zal gebeuren bij afzonderlijk bevelschrift van de voorzitter-verslaggever. Op basis van het verslag van de G.G.D. zal de schade definitief kunnen begroot worden en kan verzoekster in aanmerking komen voor de toekenning van een hoofdhulp (op voorwaarde dat zij daartoe een apart verzoekschrift indient).

M81191 (2009)

de ce qu'il ressort de sa jurisprudence que la Commission n'octroie pas d'aide financière pour provisionner un expert.

M90472 (2009)

Tenant compte :

- des frais médicaux et pharmaceutiques d'un montant de 121, 37 € que le requérant a supportés;
- du devis établi par le dentiste du requérant qui évalue la reconstruction dentaire à un montant de 3.000 € ;

– des revenus modestes du requérant qui émerge au chômage ;
la Commission estime qu'il y a lieu d'allouer au requérant une aide d'urgence de 3.121, 37€.

M90942 (2009)

Uit de rechtspraak van de Commissie blijkt dat noodhulp op de eerste plaats wordt toegekend om de medische kosten te dekken. Uitzonderlijk wordt het ook toegekend voor andere dringende kosten (zoals expertisekosten) of voor onmiddellijk en aanzienlijk verlies aan inkomsten dat niet door de sociale zekerheid wordt opgevangen. Er dient dan wel te worden aangetoond dat het slachtoffer ingevolge de feiten in financiële nood verkeert.

Wat de voorliggende zaak betreft blijkt uit de voorgelegde stukken dat verzoeker thans is teruggevallen op een maandelijkse vergoeding van 60 % van zijn loon (na periodes waarin dit 70 % en 80 % bedroeg), met alle nadelige financiële gevolgen van dien (verzoeker kan nog amper de verdere medische uitgaven bekostigen).

Overigens lijkt het volgens de Commissie weinig twijfel dat de opgelopen letsels de verdere professionele activiteiten van verzoeker danig zullen hypothekeren.

In die omstandigheden acht de Commissie de toekenning van een noodhulp van € 5.000 voor het inkomstenverlies billijk. Hierbij weze aangestipt dat dit bedrag niet tot doel kan hebben het volledig loonverlies te lenigen, doch slechts de meest acute kosten vermag op te vangen.

aide d'urgence pour un proche

MM710 (2005)

Tenant compte :

- des frais funéraires dûment justifiés qui ont été supportés par la requérante pour un montant de 1.319, 73 € ;
- de la situation matérielle précaire de la requérante qui ne dispose que d'une pension mensuelle de 563 € ;

la Commission estime qu'il y a lieu d'accorder à la requérante, une aide d'urgence, fixée ex æquo et bono, à la somme de 1.319 €.

M50153 (2005)

Een noodhulp kan, conform artikel 36, eerste lid van de wet van 1 augustus 1985, worden toegekend, indien elke vertraging bij de hulpverlening de verzoeker een aanzienlijk nadeel zou kunnen berokkenen. Gezien de voorgelegde stukken, waaruit blijkt dat verzoeker ingevolge de gewelddaad aanzienlijke (begrafenis) kosten heeft moeten maken die hij ingevolge zijn precare financiële toestand niet kan betalen, komt het billijk voor dat hem een noodhulp wordt uitgekeerd.

De Commissie kan evenwel de schadepost “begraveniskosten” voor maximaal € 2.000 in aanmerking nemen, zoals voorgeschreven door artikel 32 § 4 van de wet van 1 augustus 1985 juncto artikel 2 van het Koninklijk Besluit van 18 december 1986.

M60042 (2006)

Tenant compte d'une part :

- de ce que le requérant fournit les justificatifs des frais funéraires pour un montant total de 4.900,64 €;

et d'autre part,

- de ce que la jurisprudence de la Commission limite l'intervention pour les frais funéraires à la somme de 2.000 €;
- de ce qu'aucune information n'a été communiquée concernant la situation financière du requérant permettant notamment d'évaluer l'urgence pour la prise en charge des frais funéraires;
- de ce qu'en conséquence l'urgence n'est pas démontrée ;

M70018 (2007)

Tenant compte d'une part :

- du préjudice subi suite au décès tragique de son fils ;
- des frais médicaux (ambulance et hospitalisation) dûment justifiés au dossier par le requérant;
- des frais funéraires dûment justifiés ;
- de la situation précaire dans laquelle le requérant se trouve;

et d'autre part,

- du fait que le montant maximum des frais funéraires pouvant être octroyé par la commission est limité à 2.000 € sur base de l'arrêté royal du 18 décembre 1986 ;
- du fait que les autres postes du dommage (frais matériels, dommage moral, perte de revenu,...) peuvent être sollicités dans le cadre de l'aide principale que la requérante peut introduire devant la Commission;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide urgente de 5.000 €.

l'octroi d'une aide urgente ne garantit pas l'octroi d'une aide principale

M3443 (2007)

Tenant compte d'une part,

- de ce que la loi du 1er août 1985 en son article 31bis impose de disposer, pour l'aide principale, d'une décision judiciaire définitive ou d'un classement sans suite pour auteurs inconnus ;
- de ce qu'en l'espèce le motif de classement sans suite n'a pas été précisé ;
- de ce que la Commission, sur base du dossier répressif, considère que le motif de classement sans suite n'est pas « auteurs inconnus » eu égard au fait notamment que des personnes ont été identifiées (en ce compris le dénommé H cité par la requérante) et entendues dans ce dossier ;
- de ce qu'en outre la requérante, malgré ce classement sans suite, disposait de la possibilité de se constituer partie civile ou d'introduire une procédure au civil contre le ou les auteurs des faits dont le dénommé H clairement identifié par la requérante ;
- de ce que l'article 31 1° de la loi du 1er août 1985 stipule que la Commission peut accorder une aide aux victimes d'un acte intentionnel de violence ;
- de ce qu'eu égard aux diverses expertises jointes au dossier (en ce compris celles du Dr J et celle du Dr R), la Commission estime ne pas disposer d'éléments objectifs suffisant pour asseoir avec certitude qu'il y a bien eu un acte intentionnel de violence ;

et d'autre part,

- de ce que deux aides d'urgence ont été accordées à la requérante ;
- de ce que l'examen de l'aide d'urgence ne répond pas aux mêmes critères d'exigence légale que ceux retenus pour l'aide principale ;

JU 36A aide d'urgence: l'urgence

M40706 (2005)

Tenant compte d'une part :

- que l'article 36 de la loi prévoit que « lorsque tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important, vu sa situation financière », il peut être fait droit à une aide d'urgence ;
- que pour évaluer cette urgence, la jurisprudence de la commission se réfère à l'importance des frais médicaux encore à venir ;
- que la requérante suit toujours des thérapies ;
- qu'il résulte des pièces déposées au dossier que la requérante a été hospitalisée à plusieurs reprises.

M40773 (2005)

Tenant compte :

- du fait que le requérant se trouve dans une situation matérielle précaire dans la mesure où il ne dispose que d'allocations de chômage;

- de ce que sa situation financière ne lui permet pas de procéder aux soins médicaux dont il aurait besoin et qui s'élèvent à la somme de 600 € pour les frais dentaires, selon devis du dentiste) et à la somme de 419, 82 € pour les frais de chirurgie correctrice selon estimation du chirurgien;

la Commission estime qu'il y a lieu d'accorder au requérant une aide d'urgence de 1.500 €.

M40845 (2005)

Tenant compte :

- de ce que le requérant a supporté des frais médicaux et pharmaceutiques dûment justifiés pour un montant de 923, 93 €;
- du fait que la requérante se trouve dans une situation financière précaire dans la mesure où elle ne perçoit que des allocations familiales d'environ 850 € ;

la Commission estime qu'il y a lieu de faire droit à la demande de la requérante et de lui accorder une aide d'urgence de 923, 93 €.

M40959 (2005)

In het onderhavig dossier vraagt verzoekster om de toekenning van een noodhulp voor de medische kosten. Luidens het vierde lid van het hierboven geciteerd artikel wordt in deze hypothese de dringendheid verondersteld en wordt het reële bedrag van de medische kosten door de Commissie in aanmerking genomen. In het onderhavig dossier belopen de kosten € 400,42.

Verzoekster wijst er evenwel op dat de kosten in de toekomst zeker zullen oplopen en vraagt daarom in billijkheid om de toekenning van een noodhulp van € 2.000.

De Commissie acht het aangewezen om inderdaad te anticiperen op toekomstige medische kosten en kent aan de verzoekster een noodhulp toe zoals hierna bepaald.

M50106 (2005)

Tenant compte:

- des frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et de kinésithérapie dûment justifiés supportés par la requérante pour un montant de 671, 48 €;
- du fait que la requérante vit seule et se trouve dans une situation matérielle précaire dans la mesure où elle ne dispose que d'une pension mensuelle de 741, 27 €.
- de ce que la requérante postule des frais matériels qui sont généralement pris en compte par la Commission, dans le cadre d'une demande d'aide principale mais qui dans le cas d'espèce sont des frais que l'on pourrait qualifier de paramédicaux ;

la Commission estime qu'il y a lieu de faire droit à la demande de la requérante et de lui accorder une aide d'urgence de 1.000 €.

M50394 (2005)

In het onderhavig dossier bedragen de ziekenhuiskosten en kosten van ambulance € 2.706,78, zodat voor deze kosten zonder meer een noodhulp kan toegekend worden.

Gelet op de opname van verzoeker in een psychiatrisch ziekenhuis is de Commissie van oordeel dat er ook in de toekomst kosten zullen dienen gemaakt te worden, zodat de gevraagde noodhulp van € 4.000 kan toegekend worden.

M61106 (2007)

Tenant compte d'une part :

- des frais de soins de santé et d'hébergement en maison de repos dûment justifiés au dossier par la requérante ainsi que des frais engendrés par les récentes interventions du CPAS de H et de l'asbl Télé-Entraide de H;
- de la situation précaire dans laquelle la requérante se trouve depuis les faits ;
- de ce que la requérante a subi un important préjudice suite à son agression et de ce que son frère, lui aussi victime lors de la même agression, est décédé ce 21 avril 2007 ;

et d'autre part,

- de ce que l'article 2 de l'arrêté royal du 18 décembre 2003 limite l'intervention de la commission pour les frais matériels à la somme de 1.250 €;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide urgente de ...

M70348 (2007)

Tenant compte d'une part :

- de ce que les frais de soins de santé et frais matériels exposés sont justifiés pour un montant de 534,28 € ;

et d'autre part,

- du fait que les autres postes du dommage (frais matériels, dommage moral, perte de revenu,...) peuvent être sollicités dans le cadre de l'aide principale que la requérante peut introduire devant la Commission;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide urgente de 534,28 € .

M70790 (2008)

Luidens de eerste alinea van het hierboven geciteerd artikel 36 kan de Commissie aan een slachtoffer een noodhulp toekennen indien deze in financiële moeilijkheden verkeert. Een uitzondering op deze voorwaarde wordt gemaakt voor de medische kosten en de ziekenhuiskosten, met inbegrip van de prothesekosten (zie het laatste lid van artikel 36: “de kosten bedoeld in artikel 32, § 1, 2^o”): voor deze kosten wordt de dringendheid verondersteld.

Rekening houdende met de precaire financiële situatie van de verzoekster en met de door haar reeds gemaakte medische kosten zoals zij blijken uit het neergelegde dossier, meent de Commissie aan verzoekster naar billijkheid een noodhulp te kunnen toekennen.

JU 36B aide d’urgence: absence d’urgence

- absence d’urgence
- autres raisons

absence d’urgence

M2549 (2005)

Tenant compte d’une part :

- des circonstances des faits,
- du rapport médical présent au dossier répressif;

et d’autre part :

- de l’absence totale de justificatifs de frais médicaux;
- de l’absence d’indication en ce qui concerne le suivi médical à poursuivre ou le traitement consécutif aux faits ;
- de l’absence totale de réaction du requérant aux multiples courriers adressés par la Commission (07/10/2002, 13/05/2003, 27/10/2003, 07/05/2004 et 15/09/2004) et aux convocations de la police en vue de l’enquête sur la situation du requérant ;

La Commission estime que la requête ne rencontre pas les critères de la loi du 01/08/1985 et déclare la demande d’aide d’urgence non fondée.

M2706 (2006)

Le 28 septembre 2002, le requérant participe à un match de football contre l’équipe de Villers-le-Bouillet, quand un joueur de l’équipe adverse lui porte un coup de poing qui entraîna une blessure à l’oreille et la destruction de son appareil auditif.

...

- qu'aucun document n'atteste d'une invalidité permanente suite à l'agression ;
- que les frais médicaux sont très réduits et que les frais matériels sont susceptibles d'être pris en charge par une assurance ;
- que le requérant ne semble donc pas être dans une situation d'urgence telle que définie à l'article 36 de la loi du 1er août 1985 ;
- que les autres postes du dommage (frais matériels, dommage moral, perte de revenu,...) peuvent être sollicités dans le cadre de l'aide principale que le requérant peut introduire devant la Commission,

la Commission déclare la demande recevable, mais non fondée.

M40349 (2005)

Tenant compte d'une part :

- des frais médicaux, pharmaceutiques et de kinésithérapie dûment justifiés pour un montant de 313, 12 € qui ont été supportés par le requérant ;

et d'autre part :

- du fait que depuis l'octroi de la première aide d'urgence [2000 € in 2004], la situation financière du requérant a évolué dans la mesure où il a pu retrouver du travail et est actuellement délégué commercial pour le compte de l'entreprise où il travaillait au moment des faits ;

la Commission estime que l'urgence ne se justifie pas et qu'il y a lieu de déclarer la demande du requérant, non fondée.

M40932 (2005)

Tenant compte d'une part :

- des frais médicaux et pharmaceutiques dûment justifiés au dossier pour un montant de 243,14 €;
- des frais dentaires justifiés pour un montant de 116,84 €;
- des rapports médicaux joints au dossier ;

et d'autre part :

- de ce que les frais justifiés s'élèvent à la somme de 350,98 €, soit un montant inférieur au seuil fixé par l'article 36 de la loi du 01/08/1985 (« l'aide d'urgence est octroyée par cas et par requérant pour un dommage excédant 500 € ») ;
- du fait que la requérante déclare que les frais médicaux à sa charge ont été augmentés de 20 % depuis les faits mais qu'elle ne fournit aucun justificatif à cet égard ;
- du fait que les autres postes du dommage (frais matériels, dommage moral, ...) seront examinés dans le cadre de l'aide principale que la requérante peut introduire devant la Commission dès qu'elle aura connaissance des suites judiciaires apportées à sa plainte;

- de ce que la requérante peut solliciter une expertise médicale lors de l'introduction de la requête d'aide principale afin que l'expert puisse déterminer les incapacités et invalidités résultant des faits et le surcoût des frais pharmaceutiques depuis l'agression ;

La Commission estime dès lors la demande d'aide d'urgence de la requérante recevable mais non fondée et l'invite à faire le nécessaire pour l'introduction d'une demande d'aide principale.

M41262 (2005)

Tenant compte :

- que l'article 36 de la loi prévoit que « lorsque tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important, vu sa situation financière », il peut être fait droit à une aide d'urgence ;
- que pour évaluer cette urgence, la jurisprudence de la commission se réfère à l'importance des frais médicaux supportés par la victime, mais que, dans le cas présent, la requérante ne justifie pas sa demande par d'importants frais médicaux ;
- que les faits ont été qualifiés d'accident de travail et que les frais médicaux ont été pris en charge par l'assureur-loi,
- que les faits se sont produits en avril 1999 ;
- que la requête a été introduite en date du 21 décembre 2004, soit 5 ans et demi après les faits ;
- que le montant des frais justifié est inférieur à la somme de 500 € ;
- que, selon l'article 36 de la loi du 01er août 1985, l'aide d'urgence est octroyée par cas et par requérant pour un dommage excédant 500 € et limitée à un montant de 15 000 € ;
- que les autres postes du dommage (frais matériels, dommage moral, perte de revenu,...) peuvent être sollicités dans le cadre de l'aide principale que le requérant peut introduire devant la Commission ;
- du fait que les autres postes du dommage (frais matériels, dommage moral, perte de revenu,...) peuvent être sollicités dans le cadre de l'aide principale que la requérante peut introduire devant la Commission;

la Commission déclare la demande recevable, mais non fondée.

M50020 (2005)

En date du 21 novembre 2001, vers 21 H 00, la requérante rentre chez elle. Le dénommé S, qui accompagne ses filles, se trouve au domicile de la requérante. Suite à un échange de propos un peu vif, la requérante demande au dénommé S et à ses filles de quitter la maison et brise les lunettes de S. Ce dernier s'emporte et administre de violents coups de poing à la requérante avant de quitter les lieux.

...

Tenant compte d'une part :

- des frais d'hospitalisation, médicaux et pharmaceutiques .

d'autre part

- que les faits se sont produits en novembre 2001;
- que la requête a été introduite en janvier 2005, soit plus de 3 ans après l'agression;
- que la requérante fait état de frais médicaux dont le lien avec les séquelles liées aux faits n'est pas établi
- que les postes de dommages principaux (dommage moral, perte d'années scolaires, séquelles psychologiques) pourraient être pris en compte dans le cadre de l'aide principale.

la Commission déclare la demande recevable mais non fondée ;

M50253 (2005)

De Commissie is van oordeel dat het verzoek om een noodhulp te bekommen ongegrond is, gelet op het feit dat dezelfde vordering werd opgenomen in de procedure ten gronde.

[Le requérant a obtenu une aide principale de 62.000 €]

M50273 (2007)

Tenant compte :

- de ce que l'article 36 de la loi du 1er août 1985 prévoit que lorsque tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important, il peut être fait droit à la demande de la victime tendant au versement d'une aide d'urgence. Pour la vérification de la condition d'urgence et la détermination du montant de l'aide, la jurisprudence de la Commission tend à tenir compte du montant des frais médicaux et de la situation matérielle des requérants ;
- de ce que la requête d'aide d'urgence a été introduite en 2005, soit 10 ans après les faits ;
- de ce que le requérant n'expose aucun frais médicaux .

M50422 (2006)

Verzoekster vraagt in eigen naam om de toekenning van een noodhulp van € 500 ter dekking van de morele schade.

Er moet opgemerkt worden dat morele schade, overeenkomstig de gevestigde rechtspraak van de Commissie, niet voor de toekenning van een noodhulp in aanmerking komt.

Deze schadepost kan wel gevraagd worden in het kader van de procedure hoofdhulp, op voorwaarde dat voldaan is aan de in artikel 31, 3°, van de wet

van 1 augustus 1985 voorziene vereiste van een “langdurige medische of therapeutische behandeling” in hoofde van het minderjarig slachtoffer.

Qualitate qua S vraagt verzoekster om de toekenning van een noodhulp van € 1.500 “voor schade van allerlei aard”.

In het schrijven van het secretariaat d.d. 10 mei 2005 werd aan (de raadsman van) verzoekster gevraagd om dit nader te specificeren en terzake de nodige stavingsstukken (medische verslagen, facturen inzake medische verzorging, therapie, enz.) over te maken.

In zijn antwoordschrijven deelde de raadsman mee dat er, ondanks diverse pogingen, geen bijkomende stukken betreffende de schade van allerlei aard konden bekomen worden.

In die omstandigheden meent de Commissie dat het verzoek tot toekenning van een noodhulp als ongegrond moet worden afgewezen.

M51108 (2006)

Nu de feiten dateren van de periode tussen 1965 en 1978 en verzoekster pas op 12 december 2005 een verzoekschrift neerlegde, dient vastgesteld dat verzoekster niet (meer) in aanmerking komt voor de noodhulp in de zin van artikel 36.

Inderdaad, een noodhulp kan, conform artikel 36, eerste lid van de wet van 1 augustus 1985, worden toegekend, indien elke vertraging bij de hulpverlening de verzoeker een aanzienlijk nadeel zou kunnen berokkenen.

De advocaat van verzoekster legt facturen voor van de jaren 1990 tot het jaar 2000. Van hoogdringendheid kan hier geen sprake meer zijn.

M60491 (2007)

Het spoedeisend karakter van de noodhulp veronderstelt dat verzoeker, als rechtstreeks gevolg van de opzettelijke gewelddaad, dringende en aanzienlijke medische kosten heeft die hij, ingevolge zijn precaire financiële toestand, niet kan betalen.

De Commissie zal dienen rekening te houden met het voormelde arrest waaruit blijkt dat de voorgelegde attesten en de opname in een psychiatrische instelling geenszins het bewijs leveren van het oorzakelijk verband met de beweerde feitelijkheden gedurende de jeugdijaren van verzoeker.

Bij gebrek aan oorzakelijk verband tussen de geweldplegingen op zijn persoon en de gevolgen, kan verzoeker dan ook geen hulp vorderen voor de gemaakte medische kosten.

Daarenboven kan er bezwaarlijk nog sprake zijn van hoogdringendheid, nu blijkt dat verzoeker sinds zijn meerderjarigheid bijna zeven jaar heeft gewacht alvorens een verzoekschrift in te dienen bij de Commissie.

M80436 (2008)

Par requête introduite au secrétariat de la Commission en date du 17 avril 2008, le conseil de la requérante expose que sa cliente a été victime d'un acte intentionnel de violence et postule l'octroi d'une aide urgente de 15.000 €. Une aide principale a également été introduite à la même date.

Par jugement du 26 décembre 2007, le Tribunal Correctionnel de Liège a condamné A à une peine de travail de 150 heures et à verser à la requérante la somme de 3.500 € à titre provisionnel. Le Dr B a été désigné comme expert.

Dans le cadre de l'aide principale introduite par le conseil de la requérante, l'enquête sur l'auteur des faits communiquée par le Procureur Général de Mons dans son rapport du 9 juillet 2008 précise (justificatif à l'appui) que l'auteur des faits :

- perçoit un salaire de 1.500 €/mois ;
- a versé à la requérante (via l'huissier CHABOT) la somme de 3.706,68 €.

...

Il est à noter que dans le cadre de l'aide principale également introduite par la requérante, le rapporteur a ordonné le 6 mai 2008 la réalisation d'une expertise médicale via l'Office médico-légal.

Tenant compte :

- de ce que les frais exposés sont justifiés pour 909,27 €;
- de ce que la requérante est au chômage ;
- de ce que la loi du 1er août 1985 consacre le principe de subsidiarité de l'aide en son article 31*bis*, § 1^{er}, 5° ;
- de ce qu'en l'espèce l'auteur des faits ne semble pas insolvable et a déjà versé la somme de 3.706,68 € (montant supérieur à celui octroyé par le tribunal à titre provisionnel);

déclare la demande recevable mais non fondée ;

autres raisons

M60510 (2008)

- de ce qu'il est très clairement spécifié par le Procureur du Roi de Tournai que l'information répressive a été classée sans suite en raison de l'attitude adoptée par la victime qui, de son propre aveu, avait bu de l'alcool et a voulu tenir tête à son agresseur ;
- de ce que la Commission, même s'il s'agit en l'espèce d'une aide d'urgence, ne peut ignorer le motif de classement sans suite retenu par le Parquet;
- de ce qu'en conséquence le principe de subsidiarité (prescrit par l'article 31*bis* 5° de la loi du 1er août 1985) n'est pas établi à suffisance dans ce dossier car l'auteur des faits n'étant pas inconnu, le requérant conserve la possibilité de se constituer partie civile, ou d'intenter une action au

civil contre l'auteur des faits et ce aux fins d'obtenir auprès de ce dernier l'indemnisation de son préjudice ;

- de ce que la requête d'aide d'urgence est en conséquence non fondée;

JU 37 diverses aides d'urgence

MM031 (2005)

Par requête introduite le 19/01/2000, le requérant expose qu'il a été victime d'un acte intentionnel de violence et postule une aide d'urgence d'un montant de 7 436,80€.

Par décision datée 27/02/2001, la commission octroie au requérant une aide urgente de 7 436,80€.

En date du 04/04/2005, le requérant introduit une nouvelle demande d'aide d'urgence d'un montant de 15.000 € pour couvrir pour les nouveaux frais médicaux et pharmaceutiques.

...

Tenant compte d'une part :

- de l'importance du traumatisme subi par le requérant suite à l'agression;
- du suivi médical nécessité depuis les faits et toujours en cours actuellement et des traitements à poursuivre, tel que précisé par les rapports médicaux ;
- des frais médicaux dûment justifiés au dossier;
- de la situation précaire dans laquelle le requérant se trouve ;
- du fait que le requérant est en incapacité de travail depuis les faits ;

et d'autre part :

- des montants déjà pris en compte dans le cadre de l'aide urgente octroyée par décision de la Commission datée du 27/02/2001 ;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide urgente de 12.750,00 €.

M70266 (2008)

Tenant compte d'une part :

- de ce que suite au décès de sa fille âgée de 4 ans, la requérante a été hospitalisée pendant plusieurs mois et a exposé des frais médicaux et de suivi psychologique justifiés pour un montant de 3.158, 26 € ;

et d'autre part :

- de ce que la requérante a déjà obtenu une aide d'urgence de 2.500 € par décision du 14/9/2007;

la Commission estime qu'il y a lieu de faire droit à la demande de la requérante et de lui allouer une aide d'urgence 3.158, 26 € .

M70534 (2008)

Le caractère urgent de cette seconde requête d'aide d'urgence est motivé par les nouveaux frais supportés par le requérant suite à une opération à l'épaule. Dans son courrier du 12 décembre 2007 le requérant porte le montant de sa demande à 2.000 € pour que soient pris en compte les frais matériels liés à son déménagement (le requérant réside à proximité de son agresseur).

Le requérant a bénéficié d'une première aide urgente de 1.200 € par décision rendue le 13 septembre 2007 et relative aux frais de soins de santé et frais de lunettes exposés.

Tenant compte d'une part :

- de ce que les nouveaux frais de soins de santé sont dûment justifiés pour la somme de 1.312,79€;
- de ce que le requérant dispose de revenus modestes ;
- de ce que le dossier est toujours en phase d'information ;
- de ce que le requérant a déjà bénéficié d'une aide urgente (décision de septembre 2007) ;
- de ce que les frais matériels ne peuvent être sollicités dans le cadre de l'aide d'urgence au vu de la loi du 1er août 1985 mais pourront être examinés dans le cadre de l'aide principale ;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide urgente de 1.400 €.

JU 38 l'aide complémentaire

- refus
- octroi

refus

241 (2005)

Tenant compte que deux problèmes se posent dans ce dossier.

- La demande d'aide complémentaire a été introduite le 30 avril 2004 soit plus de 10 ans après la décision de la commission; La loi prévoit que la demande d'aide complémentaire doit être introduite dans les 10 ans du versement de l'aide principale.
- La loi exige une aggravation manifeste du dommage, mais, dans son rapport du 18 janvier 2005, l'expert médico-légal ne relève aucune aggravation,

la Commission surseoit à statuer et souhaite:

- que la date du versement de l'aide principale soit vérifiée auprès des services compétents;

- que la requérante fournisse les documents probants établissant une aggravation manifeste de son dommage et notamment un certificat de la clinique ainsi qu'une copie de la plainte posée à la gendarmerie d'Angleur en 1998.

241 (2007)

Il résulte des éléments du dossier que la demande d'aide complémentaire introduite plus de 10 ans après la décision ayant accordé l'aide principale, n'est pas recevable, la requérante, de surcroît, ne prouvant pas qu'elle aurait reçu l'aide qui lui avait été accordée par décision du 15 février 1994, après le 30 avril de la même année.

489 (2005)

Que dans son rapport du 27 octobre 1993, l'expert de l'Office médico-légal concluait que le cas a été consolidé le 1^{er} juillet 1991 avec une invalidité permanente de 10 %.

Que sans son rapport du 28 novembre 2001, l'expert de l'OML conclut que le préjudice esthétique ne dépasse plus 1/7 et que l'invalidité **actuelle** est tout au plus de 5 %.

que le dommage ne s'est manifestement pas aggravé,

718 (2007)

- de ce qu'en l'espèce, la requérante a déjà obtenu de la Commission une aide principale de 1.250.000 BEF et chacune de ses filles, une aide de 1.500.000 BEF en tenant compte du dommage moral et de la perte d'aliments subies ;
- de ce que les postes du dommage qui peuvent être pris en compte dans le cas de proches d'une victimes décédées ont déjà fait l'objet d'une intervention de la Commission dans la décision du 19/5/2000 ;
- de ce que l'article 33 § 2 de la loi du 1^{er} août 1985 précise que « *l'aide est octroyée par cas et par requérant pour un dommage excédant 500 € et est limitée à un montant de 62.000 €* »
- de ce que la requérante invoque dans un courrier du 26/2/2007 qu'elle ne percevra rien de la part du cessionnaire de l'entreprise de son mari car il est tombé en faillite, que les frais d'avocats qu'elle a exposés sont élevés, que le coût de la vie a augmenté (ses deux filles coûtent plus cher), qu'un des présumé auteurs des faits est décédé ;
- de ce que ces éléments n'attestent pas d'une aggravation du dommage au sens de l'article 37 de la loi du 1^{er} août 1985 ;

744 (2008)

En l'espèce, il ressort des rapports de l'Office médico-légal que non seulement il n'y a pas eu d'aggravation du dommage mais qu'une psychothérapie aurait pour effet de diminuer le taux d'invalidité permanente de 70%;

1027 (2005)

Que le requérant a bénéficié d'une aide d'urgence de 300.000 BEF et d'une aide principale pour un montant de 1.250.000 BEF par décision du 16 février 1995, et d'autre part,

que dans son nouveau rapport du 15 octobre 2002, l'expert de l'Office médico-légal retient une invalidité permanente de 15% alors que dans son rapport précédent daté du 30 juillet 1997, il retenait une invalidité permanente de 20%;

qu'il n'y a pas d'aggravation manifeste du dommage dans le chef requérant au sens de l'article 37 de la loi du 1^{er} août 1985;

la Commission déclare la demande recevable, mais non fondée.

97153 (2006)

L'article 37 de la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence précise que: *La commission peut octroyer un complément d'aide lorsque après l'octroi de l'aide, le dommage s'est manifestement aggravé (...)*

En date du 05/08/1999, la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence octroie au requérant une aide principale d'un montant de 24789,35 €. La Commission se base sur le rapport d'expertise judiciaire du Dr BOXHO, daté du 13/08/1998, qui retient une invalidité permanente de 35 % dont 15 % d'incapacité permanente partielle.

Le requérant sollicite une aide complémentaire le 18/06/2004 et soumet à l'appui de sa requête un rapport médical du Dr B. La Commission sollicite une expertise auprès de l'Office médico-légal, ce dernier retient dans son rapport du 04/02/2005 une invalidité permanente de 35 %.

En date du 09/02/2006, le conseil du requérant fait parvenir un rapport médical du Dr D qui retient 40 % d'invalidité, dont 20 % d'incapacité économique partielle permanente.

La Commission est attentive à l'état de santé du requérant et aux plaintes formulées lors des expertises et reprises dans les rapports médicaux joints au dossier. Il est clairement établi que les séquelles relatives à l'agression subie par le requérant se manifestent toujours à l'heure actuelle et handicapent la vie sociale, personnelle et professionnelle du requérant, notamment en ce qui concerne la perte d'audition, la dépression et l'atonie faciale. Ces symptômes s'inscrivent dans une évolution pour lesquels les experts se sont prononcés. Si le Dr B note que le patient présente une cophose alors que précédemment, il

ne présentait qu'une perte sur les fréquences aiguës, il s'agit de noter que le Dr BOXHO faisait déjà état dans son rapport de surdité totale de perception gauche et de cophose gauche et que l'expert de l'OML, de son côté, note que l'audition s'est progressivement détériorée et qu'il y a confirmation de cophose gauche. Par ailleurs, le Dr BOXHO faisait également référence à la paralysie faciale avec perte de liquide par la commissure labiale et l'OML confirme les séquelles de paralysie de l'hémiface gauche. Le Dr D fait référence à une aggravation de la situation du requérant, eu égard aux conclusions du Dr BOXHO mais il ne se prononce pas quant aux conclusions de l'Office médico-légal précédant d'un an son rapport et faisant référence aux mêmes indications cliniques. Par ailleurs, le requérant ne fait pas mention de modification de son état entre le rapport de l'OML et le rapport du Dr D. Ces indications ne permettent dès lors pas de considérer, dans le chef du requérant, l'existence d'une aggravation *manifeste* du dommage.

La requérant fait état de la décision judiciaire statuant sur les intérêts civils, postérieure à l'examen de la demande d'aide principale du requérant et condamnant l'auteur à un montant supérieur que celui octroyé par décision de la Commission. Il s'agit de noter à cet égard que la commission est chargée d'apporter une aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, qu'elle ne peut fournir une indemnisation globale du dommage subi et que la loi du 01/08/1985 a défini limitativement les postes du dommage pouvant être pris en considération dans l'octroi d'une aide.

Tenant compte des éléments précités, de la loi du 01/08/1985 et spécialement de son article 37, des éléments du dossier, la Commission estime que la demande d'aide complémentaire du requérant est recevable mais non fondée.

MM089 (2006)

Bij de beslissing van 5 september 2002 kende de Commissie aan verzoeker een hulp toe van   15.000,00 waarbij zij onder meer rekening hield met een arbeidsongeschiktheid van 50%.

Verzoeker legt geen enkel stuk neer op het secretariaat van de Commissie waaruit zou blijken dat zijn schade sinds de beslissing van de Commissie van 5 september 2002 kennelijk is toegenomen. Integendeel het enige nieuw neergelegde medische attest – het attest van dokter Vanoverbeke d.d. 17 maart 2006 - spreekt zelfs over een consolidatiegraad van 30%.

In die omstandigheden dient het verzoekschrift dan ook als juridisch ongegrond te worden afgewezen, ook al heeft de Commissie begrip voor de situatie van de verzoeker die zich sinds de feiten en vooral nu geïsoleerd is gaan voelen.

MM352 (2009)

- de ce que dans son rapport de Janvier 2009, l'expert de l'Office médico-légal précise qu'il n'y a pas de lien direct et exclusif entre l'épilepsie (qui existait par ailleurs déjà en 2002) et les agressions sexuelles ;

- de ce que dans son rapport de Janvier 2009, l'expert de l'Office médico-légal précise qu'il y a un préjudice physico-moral de 10% d'invalidité au 1er juillet 1996, soit après une période d'invalidité temporaire partielle de 20% du 1er Janvier au 30 juin 1996;
- de ce que dans son rapport de Janvier 2009, l'expert de l'Office médico-légal précise qu'il n'y a pas de répercussion économique ;
- de ce que le taux d'invalidité n'a pas connu de modification ;
- de ce qu'il n'y a pas eu aggravation postérieure à la précédente décision de la Commission ;
- de ce que la Commission considère en conséquence que la requête est non fondée.

M1317 (2009)

que l'expert désigné par la Commission pour déterminer si le dommage s'est manifestement aggravé constate que les plaintes de la victime (« douleurs de la tête aux pieds ») n'établissent pas de faits nouveaux ou d'éléments d'aggravation et que le point de vue précédent peut être maintenu – IPP de 10% pour céphalée de tension et stress post traumatique avec tassement L1, la Commission statuant ex aequo et bono, déclare la demande recevable mais non fondée.

M2313 (2007)

- de ce qu'en l'espèce, à la lecture de la requête, on observe que la requérante ne mentionne pas une aggravation de son dommage mais fait uniquement état d'un rappel de factures du centre de revalidation d'un montant de 715, 83 €;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande de la requérante, non fondée.

M40203 (2006)

- het verzoekschrift van 25 februari 2004, neergelegd op het secretariaat van de Commissie op 5 maart 2004, waarbij de verzoekster om de toekenning heeft gevraagd van een aanvullende hulp van € 12.500;
- de beslissing van de Vijfde kamer van de Commissie d.d. 27 juni 2005 waarbij de Commissie het verzoek ontvankelijk verklaarde doch, gelet op het uitgesproken medisch karakter van het dossier, de Gerechtelijk-geneeskundige dienst belastte met de volgende opdracht: (1) nagaan of er een oorzakelijk verband bestaat tussen de op verzoekster gepleegde gewelddaad van 4-5 mei 1991 en de plaatsing van een rechterheupprothese op 11 december 2003; (2) de graden en periodes van arbeidsongeschiktheid vaststellen ingevolge de plaatsing van de heupprothese.

...

Luidens artikel 37 van de wet van 1 augustus 1985 kan de Commissie een aanvullende hulp toekennen wanneer na de toekenning van de hulp, het nadeel kennelijk is toegenomen.

Teneinde te oordelen of in het onderhavig dossier voldaan is aan de in artikel 37 van de wet voorziene voorwaarde, dient de Commissie na te gaan of er een oorzakelijk verband bestaat tussen de op verzoekster gepleegde gewelddaad van 4-5 mei 1991 en de plaatsing van een rechterheupprothese, ingevolge een fractuur na een val, op 11 december 2003.

Gelet op het medisch karakter van deze aangelegenheid werd de vraag voorgelegd aan de Gerechtelijk-geneeskundige dienst. Deze kwam tot het besluit dat er geen causaal verband te weerhouden is.

De Commissie heeft begrip voor de moeilijke situatie waarin verzoekster zich bevindt, doch kan de bevindingen van de G.G.D. niet zomaar naast zich neerleggen. Bovendien is uit de persoonlijke toelichting van verzoekster ter zitting van de Commissie d.d. 8 maart 2006 gebleken dat zij ingevolge hartproblemen frequent last heeft van duizeligheid. De val, waarbij zij haar rechterheup brak en waardoor de plaatsing van een heupprothese zich opdrong, deed zich precies voor tijdens een duizeling.

Aldus moet vastgesteld worden dat de “dramatische verergering” van de toestand van verzoekster in feite haar oorzaak vindt in hartproblemen.

In die omstandigheden is de Commissie van oordeel dat niet voldaan is aan de in artikel 37 van de wet bepaalde voorwaarde, zodat het verzoek tot toekenning van een aanvullende hulp als ongegrond moet worden afgewezen.

M40536 (2007)

Tenant compte,

- de ce que la Commission a pour rôle d’apporter une aide financière dans les conditions prescrites par la loi du 1er août 1985 ;
- de ce que le requérant a subi un dommage moral considérable suite au décès tragique de sa fille ;
- de ce que la Commission a octroyé, par décision du 26 juin 2005, une aide principale de 13.500 € ;
- de ce que le requérant a introduit une requête d’aide complémentaire, aide complémentaire qui peut être octroyée, comme le stipule l’article 37 de la loi du 1er août 1985, lorsque après l’octroi de l’aide le dommage s’est manifestement aggravé ;
- de ce que sur base des éléments du dossier l’aggravation du préjudice n’est pas établie ;
- de ce que le requérant produit uniquement une note pour des frais médicaux de 125 € ;

- de ce que l'aide complémentaire ne peut être assimilée à un recours contre la décision rendue dans le cadre de l'aide principale ;
- de ce que la loi prévoit spécifiquement une voie de recours auprès du Conseil d'Etat ;

M70218 (2007)

Verzoeker vraagt om de toekenning van een aanvullende financiële hulp - bovenop de hoofdhulp van € 10.000 die hem werd toegekend bij beslissing van de Commissie d.d. 15 december 2005 - omdat de Commissie bij de beoordeling van het hoofdhulpverzoek ten onrechte was uitgegaan van de solvabiliteit van de dader.

De Commissie wenst te benadrukken dat zij er in haar beslissing d.d. 15 december 2005 uitdrukkelijk op gewezen heeft dat:

- de wet van 1 augustus 1985 geen subjectief recht op schadeloosstelling voorziet, maar wel het recht op het indienen van een verzoek om een eventuele financiële hulp;
- uit de aard van de hulp volgt dat volledige vergoeding van de door het slachtoffer geleden schade niet wordt gewaarborgd;
- de Commissie naar billijkheid een financiële hulp toekent, voor de schadeposten die limitatief zijn opgesomd in artikel 32, § 1, van de wet. Meerinspanningen, waarvoor verzoeker de som van € 691,22 vroeg, zijn daarbij niet opgenomen;
- de kansen op recuperatie van de dader gering lijken (blz. 3, derde al.).

De mogelijkheden tot vergoeding van de dader zoals vermeld in het arrest d.d. 8 november 2004 van de K.I. vormen dus slechts één van de elementen die de Commissie in acht heeft genomen bij de toekenning van de financiële hulp. De Commissie beschikte inzake de solvabiliteit van de dader over geen andere objectieve gegevens dan deze vermeld in het arrest d.d. 8 november 2004 van de K.I., aangevuld met de stukken 9 en 10 voorgelegd door verzoeker (budgetbegeleiding – sociale woning).

Niettegenstaande het arrest melding maakt van volledige vergoeding door de dader, heeft de Commissie een billijke vergoeding van € 10.000 toegekend voor de morele en de esthetische schade.

Uit dit laatste blijkt dat de Commissie wel degelijk ook rekening heeft gehouden met de door de verzoeker voorgelegde stukken vermeld onder punt IV, derde alinea van de beslissing, stukken waaruit valt af te leiden dat recuperatie vanwege de dader zeer moeizaam zou zijn.

De wetgever heeft de voorwaarde voor het bekomen van een aanvullende financiële hulp precies geformuleerd: "De commissie kan een aanvullende hulp toekennen wanneer na de toekenning van de hulp, het nadeel kennelijk is toegenomen, onverminderd de toepassing van de artikelen 31 tot 33, § 1." (artikel 37 Wet 1 augustus 1985).

Met dit “nadeel” wordt de “ernstige lichamelijke of psychische schade als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad” bedoeld, zoals geformuleerd in artikel 31, 1°, van de wet.

Met betrekking tot de voorliggende zaak moet worden vastgesteld dat deze schade in hoofde van verzoeker na de beslissing d.d. 15 december 2005 niet kennelijk is toegenomen.

In die omstandigheden dient het verzoek tot aanvullende hulp als ongegrond te worden afgewezen.

M80507 (2009)

Tenant compte :

- de ce que l'article 37 de la loi du 1er août 1985 stipule que l'aide complémentaire peut être sollicitée en cas d'aggravation du dommage dans les 10 ans qui suivent l'octroi de l'aide principale ;
- de ce qu'aucune aide principale n'a été octroyée au requérant;
- de ce qu'en conséquence le requérant ne remplit pas les conditions pour l'octroi d'une aide complémentaire ;
- de ce que la requête d'aide complémentaire est irrecevable ;

M81117 (2009)

In casu stelt zich de vraag waarin de kennelijke toename van het nadeel bestaat, zoals trouwens opgemerkt in het verslag van de voorzitter-verslaggever. Hoewel verzoeker een verlenging van termijnen aanvraag heeft hij op het verslag niet gereageerd. Spijts uitdrukkelijk verzoek en herhaaldelijk uitstel van de zitting is hij evenmin verschenen teneinde de Commissie hieromtrent voor te lichten.

Bovendien moet de Commissie vaststellen dat zij in haar eerdere beslissing (van 1 maart 2000) reeds rekening gehouden heeft met toekomstige vernieuwingen van de tanden.

In die omstandigheden is de Commissie van oordeel dat niet voldaan is aan de in artikel 37 van de wet bepaalde voorwaarde, zodat het verzoek tot toekenning van een aanvullende hulp als ongegrond moet worden afgewezen.

octroi

99713 (2006)

Tenant compte d'une part :

- des conclusions de l'expert de l'Office médico-légal qui majore le taux d'invalidité permanente que conserve le requérant suite à l'agression subie, de 10 % depuis la décision d'aide principale de la Commission du 28/10/2002, soit un taux actuel consolidé à 50 % d'IPP ;

- du suivi médical, kinésithérapeutique, médicamenteux et thérapeutique indispensable, nécessité suite aux répercussions des faits sur l'état de santé du requérant ;
- des très nombreuses difficultés rencontrées quotidiennement par le requérant et de leur répercussion sur sa vie personnelle, familiale, sociale et matérielle ;
- du fait que le requérant n'a pu poursuivre son activité musicale suite aux faits et se trouve dans une situation matérielle et financière très précaire ;
- des nombreux traitements et suivis médicaux dont le requérant doit pouvoir bénéficier pour l'aider face aux souffrances endurées quotidiennement ;

et d'autre part :

- du fait que le requérant bénéficiait déjà d'indemnités de la mutuelle au moment des faits ;
- de ce qu'aucun justificatif de frais n'a été soumis au dossier par le requérant dans le cadre de la demande d'aide complémentaire ;
- de la décision de la Commission du 28/10/2002, octroyant au requérant une aide principale de 35.200,00 € ;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide complémentaire de 10.000,00 €.

MM209 (2005)

Tenant compte d'une part,

- Qu'à peine de forclusion, la demande tendant à l'octroi d'un complément d'aide est introduite dans les dix ans à compter du jour où l'aide a été versée,
- que le requérant a déjà obtenu de la Commission, une aide principale de 13.000 €.
- que le dommage du requérant s'est aggravé de façon notable, l'invalidité permanente étant passée de 15 à 18% ;
- que pour des raisons médicales, le requérant travaille depuis le 1^{er} avril 2003 à mi-temps ;

et d'autre part,

- que le principe de subsidiarité de l'aide consacré à l'article 31 bis 5° de la loi du 1/8/1985 et qu'en l'espèce, l'assureur loi de l'employeur du requérant est intervenu;
- que les faits ont été reconnus comme accident du travail ;
- que le requérant perçoit une rente dans le cadre de la législation sur les accidents du travail,

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide complémentaire de 5.000 € dont aucune part n'est attribuée au titre de remplacement de revenu.

M1116 (2009)

- de ce qu'à peine de forclusion, la demande tendant à l'octroi d'un complément d'aide est introduite dans les dix ans à compter du jour où l'aide a été versée;
- de ce que la commission a accordé une aide principale pour un montant de 15.000 € par décision du 15 janvier 2003 sur base du rapport d'expertise du 13 février 2002, établissant une IPP de 10%;
- de ce qu'une seconde expertise demandée dans le cadre de la présente demande d'aide complémentaire fixe une consolidation du cas en date du 1^{er} janvier 2007 avec une Invalidité PP de 18%;
- de ce que le dommage s'est manifestement aggravé;

M3765 (2005)

Uit het verslag van de deskundige van de Gerechtelijk-geneeskundige Dienst blijkt dat verzoekster een blijvende invaliditeit kent van 40%. Dit is een verhoging met 30% ten opzichte van het moment waarop de Commissie bij beslissing van 23 april 2002 (in het dossier met referte 98160) verzoekster een hulp toekende van € 14.475,00.

M50555 (2006)

De Commissie kende bij beslissing van 10 februari 1994 een voorschot toe van 200.000 frank.

Bij beslissing van 15 september 1994 werd de Gerechtelijk-geneeskundige Dienst aangesteld teneinde verzoekster te onderzoeken.

Bij beslissing van 22 juni 1995 overwoog de Commissie dat de letsels nog niet geconsolideerd waren en dat er dus nog geen percentage blijvende invaliditeit kon worden vastgesteld, daar de letsels nog evolutief waren. De Commissie overwoog tevens dat de op dat ogenblik opgelopen schade het maximaal toerekenbaar bedrag van de hulp, reeds overschreed.

Er werd aan verzoekster een hulp toegekend ten bedrage van 2 miljoen frank - 200.000 frank = 1.800.000 frank.

...

Sinds het verslag van de Gerechtelijk-geneeskundige Dienst heeft verzoekster nog een aantal bijkomende operaties moeten ondergaan (in totaal 17 operaties).

...

Rekening houdend met het door het RIZIV meer dan 66 % vastgesteld invaliditeitspercentage en de neergelegde stukken, meent de Commissie dat de gevraagde aanvullende hulp kan worden toegekend.

M81080 (2009)

In haar beslissing van 5 november 2003 kende de Commissie aan mevrouw L *qualitate qua* haar toen nog minderjarige dochter T een hoofdhulp toe van € 19.832 (waarvan een bedrag van € 18.592 werd gestort op een geblokkeerde rekening van de minderjarige).

Ter zitting van de Commissie d.d. 17 september 2009, waarop verzoekster in persoon is verschenen, is gebleken dat de materiële kosten waarvoor om de toekenning van een hulp wordt gevraagd, geen kosten zijn die verzoekster zelf heeft moeten dragen. De Commissie is dan ook van oordeel hiervoor geen hulp te moeten toekennen.

Wat het morele aspect van de zaak betreft is de Commissie er stellig van overtuigd dat de op verzoekster op zeer jonge leeftijd gepleegde zedenfeiten nog steeds een belangrijke psychische impact hebben. In dit verband wenst de Commissie evenwel aan te stippen dat zij in haar beslissing van 5 november 2003 bij de toekenning van het (aanzienlijk) hulpbedrag reeds rekening heeft gehouden met de psychische problemen van verzoekster, onder meer ook wat de implicaties op de schoolcarrière betreft.

Alle omstandigheden in acht genomen meent de Commissie de hierna bepaalde aanvullende hulp te kunnen toekennen.

CHAPITRE 2. QUANT AU MONTANT DE L'AIDE

Le montant de l'aide est fixé en équité. Il en résulte que l'aide octroyée ne correspond pas nécessairement à la réparation intégrale du dommage corporel subi par la victime ou à la perte d'aliments.

La loi a prévu, à titre exemplatif, deux critères d'appréciation que la commission devra, dans tous les cas, prendre en considération :

A. le comportement du requérant (JU 39):

B. la relation entre le requérant et l'auteur des faits.

Jurisprudence :

JU 43 le comportement du requérant

- appréciation positive
- appréciation négative
- comportement de la personne décédée
- faute antérieure

appréciation positive

M1269 (2006)

Tenant compte d'une part,

De ce que le requérant a eu un comportement digne d'éloge lors des faits en venant en aide à sa voisine ;

M3275 (2005)

Tenant compte :

- des circonstances des faits ;
- du jeune âge de la requérante au moment de l'agression (16 ans) ;
- du fait que la requérante était enceinte de deux mois au moment des faits et a tenté de tout faire pour protéger son enfant malgré les coups et menaces reçues ;
- du dommage moral très important qui en résulte ;
- des répercussions considérables des faits sur la vie affective, familiale, sociale et scolaire de la requérante ;

- du fait que la requérante n'a pas poursuivi son année scolaire suite aux faits ;
- du courage et des efforts manifestes déployés par la requérante depuis les faits pour faire face aux difficultés, surmonter les craintes importantes de représailles de l'auteur des faits et assumer seule son rôle de mère ;

M3519 (2005)

En date du 7 juillet 2001, à S, le requérant est témoin d'une agression à l'encontre de la librairie située en face de son commerce. Il tente d'intercepter l'agresseur, le dénommé A qui, pour se dégager blesse grièvement le requérant à l'aide d'un pistolet.

...

Tenant compte d'une part,

- un taux d'invalidité permanente de 15% ;
- des périodes d'incapacités temporaires graves d'une durée totale de 8 mois ;
- qu'il y a eu diminution ou perte de revenus ;
- un préjudice esthétique ;
- que le requérant a fait preuve d'un comportement très courageux et résilient ;

M3520 (2005)

En date du 25 avril 1996, à N, lors d'un transfert pour une comparution devant le juge de la jeunesse, le requérant est agressé par le dénommé L qui lui a asséné un violent coup de tête.

...

Tenant compte d'une part,

- du taux d'invalidité permanente de 10% ;
- du dommage moral ;
- qu'en dépit de l'existence d'une rente de réparation, dont le montant semble modique eu égard à la souffrance permanente de l'intéressé, il y a lieu de récompenser l'attitude courageuse du requérant en service commandé ;

M40797 (2005)

Op 16 juli 2003 zag verzoeker hoe een voor hem onbekende man zich met zijn wagen parkeerde op een parkeerplaats die voorbehouden is voor minder-validen. Verzoeker stapte op de man af en vroeg hem of hij in het bezit was van een parkeerkaart voor minder-validen. Deze laatste is hierop beginnen te schelden tegen verzoeker en gaf hem een slag in het aangezicht.

...

De Commissie is van oordeel dat de tussenkomst van verzoeker lovenswaardig was en dat hij voor de door hem opgelopen schade naar aanleiding van de feiten dan ook een hulp naar billijkheid dient te ontvangen.

M50594 (2006)

Terwijl hij naar een etalage aan het kijken was, kwamen 2 manspersonen naar hem toe. De persoon links van hem trok met geweld de draagtas van de linkerschouder van verzoeker. Hierdoor werd hij op de grond getrokken. De verzoeker aarzelde niet en liep zijn belager achterna. In het midden van de straat is hij op de dader gesprongen, heeft hem gegrepen bij de jas en heeft hem kunnen ten val brengen. Bij deze handeling heeft verzoeker zich verwond aan de benen (hoofdzakelijk schaafwonden). Verzoeker heeft zijn tas terug kunnen bemachtigen.

...

De Commissie is ook van oordeel dat de bepalingen van artikel 33 § 1 van dezelfde wet waarin gesteld is dat zij onder meer rekening kan houden met “het gedrag van de verzoeker indien deze rechtstreeks of onrechtstreeks heeft bijgedragen tot het ontstaan van de schade of de toename ervan”, hier niet van toepassing is. Men kan het immers niemand ten kwade duiden dat hij, nadat hij van zijn eigendom is beroofd, tracht de dader van de feiten te stoppen en zijn goederen te recupereren.

appréciation négative

98738 (2005)

Exposé des faits

Il ressort des différents procès-verbaux figurant au dossier répressif qu'en date du ..., une bagarre a éclaté dans un café où se trouvait le requérant. Plusieurs versions des faits ont été exposées par les différentes personnes mises en cause dans cette affaire.

Selon certains, le requérant aurait reçu un coup de poing d'un individu et puis aurait été jeté dehors par un serveur aidé des nommés G et B, car il voulait frapper des consommateurs avec une chaise. Le requérant se serait battu avec B hors de l'établissement et serait ensuite rentré dans le café. G aurait pris la relève et se serait battu dans la rue avec le requérant et aurait sorti un couteau et aurait donné plusieurs coups au requérant.

Le nommé G affirme quant à lui, qu'il s'est battu avec le requérant mais que ce n'est pas lui l'auteur des coups de couteau.

Le nommé B explique qu'une bagarre a éclaté entre un belge et un marocain [le requérant] et qu'il est intervenu avec le nommé G pour les séparer.

...

et d'autre part :

de l'article 33 § 1^{er} de la loi du 1/8/1985 qui prévoit que la Commission peut prendre en considération le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation et de ce qu'en l'espèce, la Commission estime, à la lecture du dossier répressif, que le comportement du requérant lors des faits, n'est pas exempt de tout reproche.

...

la Commission estime qu'il y a lieu d'accorder au requérant une aide principale, fixée ex æquo et bono, à la somme de 2.135, 29 €.

M1382 (2005)

Exposé des faits

Dans la nuit 17 au 18 mai 1998, à Saint Josse Ten Noode, vers 20H30, un incident de circulation impliquant le requérant et le dénommé J conduit à une bagarre entre les deux ; devant l'agressivité du requérant qui s'est emparé d'un morceau de bois sur une poubelle, J aurait brandi un couteau et aurait griffé la voiture de celui-ci. Après invectives réciproques, le requérant, se sentant en infériorité vu l'intervention du dénommé M en faveur de J, quitte les lieux.

Rentré dans sa famille, il explique les événements et revient avec les dénommés S, S et Z. Ils se rendent dans le café près de l'endroit de l'incident et où le dénommé M se serait réfugié. Ce dernier, fouillé par S qui espère y trouver le cutter mentionné par le requérant, s'énerve et frappe S ; à ce moment Z assène un violent coup à M à l'aide d'une canne anti-vol pour véhicule. M s'empare d'un couteau et frappe S qui sort aidé par son frère, tandis que le requérant, blessé probablement par un coup de couteau donné par le patron de café qui assistait à la bagarre, sort par ses propres moyens.

Selon deux témoins, le requérant était accompagné d'une quinzaine de personnes alors que le nommé M était seul.

...

Tenant compte,

de l'aide d'urgence de 1.063 € que la Commission a allouée au requérant par décision du 12 janvier 2004;

Que l'article 33 alinéa 1er stipule que pour évaluer le montant de l'aide, la Commission, instituée par l'article 30, peut notamment prendre en considération les éléments suivants :

- le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation;
- les relations du requérant avec l'auteur des faits.

La liste définie par l'article 33 alinéa 1er n'est pas limitative puisque le législateur dit que la Commission prend «notamment» en considération les

éléments énoncés. Il appartient, dès lors, aux juridictions de dégager du principe de la loi et de son économie générale les conséquences qui, d'après l'esprit qui a présidé à sa conception et les fins qu'elle poursuit, en dérivent naturellement ;

de ce que le jugement du 26 juin 2001 établit le comportement fautif de Monsieur A, même si ce dernier n'a pas été poursuivi suite aux faits;

de ce que « environ un quart d'heure plus tard, A est revenu sur les lieux en compagnie de son beau-frère S et du frère de ce dernier S et ne trouvant pas le nommé J , qui s'était éclipsé entre-temps, ils ont vivement interpellé le prévenu M à propos des dégâts causés au véhicule;

au cours d'une altercation les opposant au fond du café, près des cuisines, le nommé S a fouillé le prévenu M dont le sieur A affirmait qu'il était armé, et il aurait découvert dans sa poche un cutter ; »

Il apparaît ainsi à suffisance que les faits dont se plaint le requérant, mais qu'il a lui-même suscités, ne justifient pas une aide à charge de l'Etat,

la Commission déclare la demande recevable mais non fondée.

[Le recours en cassation a été rejeté par arrêt n° 188.930 du 17 décembre 2008.]

M1505 (2005)

Bij de beoordeling van het hulpverzoek houdt de Commissie rekening met de volgende elementen: het gedrag van de verzoeker (luidens artikel 33, § 1, van de wet van 1 augustus 1985 kan de Commissie rekening houden met "het gedrag van de verzoeker indien deze rechtstreeks of onrechtstreeks heeft bijgedragen tot het ontstaan van de schade of de toename ervan"). In het onderhavig dossier werd de helft van de aansprakelijkheid voor de schade door het Hof van Beroep bij verzoeker gelegd.

M2432 (2006)

Nopens het gedrag van de verzoeker

Het vonnis d.d. 14 februari 2000 vermeldt het volgende: *"Ten onrechte stelt R dat hij niet aan de oorsprong lag van de feiten. Omstaanders hadden hem verwittigd dat hij zich diende te onthouden V te tergen. De getuigen waren zeer duidelijk. Beide hebben een evenwaardige rol in huidige aangelegenheid. De tenlastelegging is bewezen in hoofde van beide beklaagden"*

Het arrest van het Hof van beroep te Gent vermeldt:

"Daaraan wordt geen afbreuk gedaan aan door het enkele feit dat de aard van de verwondingen bij R ergere proporties aannam dan bij L.

R werd herhaaldelijk gewaarschuwd L met rust te laten(o.a. door zijn vriend S - st.17), zoals ook door hemzelf toegegeven (st.10) en dat hij van L moest

opletten. Hij wou zijn vriend echter niet geloven en heeft het aan den lijve moeten ondervinden. De eerste rechter heeft de vordering van de burgerlijke partij R gepast ontmoet om de motieven door hem aangehaald en door het Hof overgenomen, ook wat de esthetische schade betreft, welke het Hof de visu heeft vastgesteld bij de behandeling van de zaak...”

Artikel 31 § 1 van de wet van 1 augustus 1985 bepaalt dat de Commissie bij het bepalen van de hulp - dat zij naar billijkheid bepaalt - onder meer kan rekening houden met het gedrag van de verzoeker indien deze rechtstreeks of onrechtstreeks heeft bijgedragen tot het ontstaan van de schade of de toename ervan.

De advocaat van verzoeker deelt in haar schriftelijke reactie mee dat de bedragen die werden toegekend bij vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg reeds gehalveerde bedragen zijn. Er werd dus reeds rekening gehouden met de gedeelde aansprakelijkheid van verzoeker.

...

De wet biedt de Commissie de mogelijkheid om met toepassing van artikel 33 § 1 rekening te houden met “het gedrag van de verzoeker indien deze rechtstreeks of onrechtstreeks heeft bijgedragen tot het ontstaan van de schade of de toename ervan”.

Aangezien evenwel uit de stukken voorgelegd aan de Commissie blijkt dat de strafrechter, uitspraak doende op burgerlijk gebied, hiermee reeds rekening hield en de verantwoordelijkheid voor 50 % bij huidig verzoeker legde en de aan verzoeker toegekende schadevergoeding halveerde, zou het niet billijk zijn verzoekers fout nogmaals aan te rekenen, zodat de gevraagde hulp kan toegekend worden.

M40454 (2009)

Tenant compte,

- de ce que la requérante a obtenu une aide d’urgence en 2004 alors que le dossier était en phase d’instruction ;
- de ce que l’article 31, 1° de la loi du 1er août 1985 stipule que la Commission peut octroyer une aide aux personnes qui ont subi un préjudice physique ou psychique important suite à un acte intentionnel de violence;
- de ce que l’acte intentionnel doit nécessairement comporter un élément matériel qui consiste dans l’emploi de la violence dirigée contre la personne et un élément moral qui consiste dans l’intention de l’agresseur de commettre cet acte de violence ;
- de ce que dans son jugement du 11 Janvier 2008, le Tribunal Correctionnel de Namur a déclaré la prévention de coups et blessures non établie ;
- de ce que la requérante ne fera appel de ce jugement que contre les dispositions civiles ;

- de ce que dans son arrêt du 8 juin 2009, la Cour d’Appel de Liège considère que l’appréhension du bras de la requérante par le prévenu constitue un réflexe de protection et était donc parfaitement légitime dans le cadre d’un geste de défense parfaitement proportionné à l’agression ;
- de ce que la Commission considère que la requête est recevable vu qu’il y a bien eu un acte de violence;
- de ce que cependant l’article 33 §1 de la loi du 1er août 1985 prévoit que « la Commission peut notamment prendre en considération le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation ; (...) » et la relation entre le requérant et l’auteur ;
- de ce qu’en vertu de cette disposition, il appartient à la commission d’examiner les faits entourant l’acte intentionnel de violence et d’apprécier si le comportement de la victime a contribué directement à la réalisation du dommage, et cela d’une manière autonome par rapport au pouvoir judiciaire et donc sans être tenue par les constatations de la décision statuant sur l’action publique ;
- de ce qu’en l’espèce la requérante, de par son comportement clairement établi au vu du descriptif des faits, a participé directement à la réalisation de son dommage;
- de ce que les faits dont la requérante a été victime s’inscrivent à la suite d’un comportement fautif de sa part sans lequel ils n’auraient jamais eu lieu ;
- de ce que dès lors la requête est non fondée eu égard au comportement de la requérante, comportement d’ailleurs stigmatisé par la Cour d’Appel de Liège.

M40715 (2005)

Artikel 33, §1 van de wet van 1 augustus 1985 draagt de Commissie uitdrukkelijk op bij het waarden van de hulp onder meer rekening te houden met het gedrag van verzoeker indien deze rechtstreeks of onrechtstreeks heeft bijgedragen tot het ontstaan van de schade of de toename ervan. Welnu uit het strafdossier blijkt dat het tumult in de herberg begonnen is toen verzoeker het petje van één van de bezoekers afnam en niet meer wilde teruggeven.

Verder blijkt dat verzoeker zelfs na de slag op zoek is gegaan naar de man die hem een slag had toegediend.

M40824 (2005)

Uit de stukken blijkt dat verzoeker op 17 juni 2000 omstreeks 5.40 uur ’s ochtends op hardhandige wijze uit discotheek “Milky Way” te Oostende werd buitengezet toen hij amok maakte.

...

Voorts wenst de Commissie de aandacht te vestigen op artikel 33, § 1, van voormelde wet, luidens welke bepaling het bedrag van de hulp naar billijkheid wordt bepaald. De Commissie kan onder meer rekening houden met het gedrag van de verzoeker indien deze rechtstreeks of onrechtstreeks heeft bijgedragen tot het ontstaan van de schade of de toename ervan.

In de voorliggende zaak hield het Hof van Beroep te Gent bij de straftoemeting rekening met de prealabele houding van het slachtoffer, die amok maakte en zeer geagiteerd was, en milderde daarom het vonnis van de eerste rechter.

Rekening houdend met alle omstandigheden van de zaak, zoals zij blijken uit de neergelegde stukken, meent de Commissie dat aan verzoeker voor de morele schade en de medische kosten een hulp kan worden toegekend zoals hierna bepaald.

M41021 (2006)

que s'il est manifeste que le requérant n'a pas eu de contact préalable avec l'auteurs des faits et était allongé au sol lorsque les coups ont été portés, il faut néanmoins retenir du dossier répressif que le requérant se trouvait en état d'ivresse au moment des faits et avait déjà provoqué une altercation avec une connaissance et puis avec le tenancier du café qui dit avoir du se défendre du comportement du requérant avant que les coups lui soient portés ;

M41144 (2005)

Het arrest van 22 november 2001 vermeldt het volgende: *“Overwegende dat echter uit de verklaring van A er geen reden is om aan zijn geloofwaardigheid te twifelen, blijkt dat in de gegeven concrete situatie door het slachtoffer E minstens onrechtmatig zwaar moreel geweld werd gepleegd tegen de persoon van beklaagde, gelet op de blijvende aanklamping en kleinering die bij beklaagde onmiddellijk een hevige reactie heeft veroorzaakt;..”*

...

Bovendien is de Commissie van mening dat, conform het arrest van het Hof van beroep te Antwerpen d.d. 22 november 2001 dat verwijst naar de uitlokking, verzoeker 1/3^{de} van zijn schade dient te dragen.

M41161 (2007)

En date du 29 mai 1994 le requérant organise une expédition punitive dirigée contre le dénommé C, concubin de la mère de sa petite amie, Z, expédition motivée par des violences qu'aurait subies cette dernière de la part de C.

S'ensuit une bagarre entre deux groupes d'individus au cours de laquelle le requérant reçut un violent coup de marteau sur le crâne asséné par le dénommé A.

L'enquête n'a pas permis de faire toute la lumière sur le déroulement des faits, vu le nombre des protagonistes dans chacun des groupes ni sur le rôle précis joué par chacun d'eux.

...

- de ce que l'arrêt la Cour d'appel de Bruxelles retient l'excuse de la provocation et précise qu'« (...) il peut être raisonnablement admis que le coup porté à la partie civile a été immédiatement provoqué par des violences graves. » ;
- de ce que les faits dont ... a été victime s'inscrivent à la suite d'un comportement fautif de sa part sans lequel ils n'auraient jamais eu lieu (théorie de la faute antécédente) ;

la Commission déclare la demande recevable mais non fondée.

[Le pourvoi en cassation a été déclaré inadmissible par ordonnance n° 357 du 23 mars 2007.]

M50230 (2009)

Avant tout, il y a lieu de noter que, durant les 7 premiers mois, après les faits, le requérant a maintenu et réitéré une version fautive des faits : il déclarait avoir été agressé au Boulevard de La Plaine par deux individus qui lui avaient tiré dessus avant de prendre la fuite.

Il s'avère en fait que, dans la nuit du 27 au 28 avril, à Wavre, le requérant s'est introduit, sans justification plausible, dans une villa où était domiciliée la dénommée R qu'il a agressée dès son arrivée sur les lieux. Le dénommé M est alors intervenu pour défendre celle-ci contre les attaques du requérant qui était armé. Dans la bagarre, David M a tiré à trois reprises en direction du requérant, le blessant notamment au thorax.

...

- de ce que l'article 33 §1 prévoit que « *la Commission peut notamment prendre en considération le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation ; (...)* ».
- de ce qu'en vertu de cette disposition de la loi du 1^{er} août 1985, il appartient à la commission d'examiner souverainement les faits entourant l'acte intentionnel de violence et d'apprécier si le comportement de la victime a contribué directement, partiellement ou en totalité, à la réalisation du dommage ;
- de ce que le comportement du requérant a été explicitement mis en cause dans le jugement rendu le 21 février 2003 qui retient l'excuse de provocation;
- de ce que l'attitude du requérant qui a présenté initialement une version des faits fautive puis l'a modifiée visant manifestement à occulter la nature

de son comportement le jour des faits est incompatible avec l'attitude que devrait avoir une victime ;

- de ce que l'article 31 *bis*, 5° stipule que l'aide financière visée à l'article 31 est octroyée *si la réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière ;*
- de ce que l'auteur des faits verse une contribution mensuelle dans le cadre de la condition d'indemnisation fixée pour sa libération anticipée ;
- de ce que les pièces du dossier attestent que c'est par négligence que le requérant ne perçoit aucune somme au titre d'indemnisation par l'auteur des faits ;
- de ce que le requérant n'a pas mis en œuvre la procédure d'expertise médicale préconisée par le jugement du rendu le 21 février 2003 et qui lui aurait permis de déterminer son préjudice définitif;
- de ce que l'aide financière octroyée par la commission, qui consiste en un geste de solidarité sociale, relève d'un souci d'équité et a un caractère subsidiaire par rapport à l'indemnisation par le ou les auteurs des faits ;
- de ce que le requérant n'a pas donné suite à la convocation de la police locale qui effectuait une enquête dans le cadre de sa requête;
- de ce que ce principe de subsidiarité prescrit par la loi du 1^{er} août 1985 sur l'aide financière ne permet pas de privilégier celle-ci par rapport au mécanisme d'indemnisation ;
- de ce que ces différentes composantes, provocation retenue dans le chef du requérant lors des faits, volonté de biaiser la description de ceux-ci dès lors qu'il est confronté à une instance officielle, absence de diligence dans les démarches liées à la réparation du dommage (enquête et mise en œuvre de l'expertise) et inexistence de volonté d'initier l'indemnisation par l'auteur des faits qui est solvable, contribuent à discréditer le statut proclamé de victime dans le chef du requérant,

la Commission déclare la demande recevable, mais non fondée.

M50237 (2007)

Dans la nuit du 29 juin 1998, le dénommé B se rend à la kermesse de ... avec le dénommé P. Au cours de la soirée, celui-ci est appelé à l'extérieur de la tente afin de séparer deux garçons qui se battent. B suit son copain qui séparent deux jeunes. À ce moment, P est agressé par un troisième individu, en l'occurrence le requérant. Ce dernier empoigne P dans le dos. Voyant cela, B intervient et retire en arrière le requérant et le repousse sur le côté. Mécontent, le requérant revient vers B en le menaçant avec les poings fermés. Se sentant menacé, B donne un coup de poing au visage du requérant qui tombe en arrière.

...

- de ce que les faits, dont Monsieur K a été victime, s’inscrivent à la suite d’un comportement fautif de sa part sans lequel ils n’auraient jamais eu lieu ; que si Monsieur K s’était gardé de porter des coups à P, l’auteur des faits n’aurait jamais pu avoir la réaction inadmissible qu’il a eue,

la Commission déclare la demande recevable mais non fondée.

M50661 (2007)

qu’à cet égard, l’arrêt de la Cour d’appel de Liège retient que le requérant a commis une faute qui est en relation causale directe avec son dommage, elle réfute l’excuse de provocation invoquée par le prévenu mais accorde le bénéfice de circonstances atténuantes, en raison de l’attitude de la partie civile, déclarant que le requérant doit supporter un tiers de son propre dommage.

M50800 (2007)

Bij nazicht van het dossier stelt de Commissie vast dat verzoeker het slachtoffer werd van een afrekening binnen het drugsmilieu. Uit het door het parket-generaal te Antwerpen overgemaakt strafdossier blijkt dat verzoeker heroïne en cocaïne op zak had toen hij op 29 juni 2002 door de genaamde C in het hoofd werd geschoten. Overigens werden de aan C ten laste gelegde feiten, benevens de poging tot doodslag op verzoeker, gekwalificeerd als “door middel van geweld of bedreiging, ten nadele van L, een niet nader te bepalen substantie, vermoedelijk drugs, die hem niet toebehoorde, bedrieglijk weggenomen te hebben”.

De Commissie is van oordeel dat het hierboven uiteengezette principe van collectieve solidariteit tussen de leden van eenzelfde natie, op grond waarvan een schadeloosstelling kan toegekend worden zonder dat deze integraal is of een afdwingbaar recht inhoudt, door de verzoeker zelf wordt doorbroken wanneer deze door eigen gedrag of door het stellen van handelingen schade toebrengt aan de andere leden van de natie waartoe hij/zij behoort door bijvoorbeeld bezit of handel in drugs. In die omstandigheid meent de Commissie dat het nooit de bedoeling van de wetgever kan zijn geweest dat de Staat, die bovendien de schade niet veroorzaakt heeft, moet opdraaien voor het herstel van de schade overkomen aan personen die willens nillens in een drugs- of ander crimineel milieu opereren en daardoor zelf het risico opzoeken van onderlinge afrekeningen.

Op basis van die overwegingen en met toepassing van voormeld artikel 33 § 1 van de wet, is de Commissie van oordeel dat het verzoek als ongegrond moet worden afgewezen.

M50960 (2008)

Dans ses attendus, le tribunal dispose

« qu'il est permis de retenir l'excuse de provocation dont se prévaut H ; que tout démontre que la violence s'est progressivement installée entre les deux protagonistes et aurait pu à tout instant être éteinte par l'un comme par l'autre. (...) le tout à l'évidence dans un contexte préalable de profond antagonisme entre les deux familles et agrémenté d'un cortège d'insultes : que les renseignements des verbalisants confirment que prévenu comme partie civile sont deux bagarreurs, toujours prêts à la discussion, à la dispute et au coup de poing ; (...). »

...

Tenant compte d'une part,

- du dommage moral subi ;
- des frais d'ambulance justifiés pour 76,10 €.

d'autre part

- de ce que l'art.31 de la loi du 1er août 1985 stipule que « les personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence peuvent demander une aide » ;
- de ce que le requérant n'a pas conservé d'incapacité et/ou d'invalidité permanente ;
- de ce que l'article 33 § 2 de la loi du 1er août 1985 stipule que "l'aide est octroyée par cas et par requérant pour un dommage excédant 500 € et est limitée à un montant de 62 000 €";
- de ce que le montant des frais médicaux justifiés est inférieur à la somme de 500 € ;
- de ce que l'article 33 §1 prévoit que « la Commission peut notamment prendre en considération le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation ; (...) » et la relation entre le requérant et l'auteur ;
- de ce qu'en vertu de cette disposition de la loi du 1er août 1985, il appartient à la commission d'examiner les faits entourant l'acte intentionnel de violence et d'apprécier si le comportement de la victime a contribué directement à la réalisation du dommage,

M51043 (2008)

Tenant compte :

- du dommage subi ;
- de ce que l'article 31 § 1° de la loi du 1/8/1985 prévoit que ...;
- de ce qu'en l'espèce, sans vouloir minimiser le dommage subi par le requérant suite à l'agression dont il a été victime, il ressort du rapport d'expertise que celui-ci ne conserve pas d'invalidité ou d'incapacité permanente;

- de ce que les frais exposés dans la requête déposée au secrétariat de la Commission ne sont nullement prouvés par un quelconque justificatif (ni les frais médicaux, ni les frais matériels,...) ;
- de ce que l'article 33, §1, al.2, de la loi du 1er août 1985 stipule que : « La commission peut notamment prendre en considération le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation » ;
- de ce que le requérant s'est vu refuser par sa compagnie d'assurance l'octroi de la somme prévue par la garantie « insolvabilité des tiers » de son contrat d'assurance RC, car son comportement et son degré d'imbibition alcoolique l'ont fait tomber sous les causes d'exclusions générales du contrat ;
- de ce qu'en l'occurrence, le requérant s'est vu imposé par le Tribunal de première instance de Dinant de supporter 1/3 de son dommage suite à son attitude lors des faits;

...

déclare la demande recevable mais non fondée ;

M61034 (2009)

- de ce que le comportement du requérant a été explicitement mis en cause dans le jugement rendu le 23 novembre 2005 qui retient l'excuse de provocation;
- de ce que les faits dont Monsieur N a été victime s'inscrivent à la suite d'un comportement fautif de sa part sans lequel ils n'auraient jamais eu lieu ;
- de ce que l'article 31 bis, 5° stipule que l'aide financière visée à l'article 31 est octroyée *si la réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière* ;
- de ce qu'il existe pour le requérant une possibilité d'intervention d'une assurance dans le cadre de la garantie « insolvabilité des tiers »;
- de ce que cette intervention lui est pourtant refusée car l'assureur relève "un partage de responsabilités pour moitié en raison de la provocation dont Monsieur M a été victime et qui est le fait de Monsieur N, notre assuré (le requérant). Le tribunal évoque ainsi le coup porté par Monsieur N à Monsieur M qui a contribué à la réalisation de son dommage. (...). En effet, l'article 24 de nos conditions générales prévoit que sont exclus de la garantie les sinistres consécutifs à la participation de l'assuré à une rixe. Or, nous nous trouvons précisément dans ce cas" ;
- de ce que la commission dispose de deux prises de position indépendante sur la nature du comportement du requérant à considérer en fonction de l'article 33 §1 de la loi du 1^{er} août 1985.

la Commission, eu égard à l'attitude relevée par le jugement rendu le 23 novembre 2005, déclare la demande recevable mais non fondée.

M70036 (2007)

In acht genomen het bepaalde in voormeld artikel is de Commissie van oordeel dat de attitude van het slachtoffer in deze zaak niet als neutraal kan beschouwd worden gelet hij zich ten opzichte van de hoofddader bevond in de verhouding afnemer – dealer.

De rechtstreekse aanleiding van de feiten waren de uitstaande harddrugschulden van de verzoeker zonder dewelke de feiten zich toen niet zouden hebben voorgedaan.

De brutaliteit en de ernst van de feiten mogen de Commissie niet blindmaken voor de realiteit van voormelde vaststellingen.

De Commissie meent derhalve, rekening houdende enerzijds met de ernst van de feiten, met de door de verzoeker geleden schade en met zijn blijvende werkonbekwaamheid, zoals zij blijkt uit het neergelegde dossier en anderzijds met de door de wet uitgesloten schadeposten en het gedrag van de verzoeker, de hulp naar billijkheid te kunnen begroten op ...

M70205 (2008)

Les faits se déroulent dans la nuit du 12 au 13 novembre 2005. Vers 2h00 M. Monsieur G s'est rendu dans un sauna homosexuel de Bruxelles en début de soirée et y rencontre quelqu'un qu'il ramène chez lui. Après avoir bu quelques verres, l'auteur des faits s'énerve et le menace d'une pistolet. Il force Monsieur G à se déshabiller et le ligote ensuite. Il le roue de coups aux visages pour ensuite le voler et quitter les lieux avec le véhicule du requérant.

...

Tenant compte d'une part :

- de ce que suite à l'agression dont il a été victime, le requérant conserve une invalidité permanente de 7% et a subi un dommage moral;
- des frais médicaux et pharmaceutiques supportés par le requérant pour un montant de 421,14€ ;
- des frais matériels de 134,89€ et des frais de procédure de 4€ qui ont été exposés par le requérant;

et d'autre part :

- de l'article 33§1 de la loi du 1/8/1985 qui prévoit que la commission peut prendre en considération le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation ;
- de ce qu'en l'espèce, le requérant a eu un comportement imprudent en ramenant à son domicile une personne qu'il ne connaissait pas ;

la Commission estime qu'il y a lieu d'allouer au requérant une aide principale, fixée ex æquo et bono, à la somme de 4.060, 03 €.

M70874 (2009)

de ce qu'en l'espèce, dans son jugement du 16/1/1997, le tribunal de première instance de Verviers statuant par défaut à l'égard du nommé A précise « que sous l'angle des intérêts civils, il échet cependant de relever que si le prévenu frappa la partie civile, celle-ci n'est pas exempte de tout reproche ; qu'elle fut en effet invitée verbalement à sortir de l'appartement que le prévenu était en train de libérer de ses objets mobiliers et agressa également le prévenu dans la mesure où elle confirme les éléments énoncés par celui-ci et dame V, soit lui avoir tiré les cheveux ; que certes, la réaction du prévenu n'est pas justifiée mais peut, en partie s'expliquer par l'attitude de la partie civile ; que celle-ci supportera, partant, la moitié de son dommage »;

M70953 (2008)

- de ce que le comportement du requérant a été explicitement mis en cause dans le jugement rendu le 17 octobre 2001 qui retient l'excuse de provocation et qu'il y a donc lieu d'en déduire que le requérant a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation ;
- de ce que les faits dont le requérant a été victime s'inscrivent à la suite d'un comportement fautif de sa part sans lequel ils n'auraient jamais eu lieu ;

M71181 (2008)

Op 9 april 2004 's avonds brachten verzoeker en zijn kompaan B, op de rijweg voor het stationsgebouw te Dendermonde zonder de minste aanleiding slagen en schoppen toe aan M. Deze laatste vluchtte het stationsgebouw in, doch B en verzoeker achtervolgden hem en zetten er het gevecht gewoon verder. Toen vanuit het station de politie werd verwittigd, verlieten B en verzoeker het stationsgebouw. Toen enige tijd later ook M het stationsgebouw verliet, laaiden de gemoederen echter al vlug terug op en ontstond er een derde schermutseling tussen betrokkenen. Toen dit derde incident enigszins gekalmeerd was, bracht M plots messteken toe in de rug van zowel verzoeker als B. Verzoeker slaagde erin weg te rijden, doch werd enige tijd later hevig bloedend aangetroffen in zijn voertuig. Hij werd in kritieke toestand overgebracht naar de spoedafdeling van het AZ Sint-Blasius te Dendermonde. Verzoeker en B zijn druggebruikers en hadden die avond veel gedronken.

...

Met betrekking tot de voorliggende zaak is de Commissie van oordeel dat verzoeker zonder meer de door hem geleden schade in de hand heeft gewerkt.

Uit de gegevens van het dossier blijkt immers dat verzoeker en een kompaan, beiden onder invloed van alcohol en drugs, zonder enige aanleiding slagen en schoppen toebrachten aan een derde persoon. Deze handelingen vormden het begin van een verdere escalatie van geweld.

Hierbij weze aangestipt dat verzoeker en zijn kompaan voor deze feiten (gekwatificeerd als het toebrengen van opzettelijke slagen en verwondingen) zelf strafrechtelijk werden veroordeeld en dat de rechtbank uitlokking weerhield in hoofde van verzoeker. De Commissie is van oordeel dat het hierboven uiteengezette principe van collectieve solidariteit tussen de leden van eenzelfde natie, op grond waarvan een schadeloosstelling kan toegekend worden zonder dat deze integraal is of een afdwingbaar recht inhoudt, door de verzoeker zelf wordt doorbroken wanneer deze door eigen gedrag of door het stellen van handelingen (bijv. toebrengen van opzettelijke slagen en verwondingen) schade toebrengt aan de andere leden van de natie waartoe hij/zij behoort. In die omstandigheid meent de Commissie dat het nooit de bedoeling van de wetgever kan zijn geweest dat de Staat, die bovendien de schade niet veroorzaakt heeft, moet opdraaien voor het herstel van de schade overkomen aan personen die deze schade zelf hebben uitgelokt.

Op basis van die overwegingen en met toepassing van voormeld artikel 33 § 1 van de wet, is de Commissie van oordeel dat het verzoek als ongegrond moet worden afgewezen.

M80331 (2009)

Ter zitting van de Commissie d.d. 6 oktober 2009 hield verzoeker (bijgestaan door zijn advocaat) voor dat de door H en D op hem gepleegde gewelddaden niets van doen hadden met de feiten die zich voordien tussen hemzelf en B hadden voorgedaan (bedreiging met een mes en afhandig maken van geld). Er wordt aangestipt dat het niet verzoeker was die contact opnam met H en D, maar omgekeerd. Toen verzoeker zich op de bewuste dag op de afspraak met H en D aandienende, was hij zich naar eigen zeggen van geen kwaad bewust. Hij kon de agressieve daden waarvan hij het slachtoffer zou worden onmogelijk voorzien, nu hij geen ruzie had met beide betrokkenen en hen evenmin iets had misdaan.

In die optiek meent verzoeker dat hij zich geenszins aan enig gevaar of risico heeft blootgesteld of dit minstens niet zelf heeft opgezocht.

Wat er ook van zij, uit de mondelinge toelichting ter zitting verstrekt blijkt onmiskenbaar dat de op verzoeker gepleegde feiten een rechtstreekse afrekening betroffen voor een vroegere slechte levering van heroïne.

Bijkomend dient de Commissie vast te stellen dat verzoeker een leverancier van heroïne was, een gegeven dat hoe dan ook een verhoogd risico op afrekeningen met zich meebracht.

Bovendien pleit het niet voor verzoeker dat hij er niet voor terugdeinsde om zich te bedienen van een mes bij het uiten van bedreigingen (zie de verklaring van

verzoeker, afgelegd voor de Lokale Politie Roeselare d.d. 8 mei 2003; geciteerd onder punt I).

De Commissie wenst te benadrukken dat zij niet gebonden is door de uitspraak op burgerrechtelijk vlak. Immers, de Commissie verschilt in haar beoordelingscriteria van de burgerlijke rechter doordat zij enerzijds het limitatief karakter van de schadeposten die voor vergoeding in aanmerking komen, moet respecteren en anderzijds door het feit dat zij beslist 'in billijkheid'. Bij de totstandkoming van de wet van 1 augustus 1985 is de wetgever vertrokken vanuit een heel andere filosofie dan de in het gemeenrecht toegepaste bestraffing van de fout, nu de Staat niet de veroorzaker is van de schade. De reeds aangehaalde notie "collectieve solidariteit tussen de leden van eenzelfde natie" is op haar beurt gestoeld op het begrip "abnormaal sociaal risico" dat tot de ongelijkheid van de burgers terzake van de openbare lasten leidt. Het aldus gecreëerde mechanisme van "buitengewone schadeloosstelling" is tevens gebaseerd op de idee dat de collectiviteit naar billijkheid moet instaan voor het herstel van de schade die op zich als een sociale kwaal wordt beschouwd.

De Commissie is van oordeel dat het hierboven uiteengezette principe van collectieve solidariteit tussen de leden van eenzelfde natie, op grond waarvan een schadeloosstelling kan toegekend worden zonder dat deze integraal is of een afdwingbaar recht inhoudt, door de verzoeker zelf wordt doorbroken wanneer deze door eigen gedrag of door het stellen van handelingen schade toebrengt aan de andere leden van de natie waartoe hij/zij behoort, door bijvoorbeeld bezit of handel in drugs. In die omstandigheid meent de Commissie dat het nooit de bedoeling van de wetgever kan zijn geweest dat de Staat, die bovendien de schade niet veroorzaakt heeft, moet opdraaien voor het herstel van de schade overkomen aan personen die willens nillens in een drugs- of ander crimineel milieu opereren en daardoor zelf het risico opzoeken van onderlinge afrekeningen.

Op basis van die overwegingen en met toepassing van voormeld artikel 33 § 1 van de wet, is de Commissie van oordeel dat het verzoek als ongegrond moet worden afgewezen.

M80404 (2009)

In het verslag van verslaggever M. Swinnen d.d. 13 november 2008 werd de aandacht gevestigd op artikel 33, § 1, van voormelde wet, naar luid waarvan de Commissie bij het bepalen van het bedrag van de hulp onder meer rekening kan houden met "het gedrag van de verzoeker indien deze rechtstreeks of onrechtstreeks heeft bijgedragen tot het ontstaan van de schade of de toename ervan." De verslaggever wees erop dat uit de lectuur van het strafdossier (zie punt I) kon worden afgeleid dat het gedrag van verzoeker mee aan de basis lag van de op hem gepleegde misdaden.

Het standpunt van de verslaggever werd door de afgevaardigde van de Minister van Justitie bijgetreden in zijn advies d.d. 20 november 2008.

In zijn schriftelijke reactie d.d. 27 november 2008 alsook in zijn mondelinge toelichting verstrekt ter zitting d.d. 20 januari 2009, ging de raadsman van verzoeker absoluut niet akkoord met deze stelling. Hij stipte aan dat de Correctionele rechtbank in haar vonnis d.d. 11 maart 2008 met geen woord gerept had over enige medeverantwoordelijkheid van de heer M, zodat de Commissie, gelet op het definitief karakter en het gezag *erga omnes* van voormeld vonnis, niet zomaar kon beslissen dat verzoeker wél zou hebben bijgedragen tot de op hem gepleegde feiten.

Echter, bij de totstandkoming van de wet van 1 augustus 1985 is de wetgever vertrokken vanuit een heel andere filosofie dan de in het gemeenrecht toegepaste bestraffing van de fout, nu de Staat niet de veroorzaker is van de schade. De reeds aangehaalde notie *“collectieve solidariteit tussen de leden van eenzelfde natie”* is op haar beurt gestoeld op het begrip *“abnormaal sociaal risico”* dat tot de ongelijkheid van de burgers terzake van de openbare lasten leidt. Het aldus gecreëerde mechanisme van *“buitengewone schadeloosstelling”* is tevens gebaseerd op de idee dat de collectiviteit naar billijkheid moet instaan voor het herstel van de schade die op zich als een sociale kwaal wordt beschouwd.

Wat het onderhavig dossier betreft is de Commissie van oordeel dat verzoeker het hierboven uiteengezette principe van collectieve solidariteit zélf onmiskenbaar heeft geschonden in de mate dat hij blijkt heeft gegeven van onoorbaar gedrag. Dat laatste blijkt ten overvloede uit bepaalde passages van het sub I geciteerd p.v.: *“in de rechter achterzak van betrokkene treffen wij een keukenmes aan met zwart handvat, lengte 23 cm”*; *“zijn adem ruikt naar alcohol”*; *“zegt hij dat hij gevochten heeft”*; *“dat hij eens coke gerookt heeft op het appartement van die persoon.”*

Gelet op het bovenstaande meent de Commissie dat terecht toepassing kan gemaakt worden van voornoemd artikel 33, § 1, van de wet en acht zij het billijk om het hulpverzoek in zijn geheel af te wijzen.

M80406 (2008)

Ter zitting van de Commissie d.d. 8 december 2008 ondervroegen de Commissieleden de raadsman van verzoeker over de rol van zijn cliënt bij de feiten d.d. 26 december 2002.

De raadsman lichtte toe dat de heer G [de verzoeker], als vierde beklaagde, werd vervolgd voor de Correctionele rechtbank te Hasselt (wegens “onder een bevel of onder een voorwaarde, mondeling, U te hebben bedreigd met een aanslag op personen of op eigendommen, waarop een criminele straf is gesteld”), doch dat hij van de hem ten laste gelegde betichting werd vrijgesproken. Terzake stelde de rechtbank het volgende:

“De schuld van vierde beklaagde aan de hem ten laste gelegde feiten, zoals in de dagvaarding omschreven onder de betichting C, wordt niet naar eis van recht bewezen door de onderzoeksresultaten verzameld tijdens het gerechtelijk onderzoek en het ter zitting gevoerde onderzoek. Beklaagde

ontkent zijn betrokkenheid bij de hem ten laste gelegde feiten. Het bewijs ligt niet voor dat vierde beklaagde, onder een bevel of onder een voorwaarde, U bedreigd heeft met een aanslag op personen of eigendommen waarop een criminele straf gesteld is.

Zoals reeds hoger geargumenteed (cfr. betichting A), is de rechtbank van oordeel dat er grote onduidelijkheid bestaat omtrent de feiten die zich op 26 december 2002 hebben voorgedaan.

De verklaringen van U en A worden onvoldoende geobjectiveerd door de overige gegevens van het strafonderzoek.

Beklaagde wordt derhalve vrijgesproken van de hem ten laste gelegde betichting C.”

Gelet op die vrijspraak meent de raadsman van verzoeker dat zijn cliënt geen schuld trof aan de gewelddaden waarvan hij zelf het slachtoffer werd.

Naar het oordeel van de Commissie impliceert deze vrijspraak niet dat verzoeker zich niet de facto zou opgehouden hebben in een milieu dat zich inlaat met onfrisse praktijken. De Commissie steunt haar overweging op volgende elementen van het geconsulteerde strafdossier:

- de eigen bekentenissen van verzoeker (“ik ben bekend in het milieu van minder integere individuen” – medico-legaal verslag d.d. 14 juni 2007);
- de dreigende inhoud van zijn gsm-berichten waarvan hij het verzenden zelf minstens gedeeltelijk toegaf (P.V. van 26 december 2002);
- de verklaringen afgelegd door de overige betrokkenen in deze zaak (P.V.’s van 29 mei 2004 en 26 december 2006).

Voorts wordt opgemerkt dat de Commissie niet gebonden is door de uitspraak op burgerrechtelijk vlak. Immers, de Commissie verschilt in haar beoordelingscriteria van de burgerlijke rechter doordat zij enerzijds het limitatief karakter van de schadeposten die voor vergoeding in aanmerking komen, moet respecteren en anderzijds door het feit dat zij beslist ‘in billijkheid’. Bij de totstandkoming van de wet van 1 augustus 1985 is de wetgever vertrokken vanuit een heel andere filosofie dan de in het gemeenrecht toegepaste bestraffing van de fout, nu de Staat niet de veroorzaker is van de schade. De reeds aangehaalde notie “collectieve solidariteit tussen de leden van eenzelfde natie” is op haar beurt gestoeld op het begrip “abnormaal sociaal risico” dat tot de ongelijkheid van de burgers terzake van de openbare lasten leidt. Het aldus gecreëerde mechanisme van “buitengewone schadeloosstelling” is tevens gebaseerd op de idee dat de collectiviteit naar billijkheid moet instaan voor het herstel van de schade die op zich als een sociale kwaal wordt beschouwd.

De Commissie heeft evenwel ernstige bedenkingen bij de toepassing van dit principe van collectieve solidariteit op gevallen waarbij een verzoeker zich willens en wetens in een milieu beweegt dat aanleiding kan geven tot feiten waarvan hij uiteindelijk zelf het slachtoffer wordt. Zonder het proces

van verzoeker te willen overdoen en zonder te stellen dat hij op het ogenblik van de feiten zelf niet van onbesproken gedrag zou zijn geweest, is de Commissie van oordeel dat verzoeker zich op zijn minst heeft begeven in een milieu dat bestond uit individuen die door hun handelingen anderen schade toebrachten en hierdoor zelf het uiteengezette principe van collectieve solidariteit schonden.

In die omstandigheid meent de Commissie dat het nooit de bedoeling van de wetgever kan zijn geweest dat de Staat zou moeten opdraaien voor het volledig herstel van de schade berokkend aan personen die zelf het risico gedeeltelijk opzoeken.

Gebaseerd op de overwegingen dat :

- het volledig herstel geenszins gewaarborgd is;
- de Commissie aan de wet haar appreciatiebevoegdheid ontleent zowel terzake de opportuniteit van de toekenning van de hulp als terzake de vaststelling van het bedrag ervan;
- zij rekening kan houden met het gedrag van verzoeker (art. 33, §1, Wet 1 augustus 1985);
- zij rekening kan houden met de beschikbare middelen van het Fonds (art. 38 Wet 1 augustus 1985),

oordeelt de Commissie dat de toegekende hulp dient beperkt te worden tot de kosten van implantaat met kroonopbouw.

M80463 (2009)

Het vonnis van de Rechtbank van Eerste aanleg te Leuven d.d. 12 maart 2008 bepaalt: “De beklagde moet beseffen dat het gebruik van geweld geen middel is om conflicten op te lossen en op geen enkele manier getolereerd wordt. Hoewel het gedrag van het slachtoffer niet goed te praten is, is de reactie van de beklagde buitensporig geweest.

Volgens artikel 33 § 1 van de wet kan de Commissie onder meer rekening houden met het gedrag van de verzoeker indien deze rechtstreeks of onrechtstreeks heeft bijgedragen tot het ontstaan van de schade of de toename ervan”

De Commissie komt tot volgende berekening:

- TWO moreel: € 1.508,50 (32 dagen i.p.v. 33 dagen)
- BI moreel € 2.812,50
- € 4.321,00

De Commissie is van mening dat de verzoeker zeker heeft bijgedragen tot het ontstaan van de schade, nl. het maken van racistische opmerkingen. Het bekomen bedrag wordt door de Commissie aldus tot 2/3de herleid..

M80657 (2008)

Verder meent de Commissie conform artikel 33, § 1, van de wet van 1 augustus 1985 bij het begroten van het bedrag van de hulp rekening te moeten houden met het gedrag van de verzoeker, zoals dit blijkt enerzijds uit de hoger geciteerde getuigenverhoren van B en van H en anderzijds uit het feit dat het dossier door het parket geklasseerd werd wegens de houding van het slachtoffer.

M80683 (2009)

- de ce qu'on entend par préjudice physique ou psychique important : un stress post traumatique, une invalidité ou une incapacité de travail permanente, une incapacité de travail totale de longue durée et/ou un préjudice esthétique de grade 2 minimum sur l'échelle habituellement utilisée de 7. (*Doc. Parl., 4^{ème} session de la 50^{ème} législature Chambre, 0626/002 (2001 – 2002) page 9*);
- de ce qu'en l'espèce, sans vouloir minimiser le dommage subi par le requérant suite à l'agression dont il a été victime, il ressort du rapport d'expertise que celui-ci ne conserve pas d'invalidité ou d'incapacité permanente alors que la jurisprudence habituelle de la Commission considère l'octroi d'une aide financière dès lors qu'un rapport d'expertise médicale a dûment constaté l'existence d'une invalidité ou d'une incapacité permanente liée aux conséquences de l'agression;
- d'un préjudice esthétique faible de 1/7 ;
- de ce que le requérant ne garde pas de séquelles graves liées à l'agression ;
- de ce qu'il n'y a pas de diminution ou de perte de revenu;
- de ce qu'en outre, l'article 33 §1 prévoit que « *la Commission peut notamment prendre en considération le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation ; (...)* » et *la relation entre le requérant et l'auteur* » ;
- de ce qu'il s'agissait d'une fête publique qui a dégénéré en règlements de compte ou en bataille rangée durant laquelle les antagonistes en sont venus rapidement à des comportements violents voire sauvages, les parties en cause se rejetant mutuellement la responsabilité ;
- de ce que le comportement du requérant a été explicitement mis en cause dans le jugement rendu le 12 janvier 2005 qui retient l'excuse de provocation et qui stigmatise les parties civiles qui ont incontestablement participé à ce qui constitue une forme d'agression qui leur valut d'être blessées suite à la réplique du prévenu;
- de ce que les faits dont le requérant a été victime s'inscrivent à la suite d'un comportement fautif de sa part sans lequel ils n'auraient jamais eu lieu ;

la Commission déclare la demande recevable mais non fondée.

M90157 (2009)

De kwalificatie in PV. nr. H. A. 43.L8.102857/2003 was: wederzijdse opzettelijke slagen en verwondingen (vechtpartij).

Na lectuur van het strafdossier en van het vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg te Hasselt d.d. 11 oktober 2006 kan worden afgeleid dat het gedrag van verzoeker mee aan de basis lag van de op hem gepleegde gewelddaden. Verzoeker bevestigde dat het op zijn voorstel is dat partijen “buiten gingen op de zaak te beslechten”. Verzoeker heeft als eerste geslagen: hij verklaarde zelf “dat hij G uitnodigde om hem te slaan”.

Het vonnis citeert: “de begeleidende omstandigheden waaruit blijkt dat eerst D moedwillig en doelbewust een gevecht aanging met een ander persoon, met de bedoeling de fysieke integriteit van deze aan te randen.” Uit het vonnis blijkt dat verzoeker op strafrechterlijk en op burgerlijk gebied veroordeeld werd.

Bij de totstandkoming van de wet van 1 augustus 1985 is de wetgever vertrokken vanuit een heel andere filosofie dan de in het gemeenrecht toegepaste bestraffing van de fout, nu de Staat niet de veroorzaker is van de schade. De notie “collectieve solidariteit tussen de leden van eenzelfde natie” is op haar beurt gestoeld op het begrip “abnormaal sociaal risico” dat tot de ongelijkheid van de burgers terzake van de openbare lasten leidt. Het aldus gecreëerde mechanisme van “buitengewone schadeloosstelling” is tevens gebaseerd op de idee dat de collectiviteit naar billijkheid moet instaan voor het herstel van de schade die op zich als een sociale kwaal wordt beschouwd.

Wat onderhavig dossier betreft is de Commissie van oordeel dat verzoeker het hierboven uiteengezette principe van collectieve solidariteit zelf onmiskienbaar heeft geschonden in de mate dat hij blijk heeft gegeven van ongeoorloofd gedrag.

Gelet op het bovenstaande meent de Commissie dat terecht toepassing kan gemaakt worden van voornoemd artikel 33, § 1, van de wet en acht zij het billijk om het hulpverzoek in zijn geheel af te wijzen.

comportement de la personne décédée

L'article 33, § 1er, a été modifié par l'article 11 de la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions en matière de Justice (II).

La commission peut notamment prendre en considération :

- le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation;
- la relation entre le requérant et l'auteur.

Voir les arrêts n° 163.306, 307, 308 et 310 du 9 octobre 2006 du Conseil d'Etat dans les affaires M1041 (2003).

Considérant que le requérant, né le 15 décembre 1984, est le frère d'A, décédé le 19 mars 1999 d'un coup de couteau que lui a porté R; que la décision attaquée a rejeté la demande d'aide introduite par le requérant pour les motifs suivants:

“ Exposé des faits et suites judiciaires

En date du 19 mars 1999, le dénommé R rentre chez lui et se plaint à son frère, le dénommé M, qu'il a un différend avec la victime, le dénommé A. R sort avec un bâton. A se dirige vers R en tenant un couteau à la main. R frappe A avec le bâton puis retourne chez lui. Son frère, M, sort avec un couteau et s'interpose entre lui et A; ils se font face. A porte un coup de couteau au bras de M et le blesse; ce dernier recule et donne un coup de couteau à A qui ira s'écrouler quelques dizaines de mètres plus loin, mortellement blessé.

Par jugement, coulé en force de chose jugée, du 24 octobre 2000, le Tribunal correctionnel condamne le prévenu à une peine de 5 ans d'emprisonnement ...

Statuant sur la demande de la partie civile, le jugement condamne le prévenu à payer la somme de 100.000 BEF.

Recevabilité de la demande

Il résulte des éléments du dossier que les conditions de recevabilité sont remplies.

Fondement de la demande

Attendu que si le tribunal correctionnel n'a estimé devoir ni retenir l'excuse de la légitime défense dans le chef de l'auteur, ni la provocation, il n'en reste pas moins que l'attitude d'A, lequel était porteur d'un couteau sur la voie publique et s'en est servi pour porter un coup à M est éminemment critiquable et est incontestablement la cause de son propre dommage;

Qu'il a été fait état en terme de plaidoirie devant la commission d'une bagarre entre deux bandes rivales

que la Commission n'estime, dès lors, pas pouvoir accorder une aide.;

Considérant que le requérant prend un moyen unique “de l'obligation de motivation contenue dans l'article 34, § 5, de la loi du 1.8.1985 portant des mesures fiscales et autres” dans lequel il soutient en substance:

dans une première branche, qu' “il ressort clairement de la motivation du jugement du 24.10.2000 que le comportement d'A n'est pas à l'origine de son propre dommage”, qu' “A a sorti son couteau après avoir reçu des coups de bâton de R et après que M l'avait attaqué avec un couteau, essayant de le tuer (visant le coeur)”, que “ce sont indiscutablement ces faits qui ont causé le préjudice du requérant et non le comportement du défunt” et qu' “il faut par ailleurs souligner que la Commission a tenu exclusivement compte du

comportement soit-disant condamnable de la victime directe pour refuser d'accorder une aide aux requérants, victimes indirectes, alors que le comportement des requérants eux-mêmes est irréprochable", de sorte que "la motivation de la décision attaquée ne correspond pas à la réalité du dossier" et qu'elle est dès lors inadéquate;

dans une deuxième branche, que "la Commission s'est écartée de la décision du Tribunal correctionnel de Bruxelles du 24.10.00 qui avait considéré les demandes des parties civiles recevables et fondées [...] sans prévoir un quelconque partage de responsabilité [...] et a qualifié les faits d'«excessivement graves» [...] et ce, malgré la circonstance de la provocation qui avait été retenue par la chambre des mises en accusation au moment du renvoi", et que "si la Commission estimait que la victime avait joué un rôle non négligeable dans l'incident qui a causé sa mort, elle devait s'expliquer sur ce point et motiver adéquatement sa décision, compte tenu des éléments du dossier";

et dans une troisième branche, que la Commission s'est écartée de sa propre jurisprudence sans en donner les raisons;

Considérant, sur les première et deuxième branches réunies, qu'il résulte des travaux préparatoires de l'article 33, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} août 2005 portant des mesures fiscales et autres qu'il appartient à la Commission d'examiner les faits entourant l'acte intentionnel de violence et d'apprécier si le comportement de la victime a contribué directement à la réalisation du dommage, et cela d'une manière autonome par rapport au pouvoir judiciaire et donc sans être tenue par les constatations de la décision statuant sur l'action publique; que dans la mesure où le moyen critique la décision attaquée en ce qu'elle s'écarte des constatations faites par le juge pénal, le moyen manque en droit;

que d'autre part le Conseil d'Etat, statuant en tant que juge de cassation administrative, ne peut que limiter son contrôle à la vérification de l'exactitude matérielle des faits et de leur qualification juridique; qu'en tant qu'il invite le Conseil d'Etat à substituer son appréciation des faits à celle de la Commission, le moyen n'est pas recevable; qu'il résulte du dossier administratif que la décision attaquée n'a pas dénaturé les faits, de sorte qu'à cet égard le moyen manque en fait; et que le moyen est irrecevable en tant qu'il soutient que la décision attaquée fait une mauvaise interprétation de l'article 33, § 1^{er}, alinéa 2, 2/, de la loi alors qu'il ne vise pas la violation de cette dernière disposition;

Considérant, sur la troisième branche, que la juridiction administrative qu'est la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence n'a pas à donner les raisons pour lesquelles elle s'écarterait d'une position qu'elle aurait prise antérieurement à l'occasion d'autres affaires supposées similaires; qu'en cette branche le moyen ne peut être accueilli.

M2668 (2006)

Dans la nuit du 27 au 28 mars 2000 à Anderlecht, le dénommé, S débarqua chez sa maîtresse, la dénommée N vers 3h00 ; elle sortit de son lit pour lui ouvrir. Il lui dit alors qu'il venait pour dormir mais à 3 reprises, il a essayé d'avoir des relations sexuelles avec cette dernière ; elle le repoussa à chaque fois mais à la 3^{ème} fois, elle s'énerva, lui disant qu'il venait toujours pour coucher avec elle. Monsieur S se leva, descendit et se dirigea vers la cage d'escalier, Madame N restant dans son lit. Monsieur S l'appela 2 fois par son prénom et, à la 3^{ème} fois, il lui dit qu'elle était mal élevée de ne pas le raccompagner jusqu'à la porte ; elle ne réagit pas pendant quelques temps puis alla chercher sa carabine, elle descendit en courant et aperçut une vague silhouette éclairée par la cage d'escalier, elle tira en sachant que c'était Monsieur S. Après être tombé, elle le frappa partout avec la crosse de sa carabine.

Après avoir allumé et constaté qu'il y avait du sang partout, elle couvrit le cadavre et le traîna jusqu'à la cour devant la cuisine. Le lendemain matin, elle essaya tant bien que mal de dissimuler son fait, en nettoyant le sang, en essayant de le brûler mais en vain elle emballa le corps alors dans des sacs poubelles, le mit dans sa voiture et prit la direction de Charleroi. Arrivée à un coin d'eau, elle poussa le corps dans l'eau.

...

Tenant compte,

- de ce que l'article 33 §1 prévoit que « la Commission peut notamment prendre en considération le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation ; (...) » et la relation entre le requérant et l'auteur ;
- de ce que l'arrêt de la Cour d'Assises retient l'excuse de la provocation ;
- de ce que les faits, dont Monsieur S a été victime, s'inscrivent à la suite d'un comportement fautif de sa part sans lequel ils n'auraient jamais eu lieu ; que si Monsieur S s'était gardé de se rendre au domicile de l'auteur des faits, celle-ci n'aurait jamais pu avoir la réaction inadmissible et tragique qu'elle a eue (théorie de la faute antérieure),

la Commission déclare la demande recevable mais non fondée.

[Cette décision a été cassée par arrêt n° 179.900 du 20 février 2008.]

M2668 (2008)

Tenant compte d'une part :

- du dommage moral qu'a subi la requérante suite au décès de son compagnon dont elle était enceinte et qu'elle devait épouser au mois d'avril;
- des frais funéraires qui ont été supportés par la requérante ;

et d'autre part :

- de la loi du 19/2/2004 portant assentiment à la Convention Européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes qui précise en son article 8 « que le dédommagement peut être réduit ou supprimé en raison du comportement de la victime ou du requérant pendant ou après l'infraction, ou en relation avec le dommage causé » ;
- de ce qu'en l'espèce, dans son arrêt du 14/12/2001, la cour d'assises de Bruxelles tout en reconnaissant la gravité des faits, souligne leur caractère excusable et parle de faute commise par la victime dans la réalisation de son dommage » ;
- du principe de subsidiarité de l'aide consacré à l'article 31 *bis*, 5° de la loi du 1/8/1985 et de ce qu'en l'espèce, l'auteur des faits a versé à la requérante la somme de 1.200 € ;

la Commission estime qu'il y a lieu d'allouer à la requérante une aide principale, fixée ex æquo et bono, à la somme de 4.983, 15 €.

M2707 (2006)

Dans la nuit du 26 au 27/5/1999, à Tournai, vers 6 H du matin, le dénommé B, père d'Y, fille de la requérante, entame une discussion animée avec le dénommé C. Cette algarade, faisant suite à des ennuis qui avait débuté dans un café, se déroule sur la chaussée. Durant la discussion, le dénommé C assène un coup direct à la victime qui s'écroule morte.

...

Tenant compte d'une part :

- du dommage moral qu'a subi la fille de la requérante suite au décès de sa père ;
- de la perte d'aliments qu'a subi la fille de la requérante suite au décès de son père alors qu'elle était encore très jeune dans la mesure où celui-ci assurait son entretien et son éducation ;
- de ce que la fille de la requérante cohabitait avec la victime au moment des faits ;

et d'autre part :

- du principe de subsidiarité de l'aide consacré à l'article 31 *bis*, 5° de la loi du 1/8/1985 et de ce qu'en l'espèce, la requérante a perçu de sa compagnie d'assurance la somme de 2.478, 94 € ;
- de ce qu'en vertu de l'article 33 § 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1985, l'aide est accordée en équité, la Commission pouvant notamment prendre en considération « le comportement du requérant lorsqu'il a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage » ;
- qu'en l'occurrence, si l'ayant droit de la requérante n'était pas décédé, il est certain que son comportement aurait été pris en compte, dès lors qu'il se bat à six heures du matin, à la suite d'une discussion ayant pris cours à son initiative dans un café ;

- qu’il est normal, de justice distributive et qu’il participe de l’esprit de la loi que le personnes qui viennent aux droits d’une victime décédée, victimes par répercussion, se voient appliquer le même raisonnement ;
- que telles sont les limites de l’aide équitable, étant surabondamment observé que lors de son arrivée au service des urgences la victime alors encore en vie apparut au médecin comme ayant ingéré une dizaine de verres de bière.

la Commission estime qu’il y a lieu d’accorder à la fille de la requérante, une aide principale

M40420 (2006)

Il est précisé dans les attendus de l’arrêt en question que « ...à raison de la déclaration du jury établissant que l’accusé peut faire valoir l’excuse de la provocation, il s’impose d’imputer une part de responsabilité dans le chef de la victime ;.. »

Et attendu que « compte tenu de la gravité respective et relative des fautes commises par l’accusé et par la victime, il convient de délaisser aux ayant-droits de cette victime un tiers de leur dommage à raison du comportement fautif de leur ayant-cause, lequel s’est rendu coupable de violences graves envers l’accusé et les membres de sa famille ;.. »

...

Tenant compte d’une part,

- que la requérante a subi un dommage moral suite au décès de son frère;
- qu’elle justifie des frais funéraires ;

d’autre part

- de ce que la requérante affirme ne pas avoir subi de pertes de revenus suite au décès de son frère et ce même si celui-ci participait financièrement aux besoins scolaires et vestimentaires des enfants de la requérante;
- de ce que l’article 33 §1 prévoit que « la Commission peut notamment prendre en considération le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation ; (...) » et la relation entre le requérant et l’auteur ;
- de ce que l’arrêt de la Cour d’Assises retient l’excuse de la provocation et précise qu’il convient de délaisser aux ayant-droits de la victime un tiers de leur dommage à raison du comportement fautif de leur ayant-cause ;
- de ce que les faits dont Monsieur J a été victime s’inscrivent à la suite d’un comportement fautif de sa part sans lequel ils n’auraient jamais eu lieu ; que si Monsieur J s’était gardé de se rendre au domicile de l’auteur des faits et d’y porter des coups au fils de celui-ci, l’auteur des faits n’aurait jamais pu avoir la réaction inadmissible et tragique qu’il a eue,

M40351 (2006)

Dans la nuit du 26 au 27 mai 1999, à Tournai, vers 6 H du matin, le fils du requérant, S, entame une discussion animée avec le dénommé C. Cette altercation, faisant suite à des ennuis qui avaient débuté dans un café, se déroule sur la chaussée. Durant la discussion, le nommé B assène un coup direct à la victime qui s'écroule morte. ...

Tenant compte d'une part :

- du dommage moral qu'a subi le requérant suite au décès de son fils;
- des frais funéraires qui ont été supportés par le requérant ;
- des frais médicaux qui ont été exposés par le requérant ;

et d'autre part :

- du fait que le requérant ne cohabitait pas avec la victime au moment des faits ;
- du fait que les frais funéraires sont limités à la somme de 2.000 € par l'arrêté royal du 18/12/1986;
- de ce qu'en vertu de l'article 33 § 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1985, l'aide est accordée en équité, la Commission pouvant notamment prendre en considération « le comportement du requérant lorsqu'il a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage » ;
- qu'en l'occurrence, si l'ayant- droit des requérants n'était pas décédé, il est certain que son comportement aurait été pris en compte, dès lors qu'il se bat à six heures du matin, à la suite d'une discussion ayant pris cours à son initiative dans un café ;
- qu'il est normal, de justice distributive et qu'il participe de l'esprit de la loi que le personnes qui viennent aux droits d'une victime décédée, victimes par répercussion, se voient appliquer le même raisonnement ;
- que telles sont les limites de l'aide équitable, étant surabondamment observé que lors de son arrivée au service des urgences la victime alors encore en vie apparut au médecin comme ayant ingéré une dizaine de verres de bière.

la Commission estime qu'il y a lieu d'allouer au requérant, une aide principale fixée, ex æquo et bono, à la somme de 2.666,50 €.

M40356 (2006)

En date du 21/1/2001, à Ath, le fils du requérant, K se rend en voiture en compagnie des nommés D, M, S et D dans un zoning industriel de Ghislenghien pour procéder à un repérage en vue de commettre un vol d'ordinateur. Le véhicule s'immobilise à un endroit isolé dans le zoning. Là, le nommé D qui se trouve à l'arrière de la voiture étrangle K qui est au volant, à l'aide d'une laisse métallique.

...

Tenant compte d'une part :

- du dommage moral qu'a subi le requérant suite au décès de son fils ;
- des frais funéraires dûment justifiés qui ont été supportés par le requérant pour un montant de 64.305 F (1.594, 07 €) ;

et d'autre part,

- du fait que le requérant ne cohabitait pas avec son fils au moment des faits ;
- de ce qu'en vertu de l'article 33 § 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1985, l'aide est accordée en équité, la Commission pouvant notamment prendre en considération « le comportement du requérant lorsqu'il a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage » ;
- qu'en l'occurrence, si l'ayant droit du requérant n'était pas décédé, il est certain que son comportement aurait été pris en compte, dès lors qu'il se trouvait dans le zoning industriel de Ghislenghien pour procéder à un repérage en vue de commettre un vol d'ordinateur ;
- qu'il ressort du dossier répressif l'existence dans le chef de la victime d'antécédents de vol, vol avec violence, vol avec effraction et que la volonté d'amendement de celle-ci n'est pas prouvée ;
- qu'il est normal, de justice distributive et qu'il participe de l'esprit de la loi que les personnes qui viennent aux droits d'une victime décédée, victimes par répercussion, se voient appliquer le même raisonnement ;
- que telles sont les limites de l'aide équitable;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime qu'il y a lieu de déclarer la demande du requérant, non fondée.

M40358 (2005)

Tenant compte d'une part :

- du dommage moral qu'a subi le requérant suite au décès de son frère ;

et d'autre part,

- du fait que le requérant ne cohabitait pas avec son frère au moment des faits ;
- de ce qu'en vertu de l'article 33 § 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1985, l'aide est accordée en équité, la Commission pouvant notamment prendre en considération « le comportement du requérant lorsqu'il a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage » ;
- qu'en l'occurrence, si l'ayant droit du requérant n'était pas décédé, il est certain que son comportement aurait été pris en compte, dès lors qu'il se trouvait dans le zoning industriel de Ghislenghien pour procéder à un repérage en vue de commettre un vol d'ordinateur ;

- qu'il ressort du dossier répressif l'existence dans le chef de la victime d'antécédents de vol, vol avec violence, vol avec effraction et que la volonté d'amendement de celle-ci n'est pas prouvée ;
- qu'il est normal, de justice distributive et qu'il participe de l'esprit de la loi que les personnes qui viennent aux droits d'une victime décédée, victimes par répercussion, se voient appliquer le même raisonnement ;
- que telles sont les limites de l'aide équitable;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime qu'il y a lieu de déclarer la demande du requérant, non fondée.

[Cette décision a été cassée par arrêt n° 181.372 du 19 mars 2008.

Considérant que la Commission ne relève pas que le comportement du requérant aurait directement ou indirectement contribué à la réalisation ou à l'aggravation du dommage qu'il a subi, mais décide au contraire que c'est la victime qui " se trouvait dans le zoning industriel de Ghislenghien pour procéder à un repérage en vue de commettre un vol d'ordinateur" et qui avait des "antécédents de vol, vol avec violence, vol avec effraction et que la volonté d'amendement [de la victime] n'est pas prouvée"; qu'ainsi, la décision attaquée méconnaît l'article 33, § 1er, de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres; que le moyen est fondé]

M40358 (2009)

Tenant compte,

- de ce que le requérant a subi un dommage moral suite au décès tragique de son frère ;
- de ce que le requérant est en incapacité de travail;
- de ce qu'il ressort des pièces médicales que l'incapacité de travail du requérant est liée à la dépression du requérant suite à ce décès ;
- de ce que cependant le requérant ne cohabitait pas avec la victime au moment des faits ;
- de ce que le requérant ne dépendait pas financièrement de la victime ;
- de ce que la Commission considère que la hauteur de l'indemnisation retenue par la Cour d'Assises paraît suffisante en regard du préjudice subi par le requérant ;
- de ce que l'article 31 *bis* 5° de la loi du 1^{er} août 1985 consacre le principe de subsidiarité de l'aide de la Commission ;
- de ce que l'aide financière octroyée par la commission, qui consiste en un geste de solidarité sociale, relève d'un souci d'équité et a un caractère subsidiaire tant par rapport à l'indemnisation par le ou les auteurs des faits que par rapport à l'intervention d'un régime d'assurance ;
- de ce que les informations communiquées par le conseil du requérant à l'audience (et reprises dans son mémoire déposé à l'audience de ce 14

Janvier 2008) mettent en évidence que les auteurs des faits exécutent l'arrêt rendu (en date du 28 novembre 2003) par la Cour d'Assises du Hainaut ;

déclare la demande recevable mais non fondée ;

M40760 (2005)

Dans la nuit du 25 au 26 mai 1991, M. D se trouve à proximité du café « ... » tenu par M. J. Ce débit de boisson fait l'objet depuis plusieurs mois de manœuvres d'intimidation de la part de bandes de jeunes du quartier qui se livrent au trafic de stupéfiants (vitres brisées, jets de bouteilles,...). Après avoir passé la soirée dans un autre café, M. D avait lancé une bouteille contre la façade du café et celle-ci avait heurté le châssis d'une des vitrines de l'établissement. Le prévenu M. J sort alors du café armé et tire un coup en l'air. M. D, nullement impressionné, lance au prévenu « Si tu veux me tuer, vas-y, tues-moi » et, sans arme, continue à avancer. Le prévenu tire alors un deuxième coup et abat le mari de la requérante.

...

Tenant compte

- Que l'article 33 §1 prévoit que « la Commission peut notamment prendre en considération le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation ; (...) » ;
- qu'en l'occurrence, il ressort du dossier répressif et du jugement du Tribunal Correctionnel que la victime a fait preuve, le jour de l'agression, d'un comportement violent et provocateur à l'égard de l'auteur des faits,
- qu'il peut être logiquement considéré que la victime a commis un acte contraire à la loi.

la Commission déclare la demande recevable, mais non fondée.

[Cette décision a été cassée par arrêt n° 175.349 du 4 octobre 2007.]

M50088 (2006)

En date du 12/9/2002, une violente dispute éclate entre le fils des requérants, monsieur D et son épouse, la nommée A qui prise de panique, se saisit d'un couteau et donne un coup à son mari, le blessant mortellement.

...

Par jugement du 24/3/2005 passé en force de chose jugée, le tribunal correctionnel de Namur condamne la nommée A à une peine de 3 mois d'emprisonnement et à payer aux requérants qui se sont constitués parties civiles, la somme de 6.000 € (2 X 3.000 €) à titre de dommage moral.

Sur le plan civil, le tribunal indique « qu'il convient, compte tenu de ce que le tribunal retient l'excuse de provocation de dire que la victime a concouru au

dommage à concurrence de la moitié, ceci compte tenu de l'importance du rôle de la faute commise par la victime qui a provoqué la prévenue ».

...

Tenant compte d'une part :

- du dommage moral *subis* par les requérants suite aux décès de leur fils;
- des frais funéraires dûment justifiés qui ont été supportés par les requérants ;

et d'autre part :

- de ce qu'en vertu de l'article 33 § 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1985, l'aide est accordée en équité, la Commission pouvant notamment prendre en considération « le comportement du requérant lorsqu'il a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage » ;
- de ce qu'en l'espèce, le tribunal a retenu l'excuse de la provocation dans le chef de la victime ;
- qu'il est normal, de justice distributive et qu'il participe de l'esprit de la loi que les personnes qui viennent aux droits d'une victime décédée, victimes par répercussion, se voient appliquer le même raisonnement ;
- que telles sont les limites de l'aide équitable;

la Commission estime qu'il y a lieu d'allouer à chacun des requérants, une aide principale, fixée *ex æquo et bono*, à la somme de 3.000 €.

M70959 (2008)

d'autre part

- de ce que Z ne cohabitait pas avec la victime au moment des faits ;
- de ce que, comme le souligne l'arrêt rendu dans cette affaire en date du 9 novembre 2006, la victime n'entretenait pas de relations régulières avec Z, le requérant;
- de ce qu'il y a lieu de considérer cette absence de contacts réguliers avec la victime, dans l'appréciation du fondement d'une demande d'aide financière pour préjudice moral ;
- de ce qu'en outre, l'implication de M dans l'éducation de son fils ne se traduisait pas par des comportements recommandables;
- de ce qu'il n'apparaît pas des pièces du dossier que M, bénéficiant de revenus du chômage, intervenait dans les charges de l'éducation de son fils;
- de ce que, condamné à verser une pension alimentaire suite au divorce, il ne payait pas volontairement sa part contributive et qu'une instance en référé était engagée à cette fin et qu'aucun jugement n'était intervenu au moment des faits;

- de ce que la mère de Z va bénéficier désormais des allocations familiales au taux majoré qui compenseront l'éventuelle perte de contribution de la victime ;
- de ce que l'article 8 1° de la Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes, faite à Strasbourg le 24 novembre 1983 » prévoit que « le dédommagement peut être réduit ou supprimé en raison du comportement de la victime ou du requérant avant, pendant ou après l'infraction, ou en relation avec le dommage causé. » ;
- de ce que de la loi du 19 février 2004 « portant assentiment à la Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes, faite à Strasbourg le 24 novembre 1983 » stipule que la convention sortira son plein et entier effet ;
- de ce qu'en vertu de cette disposition, il appartient à la commission d'examiner les faits entourant l'acte intentionnel de violence et d'apprécier si le comportement de la victime a contribué directement, partiellement ou entièrement, à la réalisation du dommage, et cela d'une manière autonome par rapport au pouvoir judiciaire ;
- de ce que les faits se sont produits dans le cadre d'une transaction dont les composantes – nocturne, sous l'emprise d'alcool et de drogues, avec usage d'armes à feu, entre personnes se connaissant – traduisent une situation susceptible d'être à la base ou en relation avec le dommage causé.

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale.

faute antérieure

M60231 (2008)

De sérieux incidents avec échanges de coups se déroulent les 3 et 4 octobre ... entre le sieur E et plusieurs résidents d'un camping. Le 7 octobre ..., A (père) se présente avec son fils D (fils) devant la caravane de E. Après avoir jeté quelque chose sur le véhicule de E, D (fils) enjambe la clôture de la parcelle de l'auteur des faits et monte l'escalier qui donne accès à la caravane. E, voyant arriver D (fils) prend son pistolet et tire sur ce dernier (selon l'expert le tir était volontaire et destiné à tuer) qui décède.

...

Il est à noter que dans le jugement est précisé... « attendu que pour le neuropsychiatre, la responsabilité de E peut être considérée comme légèrement atténuée compte tenu de son état de stress causé par l'ambiance régnant au camping et qui s'est transformée en panique au moments des faits du 7 octobre ... lorsqu'arrivèrent Monsieur A (père) et son fils... ».

Dans les attendus du jugement il est également précisé :

- « ...que attendu que le prévenu n'a pu être mort de peur comme il le dit lui-même que parce qu'il a vu M. A (père) se concerter avec le jeune homme qui aurait lancé les cailloux et s'apprêtait à enjamber la clôture et que sans doute fort perturbé par les échanges de coups des 3 et 4 octobre ... il avait de sérieuses raisons de craindre un attentat contre sa personne lors de l'irruption de ce jeune homme dans sa caravane, ce dernier ne s'étant pas annoncé par des paroles de nature à rassurer le prévenu ou cru bon d'attendre au pied de l'escalier l'arrivée du prévenu ... » ;
- « ...que dans un tel contexte, la cause d'excuse peut donc être retenue, la prévention A1) étant dès lors établie telle que libellée même si la mort de Monsieur A (fils) tout en dépassant le but du prévenu a néanmoins été acceptée par lui (dol indirect)... ».

...

Tenant compte,

- du prescrit légal de la loi du 1er août 1985 en ces articles 31 4° et 32 §3 ;
- de ce que le requérant a subi un préjudice moral suite au décès tragique de son fils;
- de ce que le requérant a assumé avec son épouse les frais funéraires;
- de ce qu'aucune indemnisation n'est intervenue ;
- de ce que le requérant ne cohabitait pas avec son fils au moment des faits et ne dépendait pas financièrement de lui;
- de ce que la Commission ne prend pas en compte les intérêts;
- de ce que sans remettre en cause le préjudice subi par le requérant, la Commission considère, eu égard notamment au contexte des faits et aux attendus du jugement, que les faits dont le fils du requérant a été victime s'inscrivent à la suite d'un comportement fautif de sa part sans lequel ils n'auraient jamais eu lieu ; que si D (fils) s'était gardé de se rendre à la caravane de l'auteur des faits, ce dernier n'aurait pas pu avoir la réaction inadmissible et tragique qu'il a eue ;

CHAPITRE 3. QUANT AUX SEUILS D'INDEMNISATION PREVUS PAR LA LOI

L'aide ne peut dépasser les seuils d'indemnisation prévus par la loi.

A. L'aide d'urgence peut être demandée plusieurs fois et est limitée à un montant de € 15.000.

B. Le montant de l'aide est limité, par cas et par personne lésée, au montant du dommage excédant € 500 (JU 40).

C. Le montant de l'aide principale ne peut être supérieur à € 62.000 (JU 41).

Statistiques: En 2005 une aide principale de 62.000 € a été accordée à 20 reprises, en 2006 19 fois, en 2007 48 fois, en 2008 28 fois et en 2009 22 fois.

D. Dans le cas où le requérant a déjà reçu une aide d'urgence, il convient de déduire le montant perçu à titre d'aide d'urgence de l'aide principale (JU 42).

E. La commission peut, quand elle alloue une aide, y ajouter des modalités dans l'intérêt de la victime. On pense ici aux mesures pour la protection des enfants mineurs et à des mesures plus particulières (JU 43).

F. L'article 37 de la loi prévoit que l'aide complémentaire ne peut pas être supérieure à € 62.000, diminuée de la somme allouée au requérant par la commission à titre d'aide principale..

Statistiques : En 2005 la somme de tous les aides complémentaires était 46.250 €, en 2006 c'était 22.394,67 €, en 2007 134.026,07 €, rien en 2008 et € 23.555,00 en 2009.

Jurisprudence :

JU 40 seuil de € 500

- augmentation du seuil : seulement pour les nouvelles demandes
- également pour l'aide d'urgence

M2260 (2006)

En date du 20/10/2001, à Mons, le requérant, accompagné d'une personne dont il vient de faire la connaissance, sort de la discothèque « La Ferme » aux environs de 05h00. Alors qu'il s'apprête à prendre de l'argent à un distributeur automatique, le requérant se souvient d'avoir été tiré par le col de sa chemise et d'avoir reçu un coup violent à la tête.

...

Tenant compte d'une part :

- des frais médicaux qui ont été exposés par le requérant pour un montant de 165, 16 € ;
- des frais de remplacement de lunettes qui ont été à charge du requérant à raison de 196, 80 €;

et d'autre part :

- de l'absence de perte de revenus dans le chef du requérant, suite aux faits ;
- de l'absence de séquelle permanente chez le requérant suite à l'agression dont il a été victime;
- du fait que les frais de réparation de véhicule n'étant généralement pas pris en compte par la Commission, le montant du dommage pouvant être pris en compte par la Commission n'atteint pas la somme de 500 €, montant minimum que doit atteindre le dommage ainsi que précisé à l'article 33 de la loi du 1/8/1985.

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande du requérant, non fondée.

M70073 (2007)

Na aftrek van de schadeposten 'fysiek lijden', 'huishoudschade' en 'meerinspanningen', die niet voorkomen in de limitatieve lijst, ligt het bedrag van de door verzoekster gevraagde hulp beneden de wettelijke minimumdrempel zoals bepaald in artikel 33, §2 van de wet van 1 augustus 1985. Dit artikel stelt namelijk dat de Commissie per schadegeval en per verzoeker slechts een hulp kan toekennen wanneer de geleden schade groter is dan € 500.

M71067 (2009)

Bij beschikking van de Raadkamer van de Rechtbank van eerste aanleg te Turnhout van 2 februari 2007 werd een schadevergoeding aan de verzoekster toegekend van 250 euro.

De verzoekster berustte in deze beschikking.

Aangezien de door de Raadkamer begrote schade door de verzoekster niet werd aangevochten voor de Kamer van Inbeschuldigingstelling én er door de verzoekster geen bijkomende stukken neergelegd werden waardoor een

hoger bedrag gerechtvaardigd zou worden, bestaat er geen aanleiding om het door de verzoekster gevraagde bedrag van 1.500 euro toe te kennen.

Aldus ligt de toe te kennen hulp beneden de wettelijke minimumdrempel zoals bepaald in artikel 33, §2 van de wet van 1 augustus 1985.

Augmentation du seuil : seulement pour les nouvelles demandes

Le seuil a été augmenté au 1er janvier 2004 jusqu'au 500 €, sauf pour les requêtes déjà pendantes devant la commission à ce moment. (art. 13 de la loi du 26 mars 2003 portant les conditions auxquelles la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence peut octroyer une aide).

M2449 (2005) [En 2004 une seconde demande d'aide d'urgence a été introduite]

Tenant compte d'une part :

- du suivi médical nécessité depuis les faits et toujours en cours actuellement;
- des frais médicaux dûment justifiés au dossier ;
- de la situation précaire dans laquelle le requérant se trouve ;
- du fait que le requérant est en incapacité de travail depuis les faits ;

et d'autre part :

- du montant de l'aide urgente déjà octroyée par décision de la Commission datée du 18/12/2003 ;
- du fait que les frais exposés datent essentiellement de 2003 et début 2004, que certains sont antérieurs et ne totalisent pas la somme de 500 € ;
- que la loi du 01/08/1985 régissant l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence prévoit en son article 36 que l'aide d'urgence est octroyée par cas et par requérant pour un dommage excédant 500 € ;
- que le requérant n'a pas réagi suite aux conclusions et qu'il déclare avoir des frais énormes mais n'a plus soumis de justificatif depuis le dépôt de la requête ;

La Commission estime dès lors que la demande du requérant est recevable mais non fondée.

également pour l'aide d'urgence

M2230 (2005)

de l'article 36, § 2 de la loi du 1^{er} août 1985 qui énonce que « *L'aide d'urgence est octroyée par cas et par requérant pour un dommage excédant 500 euros et est limitée à un montant de 15.000 euros* » et que dans le cas d'espèce, la requérante ne justifie qu'un dommage d'un montant de 22 €.

M3099 (2005)

Tenant compte d'une part :

- du fait que le requérant s'est retrouvé pendant 18 jours sans outil de travail;
- de ce qu'il justifie la somme de 436,90 € pour les frais d'opticien;
- de qu'il justifie la somme de 4.876,50 € pour les frais matériels (dégâts au véhicule);
- de ce qu'il justifie la somme de 1.800 € pour l'incapacité de travailler pendant 18 jours ouvrables ;
- de ce qu'il justifie la somme de 18 € pour une visite médicale.

et d'autre part :

- de ce que pour l'octroi d'une aide d'urgence, la Commission ne tient généralement compte que des frais médicaux et que les autres postes réclamés par le requérant sont davantage pris en compte dans le cadre d'une demande d'aide principale ;
- du fait que le requérant ne justifie que 18 € de frais médicaux.

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande du requérant, non fondée.

M50802 (2007)

Tenant compte d'une part:

- des frais médicaux dûment justifiés qui ont été supportés par le requérant pour un montant de 430, 06 €;

et d'autre part :

- de ce que les frais dentaires dont le requérant fait état ne seront pris en compte par la Commission que lorsque le requérant aura fait procéder aux soins y afférents;
- de l'article 33 § 2 de la loi du 1er août 1985 qui prévoit que « l'aide est octroyée par cas et par requérant pour un dommage excédant 500 € » ;
- de ce qu'en l'espèce, le montant des frais exposés par le requérant n'atteint pas le montant minimum légal ;

la Commission estime qu'il y a lieu de déclarer la demande du requérant, non fondée.

M70122 (2007)

Artikel 36 van de wet van 1 augustus 1985, laatste alinea, laatste zin, bepaalt dat het reële bedrag van de kosten door de Commissie in aanmerking wordt genomen.

- Na grondig onderzoek van de verpleegnota's en na contact met de hospitalisatieverzekering van verzoekster blijkt dat in principe alle

verpleegnota's volledig werden terugbetaald, uitgezonderd twee ervan. De Commissie dient dan ook de overige verpleegnota's te negeren omdat dient verondersteld dat de hospitalisatieverzekering volledige tussenkomst verleent voor deze verpleegnota's, tenzij het tegendeel kon worden aangetoond.

- De extra reiskosten naar Lourdes kunnen niet in aanmerking worden genomen, omdat de materiële kosten die de Commissie toekent, rechtstreeks moeten verband houden met het letsel opgelopen door de gewelddaad.
- In onderhavig dossier wordt door verzoekster een hulp gevraagd van € 500. Zij kan echter voor werkelijk gemaakte onkosten slechts een bedrag aantonen van € 389,06.
- Artikel 33 § 2 van de wet van 1 augustus 1985 bepaalt: *“De hulp wordt per schadegeval en per verzoeker toegekend voor schade boven € 500... .”* Het werkelijk gevraagd bedrag ligt lager dan de in voornoemd artikel van de wet voorziene minimumdrempel van € 500.

M80508 (2009)

- que la loi du 1er août 1985 impose un montant minimum de frais fixé à 500 € ;
- que sur base des pièces justificatives de frais de soins de santé exposés et tenant compte de l'intervention de la mutuelle, le montant actuel des frais est de 437, 75 € ;
- que le minimum légal n'est donc pas rencontré ;
- que le requérant a été avisé de cette situation dès le 21 mai 2008 mais n'a novembre 2008 communiqué aucune pièce complémentaire;

M90417 (2009)

Optelling van de in aanmerking komende schadeposten medische en prothesekosten levert de som op van : € 83,52 + € 204 = € 287,52.

In zijn advies op het verslag meent de Minister van Justitie dat het verzoek op grond van het tweede lid van artikel 36 kennelijk onontvankelijk lijkt.

Hoewel hem hierom verzocht werd, heeft verzoeker geen andere medische kosten noch attesten voorgelegd waaruit blijkt dat toekomstige medische rekeningen mogen verwacht worden, resulterend uit de feiten van 6 maart 2007. In feite heeft hij op geen enkel schrijven van het secretariaat van de Commissie gereageerd.

Nu moet worden vastgesteld dat het bedrag van € 287,52 ruim beneden de wettelijke minimumdrempel van € 500 ligt en dat het verzoek tot noodhulp dus niet voldoet aan de wettelijke vereiste zoals bepaald in de tweede alinea van artikel 36 van de wet van 1 augustus 1985, dient in dergelijke omstandigheden het verzoek als onontvankelijk te worden afgewezen.

JU 41 montant maximal de € 62.000

M2330 (2005)

Tenant compte d'une part,

- la durée et l'importance du taux des incapacités temporaires ;
- une invalidité permanente de 76,5 % suite à l'agression qu'il a subie ;
- que le requérant a subi un dommage moral ;
- un préjudice esthétique de 5/7 ainsi que précisé par l'expert judiciaire ;
- des frais médicaux dûment justifiés;
- que suite aux faits, le requérant a subi une perte de revenus;

d'autre part

- qu'une assurance (insolvabilité des tiers) est intervenue pour une somme de 6.197, 34 €,

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 62.000 € dont la somme de 20.000 € est attribuée au titre de remplacement de revenu.

M40659 (2005)

De Commissie is van oordeel dat aan de verzoekster het maximumbedrag van € 62.000 moet worden toegekend als billijke hulp teneinde een deel van de door haar opgelopen schade te compenseren. Het lijdt voor de Commissie immers geen twijfel dat er zeer zware trauma's zijn overgebleven als gevolg van de opzettelijke gewelddaden die op haar persoon zijn gepleegd en die, zoals uit het deskundig verslag blijkt een blijvende arbeidsongeschiktheid van 55 % hebben opgeleverd en een esthetische schade van 4,5 op de schaal van 7.

JU 42 aide principale – aide d'urgence

98193 (2005)

- de l'aide d'urgence de 300.000 F [= 7.436,80 €] que le requérant s'est vu accorder par la Commission par décision du 19/8/1999 ;

la Commission estime qu'il y a lieu d'accorder au requérant, une aide, fixée ex aequo et bono, à la somme de 54.563, 20 €.

M60402 (2008)

de ce que par décision du 17 janvier 2007, la Commission a octroyé une aide d'urgence de 4.000 €.

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale de 58.000 €.

JU 43 versement sur un compte bloqué

- autres modalités

M2347 (2005)

La Commission, statuant par défaut à l'égard de la requérante et à l'égard du délégué du Ministre, en audience publique,

- déclare la demande recevable et partiellement fondée ;
- alloue à la requérante une aide principale de 23.700 € ;
- dit que la somme de 7.500 € sera versée sur un compte ouvert au nom de l'enfant et bloquée jusqu'à sa majorité ou émancipation, sauf autorisation à donner par le magistrat compétent ;
- dit que la somme de 7.200 € sera versée sur un compte ouvert au nom de l'enfant et libérable par tranche annuelle de 1.800 € et que la première tranche sera versée le 1^{er} juin 2006;
- dit que la somme de 9.000 € sera versée sur le compte de la requérante.

autres modalités

1112 (2005)

Quant à la demande d'aide d'urgence

Tenant compte :

- des frais médicaux qui ont été supportés par le requérant pour un montant de 108, 35 € ;
- du devis pour une prothèse dentaire que le requérant a fourni à la Commission qui s'élève à la somme de 396, 66 €;

la Commission estime qu'il y a lieu de faire droit à la demande du requérant et de lui allouer une aide d'urgence de 4.957, 87 € aux seules fins de provisionner l'expert judiciaire, le docteur P. RAYNAL qui aura pour mission de déterminer l'étendue de son dommage, le solde de la somme étant imputable sur le montant de l'aide principale qui pourrait être accordée après le dépôt du rapport d'expertise.

Quant à la demande d'aide principale

Avant de statuer quant au fond, la Commission estime qu'il y a lieu de prescrire une expertise médicale du requérant.

CHAPITRE 4. QUANT A LA SUBROGATION DE L'ETAT

L'Etat est subrogé dans les droits de la victime contre l'auteur de l'infraction, à concurrence du montant de l'aide qui aura été effectivement alloué au requérant (article 39, par. 1^{er} de la loi).

Une double indemnisation est exclue.

1ère hypothèse :

Le montant de l'aide octroyée couvre totalement le dommage subi: l'Etat est subrogé dans les droits de la victime pour ce montant et peut essayer de récupérer ce montant auprès de l'auteur ou des auteurs de l'infraction.

2ème hypothèse :

Le montant de l'aide allouée ne couvre pas entièrement le dommage: l'Etat n'est subrogé dans les droits de la victime que pour le montant de l'aide qui est effectivement alloué au requérant; la victime peut de son côté essayer de récupérer de l'auteur ou des auteurs de l'infraction la partie du dommage non couverte par l'aide allouée.

SECTION 3 : FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

La procédure devant la commission est réglée par l'arrêté royal du 18 décembre 1986. Elle est essentiellement contradictoire et écrite.

1. Préalable

Le requérant doit rassembler les différents documents nécessaires pour établir et justifier sa demande d'aide.

Il peut prendre contact avec le secrétariat de la commission pour s'informer des pièces nécessaires de la requête et prendre connaissance des diverses phases de la procédure.

L'article 49 de l'arrêté royal oblige le requérant à élire domicile en Belgique (à l'exception des dispositions de l'article 40*bis* de la loi). L'article 50 de l'arrêté royal prévoit une augmentation des délais pour les victimes qui ne demeurent pas en Belgique: de 60 jours en faveur des personnes demeurant dans un pays d'Europe qui n'est pas limitrophe de la Belgique, et de 90 jours en faveur de celles qui demeurent hors d'Europe.

2. La requête

La requête écrite, signée par le requérant ou son avocat et accompagnée de toutes les pièces nécessaires ou utiles est déposée ou adressée par pli recommandé au secrétariat de la commission.

La date prise en considération pour déterminer si la requête déposée répond ou non à la condition de recevabilité visée à l'article 34, paragraphe 3 de la loi (délai prescrit à peine de forclusion) est la date de réception de la requête et non la date figurant sur la requête ni la date de la poste.

3. Inscription au rôle général

Le secrétaire inscrit la requête au rôle général de la commission. Le dossier est ensuite transmis au président de la commission en vue de l'attribution à l'une des six chambres, suivant la langue de la requête. Le secrétaire inscrit alors la requête au rôle particulier de cette chambre et complète le dossier en demandant au requérant ou à son conseil les renseignements et documents utiles.

4. Le rapporteur

Le secrétariat complète le dossier (JU 44) et établit le rapport.

Le secrétaire peut proposer aux membres de la commission d'ordonner une mesure d'instruction.

5. Le rapport

Le rapport contient un relevé succinct des éléments de fait objectifs et, le cas échéant, des décisions judiciaires intervenues. Ce rapport indique, le cas échéant, quels éléments font encore défaut et quelles conditions légales ne paraissent pas ou ne sont pas encore remplies.

Le rapport est approuvé et contresigné par le rapporteur.

6. L'échange des pièces

Le rapport est soumis au délégué du Ministre.

Le délégué du Ministre dispose d'un délai de trente jours pour communiquer un avis (aide principale).

7. L'audience

Le président de la chambre fixe la date de l'audience dont les parties et leur avocat sont avisés par le secrétariat.

L'audience est publique, sauf si le requérant sollicite le huis clos. Le rapporteur résume les faits de la cause et les moyens des parties.

La comparution des parties n'est pas obligatoire. Depuis 2004 le requérant n'est entendu que s'il l'a demandé par écrit ou si la commission estime que sa présence est nécessaire. La lettre accompagnant la notification du rapport en fait mention et demande à la victime d'avertir la commission si elle souhaite être entendue. Dans tous les dossiers dont le rapport date d'avant 2004, les requérants sont invités.

Le requérant, éventuellement assisté ou représenté par son avocat ou assisté par le délégué d'un organisme public ou d'une association agréée à cette fin par le Roi ainsi que le Ministre de la Justice, son délégué ou son avocat, sont entendus.

	2005	2006	2007	2008	2009
requérant	6,07 %	5,16 %	6,05 %	5,20 %	6,07 %
avocat	20,54 %	18,48 %	19,00 %	20,22 %	18,42 %
requérant et avocat	10,89 %	10,73 %	10,90 %	9,95 %	11,98 %
requérant et ASJ	2,70 %	1,36 %	2,17 %	1,58 %	1,70 %
personne	59,80 %	64,27 %	61,89 %	63,05 %	61,83 %

Les parties peuvent présenter des observations orales et répondre aux questions éventuelles de la commission (JU 45).

Les présidents des chambres siègent seuls en matière de demandes d'aide d'urgence, en matière de demandes manifestement irrecevables ou manifestement non fondées, ou lorsqu'ils décrètent le désistement de l'instance ou biffent l'affaire du rôle (JU 46).

8. Le délibéré

Le président prononce la clôture des débats et met la cause en délibéré.

9. La décision

La décision (JU 47), signée par le président de la chambre et le secrétaire, est notifiée aux parties dans les 8 jours de son prononcé (JU 48). La décision est exécutoire de plein droit. Dans le cas où la décision alloue une aide, le secrétaire demande au requérant de lui communiquer le numéro de compte bancaire ou de C.C.P. sur lequel peut être versé le montant de l'aide octroyée.

Les aides allouées par les décisions de la commission sont liquidées par le Ministre de la Justice directement au requérant, en fonction des disponibilités du Fonds.

La commission peut poser une question préjudicielle à la Cour Constitutionnelle (ex-Cour d'Arbitrage) (voir infra).

La commission peut mettre certaines conditions dans sa décision (JU 49).

10. Les moyens de droit

Les deux parties peuvent introduire un recours devant le Conseil d'Etat (JU 50) pour la violation des formes subsistantielles ou prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir.

11. La subrogation de l'Etat

Le secrétaire transmet, en vue de préserver l'action subrogatoire de l'Etat, les copies des décisions octroyant une aide au bureau compétent de l'enregistrement et des domaines.

Par décision du 24 septembre 1998 une aide de 250.000 BEF a été octroyée dans le dossier 97050. Après paiement de cette aide, une demande de recouvrement d'un montant de 250.000 BEF a été adressée aux Finances le 13 octobre 1998. Dans le courant du mois de décembre 2006 la Commission a reçu confirmation des Finances que l'auteur des faits avait remboursé les montants suivants:

année	montant	Nombre de paiements
2000	€ 594,96	8
2001	€ 892,44	12
2002	€ 892,44	12
2003	€ 892,44	12
2004	€ 892,44	12
2005	€ 892,44	12
2006	€ 1.142,44	13

Par décision du 25 avril 2000 une aide de 447.410 BEF a été octroyée dans le dossier 98843. Après paiement de l'aide, un ordre de recouvrement d'un montant de 100.000 BEF a été introduit aux Finances le 10 juillet 2000. Dans le courant du mois de février 2007 la commission a été avisée par les Finances que l'auteur des faits avait payé le 23 janvier 2007 la somme de € 2.478,94.

Jurisprudence :

JU 44 manque de participation dans le chef du requérant

98712 (noodhulp) (2005)

Het verzoekschrift aan de Commissie is regelmatig naar de vorm en het werd tijdig neergelegd.

Aan de ontvankelijkheidsvoorwaarden werd voldaan.

Wat de grond van de zaak betreft, dient de Commissie vast te stellen dat herhaalde schriftelijke aanmaningen van het secretariaat om ontbrekende stukken (gegevens nopens een eventuele verzekeringstussenkomst, de begroting van de geleden schade en stavingsstukken terzake) onbeantwoord bleven.

In die omstandigheden dient het verzoek als ongegrond te worden afgewezen.

[Il est à noter que la requête d'aide principale a été déclarée irrecevable vu l'absence de constitution de partie civile]

99292 (2005)

Force est de constater que la requête de la requérante ne peut être rattachée aux critères de la loi précitée.

En effet, la requérante expose avoir été victime de faits de violence en 1993, ayant entraîné des difficultés importantes sur le plan social, matériel et professionnel. Néanmoins, malgré les nombreux courriers adressés à la requérante en ce sens, aucune pièce justificative n'a été jointe au dossier, tant sur le plan des poursuites judiciaires que du préjudice subi.

Par courriers datés des 31/05/1999, 21/10/1999, 04/04/2000, 27/08/2001, 21/09/2001, 04/03/2002, 08/03/2002, 07/06/2002, 25/09/2003, la Commission informe la requérante des conditions et documents à transmettre pour compléter la requête eu égard aux prescriptions légales, l'informant des services susceptibles de l'aider à cet égard.

La requérante a pris contact à plusieurs reprises avec la Commission en expliquant qu'elle ne pouvait transmettre les éléments demandés mais qu'elle allait prendre les contacts en ce sens, cependant aucune suite n'a été apportée. La requérante a eu connaissance du rapport de la Commission et de l'avis du délégué du Ministre de la Justice en septembre 2004 et n'a pas apporté de réponses aux constatations soulevées.

Etant donné que la requérante ne soumet aucune précision quant aux plaintes et suites judiciaires apportées, qu'elle ne s'est pas constituée partie civile à l'encontre de l'auteur des faits, que le dossier n'a jamais été complété quant aux éléments du dommage (rapports médicaux, justificatifs de frais, ...), la requête de la requérante ne rencontre pas les prescrits de la loi du 01/08/1985. La Commission tient compte des difficultés importantes rencontrées par la requérante depuis les faits, telles qu'exposées au dossier mais elle constate que les conditions légales n'ont jamais été rencontrées, malgré les nombreux contacts pris en ce sens.

La Commission estime dès lors la demande d'aide principale de la requérante irrecevable.

M70299 (2009)

De Commissie stelt vast dat het dossier getuigt van een gebrek aan medewerking vanwege (de advocaat van) verzoekster. Gedurende het ganse procedureverloop waren niet minder dan vijf herinneringsbrieven van het secretariaat nodig om de opgevraagde informatie te bekomen. Die informatie bleek dan nog onvolledig te zijn, waardoor de ontbrekende gegevens nogmaals dienden te worden opgevraagd in het verslag d.d. 14 april 2009. Ook op dit verslag volgde geen reactie vanwege (de raadsman van) verzoekster...

Voorts betreurt de Commissie dat verzoekster het niet nodig heeft geacht gevolg te geven aan de persoonlijke uitnodiging ter zitting van 16 juni 2009. In de uitnodigingsbrief van het secretariaat d.d. 29 mei 2009 werd de aanwezigheid van verzoekster nochtans "zeer wenselijk" geacht.

Ter zitting van de Commissie d.d. 16 juni 2009 deelde de raadsman van verzoekster mee dat zijn cliënte ter verwerking van de feiten psychologische begeleiding heeft gekregen. De Commissie stelt evenwel vast dat hieromtrent geen stukken worden voorgelegd, zodat het haar onmogelijk is om het hulpverzoek adequaat te beoordelen.

Gelet op die omstandigheden komt het passend voor de zaak te verwijzen naar de bijzondere rol, in afwachting van de neerlegging van bewijskrachtige stukken nopens de door verzoekster opgelopen schade.

JU 45 déroulement de l'audience

M2026 (2008)

Tenant compte:

- De ce que l'article 31 1° de la loi du 1er août 1985 stipule que « les personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence peuvent demander une aide » ;
- De ce que pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 1°, l'article 32 §1er 1° stipule que la commission se fonde notamment sur le dommage résultant du préjudice moral, tenant compte de l'invalidité temporaire ou permanente;
- De ce que pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 1°, l'article 32 §1er 3° stipule que la commission se fonde notamment sur le dommage résultant de l'invalidité temporaire ou permanente ;
- De ce que le requérant conserve une invalidité permanente de 5%;
- Des frais médicaux exposés ;
- De ce qu'au regard de ces éléments, le caractère « manifestement non fondé » de la requête n'est pas établi ;
- De ce que l'article 31 *bis*, 5° stipule que l'aide financière visée à l'article 31 est octroyée si la réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière ;
- De ce que l'auteur des faits verse mensuellement une somme à titre d'indemnisation depuis avril 2002 ;
- De ce que la Commission estime nécessaire de connaître le montant total effectivement indemnisé par l'auteur des faits ;

La Commission, statuant par défaut à l'égard du requérant et par défaut à l'égard du délégué du Ministre, en audience publique,

renvoie la cause vers une chambre à trois membres ;

estime que des précisions doivent être communiquées par le requérant quant au montant total indemnisé par l'auteur des faits .

M3475 (2008)

La Commission, pour lui permettre d'entendre la partie requérante dûment convoquée à comparaître, déclare l'examen de la demande remise sine die.

M3787 (2005)

De Commissie hoorde in haar openbare zitting van 25 januari 2005:

- de verslaggeefster in haar verslag over de feitelijke toedracht van de zaak en over de middelen van de partijen;
- de verzoekster in haar opmerkingen bijgestaan door mevrouw K, juriste voor het team slachtofferhulp bij het C.A.W. Visserij;
- de afgevaardigde van de Minister van Justitie, mevrouw S, is verschenen en werd gehoord.

M40706 (2007)

- Attendu que la jeune fille, ce qui est compréhensible eu égard aux événements qu'elle a vécus et pour lesquels elle demande une aide financière, ainsi qu'aux traitements et séjours en hôpitaux psychiatriques qu'elle subit, ne s'est pas exprimée devant la commission, son père et leur avocat argumentant seuls la demande;
- Attendu qu'il est fait état de séjours prolongés en hôpital psychiatrique au cours de l'année, ainsi que d'un jugement du 28 avril 2006 ordonnant pour une période de 2 ans le maintien de la requérante en observation;
- Que l'avocat a précisé que cette mesure a été prise dans le cadre de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux et que cette décision n'avait pas d'effets civils;
- Que ces circonstances donnent à penser que la requérante ne serait pas en mesure de gérer adéquatement ses biens, en particulier l'aide financière que la commission pourrait lui accorder,

la Commission estime qu'il conviendrait que la requérante soit pourvue d'un administrateur.

[Au cours de la même année une nouvelle décision a été prise.]

Par décision du 8 Janvier 2007, la Commission, statuant contradictoirement à l'égard de la requérante et par défaut à l'égard du délégué du Ministre, en audience publique, a remis l'affaire sine die pour permettre la désignation d'un administrateur des biens de la requérante.

Par décision du 2 mars 2007, M. le Juge de Paix du canton d'Auderghem a nommé M (père de la requérante) en tant qu'administrateur des biens de G.

Tenant compte d'une part,

- de ce que la requérante a subi de lourdes souffrances physiques et psychiques directement imputables aux faits ;
- de ce que la requérante suit toujours des thérapies ;
- de ce que le parcours scolaire de la requérante a été perturbé suite aux faits *subis* ;

et d'autre part,

- de ce que la requérante a bénéficié d'une aide d'urgence 1.516 € en date du 05 octobre 2005 ;

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder à la requérante une aide principale de 60.484 €.

M70067 (2007)

[21-11-2007]

Recevabilité de la demande

Tenant compte des éléments développés à l'audience par le conseil du requérant, il ressort que le caractère manifestement irrecevable de la requête n'est pas établi.

Fondement de la décision

Tenant compte :

- de ce que l'article 31,1° de la loi du 1er août 1985 prévoit qu'une aide financière peut être accordée aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence. L'acte intentionnel doit nécessairement comporter un élément matériel qui consiste dans l'emploi de la violence dirigée contre une personne et un élément moral qui consiste dans l'intention de l'agresseur de commettre cet acte de violence;
 - de ce que l'arrêt de la Cour d'Appel de Bruxelles du ... déclare les préventions à l'égard du requérant non établies à suffisance de droit et acquitte le prévenu;
 - des arguments avancés par le conseil du requérant lors de l'audience,
- renvoie la cause à une chambre à 3 membres ;

[05-12-2007]

Tenant compte,

- de ce que la Cour d'Appel de Bruxelles a acquitté le prévenu pour les préventions à l'encontre du requérant ;
- de ce qu'à la lecture de l'arrêt, il ressort que la Cour d'Appel parle de la possibilité que la victime a subi les graves violences dénoncées mais que la Cour d'Appel relève aussi une série d'imprécisions dans le rapport d'expertise psychologique;
- de ce que notamment, et relativement au contexte de dévoilement des faits, celui-ci ne peut être qualifié de neutre de toute influence ;
- de ce qu'il y a lieu de tenir compte des conclusions du Dr BONBLED reprises dans l'arrêt à savoir « ...que, de manière plus précise, dans un rapport du 11 août 2003, le docteur Bonbled, se fondant sur la littérature scientifique en ce domaine, précise que, selon Mc Cann, il n'existe pas de signe clinique capable de corroborer des faits d'abus sexuels anal lors de l'examen réalisé de façon retardée par rapport au moment supposé des faits et que lorsqu'on n'a pas été exposé à semblables délais d'examen

(en moyenne au moins 30% des cas), les signes physiques sont d'une signification trop douteuse pour fonder un diagnostic d'abus sexuel sur cette base au moins exclusive » ;

- de ce que dès lors, si l'existence des abus ne peut être exclue, la Commission ne dispose d'aucune base pour en avoir la certitude ;

M70143 (2008)

De Commissie nam kennis van de stukken, onder meer van:

- het verzoekschrift van 30 januari 2007, neergelegd op het secretariaat van de Commissie op 9 februari 2007 waarbij de verzoekster toekenning heeft gevraagd van een hulp van € 2.500,00;

...

- het zittingsblad van 8 april 2008 waarbij de behandeling van de zaak sine die uitgesteld werd teneinde het secretariaat toe te laten de verzoekster uit te nodigen;
- het zittingsblad van 20 mei 2008 waarbij de behandeling van de zaak sine die uitgesteld werd teneinde de verzoekster toe te laten bijkomende stukken neer te leggen;
- de door de verzoekster op 16 juni 2008 en 5 september neergelegde brieven;
- de regelmatige kennisgevingen aan de partijen van de procedurestukken en van de rechtsdag vastgesteld op 16 september 2008.

M80738 (2009)

- het zittingsblad van 11 maart 2009 waarbij de behandeling van de zaak uitgesteld werd teneinde verzoekster toe te laten haar schadebegroting te actualiseren;
- het schrijven van 15 april 2009 waarin de raadsman van verzoekster verklaart dat zijn cliënte zich naar de wijsheid gedraagt inzake de begroting van de schade;
- het zittingsblad van 27 mei 2009 waarbij de behandeling van de zaak uitgesteld werd teneinde verzoekster toe te laten het geding in eigen naam te hervatten;
- de door de verzoekster op 25 juni 2009 neergelegde gedinghervatting;
- de regelmatige kennisgevingen aan de partijen van de procedurestukken en van de rechtsdag vastgesteld op 25 juni 2009.

JU 46 biffer la requête

99344

Il y a lieu de biffer la requête du rôle général suite à l'acte de décès de Madame L communiqué par l'administration communale à la Commission.

JU 47 obligation de motivation et contrôle par le Conseil d'Etat

Voir l'arrêt n° 160.236 du 16 juin 2006 du Conseil d'Etat dans l'affaire 97373 (2000)

Considérant que, dans son rapport, l'auditeur soulève d'office un moyen pris de la violation de l'article 149 de la Constitution; qu'il relève qu'il incombe à la Commission de motiver sa décision et, notamment, de répondre aux arguments invoqués par les parties; qu'il estime que la décision attaquée ne contient aucun motif permettant de déterminer les raisons pour lesquelles la Commission n'a pas tenu compte de la note déposée par le conseil du requérant le 12 mars 1999 et dans laquelle ce dernier exposait les raisons pour lesquelles il estimait que l'aide devant lui être octroyée s'élevait à 2.500.000 francs;

Considérant que si le juge doit répondre explicitement ou implicitement à toute demande, toute exception, toute défense et tout moyen formulé par les parties, il n'est pas tenu de les examiner un à un, mais il suffit que de l'ensemble de la décision apparaissent les raisons pour lesquelles la demande, l'exception, la défense ou le moyen ont été rejetés;

que la décision attaquée expose d'abord les motifs qui conduisent la Commission à considérer qu'il y a eu acte intentionnel de violence ayant causé au requérant une atteinte grave au corps et à la santé; qu'elle relève ensuite que l'affaire s'est clôturée par une ordonnance de non-lieu, que les éléments du dossier répressif sont peu nombreux et ne permettent pas de connaître le contexte général dans lequel se sont déroulés les faits et, enfin, qu'il s'avère difficile de se faire une idée précise de l'ampleur des menaces dont le requérant a été victime;

Qu'il résulte de la structure même de la décision que ce faisant, la Commission explicite les raisons pour lesquelles elle ne déclare la demande que partiellement fondée et, statuant *ex aequo et bono*, n'accorde que 250.000 francs, ne retenant pas les arguments exposés par le requérant, qui, dans sa note du 12 mars 1999, se prévalait de l'application des règles relatives à l'indemnisation du dommage en droit commun de la responsabilité;

que la décision attaquée est motivée au sens de l'article 149 de la Constitution; que le moyen n'est pas fondé,

Voir arrêt n° 153.541 du 16 juin 2006 du Conseil d'Etat dans l'affaire 98599 (1999)

Considérant que le requérant prend un premier moyen du défaut de motivation, de la violation de l'article 149 de la Constitution, de l'absence de motifs exacts, pertinents et admissibles, de la violation de l'article 31 de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres et de l'excès de pouvoir;

que dans une première branche, il soutient que c'est à tort que la Commission estime que la loi du 1er août 1985 est inapplicable au présent litige en précisant que l'acte intentionnel de violence doit nécessairement comporter un élément matériel et un élément moral;

que, selon le requérant, de telles précisions ne permettent d'exclure que les atteintes portées aux biens, d'une part, et les infractions par imprudence, négligence ou accident, d'autre part et qu'elles ne peuvent fonder la décision de refus prise par la Commission;

qu'en effet, la prise d'otages qui est à l'origine du dommage subi par le requérant s'analyse selon lui comme un acte intentionnel de violence comportant un élément matériel (l'atteinte à des personnes physiques, à savoir le gardien pris en otage et le requérant) et un élément moral (la volonté des auteurs d'agir par voie de contrainte);

qu'en une seconde branche, le requérant fait valoir que c'est également à tort que la Commission a égard, pour rejeter sa demande, à la circonstance que la Cour d'assises n'a retenu aucun chef d'accusation le concernant à charge de P et C;

que selon lui, un tel critère n'est pas pertinent puisque l'article 31 de la loi du 1er août 1985 vise, non les infractions de violence, mais de simples faits constitutifs d'actes intentionnels de violence et qu'il n'est donc pas requis que tous les éléments constitutifs de l'infraction soient réunis pour qu'une aide puisse être octroyée;

...

Considérant que le moyen tiré de la violation de l'article 149 de la Constitution est d'ordre public et qu'il peut dès lors être soulevé par le requérant dans son mémoire en réplique; que l'exception d'irrecevabilité formulée par la partie adverse doit être rejetée;

Considérant que si le juge doit répondre explicitement ou implicitement à toute demande, toute exception, toute défense et tout moyen formulé par les parties, il n'est pas tenu de les examiner un à un, mais il suffit que de l'ensemble de la décision apparaissent les raisons pour lesquelles la demande, l'exception, la défense ou le moyen ont été rejetés;

que la décision attaquée énonce les raisons pour lesquelles la Commission estime que le requérant ne peut être considéré comme une victime directe des événements dont il a été le témoin;

qu'aux yeux de la Commission, ces raisons consistent en ce que le requérant n'a été que le témoin des faits sans être lui-même pris en otage, qu'il n'a pas été menacé personnellement et que la Cour d'assises n'a retenu aucun chef d'accusation le concernant;

que la Commission en déduit que le dommage allégué ne résulte pas directement de faits constitutifs d'un acte intentionnel de violence;

que, de la sorte, ladite décision répond aux conclusions du requérant, lequel soutenait que les faits de violence ont directement causé de graves atteintes à sa santé;

que la circonstance que la Commission fait sienne la thèse exposée par la partie adverse sans énoncer formellement les raisons pour lesquelles elle n'a pas retenu les arguments formulés par le requérant est indifférente; qu'en effet, l'exigence de motivation d'une décision contentieuse n'oblige pas la juridiction à fournir les motifs de ses motifs; que le moyen nouveau soulevé dans le mémoire en réplique n'est pas fondé;

Voir arrêt n° 160.524 du 26 juin 2006 du Conseil d'Etat, dans l'affaire MM512 (200)

1. Overwegende dat, volgens de verklaringen van de verzoekende partij, de gegevens van de zaak als volgt kunnen worden samengevat :

1.1. Op 11 december 1999 neemt de verzoekende partij samen met haar echtgenoot, deel aan een wandeltocht in Gent. Uit tegenovergestelde richting komen drie meisjes van 15 tot 20 jaar oud, van vreemde origine aangewandeld. De drie meisjes kruisen verzoeksters echtgenoot en schoonzoon en wandelen vervolgens verder richting verzoekster en haar dochter. Bij het kruisen van die laatsten lopen twee van de meisjes tegen beide dames aan, de verzoekende partij beweert een slag in de borststreek te hebben gekregen en haar dochter een slag ter hoogte van de linkerslaap. De geschrokken dames roepen en de echtgenoot van de verzoekende partij en schoonzoon proberen de gevluchte meisjes in te halen, wat uiteindelijk in de Baaisteeg lukt. De echtgenoot van de verzoekende partij beweert daar te zijn aangevallen door één van de meisjes, waardoor hij achterover viel en zijn pols brak. Derden komen toegesneld maar de daders kunnen ontkomen en worden nooit gevonden.

...

Dit is de thans bestreden beslissing die als volgt is gemotiveerd :

...

Rechtspraak en rechtsleer zijn het erover eens dat de benadeelde die door de buitenvervolginstelling door de Raadkamer wordt afgewezen, zich met zijn vordering tot schadevergoeding kan wenden tot de burgerlijke rechtbank (zie Verstraeten, R., 'Handboek Strafvordering' (3^e bijgewerkte druk), nr. 1039-1040, Antwerpen, Maklu, 1999). De afwezigheid van een gezag van gewijsde na buitenvervolginstelling vloeit voort uit het feit dat het onderzoeksgerecht slechts oordeelt over 'bezwaren' en niet over bewijzen.

Het Hof van Cassatie (Cass., 7 oktober 1976, R.W., 1976-77, 1569) besliste dat, gelet op de aard van de uitspraak van de Raadkamer, de burgerlijke rechter moet overgaan tot een eigen beoordeling van de voorgelegde gegevens en zich niet gebonden mag achten door de uitspraak van de strafrechter.

De Commissie dient dus zelf het al of niet aanwezig zijn van ‘een ernstig lichamenlijk letsel of nadeel voor zijn gezondheid als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad in België gepleegd’ te onderzoeken.

Op basis van alle elementen geput uit het verzoekschrift van mevrouw ..., uit de kopie van het strafdossier dat de verzoekster heeft laten neerleggen en uit de mondelinge toelichting ter zitting verstrekt door haar raadsman, komt de Commissie tot de conclusie dat er onvoldoende gegevens aanwezig zijn om aan te nemen dat de verzoekster het slachtoffer is geweest van een opzettelijke gewelddaad, zoals door artikel 31 van de wet vereist wordt.

Om deze reden moet het verzoekschrift dan ook als ongegrond afgewezen worden”.

Het is deze beslissing, waarvan thans de vernietiging wordt gevorderd.

...

2.1.3. Overwegende dat het enkel aan de Commissie toekomt om ten gronde na te gaan of aan alle wettelijke voorwaarden is voldaan om te bepalen of de verzoekende partij al dan niet het slachtoffer was van een opzettelijke gewelddaad;

dat de Raad van State, als administratieve cassatierechter enkel nagaat of de aangevochten beslissing overeenkomstig de wet is genomen en dat het de Raad bijgevolg niet toekomt om de grond van de zaak opnieuw te onderzoeken; dat het eerste middel ongegrond is;

2.2. Overwegende dat de verzoekende partij in het tweede middel aanvoert dat de aangevochten beslissing genomen is met schending van de formele en materiële motiveringsplicht zoals bepaald in de wet van 29 juli 1991 en van de algemene beginselen van behoorlijk bestuur, doordat de bestreden beslissing kortweg overweegt dat er onvoldoende gegevens aanwezig zijn om aan te nemen dat de verzoekende partij het slachtoffer is geweest van een opzettelijke gewelddaad, zoals vereist door artikel 31 van de wet, terwijl elke beslissing de juridische en de feitelijke overwegingen moet vermelden die eraan ten grondslag liggen en deze motivering bovendien afdoende en draagkrachtig moet zijn;

2.2.1. Overwegende dat de Commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden een administratief rechtscollege is; dat bijgevolg de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen en de algemene beginselen van behoorlijk bestuur niet van toepassing zijn op haar beslissingen;

Overwegende dat de verplichting voor de Commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden om haar beslissingen met redenen te omkleden echter vervat ligt in artikel 149 van de Grondwet, waarvan de inhoud voor de materie van de hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden is herhaald in artikel 34ter (vroeger artikel 34, § 5) van de wet

van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen en in artikel 32 van het koninklijk besluit van 18 december 1986 betreffende de Commissie voor financiële hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden;

Overwegende dat rechtsprekende beslissingen alleen al bij het lezen van hun motieven moeten kunnen worden begrepen; dat deze motieven niet vaag, duister of onduidelijk mogen zijn;

Overwegende dat, hoewel de Commissie in laatste aanleg oordeelt of aan de door de wet gestelde toekenningsvoorwaarden is voldaan (en derhalve ook of een opzettelijke gewelddaad voldoende is bewezen), het nochtans aan de Raad van State toekomt om na te gaan of haar beslissing naar behoren met redenen is omkleed, inzonderheid of de gronden waarop deze beslissing steunt genoegzaam zijn aangegeven;

Overwegende dat de reden waarom de aanvraag van de verzoekende partij door de Commissie wordt afgewezen, in wezen is beperkt tot de considerans dat “er onvoldoende gegevens aanwezig zijn om aan te nemen dat de verzoekende partij het slachtoffer is geweest van een opzettelijke gewelddaad, zoals door artikel 31 van de wet vereist wordt.” Overwegende dat uit deze redengeving niet kan worden opgemaakt waarom de Commissie van oordeel is dat de aan haar voorgelegde elementen niet volstaan om aan te nemen dat de verzoekende partij het slachtoffer is geweest van een opzettelijke gewelddaad;

dat het op basis van de aangevochten beslissing volstrekt onduidelijk is waarop dit oordeel van de Commissie is gesteund;

2.2.2. Overwegende dat de bestreden beslissing bijgevolg te summier is gemotiveerd om uit te maken waarop de oordeelsvorming van de Commissie precies is gebaseerd;

dat dit des te meer klemt nu de verwerende partij voor de Commissie niet heeft betwist dat de verzoekende partij het slachtoffer was van een opzettelijke gewelddaad, en uitdrukkelijk heeft aangenomen dat betrokkene “op 11 december 1999 slachtoffer werd van opzettelijke slagen en verwondingen, en dat de “daders onbekend bleven”; dat het tweede middel gegrond is,

M70068 (2008)

Tenant compte,

- de ce que le requérant a subi un dommage moral;
- de ce que l’expert a retenu une IPP de 25% et un préjudice esthétique de 2/7;
- de ce que les frais exposés sont dûment justifiés ;
- de ce qu’il y a perte de revenus ;
- de ce que l’auteur des faits s’est limité à indemniser le requérant à raison de 322 € (indemnisation survenue avant le jugement et l’arrêt) ;

- de ce que l'assurance du requérant n'interviendra pas ;
- de ce que la Commission ne prend pas en compte les frais d'avocat ni le préjudice ménager eu égard à la liste limitative des postes pris en considération et énumérés à l'article 32 de la loi du 1er août 1985;
- de ce que la Commission (eu égard à l'article 33 de la loi du 1er août 1985) peut prendre en compte le comportement du requérant;
- de ce que la loi du 19 février 2004 portant assentiment à la Convention Européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes précise en son article 8 que le dédommagement peut être réduit ou supprimé en raison du comportement de la victime ou du requérant pendant ou après l'infraction, ou en relation avec le dommage causé ;
- de ce qu'en l'espèce il ressort de l'arrêt de la Cour d'Appel que celle-ci a considéré qu'il y avait partage des responsabilités et a considéré que l'auteur des faits devait payer au requérant 70% de son préjudice lui délaissant les 30% restants;
- de ce que la Commission considère que le requérant a contribué à son dommage.

déclare la demande recevable mais non fondée ;

[Le recours en cassation a été rejeté par arrêt n° 186.235 du 11 septembre 2008.]

Considérant qu'en précisant qu'elle tenait compte "de ce que la requérante conserve un taux d'invalidité permanente de 10 % [et] de ce [qu'elle] souffre d'un état de stress important sur un état dépressif antérieur", la Commission a nécessairement "tenu compte du suivi médical qui reste à poursuivre et des soins qui restent à réaliser sur la dent 22", des "frais médicaux futurs" et "des frais de psychothérapie et de traitement médicamenteux après la date de consolidation"; que le moyen n'est pas fondé,

Voir ordonnance n° 3494 du 3 novembre 2008 dans les affaires M71170 et M71171.

JU 48 correction de la décision

L'art. 36 de l'A.R. du 18/12/1986 dispose que:

Sous réserve de l'article 36, les erreurs de plume ou de calcul ou les inexactitudes évidentes peuvent être rectifiées par la commission, soit d'office, soit à la demande d'une partie dans un délai de trente jours à compter de la notification de la décision.

Les parties, dûment averties par le secrétariat, peuvent présenter des observations écrites dans le délai fixé par le président de la chambre qui a rendu la décision à rectifier. La minute de l'ordonnance qui prescrit la rectification est annexée à la minute

de la décision rectifiée. Mention de cette ordonnance est faite en marge de la minute de la décision rectifiée.

M40897 (2006)

[décision]

La Commission, statuant contradictoirement à l'égard de la requérante et par défaut à l'égard du délégué du Ministre, en audience publique,

- déclare la demande recevable ;
- avant de se prononcer sur le fond, ordonne une expertise médicale de la requérante et en confie la réalisation à l'OML, avec mission, en se conformant à l'article 17 de l'AR du 18 décembre 1986 et serment préalablement prêté et s'entourant de tous les renseignements utiles, de :
- prendre connaissance des pièces médicales du dossier;
- examiner la requérante et décrire son état de santé, les blessures et les lésions encourues à la suite des faits du 26 avril 1996 en tenant compte de son état antérieur , ainsi que les traitements suivis et leur évolution ;
- décrire et apprécier s'il y a eu des séquelles dentaires, des séquelles au niveau des hanches et des problèmes oculaires liés aux faits du 26 avril 1996;
- déterminer la durée et le taux des invalidités, soit temporaires, soit définitives;
- dresser et déposer un rapport écrit et motivé à ce sujet au secrétariat de la Commission dans les trois mois de la notification de la mission.

[correction de décision]

Nous, ...,

président dans la cause introduite sous le N° M4 0897 du rôle général,

Vu la requête de Madame E ,

Vu la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, notamment en ses articles 31 et 34, § 4, alinéa 3,

Vu l'A.R. du 18 décembre 1986 relatif à la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, notamment en ses articles 12, 13, 14 et 17,

Vu la loi du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative, notamment en ses articles 17, 39, 40, 41 et 42,

Attendu qu'il échet, dans l'état actuel du dossier, de procéder à la rectification d'une erreur de plume dans la décision du 21 février 2006,

PAR CES MOTIFS,

Invitons les parties à considérer que la mention « - *examiner la requérante et décrire son état de santé, les blessures et les lésions encourues à la suite des faits du 26 avril 1996 en tenant compte de son état antérieur, ainsi que*

les traitements suivis et leur évolution -décrire et apprécier s'il y a eu des séquelles dentaires, des séquelles au niveau des hanches et des problèmes oculaires liés aux faits du 26 avril 1996 »

doit être remplacée par «examiner la requérante et décrire son état de santé, les blessures et les lésions encourues à la suite des faits du 19 février 2002, ainsi que les traitements suivis et leur évolution- décrire et apprécier les séquelles éventuelles ».

Disons que la présente ordonnance sera notifiée aux parties par le secrétariat de la Commission.

JU 49 conditions

Quand les victimes sont des mineurs d'âge, la Commission décide de bloquer (partiellement) la somme allouée jusqu'à la majorité de la victime.

L'article 379 C.C. dispose que:

“Les père et mère, chargés de l'administration des biens de leurs enfants mineurs, sont comptables quant à la propriété et aux revenus des biens dont ils n'ont pas la jouissance et, quant à la propriété seulement, de ceux dont la loi leur donne jouissance.

Toute décision judiciaire statuant sur des sommes revenant a un mineur ordonne d'office que lesdites sommes soient placées sur un compte ouvert à son nom. Sans préjudice du droit de jouissance légale, ce compte est frappé d'indisponibilité jusqu'à la majorité du mineur.

Lorsque la décision prévue à l'alinéa précédent est passée en force de chose jugée, le greffier la notifie en copie, par lettre recommandée à la poste, aux débiteurs, qui ne peuvent dès lors se libérer valablement qu'a observant la décision du tribunal. Si une tutelle est ouverte, il en adresse également une copie au greffier de la justice de paix dont dépend la tutelle.”

M2218 (2005)

la Commission statuant ex aequo et bono, estime devoir accorder au requérant une aide principale de 10.000 € qui sera bloquée sur un compte ou un livret d'épargne ouvert au nom de l'enfant et frappée d'indisponibilité jusqu'à sa majorité ou émancipation, sauf autorisation à donner par le magistrat compétent.

M70803 (2007)

Aangezien de verzoekster geen van deze facturen heeft betaald, zal deze noodhulp rechtstreeks worden gestort op de rekening van de rechthebbenden, zijnde de Begrafenissen Devos en het Stadsbestuur Ronse.

JU 50 décision après cassation par le conseil d'Etat

98845 (2008)

Tenant compte,

- de ce que le Conseil d'Etat a cassé la décision rendue par la Commission le 29 mai 2001 renvoyant le dossier devant la Commission autrement composée ;
- de ce que les conditions de recevabilité sont réunies ;
- du préjudice subi par le requérant ;

MM511 (2007)

De Commissie nam kennis van de stukken, onder meer van:

- het verzoekschrift van 30 augustus 2000, neergelegd op het secretariaat van de Commissie op 6 september 2000 waarbij de verzoeker toekenning heeft gevraagd van een hulp van € 11.918,27;
- de uitgevoerde onderzoeksverrichtingen;
- de beslissing van de Eerste Kamer van de Commissie d.d. 24 oktober 2002 waarbij het verzoek ontvankelijk doch ongegrond werd verklaard bij gebrek aan onvoldoende gegevens om aan te nemen dat verzoeker slachtoffer is geweest van een opzettelijke gewelddaad;
- het verzoekschrift door de raadsman van verzoeker neergelegd bij de Raad van State op 27 december 2002 strekkende tot nietigverklaring van bovenvermelde beslissing;
- het arrest van de Raad van State d.d. 26 juni 2006 (nr. 160.525) waarbij de beslissing van de Eerste Kamer van de Commissie vernietigd werd en de zaak diende te worden verwezen naar een uit andere leden samengestelde Kamer van de Commissie;
- de verklaring van de secretaris van de Commissie d.d. 10 juli 2006 dat het arrest werd overgeschreven op de registers van de Commissie en er melding van werd gemaakt op de kant van de vernietigde beslissing;
- het op 21 september 2006 overgemaakte strafdossier door het Parket-generaal te Gent;
- de verwijzing door de Voorzitter van de Commissie voor nieuwe behandeling door de Derde Kamer ingevolge artikel 11 van het KB van 18 december 1986, zoals gewijzigd door het KB van 19 december 2003;
- het verslag opgemaakt door de voorzitter - verslaggever d.d. 30 november 2006;
- het door de Afgevaardigde van de Minister van Justitie op 15 januari 2007 neergelegd advies;
- de op 17 januari 2007 en op 19 januari 2007 door de raadsman van verzoeker neergelegde schriftelijke reacties.

De Commissie hoorde in haar openbare zitting van 1 maart 2007 de verslaggever in zijn verslag over de feitelijke toedracht van de zaak en over de middelen van de partijen.

De verzoeker is niet verschenen noch iemand voor hem. Hij werd niet uitgenodigd omdat hij de Commissie niet schriftelijk verzocht heeft om gehoord te worden

De afgevaardigde van de Minister van Justitie is niet verschenen noch iemand voor haar.

...

Draagwijdte van de rechterlijke beslissing over de strafvordering

Volgens artikel 31*bis*, §1, 3° van de wet van 1 augustus 1985 is vereist dat er een definitieve rechterlijke beslissing is over de strafvordering.

Zoals blijkt uit het strafdossier, dat de Commissie zich met machtiging van de territoriaal bevoegde procureur-generaal heeft laten voorleggen overeenkomstig de bepalingen van artikel 34*bis*, lid 2 van de wet van 1 augustus 1985, heeft de Raadkamer te Gent, op eensluidende vordering van het openbaar ministerie d.d. 10 mei 2001, bij beschikking van 3 september 2001 verklaard dat “er geen aanleiding is tot vervolging” en heeft dit aldus gemotiveerd “de beweegredenen aannemende van de hiervorenstaande vordering”, hierbij verwijzende naar de vordering van het openbaar ministerie die aldus gemotiveerd was “overwegende dat het niet mogelijk blijkt, op grond van het gerechtelijk onderzoek, de feiten van de tenlastelegging aan een of meer bepaalde personen toe te schrijven; dat evenmin uit dit onderzoek enige aanwijzing gebleken is van aard om het verrichten van verdere onderzoeksopdrachten te rechtvaardigen”.

Bij zorgvuldige lezing van deze beschikking is het duidelijk dat deze niet verder reikt dan het ontheffen van de geadieerde onderzoeksrechter omdat er geen enkel element voorhanden is om een verderzetting van het onderzoek nog te verantwoorden en dat hieruit geen stellingname met betrekking tot de feiten kan afgeleid worden.

Over het bestaan van een opzettelijke gewelddaad

Zoals vermeld in artikel 31, 1° van de wet van 1 augustus 1985 kan de Commissie een financiële hulp toekennen aan personen die ernstige lichamelijke of psychische schade ondervinden als rechtstreeks gevolg van een opzettelijke gewelddaad. Dat er zich op die bewuste avond van 11 december 1999 te Gent een “incident” heeft voorgedaan tussen verzoeker en enkele jonge vrouwen, in de onmiddellijke nasleep van een incident tussen zijn vrouw en dezelfde jonge vrouwen, dient bij lezing van het strafdossier geredelijk aangenomen te worden; ook het feit dat verzoeker daarbij verwondingen heeft opgelopen dient als vaststaand aan-genomen te worden, gelet op het medisch attest gevoegd bij het strafdossier (stukken 17 en 18 van het strafdossier).

De vraag rijst evenwel of dit “incident” in hoofde van de niet geïdentificeerde beweerde daders als een opzettelijke gewelddaad dient aangemerkt.

Met betrekking tot het gebeurde verklaart verzoeker aan de politie “Ik ben de meisjes achterna gelopen tot in de Baaisteeg. In de Baaisteeg kon ik de meisjes te pakken krijgen. Door de drie meisjes werd ik onmiddellijk aangevallen. Ik werd naar achter geduwd en ik ben achterwaarts ten val gekomen op mijn rug” (stuk 10 van het strafdossier).

De schoonzoon van verzoeker, die blijkbaar mee de meisjes achterna gelopen is beperkt er zich toe te verklaren “ik kan de verklaring van mijn schoonvadervolledig bevestigen” (stuk 15 van het strafdossier).

De enige onafhankelijke getuige van de feiten die kon geïdentificeerd worden, de heer E, verklaart: “Kort daarop zag ik een schermutseling tussen 3 meisjes van Marokkaans type en een oudere heer. Ik herinner me dat er toen nog twee vrouwen kwamen toegelopen die aan de haren begonnen trekken van die Marokkaanse meisjes. Ik ging er naar toe om ze tot kalmte aan te manen daar ik zag dat het ging escaleren...” (stuk 31 van het strafdossier).

Het is op basis van deze verklaringen absoluut niet uit te maken of de niet geïdentificeerde vrouwen zich inderdaad aan feiten zouden schuldig gemaakt hebben die als een “opzettelijke gewelddaad” te omschrijven zijn, dan wel of ze zich louter verweerd hebben nadat ze achtervolgd werden door verzoeker en zijn schoonzoon die op een bepaald ogenblik zoals hij zelf verklaart de meisjes “te pakken kreeg” en dat tijdens dit handgemeen verzoeker ongelukkig ten val is gekomen.

De Commissie is dan ook van oordeel dat onvoldoende vaststaat dat verzoeker het slachtoffer zou geweest zijn van een opzettelijke gewelddaad.

Ten overvloede dient de Commissie ook te verwijzen naar artikel 33, §1 van de wet van 1 augustus 1985 dat bepaalt dat de Commissie bij haar beoordeling ondermeer rekening kan houden met “het gedrag van de verzoeker indien deze rechtstreeks of onrechtstreeks heeft bijgedragen tot het ontstaan van de schade of de toename ervan”.

Het is duidelijk uit zijn eigen verklaringen dat, indien hij de meisjes niet was nagelopen om ze vervolgens “te pakken te krijgen”, de schade zich nooit zou hebben gerealiseerd.

M50115 (2009)

Par décision du 1er avril 2008, la Commission a octroyé au requérant une aide principale de 3.880 €.

Par arrêt du 27 Janvier 2009, le Conseil d’Etat a cassé la décision rendue par la Commission le 1er avril 2008 et a renvoyé la cause devant la Commission autrement composée.

SECTION 4 :

LA COMMISSION ET LA DIRECTIVE 2004/80/CE

La loi du 13 janvier 2006 visant à transposer la directive 2004/80/CE du Conseil du 29 avril 2004 relative à l'indemnisation des victimes de la criminalité, M.B., 31 janvier 2006 (5134 e.v.) a eu pour conséquence de donner un certain nombre de compétences à la commission dans le cadre de cette directive.

BM70235 (2008)

La requête a été introduite via le service CICA (équivalent de la Commission pour le Royaume-Uni) en application de la Directive du conseil de l'Europe 2004/80/EC.

BM70639 (2008)

De Commissie dient in onderhavig dossier vast te stellen dat er weinig tot geen stukken neergelegd werden waaruit het bestaan van kosten, nodig om een noodhulp te kunnen toekennen, moet blijken: in een schrijven van het Schadefonds Geweldsmisdrijven d.d. 9 oktober 2006 wordt melding gemaakt van advocatenkosten, reiskosten, fysiotherapie. Stukken hierover werden evenwel niet neergelegd ondanks herinneringsbrieven van het secretariaat.

Uit de verklaringen van de verzoeker d.d. 2 november 2007 blijkt verder dat zijn medische kosten bijna volledig door de zorgverzekeraar vergoed werden.

Rekening houdend met het gebrek aan bewijskrachtige stukken enerzijds en de verklaring van de verzoeker dat zijn medische kosten quasi-volledig vergoed werden anderzijds, kan de Commissie hic et nunc redelijkerwijs geen noodhulp toekennen.

Het verzoek tot het bekomen van een noodhulp dient dan ook als ongegrond afgewezen te worden.

De Commissie wijst de verzoeker erop dat hij over de mogelijkheid beschikt om alsnog een nieuw verzoek in te dienen, bijvoorbeeld van zodra hij over een strafrechtelijk vonnis beschikt of over een beslissing van de Procureur des Konings over de door hem ingediende klacht.

BM80006 (2008)

La requête a été transmise à la Commission par le Service CICA (équivalent de la Commission pour le Royaume-Uni) en vertu de la directive 2004/80/EC de l'Union Européenne.

III. DONNEES STATISTIQUES

1. Requête introduites devant la commission

	Français	Néerlandais
2005	625	566
2006	576	736
2007	625	572
2008	633	604
2009	576	659

2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
645	804	900	1298	1191	1312	1197	1237	1235

Dont celles introduites par des sauveteurs occasionnels

	Français	Néerlandais
2005	-	1
2006	5	-
2007	5	-
2008	-	-
2009	-	-

Dont celles introduites dans le cadre de l'art 40 ou 40bis de la loi

	Français	Néerlandais
2006	-	-
2007	-	2
2008	9	6
2009	6	9

2. Décisions rendues par la commission

	Français	Néerlandais
2005	534	642
2006	679	583
2007	886	639
2008	762	581
2009	643	521

2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
541	762	994	1095	1176	1262	1525	1343	1164

3. Total des montants octroyés (en millions d'EURO)

	Français	Néerlandais
2005	4,46	6,14
2006	6,12	4,44
2007	7,60	4,97
2008	5,77	4,57
2009	5,51	3,87

2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
5,17	7,77	10,5	10,9	10,6	10,5	12,5	10,3	9,4

4. Autres données

Recours devant le Conseil d'Etat contre les décisions rendues par la commission

	Français	Néerlandais
2005	14	3
2006	10	2
2007	7	2
2008	3	8
2009	1	2

Arrêts ou ordonnances du Conseil d'Etat

	Français	Néerlandais
2005	3	1
2006	11	9
2007	13	5
2008	17	5
2009	8	7

IV : TEXTES NORMATIFS

1. LA LOI DU 1ER AOÛT 1985

Art. 28

Un Fonds spécial d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels est créé au budget du service public fédéral Justice, ci-après dénommé " le Fonds ".

Art. 29

Le Fonds est alimenté par les contributions visées à l'alinéa 2.

Lors de chaque condamnation à une peine principale criminelle ou correctionnelle, le juge condamne à l'obligation de verser une somme de 25 euros à titre de contribution au Fonds. Cette somme est soumise à l'augmentation prévue par la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales et peut être modifiée par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Le service public fédéral Finances procède au recouvrement des sommes visées à l'alinéa précédent, selon les règles applicables au recouvrement des amendes pénales. Les sommes recouvrées sont versées trimestriellement au Fonds.

Les paiements faits par le condamné s'imputent d'abord sur les frais de justice dus à l'Etat, ensuite sur la contribution visée à l'alinéa 1er, et enfin sur l'amende pénale, sous réserve de l'application de l'article 49 du Code pénal.

Art. 30

§ 1er. Il est institué une Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels, ci-après dénommée "la commission", qui statue sur les demandes d'octroi d'une aide d'urgence, d'une aide financière ou d'un complément d'aide.

§ 2. La Commission est divisée en chambres. Le Roi détermine le nombre de chambres.

Le président et les vice-présidents de la commission sont des magistrats de l'ordre judiciaire. Le nombre de vice-présidents est égal au nombre de chambres moins un.

La commission comprend en outre autant d'avocats ou avocats honoraires et de fonctionnaires ou fonctionnaires retraités de niveau 1 qu'il y a de chambres. D'autres catégories de membres de la commission peuvent être désignées par le Roi. A cet effet, celui-ci peut imposer des conditions particulières. La moitié des membres appartient au rôle linguistique français, l'autre moitié

au rôle linguistique néerlandais. Le président, les vice-présidents et chaque membre ont un suppléant;

Le président doit justifier de la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise, conformément à la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Au moins une des personnes mentionnées à l'alinéa précédent doit justifier de la connaissance suffisante de la langue allemande, selon les modalités précisées par le Roi. Le président, les vice-présidents, les membres et leurs suppléants sont désignés par le Roi. La moitié des fonctionnaires est désignée sur proposition du Ministre des Finances, l'autre moitié sur proposition du ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Le mandat du président, des vice-présidents, des membres et de leurs suppléants a une durée de six ans, sans que le titulaire de ce mandat puisse dépasser l'âge de 70 ans. Le mandat est renouvelable. La commission est assistée par un secrétaire et au moins autant de secrétaires adjoints moins un et autant de secrétaires suppléants qu'il y a de chambres; l'effectif du secrétariat de la commission ne peut être inférieur à quatorze personnes. Ils sont désignés par le Ministre de la Justice. La moitié appartient au rôle linguistique français, l'autre moitié au rôle linguistique néerlandais.

Chaque chambre est présidée par le président ou un vice-président, ou par leur suppléant.

§ 3. Les chambres statuent sur les demandes d'aide financière et sur les demandes de complément d'aide visées aux articles 31bis et 37. Les présidents des chambres siègent seuls en matière de demandes d'aide d'urgence visées à l'article 36, en matière de demandes manifestement irrecevables ou manifestement non fondées, ou lorsqu'ils décrètent le désistement de l'instance ou raient l'affaire du rôle.

§ 4. Les frais de fonctionnement de la commission et du secrétariat sont à charge du budget du Service public fédéral Justice.

Art. 31

La Commission peut octroyer une aide financière :

- 1° aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence;
- 2° aux proches d'une personne ou aux personnes qui vivaient dans un rapport familial durable avec une personne dont le décès est la suite directe d'un acte intentionnel de violence;
- 3° aux père et mère d'un mineur ou aux personnes qui ont à leur charge un mineur, qui suite à un acte intentionnel de violence, a besoin d'un traitement médical ou thérapeutique de longue durée;

4° aux parents jusqu'au deuxième degré d'une victime ou aux parents qui vivaient dans un rapport familial durable avec une victime disparue depuis plus d'un an, dont il est admis que la disparition est due selon toute probabilité à un acte intentionnel de violence ;

5° à ceux qui portent volontairement secours à des victimes en dehors de l'exercice d'une activité professionnelle liée au domaine de la sécurité et en dehors de toute participation à une association quelconque structurée en vue de porter assistance et secours à des tiers, et qui sont dénommés " sauveteurs occasionnels ", ou, en cas de décès, à leurs parents jusqu'au deuxième degré ou aux personnes qui vivaient avec eux dans un rapport familial durable.

- - Art. 31 [en vigueur au 25/01/2010] - -

La Commission peut octroyer une aide financière :

1° aux personnes qui subissent un préjudice physique ou psychique important résultant directement d'un acte intentionnel de violence;

2° aux successibles au sens de l'article 731 du Code civil, jusqu'au deuxième degré inclus, d'une personne dont le décès est la suite directe d'un acte intentionnel de violence, ou aux personnes qui vivaient dans un rapport familial durable avec elle;

3° aux père et mère d'une victime mineure d'âge au moment d'un acte intentionnel et qui remplit les conditions de l'article 31,1°, ou aux personnes qui avaient ce mineur à leur charge à ce moment;

4° aux successibles au sens de l'article 731 du Code civil, jusqu'au deuxième degré inclus, d'une personne disparue depuis plus d'un an, lorsque cette disparition est due selon toute probabilité à un acte intentionnel de violence, ou aux personnes qui vivaient dans un rapport familial durable avec elle;

5° à ceux qui portent volontairement secours à des victimes en dehors de l'exercice d'une activité professionnelle liée au domaine de la sécurité et en dehors de toute participation à une association quelconque structurée en vue de porter assistance et secours à des tiers, et qui sont dénommés " sauveteurs occasionnels ", ou, en cas de décès **du sauveteur occasionnel, à ses successibles au sens de l'article 731 du Code civil, jusqu'au deuxième degré, ou aux personnes qui vivaient dans un rapport familial durable avec lui.**

La commission peut accorder une aide aux successibles visées aux 2°, 4° et 5° de l'alinéa 1er indépendamment du fait qu'ils aient hérité ou non de la victime décédée ou disparue ou du sauveteur occasionnel en vertu du régime successoral applicable en l'espèce ou en vertu des dispositions de dernière volonté prises par le défunt.

Art. 31bis

§ 1er. L'aide financière visée à l'article 31, 1° à 4°, est octroyée aux conditions suivantes :

1° L'acte de violence a été commis en Belgique.

Est assimilé à un acte intentionnel de violence commis en Belgique, celui qui est commis à l'étranger et dont est victime une personne en service commandé visée à l'article 42, § 3.

2° Au moment où l'acte de violence est commis, la victime est de nationalité belge, a le droit d'entrer, de séjourner ou de s'établir dans le Royaume, ou s'est vu octroyer par la suite par l'Office des étrangers un permis de séjour à durée indéterminée dans le cadre d'une enquête relative à la traite des êtres humains.

- - **[2° abrogé au 25/01/2010]** - -

3° Une décision judiciaire définitive sur l'action publique est intervenue et le requérant a tenté d'obtenir réparation de son préjudice en s'étant constitué partie civile, en ayant procédé à une citation directe ou en ayant intenté une procédure devant un tribunal civil.

Lorsque le dossier pénal est classé sans suite parce que l'auteur est demeuré inconnu, la commission peut estimer que le dépôt de plainte ou l'acquisition de la qualité de personne lésée par le requérant est suffisant. L'aide peut également être demandée lorsqu'un délai d'un an minimum s'est écoulé depuis la date de constitution de partie civile et que l'auteur demeure inconnu.

- - **[En vigueur au 25/01/2010]** - -

3° Lorsque l'auteur est demeuré inconnu, le requérant doit avoir porté plainte, acquis la qualité de personne lésée ou s'être constitué partie civile.

Lorsque le dossier pénal a été classé sans suite pour ce motif, le dépôt de plainte ou l'acquisition de la qualité de personne lésée par le requérant est suffisant.

La demande est introduite dans un délai de trois ans. Le délai prend cours, selon le cas, à partir du jour de la première décision de classement sans suite pour auteurs inconnus, ou du jour où une décision de non-lieu pour auteurs inconnus, qui a acquis force de chose jugée, a été prononcée par une juridiction d'instruction.

Est assimilée à une décision de non-lieu pour auteurs inconnus, la décision d'une juridiction civile ou répressive, déchargeant le prévenu ou le défendeur de la culpabilité d'un acte intentionnel de violence ou de la responsabilité des conséquences dommageables de celui-ci, pour autant que la décision établisse de façon indubitable la réalité de l'acte

intentionnel de violence et de ses conséquences, sans en imputer à quiconque la responsabilité.

L'aide peut également être octroyée lorsqu'un délai de plus d'un an s'est écoulé depuis le dépôt de plainte, l'acquisition de la qualité de personne lésée ou la date de constitution de partie civile et que l'auteur demeure inconnu.

4° La demande est introduite dans un délai de trois ans. Le délai prend cours, selon le cas, à partir de la première décision de classement sans suite, de la décision de la juridiction d'instruction, du jour où il a été statué sur l'action publique par une décision définitive ou du jour à partir duquel une décision sur les intérêts civils est intervenue postérieurement à la décision sur l'action publique.

-- [En vigueur au 25/01/2010] --

4° Lorsque l'auteur est connu, le requérant doit tenter d'obtenir réparation de son préjudice en s'étant constitué partie civile, en ayant procédé à une citation directe ou en ayant intenté une procédure devant un tribunal civil.

La requête ne pourra toutefois être introduite, selon le cas, qu'après qu'il aura été statué sur l'action publique par une décision judiciaire passée en force de chose jugée ou qu'après une décision du tribunal civil passée en force de chose jugée sur l'imputabilité ou l'indemnisation du dommage.

La demande est introduite dans un délai de trois ans.

Le délai prend cours, selon le cas, à partir du jour où il a été statué définitivement sur l'action publique par une décision coulée en force de chose jugée, prononcée par une juridiction d'instruction ou de jugement, du jour où une décision sur les intérêts civils, coulée en force de chose jugée, a été prononcée par la juridiction répressive postérieurement à la décision sur l'action publique, ou du jour où une décision, coulée en force de chose jugée, sur l'imputabilité ou l'indemnisation du dommage, a été prononcée par un tribunal civil.

5° La réparation du préjudice ne peut pas être assurée de façon effective et suffisante par l'auteur ou le civilement responsable, par un régime de sécurité sociale ou par une assurance privée, ou de toute autre manière.

-- [En vigueur au 25/01/2010] --

6° Lorsque le requérant, suite à des circonstances absolument indépendantes de sa volonté n'a pas pu porter plainte, n'a pas pu acquérir la qualité de personne lésée, n'a pas pu se constituer partie civile, n'a pas pu introduire une action ou n'a pas pu obtenir un jugement ou lorsque l'introduction d'une action ou l'obtention d'un jugement apparaît comme manifestement déraisonnable compte tenu de l'insolvabilité de l'auteur,

la commission peut estimer que les raisons invoquées par le requérant sont suffisantes pour le dispenser des conditions prévues aux 3° et 4°.

§ 2. L'aide financière visée à l'article 31, 5°, est octroyée lorsque les sauveteurs occasionnels répondent aux conditions suivantes :

- 1° être intervenu sur le territoire de la Belgique;
- 2° avoir subi un préjudice :
 - a) soit en se portant volontairement au secours d'une victime d'un acte intentionnel de violence ou de l'explosion d'un engin de guerre ou d'un engin piégé;
 - b) soit en accomplissant un acte de sauvetage de personnes dont la vie était en danger;
- 3° avoir introduit une demande d'aide dans un délai de trois ans à dater de l'un des actes ou de l'explosion visé au 2°;
- 4° ne pas pouvoir obtenir réparation du préjudice de façon effective et suffisante par la personne civilement responsable, par un régime de sécurité sociale, par une assurance privée ou de toute autre manière.

Art. 32

§ 1er. Pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 1°, la commission se fonde exclusivement sur les éléments suivants du dommage subi :

- 1° le dommage moral, tenant compte de l'invalidité temporaire ou permanente;
- 2° les frais médicaux et d'hospitalisation, en ce compris les frais de prothèses;
- 3° l'invalidité temporaire ou permanente;
- 4° une perte ou une diminution de revenus résultant de l'incapacité de travail temporaire ou permanente;
- 5° le dommage esthétique;
- 6° les frais de procédure;
- 7° les frais matériels;
- 8° le dommage résultant de la perte d'une ou de plusieurs années de scolarité.

§ 2. Pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 2°, la commission se fonde exclusivement sur les éléments suivants du dommage subi :

- 1° le dommage moral;
- 2° les frais médicaux et d'hospitalisation;
- 3° la perte d'aliments pour les personnes qui, au moment du décès de la victime, étaient à sa charge;
- 4° les frais funéraires;

5° les frais de procédure;
6° le dommage résultant de la perte d'une ou de plusieurs années de scolarité.

§ 3. Pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 3° et 4°, la commission se fonde exclusivement sur les éléments suivants du dommage subi :

1° le dommage moral;
2° les frais médicaux et d'hospitalisation;
3° les frais de procédure.

§ 4. Pour l'octroi d'une aide aux personnes visées à l'article 31, 5°, la commission se fonde exclusivement sur les éléments suivants du dommage subi :

1° pour les sauveteurs occasionnels, les éléments du dommage visés au § 1er;
2° pour les ayants droit des sauveteurs occasionnels, les éléments du dommage visés au § 2.

§ 5. L'aide pour les préjudices décrits au § 1er, 6° et 7°, au § 2, 4° et 5°, et au § 3, 3°, est octroyée suivant les conditions et les montants maximaux déterminés par arrêté royal délibéré en conseil des ministres.

Art. 33

§ 1er. Le montant de l'aide est fixé en équité.

La commission peut notamment prendre en considération :

- le comportement du requérant lorsque celui-ci a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation;
- la relation entre le requérant et l'auteur.

- - **[Art. 33, § 1^{er} (en vigueur au 25/01/2010)] - -**

Le montant de l'aide est fixé en équité.

La commission peut notamment prendre en considération :

- le comportement **du requérant ou de la victime lorsque ce comportement** a contribué directement ou indirectement à la réalisation du dommage ou à son aggravation;

- la relation entre le requérant **ou la victime** et l'auteur.

§ 2. L'aide est octroyée par cas et par requérant pour un dommage excédant 500 euros et est limitée à un montant de 62.000 euros.

Art. 33bis

L'aide peut également être octroyée lorsque aucune décision judiciaire définitive sur les intérêts civils n'est intervenue. Dans ce cas, la commission évalue elle-même le dommage qu'elle prend en considération. Cette évaluation ne lie pas les cours et tribunaux.

Art. 34

La demande d'aide financière, d'aide d'urgence ou de complément d'aide est formée par requête en double exemplaire, déposée au secrétariat de la commission ou à lui adressée par lettre recommandée à la poste. Elle est signée par le requérant ou par son avocat.

La requête contient :

- 1° l'indication des jour, mois et an;
- 2° les nom, prénoms, profession, domicile et nationalité de la victime, du requérant et, le cas échéant, du représentant légal;
- 3° la date, le lieu et une description sommaire de l'acte intentionnel de violence , de l'explosion ou de l'acte de sauvetage;
- 4° pour les victimes d'actes intentionnels de violence, la date du dépôt de plainte, de l'acquisition de la qualité de personne lésée et, le cas échéant, la date de la constitution de partie civile;
- 5° les moyens dont dispose le requérant pour obtenir une indemnisation;
- 6° l'évaluation des différents éléments du dommage pour lesquels une aide est demandée et le montant total de l'aide demandée.

La requête se termine par les mots : " J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète. "

A la requête sont jointes :

- pour les victimes d'actes intentionnels de violence, une copie, selon le cas, de la décision de classement sans suite pour auteur inconnu, de la décision de la juridiction d'instruction, de la décision judiciaire définitive statuant sur l'action publique et, le cas échéant, de la décision statuant sur les intérêts civils;
- les pièces justificatives des différents éléments du dommage pour lequel une aide est demandée, dont les attestations et rapports médicaux.

[en vigueur au 25/01/2010] - -

A la requête sont jointes :

- pour les victimes d'actes intentionnels de violence, une copie, selon le cas, **de la plainte**, de la décision de classement sans suite pour auteur inconnu, de la décision de la juridiction d'instruction, de la décision judiciaire définitive statuant sur l'action publique, **de la décision postérieure du juge répressif statuant sur les intérêts civils et, le cas échéant, de la décision du tribunal civil;**
- les pièces justificatives des différents éléments du dommage pour lequel une aide est demandée, dont les attestations et rapports médicaux.

Art. 34bis

La commission peut procéder ou faire procéder à toutes investigations utiles qui sont destinées à vérifier la situation financière du requérant, le cas échéant, et de l'auteur de l'acte intentionnel de violence. Elle peut requérir de toute autorité des renseignements sur leur situation professionnelle, financière, sociale et fiscale, sans que puisse lui être opposée son obligation de garder le secret. Elle peut demander aux services de police de procéder à une enquête financière, moyennant l'autorisation du procureur général ou de l'auditeur général.

La commission peut se faire communiquer le dossier répressif ou une copie de celui-ci, moyennant l'autorisation du procureur général ou de l'auditeur général.

La commission peut charger l'office médico-légal de procéder ou de faire procéder à une expertise en vue de constater et de décrire les lésions encourues par la victime. Elle peut éventuellement désigner d'autres experts et entendre des témoins.

Le résultat des mesures d'instruction est exclusivement destiné à l'examen de la demande et reste couvert par le secret professionnel.

Chacun des membres des chambres peut procéder ou faire procéder aux mesures d'instruction visées aux alinéas 1er à 3.

Le secrétaire et les secrétaires adjoints préparent et complètent les dossiers. Ils établissent un rapport pour chaque affaire et peuvent proposer aux membres de la commission d'ordonner une mesure d'instruction visée aux alinéas 1 à 3. Ce rapport contient un relevé succinct des éléments de fait objectifs et, le cas échéant, des décisions judiciaires intervenues. Ce rapport indique, le cas échéant, quels éléments font encore défaut et quelles conditions légales ne paraissent pas ou pas encore remplies.

Art. 34ter

La commission statue par décision motivée.

Le requérant est entendu par la commission s'il en fait la demande par écrit ou si elle l'estime nécessaire. Il peut à cet effet se faire assister ou représenter par son avocat. Il peut également se faire assister par le délégué d'un organisme public ou d'une association agréée à cette fin par le Roi.

Le Ministre de la Justice ou son délégué peut rendre un avis écrit relatif au respect de la loi.

Art. 34quater

Un recours en annulation devant le Conseil d'Etat contre une décision de la commission est ouvert au requérant et au Ministre de la Justice, conformément à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Art. 34quinquies

La décision de la commission est notifiée dans les huit jours de son prononcé, sous pli recommandé à la poste, au requérant et, par courrier ordinaire, à l'avocat du requérant et au Ministre de la Justice.

La notification faite au requérant mentionne le contenu de l'article 34quater.

Art. 34sexies

Le Roi fixe les modalités de la procédure et du fonctionnement de la commission.

Art. 36

Sans préjudice de l'application des articles 31 à 3, § 1er, la commission peut octroyer une aide d'urgence lorsque tout retard dans l'octroi de l'aide pourrait causer au requérant un préjudice important, vu sa situation financière.

L'aide d'urgence est octroyée par cas et par requérant pour un dommage excédant 500 euros et est limitée à un montant de 15.000 euros.

L'aide d'urgence peut être demandée dès la survenance de l'explosion ou de l'acte de sauvetage et, pour les victimes d'actes intentionnels de violence, dès après la constitution de partie civile ou l'introduction d'une plainte.

Lorsqu'il s'agit des frais visés à l'article 32, § 1er, 2°, l'urgence est toujours présumée. L'article 33, § 1er, n'est pas d'application lorsque la commission se prononce sur la demande de prise en charge de ces frais. Le montant réel des frais est pris en compte par la commission, sans application de la limite prévue à l'alinéa 2.

Art. 37

La commission peut octroyer un complément d'aide lorsque après l'octroi de l'aide, le dommage s'est manifestement aggravé, ceci sans préjudice de l'application des articles 31 à 33, § 1er.

Le complément d'aide est octroyé par cas et par requérant pour un dommage excédant 500 euros et est limité à un montant de 62.000 euros diminué de l'aide déjà octroyée et de l'éventuelle aide d'urgence.

A peine de forclusion, la demande tendant à l'octroi d'un complément d'aide est introduite dans les dix ans à compter du jour où l'aide a été versée.

Art. 37bis

Les montants mentionnés aux articles 33, 36 et 37 peuvent être augmentés par arrêté royal délibéré en conseil des ministres.

Art. 38

L'aide octroyée par la commission est directement versée au requérant par le Ministre de la Justice, en tenant compte des moyens dont dispose le Fonds.

Art. 39

§ 1er. L'Etat est subrogé de plein droit, à concurrence du montant de l'aide accordée, aux droits de la victime contre l'auteur ou le civilement responsable.

§ 2. L'Etat peut exiger le remboursement total ou partiel de l'aide accordée lorsque, postérieurement au paiement de celle-ci, la victime obtient à un titre quelconque une réparation de son préjudice.

La commission donne au Ministre des Finances un avis motivé préalablement à l'intentement d'une action en remboursement.

§ 3. L'Etat peut exiger le remboursement total ou partiel de l'aide lorsque celle-ci a été accordée en tout ou en partie à la suite de fausses déclarations ou d'omissions du requérant.

L'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature, qui sont en tout ou en partie à charge de l'Etat, est applicable.

§ 4. L'Etat peut également exiger le remboursement total ou partiel de l'aide d'urgence visée à l'article 36, alinéa 4, dans la même mesure où une décision de justice coulée en force de chose jugée met tout ou partie de la responsabilité à charge de la victime.

Art. 40

Lorsque l'acte intentionnel de violence a été commis sur le territoire d'un autre Etat membre de l'Union européenne et que le requérant réside habituellement en Belgique, celui-ci peut s'adresser à la commission, qui l'assiste dans sa demande d'indemnisation auprès de l'autorité compétente.

Dans ce cas la commission est chargée de :

1° fournir au requérant les informations essentielles relatives aux possibilités de demander une indemnisation dans l'Etat membre où l'acte a été commis, ainsi que les formulaires de demande nécessaires, sur la base d'un manuel élaboré par la Commission européenne;

2° fournir au requérant, à sa demande, des indications et des informations générales sur la manière dont le formulaire doit être rempli et sur les pièces justificatives susceptibles de lui être demandées;

3° transmettre dans les meilleurs délais la requête et les pièces justificatives à l'autorité de décision de l'Etat membre de l'Union où l'acte a été commis, au moyen du formulaire type établi par la Commission européenne;

4° fournir, s'il y a lieu, au requérant des indications générales pour l'aider à répondre à toute demande d'informations supplémentaires présentée par l'autorité de décision et, à la demande du requérant, les transmettre ensuite, dans les meilleurs délais, directement à l'autorité de décision, en y joignant, le cas échéant, la liste des pièces justificatives transmises;

5° prendre les dispositions nécessaires lorsque l'autorité de décision décide d'entendre le requérant ou toute autre personne telle qu'un témoin ou un expert, pour que :

a) les intéressés soient entendus directement par l'autorité de décision, conformément au droit de l'Etat membre dont elle relève, par le biais, notamment, de la téléconférence ou de la vidéoconférence, ou que

b) les intéressés soient entendus par la commission et qu'ensuite un procès-verbal de l'audition soit transmis à l'autorité de décision.

L'audition directe prévue au point 5°, a) ne peut avoir lieu qu'en collaboration avec la commission et si les intéressés y consentent librement, sans que l'autorité de décision puisse imposer des mesures coercitives.

A l'occasion de l'exécution des tâches prévues aux points 1 à 5, la commission ne procède à aucune appréciation de la demande et informe les requérants sur les possibilités d'être assistés ou représentés.

La commission peut charger le secrétaire et les secrétaires adjoints de l'exécution des points 1 à 4. Les auditions visées au point 5 sont menées par les présidents des chambres siégeant seuls.

Art. 40bis

Lorsque l'acte intentionnel a été commis sur le territoire de la Belgique et que la victime réside habituellement dans un autre Etat membre de l'Union européenne, le requérant peut transmettre sa requête concernant sa demande d'aide principale, d'aide d'urgence ou de complément d'aide à la commission via l'autorité spécialement chargée par cet Etat d'assister la victime auprès de l'autorité compétente, et ce au moyen d'un formulaire type établi par la Commission européenne.

Dès réception d'une requête transmise par l'autorité d'assistance, la commission communique dès que possible les informations et documents suivants à l'autorité chargée de l'assistance et au requérant :

1° le nom et coordonnées de la personne chargée du dossier;

2° un accusé de réception de la requête;

3° si possible, une indication du délai approximatif dans lequel une décision relative à la demande sera rendue.

Si la commission souhaite entendre le requérant ou toute autre personne telle qu'un témoin ou un expert, elle peut contacter l'autorité chargée de l'assistance afin de prendre les dispositions nécessaires pour que :

1° les intéressés soient entendus directement par la commission, conformément au droit belge, par le biais, notamment, de la téléconférence ou de la vidéoconférence, ou que

2° les intéressés soient entendus par l'autorité chargée de l'assistance, conformément au droit de l'Etat membre dont elle relève, qui transmet ensuite un procès-verbal de l'audition à la commission.

L'audition directe prévue au point 1° de l'alinéa précédent, ne peut avoir lieu qu'en collaboration avec l'autorité chargée de l'assistance et si les intéressés y consentent librement, sans que la commission puisse imposer des mesures coercitives.

La commission transmet ses décisions relatives aux demandes d'indemnisation, au moyen du formulaire type établi par la Commission européenne, au requérant et à l'autorité chargée de l'assistance dans les meilleurs délais après avoir rendu sa décision.

Art. 40ter

Pour les informations que la commission transmet au titre des articles 40 et 40bis, la commission et son secrétariat utilisent dans ses rapports avec l'autorité destinataire la langue officielle ou l'une des langues de l'Etat membre de cette autorité, qui correspond à une des langues des institutions de l'Union, ou une autre langue des institutions de l'Union que l'Etat membre s'est dit disposé à accepter, à l'exception de la décision de la commission et des procès-verbaux établis à l'issue d'une audition en application de l'article 40, alinéa 2, point 5, b), dont le régime linguistique reste régi par les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative du 18 juillet 1966.

Pour les informations que la commission reçoit au titre des articles 40 et 40bis, seuls les langues nationales et l'anglais sont acceptés, à l'exception de la décision de l'autorité de décision et des procès-verbaux établis à l'issue d'une audition en application de l'article 40bis, alinéa 3, 2°, dont le régime linguistique reste régi par le droit du pays dont l'instance relève.

Art. 40quater

Pour l'application des articles 40, 40bis et 40ter, la commission peut faire appel à des traducteurs et des interprètes assermentés.

Les services rendus par la commission en application des articles 40 et 40bis ne donnent lieu à aucune demande de remboursement de taxes ou de frais par le requérant ou l'autorité de décision.

Les formulaires de demande et autres documents transmis en application des articles 40 et 40bis sont exemptés de certification ou de toute autre formalité équivalente.

Art. 41

Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente section. Les articles 40 à 40quater, insérés par la loi du 13 janvier 2006 entrent en vigueur le 1er janvier 2006.

2. L'ARRETE ROYAL DU 18 DECEMBRE 1986

CHAPITRE I. - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 1. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° la loi : le chapitre III, section II, « Aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels », de la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres;

2° la commission : la commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence et aux sauveteurs occasionnels, instituée par l'article 30, § 1er, de la loi;

3° le Ministre : le Ministre de la Justice;

4° notification : l'envoi d'avis, de convocations ou de pièces de procédure à la diligence du secrétariat de la commission;

5° parties : le requérant et le Ministre ainsi que, le cas échéant, les parties intervenantes.

6° sauveteurs occasionnels : les personnes visées à l'article 31, 5°, de la loi;

7° l'autorité d'assistance : l'autorité visée à l'article 40bis de la loi;

8° l'autorité de décision : l'autorité compétente visée à l'article 40 de la loi.

CHAPITRE II. - DES MONTANTS MAXIMUMS DE CERTAINS FRAIS.

Art. 2. Les montants

maximums visés à l'article 32, § 5, de la loi sont fixés comme suit :

- 4 000 euros pour les frais de procédure;
- 2 000 euros pour les frais funéraires;
- 1 250 euros pour les frais matériels.

La commission ne prend en considération les frais prévus à l'alinéa 1er que s'ils font l'objet d'une pièce justificative. Une copie de la décision judiciaire prononcée contradictoirement dans laquelle les différents postes du dommage ont fait l'objet d'une décision, peut éventuellement suffire.

CHAPITRE III. - DU FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION.

Art. 3. La commission est composée de six chambres.

La commission a son siège au Service public fédéral Justice.

Art. 4. La commission, siégeant en chambres réunies, établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est soumis à l'approbation du Roi.

Il est publié au Moniteur belge.

Art. 5. § 1. Dans les cas prévus à l'article 30, § 3, 1^{er} alinéa, de la loi, une chambre est composée de trois membres : un magistrat qui préside la chambre et deux membres qui sont désignés par le président de la commission parmi les personnes visées à l'article 30, § 2, troisième alinéa, de la loi.

Dans les cas prévus à l'article 30, § 3, 2^e alinéa, de la loi, une chambre est composée d'un membre : le président de la commission ou un vice-président.

§ 2. Lorsque le président de la commission estime que, pour assurer l'unité de la jurisprudence, une affaire doit être traitée en chambres réunies, il la renvoie à celles-ci.

Le président de la commission préside les chambres réunies.

§ 3. En cas d'absence ou d'empêchement, les fonctions du président, du vice-président et des membres effectifs sont exercées par leur suppléant.

§ 4. Les chambres composées de trois membres décident à la majorité des voix.

Lorsque la commission siège en chambres réunies, la voix du président de la commission est, en cas de parité des voix, prépondérante.

Art. 5*bis*. A côté des avocats et fonctionnaires visés à l'article 30, § 2, 3^e alinéa, de la loi, peuvent être désignées en tant que membre de la commission les personnes qui remplissent les conditions suivantes :

- posséder au moins 5 ans d'expérience professionnelle utile en matière d'estimation ou d'évaluation du préjudice physique ou psychique important résultant d'infractions dans une fonction académique, dans une fonction médicale, au sein d'une entreprise d'assurance autorisée, au sein d'un service du Service public fédéral Justice ou dans un service agréé par l'autorité compétente pour l'aide sociale aux justiciables ou pour le secteur de la santé mentale;

- être titulaire d'un diplôme ou certificat d'études délivré par une université ou par un établissement assimilé;

- jouir des droits civils et politiques.

La fonction de membre de la commission est incompatible avec la fonction de secrétaire ou de secrétaire adjoint visée à l'article 30, § 2, 6e alinéa, de la loi, avec la fonction de délégué d'un organisme public ou d'une association agréée visée à l'article 34ter, 2e alinéa, de la loi ou avec la fonction de délégué du Ministre visée à l'article 34ter, troisième alinéa, de la loi.

Les personnes qui remplissent les conditions prévues à l'alinéa premier sont proposées par un comité composé du président et du secrétaire de la commission et d'un représentant du Ministre.

Les personnes qui remplissent les conditions prévues à l'alinéa premier et qui souhaitent solliciter, peuvent adresser une lettre recommandée au président de la commission en joignant une copie du diplôme ou du certificat d'études et les pièces attestant de l'expérience professionnelle exigée.

Les candidats qui selon les pièces visées au quatrième alinéa entrent en ligne de compte sont invités par le secrétaire de la commission à un entretien avec le comité. Lors de l'entretien leur motivation, leur familiarité avec la problématique de l'indemnisation des victimes d'infractions et leur connaissance de la loi visée à l'article 1er, 1°, sont examinées.

Art. 5ter. Le mandat d'un membre de la commission se termine de plein droit s'il ne remplit plus les conditions légales pour exercer son mandat ou si sans donner de raison il ne répond pas à trois demandes consécutives du président de siéger dans une chambre.

Art. 6. Dans toute affaire qui doit être traitée en langue allemande, la chambre comprend le membre de la commission qui justifie de la connaissance suffisante de cette langue.

Art. 7. Le président, le vice-président et les membres ont droit à des jetons de présence, dont le montant est fixé par le Roi sur proposition du Ministre de la Justice.

Ils bénéficient des indemnités pour frais de parcours et de séjour conformément aux dispositions applicables au personnel des services publics fédéraux. Ils sont assimilés, à cet égard, à des fonctionnaires de rang 13, à l'exception des fonctionnaires titulaires d'un autre rang.

Les experts dont le concours est requis par la commission peuvent être rétribués dans les conditions définies par le Ministre de la Justice.

Le règlement général sur les frais de justice en matière répressive, établi par l'arrêté royal du 28 décembre 1950, est applicable aux interprètes, traducteurs et témoins.

Art. 8. Chaque chambre est assistée par le secrétaire ou le secrétaire adjoint, effectif ou suppléant, dont le rôle linguistique correspond à la langue dans laquelle l'affaire est traitée.

Dans toute affaire qui doit être traitée en langue allemande, la chambre saisie est assistée par un secrétaire ou secrétaire adjoint, effectif ou suppléant, qui justifie de la connaissance élémentaire de la langue allemande.

Le secrétariat donne aux personnes qui le demandent des renseignements sur les conditions générales de l'aide ainsi que sur le déroulement de la procédure. Il peut leur communiquer un formulaire d'introduction de la demande. Un rapport général sur l'activité de la commission est établi tous les deux ans; il est signé par le président et le secrétaire et est rendu public.

CHAPITRE IV. - DE LA PROCÉDURE LORSQUE LA COMMISSION STATUE SUR UNE DEMANDE D'OCTROI D'UNE AIDE D'URGENCE, D'UNE AIDE FINANCIÈRE OU D'UNE AIDE COMPLÉMENTAIRE.

Section I.- De l'introduction de la demande d'aide.

Art. 9. Le secrétariat inscrit les affaires au rôle de la commission dans l'ordre de leur réception.

Le cas échéant, les informations et documents visés à l'article 40*bis*, alinéa 2, de la loi, sont transmis à l'autorité d'assistance.

Art. 10. Le président attribue chaque affaire à une chambre.

Section II. - De l'instruction de la demande d'aide.

Art. 11. Le président de la chambre désigne pour chaque affaire un rapporteur parmi les membres de la chambre.

Art. 12. Le secrétariat complète le dossier et établit le rapport conformément à l'article 34*bis*, dernier alinéa, de la loi. Ce rapport est approuvé et contresigné par le rapporteur.

Le secrétariat transmet le dossier, en y joignant le rapport, au Ministre. Le Ministre dispose d'un délai de trente jours pour communiquer un avis en double exemplaire et pour retransmettre le dossier au secrétariat.

Le secrétariat transmet le rapport et l'éventuel avis du Ministre au requérant ou à son avocat. Le requérant dispose d'un délai de trente jours pour répondre par écrit et, le cas échéant, pour compléter le dossier.

La copie de l'éventuelle réponse du requérant est transmise au Ministre.

Art. 13. A la demande motivée du requérant ou du Ministre, le rapporteur peut proroger par ordonnance motivée les délais prévus à l'article 12, sans qu'ils puissent excéder nonante jours.

Art. 14. Le président de la chambre fixe la date à laquelle l'affaire sera traitée en audience telle que visée à la section V. Au moins quinze jours à l'avance, cette date est portée à la connaissance du Ministre et du requérant et de son conseil, s'il souhaite être entendu conformément à l'article 34ter, deuxième alinéa, de la loi.

Section IIbis. - Des règles particulières concernant les demandes d'aide d'urgence.

Art. 15. Le rapport est rédigé dans les nonante jours de la réception de la requête, à moins que des données essentielles ne fassent défaut.

Art. 15bis. La demande d'aide d'urgence est traitée conformément aux articles 12 et 14, à l'exception des délais prévus à l'article 12, deuxième et troisième alinéas, qui sont réduits à quinze jours et du délai prévu à l'article 14 qui est réduit à huit jours.

Au plus tard huit jours après la date visée à l'article 14, une décision est prononcée sur la demande d'aide d'urgence.

Section IIter. - Des règles particulières concernant les demandes manifestement irrecevables ou manifestement non fondées.

Art. 16. Si le secrétariat estime que la demande est manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, il en fait mention dans son rapport.

Si le Ministre estime que la demande est manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, il en fait mention dans son avis.

Art. 16bis. Lorsque le secrétariat dans son rapport ou le Ministre dans son avis estiment que la demande est manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, le président visé à l'article 5, § 1er, deuxième alinéa, se saisit de l'affaire et fixe une date d'audience conformément à l'article 14.

Le président statue seul sur l'irrecevabilité ou le non-fondement. S'il estime que l'irrecevabilité ou le non-fondement peuvent être sérieusement contestés, l'affaire est renvoyée à la chambre dans laquelle elle a été attribuée conformément à l'article 10 pour y être instruite conformément aux articles 12 à 14.

Section III. - Des règles particulières à certaines mesures d'instruction.

Art. 17. Lorsque la chambre ou le rapporteur ordonne une expertise, l'ordonnance désigne le ou les experts, détermine leur mission et fixe le délai pour le dépôt de leur rapport. Le secrétariat notifie cette ordonnance aux experts.

Dans les huit jours qui suivent cette notification, les experts avisent, par pli recommandé à la poste, le rapporteur, les parties et, le cas échéant, leur avocat des lieu, jour et heure où ils commenceront leur mission.

Les pièces nécessaires sont remises aux experts; les parties peuvent faire tels dires et réquisitions qu'elles jugent convenables; il en est fait mention dans le rapport.

Le rapporteur veille au bon déroulement des opérations d'expertise. Il peut, à tout moment, d'office ou sur demande, assister aux opérations. Le secrétariat en informe, par simple lettre, les experts, les parties et, le cas échéant, leur avocat.

Si les experts ne peuvent déposer leur rapport dans le délai fixe par l'ordonnance les désignant, ils sont tenus de solliciter la prorogation de ce délai. Si le rapporteur ou la chambre refuse d'accorder aux experts un nouveau délai, ils les déchargent de leur mission.

Le rapport est signé par tous les experts. Leur signature est précédée du serment prévu à l'article 979 du Code judiciaire.

Le rapport est déposé au secrétariat qui en adresse copie par simple lettre aux parties et, le cas échéant, à leur avocat.

Les articles 966 à 970 du Code judiciaire sont applicables aux experts commis.

Art. 18. Lorsque la chambre ou le rapporteur ordonne une enquête, les témoins sont entendus par celui-ci, les parties et leur avocat convoqués.

Les témoins sont cités par lettre recommandée à la poste.

Le procès-verbal de l'audition est signé par le rapporteur, le secrétaire et la personne entendue.

Art. 19. Le rapporteur peut procéder sur les lieux à toutes constatations.

Le requérant ou son avocat est convoqué si le ministre l'a été.

Art. 20. La chambre peut ordonner la comparution personnelle des parties requérantes ou intervenantes.

L'ordonnance indique les lieu, jour et heure de la comparution.

La comparution se fera, soit à l'audience, soit devant le membre de la commission désigné dans l'ordonnance.

L'ordonnance est notifiée aux parties et à leur avocat. Lorsque la comparution doit avoir lieu à l'audience, l'ordonnance peut être notifiée en même temps que l'ordonnance fixant l'affaire.

Les articles 948 à 952, 998, 999 et 1001 du Code judiciaire sont applicables.

Art. 21. La chambre peut charger le rapporteur d'accomplir des devoirs d'instruction complémentaires.

Art. 22. La chambre peut décider d'entendre les experts à l'audience, à titre de renseignements. Ils sont convoqués par le secrétariat.

La chambre peut de même décider d'entendre à l'audience toute personne dont elle estime l'audition utile. Les témoins sont convoqués par le secrétariat.

Art. 22*bis*. Les articles 18, 19, 20 et 22 ne sont pas d'application si les parties requérantes ou intervenantes, les témoins ou les experts sont entendus conformément à l'article 40*bis*, alinéa 3, de la loi.

Section IV. - Des incidents.

Sous-section I. - De l'inscription de faux.

Art. 23. Dans le cas où une partie s'inscrit en faux contre une pièce produite, le rapporteur ou la chambre invite la partie qui l'a produite à déclarer sans délai si elle persiste dans son intention de s'en servir.

Si la partie ne satisfait pas à cette demande ou si elle déclare qu'elle n'entend pas se servir de la pièce, celle-ci est rejetée.

Si elle déclare vouloir s'en servir et que la pièce soit essentielle pour la solution du litige, la commission surseoit à statuer jusqu'après le jugement de faux par la juridiction compétente. Si aucune juridiction n'a été saisie de la question, la commission apprécie la force probante de la pièce.

S'il peut être statué sans tenir compte de la pièce arguée de faux, il est passé outre.

Sous-section II. - De l'intervention.

Art. 24. § 1. Ceux qui ont intérêt à la solution de l'affaire peuvent y intervenir.

Le rapporteur peut communiquer la requête à toute personne dont les intérêts sont mis en cause.

La demande en intervention volontaire est formée avant la transmission du rapport au secrétariat, par une requête.

§ 2. Les parties peuvent, par une requête motivée, appeler en intervention ceux dont elles estiment la présence nécessaire à la cause.

§ 3. La requête en intervention est datée et signée par la partie ou son avocat.

Elle contient :

1° les nom, prénom, qualité et domicile ou siège des parties requérante et intervenante;

2° a peine de nullité, l'objet de la demande et un exposé des faits et des moyens.

§ 4. L'intervention ne peut retarder la solution sur le fond de l'affaire.

Sous-section III. - De la récusation.

Art. 25. Les membres de la commission peuvent être récusés pour les causes qui donnent lieu à récusation aux termes des articles 828 et 830 du Code judiciaire.

Tout membre de la commission qui sait cause de récusation en sa personne, est tenu de la déclarer à la chambre qui décide s'il doit s'abstenir.

Celui qui veut récuser, doit le faire dès qu'il a connaissance de la cause de récusation.

La récusation est proposée par requête motivée. La requête est datée et signée. Elle contient :

- 1° les nom, prénom, qualité et domicile ou siège de la partie;
- 2° l'objet de la demande et un exposé des faits et moyens;
- 3° l'indication des autres parties.

Il est statué sans délai sur la récusation, le récusant et le membre récusé entendus.

Sous-section IV. - De la connexité.

Art. 26. S'il y a intérêt à instruire et statuer par une seule et même décision sur plusieurs affaires pendantes devant des chambres différentes, le président de la commission peut désigner par ordonnance, soit d'office, soit à la demande des parties, la chambre qui en connaîtra.

Lorsqu'il s'agit d'affaires pendantes devant la même chambre, la jonction peut en être ordonnée par la chambre saisie.

Sous-section V. - Du désistement.

Art. 27. Lorsqu'il y a renonciation expresse à la demande, la chambre se prononce sans délai sur le désistement.

Section V. - De l'audience.

Art. 28. Les audiences de la commission sont publiques, sauf si le requérant sollicite le huis clos.

Art. 29. § 1. Si le requérant ou son avocat sont présents à l'audience, le président ou le rapporteur présentent les principaux éléments de l'affaire.

Les parties et leurs avocats peuvent présenter des observations orales.

Le président de la chambre prononce ensuite la clôture des débats et met la cause en délibéré.

§ 2. Sauf remise pour motif légitime, la commission statue même si une partie ne comparait pas.

Art. 30. § 1. Si durant le délibéré, une pièce ou un fait nouveau et capital sont découverts par une partie comparante, celle-ci peut, tant que la décision n'a été prononcée, demander la réouverture des débats.

L'article 773 du Code judiciaire est applicable.

§ 2. La chambre peut ordonner d'office la réouverture des débats.

Elle doit l'ordonner avant d'accueillir un moyen ou une exception sur lesquels les parties n'ont pas été mises en mesure de s'expliquer.

Section VI. - De la décision.

Art. 31. Les délibérés de la chambre sont secrets.

Art. 32. La décision par laquelle la commission statue sur la demande, contient les motifs et le dispositif et porte mention :

1° des nom, prénom, domicile ou siège des parties et, le cas échéant, des nom, prénom et qualité de la personne qui les représente;

2° des dispositions sur l'emploi des langues dont il est fait application;

3° le cas échéant, la convocation des parties et de leur avocat, leur présence à l'audience ainsi que l'éventuelle assistance par le délégué visé à l'article 34ter, deuxième alinéa, de la loi;

4° de la date du prononcé de la décision et du nom du membre ou des membres visés à l'article 5, § 1er, qui en ont délibéré.

Art. 33. Les décisions sont signées par le président de la chambre et par le secrétaire.

Art. 34. § 1. Les décisions de la commission sont exécutoires de plein droit.

Le secrétaire appose sur les expéditions, à la suite du dispositif, et suivant le cas, l'une des formules exécutoires ci-après :

« Les ministres et les autorités administratives, en ce qui les concerne, sont tenus de pourvoir à l'exécution de la présente décision. Les huissiers de justice à ce requis ont à y concourir en ce qui concerne les voies de droit commun. «

« De ministers en de administratieve overheden zijn, wat hen betreft, gehouden te zorgen voor de tenuitvoerlegging van deze beslissing. De daartoe aangezochte gerechtsdeurwaarders zijn gehouden hun medewerking te verlenen wat betreft de dwangmiddelen van gemeen recht. «

« Die Minister und die Verwaltungsbehörden haben, was sie anbetrifft, für die Vollstreckung dieses Beschlusses zu sorgen. Die dazu angeforderten Gerichtsvollzieher haben betreffs der gemeinrechtlichen Zwangsmittel ihren Beistand zu leisten. «

§ 2. Les expéditions sont délivrées par le secrétaire qui les signe et les revêt du sceau de la commission.

Section VII. - Des recours.

Art. 35. En cas d'annulation d'une décision par le Conseil d'Etat, la cause est renvoyée devant une chambre de la commission autrement composée.

Mention de l'arrêt est faite en marge de la décision annulée au registre des délibérations de la commission.

La chambre saisie sur le renvoi se conforme à l'arrêt du Conseil d'Etat sur les points de droit jugés par celui-ci.

Art. 36. Sous réserve de l'article 36, les erreurs de plume ou de calcul ou les inexactitudes évidentes peuvent être rectifiées par la commission, soit d'office, soit à la demande d'une partie dans un délai de trente jours à compter de la notification de la décision.

Les parties, dûment averties par le secrétariat, peuvent présenter des observations écrites dans le délai fixé par le président de la chambre qui a rendu la décision à rectifier.

La minute de l'ordonnance qui prescrit la rectification est annexée à la minute de la décision rectifiée. Mention de cette ordonnance est faite en marge de la minute de la décision rectifiée.

Art. 37. La commission peut, à la demande d'une des parties, interpréter une décision obscure ou ambiguë sans cependant étendre, restreindre ou modifier les droits qu'elle a octroyés.

La demande d'interprétation est introduite conformément à l'article 34, premier alinéa, de la loi. La requête contient :

- 1° l'indication des jour, mois et an;
- 2° les nom, prénom, qualité et domicile ou siège de la partie;
- 3° l'objet de la demande et un exposé des faits et moyens;
- 4° l'indication des autres parties.

La requête est communiquée à toutes les parties en cause.

Pour le surplus, la procédure prévue pour la demande d'octroi d'une aide d'urgence, d'une aide financière ou d'un complément d'aide est applicable.

La minute de la décision interprétative est annexée à la minute de la décision interprétée. Mention de la décision interprétative est faite en marge de la décision interprétée.

Section VIII. - Des dépens.

Art. 38. Le requérant peut être condamné aux dépens en cas de demande téméraire ou frauduleuse.

Les dépens comprennent :

- 1° les honoraires et débours des experts;
- 2° les indemnités et les frais des témoins;

Le recouvrement des dépens liquidés par la décision, est confié à l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, laquelle, au besoin, peut les récupérer par voie de contrainte, conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Section IX. - Dispositions générales relatives à la procédure devant la commission.

Art. 44. Les ordonnances et les décisions de la commission sont notifiées aux parties et, le cas échéant, à leur avocat et à l'autorité d'assistance.

Art. 45. Les notifications sont faites sous pli recommandé à la poste avec accusé de réception.

Toutefois les notifications adressées au Ministre peuvent être faites par remise de l'avis, de la convocation ou de la pièce, contre accusé de réception, au fonctionnaire délégué par lui conformément à l'article 48.

Les notifications adressées aux avocats des parties peuvent être faites par simple lettre.

Lorsque le requérant fait appel à une autorité d'assistance, les notifications lui adressées et adressées à l'autorité d'assistance au moyen du formulaire prévu à l'article 40bis de la loi, ainsi que toutes les autres notifications peuvent être faites par simple lettre.

Art. 46. Les avis et réponses écrites visés à l'article 12 sont déposés au secrétariat contre accusé de réception ou lui sont envoyés par lettre recommandée à la poste.

Elles contiennent un inventaire des pièces à l'appui. Celles-ci sont préalablement numérotées et enliassées par la partie ou son avocat.

La remise de copies supplémentaires des avis, réponses écrites et pièces prévues au premier et l'alinéa 3 peut être ordonnée.

Art. 47. Les parties et leur avocat peuvent prendre connaissance du dossier de l'affaire au secrétariat de la commission.

Art. 48. Le Ministre de la Justice peut se faire représenter par un fonctionnaire délégué par lui ou par un avocat.

Art. 49. Excepté les cas où il est fait application de l'article 40*bis* de la loi, chaque partie, qui n'est pas une autorité publique, élit domicile en Belgique. La mention d'une adresse sur une requête, sur des conclusions ou sur un mémoire vaut élection de domicile.

A défaut d'élection de domicile, aucune notification ne doit être faite par le secrétariat et la procédure est réputée contradictoire.

Toute notification est faite au domicile élu, même en cas de décès de la partie.

Art. 50. § 1. Les délais prévus par le présent arrêté prennent cours à la date de la réception du pli. Si, le destinataire refuse le pli, le délai prend cours à dater du refus.

La date de la poste fait foi tant pour l'envoi que pour la réception ou pour le refus.

Les articles 52 à 54 du Code judiciaire sont applicables.

§ 2. Les délais prévus par le présent arrêté sont augmentés de soixante jours en faveur des personnes demeurant dans un pays d'Europe qui n'est pas limitrophe de la Belgique, et de nonante jours en faveur de celles qui demeurent hors d'Europe.

§ 3. Les délais courent contre les mineurs, interdits et autres incapables. Toutefois la commission relève ceux-ci de la déchéance lorsqu'il est établi que leur représentation n'était pas assurée, en temps voulu, avant l'expiration des délais.

Art. 51. En cas d'urgence, la chambre peut ordonner la réduction des délais prescrits pour les actes de procédure.

Art. 52. En cas de décès d'une partie, toutes communications et notifications émanant de la commission sont valablement faites au domicile du défunt aux ayants droit collectivement, et sans désignation des noms et qualités.

Art. 53. Le secrétariat transmet au bureau compétent de l'enregistrement et des domaines, dans le ressort duquel le débiteur a son domicile ou sa résidence habituelle, une copie certifiée conforme de toute décision définitive de la commission, accompagnée d'une relevé des sommes à recouvrer au titre de subrogation et, le cas échéant, au titre de dépens.

Section X. - De l'agrément des associations pouvant éventuellement assister le requérant.

Art. 53bis. § 1er. Une association peut être agréée comme association prévue à l'article 34ter, 2e alinéa, de la loi, pour autant qu'elle remplisse la condition suivante : être agréée pour l'aide et l'assistance aux victimes d'infractions par l'autorité communautaire ou régionale compétente et recevoir des subsides de celle-ci.

La demande d'agrément est adressée au Ministre accompagnée des pièces établissant que la condition du premier alinéa est remplie.

Le Ministre ou le service compétent du Service public fédéral Justice peuvent demander des informations complémentaires, auxquelles le demandeur doit répondre par écrit.

L'agrément est accordé pour une durée de six ans et peut être renouvelé.

§ 2. En cas de cessation des activités ou de retrait de l'agrément et des subsides visés au § 1er, premier alinéa, l'association est tenue dans les trente jours d'en avvertir le Ministre ou le service compétent du Service public fédéral Justice.

§ 3. L'agrément est retiré lorsque la condition prévue au § 1er, premier alinéa, n'est plus remplie.

L'agrément peut également être retiré s'il y a plainte écrite d'une personne qui se prétend victime d'acte intentionnel de violence faisant état de ce que l'association lui porte préjudice.

§ 4. Lorsqu'un retrait d'agrément est envisagé, l'association en est informée par lettre recommandée motivée.

L'association à 60 jours à partir de la notification pour y répondre par écrit.

A l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, la décision est notifiée à l'organisation dans les 60 jours. La décision est motivée. A l'expiration de ce délai de 60 jours, le silence est réputé constituer une décision de ne pas retirer l'agrément.

§ 5. L'agrément est suspendu à partir de la notification prévue au § 4, alinéa 1er, lorsque la condition prévue au § 1er, premier alinéa n'est plus remplie.

Par décision motivée, l'agrément peut être suspendu à partir de la notification prévue au § 4, alinéa 1er, lorsque le retrait est envisagé suite à une plainte écrite d'une personne qui se prétend victime d'acte intentionnel de violence faisant état de ce que l'association lui porte préjudice.

La suspension prend fin le jour de la décision de retirer ou de ne pas retirer l'agrément.

CHAPITRE IVBIS. - DE LA PROCÉDURE LORSQUE LA COMMISSION FOURNIT L'ASSISTANCE PRÉVUE À L'ARTICLE 40 DE LA LOI.

Art. 53ter. Le secrétariat tient dans un registre distinct les dossiers dans lesquels une aide est demandée sur base de l'article 40 de la loi.

Le président désigne le secrétaire ou les secrétaires adjoints chargés de l'exécution des missions visées à l'article 40, alinéa 2, points 1 à 4, de la loi.

Art. 53quater. Le président prend les dispositions visées à l'article 40, alinéa 2, 5°, de la loi. Le cas échéant, il se désigne ou désigne un vice-président pour faire passer l'audition visée au point 5°, b).

Le secrétariat convoque la personne à entendre par pli recommandé à la poste. Les raisons de cette convocation doivent être mentionnées dans la lettre de convocation.

Le procès-verbal de l'audition est signé par le président, le secrétaire et la personne entendue.

Le secrétariat transmet le procès-verbal d'audition à l'autorité de décision. Une copie est remise à la personne entendue.

CHAPITRE V. - DES AVIS.

Art. 54. La commission est saisie d'une demande d'avis fondée sur l'article 39, § 2, deuxième alinéa, de la loi par une requête motivée, déposée en triple exemplaire au secrétariat de la commission ou à lui adressée par lettre recommandée à la poste.

La requête contient :

- 1° l'indication des jour, mois et an;
- 2° la mention de la décision qui a alloué l'aide;
- 3° les nom, prénom, qualité et domicile actuel de la personne à laquelle l'aide a été allouée;
- 4° l'objet de la demande et un exposé des faits et des moyens.

Art. 55. La requête et les pièces à l'appui sont notifiées au requérant originaire et au Ministre de la Justice, qui ont soixante jours pour faire parvenir au secrétariat leurs observations.

Art. 56. L'ordonnance portant fixation de l'affaire est notifiée, quinze jours au moins avant l'audience, au requérant originaire, au Ministre de la Justice et au Ministre des Finances, et, le cas échéant, à leur avocat.

Le Ministre des Finances peut se faire représenter par un fonctionnaire délégué par lui ou par un avocat.

Art. 57. L'avis est notifié au requérant originaire, au Ministre de la Justice et au Ministre des Finances.

Le cas échéant, une copie en est adressée par simple lettre à leur avocat.

CHAPITRE VI. - DISPOSITIONS FINALES.

Art. 58. Les articles 28 et 29 de la loi entrent en vigueur le dixième jour après celui de la publication du présent arrêté au Moniteur belge.

L'article 30 de la loi entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel le présent arrêté aura été publié au Moniteur belge.

Les articles 31 à 41 de la loi produisent leurs effets le 6 août 1985.

Art. 59. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre du Budget, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

3. LA CONVENTION EUROPEENNE DU 24 NOVEMBRE 1983 RELATIVE AU DEDOMMAGEMENT DES VICTIMES D'INFRACTIONS VIOLENTES

TITRE I^{ER}. - PRINCIPES FONDAMENTAUX.

Article 1. Les Parties s'engagent à prendre les dispositions nécessaires pour donner effet aux principes énoncés au Titre 1 de la présente Convention.

Art. 2. 1. Lorsque la réparation ne peut être entièrement assurée par d'autres sources, l'Etat doit contribuer au dédommagement :

a. de ceux qui ont subi de graves atteintes au corps ou à la santé résultant directement d'une infraction intentionnelle de violence;

b. de ceux qui étaient à la charge de la personne décédée à la suite d'une telle infraction.

2. Le dédommage prévu à l'alinéa précédent sera accordé même si l'auteur ne peut pas être poursuivi ou puni.

Art. 3. L'indemnité sera accordée par l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise :

a. aux ressortissants des Etats parties à la présente Convention;

b. aux ressortissants de tous les Etats membres du Conseil de l'Europe qui résident en permanence dans l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

Art. 4. Le dédommagement couvrira au moins, selon le cas, les éléments suivants du préjudice : perte de revenus, frais médicaux et d'hospitalisation, frais funéraires, et, en ce qui concerne les personnes à charge, perte d'aliments.

Art. 5. Le régime de dédommagement peut fixer au besoin, pour l'ensemble ou pour les éléments de l'indemnité, une limite supérieure au-dessus de laquelle et un seuil minimum au-dessous duquel aucun dédommagement ne sera versé.

Art. 6. Le régime de dédommagement peut fixer un délai dans lequel les requêtes en dédommagement doivent être introduites.

Art. 7. Le dédommagement peut être réduit ou supprimé compte tenu de la situation financière du requérant.

Art. 8. 1. Le dédommagement peut être réduit ou supprimé en raison du comportement de la victime ou du requérant avant, pendant ou après l'infraction, ou en relation avec le dommage causé.

2. Le dédommagement peut aussi être réduit ou supprimé si la victime ou le requérant est impliqué(e) dans la criminalité organisée ou appartient à une organisation qui se livre à des infractions de violence.

3. Le dédommagement peut également être réduit ou supprimé dans le cas où une réparation, totale ou partielle, serait contraire au sens de la justice ou à l'ordre public.

Art. 9. Afin d'éviter un double dédommagement, l'Etat ou l'autorité compétente peut imputer sur le dédommagement accordé ou réclamer à la personne indemnisée toute somme, relative au préjudice, reçue du délinquant, de la sécurité sociale, d'une assurance ou provenant de toute autre source.

Art. 10. L'Etat ou l'autorité compétente peut être subrogé(e) dans les droits de la personne indemnisée à concurrence du montant versé.

Art. 11. Les Parties s'engagent à prendre les mesures appropriées afin que des informations concernant le régime de dédommagement soient à la disposition des requérants potentiels.

TITRE II. - COOPÉRATION INTERNATIONALE.

Art. 12. Sous réserve de l'application des accords bilatéraux ou multilatéraux d'assistance mutuelle conclus entre Etats contractants, les autorités compétentes des Parties doivent s'accorder mutuellement, sur demande, la plus large assistance possible dans le domaine couvert par la présente Convention. Dans ce but, chaque Etat contractant désignera une autorité centrale chargée de recevoir les demandes d'assistance et d'y donner suite et en informera le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe lors du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Art. 13. 1. Le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) du Conseil de l'Europe sera tenu informé de l'application de la présente Convention.

2. A cette fin, chaque Partie transmettra au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe toute information utile concernant ses dispositions législatives ou réglementaires relatives aux questions couvertes par la Convention.

TITRE III. - CLAUSES FINALES.

Art. 14. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Art. 15. 1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle trois

Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention conformément aux dispositions de l'article 14.

2. Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Art. 16. 1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe à adhérer à la présente Convention par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20, d., du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité.

2. Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

Art. 17. 1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, à tout moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire général.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire général. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire général.

Art. 18. 1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer faire usage d'une ou de plusieurs réserves.

2. Tout Etat contractant qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe précédent peut la retirer en tout ou en partie en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet à la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

3. La Partie qui a formulé une réserve au sujet d'une disposition de la présente Convention ne peut prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie; toutefois, elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle l'a acceptée.

Art. 19. 1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire général.

Art. 20. Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

- a. toute signature;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 15, 16 et 17;
- d. tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

